

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

TABLE DES DÉBATS DU SÉNAT

Sessions de 1996

TABLE THÉMATIQUE

ÉTABLIE PAR LE SERVICE DES ARCHIVES DU SÉNAT

TABLES
Volume 39



SÉNAT

TABLE DES DÉBATS

TABLE THÉMATIQUE

Clôture de la session ordinaire de 1995-1996, ouverte le 2 octobre 1995.....	29 juin 1996
<i>Congrès du Parlement</i>	19 février 1996
Ouverture de la session ordinaire de 1996-1997.....	1er octobre 1996

NOTA : - Les impressions du Sénat sont numérotées, pour chaque année, à compter du premier jour de la session ordinaire jusqu'à la veille du premier jour de la session ordinaire de l'année suivante.

SOMMAIRE

Avertissement	p. 5
Liste des principales abréviations utilisées.....	p. 6

PREMIÈRE PARTIE : INFORMATIONS PARLEMENTAIRES ANNUELLES

I - COMPOSITION DU SÉNAT

A. - Liste par ordre alphabétique de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1996	p. 7
B. - Liste par circonscription de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1996	p. 10
C. - Renouvellement triennal par tiers du Sénat.....	p. 14
D. - Contestations d'opérations électorales.....	p. 15
E. - Elections partielles	p. 15
F. - Sénateurs décédés.....	p. 15
G. - Démission	p. 15
H. - Déchéances	p. 15
I. - Vacances de siège	p. 15
J. - Remplacements de sénateurs	p. 15
K. - Sénateurs en mission temporaire	p. 15
L. - Anciens sénateurs décédés.....	p. 15
II. - BUREAU DU SÉNAT.....	p. 16
III - SESSIONS.....	p. 16
IV - COMPOSITION DES GROUPES POLITIQUES	p. 16
V - COMPOSITION DES COMMISSIONS	
A. - Commissions permanentes.....	p. 17
B. - Commission mixtes paritaires.....	p. 19

VI -	LISTE DES RAPPORTEURS SPÉCIAUX ET DES RAPPORTEURS POUR AVIS (LOI DE FINANCES)	p. 25
VII -	DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES	p. 27
VIII -	DÉLÉGATION FRANÇAISE A L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE L'ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE.....	p. 28
IX -	DÉLÉGATION DU SÉNAT A L'ASSEMBLÉE DE L'ATLANTIQUE NORD.....	p. 28
X -	HAUTE COUR DE JUSTICE - COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE	p. 28
XI -	COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES.....	p. 29
XII -	ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE	p. 29
XIII -	MISSIONS D'INFORMATION.....	p. 30
XIV -	ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES	p. 31
XV -	MINISTÈRE : Gouvernement Alain Juppé.....	p. 38
XVI -	TEXTES	
	A - Inscrits à l'ordre du jour du Sénat en 1996	p. 39
	B. - Déposés en 1996, mais non inscrits à l'ordre du jour du Sénat	p. 42
XVII -	DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL.....	p. 45
XVIII -	PÉTITION.....	p. 46
XIX -	TABLEAUX DE CONCORDANCE DU JOURNAL OFFICIEL.....	p. 47
XX -	EXPLICATION DES SIGLES.....	p. 48

DEUXIÈME PARTIE : TABLE THÉMATIQUE

(précédée de la liste des thèmes abordés au cours des travaux du Sénat)

AVERTISSEMENT

Les Tables des débats du Sénat se composent de trois parties distinctes : Table nominative, Table thématique, et recueil des Informations parlementaires annuelles sur la composition et l'activité du Sénat.

La **Table nominative** contient, en regard des noms de Mmes et MM. les Sénateurs et Ministres, un récapitulatif chronologique de leur activité durant l'année au cours des séances publiques du Sénat.

La **Table thématique** contient la liste alphabétique des principaux sujets examinés par le Sénat ; à cette Table est annexé le recueil des **Informations parlementaires annuelles**.

ABRÉVIATIONS

Groupes politiques :

CRC	Groupe Communiste Républicain et Citoyen.
RDSE	Groupe du Rassemblement Démocratique et Social Européen.
RI	Groupe des Républicains et Indépendants.
RPR	Groupe du Rassemblement pour la République.
S	Groupe Socialiste.
UC	Groupe de l'Union Centriste.
NI	Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.
-A	Apparenté à un groupe politique.
-R	Rattaché administrativement à un groupe politique.

Divers :

AFCL	Commission des affaires culturelles.
ECON	Commission des affaires économiques et du Plan.
ETRD	Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.
SOCI	Commission des affaires sociales.
FINC	Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.
LOIS	Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

NOTA : Pour l'usage des Tables et de la présente brochure, il faut préciser que :

- les dates ne comportant aucune autre mention sont celles des séances publiques ;
- les dates précédées de la mention « *JO Débats* » renvoient à celles du *Journal officiel, Débats parlementaires, Sénat* ;
- enfin, les dates précédées de la mention « *JO Lois et Décrets* » renvoient à ce *Journal officiel*.

I. - COMPOSITION DU SÉNAT

A. - Liste par ordre alphabétique de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1996

A

François ABADIE, Hautes-Pyrénées - RDSE - ETRD.
Nicolas ABOUT, Yvelines - RI-A - ETRD.
Philippe ADNOT, Aube - NI - FINC.
Michel ALLONCLE, Charente - RPR - ETRD.
Guy ALLOUCHE, Nord - S. - LOIS.
Louis ALTHAPÉ, Pyrénées-Atlantiques - RPR - ECON.
Jean-Paul AMOUDRY, Haute-Savoie - UC - LOIS.
Philippe ARNAUD, Charente - UC - AFCL.
Alphonse ARZEL, Finistère - UC - ECON.
François AUTAIN, Loire-Atlantique - S. - SOCI.
Germain AUTHIÉ, Ariège - S. - LOIS.

B

Robert BADINTER, Hauts-de-Seine - S. - LOIS.
Denis BADRÉ, Hauts-de-Seine - UC - FINC.
Honoré BAILET, Alpes-Maritimes - RPR - AFCL.
José BALARELLO, Alpes-Maritimes - RI - LOIS.
René BALLAYER, Mayenne - UC - FINC.
Bernard BARBIER, Côte-d'Or - RI - FINC.
Janine BARDOU, Lozère - RI - ECON.
Bernard BARRAUX, Allier - UC - ECON.
Jacques BAUDOT, Meurthe-et-Moselle - UC - FINC.
Jean-Michel BAYLET, Tarn-et-Garonne - RDSE - ETRD.
Marie-Claude BEAUDEAU, Val-d'Oise - CRC - FINC.
Jean-Luc BÉCART, Pas-de-Calais - CRC - ETRD.
Michel BÉCOT, Deux-Sèvres - UC-R - ECON.
Henri BELCOUR, Corrèze - RPR - SOCI.
Claude BELOT, Charente-Maritime - UC-R - FINC.
Monique Ben GUIGA, Français établis hors de France - S. - ETRD.
Georges BERCHET, Haute-Marne - RDSE - ECON.
Maryse BERGÉ-LAVIGNE, Haute-Garonne - S. - FINC.
Jean BERNADAUX, Meurthe-et-Moselle - UC - AFCL.
Jean BERNARD, Marne - RPR - AFCL.
Daniel BERNARDET, Indre - UC - ETRD.
Roger BESSE, Cantal - RPR - FINC.
Jean BESSON, Drôme - S. - ECON.
Jacques BIALSKI, Nord - S. - SOCI.
Pierre BIARNÈS, Français établis hors de France - S. - ETRD.
Danielle BIDARD-REYDET, Seine-Saint-Denis - CRC - ETRD.
Claude BILLARD, Val-de-Marne - CRC - ECON.
Jacques BIMBENET, Loir-et-Cher - RDSE - SOCI.
Jean BIZET, Manche - RPR - SOCI.
François BLAIZOT, Charente-Maritime - UC - LOIS.
Paul BLANC, Pyrénées-Orientales - RPR - SOCI.
Maurice BLIN, Ardennes - UC - FINC.
Annick BOCANDÉ, Seine-Maritime - UC - SOCI.
André BOHL, Moselle - UC - LOIS.
Christian BONNET, Morbihan - RI - LOIS.
Marcel BONY, Puy-de-Dôme - S. - ECON.
James BORDAS, Indre-et-Loire - RI - AFCL.
Didier BOROTRA, Pyrénées-Atlantiques - UC - ETRD.
Nicole BORVO, Paris - CRC - LOIS.
Joël BOURDIN, Eure - RI - FINC.
Yvon BOURGES, Ile-et-Vilaine - RPR - ETRD.
Philippe de BOURGOING, Calvados - RI - LOIS.
André BOYER, Lot - RDSE - ETRD.
Jean BOYER, Isère - RI - ECON.
Louis BOYER, Loiret - RI - SOCI.
Jacques BRACONNIER, Aisne - RPR - ECON.
Gérard BRAUN, Vosges - RPR-A - ECON.

Dominique BRAYE, Yvelines - RPR-A - ECON.
Paulette BRISEPIERRE, Français établis hors de France - RPR - ETRD.

C

Guy CABANEL, Isère - RDSE - FINC.
Michel CALDAGUÈS, Paris - RPR - ETRD.
Robert CALMEJANE, Seine-Saint-Denis - RPR - ETRD.
Jean-Pierre CAMOIN, Bouches-du-Rhône - RPR - AFCL.
Jean-Pierre CANTEGRIT, Français établis hors de France - UC-R - SOCI.
Jean-Claude CARLE, Haute-Savoie - RI - AFCL.
Jean-Louis CARRÈRE, Landes - S. - AFCL.
Robert CASTAING, Gers - S. - AFCL.
Francis CAVALIER-BÉNÉZET, Gard - S. - SOCI.
Auguste CAZALET, Pyrénées-Atlantiques - RPR - FINC.
Charles CECCALDI-RAYNAUD, Hauts-de-Seine - RPR - LOIS.
Gérard CÉSAR, Gironde - RPR-A - ECON.
Gilbert CHABROUX, Rhône - S. - SOCI.
Michel CHARASSE, Puy-de-Dôme - S. - FINC.
Marcel CHARMANT, Nièvre - S. - AFCL.
Michel CHARZAT, Paris - S. - ECON.
Jacques CHAUMONT, Sarthe - RPR - FINC.
Jean CHÉRIOUX, Paris - RPR - SOCI.
William CHERVY, Creuse - S. - ECON.
Marcel-Pierre CLÉACH, Sarthe - RI-R - ECON.
Jean CLOUET, Val-de-Marne - RI - ETRD.
Jean CLUZEL, Allier - UC - FINC.
Henri COLLARD, Eure - RDSE - FINC.
Yvon COLLIN, Tarn-et-Garonne - RDSE - FINC.
Charles-Henri de COSSÉ-BRISSAC, Loire-Atlantique - RI - ETRD.
Raymond COURRIÈRE, Aude - S. - LOIS.
Roland COURTEAU, Aude - S. - ECON.
Jean-Patrick COURTOIS, Saône-et-Loire - RPR - LOIS.
Pierre CROZE, Français établis hors de France - RI - ETRD.
Charles de CUTTOLI, Français établis hors de France - RPR - LOIS.

D

Philippe DARNICHE, Vendée - NI - SOCI.
Marcel DAUNAY, Ile-et-Vilaine - UC - AFCL.
Marcel DEBARGE, Seine-Saint-Denis - S. - ETRD.
Désiré DEBAVELAERE, Pas-de-Calais - RPR-A - ECON.
Luc DEJOIE, Loire-Atlantique - RPR - LOIS.
Jean DELANEAU, Indre-et-Loire - RI - AFCL.
Bertrand DELANOE, Paris - S. - ETRD.
Jean-Paul DELEVOYE, Pas-de-Calais - RPR - LOIS.
Gérard DELFAU, Hérault - S. - ECON.
Jacques DELONG, Haute-Marne - RPR - FINC.
Jean-Pierre DEMERLIAT, Haute-Vienne - S. - ETRD.
Michelle DEMESSINE, Nord - CRC - SOCI.
Fernand DEMILLY, Somme - RDSE - ECON.
Christian DEMUYNCK, Seine-Saint-Denis - RPR-R - LOIS.
Marcel DENEUX, Somme - UC - ECON.
Charles DESCOURS, Isère - RPR - SOCI.
Rodolphe DÉsirÉ, Martinique - S.-A - ECON.
Georges DESSAIGNE, Mayenne - UC - SOCI.
Marie-Madeleine DIEULANGARD, Loire-Atlantique - S. - SOCI.
André DILIGENT, Nord - UC - AFCL.

Jacques DOMINATI, Paris - RI - ECON.
Michel DOUBLET, Charente-Maritime - RPR - ECON.
Michel DREYFUS-SCHMIDT, Territoire de Belfort - S. - LOIS.
Alain DUFAUT, Vaucluse - RPR - AFCL.
Xavier DUGOIN, Essonne - RPR - ETRD.
André DULAIT, Deux-Sèvres - UC-R - ETRD.
Ambroise DUPONT, Calvados - RI - AFCL.
Hubert DURAND-CHASTEL, Français établis hors de France - NI - ETRD.
Josette DURRIEU, Hautes-Pyrénées - S. - ECON.
Bernard DUSSAUT, Gironde - S. - ECON.
Joëlle DUSSEAU, Gironde - RDSE - SOCI.

E

Daniel ECKENSPIELLER, Haut-Rhin - RPR-A - AFCL.
André ÉGU, Ille-et-Vilaine - UC - AFCL.
Jean-Paul ÉMIN, Ain - RI - ECON.
Jean-Paul EMORINE, Saône-et-Loire - RI - ECON.
Claude ESTIER, Paris - S. - ETRD.

F

Hubert FALCO, Var - RI - ETRD.
Léon FATOUS, Pas-de-Calais - S. - ECON.
Pierre FAUCHON, Loir-et-Cher - UC - LOIS.
Jean FAURE, Isère - UC - ETRD.
Guy FISCHER, Rhône - CRC - SOCI.
Hilaire FLANDRE, Ardennes - RPR - ECON.
Jean-Pierre FOURCADE, Hauts-de-Seine - RI - SOCI.
Alfred FOY, Nord - NI - SOCI.
Serge FRANCHIS, Yonne - UC - SOCI.
Philippe FRANÇOIS, Seine-et-Marne - RPR - ECON.
Jean FRANÇOIS-PONCET, Lot-et-Garonne - RDSE - ECON.
Jacqueline FRAYSSE-CAZALIS, Hauts-de-Seine - CRC - SOCI.

G

Yann GAILLARD, Aube - RPR-A - FINC.
Aubert GARCIA, Gers - S. - ECON.
Philippe de GAULLE, Paris - RPR - ETRD.
Patrice GÉLARD, Seine-Maritime - RPR - LOIS.
Jacques GENTON, Cher - UC - ETRD.
Alain GÉRARD, Finistère - RPR - AFCL.
François GERBAUD, Indre - RPR - ECON.
François GIACOBBI, Haute-Corse - RDSE - LOIS.
Charles GINÉSY, Alpes-Maritimes - RPR - ECON.
Jean-Marie GIRAULT, Calvados - RI - LOIS.
Paul GIROD, Aisne - RDSE - LOIS.
Daniel GOULET, Orne - RPR - ETRD.
Alain GOURNAC, Yvelines - RPR - SOCI.
Adrien GOUTEYRON, Haute-Loire - RPR - AFCL.
Jean GRANDON, Eure-et-Loir - NI - ECON.
Francis GRIGNON, Bas-Rhin - UC - ECON.
Georges GRUILLOT, Doubs - RPR - ECON.
Yves GUÉNA, Dordogne - RPR - ETRD.

H

Jacques HABERT, Français établis hors de France - NI - ETRD.
Hubert HAENEL, Haut-Rhin - RPR - FINC.
Emmanuel HAMEL, Rhône - RPR - FINC.
Claude HAUT, Vaucluse - S. - ECON.
Anne HEINIS, Manche - RI - ECON.
Marcel HENRY, Mayotte - UC - ETRD.
Pierre HÉRISSON, Haute-Savoie - UC - ECON.
Rémi HERMENT, Meuse - UC - ECON.

Daniel HOFFFEL, Bas-Rhin - UC - LOIS.
Jean HUCHON, Maine-et-Loire - UC - ECON.
Bernard HUGO, Ardèche - RPR - ECON.
Jean-Paul HUGOT, Maine-et-Loire - RPR - AFCL.
Roland HUGUET, Pas-de-Calais - S. - SOCI.
Claude HURIET, Meurthe-et-Moselle - UC - SOCI.
Roger HUSSON, Moselle - RPR - ETRD.
Jean-Jacques HYEST, Seine-et-Marne - UC - LOIS.

J

Pierre JEAMBRUN, Jura - RDSE - AFCL.
Charles JOLIBOIS, Maine-et-Loire - RI - LOIS.
Bernard JOLY, Haute-Saône - RDSE - ECON.
André JOURDAIN, Jura - RPR - SOCI.
Alain JOYANDET, Haute-Saône - RPR - AFCL.

L

Philippe LABEYRIE, Landes - S. - AFCL.
Jean-Philippe LACHENAUD, Val-d'Oise - RI - FINC.
Pierre LAFFITTE, Alpes-Maritimes - RDSE - AFCL.
Jean-Pierre LAFOND, Bouches-du-Rhône - NI - AFCL.
Pierre LAGOURGUE, La Réunion - UC - SOCI.
Christian de LA MALÈNE, Paris - RPR - ETRD.
Alain LAMBERT, Orne - UC - FINC.
Lucien LANIER, Val-de-Marne - RPR - LOIS.
Jacques LARCHÉ, Seine-et-Marne - RI - LOIS.
Gérard LARCHER, Yvelines - RPR - ECON.
Dominique LARIFLA, Guadeloupe - S.-A - SOCI.
Edmond LAURET, La Réunion - RPR - ECON.
René-Georges LAURIN, Var - RPR - LOIS.
Henri LE BRETON, Morbihan - UC - AFCL.
Dominique LECLERC, Indre-et-Loire - RPR - SOCI.
Jacques LEGENDRE, Nord - RPR - AFCL.
Jean-François LE GRAND, Manche - RPR - ECON.
Guy LEGUEVAQUES, Haute-Garonne - S. - LOIS.
Édouard LE JEUNE, Finistère - UC - ETRD.
Guy LEMAIRE, Loire-Atlantique - RPR - AFCL.
Marcel LESBROS, Hautes-Alpes - UC - SOCI.
François LESEIN, Aisne - RDSE - AFCL.
Félix LEYZOUR, Côtes d'Armor - CRC - ECON.
Claude LISE, Martinique - S.-A - FINC.
Maurice LOMBARD, Côte-d'Or - RPR - ETRD.
Paul LORIDANT, Essonne - CRC - FINC.
Jean-Louis LORRAIN, Haut-Rhin - UC - SOCI.
Simon LOUECKHOTE, Nouvelle-Calédonie - RPR - SOCI.
Roland du LUART, Sarthe - RI - FINC.
Hélène LUC, Val-de-Marne - CRC - AFCL.

M

Jacques MACHET, Marne - UC - SOCI.
Jean MADELAIN, Ille-et-Vilaine - UC - SOCI.
Philippe MADRELLE, Gironde - S. - ETRD.
Jacques MAHÉAS, Seine-Saint-Denis - S. - LOIS.
Kléber MALÉCOT, Loiret - UC - ECON.
André MAMAN, Français établis hors de France - NI - AFCL.
Michel MANET, Dordogne - S. - SOCI.
Philippe MARINI, Oise - RPR - FINC.
René MARQUÈS, Pyrénées-Orientales - UC - SOCI.
Pierre MARTIN, Somme - RPR - AFCL.
Jean-Pierre MASSERET, Moselle - S. - FINC.
Marc MASSION, Seine-Maritime - S. - FINC.
Paul MASSON, Loiret - RPR - LOIS.
François MATHIEU, Loire - UC - AFCL.
Serge MATHIEU, Rhône - RI - SOCI.
Pierre MAUROY, Nord - S. - ETRD.

Georges MAZARS, Tarn - S. - SOCI.
Jean-Luc MÉLENCHON, Essonne - S. - ETRD.
Jacques de MENO, Finistère - RPR - ECON.
Louis MERCIER, Loire - UC - ECON.
Michel MERCIER, Rhône - UC - FINC.
Lucette MICHAUX-CHEVRY, Guadeloupe - RPR - ECON.
Daniel MILLAUD, Polynésie française - UC - LOIS.
Louis MINETTI, Bouches-du-Rhône - CRC - ECON.
Gérard MIQUEL, Lot - S. - FINC.
Louis MOINARD, Vendée - UC - ECON.
René MONORY, Vienne - UC.
Michel MOREIGNE, Creuse - S. - FINC.
Georges MOULY, Corrèze - RDSE - SOCI.

N

Philippe NACHBAR, Meurthe-et-Moselle - RI - AFCL.
Lucien NEUWIRTH, Loire - RPR - SOCI.

O

Nelly OLIN, Val-d'Oise - RPR - SOCI.
Paul d'ORNANO, Français établis hors de France - RPR - ETRD.
Joseph OSTERMANN, Bas-Rhin - RPR - FINC.
Georges OTHILY, Guyane - RDSE - LOIS.
Jacques OUDIN, Vendée - RPR - FINC.

P

Robert PAGÈS, Seine-Maritime - CRC - LOIS.
Sosefo Makapé PAPILIO, Iles Wallis-et-Futuna - RPR - AFCL.
Charles PASQUA, Hauts-de-Seine - RPR - ETRD.
Jean-Marc PASTOR, Tarn - S. - ECON.
Michel PELCHAT, Essonne - RI - AFCL.
Guy PENNE, Français établis hors de France - S. - ETRD.
Jean PÉPIN, Ain - RI - ECON.
Daniel PERCHERON, Pas-de-Calais - S. - ECON.
Jean PEYRAFITTE, Haute-Garonne - S. - ECON.
Alain PEYREFITTE, Seine-et-Marne - RPR - ETRD.
Jean-Claude PEYRONNET, Haute-Vienne - S. - LOIS.
Louis PHILIBERT, Bouches-du-Rhône - S. - AFCL.
Bernard PIRAS, Drôme - S. - LOIS.
Bernard PLASAIT, Paris - RI - ETRD.
Régis PLOTON, Haute-Loire - RI - ETRD.
Alain PLUCHET, Eure - RPR - ECON.
Jean-Marie POIRIER, Val-de-Marne - UC - AFCL.
Guy POIRIEUX, Loire - RI - AFCL.
Christian PONCELET, Vosges - RPR - FINC.
Jean POURCHET, Doubs - UC - ECON.
André POURNY, Saône-et-Loire - RI-R - SOCI.
Danièle POURTAUD, Paris - S. - AFCL.
Claude PRADILLE, Gard - S. - LOIS.
Gisèle PRINTZ, Moselle - S. - SOCI.
Jean PUECH, Aveyron - RI - ECON.

Q

Roger QUILLIOT, Puy-de-Dôme - S. - AFCL.

R

Henri de RAINCOURT, Yonne - RI - SOCI.
Jack RALITE, Seine-Saint-Denis - CRC - AFCL.
Paul RAOULT, Nord - S. - ECON.
Jean-Marie RAUSCH, Moselle - RDSE-R - ECON.

René RÉGNAULT, Côtes-d'Armor - S. - FINC.
Ivan RENAR, Nord - CRC - AFCL.
Victor REUX, Saint-Pierre-et-Miquelon - RPR - AFCL.
Charles REVET, Seine-Maritime - RI - ECON.
Henri REVOL, Côte-d'Or - RI - ECON.
Alain RICHARD, Val-d'Oise - S. - FINC.
Philippe RICHERT, Bas-Rhin - UC - AFCL.
Roger RIGAUDIÈRE, Cantal - RPR - ECON.
Roger RINCHET, Savoie - S. - ECON.
Guy ROBERT, Vienne - UC - ETRD.
Jean-Jacques ROBERT, Essonne - RPR - ECON.
Michel ROCARD, Yvelines - S. - ETRD.
Jacques ROCCA SERRA, Bouches-du-Rhône - UC-R - ECON.
Louis-Ferdinand de ROCCA SERRA, Corse-du-Sud - RI - LOIS.
Josselin de ROHAN, Morbihan - RPR - ECON.
Gérard ROUJAS, Haute-Garonne - S. - SOCI.
René ROUQUET, Val-de-Marne - S. - ECON.
André ROUVIÈRE, Gard - S. - ETRD.
Michel RUFIN, Meuse - RPR - LOIS.

S

Claude SAUNIER, Côtes-d'Armor - S. - AFCL.
Jean-Pierre SCHOSTECK, Hauts-de-Seine - RPR - LOIS.
Maurice SCHUMANN, Nord - RPR - FINC.
Bernard SEILLIER, Aveyron - RI - SOCI.
Michel SERGENT, Pas-de-Calais - S. - FINC.
Franck SÉRUSCLAT, Rhône - S. - AFCL.
René-Pierre SIGNÉ, Nièvre - S. - AFCL.
Raymond SOUCARET, Lot-et-Garonne - RDSE - ECON.
Michel SOUPELET, Oise - UC - ECON.
Louis SOUVET, Doubs - RPR - SOCI.

T

Fernand TARDY, Alpes-de-Haute-Provence - S. - ECON.
Martial TAUGOURDEAU, Eure-et-Loir - RPR - SOCI.
Henri TORRE, Ardèche - RI - FINC.
René TRÉGOUËT, Rhône - RPR - FINC.
François TRUCY, Var - RI - FINC.
Alex TÜRK, Nord - NI - LOIS.

U

Maurice ULRICH, Paris - RPR - LOIS.

V

Jacques VALADE, Gironde - RPR - AFCL.
André VALLET, Bouches-du-Rhône, RDSE - ECON.
Alain VASSELLE, Oise - RPR - SOCI.
Albert VECTEN, Marne - UC - AFCL.
Paul VERGÈS, La Réunion - NI - SOCI.
André VÉZINHET, Hérault - S. - SOCI.
Jean-Pierre VIAL, Savoie - RPR - ECON.
Marcel VIDAL, Hérault - S. - AFCL.
Robert-Paul VIGOUROUX, Bouches-du-Rhône - RDSE - ETRD.
Xavier de VILLEPIN, Français établis hors de France - UC - ETRD.
Serge VINÇON, Cher - RPR - ETRD.

W

Henri WEBER, Seine-Maritime - S. - AFCL.

B. - Liste par circonscription de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1996

a. DÉPARTEMENTS DE LA MÉTROPOLE

- 1 - **AIN** (2 Sénateurs).
Jean-Paul Émin.
Jean Pépin.
- 2 - **AISNE** (3 Sénateurs).
Jacques Braconnier.
Paul Girod.
François Lesein.
- 3 - **ALLIER** (2 Sénateurs).
Bernard Barraux.
Jean Cluzel.
- 4 - **ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE** (1 Sénateur).
Fernand Tardy.
- 5 - **HAUTES-ALPES** (1 Sénateur).
Marcel Lesbros.
- 6 - **ALPES-MARITIMES** (4 Sénateurs).
Honoré Bailet.
José Balarello.
Charles Ginésy.
Pierre Laffitte.
- 7 - **ARDÈCHE** (2 Sénateurs).
Bernard Hugo.
Henri Torre.
- 8 - **ARDENNES** (2 Sénateurs).
Maurice Blin.
Hilaire Flandre.
- 9 - **ARIÈGE** (1 Sénateur).
Germain Authié.
- 10 - **AUBE** (2 Sénateurs).
Philippe Adnot.
Yann Gaillard.
- 11 - **AUDE** (2 Sénateurs).
Raymond Courrière.
Roland Courteau.
- 12 - **AVEYRON** (2 Sénateurs).
Jean Puech.
Bernard Seillier.
- 90 - **TERRITOIRE DE BELFORT** (1 Sénateur).
Michel Dreyfus-Schmidt.
- 13 - **BOUCHES-DU-RHÔNE** (7 Sénateurs).
Jean-Pierre Camoin.
Jean-Pierre Lafond.
Louis Minetti.
Louis Philibert.
Jacques Rocca Serra.
André Vallet.
Robert-Paul Vigouroux.
- 14 - **CALVADOS** (3 Sénateurs).
Philippe de Bourgoing.
Ambroise Dupont.
Jean-Marie Girault.
- 15 - **CANTAL** (2 Sénateurs).
Roger Besse.
Roger Rigaudière.
- 16 - **CHARENTE** (2 Sénateurs).
Michel Alloncle.
Philippe Arnaud.
- 17 - **CHARENTE-MARITIME** (3 Sénateurs).
Claude Belot.
François Blaizot.
Michel Doublet.
- 18 - **CHER** (2 Sénateurs).
Jacques Genton.
Serge Vinçon.
- 19 - **CORRÈZE** (2 Sénateurs).
Henri Belcour.
Georges Mouly.
- 20A - **CORSE-DU-SUD** (1 Sénateur).
Louis-Ferdinand de Rocca Serra.
- 20B - **HAUTE-CORSE** (1 Sénateur).
François Giacobbi.
- 21 - **CÔTE-D'OR** (3 Sénateurs).
Bernard Barbier.
Maurice Lombard.
Henri Revol.
- 22 - **CÔTES-D'ARMOR** (3 Sénateurs).
Félix Leyzour.
René Régnauld.
Claude Saunier.
- 23 - **CREUSE** (2 Sénateurs).
William Chervy.
Michel Moreigne.
- 24 - **DORDOGNE** (2 Sénateurs).
Yves Guéna.
Michel Manet.
- 25 - **DOUBS** (3 Sénateurs).
Georges Gruillot.
Jean Pourchet.
Louis Souvet.
- 26 - **DRÔME** (2 Sénateurs).
Jean Besson.
Bernard Piras.
- 91 - **ESSONNE** (5 Sénateurs).
Xavier Dugoin.
Paul Loridant.
Jean-Luc Mélenchon.
Michel Pelchat.
Jean-Jacques Robert.
- 27 - **EURE** (3 Sénateurs).
Joël Bourdin.
Henri Collard.
Alain Pluchet.
- 28 - **EURE-ET-LOIR** (2 Sénateurs).
Jean Grandon.
Martial Taugourdeau.
- 29 - **FINISTÈRE** (4 Sénateurs).
Alphonse Arzel.
Alain Gérard.
Edouard Le Jeune.
Jacques de Menou.
- 30 - **GARD** (3 Sénateurs).
Francis Cavalier-Bénézet.
Claude Pradille.
André Rouvière.
- 31 - **HAUTE-GARONNE** (4 Sénateurs).
Maryse Bergé-Lavigne.
Guy Leguevaques.
Jean Peyrafitte.
Gérard Roujas.
- 32 - **GERS** (2 Sénateurs).
Robert Castaing.
Aubert Garcia.
- 33 - **GIRONDE** (5 Sénateurs).
Gérard César.
Bernard Dussaut.
Joëlle Dusseau.
Philippe Madrelle.
Jacques Valade.

- 92 - **HAUTS-DE-SEINE** (7 Sénateurs).
Robert Badinter.
Denis Badré.
Charles Ceccaldi-Raynaud.
Jean-Pierre Fourcade.
Jacqueline Fraysse-Cazalis.
Charles Pasqua.
Jean-Pierre Schosteck.
- 34 - **HÉRAULT** (3 Sénateurs).
Gérard Delfau.
André Vézinhét.
Marcel Vidal.
- 35 - **ILLE-ET-VILAINE** (4 Sénateurs).
Yvon Bourges.
Marcel Daunay.
André Égu.
Jean Madelain.
- 36 - **INDRE** (2 Sénateurs).
Daniel Bernardet.
François Gerbaud.
- 37 - **INDRE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
James Bordas.
Jean Delaneau.
Dominique Leclerc.
- 38 - **ISÈRE** (4 Sénateurs).
Jean Boyer.
Guy Cabanel.
Charles Descours.
Jean Faure.
- 39 - **JURA** (2 Sénateurs).
Pierre Jeambrun.
André Jourdain.
- 40 - **LANDES** (2 Sénateurs).
Jean-Louis Carrère.
Philippe Labeyrie.
- 41 - **LOIR-ET-CHER** (2 Sénateurs).
Jacques Bimbenet.
Pierre Fauchon.
- 42 - **LOIRE** (4 Sénateurs).
François Mathieu.
Louis Mercier.
Lucien Neuwirth.
Guy Poirieux.
- 43 - **HAUTE-LOIRE** (2 Sénateurs).
Adrien Gouteyron.
Régis Ploton.
- 44 - **LOIRE-ATLANTIQUE** (5 Sénateurs).
François Autain.
Charles-Henri de Cossé-Brissac.
Luc Dejoie.
Marie-Madeleine Dieulangard.
Guy Lemaire.
- 45 - **LOIRET** (3 Sénateurs).
Louis Boyer.
Kléber Malécot.
Paul Masson.
- 46 - **LOT** (2 Sénateurs).
André Boyer.
Gérard Miquel.
- 47 - **LOT-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
Jean François-Poncet.
Raymond Soucaret.
- 48 - **LOZÈRE** (1 Sénateur).
Janine Bardou.
- 49 - **MAINE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
Jean Huchon.
Jean-Paul Hugot
Charles Jolibois.
- 50 - **MANCHE** (3 Sénateurs).
Jean Bizet.
Anne Heinis.
Jean-François Le Grand.
- 51 - **MARNE** (3 Sénateurs).
Jean Bernard.
Jacques Machet.
Albert Vecten.
- 52 - **HAUTE-MARNE** (2 Sénateurs).
Georges Berchet.
Jacques Delong.
- 53 - **MAYENNE** (2 Sénateurs).
René Ballayer.
Georges Dessaigne.
- 54 - **MEURTHE-ET-MOSELLE** (4 Sénateurs).
Jacques Baudot.
Jean Bernadaux.
Claude Huriet.
Philippe Nachbar.
- 55 - **MEUSE** (2 Sénateurs).
Rémi Herment.
Michel Rufin.
- 56 - **MORBIHAN** (3 Sénateurs).
Christian Bonnet.
Henri Le Breton.
Josselin de Rohan.
- 57 - **MOSELLE** (5 Sénateurs).
André Bohl.
Roger Husson.
Jean-Pierre Masseret.
Gisèle Printz.
Jean-Marie Rausch.
- 58 - **NIÈVRE** (2 Sénateurs).
Marcel Charmant.
René-Pierre Signé.
- 59 - **NORD** (11 Sénateurs).
Guy Allouche.
Jacques Bialski.
Michelle Demessine.
André Diligent.
Alfred Foy.
Jacques Legendre.
Pierre Mauroy.
Paul Raoult.
Ivan Renar.
Maurice Schumann.
Alex Türk.
- 60 - **OISE** (3 Sénateurs).
Philippe Marini.
Michel Souplet.
Alain Vasselle.
- 61 - **ORNE** (2 Sénateurs).
Daniel Goulet.
Alain Lambert.
- 75 - **PARIS** (12 Sénateurs).
Nicole Borvo.
Michel Caldaguès.
Michel Charzat.
Jean Chérioux.
Bertrand Delanoë.
Jacques Dominati.
Claude Estier.
Philippe de Gaulle.
Christian de La Malène.
Bernard Plasait.
Danièle Pourtaud.
Maurice Ulrich.

- 62 - **PAS-DE-CALAIS** (7 Sénateurs).
Jean-Luc Bécart.
Désiré Debavelaere.
Jean-Paul Delevoeye.
Léon Fatous.
Roland Huguet.
Daniel Percheron.
Michel Sergent.
- 63 - **PUY-DE-DÔME** (3 Sénateurs).
Marcel Bony.
Michel Charasse.
Roger Quilliot.
- 64 - **PYRÉNÉES-ATLANTIQUES** (3 Sénateurs).
Louis Althapé.
Didier Borotra.
Auguste Cazalet.
- 65 - **HAUTES-PYRÉNÉES** (2 Sénateurs).
François Abadie.
Josette Durrieu.
- 66 - **PYRÉNÉES-ORIENTALES** (2 Sénateurs).
Paul Blanc.
René Marquès.
- 67 - **BAS-RHIN** (4 Sénateurs).
Francis Grignon.
Daniel Hoeffel.
Joseph Ostermann.
Philippe Richert.
- 68 - **HAUT-RHIN** (3 Sénateurs).
Daniel Eckenspieller.
Hubert Haenel.
Jean-Louis Lorrain.
- 69 - **RHÔNE** (7 Sénateurs).
Gilbert Chabroux.
Guy Fischer.
Emmanuel Hamel.
Serge Mathieu.
Michel Mercier.
Franck Sérusclat.
René Trégouët.
- 70 - **HAUTE-SAÔNE** (2 Sénateurs).
Bernard Joly.
Alain Joyandet.
- 71 - **SAÔNE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
Jean-Patrick Courtois.
Jean-Paul Emorine.
André Pourmy.
- 72 - **SARTHE** (3 Sénateurs).
Jacques Chaumont.
Marcel-Pierre Cléach.
Roland du Luart.
- 73 - **SAVOIE** (2 Sénateurs).
Roger Rinchet.
Jean-Pierre Vial.
- 74 - **HAUTE-SAVOIE** (3 Sénateurs).
Jean-Paul Amoudry.
Jean-Claude Carle.
Pierre Hérisson.
- 76 - **SEINE-MARITIME** (6 Sénateurs).
Annick Bocandé.
Patrice Gélard.
Marc Massion.
Robert Pagès.
Charles Revet.
Henri Weber.
- 77 - **SEINE-ET-MARNE** (4 Sénateurs).
Philippe François.
Jean-Jacques Hyest.
Jacques Larché.
Alain Peyrefitte.
- 93 - **SEINE-SAINT-DENIS** (6 Sénateurs).
Danielle Bidard-Reydet.
Robert Calmejane.
Marcel Debarge.
Christian Demuynck.
Jacques Mahéas.
Jack Ralite.
- 79 - **DEUX-SÈVRES** (2 Sénateurs).
Michel Bécot.
André Dulait.
- 80 - **SOMME** (3 Sénateurs).
Fernand Demilly.
Marcel Deneux.
Pierre Martin.
- 81 - **TARN** (2 Sénateurs).
Georges Mazars.
Jean-Marc Pastor.
- 82 - **TARN-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
Jean-Michel Baylet.
Yvon Collin.
- 94 - **VAL-DE-MARNE** (6 Sénateurs).
Claude Billard.
Jean Clouet.
Lucien Lanier.
Hélène Luc.
Jean-Marie Poirier.
René Rouquet.
- 95 - **VAL-D'OISE** (4 Sénateurs).
Marie-Claude Beaudeau.
Jean-Philippe Lachenaud.
Nelly Odin.
Alain Richard.
- 83 - **VAR** (3 Sénateurs).
Hubert Falco.
René-Georges Laurin.
François Trucy.
- 84 - **VAUCLUSE** (2 Sénateurs).
Alain Dufaut.
Claude Haut.
- 85 - **VENDÉE** (3 Sénateurs).
Philippe Darniche.
Louis Moinard.
Jacques Oudin.
- 86 - **VIENNE** (2 Sénateurs).
René Monory.
Guy Robert.
- 87 - **HAUTE-VIENNE** (2 Sénateurs).
Jean-Pierre Demerliat.
Jean-Claude Peyronnet.
- 88 - **VOSGES** (2 Sénateurs).
Gérard Braun.
Christian Poncelet.
- 89 - **YONNE** (2 Sénateurs).
Serge Franchis.
Henri de Raincourt.
- 78 - **YVELINES** (5 Sénateurs).
Nicolas About.
Dominique Braye.
Alain Gournac.
Gérard Larcher.
Michel Rocard.
- b. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**
- GUADELOUPE** (2 Sénateurs).
Dominique Larifla.
Lucette Michaux-Chevry.
- GUYANE** (1 Sénateur).
Georges Othily.

MARTINIQUE (2 Sénateurs).

Rodolphe Désiré.
Roger Lise.

LA RÉUNION (3 Sénateurs).

Pierre Lagourgue.
Edmond Lauret.
Paul Vergès.

c. TERRITOIRES D'OUTRE-MER

NOUVELLE CALÉDONIE (1 Sénateur).

Simon Loueckhote.

POLYNÉSIE FRANÇAISE (1 Sénateur).

Daniel Millaud.

ILES WALLIS-ET-FUTUNA (1 Sénateur).

Sosefo Makapé Papilio.

d. COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAYOTTE (statut défini par la loi n° 76-1212 du 24 octobre 1976) (1 Sénateur).

Marcel Henry.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (statut défini par la loi n° 85-595 du 11 juin 1985) (1 Sénateur).

Victor Reux.

e. SÉNATEURS REPRÉSENTANT LES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE

(12 Sénateurs).

Monique Ben Guiga.
Pierre Biarnès.
Paulette Brisepierre.
Jean-Pierre Cantegrit.
Pierre Croze.
Charles de Cuttoli.
Hubert Durand-Chastel.
Jacques Habert.
André Maman.
Paul d'Ornano.
Guy Penne.
Xavier de Villepin.

C. – Renouveau triennal par tiers du Sénat

Conformément à l'ordre des séries des départements métropolitains et des territoires d'outre-mer

(Art. L.O. 274 et 276 du code électoral modifiés par la loi organique du 16 juillet 1976 – Tirage au sort des séries effectué en séance publique le 9 juin 1959.)

SÉRIE A (102 Sénateurs) – Élections en 1998

Ain à Indre (*).

Guyane.

Polynésie française.

Iles Wallis-et-Futuna.

Représentants des Français établis hors de France (**) (4 Sénateurs : M. Pierre Biarnès, Mme Paulette Brisepierre, MM. Pierre Croze, Jacques Habert).

SÉRIE B (103 Sénateurs) – Élections en 2001

Indre-et-Loire à Pyrénées-Orientales (***).

La Réunion.

Nouvelle-Calédonie.

Territoire des Afars et des Issas (****).

Représentants des Français établis hors de France (4 Sénateurs : Mme Monique Ben Guiga, MM. Jean-Pierre Cantegrit, Charles de Cuttoli, André Maman).

SÉRIE C (117 Sénateurs) – Élections en 2004

Bas-Rhin à Yonne.

Essonne à Yvelines (*****).

Guadeloupe.

Martinique.

Saint-Pierre-et-Miquelon.

Mayotte.

Représentants des Français établis hors de France (4 Sénateurs : MM. Hubert Durand-Chastel, Paul d'Ornano, Guy Penne, Xavier de Villepin)

*
* * *

Au 31 décembre 1996, 321 membres du Sénat sont en fonction sur un effectif de 322 (****).

(*) A l'exception des départements de l'Essonne et des Hauts-de-Seine affectés à la Série C.

(**) Les douze sièges des Sénateurs représentant les Français établis hors de France ont été répartis entre les Séries A, B et C conformément aux dispositions de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983.

(***) A l'exception de Paris affecté à la Série C.

(****) Un siège non pourvu depuis la démission de son titulaire le 1^{er} juillet 1980, à la suite de l'accession à l'indépendance du Territoire des Afars et des Issas, devenu la République de Djibouti le 27 juin 1977.

(*****). Essonne, Hauts-de-Seine, Paris, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Yvelines.

D. – Contestations d'opérations électorales

- a) *Requêtes au Conseil constitutionnel* relatives :
- à l'élection sénatoriale du 11 février 1996 dans le département du Bas-Rhin (*JO Lois et décrets* du 25 février 1996) ;
 - à l'élection sénatoriale du 14 avril 1996 dans le département de la Réunion (*JO Lois et décrets* du 26 mai 1996).
- b) *Rejet des requêtes* (communication au Sénat des décisions du Conseil constitutionnel) :
- Une décision du 12 juillet 1996 concernant l'élection sénatoriale dans le département du Bas-Rhin (*JO Lois et décrets* du 14 juillet 1996) ;
 - Une décision du 12 juillet 1996 concernant l'élection sénatoriale dans le département de la Réunion (*JO Lois et décrets* du 16 juillet 1996).
- c) *Annulation d'élection*
- Une décision du 3 mai 1996 concernant l'élection dans le département de Vaucluse (*JO Lois et décrets* du 5 mai 1996).

E. – Élections partielles

(art. L.O. 325 et L.O. 179 du code électoral)

- M. Jean Puech, proclamé élu sénateur du département de l'Aveyron, à la suite des opérations électorales du 7 janvier 1996, en remplacement de M. Raymond Cayrel, démissionnaire le 14 novembre 1995 (*JO Lois et décrets* du 9 janvier 1996).
- M. Joseph Ostermann, proclamé élu sénateur du département du Bas-Rhin, à la suite des opérations électorales du 11 février 1996, (*JO Lois et décrets* du 13 février 1996).
- M. Paul Vergès, proclamé élu sénateur du département de la Réunion, à la suite des opérations électorales du 14 avril 1996 (*JO Lois et décrets* du 16 avril 1996).
- M. Claude Haut, proclamé élu sénateur du département de Vaucluse, à la suite des opérations électorales du 23 juin 1996 (*JO Lois et décrets* du 25 juin 1996).
- M. Jean Bizet, proclamé élu sénateur du département de la Manche, à la suite des opérations électorales du 7 juillet 1996, en remplacement de M. Jean-Pierre Tizon, démissionnaire le 15 mai 1996 (*JO Lois et décrets* du 9 juillet 1996).
- M. Philippe Arnaud, proclamé élu sénateur du département de la Charente, à la suite des opérations électorales du 29 septembre 1996 (*JO Lois et décrets* du 1^{er} octobre 1996).

F. – Sénateurs décédés

- M. Claude Cornac, sénateur de la Haute-Garonne de 1989 à 1996, le 12 janvier 1996 (*JO Lois et décrets* du 13 janvier 1996).
- M. Jean-Paul Chambriard, sénateur de la Haute-Loire de 1983 à 1996, le 24 janvier 1996 (*JO Lois et décrets* du 25 janvier 1996).
- M. Jacques Sourdille, sénateur des Ardennes de 1989 à 1996, le 8 juillet 1996 (*JO Lois et décrets* du 10 juillet 1996).
- M. Gérard Gaud, sénateur de la Drôme de 1980 à 1996, le 3 septembre 1996 (*JO Lois et décrets* du 8 septembre 1996).
- M. Charles Metzinger, sénateur de la Moselle de 1992 à 1996, le 10 septembre 1996 (*JO Lois et décrets* du 11 septembre 1996).

G. – Démission

- De M. Jean-Pierre Tizon, sénateur de la Manche, le 15 mai 1996 (*JO Lois et décrets* du 16 mai 1996).

H. – Déchéances

- Déchéance de plein droit de sa qualité de sénateur de M. Eric Boyer, par décision du Conseil constitutionnel en date du 18 janvier 1996 (*JO Lois et décrets* du 21 janvier 1996) ;
- Déchéance de plein droit de sa qualité de sénateur de M. Pierre Lacour, par décision du Conseil constitutionnel en date du 12 juillet 1996 (*JO Lois et décrets* du 14 juillet 1996).

I. – Vacances de sièges

- Le siège de M. Eric Boyer (Réunion), déchu, devient vacant (*JO Lois et décrets* du 23 janvier 1996) ;
- Le siège de M. Claude Haut (Vaucluse), à la suite de l'annulation de son élection, devient vacant (*JO Lois et décrets* du 8 mai 1996) ;
- Le siège de M. Jean-Pierre Tizon (Manche), démissionnaire, devient vacant (*JO Lois et décrets* du 18 mai 1996) ;
- Le siège de M. Pierre Lacour (Charente), déchu, devient vacant (*JO Lois et décrets* du 16 juillet 1996).

J. – Remplacements de sénateurs

- M. Guy Leguevaques remplace M. Claude Cornac* (Haute-Garonne) le 12 janvier 1996 (*JO Lois et décrets* du 13 janvier 1996).
- M. Régis Ploton remplace M. Jean-Paul Chambriard* (Haute-Loire) le 24 janvier 1996 (*JO Lois et décrets* du 25 janvier 1996).
- M. Hilaire Flandre remplace M. Jacques Sourdille* (Ardennes) le 9 juillet 1996 (*JO Lois et décrets* du 10 juillet 1996).
- M. Bernard Piras remplace M. Gérard Gaud* (Drôme) le 4 septembre 1996 (*JO Lois et décrets* du 5 septembre 1996).
- Mme Gisèle Printz remplace M. Charles Metzinger* (Moselle) le 11 septembre 1996 (*JO Lois et décrets* du 11 septembre 1996).

* Voir F. – Sénateurs décédés

K. – Sénateurs en mission temporaire

- Fin de la mission de M. Paul Masson, auprès du Premier ministre, le 1^{er} février 1996.
- Mission de M. Philippe Marini, auprès du Premier ministre le 18 janvier 1996 (*JO Lois et décrets* du 19 janvier 1996) ; fin de mission le 18 juillet 1996.
- Mission de M. Michel Rufin, auprès du garde des sceaux, ministre de la justice, le 22 janvier 1996 (*JO Lois et décrets* du 23 janvier 1996) ; fin de mission le 22 juillet 1996.
- Mission de M. Jacques Oudin, auprès du Premier ministre le 29 janvier 1996 (*JO Lois et décrets* du 30 janvier 1996) ; fin de mission le 29 juillet 1996.
- Mission de M. Charles Descours, auprès de M. le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale, le 13 février 1996 (*JO Lois et décrets* du 14 février 1996) ; fin de mission le 13 août 1996.
- Mission de M. Alain Gérard, auprès du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche le 12 novembre 1996 (*JO Lois et décrets* du 14 novembre 1996).

L. – Anciens sénateurs décédés

- M. Jacques Mossion, sénateur de la Somme de 1977 à 1995, le 3 février 1996 (6 février) (p. 402).
- M. Marcel Rudloff, sénateur du Bas-Rhin de 1977 à 1992, le 23 février 1996 (26 mars) (p. 1713).
- M. Edouard Soldani, sénateur honoraire du Var de 1946 à 1986, le 18 avril 1996 (23 avril) (p. 2093).
- M. Bernard Lemarié, sénateur honoraire des Côtes-d'Armor de 1959 à 1989, le 24 avril 1996 (25 avril) (p. 2253).
- M. Léopold Morel, sénateur de Constantine (Algérie) de 1959 à 1962, le 14 mai 1996 (21 mai) (p. 2626).
- M. Jean Florisson, sénateur des Etablissements Français d'Océanie de 1953 à 1958, le 20 mai 1996 (23 mai) (p. 2789).
- ⁷ M. Jean Bénard-Mousseaux, sénateur honoraire de l'Indre de 1971 à 1989, le 29 mai 1996 (4 juin) (p. 3117).
- M. Fernand Jarré, sénateur du Gard de 1946 à 1948, le 2 juillet 1996 (1^{er} octobre) (p. 4334).
- M. Richard Pouille, sénateur de Meurthe-et-Moselle de 1974 à 1992, le 21 juillet 1996 (1^{er} octobre) (p. 4334).

- M. Michel Debré, sénateur d'Indre-et-Loire de 1948 à 1958, le 2 août 1996 (1^{er} octobre) (p. 4334).
- M. Charles Ferrant, sénateur de Seine-Maritime de 1968 à 1986, le 17 août 1996 (1^{er} octobre) (p. 4334).
- M. Pierre Goura, sénateur du Congo de 1955 à 1959, le 24 septembre 1996 (1^{er} octobre) (p. 4334).
- M. Robert Ajavon, sénateur du Togo de 1952 à 1958, le 5 octobre 1996 (9 octobre) (p. 4587).
- M. Charles Cathala, sénateur de Seine-Saint-Denis de 1968 à 1977, le 24 novembre 1996 (27 novembre) (p. 6104).
- M. Alain Poher, sénateur du Val-de-Marne de 1946 à 1995. Président du Sénat de 1968 à 1992, le 9 décembre 1996 (9 décembre) (p. 6982).
- M. Roger Fossé, sénateur de Seine-Maritime de 1993 à 1995, le 18 décembre 1996.
- M. Etienne Dailly, sénateur de Seine-et-Marne de 1959 à 1995, le 24 décembre 1996.
- M. Maurice Bayrou, sénateur de Paris de 1959 à 1977, le 29 décembre 1996.

II. – BUREAU DU SÉNAT

Composition au 1^{er} janvier 1996 : voir Table thématique 1995 « Informations parlementaires annuelles ».

Composition au 31 décembre 1996 :

Président : M. René Monory.

Vice-présidents : MM. Jean Faure, Yves Guéna, Paul Girod, Jacques Valade, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean Delaneau.

Questeurs : MM. Lucien Neuwirth, Serge Mathieu, François Autain.

Secrétaires : MM. Philippe Adnot, Louis Althapé, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Michel Charasse, Michel Doublet, Ambroise Dupont, François Gerbaud, François Lesein, Daniel Millaud, Ivan Renar, Philippe Richert, André Rouvière.

III. – SESSIONS

Session ordinaire de 1995-1996 : ajournement (27 juin 1996) (p. 4325) ; clôture (JO Lois et décrets du 30 juin 1996) (p. 9898)

Congrès du Parlement : convocation du Parlement en Congrès le 19 février 1996 (JO Lois et décrets du 18 février 1996) (p. 2705) ; constitution du Parlement en Congrès (19 février 1996) (p. 3) ; clôture de la session du Congrès (19 février 1996) (p. 18).

Session ordinaire de 1996-1997 : ouverture (1^{er} octobre 1996) (p. 4334).

IV. – COMPOSITION DES GROUPES POLITIQUES

Composition des différents groupes au 1^{er} janvier 1996 : voir Table thématique et « Informations parlementaires annuelles 1995 ».

Groupe Communiste républicain et citoyen (CRC)

Aucune modification n'est intervenue en cours d'année.

Composition au 31 décembre 1996 (15 membres) :

Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jean-Luc Bécart, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Claude Billard, Mmes Nicole Borvo, Michelle Demessine, M. Guy Fischer, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Félix Leyzour, Paul Loridant, Mme Hélène Luc, MM. Louis Minetti, Robert Pagès, Jack Ralite, Ivan Renar.

Président du groupe : Mme Hélène Luc.

Groupe du Rassemblement démocratique et social européen (RDSE)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 12 juillet 1996, M. Pierre Lacour cesse d'appartenir au groupe (déchéance de plein droit de sa qualité de sénateur) (JO Lois et décrets du 14 juillet 1996) :

Composition au 31 décembre 1996 (22 membres) :

MM. François Abadie, Jean-Michel Baylet, Georges Berchet, Jacques Bimbenet, André Boyer, Guy Cabanel, Henri Collard, Yvon Collin, Fernand Demilly, Mme Joëlle Dusseau, MM. Jean François-Poncet, François Giacobbi, Paul Girod, Pierre Jeambrun, Bernard Joly, Pierre Laffitte, François Lesein, Georges Mouly, Georges Othily, Raymond Soucaret, André Vallet, Robert-Paul Vigouroux.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (1 membre) : M. Jean-Marie Rausch.

Président du groupe : M. Guy Cabanel.

Groupe des Républicains et indépendants (RI)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 11 janvier 1996, M. Jean Puech adhère au groupe (JO Lois et décrets du 12 janvier 1996) :

– le 24 janvier 1996, décès de M. Jean-Paul Chambriard (JO Lois et décrets du 25 janvier 1996) :

– le 25 janvier 1996, M. Régis Ploton adhère au groupe (JO Lois et décrets du 25 janvier 1996) :

– le 15 mai 1996, M. Jean-Pierre Tizon démissionne de son mandat sénatorial (JO Lois et décrets du 16 mai 1996).

Composition au 31 décembre 1996 (41 membres) :

MM. José Balarello, Bernard Barbier, Mme Janine Bardou, MM. Christian Bonnet, James Bordas, Joël Bourdin, Philippe de Bourgoing, Jean Boyer, Louis Boyer, Jean-Claude Carle, Jean Clouet, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Pierre Croze, Jean Delaneau, Jacques Dominati, Ambroise Dupont, Jean-Paul Emin, Jean-Paul Emorine, Hubert Falco, Jean-Pierre Fourcade, Jean-Marie Girault, Mme Anne Heinis, MM. Charles Jolibois, Jean-Philippe Lachenaud, Jacques Larché, Roland du Luart, Serge Mathieu, Philippe Nachbar, Michel Pelchat, Jean Pépin, Bernard Plasait, Régis Ploton, Guy Poirieux, Jean Puech, Henri de Raincourt, Charles Revet, Henri Revol, Louis-Ferdinand de Rocca Serra, Bernard Seillier, Henri Torre, François Trucy.

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement (1 membre) : M. Nicolas About.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (2 membres) : MM. Marcel-Pierre Cléach, André Pourny.

Président du groupe : M. Henri de Raincourt.

Groupe du Rassemblement pour la République (RPR)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 22 janvier 1996, M. Eric Boyer, cesse d'appartenir au groupe (déchéance de plein droit de sa qualité de sénateur) (JO Lois et décrets du 23 juillet 1996) :

– le 12 février 1996, M. Joseph Ostermann adhère au groupe (JO Lois et décrets du 13 février 1996) :

– le 8 juillet 1996, décès de M. Jacques Sourdille (JO Lois et décrets du 9 juillet 1996) :

– le 11 juillet 1996, M. Jean Bizet adhère au groupe (JO Lois et décrets du 12 juillet 1996) :

– le 16 juillet 1996, M. Hilaire Flandre adhère au groupe (JO Lois et décrets du 17 juillet 1996).

Composition au 31 décembre 1996 (87 membres) :

MM. Michel Alloncle, Louis Althapé, Honoré Baillet, Henri Belcour, Jean Bernard, Roger Besse, Jean Bizet, Paul Blanc, Yvon

Bourges, Jacques Braconnier, Mme Paulette Brisepierre, MM. Michel Caldaguès, Robert Calmejane, Jean-Pierre Camoin, Auguste Cazalet, Charles Ceccaldi-Raynaud, Jacques Chaumont, Jean Chérioux, Jean-Patrick Courtois, Charles de Cuttoli, Luc Dejoie, Jean-Paul Delevoye, Jacques Delong, Charles Descours, Michel Doublet, Alain Dufaut, Xavier Dugoin, Hilaire Flandre, Philippe François, Philippe de Gaille, Patrice Gélard, Alain Gérard, François Gerbaud, Charles Ginésy, Daniel Goulet, Alain Gournac, Adrien Gouteyron, Georges Gruillot, Yves Guéna, Hubert Haenel, Emmanuel Hamel, Bernard Hugo, Jean-Paul Hugot, Roger Husson, André Jourdain, Alain Joyandet, Christian de La Malène, Lucien Lanier, Gérard Larcher, Edmond Lauret, René-Georges Laurin, Dominique Leclerc, Jacques Legendre, Jean-François Le Grand, Guy Lemaire, Maurice Lombard, Simon Loueckhote, Philippe Marini, Pierre Martin, Paul Masson, Jacques de Menou, Mme Lucette Michaux-Chevry, M. Lucien Neuwirth, Mme Nelly Olin, MM. Paul d'Ornano, Joseph Ostermann, Jacques Oudin, Sosefo Makapé Papilio, Charles Pasqua, Alain Peyrefitte, Alain Pluchet, Christian Poncelet, Victor Reux, Roger Rigaudière, Jean-Jacques Robert, Josselin de Rohan, Michel Rufin, Jean-Pierre Schosteck, Maurice Schumann, Louis Souvet, Martial Taugourdeau, René Trégouët, Maurice Ulrich, Jacques Valade, Alain Vasselle, Jean-Pierre Vial, Serge Vinçon.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement (6 membres) :
MM. Gérard Braun, Dominique Braye, Gérard César, Désiré Debavelaere, Daniel Eckenspieller, Yann Gaillard.

Rattaché administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (1 membre) : M. Christian Demuynek.

Président du groupe : M. Josselin de Rohan.

Vice-Président délégué : M. Gérard Larcher

Groupe Socialiste (S)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 12 janvier 1996, décès de M. Claude Cornac (*JO Lois et décrets* du 13 janvier 1996) ;

– le 15 janvier 1996, M. Guy Leguevaques adhère au groupe (*JO Lois et décrets* du 16 janvier 1996) ;

– le 3 mai 1996, M. Claude Haut cesse d'appartenir au groupe (annulation de son élection) (*JO Lois et décrets* du 5 mai 1996) ;

– le 24 juin 1996, M. Claude Haut adhère au groupe (*JO Lois et décrets* du 25 juin 1996) ;

– le 3 septembre 1996, décès de M. Gérard Gaud (*JO Lois et décrets* du 5 septembre 1996) ;

– le 10 septembre 1996, décès de M. Charles Metzinger (*JO Lois et décrets* du 11 septembre 1996) ;

– le 11 septembre 1996, M. Bernard Piras adhère au groupe (*JO Lois et décrets* du 12 septembre 1996) ;

– le 18 septembre 1996, Mme Gisèle Printz adhère au groupe (*JO Lois et décrets* du 19 septembre 1996).

Composition au 31 décembre 1996 (72 membres) :

MM. Guy Allouche, François Autain, Germain Authié, Robert Badinter, Mmes Monique Ben Guiga, Maryse Bergé-Lavigne, MM. Jean Besson, Jacques Bialski, Pierre Biarnès, Marcel Bony, Jean-Louis Carrère, Robert Castaing, Francis Cavalier-Bénézet, Gilbert Chabroux, Michel Charasse, Marcel Charmant, Michel Charzat, William Chervy, Raymond Courrière, Roland Courteau, Marcel Debarge, Bertrand Delanoë, Gérard Delfau, Jean-Pierre Demerliat, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, M. Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Josette Durrieu, MM. Bernard Dussaut, Claude Estier, Léon Fatous, Aubert Garcia, Claude Haut, Roland Huguet, Philippe Labeyrie, Guy Leguevaques, Philippe Madrelle, Jacques Mahéas, Michel Manet, Jean-Pierre Masseret, Marc Massion, Pierre Mauroy, Georges Mazars, Jean-Luc Mélenchon, Gérard Miquel, Michel Moreigne, Jean-Marc Pastor, Guy Penne, Daniel Percheron, Jean Peyrafitte, Jean-Claude Peyronnet, Louis Philibert, Bernard Piras, Mme Danièle Pourtaud, M. Claude Pradille, Mme Gisèle Printz, MM. Roger Quilliot, Paul Raoult, René Régnauld, Alain Richard, Roger Rinchet, Michel Rocard, Gérard Roujas, René Rouquet, André Rouvière, Claude Saunier, Michel Sergent, Franck Sérusclat, René-Pierre Signé, Fernand Tardy, André Vézinhel, Marcel Vidal, Henri Weber.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement (3 membres) :
MM. Rodolphe Désiré, Dominique Larifla, Claude Lise.

Président du groupe : M. Claude Estier.

Groupe de l'Union centriste (UC)

Modification intervenue en cours d'année :

– Le 2 octobre 1996, M. Philippe Arnaud adhère au groupe (*JO Lois et décrets* du 3 octobre 1996).

Composition au 31 décembre 1996 (55 membres) :

MM. Jean-Paul Amoudry, Philippe Arnaud, Alphonse Arzel, Denis Badré, René Ballayer, Bernard Barraux, Jacques Baudot, Jean Bernadaux, Daniel Bernardet, François Blaizot, Maurice Blin, Mme Annick Bocandé, MM. André Bohl, Didier Borotra, Jean Cluzel, Marcel Daunay, Marcel Deneux, Georges Dessaigne, André Diligent, André Égu, Pierre Fauchon, Jean Faure, Serge Franchis, Jacques Genton, Francis Grignon, Marcel Henry, Pierre Hérisson, Rémi Herment, Daniel Hoeffel, Jean Huchon, Claude Huriet, Jean-Jacques Hyest, Pierre Lagourgue, Alain Lambert, Henri Le Breton, Edouard Le Jeune, Marcel Lesbros, Jean-Louis Lorrain, Jacques Machet, Jean Madelain, Kléber Malécot, René Marquès, François Mathieu, Louis Mercier, Michel Mercier, Daniel Millaud, Louis Moinard, René Monory, Jean-Marie Poirier, Jean Pourchet, Philippe Richert, Guy Robert, Michel Souplet, Albert Vecten, Xavier de Villepin.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (5 membres) : MM. Michel Bécot, Claude Belot, Jean-Pierre Cantegrit, André Dulait, Jacques Rocca Serra.

Président du groupe : M. Maurice Blin.

Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe (NI)

Liste des membres non-inscrits en cours d'année :

– M. Jean-Pierre Lafond, à partir du 8 décembre 1995 ;

– M. Jean Puech, du 9 au 12 janvier 1996 ;

– M. Guy Leguevaques, du 13 au 16 janvier 1996 ;

– M. Régis Ploton, du 25 janvier au 2 février 1996 ;

– M. Paul Vergès, à partir du 16 avril 1996 ;

– M. Jean Bizet, du 9 au 12 juillet 1996 ;

– M. Hilaire Flandre, du 10 au 17 juillet 1996 ;

– M. Bernard Piras, du 4 au 11 septembre 1996 ;

– Mme Gisèle Printz, du 11 au 18 septembre 1996 ;

– M. Philippe Arnaud, du 1^{er} au 2 octobre 1996.

Liste des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe au 31 décembre 1996 (10 membres) : MM. Philippe Adnot, Philippe Darniche, Hubert Durand-Chastel, Alfred Foy, Jean Grandon, Jacques Habert, Jean-Pierre Lafond, André Maman, Alex Türk, Paul Vergès.

Délégué : M. Jacques Habert.

V. – COMPOSITION DES COMMISSIONS

A. – COMMISSIONS PERMANENTES

Composition des différentes commissions au 1^{er} janvier 1996 : voir Table thématique 1995 « Informations parlementaires annuelles ».

1 - Commission des affaires culturelles (52 membres)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 12 janvier 1996, décès de M. Claude Cornac (*JO Lois et décrets* du 13 janvier 1996) ;

– le 14 février 1996, conformément aux nouvelles dispositions de l'article 13, paragraphe 2, du règlement du Sénat, la commission a

désigné les membres du bureau : MM. Jean-Paul Hugot et Ivan Renar, vice-présidents, Mme Danièle Pourtaud, secrétaire (*JO Lois et décrets* du 15 février 1996) ;

– le 21 février 1996, M. James Bordas est nommé vice-président, en remplacement de M. Jean Delaneau, démissionnaire du bureau de la commission et qui reste membre (*JO Lois et décrets* du 22 février 1996) ;

– le 23 mai 1996, nomination de M. Daniel Percheron, en remplacement de Mme Danièle Pourtaud, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 24 mai 1996) ;

– le 27 juin 1996, nomination de Mme Danièle Pourtaud, en remplacement de M. Daniel Percheron, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 28 juin 1996) ;

– le 15 juillet 1996 une place est laissée vacante à la suite de la déchéance de M. Pierre Lacour de sa qualité de sénateur ;

– le 2 octobre 1996, nomination de M. Louis Philibert, en remplacement de M. François Autain, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 3 octobre 1996) ;

– le 23 octobre 1996, nomination de M. Philippe Arnaud, à la place laissée vacante le 15 juillet 1996 (*JO Lois et décrets* du 24 octobre 1996).

Composition au 31 décembre 1996 : MM. Philippe Arnaud, Honoré Baillet, Jean Bernadaux, Jean Bernard, Jean-Pierre Camoin, Jean-Claude Carle, Robert Castaing, Marcel Charmant, Marcel Daunay, Jean Delaneau, André Diligent, Ambroise Dupont, Daniel Eckenspieller, Alain Gérard, Pierre Jeambrun, Alain Joyandet, Philippe Labeyrie, Jean-Pierre Lafond, Henri Le Breton, Jacques Legendre, Guy Lemaire, François Lesein, Mme Hélène Luc, MM. Pierre Martin, François Mathieu, Philippe Nachbar, Sosefo Makapé Papilio, Michel Pelchat, Louis Philibert, Jean-Marie Poirier, Guy Poirieux, Roger Quilliot, Jack Ralite, Victor Reux, Philippe Richert, Claude Saunier, Franck Sérusclat, René-Pierre Signé, Jacques Valade, Marcel Vidal, Henri Weber.

Bureau : *Président* : M. Adrien Gouteyron ; *Vice-Présidents* : MM. Pierre Laffitte, Albert Vecten, James Bordas, Jean-Louis Carrère, Jean-Paul Hugot, Yvan Renar ; *Secrétaires* : MM. André Égu, Alain Dufaut, André Maman, Mme Danièle Pourtaud.

2 - Commission des affaires économiques et du Plan (78 membres)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 7 février 1996, nomination de M. Jean Puech, en remplacement de M. Raymond Cayrel, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 8 février 1996) ;

– le 14 février 1996, conformément aux nouvelles dispositions de l'article 13, paragraphe 2, du règlement du Sénat, la commission a désigné les membres du bureau : MM. Gérard César et Louis Minetti, vice-présidents ; M. Georges Berchet, secrétaire (*JO Lois et décrets* du 15 février 1996) ;

– le 3 mai 1996, une place est laissée vacante à la suite de l'annulation de l'élection de M. Claude Haut ;

– le 23 mai 1996, nomination de Mme Danièle Pourtaud, en remplacement de M. Daniel Percheron, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 24 mai 1996) ;

– le 25 juin 1996, nomination de M. Claude Haut à la place laissée vacante depuis le 3 mai 1996 (*JO Lois et décrets* du 26 juin 1996) ;

– le 27 juin 1996, nomination de M. Daniel Percheron, en remplacement de Mme Danièle Pourtaud, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 28 juin 1996) ;

– le 1^{er} octobre 1996, nomination de M. Hilaire Flandre, en remplacement de M. Jacques Sourdille, décédé (*JO Lois et décrets* du 2 octobre 1996).

Composition au 31 décembre 1996 : MM. Louis Althapé, Alphonse Arzel, Mme Janine Bardou, MM. Bernard Barraux, Michel Bécot, Jean Besson, Claude Billard, Marcel Bony, Jean Boyer, Jacques Braconnier, Gérard Braun, Dominique Braye, Michel Charzat, Marcel-Pierre Cléach, Roland Courteau, Désiré Debave-laere, Gérard Delfau, Fernand Demilly, Marcel Deneux, Rodolphe Désiré, Jacques Dominati, Michel Doublet, Mme Josette Durrieu, MM. Bernard Dussaut, Jean-Paul Emorine, Léon Fatous, Hilaire Flandre, Philippe François, Aubert Garcia, François Gerbaud, Charles Ginésy, Jean Grandon, Francis Gri-

gnon, Georges Gruillot, Claude Haut, Mme Anne Heinis, MM. Pierre Hérisson, Rémi Herment, Bernard Hugo, Bernard Joly, Edmond Lauret, Jean-François Le Grand, Félix Leyzour, Kléber Malécot, Jacques de Menou, Louis Mercier, Mme Lucette Michaux-Chevry, MM. Jean-Marc Pastor, Jean Pépin, Daniel Percheron, Jean Peyrafitte, Alain Pluchet, Jean Pourchet, Jean Puech, Paul Raoult, Jean-Marie Rausch, Charles Revet, Roger Rigaudière, Roger Rinchet, Jean-Jacques Robert, Jacques Rocca Serra, Josselin de Rohan, René Rouquet, Raymond Soucaret, Michel Souplet, André Vallet, Jean-Pierre Vial.

Bureau : *Président* : M. Jean François-Poncet ; *Vice-présidents* : MM. Gérard Larcher, Henri Revol, Jean Huchon, Fernand Tardy, Gérard César, Louis Minetti ; *Secrétaires* : MM. Georges Berchet, William Chervy, Jean-Paul Émin, Louis Moinard.

3 - Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (52 membres)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 24 janvier 1996, décès de M. Jean-Paul Chambrard (*JO Lois et décrets* du 25 janvier 1996) ;

– le 14 février 1996, conformément aux nouvelles dispositions de l'article 13, paragraphe 2, du règlement du Sénat, la commission a désigné les membres du bureau : Mme Danielle Bidard-Reydet et M. Jacques Genton, vice-présidents ; MM. Serge Vinçon et Bertrand Delanoë, secrétaires.

– le 7 mars 1996, nomination de M. Régis Ploton, en remplacement de M. Jean-Paul Chambrard, décédé (*JO Lois et décrets* du 8 mars 1996) ;

– le 1^{er} octobre 1996, nomination de M. Pierre Biarnès, en remplacement de M. Gérard Gaud, décédé (*JO Lois et décrets* du 2 octobre 1996).

Composition au 31 décembre 1996 : MM. Nicolas About, Jean-Michel Baylet, Jean-Luc Bécart, Mme Monique ben Guiga, MM. Daniel Bernardet, Pierre Biarnès, Didier Borotra, André Boyer, Mme Paulette Briseperrière, MM. Michel Caldaguès, Robert Calmejane, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Pierre Croze, Marcel Debarge, Jean-Pierre Demerliat, Xavier Dugoin, André Dulait, Hubert Durand-Chastel, Claude Estier, Hubert Falco, Jean Faure, Philippe de Gaulle, Daniel Goulet, Yves Guéna, Jacques Habert, Marcel Henry, Roger Husson, Christian de La Malène, Edouard Le Jeune, Maurice Lombard, Philippe Madrelle, Pierre Mauroy, Paul d'Ornano, Charles Pasqua, Alain Peyrefitte, Bernard Plasait, Régis Ploton, Guy Robert, Michel Rocard, André Rouvière, Robert-Paul Vigouroux.

Bureau : *Président* : M. Xavier de Villepin ; *Vice-présidents* : MM. Yvon Bourges, Guy Penne, Jean Clouet, François Abadie, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Jacques Genton ; *Secrétaires* : MM. Michel Alloncle, Jean-Luc Mélenchon, Serge Vinçon, Bertrand Delanoë.

4 - Commission des affaires sociales (52 membres)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 22 janvier 1996, une place est laissée vacante à la suite de la déchéance de M. Eric Boyer de sa qualité de sénateur ;

– le 7 février 1996, conformément aux nouvelles dispositions de l'article 13, paragraphe 2, du règlement du Sénat, la commission a désigné les membres du bureau : Mme Michelle Demessine et M. Bernard Seillier, vice-présidents ; M. Jean Chérioux, secrétaire (*JO Lois et décrets* du 8 février 1996) ;

– le 21 mai 1996, nomination de M. Paul Vergès à la place laissée vacante depuis le 22 janvier 1996 (*JO Lois et décrets* du 22 mai 1996) ;

– le 1^{er} octobre 1996, nomination de M. Jean Bizet, en remplacement de M. José Balarello, démissionnaire, et de Mme Gisèle Printz, en remplacement de M. Charles Metzinger, décédé (*JO Lois et décrets* du 2 octobre 1996) ;

– le 2 octobre 1996, nomination de M. François Autain, en remplacement de M. Louis Philibert, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 3 octobre 1996) ;

– le 9 octobre 1996, élection de Mme Marie-Madeleine Dieulana-gard, comme vice-président, en remplacement de M. Charles Met-

zinger, décédé et de M. Roland Huguët, comme secrétaire, en remplacement de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (JO Lois et décrets du 12 octobre 1996).

Composition au 31 décembre 1996 : MM. François Autain, Henri Belcour, Jacques Bialski, Jean Bizet, Paul Blanc, Mme Annick Bocandé, MM. Louis Boyer, Jean-Pierre Cantegrit, Francis Cavalier-Bénézet, Gilbert Chabroux, Philippe Darniche, Georges Desaigne, Mme Joëlle Dusseau, MM. Guy Fischer, Alfred Foy, Serge Franchis, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Alain Gournac, André Jourdain, Pierre Lagourgue, Dominique Larifla, Dominique Leclerc, Marcel Lesbros, Jean-Louis Lorrain, Simon Loueckhote, Jean Madelain, Michel Manet, René Marquès, Serge Mathieu, Georges Mazars, Georges Mouly, Lucien Neuwirth, Mme Nelly Olin, M. André Pourny, Mme Gisèle Printz, MM. Henri de Raincourt, Gérard Roujas, Martial Taugourdeau, Alain Vasselle, Paul Vergès, André Vézinhët.

Bureau : *Président* : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-présidents* : M. Jacques Bimbenet, Mmes Michelle Demessine, Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Claude Huriet, Bernard Seillier, Louis Souvet ; *Secrétaires* : MM. Jean Chérioux, Charles Descours, Roland Huguët, Jacques Machel.

5 - Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (43 membres)

Modifications intervenues en cours d'année :

- Le 7 février 1996, conformément aux nouvelles dispositions de l'article 13, paragraphe 2, du règlement du Sénat, la commission a désigné les membres du bureau : Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Philippe Marini, comme vice-présidents et M. Alain Richard comme secrétaire (JO Lois et décrets du 8 février 1996) ;

- le 13 février 1996, nomination de M. Joseph Ostermann, (JO Lois et décrets du 14 février 1996).

Composition au 31 décembre 1996 : MM. Philippe Adnot, Denis Badré, René Ballayer, Bernard Barbier, Jacques Baudot, Claude Belot, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Roger Besse, Maurice Blin, Joël Bourdin, Guy Cabanel, Auguste Cazalet, Michel Charasse, Jacques Chaumont, Yvon Collin, Jacques Delong, Yann Gaillard, Hubert Haenel, Jean-Philippe Lachenaud, Claude Lise, Paul Loridant, Marc Massion, Michel Mercier, Gérard Miquel, Michel Moreigne, Joseph Ostermann, Jacques Oudin, Maurice Schumann, Michel Sergent, Henri Torre, René Trégouët.

Bureau : *Président* : M. Christian Poncelet ; *Vice-présidents* : MM. Jean Cluzel, Henri Collard, Roland du Luart, Jean-Pierre Masseret, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Philippe Marini ; *Secrétaires* : MM. Emmanuel Hamel, René Régault, Alain Richard, François Trucy ; *Rapporteur général* : M. Alain Lambert.

6 - Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (44 membres)

Modifications intervenues en cours d'année :

- Le 30 janvier 1996, nomination de M. Guy Leguevaques, en remplacement de M. Claude Cornac, décédé (JO Lois et décrets du 1^{er} février 1996) ;

- le 21 février 1996, conformément aux nouvelles dispositions de l'article 13, paragraphe 2, du règlement du Sénat, la commission a désigné les membres du bureau : MM. Charles Jolibois et Robert Pagès, vice-présidents ; M. Paul Masson, secrétaire (JO Lois et décrets du 22 février 1996) ;

- le 1^{er} octobre 1996, nomination de M. José Balarello, en remplacement de M. Jean-Pierre Tizon, démissionnaire de son mandat sénatorial (JO Lois et décrets du 2 octobre 1996) ;

- le 2 octobre 1996, nomination de M. Bernard Piras, en remplacement de M. Pierre Biarnès, démissionnaire (JO Lois et décrets du 3 octobre 1996).

Composition au 31 décembre 1996 : MM. Guy Allouche, Jean-Paul Amoudry, Robert Badinter, José Balarello, François Blaizot, André Bohl, Christian Bonnet, Mme Nicole Borvo, MM. Philippe de Bourgoing, Charles Ceccaldi-Raynaud, Raymond Courrière, Jean-Patrick Courtois, Charles de Cottoli, Luc Dejoie, Jean-Paul Delevoye, Christian Demuyneck, Michel Dreyfus-Schmidt, Patrice Gélard, Jean-Marie Girault, Paul Girod, Daniel

Hoeffel, Lucien Lanier, Guy Leguevaques, Daniel Millaud, Georges Othily, Jean-Claude Peyronnet, Bernard Piras, Claude Pradille, Louis-Ferdinand de Rocca Serra, Jean-Pierre Schosteck, Alex Türk, Maurice Ulrich, N.

Bureau : *Président* : M. Jacques Larché ; *Vice-présidents* : MM. René-Georges Laurin, Germain Authié, Pierre Fauchon, François Giacobbi, Charles Jolibois, Robert Pagès ; *Secrétaires* : MM. Michel Rufin, Jacques Mahéas, Jean-Jacques Hyst, Paul Masson.

B. - COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

1. - Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au supplément de loyer de solidarité

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 21 février 1996 et par le Sénat dans sa séance du mardi 20 février 1996, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Christian Daniel, Raoul Béteille, Christian Dupuy, Joseph Klifa, Michel Meylan, Ambroise Guellec, Jacques Guyard.

Suppléants : MM. Raymond Lamontagne, Claude Girard, Gilbert Meyer, Jean-Jacques Weber, Léonce Deprez, Jean Glavany, Mme Janine Jambu.

Sénateurs

Titulaires : MM. Henri Revol, Dominique Braye, José Balarello, Francis Grignon, Pierre Hérisson, Paul Raoult, Louis Minetti.

Suppléants : M. Alphonse Arzel, Mme Janine Bardou, MM. Claude Billard, William Chervy, Gérard Larcher, Alain Pluchet, Jean-Pierre Vial.

Dans sa séance du mardi 21 février 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Ambroise Guellec. *Vice-président* : M. Henri Revol. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Joseph Klifa ; au Sénat : M. Dominique Braye.

2. - Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française et commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant le statut de la Polynésie française.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 6 mars 1996 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 22 février 1996, ces commissions sont ainsi composées :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Mazeaud, Jérôme Bignon, Gaston Flosse, Dominique Bussereau, Jean-Paul Virapoullé, Jean-Pierre Philibert, Jacques Floch.

Suppléants : MM. Yvon Jacob, Raoul Béteille, Jean-Claude Bonaccorsi, Paul-Louis Tenailon, Arnaud Cazin d'Honinethun, Julien Dray, Jean Juventin.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Lucien Lanier, Daniel Hoeffel, Patrice Gélard, François Giacobbi, Guy Allouche, Robert Pagès.

Suppléants : MM. Germain Authié, Jean-Patrick Courtois, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean-Marie Girault, Paul Girod, Daniel Millaud, Jean-Pierre Schosteck.

Dans sa séance du mardi 12 mars 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Pierre Mazeaud ; *Vice-président* : M. Jacques Larché. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jérôme Bignon ; au Sénat : M. Lucien Lanier.

3. - Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux concours de

L'Etat aux collectivités territoriales et aux mécanismes de solidarité financière entre collectivités territoriales.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 11 mars 1996 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 7 mars 1996, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Mazeaud, Arnaud Cazin d'Honinchtun, Jean-François Copé, Claude Girard, Paul-Louis Tenaillon, Pierre Albertini, Bernard Derosier.

Suppléants : MM. Richard Dell'Agnola, Gilbert Meyer, Patrick Ollier, Jean-Marc Chartoire, Renaud Dutreil, Augustin Bonrepaux, Jacques Brunhes.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Michel Mercier, Paul Girod, Yann Gaillard, Roland du Luart, Alain Richard, Paul Loridant.

Suppléants : M. Denis Badré, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Guy Cabanel, Emmanuel Hamel, Jean-Philippe Lachenaud, Philippe Marini, Jean-Pierre Masseret.

Dans sa séance du mardi 12 mars 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Pierre Mazeaud ; *Vice-président* : M. Christian Poncelet. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Arnaud Cazin d'Honinchtun ; au Sénat : M. Michel Mercier.

4. - Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 26 mars 1996 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 21 mars 1996, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Méhaignerie, Philippe Auberger, Augustin Bonrepaux, Gilbert Gantier, Daniel Garrigue, Michel Inchauspé, Yves Fréville.

Suppléants : MM. Michel Bouvard, Yves Deniaud, Raymond Lamontagne, Jean Proriol, Jean-Pierre Thomas, Didier Migaud, Daniel Colliard.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Alain Lambert, Alain Pluchet, Guy Cabanel, François Trucy, Alain Richard, Mme Marie-Claude Beauveau.

Suppléants : M. Claude Belot, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Henri Collard, Yann Gaillard, Jean-Philippe Lachenaud, Philippe Marini, Michel Sergent.

Dans sa séance du mercredi 27 mars 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Pierre Méhaignerie ; *Vice-président* : M. Christian Poncelet. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Philippe Auberger ; au Sénat : M. Alain Lambert.

5. - Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 3 avril 1996 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 28 mars 1996, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Mazeaud, Pierre-Rémy Houssin, Gilbert Meyer, Arnaud Cazin d'Honinchtun, Jean-Claude Lenoir, Charles de Courson, Bernard Derosier.

Suppléants : MM. Jérôme Bignon, Claude Girard, Jean Rosselot, Jean-Jacques Weber, Xavier Pintat, Maurice Depaix, Jacques Brunhes.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Jean-Pierre Tizon, Paul Girod,

Jean-Jacques Hyst, Jean-Paul Delevoye, Jean-Claude Peyronnet, Robert Pagès.

Suppléants : MM. Guy Allouche, Germain Authié, André Bohl, Jean-Patrick Courtois, Jean-Marie Girault, René-Georges Laurin, Jean-Pierre Schosteck.

Dans sa séance du mercredi 17 avril 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Pierre Mazeaud. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Pierre-Rémy Houssin ; au Sénat : M. Jean-Pierre Tizon.

6. - Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 3 avril 1996 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 28 mars 1996, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Mazeaud, Pierre-Rémy Houssin, Gilbert Meyer, Jean-Jacques Weber, Jean Proriol, Yves Fréville, Bernard Derosier.

Suppléants : MM. Jérôme Bignon, Claude Girard, Jean Rosselot, Paul-Louis Tenaillon, Claude Malhuret, Maurice Depaix, Jacques Brunhes.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, René-Georges Laurin, Guy Cabanel, Jean-Jacques Hyst, Jean-Paul Delevoye, Jean-Claude Peyronnet, Robert Pagès.

Suppléants : MM. Guy Allouche, Germain Authié, André Bohl, Jean-Marie Girault, Paul Girod, Jean-Pierre Schosteck, Jean-Pierre Tizon.

Dans sa séance du mercredi 17 avril 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Pierre Mazeaud ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Pierre-Rémy Houssin ; au Sénat : M. René-Georges Laurin.

7. - Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 7 mai 1996 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 2 mai 1996, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Bruno Bourg-Broc, Bernard Accoyer, Jean Bardet, Jean-Luc Prél, Jean-Pierre Foucher, Jean-François Mattei, Claude Bartolone.

Suppléants : MM. Serge Poinant, Jean-Michel Dubernard, Jean-Marie Geveaux, Claude Malhuret, Edouard Landrain, Laurent Cathala, Maxime Gremetz.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Claude Huriet, Charles Descours, Jean Chérioux, Jacques Bimbenet, Charles Metzinger, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Suppléants : Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Dominique Leclerc, Jacques Machet, Jean Madelain, Bernard Seillier, Louis Souvet.

Dans sa séance du jeudi 9 mai 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-président* : M. Bruno Bourg-Broc. *Rapporteurs* à l'Assemblée nationale : M. Bernard Accoyer ; au Sénat : M. Claude Huriet.

8. - Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 23 mai 1996, et par le Sénat dans sa séance du mercredi 15 mai 1996, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Mazeaud, Renaud Dutreil, Gérard Léonard, Mme Odile Moirin, MM. Pierre Cardot, Paul-Louis Tenaillon, Mme Véronique Neiertz.

Suppléants : M. Christian Vanneste, Mme Monique Rousseau, MM. Raoul Béteille, Guy Tessier, Jean-Paul Virapoullé, Mme Frédérique Bredin, M. Jacques Brunhes.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Michel Rufin, Jean-Jacques Hyest, Paul Masson, Georges Othily, Robert Badinter, Mme Nicole Borvo.

Suppléants : MM. Guy Allouche, François Blaizot, Christian Demuynck, Michel Dreyfus-Schmidt, Paul Girod, Charles Jolibois, Jean-Pierre Schosteck.

Dans sa séance du mardi 4 juin 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Pierre Mazeaud ; *Vice-président* : M. Jacques Larché. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Renaud Dutreil ; au Sénat : M. Michel Rufin.

9. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 23 mai 1996, et par le Sénat dans sa séance du mercredi 15 mai 1996, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Mazeaud, Alain Marsaud, Jacques Limouzy, Yves Bonnet, Paul-Louis Tenaillon, Jean-Pierre Philibert, Julien Dray.

Suppléants : MM. Raoul Béteille, Christian Vanneste, Jérôme Bignon, Philippe Houillon, Xavier de Roux, Maurice Depaix, Jacques Brunhes.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Paul Masson, Jean-Jacques Hyest, Michel Rufin, Georges Othily, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Nicole Borvo.

Suppléants : MM. Guy Allouche, Robert Badinter, François Blaizot, Christian Demuynck, Paul Girod, Charles Jolibois, Jean-Pierre Schosteck.

Dans sa séance du mardi 4 juin 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Pierre Mazeaud ; *Vice-président* : M. Jacques Larché. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Alain Marsaud ; au Sénat : M. Paul Masson.

10. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation des activités financières.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 4 juin 1996 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 5 juin 1996, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Bernard de Froment, Michel Inchauspé, Raymond Lamontagne, Pierre Méhaignerie, Jean-Jacques Jegou, Jean Proriot, Alain Rodet.

Suppléants : MM. Jean-François Copé, Yves Deniaud, Daniel Garrigue, Gilbert Gantier, François Loos, Augustin Bonrepaux, Daniel Colliard.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Philippe Marini, Charles Joli-

bois, Henri Collard, Alain Lambert, Jean-Pierre Masseret, Paul Loridant.

Suppléants : M. Denis Badré, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Guy Cabanel, Emmanuel Hamel, Jean-Philippe Lachenaud, Jacques Oudin, Alain Richard.

Dans sa séance du mardi 11 juin 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Christian Poncelet ; *Vice-président* : M. Michel Inchauspé. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Jacques Jegou ; au Sénat : M. Philippe Marini.

11. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de réglementation des télécommunications.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 7 juin 1996 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 6 juin 1996, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. François-Michel Gonnot, Jean Besson, Bertrand Cousin, Grégoire Carneiro, Claude Gaillard, Yves Coussain, Mme Ségolène Royal.

Suppléants : MM. Eric Doligé, Jean-Claude Barran, Georges Privat, Jean Proriot, Pierre Micaux, Christian Bataille, Jean-Claude Gaysot.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-François Poncet, Gérard Larcher, François Gerbaud, Pierre Hérisson, Mmes Janine Bardou, Danièle Pourtaud, M. Claude Billard.

Suppléants : MM. Désiré Debavelere, Gérard Delfau, Francis Grignon, Jean Huchon, Félix Leyzour, Jean-Marie Rausch, Henri Revol.

Dans sa séance du mardi 11 juin 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. François-Michel Gonnot ; *Vice-président* : M. Jean-François Poncet. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Claude Gaillard ; au Sénat : M. Gérard Larcher.

12. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 17 juin 1996 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 14 juin 1996, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Paul Charié, Marc Le Fur, André Fanton, François-Michel Gonnot, Jean-Pierre Philibert, Georges Chavanes, Maurice Depaix.

Suppléants : MM. Raoul Béteille, Pierre Laguillon, François Guillaume, Xavier de Roux, Gérard Voisin, Pierre Ducout, Georges Hage.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-François Poncet, Jean-Jacques Robert, Jean-Jacques Hyest, Alain Pluchet, Mme Anne Heinis, MM. Jean-Marc Pastor, Félix Leyzour.

Suppléants : MM. Dominique Braye, Fernand Demilly, Marcel Deneux, Léon Fatous, Jacques de Menou, Louis Minetti, Michel Souplet.

Dans sa séance du mercredi 19 juin 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-François-Poncet ; *Vice-président* : M. François-Michel Gonnot. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Paul Charié ; au Sénat : M. Jean-Jacques Robert.

13. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 19 juin 1996 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Paul Charié, Marc Le Fur, André Fanton, François-Michel Gonnot, Ambroise Guellec, Francis Saint-Ellier, Jean-Pierre Kucheida.

Suppléants : MM. Michel Hunault, Patrice Martin-Lalande, Vincent Delaroux, Germain Gengenwin, Patrick Hoguet, Pierre Ducout, Georges Hage.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-François Poncet, Pierre Hérisson, Jean-Jacques Hyst, Jean-Jacques Robert, Henri Revol, Bernard Dus-saut, Louis Minetti.

Suppléants : Mme Janine Bardou, MM. Aubert Garcia, Jean Huchon, Bernard Joly, Félix Leyzour, Alain Pluchet, Roger Rigaudière.

Dans sa séance du jeudi 20 juin 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean François-Poncet ; **Vice-président :** M. François-Michel Gonnot. **Rapporteurs :** à l'Assemblée nationale : M. Ambroise Guellec ; au Sénat : M. Pierre Hérisson.

14. - Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'encouragement fiscal en faveur de la souscription de parts de copropriété de navires de commerce.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 24 juin 1996 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Méhaignerie, Bernard Carayon, Jean-Louis Leonard, Denis Merville, Aimé Kerguéris, Yves Marchand, Louis Le Pensec.

Suppléants : MM. Jean-François Copé, Yves Deniaud, Raymond Lamontagne, Gilbert Gantier, François Loos, Augustin Bonrepaux, Daniel Colliard.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Jacques Oudin, Denis Badré, Guy Cabanel, Roland du Luart, René Régnault, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Suppléants : Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Henri Collard, Emmanuel Hamel, Jean-Philippe Lachenaud, Philippe Marini, Michel Mercier, Michel Moreigne.

Dans sa séance du mardi 25 juin 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Gilbert Gantier ; **Vice-président :** M. Christian Poncelet. **Rapporteurs :** à l'Assemblée nationale : M. Bernard Carayon ; au Sénat : M. Jacques Oudin.

15. - Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'adoption.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 25 juin 1996 et par le Sénat dans sa séance du lundi 24 juin 1996, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jérôme Bignon, Raoul Bêteille, Bruno Bourg-Broc, Jean-François Mattei, Jean-Jacques Descamps, Paul Chollet, Mme Véronique Neiertz.

Suppléants : Mmes Martine Aurillac, Nicole Catala, Odile Moirin, Emmanuelle Bouquillon, Bernadette Isaac-Sibille, Martine David, Mugette Jacquaint.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Luc Dejoie, Lucien Neuwirth,

Pierre Fauchon, François Giacobbi, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Nicole Borvo.

Suppléants : MM. Guy Allouche, Robert Badinter, Philippe de Bourgoing, Patrice Gelard, Jean-Jacques Hyst, Lucien Lanier, Michel Rufin.

Dans sa séance du mardi 25 juin 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; **Vice-président :** M. Jérôme Bignon. **Rapporteurs :** à l'Assemblée nationale : M. Jean-François Mattei ; au Sénat : M. Luc Dejoie.

16. - Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information et à la consultation des salariés dans les entreprises et les groupes d'entreprises de dimension communautaire ainsi qu'au développement de la négociation collective.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 3 octobre 1996 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : M. Bruno Bourg-Broc, Mme Nicole Catala, MM. Yves Van Haecke, Léonce Deprez, Yves Bur, Michel Dessaint, Jean-Jacques Filleul.

Suppléants : MM. Jean-Yves Chamard, Jean-Paul Anciaux, Jean-Bernard Raimond, Germain Gengenwin, Francisque Perrut, Michel Berson, Maxime Gremetz.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Louis Souvet, Jean Made-lain, Jacques Bimbenet, André Jourdain, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, M. Guy Fischer.

Suppléants : M. Jean Chérioux, Mme Michelle Demessine, MM. Charles Descours, Roland Huguet, Claude Huriet, Georges Mouly, Bernard Seillier.

Dans sa séance du mercredi 9 octobre 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Bruno Bourg-Broc ; **Vice-président :** M. Jacques Bimbenet. **Rapporteurs :** à l'Assemblée nationale : M. Yves Bur ; au Sénat : M. Louis Souvet.

17. - Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 15 octobre 1996 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 10 octobre 1996, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Bruno Bourg-Broc, Pierre Bédier, François Grosdidier, Pierre Cardo, Rudy Salles, Michel Jacquemin, Laurent Cathala.

Suppléants : MM. Gérard Hamel, Claude Demassieux, Jean-François Copé, Franck Thomas-Richard, Didier Bariani, Bernard Derosier, André Gérin.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Gérard Larcher, Serge Franchis, Paul Girod, Philippe Marini, Alain Richard, Guy Fischer.

Suppléants : MM. José Balarello, Dominique Braye, Gérard Delfau, André Diligent, Alain Dufaut, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Robert-Paul Vigouroux.

Dans sa séance du jeudi 17 octobre 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Bruno Bourg-Broc ; **Vice-président :** M. Jean-Pierre Fourcade. **Rapporteurs :** à l'Assemblée nationale : M. Pierre Bédier ; au Sénat : M. Gérard Larcher.

18. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la détention provisoire.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 18 octobre 1996 et par le Sénat dans sa séance du mardi 29 octobre 1996, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Mazeaud, Philippe Houillon, Raoul Béteille, Jacques Limouzy, Léonce Deprez, Xavier de Roux, Jacques Floch.

Suppléants : MM. Marcel Porcher, Alain Marsaud, Michel Hunault, Daniel Picotin, Jean-Pierre Philibert, Mme Frédérique Bredin, M. Jacques Brunhes.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Georges Othily, Pierre Fauchon, Maurice Ulrich, Michel Rufin, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Nicole Borvo.

Suppléants : MM. Robert Badinter, Jean-Patrick Courtois, Luc Dejoie, Paul Girod, Jean-Jacques Hyst, Charles Jolibois, Jacques Mahéas.

Dans sa séance du jeudi 31 octobre 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché ; *Vice-président* : M. Xavier de Roux. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Philippe Houillon ; au Sénat : M. Georges Othily.

19. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1997.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 15 novembre 1996 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 14 novembre 1996, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Bruno Bourg-Broc, Bernard Accoyer, Mme Roselyne Bachelot-Narquin, MM. Jean-Luc Prél, Charles de Courson, Denis Jacquat, Claude Bartolone.

Suppléants : MM. Philippe Auberger, Jean-Yves Chamard, Jean-Michel Dubernard, Germain Gengenwin, Jean-Pierre Foucher, Julien Dray, Maxime Gremetz.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Charles Descours, Jacques Machet, Alain Vasselle, Jacques Oudin, François Autain, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

Suppléants : MM. Jacques Bimbenet, Jean Chérioux, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Claude Huriet, Dominique Leclerc, Bernard Seillier.

Dans sa séance du mardi 19 novembre 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-président* : M. Denis Jacquat. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Bruno Bourg-Broc ; au Sénat : M. Charles Descours.

20. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 28 novembre 1996 et par le Sénat dans sa séance du mardi 19 novembre 1996, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jacques Boyon, Michel Voisin, Charles Cova, René Galy-Dejean, Guy Teissier, Pierre Favre, Paul Quilès.

Suppléants : MM. Thierry Mariani, Bertrand Cousin, Gilbert Meyer, Antoine Carré, Michel Meylan, Didier Boulaud, Paul Mercieca.

Sénateurs

Titulaires : MM. Xavier de Villepin, Nicolas About, Michel Calda-

guès, Serge Vinçon, Guy Robert, André Rouvière, Jean-Luc Bécart.

Suppléants : MM. Didier Borotra, André Boyer, Jean Clouet, Claude Estier, Jean Faure, Daniel Goulet, Maurice Lombard.

Dans sa séance du mardi 3 décembre 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Boyon ; *Vice-président* : M. Xavier de Villepin. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Michel Voisin ; au Sénat : M. Nicolas About.

21. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 28 novembre 1996 et par le Sénat dans sa séance du lundi 25 novembre 1996, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. François-Michel Gonnot, Jacques Vernier, Eric Doligé, Philippe Legras, Jean-François Mattei, Pierre Albertini, Christian Bataille.

Suppléants : MM. Jean Tiberi, François Grosdidier, Marc Fraysse, Gérard Voisin, Patrick Trémège, Mme Ségolène Royal, M. Jean-Pierre Brard.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Philippe François, Philippe Adnot, Pierre Hérisson, Bernard Hugo, René Rouquet, Félix Leyzour.

Suppléants : M. Jean Besson, Mme Anne Heinis, MM. Jean Huchon, Jean-François Legrand, Louis Minetti, Jean Pluchet, Michel Souplet.

Dans sa séance du mercredi 4 décembre 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean François-Poncet ; *Vice-président* : M. François-Michel Gonnot. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jacques Vernier ; au Sénat : M. Philippe François.

22. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 4 décembre 1996 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 29 novembre 1996, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : M. Bruno Bourg-Broc, Mme Monique Rousseau, MM. Jean-Yves Chamard, Denis Jacquat, Yves Bur, Jean-Luc Prél, Serge Janquin.

Suppléants : MM. Gérard Cornu, Jean-Claude Lemoine, Jérôme Bignon, Michel Dessaint, Xavir Pintat, Mme Martine David, M. Maxime Gremetz.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Alain Vasselle, Henri de Raincourt, Michel Mercier, Paul Girod, Jean Chérioux, Mme Marie-Madeleine Dieulangard.

Suppléants : MM. Guy Fischer, Alain Gournac, Roland Huguet, Marcel Lesbros, René Marquès, Lucien Neuwirth, Bernard Seillier.

Dans sa séance du mardi 10 décembre 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Bruno Bourg-Broc ; *Vice-président* : M. Jean-Pierre Fourcade. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : Mme Monique Rousseau ; au Sénat : M. Alain Vasselle.

23. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 5 décembre 1996 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 4 décembre 1996, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Mazeaud, Dominique Bussereau, Grégoire Carneiro, Jean-Claude Bahu, Michel Meylan, Bernard Derosier, Jean-Pierre Soisson.

Suppléants : MM. Raoul Béteille, Christian Dupuis, Gilbert Meyer, Léonce Deprez, Paul-Louis Tenaillon, Maurice Depaix, Jacques Brunhes.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, François Blaizot, Michel Rufin, François Giacobbi, Jean-Pierre Schosteck, Jean-Claude Peyronnet, Robert Pagès.

Suppléants : MM. Guy Allouche, Philippe de Bourgoing, Jean-Patrick Courtois, Patrice Gélard, Daniel Hoeffel, Jean-Jacques Hyest, Jacques Mahéas.

Dans sa séance du mardi 10 décembre 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Pierre Mazeaud ; *Vice-président* : M. Jacques Larché. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Dominique Bussereau ; au Sénat : M. François Blaizot.

24. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'Outre-mer.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 11 décembre 1996 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 5 décembre 1996, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Yvon Jacob, Philippe Chaulet, Pierre Petit, Pierre Micaux, Jean-Paul Virapoullé, Henry Jean-Baptiste, Patrice Tirolien.

Suppléants : MM. René André, Pierre Laguillon, Jacques-Michel Faure, Hubert Grimault, Mme Sylvia Bassot, MM. Camille Darsières, François Asensi.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Jean Huchon, Mme Lucette Michaux-Chevry, MM. Michel Doublet, Henri Revol, Rodolphe Désiré, Louis Minetti.

Suppléants : Mme Janine Bardou, MM. Aubert Garcia, Francis Grignon, Bernard Joly, Edmond Lauret, Félix Leyzour, Louis Moinard.

Dans sa séance du jeudi 12 décembre 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Pierre Micaux ; *Vice-président* : Mme Janine Bardou. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Yvon Jacob ; au Sénat : M. Jean Huchon.

25. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'union d'économie sociale du logement.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 11 décembre 1996 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Raymond Lamontagne, Gilles Carrez, Raoul Béteille, Jean-Marie Morisset, Léonce Deprez, Yves Coussain, Jacques Guyard.

Suppléants : MM. Christian Dupuy, Philippe Legras, Claude Girard, Hubert Grimault, Mme Sylvia Bassot, MM. Jean-Pierre Kucheida, Rémy Auedé.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Marcel-Pierre Cléach, Jean Huchon, Gérard César, Dominique Braye, William Chervy, Félix Leyzour.

Suppléants : M. Léon Fatous, Mme Anne Heinis, MM. Bernard Joly, Jacques de Menou, Louis Minetti, Louis Moinard, Alain Pluchet.

Dans sa séance du jeudi 12 décembre 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Raymond Lamontagne ; *Vice-président* : M. Louis Moinard. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Marie Morisset ; au Sénat : M. Marcel-Pierre Cléach.

26. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1997.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 12 décembre 1996 et par le Sénat dans sa séance du mardi 10 décembre 1996, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Méhaignerie, Philippe Auberger, Jean-François Copé, Michel Inchauspé, Jean-Jacques Jegou, Didier Migaud, Jean-Pierre Thomas.

Suppléants : MM. Gilles Carrez, Yves Deniaud, Daniel Garrigue, Yves Fréville, Gilbert Gantier, Augustin Bonrepaux, Daniel Colliard.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Alain Lambert, Maurice Blin, Roland du Luart, Philippe Marini, Jean-Pierre Masseret, Paul Loridant.

Suppléants : MM. René Ballayer, Roger Besse, Henri Collard, Yann Gaillard, Jean-Philippe Lachenaud, René Régnauld, Alain Richard.

Dans sa séance du mardi 17 décembre 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Pierre Méhaignerie ; *Vice-président* : M. Christian Poncelet. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Philippe Auberger ; au Sénat : M. Alain Lambert.

27. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 17 décembre 1996 et par le Sénat dans sa séance du lundi 16 décembre 1996, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. François-Michel Gonnot, Jean-Paul Charié, André Angot, Jacques-Michel Faure, Mme Marie-Thérèse Boisseau, MM. Roger Lestas, Alain Le Vern.

Suppléants : MM. Philippe Legras, René André, Yves Rispat, Jean-Claude Lenoir, Michel Vuibert, Charles Josselin, Rémy Auedé.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Roger Rigaudière, Jean Huchon, Alain Pluchet, Mme Anne Heinis, MM. William Chervy, Félix Leyzour.

Suppléants : MM. Marcel Bony, Gérard César, Jean-Paul Emorine, Aubert Garcia, Bernard Joly, Jacques de Menou, Louis Moinard.

Dans sa séance du mardi 17 décembre 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean François-Poncet ; *Vice-président* : M. François-Michel Gonnot. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. André Angot ; au Sénat : M. Roger Rigaudière.

28. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la zone franche de Corse.**

Services du Premier ministre :

- I. - Services généraux Henri Torre
- II. - Secrétariat général de la défense nationale Michel Sergent
- III. - Conseil économique et social Claude Lise
- IV. - Plan Michel Moreigne

Travail et affaires sociales :

- Travail Emmanuel Hamel
- Santé publique, action sociale et solidarité Jacques Oudin

B. - Budgets annexes.

- Aviation civile Yvon Collin
- Journaux officiels Marie-Claude Beaudeau
- Légion d'honneur - Ordre de la Libération René Régnauld
- Monnaies et Médailles Alain Richard
- Prestations sociales agricoles Joël Bourdin

II. - DÉFENSE

- Exposé d'ensemble et dépenses en capital Maurice Blin
- Dépenses ordinaires François Trucy

III. - AUTRES DISPOSITIONS

- Comptes spéciaux du Trésor Yann Gaillard

B. - Rapporteurs pour avis

1. - Commission des Affaires culturelles

- Culture Philippe Nachbar
- Cinéma - Théâtre dramatique Marcel Vidal
- Environnement Ambroise Dupont
- Enseignement scolaire Jean Bernadaux
- Enseignement agricole Albert Vecten
- Enseignement supérieur Jean-Pierre Camoin
- Enseignement technique Jean-Louis Carrère
- Recherche scientifique et technique Pierre Laffitte
- Jeunesse et sports François Lesein
- Communication audiovisuelle Jean-Paul Hugot
- Presse écrite Alain Gérard
- Relations culturelles, scientifiques et techniques .. James Bordas
- Francophonie Jacques Legendre

2. - Commission des Affaires économiques et du Plan

- Agriculture Alain Pluchet
- Pêche Josselin de Rohan
- Aménagement rural Henri Revol
- Industries agricoles et alimentaires Aubert Garcia
- Industrie Francis Grignon
- Energie Jean Besson
- Recherche Jean-Marie Rausch

- PME - Commerce et artisanat Jean-Jacques Robert
- Consommation et concurrence Louis Minetti
- Commerce extérieur Michel Souplet
- Aménagement du territoire Jean Pépin
- Plan Jean Boyer
- Routes et voies navigables Jacques Braconnier
- Logement William Chervy
- Urbanisme Josette Durrieu
- Tourisme Charles Ginésy
- Environnement Bernard Hugo
- Transports terrestres Georges Berchet
- Aviation civile et transport aérien Jean-François Le Grand
- Mer Jacques Rocca Serra
- Technologies de l'information et poste Pierre Hérisson
- Outre-mer Rodolphe Désiré
- Ville Gérard Larcher

3. - Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées

- Affaires étrangères André Dulait
- Affaires étrangères, relations culturelles extérieures et francophonie Guy Penne
- Coopération Paulette Brisepierre
- Défense - Nucléaire, espace et services communs .. Jean Faure
- Défense - Gendarmerie Michel Alloncle
- Défense - Forces terrestres Serge Vinçon
- Défense - Air Hubert Falco
- Défense - Marine André Boyer

4. - Commission des Affaires sociales

- Affaires sociales Jean Chérioux
- Santé Louis Boyer
- Ville et intégration Paul Blanc
- Travail, emploi et formation professionnelle .. Louis Souvet et Jean Madelain
- Budget annexe des prestations sociales agricoles Bernard Seillier
- Anciens combattants Marcel Lesbros
- Départements et territoires d'outre-mer (aspects sociaux) Pierre Lagourgue
- Logement social Jacques Bimbenet

5. - Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale

- Intérieur et décentralisation - Décentralisation André Bohl
- Intérieur et décentralisation - Police et sécurité ... Paul Masson
- Intérieur et décentralisation - Sécurité civile René-Georges Laurin
- Justice - Services généraux Germain Authié
- Justice - Administration pénitentiaire Georges Othily
- Justice - Protection judiciaire de la jeunesse Michel Rufin
- Départements d'outre-mer François Blaizot
- Territoires d'outre-mer Jean-Marie Girault

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 18 décembre 1996 et par le Sénat dans sa séance du mardi 17 décembre 1996, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Patrick Ollier, Yvon Jacob, Jean-Claude Bonaccorsi, José Rossi, Renaud Dutreil, Jean Proriol, Augustin Bonne-paux.

Suppléants : MM. Jean-Paul de Rocca Serra, Jean-Luc Warsmann, Bernard de Froment, Arnaud Cazin d'Honinchtun, Daniel Sou-lage, Emile Zuccarelli, Jean Tardito.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Michel Mercier, Philippe Adnot, Roland du Luart, Jacques Oudin, Michel Charasse, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Suppléants : MM. Denis Badré, Roger Besse, Guy Cabanel, Yann Gaillard, Gérard Miquel, Alain Richard, François Trucy.

Dans sa séance du jeudi 19 décembre 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Roland du Luart ; *Vice-président* : M. Yvon Jacob.
Rapporteurs : à l'Assemblée nationale : M. Patrick Ollier ; au Sénat : M. Michel Mercier.

29. – **Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1996.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 19 décembre 1996 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 18 décembre 1996, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Méhaignerie, Philippe Auberger, Augustin Bonrepaux, Gilles Carrez, Gilbert Gantier, Michel Inschauspé, Hervé Mariton.

Suppléants : MM. Yves Deniaud, Daniel Garrigue, Raymond Lamontagne, Jean-Jacques Descamps, Yves Fréville, Didier Migauud, Daniel Colliard.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Alain Lambert, Guy Cabanel, Roland du Luart, Philippe Marini, Mme Maryse Bergé-Lavigne, M. Paul Loridant.

Suppléants : MM. Philippe Adnot, Denis Badré, Yann Gaillard, Jean-Philippe Lachenaud, Michel Mercier, Gérard Miquel, Alain Richard.

Dans sa séance du jeudi 19 décembre 1996, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Christian Poncelet ; *Vice-président* : M. Pierre Méhaignerie. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Philippe Auberger ; au Sénat : M. Alain Lambert.

VI. – LISTE DES RAPPORTEURS SPÉCIAUX ET DES RAPPORTEURS POUR AVIS (Loi de finances)

**Rapporteur général de la commission des finances :
M. Alain Lambert**

A. – Rapporteurs spéciaux de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation

I. – BUDGETS CIVILS

A. – Budget général.

Affaires étrangères et coopération :

Affaires étrangères Jacques Chaumont

Coopération Michel Charasse

Agriculture, pêche et alimentation Joël Bourdin

Aménagement du territoire, ville et intégration :

I. – Aménagement du territoire Roger Besse

II. – Ville et intégration Philippe Marini

Anciens combattants et victimes de guerre Jacques Baudot

Commerce et artisanat René Ballayer

Communication audiovisuelle Jean Cluzel

Culture Maurice Schumann

Economie et finances :

• Charges communes Claude Belot

• Services financiers Alain Richard

• Commerce extérieur Maryse Bergé-Lavigne

Education nationale, enseignement supérieur et recherche :

I. – Enseignement scolaire Jacques-Richard Delong

II. – Enseignement supérieur Jean-Philippe Lachenaud

III. – Recherche René Trégoût

Environnement Philippe Adnot

Équipement, logement, transports et tourisme :

I. – Urbanisme et services communs Henri Collard

II. – Transports :

Transports terrestres Auguste Cazalet

Routes et sécurité routière Gérard Miquel

Transport aérien et météorologie Yvon Collin

III. – Logement Henri Collard

IV. – Mer :

Marine marchande René Régnauld

Ports maritimes Marc Massion

V. – Tourisme Paul Loridant

Fonction publique et réforme de l'Etat Philippe Marini

Industrie, poste et télécommunications :

I. – Industrie Bernard Barbier

II. – Poste, télécommunications et espace René Trégoût

Intérieur et décentralisation :

• Sécurité Guy Cabanel

• Décentralisation Michel Mercier

Jeunesse et sports Jean-Pierre Masseret

Justice Hubert Haenel

Outre-mer Roland du Luart

Presse Jean Cluzel

VII. – DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES

Composition des différentes délégations au 1^{er} janvier 1996 : voir Table thématique et « Informations parlementaires annuelles 1995 ».

Délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne

(Loi n° 79-564 du 6 juillet 1979)

Modifications intervenues en cours d'année :

Le 5 juin 1996, nomination de M. Jean-Paul Emorine, en remplacement de M. Jean-Pierre Tizon (*JO* Lois et décrets du 6 juin 1996) ;

le 2 octobre 1996, nomination de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, en remplacement de M. Charles Metzinger, *décédé* (*JO* Lois et décrets du 3 octobre 1996) ;

le 10 octobre 1996, nomination de M. Alain Richard, en remplacement de M. Guy Penne, démissionnaire, et de M. Robert-Paul Vigouroux, en remplacement de M. François Lesein, démissionnaire (*JO* Lois et décrets du 11 octobre 1996) ;

Composition au 31 décembre 1996 :

Membres : MM. Robert Badinter, Denis Badré, Gérard Delfau, Mme Michelle Demessine, M. Charles Descours, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Ambroise Dupont, Jean-Paul Emorine, Jean François-Poncet, Yves Guéna, Pierre Lagourgue, Christian de La Malène, Lucien Lanier, Paul Masson, Daniel Millaud, Georges Othily, Jacques Oudin, Mme Danièle Pourtaud, MM. Alain Richard, Louis-Ferdinand de Rocca Serra, Jacques Rocca Serra, André Rouvière, René Trégoüet, Marcel Vidal, Robert-Paul Vigouroux, Xavier de Villepin.

Bureau : *Président :* M. Jacques Genton ; *Vice-présidents :* MM. James Bordas, Claude Estier, Pierre Fauchon, Philippe François ; *Secrétaires :* MM. Nicolas About, Michel Caldaguès, Jacques Habert, Emmanuel Hamel, Paul Loridant.

Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques

(Loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979)

Modification intervenue en cours d'année :

Le 8 février 1996, M. Alain Vasselle est nommé en remplacement de M. Eric Boyer, déchu de sa qualité de sénateur (*JO* Lois et décrets du 9 février 1996).

Représentants du Sénat : Mme Maryse Bergé-Lavigne, M. Paul Blanc, Mme Annick Bocandé, MM. Jean-Claude Carle, Jean Chérioux, Mmes Michèle Demessine, Marie-Madeleine Dieulangard, Joëlle Dusseau, MM. Claude Huriet, Alain Vasselle.

Délégation parlementaire du Sénat pour la planification

(Loi n° 82-653 du 29 juillet 1982)

Composition au 31 décembre 1996 :

Membres du Sénat : Mme Janine Bardou, MM. Michel Charzat, Roger Husson, Henri Le Breton, Daniel Percheron, Jean-Marie Poirier, Roger Rinchet, Jean-Jacques Robert.

Bureau : *Président :* M. Bernard Barbier ; *Vice-présidents :* MM. Bernard Hugo, Marcel Lesbros, Georges Mouly, René Régnauld ; *Secrétaires :* MM. Jacques Braconnier, Louis Minetti.

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

(Loi n° 83-609 du 8 juillet 1983)

Composition au 31 décembre 1996 :

Membres nommés par le Sénat :

Titulaires : MM. Claude Belot, Marcel Deneux, Charles Descours, Pierre Laffitte, Jean-Luc Mélenchon, Henri Revol, Franck Sérusclat, René Trégoüet.

Suppléants : MM. Paul Blanc, André Boyer, Louis Boyer, Claude Huriet, Gérard Miquel, Philippe Richert, Claude Saunier, Jacques Valade.

Membres nommés par l'Assemblée nationale :

Titulaires : Mme Roselyne Bachelot, MM. Jean-Marie Demange, Jean-François Mattei, Serge Poignant.

Suppléants : MM. Christian Bataille, Jean-Yves Chamard, Christian Daniel, Jean-Michel Dubernard, Charles Fèvre, Christian Kert, Marc Laffineur, Jean-Louis Léonard.

Nomination du bureau le 31 décembre 1996 (JO Lois et décrets du 1^{er} février 1996) :

Président : M. Robert Galley, député ; *Vice-président :* M. Henri Revol, sénateur ; *Secrétaires :* MM. Pierre Laffitte, Franck Sérusclat, sénateurs ; MM. Jean-François Mattei, Serge Poignant, députés ; *Délégué chargé des relations avec les organismes européens d'évaluation :* M. Jean-Yves Le Déaut, député.

Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques

(Loi n° 96-517 du 14 juin 1996)

Composition au 31 décembre 1996 :

Délégation du Sénat (JO Lois et décrets du 28 juin 1996) :

Membres de droit, représentants des commissions permanentes : MM. Christian Poncelet, Alain Lambert, James Bordas, Henri Revol, Serge Vinçon, Charles Descours, Philippe Marini, Pierre Fauchon.

Membres désignés par les groupes : MM. Jacques Bimbenet, Michel Charasse, Michel Charzat, Jean Cluzel, Marcel Debarge, Paul Lorient, René Régnauld, Jean-Pierre Vial.

Délégation de l'Assemblée nationale :

Membres de droit, représentants des commissions permanentes : MM. Pierre Méhaignerie, Philippe Auberger, Bruno Bourg-Broc, Marcel Laffineur, Jacques Boyon, Laurent Dominati, Arnaud Cazin d'Honinethun, Philippe Legras.

Membres désignés par les groupes : MM. Henri-Jean Arnaud, Christian Bataille, Daniel Colliard, Jean-Pierre Delalande, Alain Ferry, Jean-Michel Fourgous, Didier Migaud, Jean-Pierre Thomas.

Nomination du bureau le 27 juin 1996 (JO Lois et décrets du 28 juin 1996) :

Président : M. Christian Poncelet, sénateur ; *Vice-président :* M. Pierre Méhaignerie, député ; *Rapporteurs pour le règlement intérieur :* MM. Laurent Dominati, député ; Michel Charasse, sénateur.

Nouvelle nomination du bureau le 4 décembre 1996 (JO Lois et décrets du 5 décembre 1996) :

Président : M. Christian Poncelet, sénateur ; *Vice-président :* M. Pierre Méhaignerie, député ; *Vice-présidents :* MM. Philippe Auberger, député ; James Bordas, Michel Charasse, sénateurs ; Laurent Dominati, député ; *Secrétaires :* MM. Pierre Fauchon, sénateur, Jean-Michel Fourgous, Didier Migaud, députés ; Serge Vinçon, sénateur.

Office parlementaire d'évaluation de la législation

(Loi n° 96-516 du 14 juin 1996)

Composition au 31 décembre 1996 :

Délégation du Sénat : (JO Lois et décrets du 28 juin 1996) :

Membres de droit, représentants des commissions permanentes : MM. Jacques Larché, Jacques Valade, Alain Pluchet, André Dulait, Mme Annick Bocandé, MM. Guy Cabanel, Michel Rufin.

Membres désignés par les groupes : MM. Guy Allouche, Robert Badinter, Michel Dreyfus-Schmidt, Patrice Gélard, Jean-Jacques Hyest, Charles Jolibois, Robert Pagès, Alain Richard.

Délégation de l'Assemblée nationale :

Membres de droit, représentants des commissions permanentes : M. Pierre Mazeaud, Mmes Roselyne Bachelot-Narquin, Michèle Alliot-Marie, MM. Daniel Colin, Daniel Garrigue, Pierre Albertini, François Sauvadet.

Membres désignés par les groupes : MM. Raoul Béteille, Jérôme Bignon, Jacques Brunhes, Bernard Derosier, Yves Fréville, Jean-Pierre Michel, Mme Véronique Neiertz, M. Xavier de Roux.

Nomination du bureau le 27 juin 1996 (JO Lois et décrets du 28 juin 1996) :

Président : M. Pierre Mazeaud, député ; *Rapporteur pour le règlement intérieur :* MM. Jean-Jacques Hyest, sénateur.

VIII. – DÉLÉGATION FRANÇAISE À L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE L'ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE

Composition au 31 décembre 1996 :

Membres : MM. James Bordas, Guy Cabanel, sénateurs ; MM. Régis Fauchoit, Jacques Floch, Jean-Claude Lefort, Arthur Paecht, Michel Voisin, députés.

Bureau : *Président :* M. Jean de Lipkowski, député ; *Premier vice-président :* M. Jacques Genton ; *Vice-Présidents :* M. Jacques Boyon, député, président de la commission de la Défense nationale ; MM. Claude Estier, Yves Guéna, sénateurs ; M. Pierre Lellouche, député.

IX. – DÉLÉGATION DU SÉNAT À L'ASSEMBLÉE DE L'ATLANTIQUE NORD

Composition pour la période 1995-1998 :*

Titulaires : M. Maurice Blin, Mme Paulette Brisepierre, MM. Jacques Chaumont, Jean Delaneau, Jean-Pierre Demerliat, Bertrand Delanoë, André Vallet.

Suppléants : MM. Jean-Luc Bécart, Michel Caldaguès, Yvon Collin, Aubert Garcia, Jacques Legendre, Roland du Luart, Jean-Marie Poirier, Gérard Roujas, Xavier de Villepin, Serge Vinçon.

Président : Mme Paulette Brisepierre.

X. – HAUTE COUR DE JUSTICE

(Titre IX de la Constitution)

Composition au 1^{er} janvier 1996 : voir Table thématique 1995 « Informations parlementaires annuelles ».

Membres élus par le Sénat :

Modification intervenue en cours d'année :

Le 4 juin 1996, élection de M. Hubert Falco, juge suppléant (JO Lois et décrets du 5 juin 1996) :

* La composition des membres de cette délégation n'est pas publiée au J.O. Lois et décrets.

Juges titulaires : MM. Guy Allouche, José Balarello, Jean-Louis Carrère, Charles de Cuttoli, André Diligent, Michel Dreyfus-Schmidt, François Giacobbi, Jacques Larché, Kléber Malécot, Paul Masson, Robert Pagès, Michel Rufin.

Juges suppléants : MM. Germain Authié, Georges Berchet, Luc Dejoie, Hubert Falco, Patrice Gélard, Daniel Millaud.

Membres élus par l'Assemblée nationale :

Juges titulaires : Mme Nicole Catala, MM. Jean-François Deniau, Alain Griotteray, Georges Hage, Jacques Limouzy, Pierre Mazeaud, Jean-Pierre Michel, Didier Migaud, Patrick Ollier, Mme Suzanne Sauvaigo.

Juges suppléants : MM. Xavier Deniau, Claude Dhinnin, André Gérin, Henry Jean-Baptiste, Georges Mesmin, Roger-Gérard Schwartzberg.

COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE (Loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993)

Composition au 1^{er} janvier 1996 : voir Table thématique 1995 « Informations parlementaires annuelles ».

Membres élus par le Sénat :

Modification intervenue en cours d'année :

Le 4 juin 1996, élection de M. Hubert Falco, juge titulaire, et de M. Philippe de Bourgoing, juge suppléant (*JO* Lois et décrets du 5 juin 1996).

Juges titulaires : MM. Luc Dejoie, Michel Dreyfus-Schmidt, Hubert Falco, François Giacobbi, Jean-Jacques Hyst, Paul Masson.

Juges suppléants : MM. Germain Authié, Philippe de Bourgoing, Bernard Joly, René-Georges Laurin, Daniel Millaud, Michel Rufin.

Membres élus par l'Assemblée nationale :

Juges titulaires : MM. Raoul Béteille, Xavier Deniau, Georges Durand, Georges Hage, Jean-Claude Decagny, Didier Migaud.

Juges suppléants : MM. Louis de Broissia, Arnaud Cazin d'Honincthun, André Gérin, Georges Mesmin, Mme Suzanne Sauvaigo, M. Roger-Gérard Schwartzberg.

Bureau : Président : Magistrat du siège à la Cour de Cassation.

XI. – COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES (nommée à l'ouverture de chaque session ordinaire, en application de l'article 103, alinéa 2, du Règlement du Sénat).

Composition au 1^{er} janvier 1996 : voir « Informations parlementaires annuelles 1995 ».

Nomination par le Sénat le 9 octobre 1996 (*JO* Lois et décrets du 10 octobre 1996) :

Membres : M. René Ballayer, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Georges Berchet, Joël Bourdin, Luc Dejoie, Rémi Herment, Philippe Marini, Gérard Miquel, Jacques Oudin, Alain Richard.

Nomination du bureau le 16 octobre 1996 (*JO* Lois et décrets du 17 octobre 1996) : *Président* : M. Jacques Oudin ; *Vice-président* : M. Joël Bourdin ; *Secrétaire-rapporteur* : M. Alain Richard.

XII. – ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE

Délégués du Sénat et de l'Assemblée nationale au 1^{er} janvier 1996 : voir « Informations parlementaires annuelles 1995 ».

Représentants du Sénat :

Délégués titulaires : MM. Nicolas About, Michel Alloncle, Daniel Hoeffel, Pierre Jeambrun, Jean-François Le Grand, Jean-Pierre Masseret.

Délégués suppléants : M. Charles-Henri de Cossé-Brissac, Mme Josette Durieu, MM. Jacques Legendre, Edouard Le Jeune, François Lesein, Serge Vinçon.

Représentants de l'Assemblée nationale :

Délégués titulaires : MM. Jacques Baumel, Claude Birraux, Jean-Michel Boucheron, Georges Colombier, René Couveinhes, Robert Galley, Aloys Geoffroy, Denis Jacquat, Gabriel Kaspereit, Bernard Schreiner, Jean Seitlinger, Jean Valleix.

Délégués suppléants : MM. Augustin Bonrepaux, Jean-Guy Branger, Jean Briane, Christian Daniel, Jean-Claude Decagny, Xavier Deniau, Charles Ehrmann, Michel Hunault, Jean de Lipkowski, Jean-Louis Masson, Jean-Claude Mignon, Jean Proriol.

Bureau : Président : M. Jean Valleix, député ; *Vice-présidents* : MM. Pierre Jeambrun et Jean-Pierre Masseret, sénateurs, MM. Jean Seitlinger et Jean de Lipkowski, députés ; *Secrétaire général* : M. Daniel Hoeffel, sénateur.

XIII. – MISSIONS D'INFORMATION

(autorisées par le Sénat)

a) Missions communes d'information

1 – Demande conjointe des présidents des commissions des affaires culturelles, des affaires économiques, des affaires sociales, des finances et des lois, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information commune chargée d'étudier les **conditions de la contribution des nouvelles technologies de l'information au développement économique, social et culturel de la France** (4 juin 1996) (p. 3117). Octroi de l'autorisation demandée (26 juin 1996) (p. 4266).

2 – Demande conjointe des présidents des six commissions permanentes, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information commune chargée d'étudier la place et le **rôle des femmes dans la vie publique** (15 octobre 1996) (p. 4724). Octroi de l'autorisation demandée (30 octobre 1996) (p. 5187).

b) Commission des affaires culturelles

1 – Demande de M. Adrien Gouteyron, président de la commission, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information sur la **francophonie et l'enseignement du français en République socialiste du Viêt-Nam** (11 juin 1996) (p. 3476). Octroi de l'autorisation demandée (20 juin 1996) (p. 4010).

2 – Rapport d'information de *MM. Adrien Gouteyron, Jean Bernadaux et Jean-Pierre Camoin*, fait au nom de la commission, à la suite de la mission d'information sur **l'information et l'orientation des étudiants des premiers cycles universitaires** [n° 81 (96-97)] (14 novembre 1996).

c) Commission des affaires économiques et du Plan

1 – Rapport d'information de *MM. Jean François-Poncet, Louis Althapé, Bernard Dussaut, Jean-Paul Emin, Jean Huchon, Bernard Joly, Félix Leyzour, Daniel Percheron, Jean-Jacques Robert et Michel Souplet* fait au nom de la commission, à la suite d'une mission effectuée en **Inde**, pour étudier l'économie de ce pays, ainsi que ses relations économiques, commerciales et financières avec la France [n° 390 (95-96)] (29 mai 1996) (p. 307).

2 – Rapport d'information supplémentaire de *MM. Jean François-Poncet, Louis Althapé, Bernard Dussaut, Jean-Paul Emin, Jean Huchon, Bernard Joly, Félix Leyzour, Daniel Percheron, Jean-Jacques Robert et Michel Souplet* fait au nom de la commission sur les enjeux et les risques d'investissements étrangers en **Inde**, à la suite d'une mission d'information effectuée dans ce pays [n° 73 (96-97)] (12 novembre 1996) (p. 5564).

d) Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées

1 – Rapport d'information de *MM. Serge Vinçon et André Boyer* fait au nom de la commission, sur la mission effectuée au **Liban** du 20 au 23 décembre 1995 [n° 242 (95-96)] (21 février 1996) (p. 901).

2 – Rapport d'information de *MM. Xavier de Villepin, Guy Penne et Christian de La Malène* fait au nom de la commission, à la suite d'une mission effectuée en **Turquie**, du 26 au 29 février 1996 [n° 292 (95-96)] (27 mars 1996) (p. 1812).

3 – Rapport d'information de *M. André Dulait, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Marcel Debarge et André Boyer* fait au nom de la commission, sur la mission effectuée au **Canada** du 9 au 18 avril 1996 [n° 379 (95-96)] (23 mai 1996) (p. 2875).

4 – Rapport d'information de *MM. Bertrand Delanoë et Maurice Lombard* fait au nom de la commission, à la suite d'une mission effectuée en **Israël et dans les territoires palestiniens** du 25 au 29 novembre 1996 [n° 159 (96-97)] (18 décembre 1996) (p. 7638).

5 – Demande de M. Xavier de Villepin, président de la commission, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Australie et en Nouvelle-Zélande** afin de contribuer à donner un nouvel élan aux relations politiques bilatérales entre la France et chacun de ces deux pays (6 décembre 1996) (p. 6768).

e) Commission des affaires sociales

1 – Demande de M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information sur les conditions de renforcement de la **veille sanitaire et du contrôle de la sécurité des produits thérapeutiques** (11 juin 1996) (p. 3476). Octroi de l'autorisation demandée (20 juin 1996) (p. 4010).

f) Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation

1 – Rapport d'information de *Mme Maryse Bergé-Lavigne* fait au nom de la commission, à la suite d'une mission effectuée au **Japon, en Australie et en Nouvelle-Zélande** du 5 au 18 mai 1996 [n° 27 (96-97)] (10 octobre 1996) (p. 4714).

g) Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale

1 – Rapport d'information de *MM. Lucien Lanier et Guy Allouche* fait au nom de la commission, à la suite d'une mission effectuée en **Polynésie française** du 14 au 28 janvier 1996 [n° 215 (95-96)] (14 février 1996) (p. 681).

2 – Demande de M. Jacques Larché, président de la commission, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information au **Liban** afin d'étudier les problèmes d'ordre constitutionnel et juridique posés par l'évolution institutionnelle de ce pays. (11 juin 1996) (p. 3476). Octroi de l'autorisation demandée (20 juin 1996) (p. 4010). Mission effectuée du 7 au 17 octobre 1996. Rapport d'information de *MM. Jacques Larché, Pierre Fauchon, Charles Jolibois, Michel Rufin et Jacques Mahéas* [n° 111 (96-97)] (2 décembre 1996) (p. 6485).

XIV. – ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
AFFAIRES SOCIALES		
Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (décret N° 93-650 du 26 mars 1993)	MM. Bernard Seillier	Louis Souvet
Commission consultative de l'action humanitaire	M. Bernard Seillier	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES		
Conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger	M. Paul d'Ornano	
Commission nationale des Bourses de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger	Mme Paulette Brispierre M. Xavier de Villepin	
Comité directeur du fonds d'aide et de coopération	M. Michel Charasse	
Commission mixte chargée de donner un avis sur l'affectation et l'attribution des crédits du fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger	M. Paul d'Ornano	
Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	MM. Jacques Habert Adrien Gouteyron	
AGRICULTURE		
Comité consultatif du fonds national des abattoirs	MM. Alain Pluchet	Fernand Tardy
Conseil supérieur de l'aménagement rural	(*)	
Conseil supérieur du cheval (**)	MM. Josselin de Rohan	Michel Souplet
Comité de contrôle du fonds forestier national	M. Jacques Delong	
Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers	MM. Philippe François	Jean-Paul Emin
Conseil national de la montagne	MM. Germain Authié André Jourdain Jean Faure Bernard Hugo	
ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE		
Conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre	M. Marcel Lesbros	
Commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord	MM. Auguste Cazalet Michel Miroudot Guy Robert Ernest Cartigny Léon Fatous	Roger Rigaudière Jean-Pierre Fourcade Jacques Habert André Bohl Robert Pagès
Commission d'étude sur la retraite anticipée des anciens combattants d'Afrique du Nord (article 2 du décret n° 95-906 du 9 août 1995)	MM. Jacques Baudot Auguste Cazalet Raymond Courrière Bernard Barbier Marcel Lesbros	

(*) Pas de demande de désignation.

(**) Suppression (Décret n° 96-1183 du 26-12-1996).

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension	MM. Auguste Cazalet Roger Rigaudière Bernard Barbier Marcel Lesbros Léon Fatous Bernard Joly Robert Pagès	Emmanuel Hamel Henri Belcour Jean-Pierre Fourcade Rémi Herment Gérard Roujas Jacques Bimbenet Mme Michelle Demessine
Comité d'honneur pour la Commémoration du Maréchal Jean de Lattre de Tassigny	M. René Monory	
COLLECTIVITÉS LOCALES		
Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales	MM. Joël Bourdin Louis Mercier	
Comité des finances locales	MM. Jacques Oudin Christian Bonnet	Michel Mercier André Bohl
Conseil national des services publics départementaux et communaux	MM. Germain Authié Louis-Ferdinand de Rocca-Serra René-Georges Laurin André Bohl	
Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (décret n° 95-1066 du 29 septembre 1995 portant création du Conseil National de l'aménagement et du développement du territoire)	MM. Jean François-Poncet Gérard Larcher Claude Belot Jean-Marie Girault	
COMMUNICATION		
France 2	M. Michel Pelchat	
France 3	M. André Diligent	
Institut national de l'audiovisuel	M. Alain Joyandet	
Radio-France	Mme Danièle Pourtaud	
Radio-France internationale	M. Charles de Cuttoli	
Radio-Télévision française d'outre-mer	M. Jean-Marie Poirier	
Conseil d'administration de la société Télévision du savoir (décret n° 95-70 du 20 janvier 1995 portant approbation des statuts de la société Télévision du savoir, de la formation et de l'emploi visée à l'article 45 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication)	M. Pierre Laffitte	
Comité d'orientation des programmes de la société Télévision du savoir (article 24 du décret n° 95-70 du 20 janvier 1995)	MM. René Trégouët Joël Bourdin	
CULTURE ET ÉDUCATION		
Conseil d'orientation du centre national d'art et de la culture Georges-Pompidou	MM. Michel Pelchat Maurice Schumann Marcel Vidal	
Conseil national de la cinématographie	MM. Jean Delaneau Maurice Schumann	Jean Cluzel
Conseil d'administration de l'établissement public de la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette	Mme Lucette Michaux-Chevry	

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche	MM. Jean-Pierre Camoin	Jean-Philippe Lachenand
Conseil national des fondations	M. François Lesein	
Conseil national de l'enseignement supérieur privé	MM. Jean-Philippe Lachenaud	Jean-Pierre Camoin
Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires (décret n° 95-591 du 6 mai 1995)	MM. Alain Dufaut	Jean Bernadaux Mme Hélène Luc
Comité pour la commémoration des origines : « De la Gaule à la France »	M. Josselin de Rohan	
DÉFENSE		
Comité des prix de revient des fabrications d'armement	M. Maurice Blin	
Conseil permanent du service militaire	(*)	
DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER		
Comité directeur du FIDESTOM	MM. Daniel Millaud Roland du Luart	Jacques Bimbenet Michel Charasse
Comité directeur du FIDOM	MM. Edmond Lauret Roland du Luart Rodolphe Désiré	
Comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (FEDOM) (décret n° 95-984 du 25 août 1995)	MM. Pierre Lagourgue Georges Othily Mme Lucette Michaux-Chevry	
ÉCONOMIE ET FINANCES		
Conseil national des assurances	M. Philippe Marini	
Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations	M. Christian Poncelet	
Conseil de surveillance du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance	M. Joël Bourdin	
Commission des comptes et budgets économiques de la Nation	MM. Christian Poncelet Alain Lambert	
Conseil supérieur de la coopération	MM. Jean-Paul Emorine Georges Mazars	
Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics	MM. Maurice Blin Jacques Oudin	René Regnault Yann Gaillard
Conseil national du crédit	MM. Philippe Marini Paul Loridant	
Commission supérieure du crédit maritime mutuel	MM. Jacques Rocca Serra René Régnauld Josselin de Rohan	
Commission centrale de classement des débits de tabac	M. Auguste Cazalet	
Conseil national de l'information statistique	MM. Dominique Braye	Georges Berchet
Haut Conseil du secteur public	MM. Alain Gournac Jean-Paul Amoudry Yann Gaillard Philippe Adnot	

(*) Pas de demande de désignation.

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
Caisse française de développement	MM. Jacques Chaumont	Michel Charasse
Conseil d'administration de l'établissement public de financement et de restructuration (loi n° 95-1251 du 28 novembre 1995 relative à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des entrepreneurs)	M. Yann Gaillard	
Conseil d'administration de l'établissement public de réalisation de défaisance (loi n° 95-1251 du 28 novembre 1995 relative à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des entrepreneurs)	M. Jean-Philippe Lachenaud	
Comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale	MM. Charles Descours Jacques Oudin	
ÉNERGIE		
Commission consultative pour la production de carburants de substitution	MM. Philippe François Rémi Herment	
Conseil supérieur de l'électricité et du gaz	MM. Bernard Barbier Dominique Braye	
Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie	M. Henri Revol	
Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	M. Michel Souplet	
Comité de contrôle du fonds de soutien aux hydrocarbures	M. Bernard Barbier	
Conseil supérieur du pétrole	(*)	
Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaire	M. Henri Revol	
ENVIRONNEMENT, LOGEMENT, URBANISME		
Conseil national du bruit	M. Paul Blanc	
Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	MM. Alphonse Arzel Ambroise Dupont	Claude Pradille Marcel Vidal
Conseil national de l'habitat	MM. Louis Moinard	Marcel-Pierre Cléach
Commission supérieure des sites	M. Yvan Renar	
Commission nationale d'urbanisme commercial	MM. Roger Husson Jean-Paul Emin Louis Moinard Jacques Bellanger	Jean-Jacques Robert Jean Huchon Jean Boyer Jean-Pierre Demerliat
Commission nationale du débat public	M. Jean-François Le Grand	
INTÉRIEUR, LIBERTÉS PUBLIQUES		
Commission d'accès aux documents administratifs	MM. Pierre Fauchon	Germain Authié
Commission consultative des droits de l'homme	M. Jean Delaneau	
Commission nationale consultative des gens du voyage	MM. José Balarello Jean-Paul Delevoye	
Commission nationale de l'informatique et des libertés	MM. Alex Türk Jean-Marie Poirier	

(*) Pas de demande de désignation.

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité	M. Jean-Paul Amoudry	
Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation des jeux	M. François Lesein	
Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence	Mmes Danièle Pourtaud MM. James Bordas	Danielle Bidard-Reydet Guy Poirieux
JEUNESSE, SPORTS, TOURISME, VIE ASSOCIATIVE		
Haut comité du loisir social , de l'éducation populaire et des activités de pleine nature	M. Adrien Gouteyron	
Comité de l'éthique du loto sportif	MM. Jean Delaneau	François Lesein
Commission nationale du sport de haut niveau	MM. Jean-Pierre Masseret François Lesein	
Conseil national du tourisme	MM. Charles Ginésy Paul Loridant Claude Belot Jean Besson Ambroise Dupont	Bernard Joly Jacques Chaumont Mme Maryse Bergé-Lavigne M. Pierre Hérisson Mme Lucette Michaux-Chevry
Fonds national pour le développement de la vie associative	M. André Égu	
JUSTICE, LÉGISLATION GÉNÉRALE		
Conseil supérieur de l' administration pénitentiaire .	MM. Hubert Haenel Charles de Cuttoli Guy Cabanel	
Conseil supérieur de l' adoption	M. Michel Rufin	
Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice	M. Michel Dreyfus-Schmidt	
Commission supérieure de codification	MM. Michel Rufin	Maurice Ulrich
Conseil d'administration de l'établissement d' hospitalisation de Fresnes	M. José Balarello	Mme Marie-Madeleine Dieulangard
Comité national chargé de la publication des travaux préparatoires des institutions de la V^e République	M. Jacques Larché	
POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS		
Commission supérieure du service public des Postes et Télécommunications	MM. Gérard Delfau Pierre Hérisson René Trégouët François Trucy Gérard Larcher Jean-Marie Rausch Pierre Laffitte	
SANTÉ		
Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine	MM. Jacques Rocca Serra Marcel Lesbros	

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
Comité national de l'organisation sanitaire et sociale	MM. Jean-Pierre Fourcade	Jean-Louis Lorrain
Conseil d'administration de l'hôpital des Quinze-Vingt	M. Jean-Louis Lorrain	
Etablissement national des convalescents de Saint-Maurice	Mme Marie-Claude Beaudeau	
Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé	M. Claude Huriet	
Conseil national du syndrome immunodéficient acquis	M. Jean-Louis Lorrain	
Comité de liaison pour le transport des personnes handicapées	M. Jacques Braconnier	
Commission nationale de l'équipement sanitaire	M. Jean-Pierre Fourcade	
Comité national d'évaluation des dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées dépendantes (arrêté du 10 mars 1995)	MM. Lucien Neuwirth	Roland Huguet
SÉCURITÉ SOCIALE, TRAVAIL		
Conseil d'administration de l'agence pour l'amélioration des conditions de travail	Mme Michelle Demessine	
Commission des comptes de la sécurité sociale	MM. Louis Boyer Charles Descours Joël Bourdin Jacques Oudin	
Conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés	MM. Louis Boyer Jacques Oudin François Autain	
Conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés	MM. Alain Vasselle Michel Mercier Jacques Bimbenet	
Conseil de surveillance de la caisse nationale des allocations familiales	MM. Claude Huriet Jean Chérioux Mme Marie-Madeleine Dieulangard	
Conseil supérieur de la mutualité	M. André Jourdain	
Conseil supérieur des prestations sociales agricoles	MM. Bernard Seillier Joël Bourdin	Jacques Bialski Jacques Machet
Section de l'assurance des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles	MM. Jacques Bialski	Joël Bourdin
Conseil pour la protection sociale des Français de l'étranger	M. Jean-Pierre Cantegrit	
Comité national des retraités et des personnes âgées	M. Alain Vasselle	Mme Marie-Madeleine Dieulangard
Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés	MM. Paul Blanc	Roland Huguet
Comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse	MM. Alain Vasselle Charles Descours	
Commission d'évaluation prévue à l'article 82 de la loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (modifiée par la loi n° 95-116 du 4 février 1995)	MM. Jean Madelain Louis Souvet Mme Marie-Madeleine Dieulangard	

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
Conseil supérieur de la participation (article L. 444-2 du code du travail et décret n° 95-378 du 11 avril 1995)	MM. Jean Chérioux Jean Madelain	
Commission d'étude de l'indexation des pensions militaires d'invalidité (arrêté en date du 25 octobre 1995)	MM. Auguste Cazalet Marcel Lesbros	Emmanuel Hamel Rémi Herment
Commission nationale des comptes de la formation professionnelle	M. Jean Madelain Mme Marie-Madeleine Dieulangard	
TRANSPORTS		
Conseil d'administration de l'établissement public « Autoroutes de France »	M. Roland du Luart	
Conseil supérieur de l' aviation marchande	MM. François Gerbaud	Jean-Pierre Jeambrun
Conseil national des transports	MM. Bernard Joly Bernard Hugo	Jacques Rocca Serra François Gerbaud
Comité de gestion du Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables	MM. Jean François-Poncet Philippe Marini	
Fonds de péréquation des transports aériens	MM. François Gerbaud Yvon Collin	

XV. – MINISTÈRE

Gouvernement Alain JUPPÉ

(Nommé les 17, 18, 20 mai, 26 août et 7 novembre 1995.)
(*J.O.* des 18, 19, 21 mai, 27 août et 8 novembre 1995.)

1. – Composition au 1^{er} janvier 1996 :

Premier ministre	Alain Juppé
Garde des Sceaux, ministre de la justice	Jacques Toubon
Ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	François Bayrou
Ministre de la défense	Charles Millon
Ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme	Bernard Pons
Ministre des affaires étrangères	Hervé de Charette
Ministre du travail et des affaires sociales	Jacques Barrot
Ministre de l'intérieur	Jean-Louis Debré
Ministre de l'économie et des finances	Jean Arthuis
Ministre des relations avec le Parlement	Roger Romani
Ministre de l'environnement	Corinne Lepage
Ministre de la culture	Philippe Douste-Blazy
Ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications	Franck Borotra
Ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation	Philippe Vasseur
Ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration	Jean-Claude Gaudin
Ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat	Jean-Pierre Raffarin
Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation	Dominique Perben
Ministre délégué aux anciens combattants et victimes de guerre	Pierre Pasquini
Ministre délégué à l'outre-mer	Jean-Jacques de Peretti
Ministre délégué à la jeunesse et aux sports	Guy Drut
Ministre délégué au logement	Pierre-André Périssol
Ministre délégué à la coopération	Jacques Godfrain
Ministre délégué aux affaires européennes	Michel Barnier
Ministre délégué pour l'emploi	Anne-Marie Couderc
Ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement	Alain Lamassoure
Ministre délégué aux finances et au commerce extérieur	Yves Galland
Ministre délégué à La poste, aux télécommunications et à l'espace	François Fillon
Ministre délégué à la ville et à l'intégration	Eric Raoult
Secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence	Xavier Emmanuelli
Secrétaire d'Etat à la recherche	François d'Aubert
Secrétaire d'Etat aux transports	Anne-Marie Idrac
Secrétaire d'Etat chargé de la francophonie	Margie Sudre
Secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale	Hervé Gaymard

2. – Aucune modification n'est intervenue entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1996.

XVI. – TEXTES

A. – Textes inscrits à l'ordre du jour du Sénat en 1996

(avec indication de la **rubrique de classement** dans la table thématique et de la **date de première inscription** à l'ordre du jour)*

Session parlementaire ordinaire unique

16 janvier 1996. – Projet de loi relatif au développement du volontariat dans le corps des sapeurs-pompiers. – **Sécurité civile.**

– Projet de loi pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 qui instituent une session parlementaire ordinaire unique (1^{re} lecture le 15 novembre 1995). – **Parlement.**

18 janvier 1996. – Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre la République française et la République d'Ouzbékistan sur la liberté de circulation. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du traité d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Ouzbékistan. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Trinité et Tobago sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Sultanat d'Oman sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Roumanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Albanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République des Philippines sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Équateur sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

23 janvier 1996. – Projet de loi relatif au supplément de loyer de solidarité. – **Logement.**

25 janvier 1996. – Proposition de loi relative à la prorogation de la suspension des poursuites en faveur des rapatriés réinstallés. – **Rapatriés.**

– Proposition de loi tendant à étendre aux collectivités locales et à leurs groupements l'accès aux prêts distribués à partir des fonds établis par les CODEVI. – **Collectivités territoriales.**

30 janvier 1996. – Proposition de loi organique relative à la date de renouvellement des membres de l'assemblée territoriale de la Polynésie française. – **Polynésie française.**

– Proposition de loi tendant à créer un office parlementaire d'amélioration de la législation. – **Parlement.**

– Proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un office parlementaire d'évaluation des politiques publiques. – **Parlement.**

31 janvier 1996. – Projet de loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire. – **Droit pénal.**

6 février 1996. – Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération et d'union douanière entre la Communauté économique européenne et la République de Saint-Marin. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi constitutionnelle instituant les lois de financement de la sécurité sociale. – **Sécurité sociale.**

7 février 1996. – Projet de loi complétant la loi n° 66-1008 du 28 décembre 1966 relative aux relations financières avec l'étranger en ce qui concerne les investissements étrangers en France. – **Politique économique et sociale.**

8 février 1996. – Projet de loi relatif aux mécanismes de solidarité financière entre collectivités locales. – **Finances locales**

13 février 1996. – Proposition de loi tendant à favoriser l'expérimentation relative à l'aménagement et à la réduction du temps de travail. – **Travail.**

14 février 1996. – Projet de loi portant création d'un fonds paritaire d'intervention en faveur de l'emploi. – **Emploi.**

– Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire et statutaire. – **Santé.**

19 février 1996. – Congrès du Parlement.

20 février 1996. – Projet de loi relatif aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information. – **Communication.**

21 février 1996. – Déclaration du Gouvernement sur l'Union économique et monétaire. – **Gouvernement** (déclarations).

– Projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française. – **Polynésie française.**

– Projet de loi complétant le statut de la Polynésie française. – **Polynésie française.**

5 mars 1996. – Projet de loi portant transposition dans le code de la propriété intellectuelle des directives n° 93/83 du Conseil des Communautés européennes du 27 septembre 1993 relative à la coordination de certaines règles du droit d'auteur et des droits voisins du droit d'auteur applicables à la radiodiffusion par satellite et à la retransmission par câble et n° 93/98 du Conseil des Communautés européennes du 29 octobre 1993 relative à l'harmonisation de la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins. – **Propriété intellectuelle.**

6 mars 1996. – Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage. – **Formation professionnelle.**

12 mars 1996. – Proposition de loi améliorant le financement des associations concourant à l'action humanitaire en vue de leur permettre de participer plus efficacement à la lutte contre l'exclusion. – **Associations.**

– Proposition de loi tendant à actualiser la loi locale de chasse régissant les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. – **Chasse.**

– Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon. – **Territoires d'outre-mer (TOM).**

13 mars 1996. – Projet de loi de modernisation des activités financières. – **Marchés financiers.**

14 mars 1996. – Déclaration du Gouvernement sur la préparation et les perspectives de la conférence intergouvernementale. – **Gouvernement** (déclarations).

19 mars 1996. – Proposition de loi tendant à préciser la portée de l'incompatibilité entre la situation de candidat et la fonction de membre d'une association de financement électoral ou de mandataire financier. – **Elections.**

20 mars 1996. – Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1993 sur le cacao (ensemble trois annexes). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Bolivie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres modificatives). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Pérou sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun relative à la circulation et au séjour des personnes. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier. – **Politique économique et sociale.**

26 mars 1996. – Déclaration du Gouvernement sur la politique de défense. – **Gouvernement** (déclarations).

27 mars 1996. – Projet de loi relatif à la « Fondation du patrimoine ». – **Patrimoine artistique, archéologique et historique.**

16 avril 1996. – Déclaration du Gouvernement sur la charte d'installation des jeunes agriculteurs et le statut des conjoints. – **Gouvernements** (déclarations).

17 avril 1996. – Proposition de loi relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudance ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions (1^{re} lecture le 14 novembre 1995). – **Elus locaux.**

18 avril 1996. – Projet de loi relatif au trafic de stupéfiants en haute mer portant adaptation de la législation française aux dispositions de l'article 17 de la convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes faite à Vienne le 20 décembre 1988 (1^{re} lecture le 18 octobre 1995). – **Stupéfiants.**

18 avril 1996. – Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et tendant à améliorer la lutte contre le trafic de stupéfiants (1^{re} lecture le 18 octobre 1995). – **Stupéfiants.**

23 avril 1996. – Proposition de loi relative à l'adoption. – **Adoption.**

25 avril 1996. – Résolution adoptée par la commission des affaires économiques en application de l'article 73 bis, alinéa 8 du règlement, sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes et sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes (n° E-613). – **Union européenne.**

30 avril 1996. – Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 955 du Conseil de sécurité des Nations unies instituant un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis en 1994 sur le territoire du Rwanda, et s'agissant des citoyens rwandais, sur le territoire d'Etats voisins. – **Droits de l'homme.**

– Projet de loi relatif au contrôle du commerce des produits chimiques précurseurs de stupéfiants ou de substances psychotropes. – **Stupéfiants.**

– Résolution, adoptée par la commission des affaires économiques sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion des négociations avec certains pays tiers dans le cadre de l'article XXIV-6 du GATT et d'autres questions connexes (n° E-580). – **Union européenne.**

7 mai 1996. – Projet de loi autorisant la ratification de la convention portant création du programme régional océanien de l'environnement. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume

de Norvège portant sur le transport par gazoduc de gaz du plateau continental norvégien et d'autres secteurs vers la France. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo, signée à Brazzaville le 31 juillet 1993 (ensemble un échange de lettres signées les 13 juillet 1994 et 17 mars 1995). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance n° 86-1243 du 1^{er} décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence. – **Concurrence.**

14 mai 1996. – Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante. – **Délinquance.**

21 mai 1996. – Proposition de loi tendant à créer une possibilité de recours à l'égard des décisions des architectes des bâtiments de France. – **Urbanisme.**

– Résolution adoptée par la commission des affaires économiques et du plan en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité de service (n° E-474). – **Union européenne.**

22 mai 1996. – Déclaration du Gouvernement sur l'orientation budgétaire. – **Gouvernement** (déclarations).

23 mai 1996. – Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie. – **Environnement.**

28 mai 1996. – Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale. – **Sécurité sociale.**

29 mai 1996. – Projet de loi relatif à la détention provisoire. – **Droit pénal.**

29 mai 1996. – Résolution adoptée par la commission des affaires sociales en application de l'article 73 bis du règlement sur la proposition de règlement du Conseil modifiant en faveur des travailleurs en chômage, le règlement relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté et le règlement fixant les modalités d'application du règlement (n° E-582) et sur la proposition de règlement du Conseil modifiant en faveur des titulaires de prestations de pré-retraite le règlement relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté et le règlement fixant les modalités d'application du règlement (n° E-583). – **Union européenne.**

– Projet de loi de réglementation des télécommunications. – **Télécommunications.**

5 juin 1996. – Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique du Pakistan en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant (ensemble un échange de lettres) à l'accord du 25 juillet 1977 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Malte tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République bolivienne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 19 décembre 1980 entre le Gouvernement de la République fran-

caïse et le Gouvernement de la République de Norvège en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole et un protocole additionnel), modifiée par l'avenant du 14 novembre 1984. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord fiscal sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Panama. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat d'Israël en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune. – **Traités et conventions.**

6 juin 1996. – Déclaration du Gouvernement sur la situation en Corse. – **Gouvernement** (déclarations).

10 juin 1996. – Projet de loi relatif à l'entreprise nationale France Télécom. – **Postes et télécommunications.**

12 juin 1996. – Projet de loi relatif à l'encouragement fiscal en faveur de la souscription de parts de copropriété de navires de commerces. – **Impôts et taxes.**

13 juin 1996. – Proposition de loi organique tendant à modifier et compléter la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des français établis hors de France pour l'élection du Président de la République. – **Elections présidentielles.**

– Proposition de loi organique tendant à compléter la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des français établis hors de France pour l'élection du Président de la République. – **Elections présidentielles.**

– Proposition de loi tendant à assurer une prise en charge adaptée à l'autisme. – **Handicapés.**

14 juin 1996. – Proposition de loi organique complétant la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française. – **Polynésie française.**

17 juin 1996. – Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat. – **Commerce et artisanat.**

19 juin 1996. – Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002. – **Défense.**

21 juin 1996. – Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1994. – **Lois de finances.**

25 juin 1996. – Déclaration du Gouvernement sur la SNCF. – **Gouvernement** (déclarations).

26 juin 1996. – Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer (1^{re} lecture le 13 décembre 1995). – **Départements d'outre-mer (DOM).**

– Résolution adoptée par la commission des finances en application de l'article 73 bis, alinéa 8 du règlement, sur la proposition de révision des perspectives financières présentée par la commission au Parlement européen et au Conseil en application des paragraphes 11 et 12 de l'accord interinstitutionnel du 29 octobre 1993 sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure législative (n° E-628). – **Union européenne.**

– Résolution adoptée par la commission des finances en application de l'article 73 bis, alinéa 8 du règlement, sur une recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en France. Application de l'article 104 C, paragraphe 7 du traité instituant la Communauté européenne (n° E-648). – **Union européenne.**

27 juin 1996. – Projet de loi autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République tunisienne, d'autre part. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi, autorisant l'approbation du deuxième protocole en date du 6 octobre 1995 annexé à l'accord général sur le commerce des services (ensemble les listes d'engagements dont la traduction est annexée à la présente loi). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi, autorisant l'approbation du troisième protocole en date du 6 octobre 1995 annexé à l'accord général sur le commerce

des services (ensemble les listes d'engagements dont la traduction est annexée à la présente loi). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi, autorisant l'adhésion de la République française à la convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest (ensemble trois annexes). – **Traités et conventions.**

1^{er} octobre 1996. – Projet de loi modifiant le code de la propriété intellectuelle en application de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce. – **Propriété intellectuelle.**

– Projet de loi relatif à l'information et à la consultation des salariés dans les entreprises et les groupes d'entreprises de dimension communautaire, ainsi qu'au développement de la négociation collective. – **Travail.**

2 octobre 1996. – Déclaration de politique générale du Gouvernement. – **Gouvernement** (déclarations).

3 octobre 1996. – Proposition de résolution tendant à compléter le règlement du Sénat pour l'application de la loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un office parlementaire d'évaluation des politiques publiques et de la loi organique relative aux lois de financement de la sécurité sociale. – **Parlement.**

8 octobre 1996. – Projet de loi relatif à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville. – **Aménagement du territoire.**

– Déclaration de politique générale du Gouvernement. – **Gouvernement** (déclarations).

15 octobre 1996. – Proposition de loi tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance. – **Personnes âgées.**

17 octobre 1996. – Projet de loi portant réforme de la réglementation comptable et adaptation du régime de publicité foncière. – **Comptabilité.**

22 octobre 1996. – Proposition de loi relative au placement sous surveillance électronique pour l'exécution de certaines peines. – **Droit pénal.**

– Proposition de loi améliorant la protection des acquéreurs de logement anciens. – **Logement et habitat.**

23 octobre 1996. – Déclaration du Gouvernement sur la défense. – **Gouvernement** (déclarations).

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Corée. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord du 18 mars 1993 modifiant l'accord du 3 août 1959 modifié par les accords du 21 octobre 1971 et du 18 mai 1981 complétant la convention entre les Etats parties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, en ce qui concerne les forces stationnées en République fédérale d'Allemagne. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relative au service militaire des double nationaux (ensemble une annexe). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine relatif à l'emploi des personnes à charge des membres des missions officielles d'un Etat dans l'autre. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'admission temporaire (ensemble cinq annexes). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Arménie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Hong-Kong sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française, le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le gouvernement du Grand Duché de Luxembourg et le Conseil fédéral suisse agissant au nom des cantons de Soleure, de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne, d'Argovie et du Jura, sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et organismes publics locaux (ensemble une déclaration). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à l'accord portant création de la Commission des thons de l'océan Indien (ensemble deux annexes). – **Traités et conventions.**

29 octobre 1996. – Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du règlement (CE) du Conseil prévoyant la réduction du taux applicable aux importations réalisées en application du contingent tarifaire OMC pour certains animaux bovins vivants (n° E-676). – **Union européenne.**

– Projet de loi relatif à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire. – **Fonction publique.**

31 octobre 1996. – Déclaration du Gouvernement sur les affaires étrangères. – **Gouvernement** (déclarations).

5 novembre 1996. – Projet de loi d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines. – **Pêche.**

6 novembre 1996. – Déclaration du Gouvernement sur l'agriculture. – **Gouvernement** (déclarations).

7 novembre 1996. – Proposition de loi relative au contrat de concession du Stade de France à Saint-Denis. – **Sports.**

12 novembre 1996. – Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1997. – **Sécurité sociale.**

19 novembre 1996. – Projet de loi complétant, en ce qui concerne certains contrats de services et de fournitures, la loi n° 91-3 du 3 janvier 1991 relative à la transparence et la régularité des procédures de marchés et soumettant la passation de certains contrats à des règles de publicité et de mise en concurrence et la loi n° 92-1282 du 11 décembre 1992 relative aux procédures de passation de certains contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications. – **Marchés publics.**

– Projet de loi relatif aux mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées. – **Défense.**

20 novembre 1996. – Projet de loi d'habilitation relatif à l'extension et à l'adaptation à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions législatives du titre I^{er} du livre VII du code de la santé publique, au statut du personnel et au financement de l'établissement public de santé territoriale de Mayotte ainsi qu'à la réforme du statut de la caisse de prévoyance sociale. – **Territoires d'outre-mer (TOM).**

– Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 96-1 du 2 janvier 1996 d'habilitation relative à l'extension et à l'adaptation de la législation en matière pénale applicable aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte et abrogeant certaines dispositions concernant les îles éparses et l'île de Clipperton. – **Territoires d'outre-mer (TOM).**

– Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 96-782 du 5 septembre 1996 prise en application de la loi n° 96-87 du 5 février 1996 d'habilitation relative au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte. – **Territoires d'outre-mer (TOM).**

– Projet de loi relatif à l'Union d'économie sociale du logement. – **Logement.**

21 novembre 1996. – Projet de loi de finances pour 1997. – **Lois de finances.**

12 décembre 1996. – Proposition de loi préservant les relations entre frères et sœurs en cas d'ouverture d'une procédure d'assistance éducative. – **Enfance.**

– Proposition de loi renforçant la protection des personnes surendettées en cas de saisie immobilière de leur résidence principale. – **Créances.**

– Proposition de loi relative à l'épargne retraite. – **Epargne retraite.**

16 décembre 1996. – Projet de loi relatif à la collecte et à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural. – **Agriculture.**

17 décembre 1996. – Projet de loi relatif à la zone franche de Corse. – **Zones franches.**

– Projet de loi de finances rectificative pour 1996. – **Lois de finances rectificatives.**

19 décembre 1996. – Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume d'Espagne relatif à la coopération transfrontalière entre collectivités territoriales, signé à Bayonne le 10 mars 1995. – **Traités et conventions.**

B. – Textes déposés en 1996, mais non inscrits à l'ordre du jour du Sénat (avec indication de la rubrique de classement dans la table thématique et de la date de dépôt).

(Dépôt rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1995)

16 janvier 1996. – Proposition de loi tendant à maintenir l'activité des clubs sportifs non professionnels en adaptant la loi n° 91-32 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme. – **Santé publique.**

(Dépôt rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 février 1996)

5 mars 1996. – Proposition de loi tendant à appliquer aux Conseils de districts les dispositions de l'article L. 5215-18 du code général des collectivités territoriales. – **Collectivités territoriales.**

(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance du 28 mars 1996)

10 avril 1996. – Proposition de loi organique relative à la représentation des universités au Conseil économique social. – **Conseil économique et social.**

12 avril 1996. – Proposition de loi tendant à l'augmentation de l'indemnité due au salarié en cas de licenciement survenu pour une cause non réelle et sérieuse. – **Licenciements.**

(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 juin 1996)

28 juin 1996. – Proposition de loi tendant à modifier la fiscalité du bail à réhabilitation. – **Logement.**

4 juillet 1996. – Proposition de loi relative à l'examen des plaintes déposées contre des titulaires de mandats publics électifs. – **Procédure pénale.**

5 juillet 1996. – Proposition de loi relative à la prévention de violence à la télévision. – **Audiovisuel.**

– Proposition de loi renforçant les compétences du Conseil supérieur de l'audiovisuel en matière de télévision diffusée par satellite. – **Audiovisuel.**

10 juillet 1996. – Proposition de loi relative à l'enseignement de l'espéranto. – **Enseignement.**

11 juillet 1996. – Proposition de loi tendant à améliorer la qualité de l'air par le remboursement à tout propriétaire de taxi du coût d'achat et d'installation de l'équipement permettant à leur véhicule de fonctionner au gaz de pétrole liquéfié ou au gaz naturel véhicules. – **Environnement.**

12 juillet 1996. – Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la situation politique et économique en Corse. – **Régions.**

15 juillet 1996. – Proposition de loi relative à la transformation progressive des actuels centres d'information et d'orientation départementaux en services. – **Administration.**

16 juillet 1996. – Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant de la convention du 9 janvier 1976 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République des Philippines tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu. – **Traités et conventions.**

24 juillet 1996. – Proposition de loi tendant à reporter les élections cantonales et régionales au mois de septembre 1998. – **Élections.**

7 août 1996. – Proposition de loi relative à la lutte contre le travail clandestin. – **Travail.**

8 août 1996. – Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête chargée d'évaluer les conséquences sanitaires et économiques de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) en France et de rechercher les responsabilités dans la propagation de l'épizootie. – **Agriculture.**

30 août 1996. – Proposition de loi visant à étendre aux centres de santé gérés par la Mutualité sociale agricole la subvention prévue à l'article L. 162-32 du code de la sécurité sociale. – **Mutualité sociale agricole.**

5 septembre 1996. – Projet de loi portant extension partielle et adaptation du code minier aux départements d'outre-mer. – **Départements d'outre-mer (DOM).**

6 septembre 1996. – Proposition de loi visant à préciser la nature juridique des indemnités de fonction perçues par les élus locaux et à clarifier leur situation au regard des organismes sociaux chargés d'appliquer la législation sociale. – **Collectivités territoriales.**

18 septembre 1996. – Proposition de loi relative aux fondations démocratiques à vocation politique. – **Fondations.**

20 septembre 1996. – Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la situation du Crédit Foncier de France. – **Banques et établissements financiers.**

23 septembre 1996. – Proposition de loi visant à préciser la nature juridique des indemnités de fonction perçues par les élus locaux et à clarifier leur situation au regard des organismes sociaux chargés d'appliquer la législation sociale. – **Collectivités territoriales.**

Retrait d'une proposition de résolution

9 janvier 1996. – Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les comptes et les conditions de fonctionnement de la Caisse nationale d'assurance maladie (déposée le 19 décembre 1995). – **Protection sociale.**

Retrait d'une proposition de loi

23 janvier 1996. – Proposition de loi tendant à modifier l'article 12 de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 (déposée le 24 octobre 1995). – **Politique économique et sociale.**

Session Parlementaire Unique

17 janvier 1996. – Proposition de loi relative au maintien des classes en milieu rural. – **Enseignement.**

23 janvier 1996. – Proposition de résolution tendant à réformer le règlement du Sénat afin d'assurer le suivi des travaux de contrôle du Sénat. – **Sénat.**

– Proposition de loi tendant à modifier l'article 12 de la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988. – **Politique économique et sociale.**

31 janvier 1996. – Proposition de loi tendant à l'ouverture du droit à l'indemnité compensatrice de précarité aux salariés en contrats à durée déterminée dits d'usage. – **Travail.**

– Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de décision du Conseil concernant un programme pluriannuel en vue de la promotion de l'efficacité énergétique dans l'Union européenne. – **Union européenne.**

1^{er} février 1996. – Proposition de loi tendant à porter le montant de l'allocation adultes handicapés à 70 % du salaire minimum de croissance. – **Handicapés.**

– Proposition de loi tendant à la création d'un ordre national de la profession d'infirmière. – **Ordres professionnels.**

– Proposition de loi visant à limiter la création et l'exploitation d'établissements de spectacles ou de commerce à caractère pornographique. – **Arts et spectacles.**

6 février 1996. – Proposition de loi visant à modifier l'article 23 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relatif à la répartition intercommunale des charges des écoles publiques accueillant des enfants issus de plusieurs communes. – **Enseignement.**

– Proposition de loi modifiant le mode d'élection des conseillers régionaux et changeant l'appellation des conseils généraux, conseillers généraux en conseils départementaux et conseillers départementaux. – **Elections.**

13 février 1996. – Proposition de loi tendant à renforcer les droits sociaux des jeunes gens accomplissant leur service national. – **Service national.**

15 février 1996. – Proposition de loi tendant à préciser la portée de l'incompatibilité définie à l'article L. 52-5, 1^{er} alinéa, du code électoral. – **Elections.**

– Proposition de loi visant à réformer la faillite civile en Alsace-Moselle. – **Alsace-Moselle.**

21 février 1996. – Proposition de loi tendant à autoriser les élus des communes comptant 3500 habitants au plus à conclure avec leur collectivité des baux ruraux. – **Baux ruraux.**

– Proposition de loi tendant à la modification de l'article 225-3 du code pénal et relative à la protection des personnes contre les discriminations effectuées par les compagnies d'assurance en raison de leur état de santé et de leur handicap. – **Code pénal.**

6 mars 1996. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion des négociations avec certains pays tiers dans le cadre de l'article XXIV-6 du GATT et d'autres questions connexes (n° E-580). – **Union européenne.**

12 mars 1996. – Proposition de loi tendant à lutter contre la violence dans les établissements scolaires. – **Enseignement.**

13 mars 1996. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de décision du Conseil concernant un programme d'action communautaire pour la promotion des organisations non gouvernementales ayant pour but principal la défense de l'environnement (n° E-569). – **Union européenne.**

14 mars 1996. – Proposition de résolution déposée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de décision du Conseil concernant un programme d'action communautaire pour la promotion des organisations non gouvernementales ayant pour but principal la défense de l'environnement (n° E-569). – **Union européenne.**

7 mai 1996. – Proposition de loi organique relative à la politique sociale de la Nation. – **Action sanitaire et sociale.**

9 mai 1996. – Proposition de loi visant à modifier le 3^e de l'article 1464-A du code général des impôts. – **Impôts et taxes.**

9 mai 1996. – Proposition de loi tendant à institutionnaliser en chambres consulaires les chambres des professions libérales et assimilées actuellement constituées en associations conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901. – **Professions libérales.**

– Proposition de loi organique relative à la représentation des professions libérales au Conseil Économique et Social. – **Professions libérales.**

– Proposition de loi modifiant plusieurs dispositions du code électoral relatives à l'élection des conseillers municipaux dans les communes de plus de 3500 habitants, des conseillers généraux et des députés. – **Elections.**

14 mai 1996. – Proposition de loi portant réforme des dispositions du code civil relatives à l'exercice de l'autorité parentale, au droit de visite et à la fixation de la pension alimentaire, en cas de divorce. – **Divorce ou séparation de corps.**

– Proposition de loi visant à réglementer la circulation des pitbulls sur tout le territoire national. – **Sécurité publique.**

22 mai 1996. – Proposition de loi tendant à exonérer de la taxe sur la valeur ajoutée l'exploitation de comptoirs de vente dans les enceintes sportives en vue d'améliorer les finances des clubs sportifs. – **Impôts et taxes.**

– Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête chargée d'examiner les modalités de contrôle de certains organismes du secteur audiovisuel public. – **Audiovisuel.**

23 mai 1996. – Proposition de loi relative au débroussaillage. – **Sécurité civile.**

4 juin 1996. – Proposition de loi organique tendant à modifier la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des français établis hors de France pour l'élection du Président de la République. – **Elections présidentielles.**

– Proposition de loi organique tendant à compléter la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des français établis hors de France pour l'élection du Président de la République. – **Elections présidentielles.**

10 juin 1996. – Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif pénal à l'encontre des associations ou groupements à caractère sectaire qui constituent, par leurs agissements délictueux, un trouble à l'ordre public ou un péril majeur pour la personne humaine ou la sûreté de l'Etat. – **Libertés publiques.**

– Proposition de loi tendant à rendre éligible au FCTVA certains travaux d'entretien réalisés par les collectivités locales sur des cours d'eau non domaniaux. – **Impôts et taxes.**

– Proposition de loi visant à modifier le 18° de l'article L. 195 et le 8° de l'article L. 231 du code électoral. – **Elections.**

13 juin 1996. – Proposition de loi portant sur l'organisation d'audiences publiques lors de la réalisation de grandes infrastructures. – **Aménagement du territoire.**

14 juin 1996. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel (n° E-211). – **Union européenne.**

17 juin 1996. – Proposition de loi tendant à autoriser la vente et la distribution des boissons du deuxième groupe à l'occasion de manifestations sportives amateurs. – **Santé publique.**

18 juin 1996. – Résolution adoptée, en application de l'article 73 bis, alinéa 8 du règlement, par la commission des lois sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise (n° E-405). – **Union européenne.**

19 juin 1996. – Résolution adoptée en application de l'article 73 bis, alinéa 8 du règlement, par la commission des affaires économiques sur la communication de la commission sur le développement des chemins de fer communautaires - Application de la directive 91/440/CEE. Nouvelles mesures pour le développement des chemins de fer et sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 91/440/CEE relative au développement des chemins de fer communautaires (n° E-510). – **Union européenne.**

– Proposition de loi organique tendant à modifier le nombre de sénateurs élus dans les départements. – **Elections sénatoriales.**

– Proposition de loi relative à l'exercice des mandats locaux et aux moyens financiers des collectivités locales. – **Collectivités territoriales.**

19 juin 1996. – Proposition de loi tendant à étendre l'ouverture du droit au transfert du bail en cas de décès ou d'abandon du domicile du titulaire. – **Logement.**

– Proposition de loi assurant la parité des femmes et des hommes dans la vie publique. – **Vie politique et sociale.**

– Proposition de loi relative au certificat d'hébergement. – **Etrangers.**

20 juin 1996. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur une recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en France. Application de l'article 104 C, paragraphe 7 du traité instituant la Communauté européenne (n° E-648). – **Union européenne.**

24 juin 1996. – Proposition de loi relative aux finances locales. – **Finances locales.**

26 juin 1996. – Proposition de loi tendant à reporter les élections cantonales et régionales au mois de juin 1998. – **Elections.**

27 juin 1996. – Proposition de loi relative à la majoration du plafond de la retraite mutualiste du combattant par l'Etat et à son indexation. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi relative à l'organisation de France-Télévision. – **Audiovisuel.**

8 octobre 1996. – Proposition de loi créant une formation d'admission des pourvois au sein des chambres civiles de la Cour de cassation. – **Justice.**

9 octobre 1996. – Proposition de loi tendant à organiser la lutte contre les termites. – **Logement.**

– Projet de loi relatif à la détention provisoire. – **Droit pénal.**

15 octobre 1996. – Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. – **Etrangers.**

16 octobre 1996. – Proposition de loi visant à modifier le code des collectivités territoriales de façon à élargir les compétences des districts. – **Collectivités territoriales.**

– Projet de loi portant création de l'établissement public « Réseau ferré national ». – **Transports.**

22 octobre 1996. – Proposition de loi relative au statut des villes nouvelles. – **Collectivités territoriales.**

– Proposition de loi modifiant le plafond institué à l'article 754-A du code général des impôts et relative à l'acquisition des biens en clause de tontine. – **Successions et libéralités.**

– Proposition de loi relative au délai de rétention administrative. – **Etrangers.**

– Proposition de loi organique relative à l'actualisation de certaines dispositions de l'article L.O. 133 du code électoral. – **Elections.**

– Proposition de loi visant à étendre aux centres de santé gérés par la Mutualité sociale agricole la subvention prévue à l'article L. 162-32 du code de la sécurité sociale. – **Mutualité sociale agricole.**

29 octobre 1996. – Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la situation du groupe Thomson et les conditions de sa privatisation. – **Entreprises publiques.**

– Proposition de loi tendant à reconnaître aux communes le droit de moduler les tarifs des écoles municipales de musique et de danse en fonction des ressources des familles. – **Communes.**

30 octobre 1996. – Proposition de loi visant à instituer un livret d'épargne environnement. – **Epargne.**

– Projet de loi portant code de la communication et du cinéma (partie législative). – **Communication.**

– Projet de loi modifiant les dispositions du code de la communication et du cinéma relatives à la communication audiovisuelle. – **Communication audiovisuelle.**

5 novembre 1996. – Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les modalités d'organisation et les conditions de fonctionnement des services de police et de gendarmerie dans leurs missions de police judiciaire et de vérifier l'application, par ces services, des dispositions du code de procédure pénale concernant la direction, le contrôle et la surveillance de la police judiciaire. – **Police.**

7 novembre 1996. – Proposition de loi tendant à revaloriser les retraites agricoles. – **Exploitants agricoles.**

– Proposition de loi relative aux animaux de race canine susceptibles de présenter un danger pour les personnes. – **Sécurité publique.**

– Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de la Commission en vue d'un règlement du Conseil relatif au renforcement de la surveillance et de la coordination des situations budgétaires, sur la proposition de règlement (CE) du Conseil visant à accélérer et clarifier la mise en œuvre de la procédure concernant les déficits excessifs (n° E-719) et sur les propositions de règlements du Conseil sur l'introduction de l'euro (art. 109 I (4) CE) et sur certaines dispositions y afférentes (art. 235 CE) (n° E-720). – **Union européenne.**

13 novembre 1996. – Proposition de loi relative à la procédure de déclaration de parcelle en état d'abandon. – **Urbanisme.**

19 novembre 1996. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de la Commission en vue d'un règlement du Conseil relatif au renforcement de la surveillance et de la coordination des situations budgétaires, sur la proposition de règlement (CE) du Conseil visant à accélérer et clarifier la mise en œuvre de la procédure concernant les déficits excessifs (n° E-719). – **Union européenne.**

– Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur les propositions de règlement du Conseil sur l'introduction de l'euro (art. 109 I (4) CE) et sur certaines dispositions y afférentes (art. 235 CE) (n° E-720). – **Union européenne.**

21 novembre 1996. – Proposition de loi tendant à reconnaître officiellement le caractère de journée nationale du souvenir et du recueillement à la date du 16 octobre, anniversaire du transfert du soldat inconnu d'Algérie à Notre-Dame-de-Lorette. – **Fêtes légales.**

– Proposition de loi tendant à renforcer les moyens de contrôle des certificats d'hébergement. – **Etrangers.**

– Proposition de loi tendant à renforcer les pouvoirs des agents de contrôle des organismes mentionnés aux articles L. 243-7 et L. 216-6 du code de la sécurité sociale, dans la lutte contre le travail clandestin. – **Travail.**

25 novembre 1996. – Proposition de loi organique tendant à compléter l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel. – **Conseil constitutionnel.**

– Proposition de loi relative à la création d'un établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial « Haras nationaux ». – **Etablissements publics.**

26 novembre 1996. – Proposition de loi visant à permettre aux communes d'instituer une taxe sur les chiens. – **Impôts locaux.**

– Proposition de loi tendant à interdire l'importation, l'élevage, le trafic et la détention de pitbulls et de tout animal issu de leur croisement sur le territoire français. – **Sécurité publique.**

28 novembre 1996. – Proposition de loi relative au développement de l'apprentissage dans le secteur public et modifiant la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail. – **Formation professionnelle.**

2 décembre 1996. – Proposition de loi relative à la mise en place d'un label de conformité sociale garantissant la non utilisation d'enfants dans tout processus de fabrication et de production de biens ou produits importés. – **Enfance.**

11 décembre 1996. – Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Moldova, d'autre part. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République Kirghize, d'autre part. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part (ensemble trois annexes, un protocole et un acte final). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part. – **Traités et conventions.**

– Proposition de loi tendant à organiser la lutte contre les termites. – **Risques naturels.**

– Projet de loi portant dispositions statutaires relatives au corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel. – **Juridictions administratives.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la révision de la convention internationale pour la protection des obtentions végétales. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi relatif aux obtentions végétales et modifiant le code de la propriété intellectuelle et le code rural. – **Agriculture.**

12 décembre 1996. – Proposition de loi tendant à modifier les dispositions du code civil relatives à la prestation compensatoire en cas de divorce. – **Divorce ou séparation de corps.**

13 décembre 1996. – Projet de loi relatif au renforcement de la lutte contre le travail clandestin. – **Travail.**

17 décembre 1996. – Proposition de loi relative à la protection des consommateurs en matière de location avec option d'achat. – **Consommation.**

– Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative au droit de suite au profit de l'auteur d'une œuvre d'art originale (n° E-641). – **Union européenne.**

19 décembre 1996. – Proposition de loi modifiant l'article 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques. – **Professions judiciaires et juridiques.**

– Proposition de loi visant à interdire le port du voile islamique à l'intérieur des établissements de l'enseignement public. – **Religions.**

20 décembre 1996. – Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'immigration. – **Etrangers.**

XVII. – DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

1 – Décision n° 96-372 DC du 6 février 1996 (*J.O. Lois et décrets* du 7 février 1996) qui déclare la **loi organique relative à la date du renouvellement des membres de l'assemblée territoriale de la Polynésie française** conforme à la Constitution en ce qui concerne tant ses dispositions ayant le caractère de loi organique que celles ayant le caractère de loi – Saisine du Premier ministre le 31 janvier 1996, conformément aux dispositions des articles 46 et 61, alinéa 1, de la Constitution.

2 – Décision n° 96-373 DC du 9 avril 1996 (*J.O. Lois et décrets* du 13 avril 1996), qui déclare :

– les mots : « et sous réserve des dispositions de l'article 28 (13° et 14°) » ainsi que le mot : « fondamentales » au 7° de l'article 6, les 13°, 14° et 25° de l'article 28, les mots : « et des procédures relatives à la constatation des infractions aux réglementations territoriales » au 8° de l'article 6 ainsi que le premier alinéa de l'article 113 de la **loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française** contraires à la Constitution.

– sous les réserves d'interprétation exposées dans la décision, les autres dispositions de cette loi, tant celles qui ont le caractère de loi organique que celles qui ont le caractère de loi, conformes à la Constitution – Saisine du Premier ministre le 15 mars 1996, conformément aux dispositions des articles 46 et 61, alinéa 1, de la Constitution.

3 – Décision n° 96-374 DC du 9 avril 1996 (*J.O. Lois et décrets* du 13 avril 1996) qui déclare l'article 13 de la **loi complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française** contraire à la Constitution – Saisine du Premier ministre le 19 mars 1996, conformément aux dispositions de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution.

- 4 – Décision n° 96-375 DC du 9 avril 1996 (*J.O. Lois et décrets* du 13 avril 1996) qui déclare l'article 47 et le I de l'article 87 de la **loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier**, non contraires à la Constitution – Lettre de saisine de sénateurs le 1^{er} avril 1996.
- 5 – Décision n° 96-376 DC du 12 juillet 1996 (*J.O. Lois et décrets* du 16 juillet 1996) qui déclare la **loi organique complétant la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française** conforme à la Constitution – Saisine du Premier ministre le 14 juin 1996, conformément aux dispositions des articles 46 et 61, alinéa 1, de la Constitution.
- 6 – Décision n° 96-377 DC du 16 juillet 1996 (*J.O. Lois et décrets* du 23 juillet 1996) qui déclare contraires à la Constitution les dispositions suivantes de la **loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire** :
 – l'article 1^{er} en tant qu'il insère au 4^o de l'article 421-1 du code pénal, l'alinéa suivant : « l'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irrégulier d'un étranger, définie à l'article 21 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France » ;
 – les mots : « ou de l'instruction », « à moins qu'elles ne soient autorisées par le juge d'instruction », et les trois premiers alinéas insérés par l'article 10 à l'article 706-24 du code de procédure pénale dans la mesure où ils visent les cas d'enquête préliminaire ;
 – à l'article 27, les mots : « où elle entrera en vigueur le 1^{er} mai 1996 » – Lettre de saisine de sénateurs le 20 juin 1996 et de députés le 24 juin 1996.
- 7 – Décision n° 96-378 DC du 23 juillet 1996 (*J.O. Lois et décrets* du 27 juillet 1996) qui déclare contraires à la Constitution les articles 43-2 et 43-3 introduits par l'article 15 de la **loi de réglementation des Télécommunications** dans la loi du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication – Lettre de saisine de sénateurs le 24 juin 1996.
- 8 – Décision n° 96-379 DC du 16 juillet 1996 (*J.O. Lois et décrets* du 23 juillet 1996) qui déclare la **loi organique relative aux lois de financement de la sécurité sociale** conforme à la Constitution, en ce qui concerne tant ses dispositions ayant le caractère de loi organique que celles de ses dispositions ayant le caractère de loi. Saisine du Premier ministre le 28 juin 1996, conformément aux dispositions des articles 46 et 61, alinéa 1, de la Constitution.
- 9 – Décision n° 96-380 DC du 23 juillet 1996 (*J.O. Lois et décrets* du 27 juillet 1996) qui déclare les articles 1^{er} et 7 de la **loi relative à l'entreprise nationale France Télécom** non contraires à la Constitution – Lettre de saisine de députés le 3 juillet 1996.
- 10 – Décision n° 96-381 DC du 14 octobre 1996 (*J.O. Lois et décrets* du 18 octobre 1996) qui déclare la **résolution modifiant le règlement du Sénat** conforme à la Constitution sous les réserves indiquées dans les motifs de la décision – Saisine du président du Sénat, le 4 octobre 1996, conformément aux dispositions de l'article 61, alinéa 1, de la Constitution.
- 11 – Décision n° 96-382 DC du 14 octobre 1996 (*J.O. Lois et décrets* du 18 octobre 1996) qui déclare la **résolution modifiant le règlement de l'Assemblée nationale** conforme à la Constitution sous les réserves indiquées dans les motifs de la décision – Saisine du président de l'Assemblée nationale le 4 octobre 1996, conformément aux dispositions de l'article 61, alinéa 1, de la Constitution.
- 12 – Décision n° 96-383 DC du 6 novembre 1996 (*J.O. Lois et décrets* du 13 novembre 1996) qui déclare l'article 6 de la **loi relative à l'information et à la consultation des salariés dans les entreprises et les groupes d'entreprises de dimension communautaire, ainsi qu'au développement de la négociation collective** non contraire à la Constitution sous les réserves d'interprétation de la décision – Lettre de saisine de députés le 10 octobre 1996 et de sénateurs le 16 octobre 1996.
- 13 – Décision n° 96-384 DC du 19 décembre 1996 (*J.O. Lois et décrets* du 29 décembre 1996) qui déclare les dispositions de l'article 9, des 4^o, 5^o et 6^o de l'article 10, des 1^o, 2^o, 3^o et 4^o de l'article 12, des 1^o, 3^o et 6^o de l'article 13, des 1^o et 3^o de l'article 14, des V et VI de l'article 31, des III à VII de l'article 32, du I de l'article 33, de l'article 34, du III de l'article 41 de la **loi de financement de la sécurité sociale pour 1997** non contraires à la Constitution – Lettre de saisine de députés le 29 novembre 1996.
- 14 – Décision n° 96-385 DC du 30 décembre 1996 (*J.O. Lois et décrets* du 31 décembre 1996) qui déclare dans l'avant-dernier alinéa du I de l'article 2, l'article 39 et, au quatrième alinéa de l'article 81 de la **loi de finances pour 1997** les mots : « toutefois, par dérogation aux dispositions du premier alinéa, la réduction d'impôt résultant de l'application du quotient familial ne peut excéder 10 000 F par demi-part s'ajoutant à une part pour les contribuables célibataires et divorcés qui bénéficient des dispositions des a, b, e du I de l'article 195 » contraires à la Constitution – Lettre de saisine de députés le 19 décembre 1996.
- 15 – Décision n° 96-386 DC du 30 décembre 1996 (*J.O. Lois et décrets* du 31 décembre 1996) qui déclare contraires à la Constitution les articles 55 et 59 de la **loi de finances rectificative pour 1996** – Lettre de saisine de députés le 20 décembre 1996.
- 16 – Décision n° 96-387 DC du 21 janvier 1997 (*J.O. Lois et décrets* du 25 janvier 1997) qui déclare les dispositions du premier alinéa de l'article 2, des articles 3, 4, 5, du premier alinéa de l'article 6, du III de l'article 23, du deuxième alinéa de l'article 27, de l'article 32 et de l'article 34 de la **loi tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance**, non contraires à la Constitution sous réserve des interprétations de la décision – Lettre de saisine de députés le 23 décembre 1996.

XVIII. – PÉTITION

(Articles 87 à 89 bis du Règlement)

N° 70-141 du 13 mars 1996 – M. Jean-Richard Sulzer demande la restriction du droit de grève dans les services publics par la voie législative (feuilleton n° 66 du 14 mars 1996).

XIX. – TABLEAUX DE CONCORDANCE

A. – De la date des séances avec la date de la publication,
la pagination, les numéros des JO Débats et les numéros des microfiches.
(Compte rendu)

ANNÉE 1996

DATES des séances	DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. DÉBATS et microfiches correspondantes	DATES des séances	DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. DÉBATS et microfiches correspondantes
16 janvier.....	17 janvier.....	1 à 40	1	14 juin.....	15 juin.....	3721 à 3764	57
17 janvier.....	18 janvier.....	41 à 74	2	17 juin.....	18 juin.....	3765 à 3800	58
18 janvier.....	19 janvier.....	75 à 102	3	18 juin.....	19 juin.....	3801 à 3928	59
23 janvier.....	24 janvier.....	103 à 142	4	19 juin.....	20 juin.....	3929 à 4006	60
24 janvier.....	25 janvier.....	143 à 210	5	20 juin.....	21 juin.....	4007 à 4090	61
25 janvier.....	26 janvier.....	211 à 242	6	21 juin.....	22 juin.....	4091 à 4124	62
30 janvier.....	31 janvier.....	243 à 298	7	24 juin.....	25 juin.....	4125 à 4172	63
31 janvier.....	1 ^{er} février.....	299 à 336	8	25 juin.....	26 juin.....	4173 à 4244	64
1 ^{er} février.....	2 février.....	337 à 398	9	26 juin.....	27 juin.....	4245 à 4292	65
6 février.....	7 février.....	399 à 456	10	27 juin.....	28 juin.....	4293 à 4330	66
7 février.....	8 février.....	457 à 524	11	1 ^{er} octobre.....	2 octobre.....	4331 à 4392	67
8 février.....	9 février.....	525 à 592	12	2 octobre.....	3 octobre.....	4393 à 4460	68
13 février.....	14 février.....	593 à 638	13	3 octobre.....	4 octobre.....	4461 à 4502	69
14 février.....	15 février.....	639 à 684	14	8 octobre.....	9 octobre.....	4503 à 4560	70
15 février.....	16 février.....	685 à 752	15	9 octobre.....	10 octobre.....	4361 à 4640	71
20 février.....	21 février.....	753 à 846	16	10 octobre.....	11 octobre.....	4641 à 4720	72
21 février.....	22 février.....	847 à 902	17	15 octobre.....	16 octobre.....	4721 à 4786	73
22 février.....	23 février.....	903 à 980	18	16 octobre.....	17 octobre.....	4787 à 4834	74
5 mars.....	6 mars.....	981 à 1040	19	17 octobre.....	18 octobre.....	4835 à 4884	75
6 mars.....	7 mars.....	1041 à 1082	20	22 octobre.....	23 octobre.....	4885 à 4936	76
7 mars.....	8 mars.....	1083 à 1114	21	23 octobre.....	24 octobre.....	4937 à 4992	77
12 mars.....	13 mars.....	1115 à 1210	22	24 octobre.....	25 octobre.....	4993 à 5092	78
13 mars.....	14 mars.....	1211 à 1280	23	29 octobre.....	30 octobre.....	5093 à 5180	79
14 mars.....	15 mars.....	1281 à 1416	24	30 octobre.....	31 octobre.....	5181 à 5254	80
19 mars.....	20 mars.....	1417 à 1462	25	31 octobre.....	1 ^{er} novembre.....	5255 à 5310	81
20 mars.....	21 mars.....	1463 à 1550	26	5 novembre.....	6 novembre.....	5311 à 5390	82
21 mars.....	22 mars.....	1551 à 1710	27	6 novembre.....	7 novembre.....	5391 à 5446	83
26 mars.....	27 mars.....	1711 à 1784	28	7 novembre.....	8 novembre.....	5447 à 5488	84
27 mars.....	28 mars.....	1785 à 1814	29	12 novembre.....	13 novembre.....	5489 à 5566	85
28 mars.....	29 mars.....	1815 à 1908	30	13 novembre.....	14 novembre.....	5567 à 5642	86
16 avril.....	17 avril.....	1909 à 1974	31	14 novembre.....	15 novembre.....	5643 à 5682	87
17 avril.....	18 avril.....	1975 à 2006	32	19 novembre.....	20 novembre.....	5683 à 5724	88
18 avril.....	19 avril.....	2007 à 2090	33	20 novembre.....	21 novembre.....	5725 à 5774	89
23 avril.....	24 avril.....	2091 à 2148	34	21 novembre.....	22 novembre.....	5775 à 5836	90
24 avril.....	25 avril.....	2149 à 2240	35	22 novembre.....	23 novembre.....	5837 à 5870	91
25 avril.....	26 avril.....	2241 à 2268	36	25 novembre.....	26 novembre.....	5871 à 5970	92
30 avril.....	1 ^{er} mai.....	2269 à 2320	37	26 novembre.....	27 novembre.....	5971 à 6072	93
2 mai.....	3 mai.....	2321 à 2374	38	27 novembre.....	28 novembre.....	6073 à 6200	94
7 mai.....	8 mai.....	2375 à 2420	39	28 novembre.....	29 novembre.....	6201 à 6302	95
9 mai.....	10 mai.....	2421 à 2502	40	29 novembre.....	30 novembre.....	6303 à 6388	96
14 mai.....	15 mai.....	2503 à 2552	41	2 décembre.....	3 décembre.....	6389 à 6486	97
15 mai.....	16 mai.....	2553 à 2622	42	3 décembre.....	4 décembre.....	6487 à 6580	98
21 mai.....	22 mai.....	2623 à 2702	43	4 décembre.....	5 décembre.....	6581 à 6676	99
22 mai.....	23 mai.....	2703 à 2784	44	5 décembre.....	6 décembre.....	6677 à 6764	100
23 mai.....	24 mai.....	2785 à 2878	45	6 décembre.....	7 décembre.....	6765 à 6866	101
24 mai.....	25 mai.....	2879 à 2942	46	7 décembre.....	8 décembre.....	6867 à 6978	102
28 mai.....	29 mai.....	2943 à 3014	47	9 décembre.....	10 décembre.....	6979 à 7096	103
29 mai.....	30 mai.....	3015 à 3082	48	10 décembre.....	11 décembre.....	7097 à 7192	104
30 mai.....	31 mai.....	3083 à 3114	49	11 décembre.....	12 décembre.....	7193 à 7262	105
4 juin.....	5 juin.....	3115 à 3200	50	12 décembre.....	13 décembre.....	7263 à 7352	106
5 juin.....	6 juin.....	3201 à 3296	51	13 décembre.....	14 décembre.....	7353 à 7402	107
6 juin.....	7 juin.....	3297 à 3436	52	16 décembre.....	17 décembre.....	7403 à 7440	108
10 juin.....	11 juin.....	3437 à 3472	53	17 décembre.....	18 décembre.....	7441 à 7538	109
11 juin.....	12 juin.....	3473 à 3564	54	18 décembre.....	19 décembre.....	7539 à 7648	110
12 juin.....	13 juin.....	3565 à 3666	55	19 décembre.....	20 décembre.....	7649 à 7710	111
13 juin.....	14 juin.....	3667 à 3720	56	20 décembre.....	21 décembre.....	7711 à 7732	112

**B. - De la date de la publication, la pagination,
les numéros des JO Questions et les numéros des microfiches.
(Questions)**

ANNÉE 1996

DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. DÉBATS et microfiches correspondantes	DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. DÉBATS et microfiches correspondantes
4 janvier	1 à 34	1	4 juillet	1609 à 1692	27
11 janvier	35 à 72	2	11 juillet	1693 à 1774	28
18 janvier	73 à 112	3	18 juillet	1775 à 1866	29
25 janvier	113 à 166	4	25 juillet	1867 à 1936	30
1 ^{er} février	167 à 218	5	1 ^{er} août	1937 à 2016	31
8 février	219 à 276	6	8 août	2017 à 2092	32
15 février	277 à 352	7	22 août	2093 à 2180	33
22 février	353 à 426	8	29 août	2181 à 2250	34
29 février	427 à 478	9	5 septembre	2251 à 2304	35
7 mars	479 à 544	10	12 septembre	2305 à 2374	36
14 mars	545 à 606	11	19 septembre	2375 à 2436	37
21 mars	607 à 662	12	26 septembre	2437 à 2510	38
28 mars	663 à 758	13	3 octobre	2511 à 2584	39
4 avril	759 à 832	14	10 octobre	2585 à 2652	40
11 avril	833 à 884	15	17 octobre	2653 à 2730	41
18 avril	885 à 958	16	24 octobre	2731 à 2790	42
25 avril	959 à 1030	17	31 octobre	2791 à 2866	43
2 mai	1031 à 1100	18	7 novembre	2867 à 2932	44
9 mai	1101 à 1146	19	14 novembre	2933 à 2994	45
16 mai	1147 à 1220	20	21 novembre	2995 à 3068	46
23 mai	1221 à 1278	21	28 novembre	3069 à 3176	47
30 mai	1279 à 1342	22	5 décembre	3177 à 3278	48
6 juin	1343 à 1408	23	12 décembre	3279 à 3348	49
13 juin	1409 à 1470	24	19 décembre	3349 à 3442	50
20 juin	1471 à 1544	25	26 décembre	3443 à 3526	51
27 juin	1545 à 1608	26			

XX. - EXPLICATION DES SIGLES

ACP (pays)	Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.	AFNOR	Association française de normalisation.
ACTIA	Association de coordination technique pour l'industrie agro-alimentaire.	AFP	Agence France-Presse.
ACTIM	Agence pour la coopération technique, industrielle et économique.	AFPA	Association nationale pour la formation professionnelle des adultes.
ACUCES	Association du centre universitaire de coopération économique et sociale.	AGEAM	Association pour la gérance d'écoles d'apprentissage maritime.
ADASEA	Associations départementales pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles.	AGIRC	Association générale des institutions de retraites des cadres.
ADEME	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique.
ADEP	Agence pour le développement de l'éducation permanente.	AMEXA	Assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles.
ADI	Agence de l'information.	AMF	Accords multifibres.
ADRAF	Agence de développement rural et d'aménagement foncier.	AMG	Assistance médicale gratuite.
AELE	Association européenne de libre échange	ANACT	Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.
AFA	Association foncière agricole.	ANAH	Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.
AFAT	Association française d'action touristique.	ANCE	Agence nationale pour la création d'entreprises.
AFEI	Association française pour l'étiquetage d'information.	ANDA	Association nationale pour le développement agricole.
AFERNOD	Association française pour l'étude et la recherche des nodules.	ANDDOM	Association nationale pour le développement des départements d'outre-mer.
AFME	Agence française pour la maîtrise de l'énergie.	ANDEM	Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale.

ANDRA	Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.	CAP	Certificat d'aptitude professionnelle.
ANEFE	Association nationale des écoles françaises de l'étranger.	CAPA	Caisse d'amortissement pour l'acier.
ANIFOM	Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer.	CAPES	Certificat d'aptitude au professorat d'enseignement secondaire.
ANIL	Association nationale d'information logement.	CAPET	Certificat d'aptitude au professorat d'enseignement technique.
ANIT	Agence nationale de l'information touristique.	CARPA	Caisse autonome des règlements pécuniaires des avocats.
ANPE	Agence nationale pour l'emploi.	CASODOM	Comité d'action sociale en faveur des originaires des départements d'outre-mer en métropole.
ANRED	Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets.	CAT	Centre d'aide par le travail.
ANT	Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer.	CAUE	Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement.
ANVAR	Agence nationale de valorisation de la recherche.	CDC	Caisse des dépôts et consignations.
AOC	Appellation d'origine contrôlée.	CDCA	Comité de défense des commerçants et artisans.
AP	Assistance publique.	CDF	Charbonnages de France.
APE	Allocation parentale d'éducation.	CEA	Commissariat à l'énergie atomique.
APEC	Association pour l'emploi des cadres, ingénieurs et techniciens.	CECA	Communauté européenne du charbon et de l'acier.
APL	Aide personnalisée au logement.	CECOS	Centres d'études et de conservation du sperme.
APTRP	Association professionnelle des transporteurs de la région parisienne.	CEE	Communauté économique européenne.
ARIAD	Association pour la recherche et l'information sur l'aide au développement.	CEEA	Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom).
ARIM	Association de restauration immobilière.	CEFAC	Centre de formation des assistants techniques du commerce et consultants commerciaux.
ARIST	Agence régionale d'information scientifique et technique.	CEMAGREF	Centre national du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts.
ARRCO	Association des régimes de retraites complémentaires.	CENCEP	Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance.
ASA	Aide supplémentaire d'attente.	CEO	Centre d'études d'opinion.
ASE	Agence spatiale européenne.	CEP	Centre d'expérimentation nucléaire du Pacifique.
ASEAN	Association of the South-East Asian Nations. Association des nations de l'Asie du Sud-Est.	CEPAM	Centre d'études et de perfectionnement de l'artisanat et des métiers.
ASGF	Association syndicale de gestion forestière.	CEPII	Centre d'études prospectives et d'informations internationales.
ASSEDIC	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.	CEPME	Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises.
ATAC	Association technique pour l'action culturelle.	CERAH	Centre d'étude et de recherche sur l'appareillage des handicapés.
ATC	Assistants techniques du commerce.	CERBE	Centre de recherche sur le bien-être.
ATIC	Association technique de l'importation charbonnière.	CERN	Centre européen de recherches nucléaires.
ATOS	Personnel administratif, technicien, ouvrier et de service.	CES	Collège d'enseignement secondaire.
AUDIST	Agence universitaire de documentation et d'information scientifique et technique.	CESP	Centre d'étude des supports de publicité.
AVTS	Allocation aux vieux travailleurs salariés.	CESTA	Centre d'études des systèmes et des technologies avancées.
BANA	Budget annexe de la navigation aérienne.	CET	Collège d'enseignement technique.
BAPSA	Budget annexe des prestations sociales agricoles.	CFA	Centre de formation d'apprentis.
BCA	Bureau central d'alerte.	CFCE	Centre français du commerce extérieur.
BCC	Banque centrale de compensation.	CFDT	Confédération française démocratique du travail.
BCEAO	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.	CFP	Compagnie française des pétroles.
BDPA	Bureau pour le développement de la production agricole.	CFPC	Centre de formation des personnels communaux.
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique centrale.	CFTC	Confédération française des travailleurs chrétiens.
BEI	Banque européenne d'investissement.	CGC	Confédération générale des cadres.
BEP	Brevet d'études professionnelles.	CGCT	Compagnie générale des constructions téléphoniques.
BEPA	Brevet d'études professionnelles agricoles.	CGE	Compagnie générale d'électricité.
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement.	CGI	Code général des impôts.
BFCE	Banque française du commerce extérieur.	CGPME	Confédération générale des petites et moyennes entreprises.
BIC	Bénéfices industriels et commerciaux.	CGT	Confédération générale du travail.
BIPA	Banque d'information politique et d'actualité.	CGT-FO	Confédération générale du travail force ouvrière.
BIPE	Bureau d'information et de prévisions économiques.	CHR	Centre hospitalier régional.
BIT	Bureau international du travail.	CHSCT	Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.
BPA	Brevet professionnel agricole.	CHU	Centre hospitalier et universitaire.
BRGM	Bureau de recherches géologiques et minières.	CIAT	Comité interministériel pour l'aménagement du territoire.
BTP	Bâtiment et travaux publics.	CIDAR	Comité interministériel de développement et d'aménagement rural.
BTS	Brevet de technicien supérieur.	CIDISE	Comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi.
BUMIDOM	Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer.	CIE	Contrat initiative emploi.
CACOM	Caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme.	CIFIA	Comité interministériel de financement des industries agro-alimentaires.
CACT	Commission d'amélioration des conditions de travail.	CIFRE	Convention industrielle de formation par la recherche.
CADIST	Centre d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique.	CII	Compagnie internationale pour l'informatique.
CAECL	Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.	CIJ	Cour internationale de justice.
CANCAVA	Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse des artisans.	CIL	Comités interprofessionnels du logement.
		CIO	Comité international olympique.

CIPE	Comité interministériel pour la promotion de l'emploi.	COMT	Commission des marchés à terme de marchandises.
CIRA	Centre interministériel de renseignements administratifs.	CORDET	Commission de coordination de la recherche des départements et territoires d'outre-mer.
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement.	CORDES	Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social.
CIRCOSC	Centre interrégional de coordination des opérations de sécurité civile.	CORRI	Comité régional de restructuration industrielle.
CIRDI	Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements.	COS	Coefficient d'occupation du sol.
CIRI	Comité interministériel de restructuration industrielle.	COTOREP	Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.
CIRIT	Comité interprofessionnel de rénovation de l'industrie textile.	CPAG	Centres de préparation à l'administration générale.
CJCE	Cour de justice des Communautés européennes.	CPIE	Centre permanent d'initiation à l'environnement.
CNAC Georges-Pompidou	Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (musée Beaubourg).	CPP	Code de procédure pénale.
CNAF	Caisse nationale d'allocations familiales.	CREDOC	Centre de recherche et de documentation sur la consommation (devenu Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie).
CNAJEP	Comité national pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire.	CREPS	Centre régional d'éducation populaire et de sport.
CNAM	Conservatoire national des arts et métiers.	CRIDEL	Centre de rencontres et d'initiatives pour le développement local.
CNAMTS	Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.	CRITT	Centre de recherche, d'innovation et de transfert technologique.
CNAP	Conseil national d'accession à la propriété.	CROAT	Centre régional d'observation de l'activité touristique.
CNAPS	Conseil national des activités physiques et sportives.	CROSS	Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage.
CNASEA	Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles.	CROUS	Centre régional des œuvres universitaires et scolaires.
CNAVTS	Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.	CRPF	Centre régional de la propriété forestière.
CNBF	Caisse nationale des barreaux français.	CRS	Compagnies républicaines de sécurité.
CNC	Centre national de la cinématographie.	CRTL	Comité régional du tourisme et des loisirs.
CNCA	Caisse nationale de crédit agricole.	CSA	Conseil supérieur de l'audiovisuel.
CNDP	Centre national de documentation pédagogique.	CSCÉ	Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe.
CNEC	Centre national d'enseignement par correspondance.	CSERC	Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts.
CNEJ	Centre national d'études judiciaires.	CSFE	Conseil supérieur des Français de l'étranger.
CNES	Centre national d'études spatiales.	CSG	Contribution sociale généralisée.
CNESER	Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.	CSMF	Confédération des syndicats médicaux français.
CNESSS	Centre national d'études supérieures de sécurité sociale.	CSSS	Contribution sociale de solidarité des sociétés.
CNET	Centre national d'études des télécommunications.	CSTB	Centre scientifique et technique du bâtiment.
CNEXO	Centre national pour l'exploitation des océans.	CTIFL	Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes.
CNFPT	Centre national de la fonction publique territoriale.	CTIR	Centres de traitement informatique régionaux.
CNIH	Comité national interprofessionnel de l'horticulture florale et ornementale et des pépinières.	CUCES	Centre universitaire de coopération économique et sociale.
CNIJ	Centre national d'informatique juridique.	CUMA	Coopérative d'utilisation de matériel agricole.
CNIL	Commission nationale de l'informatique et des libertés.	CVR	Combattant volontaire de la Résistance.
CNIPE	Centre national d'information pour la productivité des entreprises.	DAGIC	Direction des affaires générales, internationales et de la coopération.
CNME	Caisse nationale des marchés de l'Etat.	DATAR	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
CNOSF	Comité national olympique et sportif français.	DCRF	Direction de la consommation et de la répression des fraudes.
CNPF	Conseil national du patronat français.	DCRI	Direction de la coopération et des relations internationales.
CNR	Compagnie nationale du Rhône.	DDA	Directions départementales de l'agriculture.
CNRACL	Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.	DDASS	Direction départementale des affaires sanitaires et sociales.
CNRS	Centre national de la recherche scientifique.	DDE	Direction départementale de l'équipement.
CNTA	Comptoir national technique agricole.	DEFI	Développement-Exportation-Formation-Image.
CNUCED	Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.	DEPE	Délégués des entreprises pour l'emploi.
CNVA	Conseil national de la vie associative.	DEUG	Diplôme d'études universitaires générales.
COB	Commission des opérations de bourse.	DGA	Délégation générale pour l'armement.
CODEFI	Comités départementaux pour le financement des investissements des entreprises.	DGCC	Direction générale de la concurrence et de la consommation.
CODER	Commission de développement économique régional.	DGCL	Direction générale des collectivités locales.
CODERPA	Comité départemental des retraités et personnes âgées.	DGD	Dotations générales de décentralisation.
CODEVI	Comptes pour le développement industriel.	DGE	Dotations globales d'équipement.
CODIS	Comité d'orientation pour le développement des industries stratégiques.	DGF	Dotations globales de fonctionnement.
CODISC	Centre opérationnel de la direction de la Sécurité civile.	DGRC	Direction générale des relations culturelles.
COFACE	Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.	DGRST	Délégation générale à la recherche scientifique et technique.
COGEMA	Compagnie générale des matières nucléaires.	DGSE	Direction générale de la sécurité extérieure.
COMES	Commissariat à l'énergie solaire.	DGT	Direction générale des télécommunications.
		DIHP	Délégation de l'information historique pour la paix.
		DIJA	Dotations d'installation aux jeunes agriculteurs.
		DJA	Dotations aux jeunes agriculteurs (voir DIJA).
		DOM	Département d'outre-mer.
		DOT	Défense opérationnelle du territoire.

DST	Direction de la surveillance du territoire.	FIOM	Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture.
EARL	Exploitations agricoles à responsabilité limitée.	FIQV	Fonds d'investissement pour la qualité de la vie.
ECU	European currency unit. Unité de compte européenne.	FIR	Fonds d'investissement routier.
EDF	Electricité de France.	FIRS	Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre.
EID	Entente interdépartementale pour la démoustication.	FLNC	Front de libération nationale de la Corse.
ENA	Ecole nationale d'administration.	FLNKS	Front de libération national kanak socialiste.
ENIM	Etablissement national des invalides de la marine.	FMF	Fédération des médecins de France.
ENM	Ecole nationale de la magistrature.	FMI	Fonds monétaire international.
ENS	Ecoles normales supérieures.	FMO	Force multinationale et d'observateurs.
EPA	Etablissements publics administratifs.	FNAC	Fédération nationale d'achat des cadres. Fonds national d'art contemporain.
EPAD	Etablissement public pour l'aménagement de la Défense.	FNACA	Fédération nationale des anciens combattants en Algérie.
EPIC	Etablissements publics industriels et commerciaux.	FNAFU	Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme.
EPS	Education physique et sportive.	FNAH	Fonds national d'amélioration de l'habitat.
ERAP	Entreprise de recherche et d'activités pétrolières.	FNAL	Fonds national d'aide au logement.
EUMETSAT	European Meteorology Satellite. Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques.	FNAT	Fonds national d'aménagement du territoire.
EUREKA	European research coordination agency. Agence de coordination pour la recherche européenne.	FNDA	Fonds national de développement agricole.
EURL	Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée	FNDA (ou FNDVA)	Fonds national pour le développement de la vie associative.
EUTELSAT	European telecommunications satellite organisation. Organisation européenne de télécommunications par satellite.	FNDAE	Fonds national pour le développement des adductions d'eau.
FAAS	Fonds additionnel d'action sociale.	FNDAT	Fonds national de développement et d'aménagement du territoire.
FAC	Fonds d'aide et de coopération.	FNDS	Fonds national pour le développement du sport.
FACE	Fonds d'amortissement des charges d'électrification.	FNE	Fonds national de l'emploi.
FACT	Fonds d'amélioration des conditions de travail.	FNI	Forces nucléaires intermédiaires.
FADIL	Fonds d'aide au développement de l'intérieur et des îles.	FNS	Fonds national de solidarité.
FAO	Food and agriculture organisation. Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.	FNSEA	Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.
FAR	Force d'action rapide.	FNSP	Fondation nationale des sciences politiques.
FARI	Fonds d'aide à la recherche et à l'innovation.	FNULAD	Fonds des Nations unies pour la lutte contre l'abus des drogues.
FAS	Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles.	FONJEP	Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire.
FASASA	Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles.	FORMA	Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles.
FASSO	Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire.	FOST	Force océanique stratégique.
FATAC	Force aérienne tactique.	FPA	Formation professionnelle des adultes.
FAU	Fonds d'aménagement urbain.	FRAC	Fonds régionaux d'art contemporain.
FBCF	Formation brute de capital fixe.	FRILE	Fonds régional d'aide aux initiatives locales pour l'emploi.
FCTVA	Fonds de compensation pour la TVA.	FR2	France 2
FDES	Fonds de développement économique et social.	FR3	France 3
FEC	Fonds d'égalisation des charges.	FSAI	Fonds spécial d'adaptation industrielle.
FECL	Fonds d'équipement des collectivités locales.	FSGT	Fonds spécial de grands travaux.
FED	Fonds européen de développement.	FSIR	Fonds spécial d'investissement routier.
FEDER	Fonds européen de développement régional.	GAEC	Groupement agricole d'exploitation en commun.
FEDOM	Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer.	GANIL	Grand accélérateur national à ions lourds.
FEOGA	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.	GAPP	Groupe d'aide psycho-pédagogique.
FIANE	Fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement.	GATT	General agreement on tariffs and trade. Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
FIAC	Foire internationale d'art contemporain.	GDF	Gaz de France.
FIAM	Fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne.	GEIE	Groupement européen d'intérêt économique.
FIAT	Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire.	GEIP	Groupe européen indépendant de programmes.
FIC	Fonds d'intervention culturelle.	GEPI	Groupe d'études prospectives internationales.
FICA	Fondation à l'initiative créatrice artisanale.	GERDAT	Groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale.
FIDA	Fonds international pour le développement agricole.	GFA	Groupement foncier agricole.
FIDAR	Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural.	GIAT	Groupement des industries d'armement terrestre.
FIDES	Fonds d'investissement pour le développement économique et social.	GIDEL	Groupe interministériel sur le développement économique local.
FIDIL	Fonds pour l'intervention et le développement des initiatives locales.	GIE	Groupement d'intérêt économique.
FIDOM	Fonds d'investissement des départements d'outre-mer.	GIP	Groupement d'intérêt public (recherche et développement technologique).
FIM	Fonds industriel de modernisation.	GIRZOM	Groupe interministériel pour la rénovation des zones minières.
FINUL	Force intérimaire des Nations unies au Liban.	GMEM	Groupe maritime d'économie mixte.
		GREF	Génie rural des eaux et forêts.
		GREP	Groupements régionaux d'épargne et de prévoyance.
		HLM	Habitations à loyer modéré.
		IAD	Indemnité annuelle de départ.
		IATA	Association internationale des transports aériens.

IAURIF	Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France.	JAP	Juges de l'application des peines.
ICC	Institut du commerce et de la consommation.	JO	Journal officiel.
IDES	Institut de développement de l'économie sociale.	LEP	Lycées d'enseignement professionnel.
IDHEC	Institut des hautes études cinématographiques.	LICRA	Ligne internationale contre le racisme et l'antisémitisme.
IDI	Institut de développement industriel.	LKS	Mouvement de libération kanak.
IDIA	Institut de développement des industries agricoles et alimentaires.	LTS	Logement très social.
IDICA	Institut de développement industriel des composants automobiles.	MARISAT	Système de télécommunications maritimes par satellites.
IDS	Initiative de défense stratégique.	MATIF	Marché à terme d'instruments financiers.
IEDOM	Institut d'émission des départements d'outre-mer.	MCM	Montants compensatoires monétaires.
IEP	Institut d'études politiques.	MECA	Machines et équipements de conception avancée.
IFAC	Inspection fusionnée d'assiette et de contrôle.	MFR	Maisons familiales rurales.
IFP	Institut français du pétrole.	MIDEM	Marché international du disque et de l'édition musicale.
IFREMER	Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.	MIDIST	Mission interministérielle de l'information scientifique et technique.
IGN	Institut géographique national.	MILT	Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie.
IGREF	Ingénieurs du génie rural, des eaux et forêts.	MJC	Maisons des jeunes et de la culture.
IHEDN	Institut des hautes études de la défense nationale.	MSA	Mutualité sociale agricole.
ILM	Immeuble à loyer moyen.	MSF	Médecins sans frontières.
ILN	Immeuble à loyer normal.	NBC	Protection nucléaire, bactériologique, chimique.
INA	Institut national de l'audiovisuel.	OACI	Organisation de l'aviation civile internationale.
INAO	Institut national des appellations d'origine.	OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques.
INALCO	Institut national des langues et civilisations orientales.	OCORA	Office de coopération radiophonique.
INC	Institut national de la consommation.	ODEADOM	Office de développement de l'économie agricole dans les départements d'outre-mer.
INED	Institut national d'études démographiques.	OECE	Organisation européenne de coopération économique.
INEP	Institut national d'éducation populaire.	OFAJ	Office franco-allemand pour la jeunesse.
INERIPT	Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies.	OFIVAL	Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture.
INMARSAT	International maritime satellite organisation. Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites.	OPFRA	Office français de protection des réfugiés et apatrides.
INPI	Institut national de la propriété industrielle.	OFQJ	Office franco-québécois pour la jeunesse.
INPNPP ou INP3	Institut national de physique nucléaire et de physique des particules.	OGAF	Opération groupée d'aménagement foncier.
INRA	Institut national de la recherche agronomique.	OIT	Organisation internationale du travail.
INRIA	Institut national de la recherche en informatique et en automatique.	OLP	Organisation de la libération de la Palestine.
INRP	Institut national de la recherche pédagogique.	OMCI	Organisation maritime consultative intergouvernementale.
INRS	Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.	OMI	Organisation maritime internationale.
INSA	Institut national des sciences appliquées.	OMS	Organisation mondiale de la santé.
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques.	ONAC	Office national des anciens combattants et victimes de guerre.
INSEP	Institut national du sport et de l'éducation physique.	ONERA	Office national d'études et de recherches aérospatiales.
INSERM	Institut national de la santé et de la recherche médicale.	ONF	Office national des forêts.
INTELSAT	International telecommunications satellite consortium. Organisation internationale de télécommunications par satellite.	ONG	Organisations non gouvernementales.
IRA	Instituts régionaux d'administration.	ONI	Office national de l'immigration.
IRAP	Instituts régionaux d'administration publique.	ONIC	Office national interprofessionnel des céréales.
IRCAM	Institut de recherche et de coordination acoustique-musique.	ONIFLHOR	Office national interprofessionnel des fruits, des légumes et de l'horticulture.
IRCANTEC	Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques.	ONILAIT	Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers.
IRCHA	Institut national de recherche chimique appliquée.	ONIPPAM	Office national interprofessionnel des plantes à parfum, aromatiques et médicinales.
IRES	Institut de recherche économique et sociale.	ONISEP	Office national d'information sur les enseignements et les professions.
IRPP	Impôt sur le revenu des personnes physiques.	ONIVINS	Office national interprofessionnel des vins.
IRSID	Institut de recherche de la sidérurgie.	ONSER	Organisation nationale pour la sécurité routière.
ISF	Impôt de solidarité sur la fortune.	ONU	Organisation des Nations unies.
ISM	Indemnité spéciale de montagne.	ONUDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel.
ISTPM	Institut scientifique et technique des pêches maritimes.	OPA	Offres publiques d'achat.
ITA	Ingénieurs, techniciens, administratifs.	OPCVM	Organismes de placements collectifs en valeur mobilière.
ITEF	Ingénieurs techniciens d'études et de fabrications. Ingénieurs des travaux des eaux et forêts.	OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole.
IUFM	Institut universitaire de formation des maîtres.	OPH	Opération programmée d'amélioration de l'habitat.
IUT	Institut universitaire de technologie.	OPPBTP	Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.
IVD	Indemnité viagère de départ.	OREAV	Organismes d'études d'aménagement des vallées.
IVG	Interruption volontaire de grossesse.	ORGANIC	Organisation autonome nationale d'assurance vieillesse de l'industrie et du commerce.
JAM	Juges des affaires matrimoniales.	ORSEC	Organisation des secours.
		ORSECRAD	Plan ORSEC radiations.
		ORSECTOX	Plan ORSEC matières toxiques.
		ORSTOM	Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer.

ORT	Obligations renouvelables du Trésor.	SALT (accords)	Stratégic Arms Limitation Treaty.
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique-Nord.	SAMU	Traité de limitation des armes stratégiques.
OTASE	Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est.	SARL	Service d'aide médicale urgente.
OUA	Organisation de l'unité africaine.	SATESE	Société à responsabilité limitée.
PAC	Politique agricole commune.	SCA	Services d'assistance technique pour l'exploitation des stations d'épuration.
PAF	Police de l'air et des frontières.	SCI	Sociétés coopératives artisanales.
PAH	Prime à l'amélioration de l'habitat.	SCIC	Syndicats communautaires d'aménagement.
PAIO	Permanences d'accueil, d'information et d'orientation	SCOP	Sociétés civiles immobilières.
PALULOS	Prime à l'amélioration des logements à usage local et à occupation sociale.	SCPRI	Société immobilière de la Caisse des dépôts.
PAP	Prêt d'accession à la propriété.	SCPRI	Sociétés coopératives ouvrières de production.
PAPIR	Programme d'action prioritaire.	SDF	Société civile de placement immobilier.
PAR	Plans d'aménagement ruraux.	SDAU	Service central de protection contre les rayonnements ionisants.
PEGC	Professeur d'enseignement général de collège.	SDDS	Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme.
PEP	Plans d'épargne populaire.	SDECE	Schéma directeur départemental des structures.
PER	Plans d'exposition aux risques.	SDR	Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.
PIB	Production intérieure brute ou produit intérieur brut.	SEATER	Sans domicile fixe.
PIG	Projets d'intérêt général.	SEATM	Service départemental d'incendie et de secours.
PIL	Programme d'insertion locale.	SEFA	Société de développement régional.
PIM	Programmes intégrés méditerranéens.	SEFRANE	Service d'étude et d'aménagement touristique de l'espace rural.
PLA	Prêt locatif aidé.	SEITA	Service d'étude et d'aménagement touristique de la montagne.
PLD	Plafond légal de densité.	SEPT	Société d'épargne foncière agricole.
PLR	Programmes à loyer réduit.	SEPT	Service pour l'emploi des Français à l'étranger.
PMA	Pays les moins avancés.	SEPT	Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.
PME	Petites et moyennes entreprises.	SEPT	Société européenne de télévision.
PMI	Petites et moyennes industries.	SEPT	Service de soutien et d'accompagnement sur les marchés extérieurs.
PMS	Protection maternelle et infantile.	SFP	Société française de production et création audiovisuelles.
PMSI	Préparation militaire supérieure.	SFR	Société de financement régional.
PMU	Programme de médicalisation des systèmes d'information	SFT	Société française de télédistribution.
PNB	Pari mutuel urbain.	SGDN	Secrétariat général de la défense nationale.
PNUD	Produit national brut.	SICA	Société d'intérêt collectif agricole.
PNUE	Programme des Nations unies pour le développement.	SICAV	Société d'investissement à capital variable.
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement.	SICOMI	Société immobilière pour le commerce et l'industrie.
POA	Prime d'orientation agricole.	SIDA	Syndrome immuno-déficitaire acquis.
POLMAR	Plan ORSEC pollution marine.	SIDO	Société interprofessionnelle des oléagineux.
POS	Plan d'occupation des sols.	SIECA	Service d'information, d'études et de cinématographie des armées.
POSEIDOM	Programme d'options spécifiques à l'éloignement et l'insularité des départements d'outremer.	SIFE	Stage d'insertion et de formation à l'emploi
PPE	Programmes prioritaires d'exécution.	SIRPA	Service d'information et de relations publiques des armées.
PPI	Plan particulier d'intervention.	SIVOM	Syndicat intercommunal à vocation multiple.
PPS	Prêts participatifs simplifiés.	SIVP	Stage d'initiation à la vie professionnelle.
PRDE	Plan régional de développement économique et social et d'aménagement du territoire.	SLEC	Sociétés locales d'économie mixte.
PSI	Prêt spécial immobilier.	SMA	Service militaire adapté.
PSR	Programmes sociaux de relogement.	SME	Système monétaire européen.
PTE	Postes, télécommunications et espace	SMI	Surface minimum d'installation (agriculture).
PTOM	Pays et territoires d'outre-mer.	SMIC	Système monétaire international.
PTT	Postes et télécommunications.	SMUR	Salaire minimum de croissance.
PVD	Pays en voie de développement.	SMVM	Services mobiles d'urgence et de réanimation.
QHS	Quartiers de haute sécurité.	SNCF	Schéma de mise en valeur de la mer.
RATP	Régie autonome des transports parisiens.	SNCF	Société nationale des chemins de fer français.
RBE	Résultat brut d'exploitation.	SNCM	Société nationale maritime Corse-Méditerranée.
RCB	Rationalisation des choix budgétaires.	SNCF	Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation.
RDS	Remboursement de la dette sociale.	SNCF	Société nationale des entreprises de presse.
RER	Réseau express régional.	SNCF	Syndicat national des instituteurs.
RES	Rachat d'une entreprise par ses salariés.	SNCF	Société nationale industrielle aérospatiale.
RFI	Radio France internationale.	SNCF	Sous-marin nucléaire lanceur d'engins.
RFO	Société nationale de radio-télévision française d'outre-mer.	SNCF	Société nationale des pétroles d'Aquitaine.
RFP	Régie française de publicité.	SNCF	Société nationale de sauvetage en mer.
RMI	Revenu minimum d'insertion.	SNCF	Société française pour l'assurance du capitalrisque.
RMN	Résonance magnétique nucléaire.	SNCF	Sociétés agréées pour le financement des économies d'énergie.
RNIS	Réseau numérique à intégration de services.	SNCF	Sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle.
RTLN	Réunion des théâtres lyriques nationaux.	SNCF	Sociétés financières d'innovation.
SA	Société anonyme.	SNCF	Société financière de radiodiffusion.
SACEM	Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique.	SNCF	Société financière pour l'industrialisation des régions minières.
SAFER	Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural.	SNCF	
SAIF	Sociétés agricoles d'investissement foncier.	SNCF	

SOFRATEV	Société française d'études et de réalisations d'équipements de radiodiffusion et de télévision.	TVHD	Télévision haute définition.
SOMI	Sociétés mobilières d'investissement.	UCANSS	Union des caisses nationales de sécurité sociale.
SOMIVAC	Société pour la mise en valeur agricole de la Corse.	UEO	Union de l'Europe occidentale.
SONACOTRA	Société nationale de construction de logements pour les travailleurs.	UER	Unité d'enseignement et de recherche.
SOP	Service d'observation des programmes.	UFAC	Union française des associations d'anciens combattants et de victimes de guerre.
SOPEXA	Société pour l'expansion des ventes de produits agricoles et alimentaires.	UGAP	Union des groupements d'achats publics.
SOREFI	Sociétés régionales de financement.	UGB	Unité de gros bétail.
SPA	Société protectrice des animaux.	UGC	Union générale cinématographique.
SS	Sécurité sociale.	ULM	Ultra-légers motorisés.
STAR	Système téléphonique d'alerte aux risques.	UNAF	Union nationale des associations familiales.
STO	Service du travail obligatoire.	UNEDIC	Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
TAAF	Terres australes et antarctiques françaises.	UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.
TDF	Télédiffusion de France.	UNIL	Union nationale interprofessionnelle du logement.
TEF	Techniciens d'études et de fabrication.	UNSS	Union nationale du sport scolaire.
TFI	Télévision française 1.	URSSAF	Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales.
TGI	Tribunaux de grande instance.	UTA	Union des transports aériens.
TGV	Train à grande vitesse.	UTN	Unité touristique nouvelle.
TIG	Travaux d'intérêt général.	VRP	Voyageurs, représentants, placiers.
TIPP	Taxe intérieure sur les produits pétroliers.	VRTS	Versement représentatif de la taxe sur les salaires.
TLE	Taxe locale d'équipement.	VSNA	Volontaires du service national actif.
TOM	Territoire d'outre-mer.	ZAC	Zone d'aménagement concerté.
TPFA	Tribunaux permanents des forces armées.	ZAD	Zone d'aménagement différé.
TPG	Trésoriers-payeurs généraux.	ZAN	Zones d'agglomération nouvelle.
TPS	Taxe sur les prestations de services.	ZEE	Zone économique exclusive.
TRACFIN	Traitement du renseignement et de l'action contre les circuits financiers clandestins	ZEP	Zone d'éducation prioritaire.
TTFA	Tribunaux territoriaux des forces armées.		Zone d'environnement protégé.
TUC	Travaux d'utilité collective.	ZIF	Zone d'intervention foncière.
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée.	ZUP	Zone à urbaniser en priorité.

DEUXIÈME PARTIE

TABLE THÉMATIQUE



SESSIONS DE 1996

Action humanitaire	1	Code rural	15
Action sanitaire et sociale	1	Collectivités locales	15
Actionnaires et actionnariat	1	Collectivités territoriales	16
Administration	1	Collectivités territoriales d'outre-mer	16
Adoption	1	Comités d'entreprise	17
Affaires étrangères	5	Commerce et artisanat	17
Afrique du Sud	5	Commerce extérieur	18
Agglomérations nouvelles	5	Commerce international	18
Agriculteurs	5	Commission des opérations de bourse (cob)	19
Agriculteurs (conjointes)	5	Commissions parlementaires	19
Agriculteurs (jeunes)	5	Communauté européenne	19
Agriculteurs (pluriactivité)	5	Communes	19
Agriculture	5	Communication	19
Agroalimentaire (industrie)	6	Communication audiovisuelle	19
Albanie	6	Communications du gouvernement	19
Alliance atlantique	6	Comptabilité	20
Allocations familiales	6	Concours administratifs	20
Allocutions et communications	6	Conférence des présidents	21
Alsace-Moselle (droit d')	8	Confédération helvétique	21
Aménagement du territoire	8	Congo Brazzaville	21
Aménagement rural	10	Congrès du Parlement	21
Anciens combattants et victimes de guerre	10	Conseil de l'Europe	21
Antilles	10	Conseil économique et social	21
Appellations d'origine et labels	10	Conseil supérieur de l'audiovisuel	21
Apprentissage	10	Conseils généraux	21
Argentine	10	Consommateurs (protection et information)	21
Armées	11	Construction navale (industrie)	21
Armement	11	Contrats de plan	21
Arménie	11	Contrats ou conventions	21
Armes et munitions	11	Contribution sociale généralisée	21
Arts et spectacles	11	Contrôle parlementaire	21
Associations	11	Coopération	21
Assurance vieillesse	11	Coopération intercommunale	21
Audiovisuel	12	Coopération internationale	21
Autisme	12	Coopération pénale	21
Automobiles et cycles	12	Copropriété	21
Aviation civile	12	Corée	21
Banlieues	13	Corse	22
Banque mondiale	13	Cour des comptes	22
Banques et établissements financiers	13	Cour européenne des droits de l'homme	22
Baux	13	Créances et privilèges	22
Bolivie	13	Crimes contre l'humanité	23
Bourses et marchés financiers	13	Culture	23
Brésil	13	Décentralisation	24
Budget annexe des prestations sociales agricoles (bapsa)	13	Déchets	24
Cameroun	14	Déclarations du gouvernement	24
Carburants	14	Déclarations du gouvernement (politique générale)	25
Chasse	14	Défense	25
Chômage	14	Délinquance et criminalité	26
Cinéma	14	Départements	27
Circulation routière	14	Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)	27
Code civil	14	Détention provisoire	33
Code de l'urbanisme	14	Directives communautaires	33
Code de la construction et de l'habitation	14	Discussion commune (procédure parlementaire)	33
Code de la famille et de l'aide sociale	14	Disques, phonogrammes et vidéogrammes	33
Code de la propriété intellectuelle	14	Dissuasion nucléaire	33
Code de la santé publique	14	Divorce	33
Code de la sécurité sociale	14	Dons et legs	33
Code de procédure pénale	14	Douanes	33
Code des communes	14	Drogue	33
Code des débits de boissons	14	Droit de propriété	34
Code des douanes	14	Droit des biens	34
Code des juridictions financières	15	Droit du travail	34
Code des postes et télécommunications	15	Droit local	34
Code du travail	15	Droit pénal	34
Code général des impôts	15	Droits de l'homme	38
Code pénal	15	Droits de l'homme et libertés publiques	38
		Eau	39

Education	39	Investissements	57
Elections et referendums	39	Irrecevabilité (procédure parlementaire)	57
Elections territoriales (outr-mer)	40	Israël	57
Elevage	40	Jeunesse et sports	58
Eloges funèbres	40	Jeux et paris	58
Elus locaux	40	Journaux officiels	58
Emirats arabes unis	41	Juges d'instruction	58
Emploi	41	Juridictions judiciaires	58
Emploi des jeunes	41	Justice	58
Endettement (entreprises et particuliers)	41	La Poste	59
Energie	41	Légion d'honneur	59
Enfance	41	Libertés publiques	59
Enseignement	42	Licenciements	59
Enseignement agricole	42	Logement	59
Enseignement français à l'étranger	42	Logement et habitat	59
Enseignement maternel et primaire	42	Logement social	62
Enseignement supérieur	42	Lois constitutionnelles	62
Entreprises	42	Lois de finances	62
Entreprises (charges)	42	Lois de finances rectificatives	79
Entreprises (fiscalité)	42	Lois de règlement	82
Entreprises (petites et moyennes) (pme)	42	Lois organiques	82
Entreprises publiques	42	Loyers	82
Environnement	42	Maladies	83
Epargne	46	Malte	83
Equateur	48	Marchés financiers	83
Equipement	48	Marchés publics	89
Equipements sanitaires et sociaux	48	Marine marchande	90
Espace	48	Mayotte	90
Espagne	48	Médicaments	90
Etablissements pénitentiaires	48	Mer	90
Etablissements sociaux et médico-sociaux	48	Météo-France	90
Etrangers	48	Mineurs (d'âge)	90
Exception d'irrecevabilité (procédure parlementaire)	48	Monnaie unique	90
Exploitations agricoles	48	Monnaies et médailles (budget annexe)	90
Faits personnels	49	Mutualité sociale agricole	90
Famille	49	Navires	91
Finances publiques	49	Négociation collective	91
Fiscalité	49	Norvège	91
Fiscalité agricole	49	Océanie	92
Fiscalité locale	49	Offices parlementaires	92
Fonction publique	49	Ordre de la libération	92
Fonction publique hospitalière	52	Ordre public	92
Fonction publique territoriale	52	Ordres professionnels	92
Fonctionnaires communaux	52	Organisation des nations unies (onu)	92
Fonctionnaires et agents publics	52	Ouzbékistan	92
Fondations	52	Pakistan	93
Forêts	52	Panama	93
Formation en alternance	52	Parlement	93
Formation professionnelle et promotion sociale	52	Patrimoine artistique, archéologique et historique	95
Français de l'étranger	53	Pêche	96
France télécom	53	Pêche maritime et produits de la mer	97
Francophonie	53	Pensions civiles et militaires de retraite	97
Fruits et légumes	53	Pérou	97
Gatt (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce)	54	Personnels militaires	97
Gendarmerie nationale	54	Personnes âgées	97
Grande distribution	54	Philippines	98
Habitations à loyer modéré (hlm)	55	Plan	98
Handicapés	55	Police	99
Hong -Kong	55	Politique agricole commune (pac)	99
Hôpitaux psychiatriques	55	Politique économique	99
Hospitalisation à domicile	55	Politique économique et sociale	99
Île-de-France (région)	56	Pollutions et nuisances (air)	103
Immigration	56	Pollutions et nuisances agricoles	103
Immigration clandestine	56	Polynésie française	103
Impôts et taxes	56	Ports	108
Industrie	56	Président de la république	108
Installations nucléaires	57	Privatisations	108
		Prix et concurrence	108

Procédure commerciale	110
Procédure pénale	110
Produits agricoles et alimentaires	110
Professions libérales	110
Professions médicales	110
Professions paramédicales	110
Propriété (accession à la)	110
Propriété intellectuelle	110
Protection judiciaire de la jeunesse	112
Question préalable (procédure parlementaire)	113
Rapatriés	114
Rappels au règlement	114
Rapports au parlement	116
Rapports du gouvernement	116
Rapports d'information	118
Recherche	119
Recherche industrielle	119
Renvoi à la commission (procédure parlementaire)	119
Réseau routier et autoroutier	119
Retraites	119
Retraites (financement)	119
Retraites (régimes autonomes et spéciaux)	119
Roumanie	119
Rwanda	120
Saint-Marin	121
Saint-Pierre-et-Miquelon	121
Saisies	121
Salariés	121
Santé	121
Santé publique	121
Sapeurs pompiers	124
Seconde délibération (procédure parlementaire)	124
Secrétariat général de la défense nationale (sgdn)	124
Sécurité civile	124
Sécurité publique	127
Sécurité routière	127
Sécurité sociale	127
Sécurité sociale (cotisations)	131
Sécurité sociale (financement)	131
Sécurité sociale (régimes autonomes et spéciaux)	131
Sénat	131
Service national	131
Service public	131
Société nationale des chemins de fer français (snCF)	131
Sous-traitance	131
Sports	132
Stupéfiants	132
Syndicats professionnels	133
Taxe professionnelle	134
Télécommunications	134
Télévision	137
Terrorisme	137
Tourisme et loisir	137
Train à grande vitesse (tgv)	137
Traité de Maastricht	137
Traités et conventions	137
Transfusions et transplantations d'organes	145
Transports	145
Transports aériens	146
Transports ferroviaires	146
Transports routiers	146
Travail	146
Travail (aménagement du temps)	148
Tribunaux de grande instance (tgi)	148
Tunisie	148
Union de l'Europe occidentale (ueo)	149
Union européenne	149
Universités	150

Urbanisme	150
Urbanisme commercial	150
Uruguay	150
Ventes aux enchères	151
Viandes	151
Vie publique	151
Villes	151
Voies navigables	151
Wallis et Futuna	152
Zones franches	153
Zones rurales	153

Action humanitaire

Voir *Associations*, 1

Action sanitaire et sociale

Voir *Sécurité sociale*, 3

Actionnaires et actionariat

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 12
Marchés financiers, 1
Télécommunications, 2

Administration

1. - Proposition de loi relative à la transformation progressive des actuels centres d'information et d'orientation départementaux en services d'Etat, PRESENTÉE AU SENAT, par MM. Jean-Philippe LACHENAUD et Jean PUECH, sénateurs (Rattachée pour ordre au procès verbal de la séance du 27 juin 1996 - 15 juillet 1996) [n° 491 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances.

Adoption

1. - Proposition de loi relative à l'adoption, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Jean-François MATTEI, député (5 octobre 1995) [n° 2251 (95-96)] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Jean-François MATTEI (15 décembre 1995) [n° 2449 (95-96)] - Discussion (16 et 17 janvier 1996) - Adoption (17 janvier 1996) [n° 449].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 janvier 1996) [n° 173 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Luc DEJOIE (27 mars 1996) [n° 295 (95-96)] - Avis de M. Lucien NEUWIRTH (28 mars 1996) [n° 298 (95-96)] - Discussion (23 et 24 avril 1996) - Adoption (24 avril 1996) [n° 112].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (25 avril 1996) [n° 2727 (95-96)] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Jean-François MATTEI (20 mai 1996) [n° 2794 (95-96)] - Discussion (30 mai 1996) - Adoption (30 mai 1996) [n° 542].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (4 juin 1996) [n° 396 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Luc DEJOIE (12 juin 1996) [n° 423 (95-96)] - Avis de M. Lucien NEUWIRTH (13 juin 1996) [n° 429 (95-96)] - Discussion (24 juin 1996) - Adoption (24 juin 1996) [n° 161].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (25 juin 1996) [n° 2912 (95-96)] - Renvoi à la commission spéciale.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Jean-François MATTEI (26 juin 1996) [n° 2933 (95-96)] - Discussion (27 juin 1996) - Adoption (27 juin 1996) [n° 572 (95-96)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Luc DEJOIE (26 juin 1996) [n° 468 (95-96)] - Discussion (27 juin 1996) - Adoption (27 juin 1996) [n° 168 (95-96)].

PROMULGATION : loi n° 96-604 du 5 juillet 1996 (J.O. Lois et décrets du 6 juillet 1996).

Discussion (première lecture)

(23 avril 1996) (p. 2093, 2142); (24 avril 1996) (p. 2155, 2188; 2198, 2238).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2093, 2123) : *Mmes Monique ben Guiga, Annick Bocandé, Nicole Borvo, MM. Philippe Darniche, Luc Dejoie, rapporteur de la commission des lois; Mme Joëlle Dusseau, MM. Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale; Claude Huriet, Jean-Jacques Hyst, Pierre Laffitte, Jean-Louis Lorrain, Georges Mazars, Lucien Neuwirth, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Mme Nelly Olin, MM. Bernard Seillier, Franck Sérusclat, Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2123, 2142 ; 2155, 2188 ; 2198, 2238) : *Mmes Monique ben Guiga, Danielle Bidard-Reydet, Annick Bocandé, Nicole Borvo, MM. André Boyer, Jean Chérioux, Charles de Cuttoli, Luc Dejoie, rapporteur de la commission des lois; Mme Michelle Demessine, MM. André Diligent, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Joëlle Dusseau, MM. Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale; Paul Girod, Jacques Habert, Mme Anne Heinis, MM. Claude Huriet, Charles Jolibois, Jean-Louis Lorrain, Georges Mazars, Michel Mercier, Lucien Neuwirth, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Georges Othily, Robert Pagès, Jean Pépin, Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement; Bernard Seillier, Franck Sérusclat, Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice; Alain Vasselle.*

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE CIVIL

Chapitre 1^{er}

Adoption plénière

Section I

Conditions requises pour l'adoption plénière

Art. 1^{er} (assouplissement des conditions exigées des époux adoptant conjointement - Art. 343 du code civil) (p. 2135) - Adopté (p. 2140).

Art. 2 (assouplissement de la condition d'âge pour l'adoptant agissant seul - Art. 343-1 du code civil) (p. 2140) - Adopté.

Art. 3 (écart d'âge maximum entre les adoptants et les adoptés - Art. 344 du code civil) (p. 2141) - Supprimé.

Art. 4 (allongement du délai d'adoption plénière d'un enfant âgé de plus de quinze ans - Art. 345 du code civil) (p. 2208) - Supprimé (p. 2209).

Art. 5 (atténuation des restrictions à l'adoption plénière de l'enfant du conjoint - Art. 345-1 du code civil) (p. 2210) - Adopté après modification (p. 2212).

Art. 6 (possibilité de prononcer une adoption complétive sur une adoption plénière - Art. 346 du code civil) (p. 2212) - Supprimé (p. 2213).

Après l'art. 6 (p. 2124).

Art. additionnel (anonymat des parents) - Adopté (p. 2133 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. 7 (réduction du délai de rétractation du consentement à l'adoption - Art. 348-3 du code civil) (p. 2213) - Supprimé (p. 2214).

Art. 8 (choix de l'adoptant par le tuteur - Art. 348-4 du code civil) (p. 2215) - Adopté.

Art. 9 (nouvelle dénomination des oeuvres d'adoption - Art. 348-5 du code civil) (p. 2215) - Adopté.

Art. 10 (*déclaration judiciaire d'abandon - Art. 360 du code civil*) (p. 2215) - Adopté après modification (p. 2217).

Section 2

Placement en vue de l'adoption plénière et du jugement d'adoption plénière

Art. 11 (*réduction du délai pendant lequel il ne peut y avoir de placement en vue de l'adoption d'un enfant dont la filiation n'est pas établie - Art. 351 du code civil*) (p. 2217) - Supprimé.

Art. 12 (*désignation d'un mandataire ad hoc*) (p. 2217) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 13 (*adoption post-mortem - Art. 353 du code civil*) (p. 2217) - Adopté après modification (p. 2218).

Art. 14 (*prise en compte de l'agrément administratif par le tribunal prononçant le jugement d'adoption - Art. 353-1 et 353-2 du code civil*) (p. 2218) - Adopté après modification (p. 2222).

Art. 14 bis (*transcription du jugement d'adoption de l'enfant né à l'étranger - Art. 354 du code civil*) (p. 2222) - Adopté.

Section 3

Effets de l'adoption plénière

Art. 15 (*règle de conflit de lois en matière d'adoption plénière - Art. 359-1 du code civil*) (p. 2223) - Supprimé (p. 2225).

Art. 15 bis (*non application à l'adoption simple de l'écart d'âge maximum de quarante-cinq ans entre adoptants et adoptés - Art. 361 du code civil*) (p. 2225) - Supprimé.

Chapitre II

Adoption complétive

Nouvel intitulé (*Adoption simple*) (p. 2226) - Adopté.

Section 1

Conditions requises et jugement

Avant l'art. 16 (p. 2226).

Art. additionnel (*adoption simple sur adoption plénière*) - Adopté.

Art. 16 (*coordinations terminologiques*) (p. 2226) - Supprimé (p. 2227).

Section 2

Effets de l'adoption complétive

Nouvel intitulé (*Effets de l'adoption simple*) (p. 2227) - Adopté.

Art. 17 (*coordinations terminologiques - Art. 363 du code civil*) (p. 2228) - Supprimé.

Art. 18 (*extension des liens de parenté entre l'adoptant et l'adopté aux enfants de l'adopté*) (p. 2230) - Adopté.

Art. 19 (*droits successoraux de l'adopté et de ses descendants*) (p. 2230) - Adopté.

Art. 20 (*révocation de l'adoption simple à la demande du ministère public - Art. 370 du code civil*) (p. 2230) - Adopté après modification.

Chapitre III

Retrait des droits d'autorité parentale

Nouvel intitulé (*Retrait total ou partiel des droits d'autorité parentale*) (p. 2231) - Adopté.

Art. 21 à 27 (*coordinations terminologiques - Art. 373, 378, 378-1, 379, 379-1, 380 et 381 du code civil*) (p. 2231) - Adoptés après modification (p. 2232).

Chapitre IV

Autres dispositions

Art. 27 bis (*attribution des prénoms en cas d'accouchement anonyme*) (p. 2233) - Adopté.

Après l'art. 27 bis (p. 2125).

Art. additionnel (*informations non identifiantes en cas d'accouchement secret*) - Adopté (p. 2133 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. additionnel (*accès aux informations non identifiantes*) - Adopté après modification (p. 2133 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. 27 ter (*action en contestation de la reconnaissance d'un enfant naturel*) (p. 2233) - Adopté.

TITRE II

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DE LA FAMILLE ET DE L'AIDE SOCIALE

Art. 28 (*dispositions relatives à la situation des pupilles de l'Etat et au conseil de famille - Art. 60 du code de la famille et de l'aide sociale*) (p. 2155) - Adopté après modification (p. 2157 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. 29 (*accélération de l'admission en tant que pupille de l'Etat et retrait de l'autorité parentale - Art. 61 du code de la famille et de l'aide sociale*) (p. 2157) - Adopté après modification (p. 2164 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. 30 (*modalités de recueil de l'enfant, possibilité de demander le secret de son identité pour la personne qui le remet, ainsi que de donner des renseignements ne portant pas atteinte à ce secret - Art. 62 du code de la famille et de l'aide sociale*) (p. 2164) - Adopté après modification (p. 2167 ; priorité ordonnée p. 2123).

Après l'art. 30 (p. 2167).

Art. additionnel (*harmonisation avec les termes adoptés dans le cadre de l'article 30*) - Adopté (p. 2167 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. additionnel (*toiletage et cohérence du code de la famille*) - Adopté (p. 2167 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. 31 (*modalités de conservation et de communication des renseignements recueillis - Art. 62-1 du code de la famille et de l'aide sociale*) - Adopté après modification (p. 2168 ; priorité ordonnée p. 2170).

Art. 32 (*catégorie de personnes pouvant adopter un pupille de l'Etat - projet d'adoption - Art. 63 du code de la famille et de l'aide sociale*) (p. 2170) - Adopté après modification (p. 2175 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. 33 (*projet d'adoption pour les pupilles de l'Etat - Art. 63-1 du code de la famille et de l'aide sociale*) (p. 2175) - Adopté après modification (p. 2210 ; priorité ordonnée p. 2123 puis réservé p. 2176).

Art. 34 (*autorisations d'absence pour les membres des nouvelles commissions d'agrément - Art. 63-2 du code de la famille et de l'aide sociale*) - Adopté après modification (p. 2177 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. 35 (*création d'une prestation à la charge du conseil général afin de dédommager les assistantes maternelles qui adoptent - Art. 63-3 du code de la famille et de l'aide sociale*) (p. 2177) - Supprimé (p. 2178 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. 36 (*coordination en matière de termes employés pour le retrait de l'autorité parentale - Art. 95 du code de la famille et de l'aide sociale*) (p. 2178) - Adopté après modification (p. 2178 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. 37 (*harmonisation des termes relatifs aux organismes intervenant en matière d'adoption*) - Adopté après modification (p. 2178 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. 38 (conditions d'autorisation des organismes intervenant en matière d'adoption - Art. 100-1 du code de la famille et de l'aide sociale) - Adopté après modification (p. 2178 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. 39 (sanctions encourues par les organismes exerçant sans autorisation - Art. 100-2 du code de la famille et de l'aide sociale) - Adopté après modification (p. 2179 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. 40 (possibilité d'obtention d'une aide de l'Etat pour les organismes autorisés pour l'adoption - Art. 100-2-1 du code de la famille et de l'aide sociale) - Adopté après modification (p. 2180 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. 41 (précisions relatives à l'agrément pour l'adoption d'un enfant étranger) - Adopté (p. 2180 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. 42 (accompagnement de l'enfant adopté - Art. 100-4 du code de la famille et de l'aide sociale) - Adopté après modification (p. 2180 ; priorité ordonnée p. 2123).

TITRE III

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DE LA SECURITE SOCIALE

Avant l'art. 43 (p. 2183).

Art. additionnel (parité des droits sociaux attachés à la naissance et à l'adoption) - Adopté (p. 2183 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. 43 (harmonisation des termes relatifs au retrait de l'autorité parentale - Art. L. 521-2 du code de la sécurité sociale) - Adopté après modification (p. 2183 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. 44 (possibilité d'accorder l'allocation parentale d'éducation si l'enfant adopté a plus de trois ans - Art. L. 532-1 du code de la sécurité sociale) - Adopté après modification (p. 2183 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. 45 (cas de prolongement de l'allocation parentale d'éducation pour les adoptions multiples - Art. L. 532-1-1 du code de la sécurité sociale) - Adopté après modification (p. 2184 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. 46 (alignement de l'allocation d'adoption sur l'allocation pour jeune enfant - Art. L. 535-2 et L. 535-3 du code de la sécurité sociale) (p. 2184) - Adopté après modification (p. 2185 ; priorité ordonnée p. 2123).

Après l'art. 46 (p. 2185).

Art. additionnel (conséquences de l'extension des conditions d'âge de l'APE en matière de non-cumul de prestations) - Adopté (p. 2186 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. 47 (institution de prêts aux familles adoptant un enfant à l'étranger - Art. L. 536 du code de la sécurité sociale) - Supprimé (p. 2186 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. 47 bis (harmonisation des termes employés pour les organismes autorisés pour l'adoption) (p. 2186) - Adopté après modification (p. 2187 ; priorité ordonnée p. 2123).

Après l'art. 47 bis (p. 2187).

Art. additionnel (modification de la durée de la période de cessation d'activité pour les membres des professions libérales qui adoptent) - Adopté (p. 2187 ; priorité ordonnée p. 2123).

TITRE IV

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DU TRAVAIL

Art. 48 A (harmonisation des termes employés pour désigner les organismes autorisés pour l'adoption - Art. L. 122-26 du code du travail) - Adopté après modification (p. 2187 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. 48 (possibilité de congé parental d'éducation pour les personnes ayant adopté un enfant de plus de trois ans -

Art. L. 122-28-1 du code du travail) (p. 2187) - Adopté après modification (p. 2188 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. 49 (octroi d'un congé non rémunéré pour le salarié se rendant à l'étranger en vue de l'adoption d'un ou plusieurs enfants - Art. L. 122-28-10 du code du travail) (p. 2198) - Adopté après modification (p. 2201 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. 50 (institution d'un congé non rémunéré dans les trois fonctions publiques pour aller chercher un ou plusieurs enfants en vue d'adoption) - Supprimé (p. 2201 ; priorité ordonnée p. 2123).

TITRE V

AUTRES DISPOSITIONS

Art. 51 (création d'une autorité centrale pour l'adoption) (p. 2203) - Adopté après modification (p. 2208 ; priorité ordonnée p. 2123 puis réservé p. 2201).

Art. 51 bis (harmonisation des termes concernant les organismes autorisés pour l'adoption) - Adopté (p. 2202 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. 52 (rétroactivité des dispositions relatives à l'allocation parentale d'éducation, APE, pour les enfants arrivés au foyer depuis le 1er juillet 1994) - Adopté après modification (p. 2202 ; priorité ordonnée p. 2123).

Avant l'art. 52 bis (p. 2202).

Art. additionnel (mise en disponibilité de droit pour les différentes fonctions publiques) - Adopté (p. 2203 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. 52 bis (dispositions relatives aux membres de commissions d'agrément appartenant à la fonction publique territoriale ou hospitalière) - Adopté après modification (p. 2203 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. 53 (rapport du Gouvernement au Parlement sur l'adoption) - Adopté (p. 2203 ; priorité ordonnée p. 2123).

Art. 54 (gage de l'ensemble de la proposition de loi) (p. 2203) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Seconde délibération, ordonnée en application de l'article 43 du règlement du Sénat à la demande du Gouvernement, portant sur l'article 47 ter (p. 2234).

Art. 47 ter - Supprimé (p. 2235)

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2235, 2238) : M. Gérard Braun, Mme Joëlle Dusseau, MM. Jacques Habert, Jean-Louis Lorrain, Lucien Neuwirth, Robert Pagès, Henri de Raincourt, Franck Sérusclat.

Adoption (24 avril 1996) (p. 2238).

Discussion (deuxième lecture)

(24 juin 1996) (p. 4129, 4165).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE : Mmes Monique ben Guiga, Nicole Borvo, M. Luc Dejoie, rapporteur de la commission des lois ; Mme Joëlle Dusseau, MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale ; Lucien Neuwirth, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Franck Sérusclat.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4141, 4164) : Mmes Monique ben Guiga, Nicole Borvo, MM. Jean Chérioux, Luc Dejoie, rapporteur de la commission des lois ; Mme Joëlle Dusseau, MM. Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale ; Lucien Neuwirth, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Franck Sérusclat.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE CIVIL

Chapitre premier

Adoption plénière

Section 1

Conditions requises pour l'adoption plénière

Art. 3 (écart d'âge maximum entre l'adoptant et l'adopté - Art. 344 du code civil) (p. 4141) - Supprimé.

Art. 4 (allongement du délai d'adoption plénière d'un enfant âgé de plus de 15 ans - Art. 345 du code civil) (p. 4142) - Supprimé.

Art. 5 (atténuation des restrictions à l'adoption plénière de l'enfant du conjoint - Art. 345-1 du code civil) (p. 4142) - Adopté après modification (p. 4143).

Art. 7 (réduction du délai de rétractation du consentement à l'adoption - Art. 348-3 du code civil) (p. 4143) - Supprimé (p. 4144).

Art. 10 (déclaration judiciaire d'abandon - Art. 360 du code civil) (p. 4144) - Adopté.

Section 2

Placement en vue de l'adoption plénière et du jugement d'adoption plénière

Art. 11 (réduction du délai pendant lequel il ne peut y avoir de placement en vue de l'adoption d'un enfant dont la filiation n'est pas établie - Art. 351 du code civil) (p. 4145) - Supprimé.

Art. 13 (adoption post-mortem) (p. 4145) - Adopté.

Art. 14 (prise en compte de l'agrément administratif par le tribunal prononçant le jugement d'adoption - Art. 353-1 et 353-2 du code civil) (p. 4145) - Adopté après modification.

Section 3

Effets de l'adoption plénière

Art. 15 (règle de conflit de lois en matière d'adoption plénière - Art. 359-1 du code civil) (p. 4147) - Supprimé.

Chapitre II

Adoption complétive

Section 1

Conditions requises et jugement

Art. 16 A (possibilité de prononcer une adoption simple après une adoption plénière - Art. 360 du code civil) (p. 4148) - Adopté après modification.

Art. 16 (coordinations terminologiques - Art. 360 à 362 du code civil) (p. 4148) - Supprimé.

Section 2

Effets de l'adoption

Art. 17 (coordinations terminologiques - Art. 363 du code civil) (p. 4148) - Supprimé.

Chapitre IV

Autres dispositions

Art. 27 ter AA (information de la reconnaissance d'un enfant naturel par le conjoint - Art. 57-1 et 335 du code civil) (p. 4151) - Adopté après modification.

Art. 27 quater (sanction du défaut de notification du changement de domicile aux personnes exerçant un droit de visite ou d'hébergement à l'égard d'enfants naturels - Art. 227 - 6 du code pénal) (p. 4152) - Adopté.

TITRE II

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DE LA FAMILLE ET DE L'AIDE SOCIALE

Art. 28 A (accompagnement des femmes accouchant secrètement - Art. 47 du code de la famille et de l'aide sociale) (p. 4153) - Adopté (p. 4154).

Art. 28 (consultation des pupilles de l'Etat et mode d'organisation du conseil de famille - Art. 60 du code de la famille et de l'aide sociale) (p. 4154) - Adopté après modification.

Art. 29 (délai de rétractation pour les personnes remettant l'enfant à l'aide sociale à l'enfance et nouvelle dénomination de la déchéance de l'autorité parentale - Art. 61 du code de la famille et de l'aide sociale) (p. 4154) - Adopté après modification (p. 4155).

Art. 30 (secret des origines - Art. 62 du code de la famille et de l'aide sociale) (p. 4155) - Adopté après modification (p. 4157).

Art. 31 (modalités de conservation et de communication des renseignements non identifiants - Art. 62-1 du code de la famille et de l'aide sociale) (p. 4157) - Adopté après modification (p. 4158).

Art. 32 (conditions d'agrément des personnes souhaitant adopter un pupille de l'Etat - Art. 63 du code de la famille et de l'aide sociale) (p. 4158) - Adopté (p. 4159).

Art. 33 (contenu du projet d'adoption pour les pupilles de l'Etat - Art. 63-1 du code de la famille et de l'aide sociale) (p. 4159) - Adopté après modification (p. 4160).

Art. 34 (autorisation d'absence pour les membres des commissions d'agrément - Art. 63-2 du code de la famille et de l'aide sociale) (p. 4160) - Adopté après modification.

Art. 35 (aide aux assistantes maternelles qui adoptent - Art. 63-3 du code de la famille et de l'aide sociale) (p. 4160) - Supprimé (p. 4161).

Art. 35 bis (conditions de communication de renseignements relatifs à l'état civil de pupilles de l'Etat - Art. 81 du code de la famille et de l'aide sociale) (p. 4161) - Adopté.

Art. 37 (intitulé de section - Section 2 chapitre IV du titre II du code de la famille et de l'aide sociale) (p. 4161) - Adopté.

Art. 38 (agrément d'organismes susceptibles de faire office d'intermédiaire pour le placement ou l'adoption de mineurs - Art. 100 - 1 du code de la famille et de l'aide sociale) (p. 4161) - Adopté.

Art. 40 (aides de l'Etat à la mise en place de réseaux d'organismes autorisés - Art. 100 - 2 - 1 du code de la famille et de l'aide sociale) (p. 4161) - Adopté.

Art. 42 (accompagnement de l'enfant adopté ou placé en vue d'adoption - Art. 100-4 du code de la famille et de l'aide sociale) (p. 4161) - Adopté (p. 4162).

TITRE III

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Art. 43 (parité des droits sociaux attachés à la naissance et à l'adoption) (p. 4162) - Adopté.

Art. 44 (possibilité d'accorder l'allocation parentale d'éducation si l'enfant adopté a plus de trois ans - Art. L. 532-1 du code de la sécurité sociale) (p. 4162) - Adopté.

Art. 47 (prêt aux familles qui adoptent un enfant à l'étranger - Art. L. 536 du code de la sécurité sociale) (p. 4162) - Supprimé (p. 4163).

Après l'art. 47 bis (p. 4163).

Art. additionnel (indemnité forfaitaire journalière versée aux femmes adoptantes exerçant une profession libérale indépendante - Art. L. 615 - 9 et L. 722 - 8 du code de la sécurité sociale) (p. 4163) - Adopté.

Art. 53 (rapport du Gouvernement au Parlement sur l'adoption) (p. 4163) - Adopté après modification (p. 4164).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4164, 4165) :
Mmes Monique ben Guiga, Nicole Borvo, Joëlle Dusseau,
MM. Emmanuel Hamel, Lucien Neuwirth, Victor Reux,
Franck Sérusclat.

Adoption (24 juin 1996) (p. 4165).

Discussion (commission mixte paritaire)

(27 juin 1996) (p. 4308, 4315).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4308, 4311) : *Mme Nicole Borvo, MM. Luc Dejoie, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale; Lucien Neuwirth, en remplacement de M. Luc Dejoie, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4311, 4313) : *Mme Monique ben Guiga, MM. Luc Dejoie, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Pierre Fauchon, Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale; Lucien Neuwirth.*

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE CIVIL

Chapitre I^{er}

Adoption plénière

Section 1

Conditions requises pour l'adoption plénière

Art. 3 (p. 4311) - Supprimé par la CMP.

Art. 4-I (p. 4311) - Supprimé par la CMP.

Art. 4-II, 5, 7 et 10 (p. 4311).

Section 2

Placement en vue de l'adoption plénière ou du jugement d'adoption plénière

Art. 11 et 14 (p. 4311).

Section 3

Effets de l'adoption plénière

Art. 15 (p. 4311) - Supprimé par la CMP.

Chapitre II

Adoption simple

Section 1

Conditions requises et jugement

Art. 16 A (p. 4311).

Art. 16 (p. 4311) - Supprimé par la CMP.

Section 2

Effets de l'adoption simple

Art. 17 (p. 4312) - Supprimé par la CMP.

Chapitre III

Retrait total ou partiel de l'autorité parentale

Chapitre IV

Autres dispositions

Art. 27 ter AA (p. 4312).

TITRE II

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DE LA FAMILLE ET DE L'AIDE SOCIALE

Art. 28, 29, 30 et 31 (p. 4312).

Art. 33, 34, 35 et 42 (p. 4313).

TITRE III

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DE LA SECURITE SOCIALE

Art. 47 (p. 4313) - Supprimé par amendement du Gouvernement, adopté avec l'ensemble du texte (p. 4315).

Art. 47 ter (p. 4313).

TITRE IV

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DU TRAVAIL

TITRE V

AUTRES DISPOSITIONS

Art. 53 (p. 4313).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4314, 4315) : *Mme Monique ben Guiga, MM. Philippe de Bourgoing, Jean Chérioux, Jacques Machet.*

Adoption (27 juin 1996) (p. 4315).

Affaires étrangères

Voir *Lois de finances*

Afrique du Sud

Voir *Traités et conventions, 34*

Agglomérations nouvelles

Voir *Collectivités locales, 6*

Agriculteurs

Voir *Lois de finances*

Agriculteurs (conjoints)

Voir *Déclarations du Gouvernement, 4*

Agriculteurs (jeunes)

Voir *Déclarations du Gouvernement, 4*

Agriculteurs (pluriactivité)

Voir *Déclarations du Gouvernement, 4*

Agriculture

Voir *Déclarations du Gouvernement, 12*
Lois de finances
Politique économique et sociale, 2
Union européenne, 1

1. - Projet de loi relatif à la collecte et à l'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'abattoirs et modifiant le code rural, PRÉSENTE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Philippe VASSEUR, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation (13 novembre 1996) [n° 3118 (96-97)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. André ANGOT (19 novembre 1996) [n° 3148 (96-97)] - Urgence - Discussion (29 novembre 1996) - Adoption (29 novembre 1996) [n° 600].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE) (29 novembre 1996) [n° 109 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Roger RIGAUDIÈRE (11 décembre 1996) [n° 131 (96-97)] - Discussion (16 décembre 1996) - Adoption (16 décembre 1996) [n° 41].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (17 décembre 1996) [n° 3238 (96-97)] - Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) - Rapport de M. André ANGOT (17 décembre 1996) [n° 3243 (96-97)] - Discussion (20 décembre 1996) - Adoption (20 décembre 1996) [n° 632].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Roger RIGAUDIÈRE (17 décembre 1996) [n° 155 (96-97)] - Discussion (20 décembre 1996) - Adoption (20 décembre 1996) [n° 54].

PROMULGATION : loi n° 96-1139 du 26 décembre 1996 (J.O. Lois et décrets du 27 décembre 1996).

Discussion (première lecture)

(16 décembre 1996) (p. 7405, 7434).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7405, 7421) : MM. Jean Clouet, Jean Huchon, Félix Leyzour, Jacques de Menou, Bernard Piras, Alain Pluchet, René Régnault, Roger Rigaudière, rapporteur de la commission des affaires économiques; Michel Souplet, Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7421, 7433) : MM. Marcel Deneux, Philippe François, Daniel Goulet, Félix Leyzour, Philippe Marini, Jacques de Menou, Alain Pluchet, Roger Rigaudière, rapporteur de la commission des affaires économiques; Michel Souplet, Alain Vasselle, Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation.

Art. 1^{er} A (financement du service public de l'équarrissage) (p. 7421) - Adopté après modification (p. 7426).

Art. 1^{er} (articles 264 à 271 du code rural) (p. 7426).

Art. 264 du code rural (création du service public de l'équarrissage) (p. 7427) - Adopté.

Art. 265 du code rural (obligation de faire appel au service public de l'équarrissage) (p. 7428) - Adopté après modification.

Art. 266 du code rural (destruction et enfouissement des cadavres d'animaux à titre exceptionnel) (p. 7428) - Adopté.

Art. 267 du code rural (délai d'appel à l'équarrisseur) (p. 7428) - Adopté.

Art. 268 du code rural (délai d'intervention de la personne chargée de l'exécution du service public de l'équarrissage) (p. 7428) - Adopté après modification (p. 7429).

Art. 269 du code rural (interdiction de jeter les animaux morts) (p. 7429) - Adopté après modification.

Art. 270 du code rural (incompatibilités professionnelles) (p. 7429) - Adopté après modification.

Art. 271 du code rural (élimination des sous-produits des abattoirs) (p. 7429) - Adopté après modification.

- Adoption de l'article 1er, ainsi modifié.

Art. 1^{er} bis (bilan du coût du service public de l'équarrissage) (p. 7430) - Adopté.

Art. 2 (coordination - sanctions pénales) (p. 7430) - Adopté.

Après l'art. 2 (p. 7430) - Adopté.

Art. additionnel (date d'entrée en vigueur du dispositif de la loi sur la pêche relatif aux emplois piscicoles) (p. 7430) - Adopté (p. 7433).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7433, 7434) : MM. Emmanuel Hamel, Félix Leyzour, Alain Pluchet.

Adoption (16 décembre 1996) (p. 7434).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 décembre 1996) (p. 7718, 7721).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7718, 7719) : MM. Roger Rigaudière, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7719, 7720).

Art 1^{er} A (p. 7719).

Art. 1^{er} (p. 7720).

Art. 3 (date d'entrée en vigueur du dispositif de la loi sur la pêche relatif aux emplois piscicoles) (p. 7720).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7720, 7721) : Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Emmanuel Hamel, Mme Annie Heinis.

Adoption (20 décembre 1996) (p. 7721).

Agroalimentaire (industrie)

Voir *Agriculture*, 1

Albanie

Voir *Traités et conventions*, 7

Alliance atlantique

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 10
Traités et conventions, 31

Allocations familiales

Voir *Adoption*, 1

Allocutions et communications

Hommage à François Mitterrand, ancien Président de la République (16 janvier 1996) - M. René Monory, président du Sénat.

Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires du Canada (23 janvier 1996) (p. 118) - M. Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance.

Souhaits de bienvenue à M. Benoît Bouchard, ambassadeur du Canada (1er février 1996) (p. 347) -

M. Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance.

Convocation du Parlement en Congrès (8 février 1996) (p. 528) - *M. Jean Delaneau, vice-président du Sénat, président de séance.*

Hommage aux combattants de la bataille de Verdun (21 février 1996) (p. 872) - *MM. Philippe François, Paul Girod, vice-président du Sénat, président de séance.*

Hommage à Marcel Rudloff, ancien sénateur, membre du Conseil constitutionnel, décédé le 23 mars 1996 (26 mars 1996) (p. 1732) - *MM. René Monory, président du Sénat ; Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement.*

Souhaits de bienvenue à une délégation du Parlement de Géorgie (27 mars 1996) (p. 1787) - *M. Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance.*

Election de M. Paul Vergès, sénateur du département de La Réunion (16 avril 1996) (p. 1912) - *M. Jacques Valade, vice-président du Sénat, président de séance.*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de la Confédération suisse (16 avril 1996) (p. 1956) - *M. Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance.*

Souhaits de bienvenue à une délégation de la Rada ukrainienne (24 avril 1996) (p. 2176) - *M. Paul Girod, vice-président du Sénat, président de séance.*

Souhaits de bienvenue à une délégation du Parlement belge (24 avril 1996) (p. 2200) - *M. Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance.*

Vacance d'un siège de sénateur, suite à l'annulation de l'élection de M. Claude Haut comme sénateur de Vaucluse (7 mai 1997) (p. 2377) - *M. Yves Guéna, vice-président du Sénat, président de séance.*

Hommage aux religieux français assassinés en Algérie (24 mai 1996) (p. 2883) - *MM. Philippe Adnot, Paul Girod, vice-président du Sénat, président de séance.*

Hommage aux religieux français assassinés en Algérie (28 mai 1996) (p. 2967) - *MM. Henri de Raincourt, Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat brésilien (28 mai 1996) (p. 2979) - *M. Jacques Valade, vice-président du Sénat, président de séance.*

Souhaits de bienvenue à M. le président du Conseil national de la République slovaque (28 mai 1996) (p. 2990) - *M. Yves Guéna, vice-président du Sénat, président de séance.*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Pologne (29 mai 1996) (p. 3039) - *M. Jacques Valade, vice-président du Sénat, président de séance.*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Kazakhstan (5 juin 1996) - *M. Jacques Valade, vice-président du Sénat, président de séance.*

Consultation de l'intégralité des débats du Sénat en séance publique sur Internet (10 juin 1996) (p. 3439) - *M. René Monory, président du Sénat.*

Allocution de M. René Monory, président du Sénat (18 juin 1996) (p. 3827, 3831) - *M. Alain Juppé, Premier ministre.*

Attentat contre un élu corse (20 juin 1996) (p. 4064, 4065) - *Mme Hélène Luc, M. Yves Guéna, vice-président du Sénat, président de séance.*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Malte (25 juin 1996) (p. 4189) - *M. Jean Delaneau, vice-président du Sénat, président de séance.*

Ouverture de la session ordinaire de 1996-1997 (1er octobre 1996) (p. 4334) - *M. René Monory, président du Sénat.*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Japon (2 octobre 1996) (p. 4402) - *M. Jacques Valade, vice-président du Sénat, président de séance.*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Mozambique (9 octobre 1996) (p. 4767) - *M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire slovaque (15 octobre 1996) (p. 4754) - *M. René Monory, président du Sénat.*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Mongolie (23 octobre 1996) (p. 4340) - *M. Paul Girod, vice-président du Sénat, président de séance.*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Lettonie (30 octobre 1996) (p. 5186) - *M. Paul Girod, vice-président du Sénat, président de séance.*

Souhaits de bienvenue à des délégations étrangères : délégation de l'assemblée nationale d'Arménie et M. Paul Dejean, ministre des Haïtiens à l'étranger (14 novembre 1996) (p. 5657) - *M. Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance.*

Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires hongrois (25 novembre 1996) (p. 1901) - *M. Jacques Valade, vice-président du Sénat, président de séance.*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Pologne (28 novembre 1996) (p. 6221) - *M. Paul Girod, vice-président du Sénat, président de séance.*

Hommage solennel à André Malraux (3 décembre 1996) (p. 6517, 6520) - *MM. René Monory, président du Sénat ; Alain Peyrefitte.*

Décès d'Alain Poher, ancien président du Sénat (9 décembre 1996) (p. 6982) - *M. Jean Delaneau, vice-président du Sénat, président de séance, M. Jacques Toubon, ministre de la justice.*

Hommage solennel à Alain Poher, ancien président du Sénat (10 décembre 1996) (p. 7136, 7138) - *MM. René Monory, président du Sénat ; Alain Juppé, Premier ministre*

Alsace-Moselle (droit d')

Voir *Chasse et pêche, 1*

Aménagement du territoire

Voir *Déclarations du Gouvernement, 8*
Lois de finances
Prix et concurrence, 1

1. - Proposition de loi portant sur l'organisation d'audiences publiques lors de la réalisation de grandes infrastructures, PRESENTÉE AU SENAT, par M. André DULAIT et plusieurs de ses collègues (13 juin 1996) [n° 432 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Jean HUCHON.

2. - Projet de loi relatif à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville, PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jean-Claude GAUDIN, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration (22 mai 1996) [n° 2808 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Pierre BEDIER (12 juin 1996) [n° 2876 (95-96)] - Urgence - Discussion (18, 19 et 20 juin 1996) - Adoption (20 juin 1996) [n° 564].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 juin 1996) [n° 461 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Gérard LARCHER (1er octobre 1996) [n° 1 (96-97)] - Discussion (8, 9 et 10 octobre 1996) - Adoption (10 octobre 1996) [n° 5].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (11 octobre 1996) [n° 3043 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Pierre BEDIER (17 octobre 1996) [n° 3048 (96-97)] - Discussion (28 octobre 1996) - Adoption (28 octobre 1996) [n° 588 (96-97)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Gérard LARCHER (17 octobre 1996) [n° 37 (96-97)] - Discussion (31 octobre 1996) - Adoption (31 octobre 1996) [n° 23 (96-97)].

PROMULGATION : loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 (J.O. Lois et décrets du 15 novembre 1996).

Discussion (première lecture)

(8 octobre 1996) (p. 4505, 4535) ; (9 octobre 1996) (p. 4567, 4629) ; (10 octobre 1996) (p. 4645, 4675 ; 4688, 4713).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4505, 4532 ; 4567, 4586) : *MM. José Balareello, Jacques Bimbenet, Dominique*

Braye, Christian Demuynck, Daniel Eckenspieller, Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, Serge Franchis, Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration ; Paul Girod, Jean-Philippe Lachenaud, Pierre Lagourgue, Gérard Larcher, rapporteur de la commission spéciale ; Paul Loridant, Philippe Marini, Mme Nelly Olin, MM. Eric Raoult, ministre délégué à la ville et à l'intégration ; Alain Richard, André Vézinhel.

Motion n°1 de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, **tendant à opposer la question préalable** (p. 4587).

Rejet de la motion (p. 4590).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4591, 4629 ; 4645, 4675 ; 4688, 4713) : *M. José Balareello, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. André Bohl, André Diligent, Daniel Eckenspieller, Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, Serge Franchis, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration ; Paul Girod, Gérard Larcher, rapporteur de la commission spéciale ; Philippe Marini, Joseph Ostermann, Alain Richard, André Vézinhel.*

TITRE I^{er}

PRINCIPES GENERAUX

Art. 1^{er} (*définition de la politique de la ville*) (p. 4591) - Adopté après modification (p. 4592).

Art. 2 et dispositions annexées (*redéfinition des zones urbaines prioritaires*) (p. 4593) - Adoptés après modification (p. 4596).

Après l'**art. 2** (p. 4596).

Art. additionnel (*instauration d'un comité d'orientation et de surveillance chargé d'évaluer les conditions de mise en oeuvre de mesures dérogatoires prévues au profit des zones franches urbaines*) (p. 4596) - Adopté (p. 4598).

TITRE II

DISPOSITIONS SPECIFIQUES RELATIVES AU MAINTIEN ET A LA CREATION D'ACTIVITES ET D'EMPLOIS DANS CERTAINES ZONES URBAINES

Chapitre 1^{er}

Dispositions relatives au régime fiscal applicable à certaines zones urbaines

Art. 3 A (*prise en compte de la définition des zones urbaines sensibles pour l'exonération de taxe professionnelle dans ces zones*) (p. 4602) - Supprimé.

Art. 3 (*exonération de taxe professionnelle pour les entreprises existantes dans les zones de redynamisation urbaine*) (p. 4602) - Adopté après modification (p. 4610).

Art. 4 (*dispositions fiscales applicables dans les zones franches urbaines*) (p. 4610) - Adopté après modification (p. 4618).

Après l'**art. 4** (p. 4618).

Art. additionnel (*remplacement dans le code général des impôts des anciennes zones de redynamisation urbaines par les zones nouvellement définies*) (p. 4618) - Adopté.

Art. additionnel (*exonération des taxes foncières sur les propriétés bâties pour les immeubles situés en zone franche urbaine et affectés à une activité entrant dans le champ d'application de la taxe professionnelle*) (p. 4618) - Adopté (p. 4620).

Art. additionnel (*ouverture d'un nouveau délai de délibération relative à la réduction de la base d'imposition pour les collectivités territoriales et leurs groupements*) (p. 4620) - Adopté.

Art. 4 bis (*harmonisation du code de la sécurité sociale*) (p. 4625) - Adopté.

Art. 5 (possibilité d'imputer les déficits fonciers résultant de travaux de réhabilitation effectués sur des immeubles situés dans une zone franche urbaine) (p. 4625) - Adopté après modification (p. 4627).

Art. 6 (réduction d'impôts en faveur des investissements locatifs) (p. 4627) - Adopté.

Chapitre 2

Dispositions relatives à l'exonération de certaines cotisations à la charge des employeurs

Art. 7 et dispositions annexées (régime de l'exonération de cotisations sociales applicable à l'emploi de salariés dans les zones franches urbaines) (p. 4645) - Adoptés après modification (p. 4650).

Après l'art. 7 (p. 4650).

Art. additionnel (exonération du versement de cotisations sociales personnelles des commerçants et artisans) (p. 4650) - Adopté (p. 4651).

Art. 8, 9, 10 et dispositions annexées, 11 et 12 (effectif maximal ouvrant droit à l'exonération. Entreprises bénéficiaires de l'exonération. Champ d'application de l'exonération aux entreprises existantes à la date de délimitation de la zone franche urbaine. Interdiction du cumul d'aides pour les emplois transférés dans la zone franche urbaine. Définition des salariés visés par l'exonération) (p. 4651) - Supprimés par l'Assemblée nationale.

Art. 13 (proportion obligatoire de salariés résidant dans la zone franche urbaine) (p. 4651) - Adopté après modification (p. 4653).

Art. 14, 15, 16 et 17 (sanction du non-respect des dispositions relatives à la proportion de salariés résidant dans la zone. Règles de non cumul. Obligations de l'employeur à l'égard de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales. Durée d'application de l'exonération) (p. 4653) - Supprimés par l'Assemblée nationale.

Art. 18 (exonération de cotisations sociales patronales applicable aux embauches dans les zones de redynamisation urbaine et les zones de revitalisation rurale) (p. 4653) - Adopté après modification (p. 4654).

Art. 19 (abrogation du dispositif d'exonération de cotisations sociales applicable à l'embauche des deuxième et troisième salariés) (p. 4654) - Adopté.

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A L'AMENAGEMENT URBAIN ET A L'HABITAT

Chapitre 1^{er}

Dispositions relatives à l'aménagement urbain

Art. 20 (prise en compte de la restructuration urbaine dans l'objet des opérations d'aménagement) (p. 4657) - Adopté (p. 4658).

Après l'art. 20 (p. 4658).

Art. additionnel (possibilité pour les offices publics d'aménagement et de construction ainsi que pour les sociétés d'économie mixte et les sociétés anonymes d'HLM de réaliser des actions d'insertion à l'occasion des opérations de restructuration urbaine) (p. 4658) - Adopté (p. 4659).

Art. 21 (définition des compétences des établissements publics d'aménagement dans le cadre des opérations de restructuration urbaine) (p. 4659) - Adopté (p. 4661).

Art. 22 (création des associations foncières d'intégration urbaine et sociale, AFIUS) (p. 4661) - Adopté.

Art. 23 (exigence d'un accord unanime des propriétaires pour la création d'une association foncière d'intégration urbaine et sociale autorisée) (p. 4661) - Adopté.

Art. 24 (constitution d'office des associations foncières d'intégration urbaine et sociale) (p. 4661) - Adopté.

Art. 25 (procédure de remembrement applicable aux associations foncières d'insertion urbaine et sociale autorisées ou constituées d'office) (p. 4661) - Adopté.

Art. 26 (délégation de certaines attributions d'un maître d'ouvrage public aux associations foncières urbaines autorisées constituées d'office) (p. 4661) - Adopté après modification (p. 4662).

Après l'art. 26 (p. 4662).

Art. additionnel (installation et aménagement d'équipements collectifs à caractère culturel ou sportif) (p. 4562) - Adopté.

Chapitre 2

Dispositions relatives à l'aménagement et à la restructuration des espaces commerciaux et artisanaux

Art. 27 (création d'un établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux) (p. 4663).

Art. L. 325-1 du code de l'urbanisme (création, statut et objet) (p. 4664) - Adopté après modification (p. 4665).

Art. L. 325-2 du code de l'urbanisme (prérogatives) (p. 4665) - Adopté après modification.

Art. L. 325-3 du code de l'urbanisme (conseil d'administration) (p. 4665) - Adopté après modification (p. 4666).

Art. L. 325-4 du code de l'urbanisme (conditions d'application) (p. 4666) - Adopté.

Adoption de l'article 27 modifié (p. 4666).

Art. 28 (cession ou concession des immeubles expropriés par l'établissement public national) (p. 4666) - Adopté après modification.

Art. 29 (autorisation concédée en location-gérance des fonds artisanaux ou commerciaux acquis par l'établissement public national) (p. 4666) - Adopté.

Art. 30 (compétence de la Commission nationale d'équipement commercial pour les autorisations des projets dont l'établissement public national assure la maîtrise d'ouvrage) (p. 4666) - Adopté après modification (p. 4667).

Après l'art. 31 (p. 4667).

Art. additionnel (introduction de la notion de mixité sociale parmi les objectifs poursuivis par les programmes locaux de l'habitat) (p. 4667) - Adopté (p. 4668).

Chapitre 3

Dispositions relatives à l'habitat, aux propriétés et ensembles d'habitat privé en difficulté

Art. 31 (élaboration de programmes locaux de l'habitat dans les communes comprenant des zones urbaines sensibles) (p. 4668) - Adopté après modification (p. 4670).

Art. 32 (création de conférences communales du logement dans les communes contenant des zones urbaines sensibles) (p. 4688) - Adopté après modification (p. 4691).

Art. 33 (mesures de sauvegarde visant à restaurer le cadre de vie) (p. 4692).

Art. L. 615-1 du code de la construction et de l'habitation (décision d'établir un plan de sauvegarde) (p. 4693) - Adopté après modification.

Art. L. 615-2 du code de la construction et de l'habitation (contenu du plan de sauvegarde et aides financières) (p. 4693) - Adopté après modification (p. 4695).

Art. L. 615-3 du code de la construction et l'habitation (*composition de la commission chargée de proposer le plan de sauvegarde*) (p. 4695) - Adopté après modification (p. 4696).

Art. L. 615-4 du code de la construction et de l'habitation (*suppression des aides financières*) (p. 4696) - Adopté.

Après l'art. 615-4 du code de la construction et de l'habitation (p. 4696).

Art. additionnel (*regroupement à la fin du nouveau chapitre de dispositions relatives à la définition des occupants et des propriétaires occupants qui figurait à l'article L. 615-1 du code précité*) (p. 4696) - Adopté.

Art. L. 615-5 du code de la construction et l'habitation (*modalités d'application*) (p. 4696) - Adopté après modification.

Adoption de l'article 33 modifié (p. 4696).

Après l'art. 33 (p. 3696).

Art. additionnel (*suppression de l'autorisation préfectorale de transformation de logements en locaux professionnels dans les zones franches urbaines*) (p. 4696) - Adopté (p. 4697).

Art. 34 (*expropriation des copropriétés pour cause d'utilité publique*) (p. 4697) - Adopté après modification (p. 4699).

Art. 35 (*ouverture des fonds de solidarité pour le logement aux propriétaires occupants*) (p. 4699) - Adopté après modification (p. 4701).

Art. 36 (*exonération de droits d'enregistrement et de taxe de publicité foncière dans les zones franches urbaines*) (p. 4701) - Adopté (p. 4702).

Art. 36 bis (*exemption de l'agrément prévu par l'article L. 510-1 du code de l'urbanisme dans les zones franches urbaines*) (p. 4702) - Adopté.

Art. 36 ter (*exonération de la redevance perçue à l'occasion de la construction de locaux à usage de bureaux et de locaux de recherche en Ile-de-France dans les zones franches urbaines*) (p. 4702) - Adopté.

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES A LA VIE ASSOCIATIVE

Art. 37 (*comités consultatifs de quartiers*) (p. 4702) - Adopté après modification (p. 4703).

Art. 38 (*fonds locaux associatifs*) (p. 4703) - Adopté après modification (p. 4704).

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 39 (*abrogation des quotas restrictifs d'implantation de débits de boisson applicables dans les zones urbaines sensibles*) (p. 4704) - Adopté.

Art. 40 (*groupements locaux d'employeurs dans les zones urbaines sensibles*) (p. 4704) - Adopté après modification.

Art. 41 (*application de la loi à la collectivité territoriale de Mayotte*) (p. 4704) - Supprimé.

Art. 42 (*décompte des logements sociaux pour la mise en oeuvre des dispositions relatives à la diversité de l'habitat*) (p. 4704) - Adopté (p. 4705).

Après l'art. 42 (p. 4705).

Art. additionnel (*plafond de pourcentage des logements sociaux pour l'attribution de PLA*) (p. 4705) - Adopté.

Art. additionnel (*remise d'un rapport sur la loi relative au code de relance pour la ville*) (p. 4706) - Adopté (p. 4707).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4707, 4713) : MM. François Autain, José Balareello, Dominique Braye, Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, Serge Franchis, Gérard

Larcher, rapporteur de la commission spéciale, Eric Raoult, ministre délégué à la ville et à l'intégration.

Adoption (10 octobre 1996) (p. 4713).

Discussion (commission mixte paritaire)

(31 octobre 1996) (p. 5279, 5296).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5279, 5284) : MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, Emmanuel Hamel, Gérard Larcher, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Eric Raoult, ministre délégué à la ville et à l'intégration; Alain Richard.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5284, 5295) : MM. Gérard Larcher, rapporteur; Eric Raoult, ministre délégué à la ville et à l'intégration.

Art. 1^{er} (p. 5284).

Art. 2 et dispositions annexées (p. 5284) - Modifiés par la CMP.

Art. 3 A (p. 5285) - Supprimé par la CMP.

Art. 3 (p. 5285).

Art. 4 (p. 5286).

Art. 4 bis A et 4 bis B (p. 5287).

Art. 4 bis C et 5 (p. 5288).

Art. 7 (p. 5289).

Art. 7 bis (p. 5289) - Supprimé par la CMP.

Art. 13 (p. 5289).

Art. 13 bis, 18 et 20 bis (p. 5290).

Art. 26 (p. 5291).

Art. 26 bis (p. 5291) - Supprimé par la CMP.

Art. 27, 28, 30, 31 A et 31 (p. 5291).

Art. 32 et 33 (p. 5292).

Art. 33 bis, 34 et 35 (p. 5293).

Art. 37 (p. 5293).

Art. 38 et 40 (p. 5294).

Art. 41 (p. 5294) - Supprimé par la CMP.

Art. 43, 44 et annexe (p. 5294).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5295, 5296) : M. André Diligent, Mme Nelly Olin.

Scrutin public n° 23 (p. 5296).

Adoption (31 octobre 1996) (p. 5296).

Aménagement rural

Voir Déclarations du Gouvernement, 4

Anciens combattants et victimes de guerre

Voir Lois de finances

1. - Proposition de loi relative à la majoration du plafond de la retraite mutualiste du combattant par l'Etat et à son indexation, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Robert PAGES, sénateur et plusieurs de ses collègues (27 juin 1996) [n° 476 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

Antilles

Voir *Traités et conventions*, 4

Appellations d'origine et labels

Voir *Prix et concurrence*, 1

Apprentissage

Voir *Formation professionnelle et promotion sociale*, 1

Argentine

Voir *Traités et conventions*, 33

Armées

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 3
Défense, 1

Armement

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 10
Défense, 1
Lois de finances

Arménie

Voir *Traités et conventions*, 36

Armes et munitions

Voir *Commerce et artisanat*, 1

Arts et spectacles

1. - Proposition de loi visant à limiter la création et l'exploitation d'établissements de spectacles ou de commerce à caractère pornographique, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Edouard LE JEUNE, sénateur (1er février 1996) [n° 197 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois.

Associations

1. - Proposition de loi améliorant le financement des associations concourant à l'action humanitaire en vue de leur permettre de participer plus efficacement à la lutte contre l'exclusion, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Michel PERICARD, député et plusieurs de ses collègues (11 janvier 1996) [n° 2476 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Daniel GARRIGUE (17 janvier 1996) [n° 2486 (95-96)] -

Discussion (24 janvier 1996) - Adoption (24 janvier 1996) [n° 451].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (25 janvier 1996) [n° 179 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jacques OUDIN (6 mars 1996) [n° 255 (95-96)] - Discussion (12 mars 1996) - Adoption (12 mars 1996) [n° 87].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi portant diverses mesures en faveur des associations

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (12 mars 1996) [n° 2633 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Daniel GARRIGUE (16 avril 1996) [n° 2705 (95-96)] - Discussion (2 mai 1996) - Adoption (2 mai 1996) [n° 529].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (2 mai 1996) [n° 340 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jacques OUDIN (5 juin 1996) [n° 409 (95-96)] - Discussion (13 juin 1996) - Adoption (13 juin 1996) [n° 148].

PROMULGATION : loi n° 96-559 du 24 juin 1996 (J.O. Lois et décrets du 25 juin 1996).

Discussion (première lecture)

(12 mars 1996) (p.1119, 1140).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1119, 1126) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Michel Doublet, Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Jacques Oudin, rapporteur de la commission des finances; Alain Richard.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1127, 1139) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Michel Charasse, Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence; Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Jacques Oudin, rapporteur; Alain Richard.*

Art. 1^{er} (amélioration du régime fiscal des dons effectués par les particuliers) (p. 1127) - Adopté après modification (p. 1131).

Art. 2 (amélioration du régime fiscal des dons effectués par les entreprises) (p. 1131) - Adopté.

Après l'art. 2 (p. 1131).

Art. additionnel (mesures de coordination) (p. 1131) - Adopté.

Art. additionnel (mesures de coordination) (p. 1131) - Adopté.

Art. 2 bis (amélioration du régime de déductibilité des dons effectués par les entreprises) (p. 1131) - Adopté.

Art. 2 ter (relèvement de l'abattement de taxe sur les salaires) (p. 1132) - Adopté après modification (p. 1133).

Art. 3 (compensation des pertes de recettes) (p. 1133) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Après l'art. 3 (p. 1133).

Art. additionnel (extension de l'exonération de charges patronales pour l'embauche d'un premier salarié) (p. 1133) - Adopté.

Art. additionnel (aménagement du contrôle de la Cour des comptes sur les associations faisant appel à la générosité publique) (p. 1133) - Adopté (p. 1134).

Art. additionnel (rapport au Parlement sur la reconnaissance d'utilité publique) (p. 1136) - Adopté.

Intitulé de la proposition de loi (*proposition de loi portant diverses mesures en faveur des associations*) (p. 1139) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1139, 1140) : *MM. Alain Gournac, Emmanuel Hamel, Alain Richard.*

Adoption (12 mars 1996) (p. 1140).

Discussion (deuxième lecture)

(13 juin 1996) (p. 3712, 3714).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3712, 3713) : *MM. Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence; Alain Lambert, en remplacement de M. Jacques Oudin, rapporteur de la commission des finances; Jacques Oudin, rapporteur de la commission des finances.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3713).

Art. 1^{er} (p. 3713) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3713) : *M. Emmanuel Hamel.*

Adoption (13 juin 1996) (p. 3714).

Assurance vieillesse

Voir *Personnes âgées*, 1

Audiovisuel

1. - Proposition de loi relative à la prévention de la violence à la télévision, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean CLUZEL, sénateur (5 juillet 1996) [n° 483 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

2. - Proposition de loi relative à l'organisation de France-Télévision, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Maurice BLIN, sénateur et plusieurs de ses collègues (27 juin 1996) [n° 477 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

3. - Proposition de loi renforçant les compétences du Conseil supérieur de l'audiovisuel en matière de télévision diffusée par satellite, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean CLUZEL, sénateur (5 juillet 1996) [n° 484 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Autisme

Voir *Sécurité sociale*, 3

Automobiles et cycles

Voir *Environnement*, 2
Prix et concurrence, 1

Aviation civile

Voir *Lois de finances*

B

Banlieues

Voir *Aménagement du territoire*, 2

Banque mondiale

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 11

Banques et établissements financiers

Voir *Marchés financiers*, 1

Baux

1. - Proposition de loi tendant à autoriser les élus des communes comptant 3500 habitants au plus à conclure avec leur collectivité des baux ruraux, PRESENTÉE AU SENAT par M. Serge VINCON, sénateur et plusieurs de ses collègues (21 février 1996) [n° 239 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Paul DELEVOYE (17 avril 1996) [n° 314 (95-96)].

Bolivie

Voir *Traités et conventions*, 13; 23

Bourses et marchés financiers

Voir *Marchés financiers*, 1
Politique économique, 1

Brésil

Voir *Traités et conventions*, 12

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA)

Voir *Lois de finances*

C

Cameroun

Voir *Traités et conventions*, 15

Carburants

Voir *Environnement*, 2
Prix et concurrence, 1

Chasse

1. - Conclusions du rapport de M. Francis Grignon, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi (n°144, 95-96) déposée par M. Hubert Haenel et plusieurs de ses collègues, tendant à actualiser la loi locale de chasse régissant les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Hubert HAENEL, sénateur et plusieurs de ses collègues (15 décembre 1995) [n° 144 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Francis GRIGNON (6 mars 1996) [n° 252 (95-96)] - Discussion (12 mars 1996) - Adoption (12 mars 1996) [n° 88].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 mars 1996) [n° 2639 (95-96)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Pierre LANG (21 mai 1996) [n° 2798 (95-96)] - Discussion (11 juin 1996) - Adoption (11 juin 1996) [n° 550].

PROMULGATION : loi n° 96-549 du 20 juin 1996 (J.O. Lois et décrets du 21 juin 1996).

Discussion (première lecture)

(12 mars 1996) (p. 1142, 1150).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1142, 1148) : M. Francis Grignon, rapporteur de la commission des affaires économiques; Mme Corinne Lepage, ministre de l'environnement; MM. Roland du Luart, Charles Metzinger.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1148, 1149).

Art. 1^{er} (conditions d'exercice du droit de réserve - application aux réservataires du cahier des charges-type) (p. 1148) - Adopté.

Art. 2 (location de la chasse sur le ban communal) (p. 1148) - Adopté.

Art. 3 (constitution de lots intercommunaux - conditions pour être locataires) (p. 1148) - Adopté.

Art. 4 (répartition du produit de la location des lots intercommunaux) (p. 1148) - Adopté (p. 1149).

Art. 5 (abandon du produit de la location) (p. 1149) - Adopté.

Art. 6 (réserve de l'exercice du droit de chasse) (p. 1149) - Adopté.

Art. 7 (date d'adjudication) (p. 1149) - Adopté.

Art. 8 (terrains enclavés) (p. 1149) - Adopté.

Art. 9 (dispositions d'application) (p. 1149) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1149, 1150) : MM. Daniel Eckenspieller, Emmanuel Hamel, Philippe Richert.

Adoption (12 mars 1996) (p. 1150).

Chômage

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 5

Cinéma

Voir *Commerce et artisanat*, 1

Circulation routière

Voir *Environnement*, 2

Code civil

Voir *Adoption*, 1

Code de l'urbanisme

Voir *Aménagement du territoire*, 2

Code de la construction et de l'habitation

Voir *Aménagement du territoire*, 2

Code de la famille et de l'aide sociale

Voir *Adoption*, 1

Code de la propriété intellectuelle

Voir *Propriété intellectuelle*, 2

Code de la santé publique

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)*, 3

Code de la sécurité sociale

Voir *Adoption*, 1
Parlement, 3
Sécurité sociale, 2

Code de procédure pénale

Voir *Droit pénal*, 2; 3

Code des communes

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)*, 1

Code des débits de boissons

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)*, 1

Code des douanes

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)*, 1

Code des juridictions financières

Voir *Parlement*, 2

Code des postes et télécommunications

Voir *Communication*, 1
Télécommunications, 1

Code du travail

Voir *Travail*, 4

Code général des impôts

Voir *Impôts et taxes*, 4

Code pénal

Voir *Délinquance et criminalité*, 1
Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom), 4
Droit pénal, 1

1. - Proposition de loi tendant à la modification de l'article 225-3 du code pénal, et relative à la protection des personnes contre les discriminations effectuées par les compagnies d'assurance en raison de leur état de santé et de leur handicap, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Franck SERUSCLAT, sénateur et plusieurs de ses collègues (21 février 1996) [n° 243 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois -.

Code rural

Voir *Agriculture*, 1
Chasse et pêche, 1
Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom), 1

Collectivités locales

1. - Proposition de loi tendant à appliquer aux conseils de districts les dispositions de l'article L 5215-18 du code général des collectivités territoriales, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Daniel HOEFFEL, sénateur (29 février 1996) [n° 251 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois.

2. - Proposition de loi relative aux finances locales, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Hélène LUC, sénateur et plusieurs de ses collègues (24 juin 1996) [n° 463 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances.

3. - Proposition de loi relative à l'exercice des mandats locaux et aux moyens financiers des collectivités locales, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Hélène LUC, sénateur et plusieurs de ses collègues (19 juin 1996) [n° 449 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois -.

4. - Proposition de loi visant à préciser la nature juridique des indemnités de fonction perçues par les élus locaux et à clarifier leur situation au regard des organismes sociaux chargés d'appliquer la législation sociale, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Paul DELEVOYE, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès verbal de la séance du 27 juin 1996 - 6 septembre 1996) [n° 502 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois -.

5. - Proposition de loi tendant à étendre aux collectivités locales et à leurs groupements l'accès aux prêts distribués à partir des fonds établis par les CODEVI, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Alain GEST, député et plusieurs de ses collègues (7 mars 1995) [n° 1956 (94-95)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Alain GEST (16 novembre 1995) [n° 2370 (95-96)] - Discussion (23 novembre 1995) - Adoption (23 novembre 1995) [n° 418].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi tendant à étendre aux collectivités locales et à leurs groupements l'accès aux prêts distribués à partir des fonds établis par les CODEVI et à créer une obligation d'information sur l'utilisation de ces fonds

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 novembre 1995) [n° 95 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI (17 janvier 1996) [n° 169 (95-96)] - Discussion (25 janvier 1996) - Adoption (25 janvier 1996) [n° 67].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (25 janvier 1996) [n° 2507 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Alain GEST (13 février 1996) [n° 2569 (95-96)] - Discussion (6 mars 1996) - Adoption (6 mars 1996) [n° 489].

PROMULGATION : loi n° 96-209 du 14 mars 1996 (J.O. Lois et décrets du 20 mars 1996).

Discussion (première lecture)

(25 janvier 1996) (p. 217, 240).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 217, 231) : M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Francis Grignon, Alain Lambert, Paul Loridant, Roland du Luart, Philippe Marini, rapporteur de la commission des finances; Marc Massion.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 231, 239) : MM. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Paul Loridant, Philippe Marini, rapporteur de la commission des finances; Marc Massion, Lucien Neuwirth.

Avant l'art. 1^{er} (p. 231).

Art. additionnel (suppression de l'obligation d'emploi intermédiaire des CODEVI en valeurs mobilières) (p. 231) - Adopté.

Art. 1^{er} (accès des collectivités locales aux prêts distribués à partir des dépôts CODEVI) (p. 232) - Adopté après modification (p. 235).

Art. 2 (obligation d'information sur l'utilisation des fonds issus des CODEVI) (p. 235) - Adopté.

Intitulé de la proposition de loi (proposition de loi visant à étendre aux collectivités locales et à leurs groupements l'accès aux prêts distribués à partir des fonds déposés sur les comptes pour le développement industriel afin d'accompagner le développement ou l'implantation des petites et moyennes entreprises et à créer une obligation d'information sur l'utilisation de ces fonds) (p. 237) - Adopté (p. 239).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 240) : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Philippe de Bourgoing, Jacques Machet, Marc Massion, Lucien Neuwirth.

Adoption (25 janvier 1996) (p. 240).

6. - Projet de loi relatif aux mécanismes de solidarité financière entre collectivités locales, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Dominique PERBEN, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation (18 janvier 1996) [n° 171 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis à la commission des lois - Rapport de M. Michel MERCIER (31 janvier 1996) [n° 190 (95-96)] - Avis de M. Paul GIROD (6 février 1996) [n° 200 (95-96)] - Urgence - Discussion (8 février 1996) - Adoption (8 février 1996) [n° 75].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux concours de l'Etat aux collectivités territoriales et aux mécanismes de solidarité financière entre collectivités territoriales

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (9 février 1996) [n° 2560 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Arnaud CAZIN d'HONINCTHUN (22 février 1996) [n° 2586 (95-96)] - Discussion (7, 8 mars 1996) - Adoption (8 mars 1996) [n° 491].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (12 mars 1996) [n° 261 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Arnaud CAZIN d'HONINCTHUN (12 mars 1996) [n° 2632 (95-96)] - Discussion (14 mars 1996) - Adoption (14 mars 1996) [n° 494].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Michel MERCIER (12 mars 1996) [n° 263 (95-96)] - Discussion (13 mars 1996) - Adoption (13 mars 1996) [n° 90].

PROMULGATION : loi n° 96-241 du 26 mars 1996 (J.O. Lois et décrets du 27 mars 1996).

Discussion (première lecture)

(8 février 1996) (p.528, 588).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 528, 548) : MM. Christian Bonnet, Joël Bourdin, André Diligent, Jean-Pierre Fourcade, Paul Girod, rapporteur pour avis de la commission des lois; Gérard Larcher, Paul Loridant, Michel Mercier, rapporteur de la commission des finances; Dominique Perben, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation; Alain Richard.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 545, 586) : M. Jean-Paul Amoudry, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Joël Bourdin, Jean-Pierre Fourcade, Yann Gaillard, Jean-Marie Girault, Paul Girod, rapporteur pour avis de la commission des lois; Paul Loridant, Michel Mercier, rapporteur de la commission des finances; Michel Moreigne, Georges Othily, Dominique Perben, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation; René Régnault, Alain Richard, Jean-Jacques Robert, Alain Vasselle.

Art. 1^{er} (assouplissement des règles de progression) (p. 551) - Adopté après modification (p. 553).

Art. 2 (part de la dotation de solidarité urbaine au sein de la dotation d'aménagement) (p. 554) - Adopté après modification (p. 558).

Art. 3 (modalités de répartition de la dotation de solidarité urbaine) (p. 559) - Adopté après modification (p. 571).

Art. 4 (coordination) (p. 571) - Adopté après modification (p. 572).

Art. 5 (ressources du fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France) (p. 573) - Adopté après modification (p. 575).

Art. 6 (règles d'éligibilité aux ressources du fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France) (p. 575) - Adopté après modification (p. 577).

Art. 7 (contribution des départements au financement de la majoration de la dotation de fonctionnement minimale) (p. 578) - Adopté après modification.

Après l'art. 7 (p. 578).

Art. additionnel (maintien à titre transitoire pour 1996 de la définition des logements sociaux antérieure au présent projet de loi en ce qui concerne la loi d'orientation sur la ville et certains dispositifs financiers et fiscaux) (p. 578) - Adopté (p. 579).

Art. additionnel (seuil de population; prise en compte des recensements complémentaires) (p. 580) - Adopté.

Art. 8 (validations législatives) (p. 580) - Adopté après modification (p. 582).

Après l'art. 8 (p. 582).

Art. additionnel (éligibilité à la dotation globale d'équipement de l'ensemble des communes de 2000 habitants et moins) (p. 582) - Adopté (p. 585).

Art. 9 (attributions du Fonds national de péréquation aux communes dépourvues de fiscalité directe) (p. 585) - Adopté après modification.

Après l'art. 9 (p. 585).

Art. additionnel (entrée en vigueur dès 1996 des aménagements apportés par la loi aux dotations de l'Etat et aux mécanismes de solidarité financière) (p. 585) - Adopté (p. 586).

Art. 10 (décrets d'application) (p. 586) - Supprimé.

Intitulé du projet de loi (p. 586) - Adopté après modification.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 586, 588) : MM. James Bordas, Jean Delaneau, Paul Loridant, Dominique Perben, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation; Alain Pluchet, René Régnault.

Adoption (8 février 1996) (p.588).

Discussion (commission mixte paritaire)

(13 mars 1996) (p.1215, 1224).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1215, 1218) : MM. Paul Loridant, Michel Mercier, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1218, 1223) : MM. Paul Girod, Emmanuel Hamel, Daniel Hoeffel, Michel Mercier, Christian Poncelet, président de la commission des finances; Alain Richard, Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement.

Art. 1^{er} (assouplissement des règles de progression de la dotation forfaitaire) (p. 1218) - Adopté après modification avec l'ensemble du texte.

Art. 1^{er} bis, 2, 3 et 4 (p. 1220).

Art. 5 (ressources du fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France) (p.1121) - Adopté après modification avec l'ensemble du texte.

Art. 6 (règles d'éligibilité aux ressources du fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France) (p. 1221) - Adopté après modification avec l'ensemble du texte (p. 1222).

Art. 7, 7 bis, 7 ter, 8 ter, 9 bis (p. p.1222).

Art. 9 ter (p. 1223) - Supprimé par la CMP.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1223, 1224) : MM. Paul Girod, Alain Richard, Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement.

Adoption (13 mars 1996) (p. 1224).

Collectivités territoriales

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 5; 8
Lois de finances
Politique économique et sociale, 2
Traités et conventions, 38

Collectivités territoriales d'outre-mer

Voir *Communication*, 1
Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom), 1; 3; 4; 5
Lois de finances

Comités d'entreprise

Voir *Travail*, 4

Commerce et artisanat

Voir *Lois de finances*

1. - Projet de loi relatif au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jean-Pierre RAFFARIN, ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat (29 avril 1996) [n° 2749 (95-96)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Ambroise GUELLEC (14 mai 1996) [n° 2787 (95-96)] - Discussion (22 et 23 mai 1996) - Adoption (23 mai 1996) [n° 538].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 mai 1996) [n° 381 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Pour avis à la commission des lois - Rapport de M. Pierre HERISSON (12 juin 1996) [n° 421 (95-96)] - Avis oral de M. Jean-Jacques HYEST (12 juin 1996) - Discussion (17, 18, 19 juin 1996) - Adoption (19 juin 1996) [n° 154].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 juin 1996) [n° 2894 (95-96)] - Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Ambroise GUELLEC (20 juin 1996) [n° 2908 (95-96)] - Discussion (26 juin 1996) - Adoption (26 juin 1996) [n° 571].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Pierre HERISSON (20 juin 1996) [n° 457 (95-96)] - Discussion (27 juin 1996) - Adoption (27 juin 1996) [n° 167].

PROMULGATION : loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 (J.O. Lois et décrets du 6 juillet 1996).

Discussion (première lecture)

(17 juin 1996) (p. 3767, 3797); (18 juin 1996) (p. 3806, 3827; 3862, 3920); (19 juin 1996) (p. 3932, 3940).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3767, 3797; 3806, 3811) : MM. Marcel Bony, Henri Collard, Ambroise Dupont, Bernard Dussaut, André Egu, Pierre Hérisson, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jean-Jacques Hyst, rapporteur pour avis de la commission des lois; Félix Leyzour, Jean-Luc Mélenchon, Louis Moinard, Georges Mouly, Joseph Ostermann, Bernard

Plasait, Jean-Pierre Raffarin, ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat; Roger Rigaudière, Marcel Vidal.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3811, 3827; 3862, 3920; 3932, 3938) : MM. Michel Bécot, Henri Collard, Gérard Delfau, Christian Demuyneck, Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture; Ambroise Dupont, Bernard Dussaut, Yann Gaillard, François Gerbaud, Jean-Marie Girault, Adrien Gouteyron, Francis Grignon, Emmanuel Hamel, Pierre Hérisson, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jean-Jacques Hyst, rapporteur pour avis de la commission des lois; Bernard Joly, André Jourdain, Pierre Laffitte, Gérard Larcher, Dominique Leclerc, Félix Leyzour, Roland du Luart, Jean-Luc Mélenchon, Georges Mouly, Joseph Ostermann, Jean Peyrafitte, Mme Danièle Pourtaud, MM. Jean-Pierre Raffarin, ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat; Jack Ralite, Jean-Jacques Robert, Michel Rufin, Michel Souplet, Jacques Valade, Marcel Vidal.

TITRE I^{er}

MESURES RELATIVES A L'EQUIPEMENT COMMERCIAL

Art. 1^{er} (principes d'orientation de l'équipement commercial) (p. 3811) - Adopté après modification (p. 3813).

Art. 2 (modification de l'article 3 de la loi du 27 décembre 1973) (p. 3813) - Adopté.

Art. 3 (modification d'intitulé) (p. 3813) - Adopté.

Art. 4 (critères des décisions d'autorisation et présentation des projets) (p. 3813) - Adopté après modification (p. 3817).

Art. 5 (projets soumis à autorisation) (p. 3817) - Adopté après modification (p. 3867).

Art. 6 (modification de l'article 29-1 de la loi du 27 décembre 1973) (p. 3867) - Adopté.

Après l'art. 6 (p. 3867).

Art. additionnel (comptabilisation individuelle des différentes opérations d'équipement commercial pour l'application du seuil de 300 m² dans les zones d'aménagement concerté) (p. 3867) - Adopté (p. 3868).

Art. 7 (modification de la composition des commissions départementales d'équipement commercial) (p. 3868) - Adopté après modification (p. 3875).

Art. 8 (modalités de vote au sein des commissions départementales d'équipement commercial) (p. 3875) - Adopté (p. 3876).

Art. 9 (procédure devant les commissions départementales d'équipement commercial) (p. 3886) - Adopté après modification (p. 3887).

Art. 10 (commission nationale d'équipement commercial) (p. 3887) - Adopté après modification (p. 3888).

Après l'art. 10 (p. 3890).

Art. additionnel (maintien du seuil actuel de 1000 m² de surface de vente pour l'application des dispositions relatives à la péréquation de la taxe professionnelle entre les communes) (p. 3890) - Adopté.

Art. 10 bis (dispositif transitoire) (p. 3890) - Adopté après modification (p. 3891).

Après l'art. 10 bis (p. 3876).

Art. additionnel (insertion d'un chapitre 2 bis dans le titre 1er de la loi Royer, spécifiquement consacré aux équipements cinématographiques) (p. 3876) - Adopté (p. 3886; priorité ordonnée p. 3876).

Art. 10 ter (ventes d'armes et de munitions aux particuliers) (p. 3891) - Rejeté (p. 3893).

Après l'art. 10 ter (p. 3893).

Art. additionnel (abrogation de deux articles de la loi n° 96-314 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier) (p. 3893) - Adopté.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLE EXIGEE POUR L'EXERCICE DE CERTAINES ACTIVITES

Chapitre 1^{er}

Dispositions concernant la qualification professionnelle exigée pour l'exercice de certaines activités

Art. 11 (obligation de qualification professionnelle) (p. 3893) - Adopté après modification (p. 3901).

Art. 11 bis (rapport au Parlement sur les conditions d'exercice de la profession de restaurateur) (p. 3901) - Adopté.

Art. 12 (conditions d'exercice de la profession de coiffeur) (p. 3901) - Adopté après modification (p. 3904).

Chapitre 2

Dispositions relatives à l'artisanat

Art. 13 (immatriculation au répertoire des métiers - définition de l'artisanat) (p. 3904) - Adopté après modification (p. 3907).

Art. 13 bis (création d'une catégorie "artisans d'art" au sein des chambres de métiers) (p. 3907) - Adopté après modification (p. 3908).

Art. 14 (protection de la qualité artisanale) (p. 3908) - Adopté après modification (p. 3910).

Art. 15 (nantissement du fonds artisanal) (p. 3910) - Adopté après modification.

Chapitre 3

Dispositions communes

Art. 16 (sanctions pénales) (p. 3910) - Adopté après modification (p. 3911).

Art. 17 (abrogation de la loi n° 56-1096 du 30 octobre 1956 et de l'article 35 ter du code de l'artisanat) (p. 3913) - Adopté.

TITRE III

MESURES DIVERSES

Chapitre 1^{er}

Dispositions concernant les liquidations, ventes au déballage et soldes

Nouvel Intitulé (Dispositions concernant les liquidations, ventes au déballage, soldes et ventes d'usines) (p. 3913) - Adopté.

Art. 18 (régime des liquidations) (p. 3913) - Adopté après modification.

Art. 19 (ventes au déballage) (p. 3913) - Adopté après modification (p. 3914).

Art. 20 (pratiques de soldes) (p. 3914) - Adopté après modification (p. 3915).

Art. 20 bis (annonces de réduction de prix) (p. 3915) - Adopté après modification.

Art. 20 ter (ventes directes aux consommateurs) (p. 3915) - Adopté après modification (p. 3916).

Art. 21 (sanctions pénales) (p. 3916) - Adopté après modification (p. 3917).

Art. 22 (décret d'application) (p. 3917) - Adopté.

Art. 23 (abrogation de diverses dispositions) (p. 3917) - Adopté après modification.

Chapitre 2

Disposition relative aux halles et marchés communaux

Art. 24 (consultation des organisations professionnelles sur les créations, transferts et suppressions des halles et des marchés) (p. 3917) - Adopté après modification.

Chapitre 3

Dispositions relatives aux prestations de maternité des conjointes collaboratrices

Art. 25 (prestations de maternité des conjointes collaboratrices) (p. 3918) - Adopté après modification.

Chapitre 4

Dispositions diverses

Art. 26 (règles concernant les publicités des professionnels) (p. 3919) - Adopté après modification (p. 3920).

Art. 27 (prix des prestations dans le secteur du transport routier de marchandises) (p. 3932) - Adopté après modification (p. 3933).

Art. 28 (prix des prestations dans le secteur du transport routier de marchandises) (p. 3933) - Adopté après modification (p. 3934).

Seconde délibération, ordonnée à la demande du Gouvernement, en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement du Sénat (p. 3934).

Art. 5 (p. 3935) - Adopté après modification (p. 3937).

Art. 20 (p. 3937) - Adopté après modification (p. 3938).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3938, 3940) : MM. Michel Bécot, Bernard Dussaut, Claude Estier, Pierre Hérisson, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Joseph Ostermann, Robert Pagès, Jean-Pierre Raffarin, ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat ; Henri de Raincourt, Jean-Jacques Robert.

Adoption (19 juin 1996) (p. 3940).

Discussion (commission mixte paritaire)

(27 juin 1996) (p. 4295, 4308).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4295, 4298) : MM. Adrien Gouteyron, Pierre Hérisson, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Jean-Pierre Raffarin, ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4298, 4308) : M. Pierre Hérisson, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.

Art. 1^{er} et 4 (p. 4298).

Art. 5, 6 bis et 7 (p. 4299).

Art. 9, 10 et 10 bis A (p. 4300).

Art. 10 bis et 10 ter A (p. 4301) - Modifiés par amendements de la commission, adoptés avec l'ensemble du texte (p. 4307).

Art. 10 ter (p. 4302) - Supprimé par le Sénat ; suppression maintenue par la CMP.

Art. 10 quater (p. 4302).

Art. 11 et 12 (p. 4303).

Art. 13, 13 bis, 14 et 15 (p. 4304).

Art. 15 bis (transformation du stage d'initiation à la gestion en stage de préparation à l'installation) (p. 4304).

Art. 16 (p. 4304) - Modifié par amendement de la commission, adopté avec l'ensemble du texte (p. 4308).

Art. 18, 19, 20, 20 bis et 20 ter (p. 4305).

Art. 21, 23, 24, 25 et 26 (p. 4306).

Art. 27 et 28 (p. 4307).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4308) : *M. Jean-Jacques Robert.*

Adoption (27 juin 1996) (p. 4308).

Commerce extérieur

Voir *Lois de finances*

Commerce international

Voir *Propriété intellectuelle, 2*
Traités et conventions, 27; 28

Commission des opérations de bourse (COB)

Voir *Marchés financiers, 1*

Commissions parlementaires

Voir *Parlement, 2; 3*

Communauté européenne

Voir *Marchés financiers, 1*

Communes

Voir *Collectivités locales, 6*

Communication

1. - Projet de loi relatif aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Franck BOROIRA, ministre de l'industrie et M. François FILLON, ministre délégué à La Poste, aux télécommunications et à l'espace (15 novembre 1995) [n° 2358 (95-96)] - Renvoi à la commission de la production - Pour avis à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Francis SAINT-ELLIER (17 janvier 1996) [n° 2487 (95-96)] - Avis de M. Rudy SALLES (24 janvier 1996) [n° 2502 (95-96)] - Discussion (30 janvier 1996) - Adoption (30 janvier 1996) [n° 456].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (31 janvier 1996) [n° 193 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Pour avis à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jean-Marie RAUSCH (14 février 1996) [n° 212 (95-96)] - Avis de M. Pierre LAFFITTE (15 février 1996) [n° 226 (95-96)] - Discussion (20 février 1996) - Adoption (20 février 1996) [n° 81].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (21 février 1996) [n° 2580 (95-96)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Francis SAINT-ELLIER (14 mars 1996) [n° 2647 (95-96)] - Discussion (26 mars 1996) - Adoption (26 mars 1996) [n° 510].

PROMULGATION : loi n° 96-299 du 10 avril 1996 (J.O. Lois et décrets du 11 avril 1996).

Discussion (première lecture)

(20 février 1996) (p. 784, 834).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 784, 811) : *MM. Jean Cluzel, François Fillon, ministre délégué à La Poste, aux télécommunications et à l'espace; Francis Grignon, Pierre Hérisson, Jean-Paul Hugot, Alain Joyandet, Pierre Laffitte, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Mme Danièle Pourtaud, MM. Jack Ralite, Jean-Marie Rausch, rapporteur de la commission des affaires économiques; Henri Revol, Claude Saunier, Franck Sérusclat, René Trégouët.*

Motion n°1 de Mme Danièle Pourtaud, tendant à opposer la question préalable (p. 811) (p. 814).

Rejet de la motion (p. 814).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 815, 834) : *MM. Guy Cabanel, Jean Cluzel, François Fillon, ministre délégué à La Poste, aux télécommunications et à l'espace; Pierre Laffitte, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Edmond Lauret, Daniel Millaud, Mme Danièle Pourtaud, MM. Jack Ralite, Jean-Marie Rausch, rapporteur de la commission des affaires économiques; Ivan Renar, Claude Saunier, Franck Sérusclat.*

Art. 1^{er} (régime des licences expérimentales) (p. 815) - Adopté après modification (p. 817).

Art. 2 (expérimentations dérogeant à la réglementation des télécommunications) (p. 817) - Adopté (p. 820).

Art. 3 (dérogations à la législation sur la communication audiovisuelle au profit des expérimentations par voie hertzienne terrestre) (p. 820) - Adopté après modification (p. 828).

Art. 3 bis (dérogations pour la reprise par multiplexage d'éléments de programmes audiovisuels) (p. 829) - Adopté après modification (p. 830).

Art. 4 (expérimentations de services audiovisuels à la demande) (p. 830) - Adopté après modification (p. 831).

Art. 5 (durée d'application du régime des licences) (p. 832) - Adopté.

Après l'art. 5 (p. 833).

Art. additionnel (application de la loi dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte selon des modalités fixées par un décret en Conseil d'Etat) (p. 834) - Adopté.

Art. additionnel (consultation du CSA sur l'évaluation des expériences menées) (p. 834) - Adopté.

Adoption (20 février 1996) (p. 834).

Communication audiovisuelle

Voir *Lois de finances*

Communications du Gouvernement

Communication du Gouvernement, en date du 22 janvier 1996, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération et d'union douanière entre la Communauté européenne et la République de Saint-Marin (23 janvier 1996) (p. 105).

Communication du Gouvernement, en date du 19 février 1996, relative à la consultation des assemblées territoriales

de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) (20 février 1996) (p. 756).

Communication du Gouvernement, en date du 23 février 1996, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française sur le projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres interprétatif) (5 mars 1996) (p. 985).

Communication du Gouvernement, en date du 13 mars 1996, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie, des îles Wallis et Futuna et de la Polynésie française sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention portant création du programme régional océanien de l'environnement (13 mars 1996) (p. 1215).

Communication du Gouvernement, en date du 31 juillet 1996, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie, des îles Wallis et Futuna et de la Polynésie française sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord euroméditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Etat d'Israël, d'autre part (1er octobre 1996) (p. 4336).

Communication du Gouvernement, en date du 3 octobre 1996 relative à la consultation des assemblées territoriales de la Polynésie française, des îles Wallis et Futuna et de la Nouvelle-Calédonie sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et la désertification, en particulier en Afrique (3 octobre 1996) (p. 4494).

Communication du Gouvernement, en date du 30 octobre 1996, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie, des îles Wallis-et-Futuna et de la Polynésie française sur le projet de loi modifiant les dispositions du code de la communication et du cinéma relatives à la communication audiovisuelle (31 octobre 1996) (p. 5279).

Communication du Gouvernement, en date du 4 novembre 1996, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie, des îles Wallis et Futuna et de la Polynésie française sur le projet de loi portant code de la communication et du cinéma (partie législative) (5 novembre 1996) (p. 5315).

Comptabilité

1. - Projet de loi portant réforme de la réglementation comptable et adaptation du régime de publicité foncière, PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jean ARTHUIS, ministre de l'économie et des finances (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 juin 1996 -29 août 1996) [n° 499 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Jean-Jacques

HYEST (15 octobre 1996 [n° 30 (96-97)] - Avis de M. Philippe MARINI (9 octobre 1996) [n° 22 (96-97)] - Discussion (17 octobre 1996) - Adoption (17 octobre 1996) [n° 7].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (17 octobre 1996) [n° 3049 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Paul BARETI (15 janvier 1997) [n° 3294 (96-97)] - Discussion (23 janvier 1997) - Adoption (23 janvier 1997) [n° 642].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (23 janvier 1997) [n° 189 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(17 octobre 1996) (p. 4865, 4880).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4865, 4871) : MM. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Jean-Jacques Hiest, rapporteur de la commission des lois; Philippe Marini, rapporteur pour avis de la commission des finances.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4880) : MM. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Jean-Jacques Hiest, rapporteur de la commission des lois; Philippe Marini, rapporteur pour avis de la commission des finances.

TITRE I^{er}

REFORME DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

Art. 1^{er} (obligation de respecter les prescriptions comptables générales et sectorielles) (p. 4871) - Adopté après modification (p. 4872).

Art. 2 (institution d'un Comité de la réglementation comptable) (p. 4872) - Adopté après modification.

Art. 3 (avis du Conseil national de la comptabilité) (p. 4873) - Adopté après modification (p. 4874).

Art. 4 (adoption de la réglementation comptable applicable aux établissements financiers, aux entreprises d'assurance et aux organismes mutuels) (p. 4874) - Adopté.

Art. 5 (règlements du Comité de la réglementation comptable) (p. 4874) - Adopté.

Art. 6 (dérogation à l'application des règles françaises en matière de comptes consolidés) (p. 4874) - Adopté après modification (p. 4877).

Art. 7 (dispositions de coordination relatives aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement) (p. 4877) - Adopté après modification (p. 4878).

Art. 8 (règles comptables spécifiques applicables aux entreprises d'assurance) (p. 4878) - Adopté après modification.

Art. 9 (mesure de coordination) (p. 4878) - Adopté.

Art. 10 (décret d'application) (p. 4878) - Adopté.

TITRE II

ADAPTATION DU REGIME DE LA PUBLICITE FONCIERE

Art. 11 (dépôt des bordereaux en vue de l'inscription des privilèges et hypothèques) (p. 4878) - Adopté (p. 4879).

Art. 12 (rang des inscriptions) (p. 4879) - Adopté.

Art. 13 (modification de la domiciliation) (p. 4879) - Adopté.

Art. 14 (informatisation du registre des inscriptions) (p. 4879) - Adopté.

Art. 15 (délivrance du certificat des formalités) (p. 4879) - Adopté.

Art. 16 (état complémentaire) (p. 4879) - Adopté.

Art. 17 (ouverture d'une voie de recours contre le refus du dépôt) (p. 4879) - Adopté.

Art. 18 (introduction d'une partie normalisée dans les documents soumis à publicité foncière des ventes immobilières) (p. 4879) - Adopté après modification (p. 4880).

Art. 19 (entrée en vigueur) (p. 4880) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4880) : *MM. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Emmanuel Hamel.*

Adoption (17 octobre 1996) (p. 4880).

Concours administratifs

Voir *Fonction publique, 1*
Santé publique, 3

Conférence des présidents

Conférence des présidents : Mme Hélène Luc propose un débat sur la situation actuelle dans les collèges (6 février 1996) (p. 420, 421) - *Mme Hélène Luc, M. René Monory, président du Sénat.*

Conférence des présidents : protestation de M. Claude Estier contre la fréquence des séances publiques le mercredi matin, contrairement au nouveau règlement réservant la matinée du mercredi aux travaux des commissions (20 février 1996) (p. 779) - *MM. Claude Estier, Jacques Valade, vice-président du Sénat, président de séance.*

Conférence des présidents : organisation des travaux du Sénat. Session unique. Equilibre entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif (14 mai 1996) (p. 2527) - *Mme Hélène Luc, M. René Monory, président du Sénat.*

Conférence des présidents : observation de M. Emmanuel Hamel sur l'organisation des travaux du Sénat (4 juin 1996) (p. 3140) - *MM. Emmanuel Hamel, Yves Guéna, vice-président du Sénat, président de séance.*

Conférence des présidents : diminution de quarante et une heures de la durée de la discussion budgétaire. Pouvoir de contrôle du Parlement (9 octobre 1996) (p. 4566) - *Mme Hélène Luc, M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

Conférence des présidents : protestation de Mme Hélène Luc contre la réduction du temps de discussion du budget (5 novembre 1996) (p. 5337, 5338) - *Mme Hélène Luc, M. René Monory, président du Sénat.*

Confédération helvétique

Voir *Traités et conventions, 32*

Congo Brazzaville

Voir *Traités et conventions, 19*

Congrès du Parlement

Voir *In fine*

Conseil de l'Europe

Voir *Déclarations du Gouvernement, 1*

Conseil économique et social

Voir *Lois de finances*

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)

Voir *Communication, 1*

Conseils généraux

Voir *Personnes âgées, 1*

Consommateurs (protection et information)

Voir *Prix et concurrence, 1*

Construction navale (industrie)

Voir *Déclarations du Gouvernement, 10*

Contrats de plan

Voir *Lois de finances*

Contrats ou conventions

Voir *Marchés publics, 1*

Contribution sociale généralisée (CSG)

Voir *Sécurité sociale, 4*

Contrôle parlementaire

Voir *Parlement, 1; 2; 3*

Coopération

Voir *Lois de finances*

Coopération intercommunale

Voir *Collectivités locales*, 6

Coopération internationale

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 3
Drogue, 1

Coopération pénale

Voir *Droits de l'homme*, 1

Copropriété

Voir *Logement et habitat*, 3

Corée

Voir *Traités et conventions*, 30

Corse

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 7
Déclarations du Gouvernement (politique générale), 1

1. - Projet de loi relatif à la zone franche de Corse, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jean-Claude GAUDIN, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration (13 novembre 1996) [n° 3119 (96-97)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Patrick OLLIER (27 novembre 1996) [n° 3180 (96-97)] - Discussion (6 décembre 1996) - Adoption (6 décembre 1996) [n° 610].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 décembre 1996) [n° 126 (96-97)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Michel MERCIER (12 décembre 1996) [n° 147 (96-97)] - Discussion (17 décembre 1996) - Adoption (17 décembre 1996) [n° 43].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 décembre 1996) [n° 3244 (96-97)] - Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Patrick OLLIER (19 décembre 1996) [n° 3260 (96-97)] - Discussion (20 décembre 1996) - Adoption (20 décembre 1996) [n° 633].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Michel MERCIER (19 décembre 1996) [n° 162 (96-97)] - Discussion (20 décembre 1996) - Adoption (20 décembre 1996) [n° 55].

PROMULGATION : loi n° 96-1143 du 26 décembre 1996 (J.O. Lois et décrets du 28 décembre 1996).

Discussion (première lecture)

(17 décembre 1996) (p. 7482, 7524).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7482, 7497) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Michel Charasse, Jean-Patrick Courtois, Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration; Michel Mercier, rapporteur de la commission des finances; Jacques Rocca Serra, Louis-Ferdinand de Rocca Serra.*

Motion n° 2 de M. Michel Charasse, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 7497).

Rejet de la motion (p. 7499).

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Louis Minetti, tendant à opposer la question préalable (p. 7499).

Rejet de la motion (p. 7502).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7503, 7523) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Michel Charasse, Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration; Michel Mercier, rapporteur de la commission des finances; Louis Minetti, Louis-Ferdinand de Rocca Serra.*

Art. 1^{er} (exonération d'impôts sur les bénéfiques) (p. 7503) - Adopté après modification (p. 7510).

Art. 1^{er} bis (exonération de l'imposition forfaitaire annuelle) (p. 7510) - Adopté.

Art. 2 (exonération de taxe professionnelle) (p. 7510) - Adopté après modification (p. 7517).

Art. 3 (réduction des cotisations sociales patronales pour les bas salaires) (p. 7517) - Adopté après modification (p. 7522).

Art. 4 (bilan intermédiaire d'application de la loi) (p. 7522) - Adopté après modification.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7523, 7524) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Louis-Ferdinand de Rocca Serra.*

Adoption (17 décembre 1996) (p. 7524).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 décembre 1996) (p. 7721, 7727).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7721, 7722) : *MM. Michel Mercier, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Eric Raoult, ministre délégué à la ville et à l'intégration.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7722, 7727).

Art. 1^{er} (p. 7722).

Art. 2 (p. 7724).

Art. 3 (p. 7725).

Art. 4 (p. 7727).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7727) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Claude Estier.*

Scrutin public n° 65 (p. 7727).

Adoption (20 décembre 1996) (p. 7727).

Cour des comptes

Voir *Parlement*, 2

Cour européenne des droits de l'homme

Voir *Droit pénal*, 2

Créances et privilèges

1. - Proposition de loi renforçant la protection des personnes surendettées en cas de saisie immobilière de leur résidence principale, PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Michel PERICARD, député (25 mars 1996) [n° 2680 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jérôme BIGNON (16 avril 1996) [n° 2704 (95-96)] - Discussion (18 avril 1996) - Adoption (18 avril 1996) [n° 519].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi renforçant la protection des personnes surendettées en cas de saisie immobilière

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 avril 1996) [n° 319 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Jacques HYEST (3 décembre 1996) [n°114 (96-97)] - Discussion (12 décembre 1996) - Adoption (12 décembre 1996) [n°39].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (12 décembre 1996) [n° 3235 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jérôme BIGNON (5 février 1997) [n° 3330 (96-97)].

Discussion (première lecture)

(12 décembre 1996) (p. 7273, 7287).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7273, 7279) : MM. Guy Allouche, Jean-Jacques Hyest, rapporteur de la commission des lois; Robert Pagès, Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7279, 7286) : MM. Guy Allouche, Pierre Fauchon, Jean-Jacques Hyest, rapporteur de la commission des lois; Robert Pagès, Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Art. 1^{er} (*information du débiteur lors de la signification du commandement*) (p. 7279) - Adopté après modification (p. 7280).

Après l'art. 1 (p. 7280).

Art. additionnel (*possibilité pour le débiteur, dont le logement principal est saisi, de vendre à l'amiable son bien dans un délai de six mois à compter de la signification du commandement*) (p. 7280) - Adopté (p. 7281).

Art. 2 (*dire à l'égard du montant de la mise à prix*) (p. 7281) - Adopté après modification (p. 7282).

Art. 3 (*remise de l'adjudication*) (p. 7282) - Adopté.

Après l'art. 3 (p. 7282).

Art. additionnel (*mise en vente du bien s'il n'y a pas d'enchérisseur à la mise en vente aux enchères publiques*) (p. 7282) - Adopté (p. 7284).

Art. 4 (*répartition des compétences en matière de suspension des procédures d'exécution*) (p. 7284) - Adopté après modification (p. 7285).

Art. 5 (*vente du logement principal des personnes surendettées*) (p. 7285) - Adopté après modification.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7286, 7287) : MM. Guy Allouche, Jean-Pierre Camoin, Robert Pagès.

Adoption (12 décembre 1996) (p. 7287).

Crimes contre l'humanité

Voir *Droits de l'homme*, 1

Culture

Voir *Lois de finances*

D**Décentralisation**

Voir *Lois de finances*

Déchets

Voir *Agriculture, 1*

Déclarations du Gouvernement

1. - Déclaration du Gouvernement relative à l'Union économique et monétaire, suivie d'un débat PRONONCEE AU SENAT par M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances (21 février 1996) (p. 849, 872) [n° 238 (95-96)] : *MM. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Denis Badré, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Guy Cabanel, Hubert Durand-Chastel, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Yann Gaillard, Jacques Genton, Paul Loridant, Jean-Pierre Masseret, Christian Poncelet, président de la commission des finances.*

2. - Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat, sur la préparation et les perspectives de la conférence intergouvernementale PRONONCEE AU SENAT par M. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères (14 mars 1996) (p.1339, 1367) [n° 276 (95-96)] : *MM. Nicolas About, Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes; Guy Cabanel, Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères; Claude Estier, Jacques Genton, Daniel Hoeffel, Christian de La Malène, Mme Hélène Luc, M. Xavier de Villepin.*

3. - Déclaration du Gouvernement sur la politique de défense, suivie d'un débat PRONONCEE AU SENAT par M. Charles Millon, ministre de la défense (26 mars 1996) (p. 1736, 1777) [n° 283 (96-97)] : *MM. Jean-Michel Baylet, Jean-Luc Bécart, Claude Billard, Jacques Bimbenet, Maurice Blin, Jean Clouet, Bertrand Delanoë, Fernand Demilly, Yves Guéna, Jacques Habert, Philippe Madrelle, Charles Millon, ministre de la défense; Bernard Plasait, Philippe Richert, André Rouvière, François Trucy, Xavier de Villepin, Serge Vinçon.*

4. - Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la charte d'installation des jeunes agriculteurs et le statut des conjoints

PRONONCEE AU SENAT par M. Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture (16 avril 1996) (p.1938,1964) [n° 310 (95-96)]. *MM. Jean-Paul Amoudry, Joël Bourdin, William Cheryy, Marcel Deneux, Jean-Paul Emorine, Jean-François Le Grand, Louis Minetti, Georges Mouly, Joseph Ostermann, Jean-Marc Pastor, Alain Pluchet, Charles Revet, René-Pierre Signé, Fernand Tardy, Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation.*

5. - Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat d'orientation budgétaire PRONONCEE AU SENAT par M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances (22 mai 1996) (p. 2715, 2783) [n° 373 (96-97)] : *M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Joël Bourdin, Jean-Claude Carle, Michel Charasse, Jean Cluzel, Henri Collard, Hubert Durand-Chastel, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales. Jean François-Poncet, Yann Gaillard, Paul Girod, Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles; Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement;*

Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Gérard Larcher, Paul Loridant, Roland du Luart, Jean-Pierre Masseret, Michel Mercier, Christian Poncelet, président de la commission des finances; Jean Puech, René Régnault, Alain Richard, Josselin de Rohan, Alain Vasselle, Xavier de Villepin.

6. - Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les états généraux de l'université PRONONCEE AU SENAT par M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale (4 juin 1996) (p. 3117, 3137; 3141, 3165) [n° 399 (95-96)] : *MM. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche; Jean-Pierre Camoin, Jean-Claude Carle, Jean-Louis Carrère, Jean Clouet, Hubert Falco, Patrice Gélard, Adrien Gouteyron, Emmanuel Hamel, Bernard Joly, Jean-Philippe Lachenaud, François Lesein, Jean-Louis Lorrain, André Maman, Ivan Renar, Michel Rocard, Claude Saunier.*

7. - Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation en Corse PRONONCEE AU SENAT par M. Alain Juppé, Premier ministre (6 juin 1996) (p. 3344, 3370) [n° 465 (96-97)] : *MM. Guy Allouche, Michel Charasse, Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur; François Giacobbi, Jean-Jacques Hyst, Alain Juppé, Premier ministre; Jacques Larché, Mme Hélène Luc, MM. Pierre Mauroy, Louis-Ferdinand de Rocca Serra, Josselin de Rohan, Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

8. - Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la SNCF PRONONCEE AU SENAT par Mme Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports (25 juin 1996) (p. 4203, 4242) [n° 465 (96-97)] : *M. Nicolas About, Mme Janine Bardou, MM. Claude Belot, Georges Berchet, Jean Bernard, Auguste Cazalet, Roland Courteau, Léon Fatous, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Aubert Garcia, François Gerbaud, Jacques Habert, Hubert Haenel, Mmes Anne Heinis, Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports; MM. Bernard Joly, Félix Leyzour, Mme Hélène Luc, MM. Paul Masson, Louis Minetti, Jean-Marc Pastor, Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme; Alain Richard.*

9. - Déclaration de politique générale du Gouvernement - LECTURE A LA TRIBUNE DU SENAT par M. Jacques Toubon, ministre de la justice, de la déclaration prononcée à l'Assemblée nationale par M. Alain Juppé, Premier ministre (2 octobre 1996) (p. 4397,4401) [n° 12 (96-97)].

10. - Déclaration du Gouvernement sur la défense, suivie d'un débat

PRONONCEE AU SENAT par M. Charles Millon, ministre de la défense (23 octobre 1996) (p. 4955, 4989) [n° 45 (96-97)] : *MM. Nicolas About, Jean-Luc Bécart, Claude Billard, Jean-Claude Carle, Bertrand Delanoë, Philippe de Gaulle, Paul Girod, François Lesein, Jacques Machet, Philippe Madrelle, Jacques de Menou, Charles Millon, ministre de la défense; André Rouvière, François Trucy, André Vallet, Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères; Serge Vinçon.*

11. - Déclaration du Gouvernement relative aux affaires étrangères, suivie d'un débat PRONONCEE AU SENAT par M. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères (31 octobre 1996) (p. 5257, 5279) [n° 59 (96-97)] : *M. Pierre Biarnès, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères; Jean Clouet, Yvon Collin, Fernand Demilly, André Dulait, Hubert Durand-Chastel, Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération; Yves Guéna, Pierre Mauroy, Guy Penne, Alain Peyrefitte, Robert-Paul Vigouroux, Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères.*

12. - Déclaration du Gouvernement , suivie d'un débat , sur l'agriculture PRONONCÉE AU SENAT par M. Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture (n° 64 (96-97) (6 novembre 1996) (p. 5393, 5401 ; 5402, 5445) : *MM. Jean-Paul Amoudry, Alphonse Arzel, Bernard Barraux, Gérard Braun, Jean-Claude Carle, Gérard César, Roland Courteau, Marcel Deneux, Jean-Paul Emorine, Aubert Garcia, Jean Huchon, Félix Leyzour, Roland du Luart, Jacques de Menou, Jean-Marc Pastor, Bernard Piras, Alain Pluchet, Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Paul Raoult, Roger Rigaudière, René-Pierre Signé, Raymond Soucaret, Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation; Albert Vecten, Robert-Paul Vigouroux.*

Déclarations du Gouvernement (politique générale)

1. - Déclaration de politique générale du Gouvernement suivie d'un débat et d'un vote, en application de l'article 49, quatrième alinéa de la Constitution - APPROBATION DEMANDEE AU SENAT, par M. Alain Juppé, Premier ministre (8 octobre 1996) (p. 4532, 4556) [n° 12 (96-97)] : *MM. Maurice Blin, Claude Estier, Jacques Habert, Bernard Joly, Alain Juppé, Premier ministre; Mme Hélène Luc, MM. Henri de Raincourt, Josselin de Rohan.*

Scrutin public à la tribune n° 8 (p. 4556).

Approbation (8 octobre 1996) (p. 4556).

Défense

Voir *Déclarations du Gouvernement, 10 Lois de finances*

1. - Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Charles MILLON, ministre de la défense (13 mai 1996) [n° 2766 (95-96)] - Renvoi à la commission de la défense - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Jacques BOYON (30 mai 1996) [n° 2827 (95-96)] - Avis de M. Arthur PAECHT (29 mai 1996) [n° 2826 (95-96)] - Discussion (5, 6, 7 juin 1996) - Adoption (7 juin 1996) [n° 549].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 juin 1996) [n° 415 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Xavier de VILLEPIN (12 juin 1996) [n° 427 (95-96)] - Avis de M. François TRUCY (13 juin 1996) [n° 430 (95-96)] - Discussion (19, 20 juin 1996) - Adoption (20 juin 1996) [n° 157].

PROMULGATION : loi n° 96-589 du 2 juillet 1996 (J.O. Lois et décrets du 3 juillet 1996).

Discussion (première lecture)

(19 juin 1996) (p. 3950, 4000) ; (20 juin 1996) (p. 4010, 4055).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3950, 4000) : *MM. Jean-Luc Bécart, Claude Billard, Maurice Blin, rapporteur pour avis de la commission des finances; Yvon Bourges, Guy Cabanel, Bertrand Delanoë, Fernand Demilly, André Dulait, Jacques Genton, Paul Girod, Pierre Hérisson, Roger Husson, Jacques Machet, Philippe Madrelle, Jean-Luc Mélenchon, Charles Millon, ministre de la défense; Lucien Neuwirth, Guy Penne, Bernard Plasait, François Trucy, rapporteur pour avis de la commission des finances; Xavier de Villepin, président et rapporteur de la commission des affaires étrangères; Serge Vinçon.*

Motion n° 7 de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Bidard-Reydet, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 4018).

Rejet de la motion (p. 4021 ; scrutin public n° 114).

Motion n° 3 de M. Claude Estier, tendant à opposer la question préalable (p. 4021).

Rejet de la motion (p. 4026 ; scrutin public n° 115).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4026, 4055) : *MM. Jean-Luc Bécart, Robert Calmejane, Jean-Pierre Camoin, Bertrand Delanoë, Fernand Demilly, Charles Millon, ministre de la défense; Xavier de Villepin, président et rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Art. 1^{er} (approbation du rapport annexé sur les orientations de la politique de défense) (p. 4027) - Adopté (p. 4051).

Art. 2 (fixation des moyens affectés à la défense pour les années 1997-2000) (p. 4051) - Adopté.

Art. 3 (exécution de la loi de programmation) (p. 4051) - Adopté.

Art. 4 (encouragement des exportations de l'industrie militaire) (p. 4051) - Adopté (p. 4052).

Art. 5 (rapport sur les aides à l'exportation de matériel de défense) (p. 4052) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4052, 4054) : *MM. Claude Estier, Emmanuel Hamel, Pierre Laffitte, André Maman, Charles Millon, ministre de la défense; François Trucy, Serge Vinçon.*

Scrutin public n° 116 (p. 4052).

Adoption (20 juin 1996) (p. 4052).

2. - Projet de loi relatif aux mesures en faveur du personnel militaire dans le cadre de la professionnalisation des armées, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Charles MILLON, ministre de la défense (4 septembre 1996) [n° 2979 (95-96)] - Renvoi à la commission de la défense - Rapport de M. Michel VOISIN (2 octobre 1996) [n° 3003 (96-97)] - Discussion (9 octobre 1996) - Adoption (9 octobre 1996) [n° 584].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 octobre 1996) [n° 26 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Nicolas ABOUT (6 novembre 1996) [n° 67 (96-97)] - Adoption (19 novembre 1996) [n° 28].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (20 novembre 1996) [n° 3151 (96-97)] - Renvoi à la commission de la défense.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Michel VOISIN (3 décembre 1996) [n° 3182 (96-97)] - Discussion (10 décembre 1996) - Adoption (10 décembre 1996) [n° 611].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Nicolas ABOUT (3 décembre 1996) [n° 113 (96-97)] - Discussion (11 décembre 1996) - Adoption (11 décembre 1996) [n° 36].

PROMULGATION : loi n° 96-1111 du 19 décembre 1996 (J.O. Lois et décrets du 20 décembre 1996).

Discussion (première lecture)

(19 novembre 1996) (p. 5703, 5721).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5703, 5716) : *MM. Nicolas About, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jean-Luc Bécart, Jacques Bimbenet, Jean-Claude Carle, Daniel Goulet, Jacques Habert, Charles Millon, ministre de la défense; André Rouvière.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5716, 5719) : *MM. Nicolas About, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Charles Millon, ministre de la défense; André Rouvière.*

DU PECULE

Art. 1^{er} (*institution d'un nouveau pécule d'incitation au départ anticipé*) (p. 5716) - Adopté après modification.

Art. 2 (*calcul du pécule*) (p. 5716) - Adopté.

Art. 3 (*diminution du pécule lors d'un congé de reconversion*) (p. 5716) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 4 (*pécule partiel et retraite au grade supérieur pour les officiers*) (p. 5716) - Adopté.

Art. 5 (*les cas de non-inéligibilité au pécule d'incitation au départ*) (p. 5716) - Adopté.

TITRE II

DE LA RECONVERSION

Avant l'art. 6 (p. 5716).

Art. additionnel (*insertion dans le statut général des militaires d'un chapitre V intitulé "Reconversion"*) (p. 5716) - Adopté (p. 5717).

Art. 6 (*congé de reconversion ; améliorations au régime des officiers de réserve en situation d'activité (ORSA) et des engagés*) (p. 5717) - Adopté après modification (p. 5718).

Art. 7 (*prorogation du dispositif d'accès des militaires à des emplois civils*) (p. 5718) - Adopté.

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 8 (*protection juridique des militaires*) (p. 5718) - Adopté.

Art. 8 bis (*spécificité de la pension militaire*) (p. 5718) - Adopté.

Art. 9 (*ouverture d'une possibilité de renonciation à la solde de réforme pour les militaires non officiers*) (p. 5718) - Adopté.

Art. 10 (*affiliation rétroactive et régime général de sécurité sociale pour les militaires non officiers ayant renoncé à la solde de réforme*) (p. 5718) - Adopté.

Art. 11 (*entrée en vigueur du droit d'option solde de réforme-affiliation au régime général*) (p. 5718) - Adopté.

Art. 12 (*prorogation de dispositions relatives à la retraite anticipée et congé spécial des officiers*) (p. 5719) - Adopté.

Art. 13 (*revenus de remplacement*) (p. 5719) - Adopté.

Art. 14 (*rapport du Gouvernement au Parlement sur l'exécution de cette loi*) (p. 5719) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5719, 5721) : MM. Jean-Claude Carle, Daniel Eckenspieller, Emmanuel Hamel, Jacques Machet, Charles Millon, ministre de la défense; André Rouvière.

Adoption (19 novembre 1996) (p. 5721).

Discussion (commission mixte paritaire)

(11 décembre 1996) (p. 7208, 7211).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7208, 7209) : MM. Nicolas About, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Charles Millon, ministre de la défense.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7209, 7210).

Art. 1^{er} (p. 7209).

Art. 6 A (*insertion dans le statut général des militaires d'un chapitre V intitulé "Reconversion"*) (p. 7209).

Art. 6 (p. 7209, 7210).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7210, 7211) : M. Jean-Luc Bécart, Mme Nicole Borvo, MM. Emmanuel Hamel, André Rouvière, Serge Vinçon.

Adoption (11 décembre 1996) (p. 7211).

Délinquance et criminalité

1. - Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jacques TOUBON, garde des sceaux, ministre de la justice (14 février 1996) [n° 2573 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Renaud DUTREIL avec celui de la proposition de loi n° 2616 (95-96) - Procédure pénale - (20 mars 1996) [n° 2655 (95-96)] - Urgence - Discussion (27 mars 1996) - Adoption (27 mars 1996) [n° 512].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (28 mars 1996) [n° 300 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Michel RUFIN avec celui de la proposition de loi n° 262 (95-96) - Enseignement - (2 mai 1996) [n° 341 (95-96)] - Discussion (14 et 15 mai 1996) - Adoption (15 mai 1996) [n° 124].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (15 mai 1996) [n° 2792 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Renaud DUTREIL (4 juin 1996) [n° 2834 (95-96)] - Discussion (18 juin 1996) - Adoption (18 juin 1996) [n° 558].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Michel RUFIN (4 juin 1996) [n° 403 (95-96)] - Discussion (19 juin 1996) - Adoption (19 juin 1996) [n° 156].

PROMULGATION : loi n° 96-585 du 01 juillet 1996 (J.O. Lois et décrets du 2 juillet 1996).

Discussion (première lecture)

(14 mai 1996) (p. 2528, 2547) ; (15 mai 1996) (p. 2569, 2593).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2528, 2547 ; 2569, 2570) : MM. Robert Badinter, James Bordas, Mme Nicole Borvo, MM. Fernand Demilly, Christian Demuyneck, Jean-Jacques Hyst, Philippe Marini, Michel Rufin, rapporteur de la commission des lois; Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2570, 2593) : M. Robert Badinter, Mme Nicole Borvo, MM. Christian Demuyneck, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean-Jacques Hyst, Daniel Millaud, Robert Pagès, Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement; Michel Rufin, rapporteur de la commission des lois; Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Art. 1^{er} (*convocation par officier de police judiciaire*) (p. 2570) - Adopté après modification (p. 2575).

Art. 2 (*jugement après convocation par officier de police judiciaire*) (p. 2575) - Adopté après modification (p. 2577).

Art. 2 bis (*convocation des parents devant le juge d'instruction ou le juge des enfants*) (p. 2582) - Adopté après modification (p. 2583).

Art. 3 (*consultation du service éducatif auprès du tribunal pour enfants*) (p. 2583) - Adopté après modification.

Art. 4 (*comparution à délai rapproché*) (p. 2583).

Art. 8-2 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 (*comparution à délai rapproché ab initio*) (p. 2585) - Adopté après modification (p. 2589).

Art. 8-3 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 (*comparution à délai rapproché en cours de procédure*) (p. 2589) - Adopté après modification (p. 2590).

Adoption de l'article 4 modifié (p. 2590).

Après l'art. 4 (p. 2580 ; 2590).

Art. additionnel (*assouplissement du recours à l'ajournement devant le tribunal pour enfants afin d'aboutir à une procédure proche de la césure pénale*) (p. 2580) - Adopté après modification (p. 2582).

Art. additionnel (*suppression de la condition d'âge qui limite le champ d'application des mesures de protection judiciaire*) (p. 2590) - Adopté après modification (p. 2592).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2592, 2593) : *MM. Robert Badinter, James Bordas, François Gerbaud, Jean-Jacques Hyest, Robert Pagès.*

Adoption (15 mai 1996) (p. 2593).

Discussion (commission mixte paritaire)

(19 juin 1996) (p. 3945, 3950).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3945, 3947) : *MM. Robert Pagès, Michel Rufin, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3947, 3949).

Art. 1^{er} (p. 3947).

Art 2, 2 bis, 3 et 4 (p. 3948).

Art. 4 bis (*suppression de la condition d'âge qui limite le champ d'application des mesures de protection judiciaire*) (p. 3949).

Art. 4 ter (*extension de la procédure d'ajournement devant le tribunal pour enfants afin d'aboutir à une procédure proche de la césure pénale*) (p. 3949).

Art. 5 (p. 3949).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3949, 3950) : *M. Michel Dreyfus-Schmidt.*

Adoption (19 juin 1996) (p. 3950).

Départements

Voir *Personnes âgées, 1*

Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM)

Voir *Collectivités locales, 6*
Lois de finances
Polynésie française, 1; 2; 3; 4
Propriété intellectuelle, 2
Traités et conventions, 39

1. - Projet de loi portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, PRÉSENTÉ A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, au nom de *M. Edouard BALLADUR, Premier ministre, par M. Dominique PERBEN, ministre des départements et territoires d'outre-mer* (16 novembre 1994) [n° 1684 (94-95)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de *M. Jean-Claude BONACCORSI* (15 novembre 1995) [n° 2363 (95-96)] - Discussion (28 novembre 1995) - Adoption (28 novembre 1995) [n° 423].

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) (29 novembre 1995) [n° 104 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de *M. Jean-Marie GIRAULT* (14 décembre 1995) [n° 130 (95-96)] - Discussion (12 mars 1996) - Adoption (12 mars 1996) [n° 89].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (13 mars 1996) [n° 2637 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de *M. Jean-Claude BONACCORSI* (17 avril 1996) [n° 2708 (95-96)] - Discussion (24 avril 1996) - Adoption (24 avril 1996) [n° 523].

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) (25 avril 1996) [n° 333 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de *M. Jean-Marie GIRAULT* (4 juin 1996) [n° 401 (95-96)] - Discussion (14 juin 1996) - Adoption (14 juin 1996) [n° 149].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (TROISIÈME LECTURE) (14 juin 1996) [n° 2887 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de *M. Jean-Claude BONACCORSI* (19 juin 1996) [n° 2895 (95-96)] - Discussion (26 juin 1996) - Adoption (26 juin 1996) [n° 570].

PROMULGATION : loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 (J.O. Lois et décrets du 9 juillet 1996).

Discussion (première lecture)

(12 mars 1996) (p. 1150, 1202).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1150, 1153) : *MM. Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois; Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1153, 1201) : *MM. Michel Doublet, Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois; Pierre Lagourgue, Edmond Lauret, Simon Loueckhote, Daniel Millaud, Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer; Victor Reux.*

TITRE I^{er}

EXTENSION ET ADAPTATION DE DIVERSES DISPOSITIONS LEGISLATIVES DANS LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER ET DANS LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE MAYOTTE ET DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Chapitre 1^{er}

Police des pêches maritimes

Art. 1^{er} (*interdiction de pêche pour les navires étrangers au large des territoires d'outre-mer*) (p. 1153) - Adopté après modification (p. 1155).

Après l'art. 1^{er} (p. 1155).

Art. additionnel (*substitution de référence*) (p. 1155) - Adopté.

Art. 2 (*amendes applicables en cas d'infraction au large des Terres australes antarctiques françaises, TAAF*) (p. 1155) - Adopté après modification (p. 1156).

Art. 3 (*zone économique au large des territoires d'outre-mer*) (p. 1156) - Supprimé.

Art. 4 (*régime des saisies en matière de pêche maritime*) (p. 1156) - Adopté après modification (p. 1157).

Art. 5 (*coordination*) (p. 1157) - Supprimé.

Chapitre 2

Disposition relative à la sous-traitance

Art. 6 (*retenues de garantie en matière de marchés de travaux privés*) (p. 1157) - Adopté.

Art. 7 (*extension aux territoires d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi sur la sous-traitance*) (p. 1157) - Adopté après modification (p. 1158).

Art. 8 (*sous-traitance dans le domaine du transport routier*) (p. 1158) - Adopté après modification (p. 1159).

Chapitre 3

Dispositions diverses

Art. 9 (*inscription des privilèges et des hypothèques*) (p. 1159) - Adopté.

Art. 10 (*prescriptions d'actions en paiement*) (p. 1159) - Adopté.

Art. 10 bis (*extension et adaptations d'articles du code de l'organisation judiciaire*) (p. 1159) - Adopté.

Art. 10 ter (*extension des modifications de la loi bancaire*) (p. 1159) - Adopté.

Art. 10 quater (*extension de la loi sur les archives*) (p. 1159) - Adopté après modification (p. 1160).

Avant l'art. 11 (p. 1160).

Art. additionnel (*extension de certaines des dispositions de 1968 et de 1984 sur l'enseignement supérieur à l'Université française du Pacifique*) (p. 1160) - Adopté (p. 1163).

Art. 11 (*prévention et règlement amiable des difficultés des entreprises*) (p. 1163) - Adopté.

Art. 12 (*rapport de la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques*) (p. 1163) - Adopté.

Art. 13 (*contentieux administratif*) (p. 1163) - Adopté.

Art. 14 (*renumérotation d'articles*) (p. 1163) - Adopté après modification (p. 1164).

Art. 15 (*financement des campagnes électorales et des partis politiques*) (p. 1164) - Adopté.

Art. 16 (*société par actions simplifiée*) (p. 1164) - Adopté.

Art. 17 (*extension des modifications de la loi relative à la liberté de communication*) (p. 1164) - Adopté.

Art. 18 (*prévention et traitement des difficultés des entreprises*) (p. 1164) - Adopté après modification (p. 1165).

Art. 19 (*adaptation de la rétention administrative dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte*) (p. 1165) - Adopté.

TITRE II**DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LE TERRITOIRE DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE****Chapitre 1^{er}****Dispositions modifiant la législation du travail**

Art. 20 (*principes directeurs du droit du travail*) (p. 1165) - Adopté après modification (p. 1169).

Chapitre 2**Dispositions diverses**

Art. 21 (*bureau du syndicat de communes*) (p. 1169) - Supprimé.

Art. 22 (*extension d'articles de la loi d'orientation du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République*) (p. 1169) - Adopté après modification (p. 1171).

Art. 22 bis (*extension de la "loi Evin" à la Nouvelle-Calédonie*) (p. 1171) - Adopté.

Art. 22 ter (*extension de la loi du 25 juin 1991 relative aux rapports entre les agents commerciaux et leurs mandants*) (p. 1171) - Adopté.

Art. 23 (*modernisation du code des douanes applicable en Nouvelle-Calédonie*) (p. 1171) - Adopté (p. 1172).

Art. 23 bis (*périodicité de désignation des assesseurs*) (p. 1172) - Adopté.

Après l'art. 23 bis (p. 1172).

Art. additionnels (*extension au territoire de la Nouvelle-Calédonie de diverses dispositions intéressant le régime de la coopération, le statut des coopératives d'intérêt maritime, ainsi que celui des coopératives agricoles et des sociétés d'intérêt collectif agricole*) (trois articles additionnels) (p. 1172) - Adoptés (p. 1174).

TITRE III**DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LE TERRITOIRE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE****Chapitre 1^{er}****Dispositions modifiant la législation du travail**

Art. 24 (*modernisation des principes généraux du droit du travail*) (p. 1175) - Adopté (p. 1177).

Chapitre 2**Régime communal de la Polynésie française**

Art. 25 (*extension de certains articles du code des communes à la Polynésie française*) (p. 1177) - Adopté après modification (p. 1187).

Chapitre 3**Dispositions diverses**

Art. 26 (*modification de dispositions du code rural applicables en Polynésie française*) (p. 1187) - Adopté.

Art. 27 (*modernisation du code des douanes applicable en Polynésie française*) (p. 1187) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 28 (*sociétés d'économie mixte locales*) (p. 1187) - Adopté après modification (p. 1188).

Art. 28 bis (*législation applicable aux immeubles à construire*) (p. 1188) - Adopté après modification (p. 1189).

Art. 28 ter (*commission de conciliation en matière foncière*) (p. 1189) - Adopté après modification (p. 1190).

Art. 28 quater (*modalités d'intégration des instituteurs suppléants*) (p. 1190) - Adopté après modification.

Art. 28 quinquies (*sociétés d'économie mixtes du territoire*) (p. 1190) - Adopté après modification (p. 1191).

Après l'art. 28 quinquies (p. 1191).

Art. additionnel (*conditions de circulation et de séjour sur le territoire de la Polynésie française*) (p. 1191) - Adopté (p. 1193).

Art. additionnel (*mise en fourrière d'un véhicule*) (p. 1193) - Adopté après modification (p. 1194).

TITRE IV**DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LE TERRITOIRE DES ILES WALLIS-ET-FUTUNA**

Art. 29 (*droit de la nationalité*) (p. 1194) - Adopté.

Art. 30 (*droit de la nationalité*) (p. 1194) - Adopté après modification.

Art. 31 (*code des douanes*) (p. 1194) - Adopté.

TITRE V**DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE MAYOTTE ET DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON****Chapitre 1^{er}****Dispositions communes aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon****Section 1***Dispositions relatives au notariat*

Art. 32 (*extension du statut du notariat*) (p. 1194) - Adopté (p. 1195).

Art. 33 (*extension de l'organisation de la profession de notaire*) (p. 1195) - Adopté après modification.

Section 2

Autres dispositions

Art. 34 (*extension du code des marchés publics*) (p. 1195) - Adopté après modification (p. 1196).

Art. 35 (*transparence des marchés*) (p. 1196) - Adopté.

Chapitre 2

Dispositions applicables dans la collectivité territoriale de Mayotte

Art. 37 (*extension à Mayotte de la loi sur les archives*) (p. 1196) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 38 (*coordination de l'extension de la sous-traitance*) (p. 1196) - Adopté.

Art. 39 (*modification de l'extension à Mayotte du code des débits de boisson*) (p. 1196) - Adopté.

Art. 40 (*numérotation des articles du code rural applicables à Mayotte*) (p. 1196) - Adopté.

Art. 40 bis et 40 ter (*sociétés d'économie mixte locales*) (p. 1197) - Adoptés.

Art. 40 quater (*garantie de l'Etat pour le logement locatif à Mayotte*) (p. 1197) - Adopté après modification.

Chapitre 3

Dispositions applicables dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

Art. 41 (*délai de consultation du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 1197) - Adopté après modification (p. 1199).

Après l'art. 41 (p. 1199).

Art. additionnel (*extension à Saint-Pierre-et-Miquelon du bénéfice des titres III, III bis et IV du code de la famille et de l'aide sociale relatifs à l'aide sociale générale et à l'aide sociale médicale*) (p. 1199) - Adopté.

Art. 42 (*fermeture administrative des débits de boisson et des restaurants*) (p. 1199) - Adopté.

Art. 43 (*réglementation de la profession de coiffeur*) (p. 1199) - Adopté.

Après l'art. 43 (p. 1199).

Division additionnelle (*création d'une division additionnelle sur diverses dispositions relatives à l'outre-mer*) (p. 1199) - Adoptée (p. 1201).

Art. additionnel (*prévention des risques de fraude liés aux paiements des compléments de pension versés par l'Etat dans les territoires d'outre-mer, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à La Réunion*) (p. 1199) - Adopté (p. 1201).

Art. additionnel (*extension aux départements d'outre-mer de l'allocation parentale d'éducation et de l'allocation pour jeune enfant*) (p. 1200) - Adopté (p. 1201).

Art. additionnel (*développement de la formation en alternance*) (p. 1200) - Adopté après modification (p. 1201).

Intitulé du projet de loi (*projet de loi portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer*) (p. 1202) - Adopté.

Adoption (12 mars 1996) (p. 1202).

Discussion (deuxième lecture)

(14 juin 1996) (p. 3774, 3781).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3774, 3775) : MM. Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois; Daniel Millaud, Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3775, 3781) : MM. Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois; Pierre Lagourgue, Daniel Millaud, Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer.

Après l'art. 1^{er} (p. 3775).

Art. additionnel (*compétence du territoire de la Polynésie française en matière de pêche maritime*) (p. 3775) - Adopté.

Art. 7 (*extension aux territoires d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi sur la sous-traitance*) (p. 3776) - Adopté (p. 3777).

Art. 10 quater (*extension de la loi du 3 janvier 1979 sur les archives*) (p. 3777) - Adopté.

Art. 28 quinquies (*sociétés d'économie mixte du territoire - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 3777).

Art. 28 sexies (*conditions d'admission sur le territoire de la Polynésie française - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 3777) - - Suppression maintenue (p. 3778).

Art. 28 septies (*modalités de mise en fourrière des véhicules*) (p. 3779) - Adopté.

Art. 28 octies (*adaptations terminologiques résultant du nouveau statut*) (p. 3779) - Adopté (p. 3780).

Art. 41 (*délai de consultation du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 3780) - Adopté.

Art. 41 bis (*aide sociale et médicale à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 3780) - Adopté.

Art. 45 bis (*élargissement par décret des critères du contrat d'accès à l'emploi*) (p. 3780) - Adopté.

Après l'art. 46 (p. 3780).

Art. additionnel (*alignement de la révision annuelle des loyers des logements sociaux des sociétés d'économie mixte des DOM sur les dispositions applicables aux sociétés anonymes d'HLM*) (p. 3780) - Adopté (p. 3781).

Explications de vote sur l'ensemble (p.3781) : M. Pierre Lagourgue.

Adoption (14 juin 1996) (p. 3781).

2. - **Projet de loi relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone dite des cinquante pas géométriques dans les départements d'outre-mer**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jean-Jacques de PERETTI, ministre de l'outre-mer (26 juillet 1995) [n° 394 (94-95)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Jean HUCHON (6 décembre 1995) [n° 113 (95-96)] - Discussion (13 décembre 1995) - Voir Table thématique 1995 - Départements d'outre-mer (DOM) - Adoption (13 décembre 1995) [n° 39].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 décembre 1995) [n° 2444 (95-96)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Yvon JACOB (5 mars 1996) [n° 2593 (95-96)] - Discussion (13 mars 1996) - Adoption (13 mars 1996) [n° 493].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (14 mars 1996) [n° 277 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Jean HUCHON (22 mai 1996) [n° 372 (95-96)] - Discussion (26 juin 1996) - Adoption (26 juin 1996) [n° 163].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (26 juin 1996) [n° 2937 (95-96)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Yvon JACOB (6 novembre 1996) [n° 3101 (96-97)].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (5 décembre 1996) [n° 120 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires économiques.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Yvon JACOB (12 décembre 1996) [n° 3233 (96-97)] - Discussion (20 décembre 1996) - Adoption (20 décembre 1996) [n° 634].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Jean HUCHON (12 décembre 1996) [n° 149 (96-97)] - Discussion (19 décembre 1996) - Adoption (19 décembre 1996) [n° 48].

Discussion (deuxième lecture)

(26 juin 1996) (p. 4248, 4266).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4248, 4253) : MM. Rodolphe Désiré, Jean Huchon, rapporteur de la commission des affaires économiques; Claude Lise, Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4253, 4266) : MM. Jean Huchon, rapporteur de la commission des affaires économiques; Claude Lise, Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer.

Art. 1^{er} (chapitre 1er bis du titre IV du livre IV du code du domaine de l'Etat) (p. 4253).

Art. L. 89-1 du code du domaine de l'Etat (délimitation des espaces urbains, des espaces occupés par une urbanisation diffuse et des espaces naturels) (p. 4255) - Adopté après modification (p. 4256).

Art. L. 89-1 bis du code du domaine de l'Etat (institution d'une commission de vérification des titres) (p. 4256) - Adopté après modification (p. 4257).

Art. L. 89-2 du code du domaine de l'Etat (cession de terrains à titre gratuit) (p. 4257) - Adopté.

Art. L. 89-3 du code du domaine de l'Etat (cession à titre onéreux de terrains affectés à un usage professionnel) (p. 4257) - Adopté après modification (p. 4258).

Art. L. 89-4 du code du domaine de l'Etat (cession à titre onéreux de terrains affectés à un usage d'habitation) (p. 4258) - Adopté après modification.

Art. L. 89-4 bis du code du domaine de l'Etat (détermination des conditions de cession) (p. 4258) - Supprimé.

Art. L. 89-4 ter du code du domaine de l'Etat (modalités de cession des terrains supportant des édifices religieux) (p. 4258) - Supprimé (p. 4259).

Art. L. 89-4 quater du code du domaine de l'Etat (modalités de cession des terrains supportant des locaux appartenant à des associations ou à des syndicats) (p. 4259) - Supprimé.

Art. L. 89-5 du code du domaine de l'Etat (gestion des espaces naturels) (p. 4259) - Adopté après modification.

Avant l'art. L. 89-5 bis du code du domaine de l'Etat (p. 4259).

Art. additionnel (application d'un régime d'imposition des plus-values aux cessions opérées dans les dix ans suivant les cessions par l'Etat) (p. 4259) - Adopté (p. 4260).

Art. L. 89-5 bis du code du domaine de l'Etat (exercice du droit de préemption en cas de revente du bien cédé) (p. 4260) - Supprimé par l'Assemblée nationale; puis rétabli par le Sénat après modification.

Art. L. 89-5 ter du code du domaine de l'Etat (répression de l'occupation sans titre des espaces situés dans les zones naturelles) (p. 4260) - Supprimé (p. 4261).

Art. L. 89-6 du code du domaine de l'Etat (fixation des conditions d'application du chapitre par décret en Conseil d'Etat) (p. 4261) - Adopté.

Art. L. 88-1 du code du domaine de l'Etat (remise des espaces naturels au conservatoire du littoral dans les départements de Guyane et de La Réunion) (p. 4259) - Adopté (p. 4259); priorité ordonnée p. 4259).

Adoption de l'article 1er modifié (p. 4261).

Art. 1^{er} bis (imprescriptibilité des forêts du domaine de l'Etat à la Guadeloupe et à la Martinique) (p. 4261) - Adopté.

Art. 2 (octroi d'une aide exceptionnelle de l'Etat) (p. 4261) - Adopté après modification.

Art. 3 (création des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques) (p. 4261) - Adopté.

Art. 4 (mission des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques) (p. 4261) - Adopté après modification (p. 4262).

Art. 5 (organisation des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques) (p. 4262) - Adopté après modification (p. 4263).

Art. 6 (détermination des ressources des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques) (p. 4263) - Adopté après modification.

Art. 7 (art. 1609 C du code général des impôts - création d'une taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques de la Guadeloupe) (p. 4263) - Adopté après modification (p. 4264).

Art. 8 (art. 1609 D du code général des impôts - création d'une taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques de la Martinique) (p. 4264) - Adopté après modification.

Art. 9 (modifications apportées au code de l'urbanisme) (p. 4264) - Adopté après modification (p. 4265).

Art. 9 bis A (coordination) (p. 4265) - Adopté.

Art. 9 bis B (modifications apportées au code de l'urbanisme) (p. 4265) - Adopté après modification.

Art. 10 (détermination des modalités d'application de la présente loi) (p. 4265) - Adopté après modification (p. 4266).

Adoption (26 juin 1996) (p. 4266).

Discussion (commission mixte paritaire)

(19 décembre 1996) (p. 7674, 7679).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7674, 7675) : MM. Jean Huchon, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7675, 7679) : MM. Jean Huchon, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer.

Art. 1^{er} (p. 7675).

Art. L. 89-1 du code du domaine de l'Etat (p. 7675) - Modifié par amendement du Gouvernement, adopté avec l'ensemble du texte (p. 7677).

Art. L. 89-1 bis du code du domaine de l'Etat (p. 7676) - Modifié par amendement du Gouvernement, adopté avec l'ensemble du texte (p. 7677).

Art. L. 89-2, L. 89-3 et L. 89-4 du code du domaine de l'Etat (p. 7676).

Art. L. 89-4 bis du code du domaine de l'Etat (p. 7677).

Art. L. 89-4 ter et L. 89-4 quater du code du domaine de l'Etat (p. 7677) - Supprimés par la CMP.

Art. L. 89-5 du code du domaine de l'Etat (p. 7677).

Art. L. 89-5 bis A du code du domaine de l'Etat (p. 7677) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue par la CMP.

Art. L. 89-5 bis du code du domaine de l'Etat (p. 7677) - Modifié par amendement du Gouvernement, adopté avec l'ensemble du texte (p. 7678).

Art. L. 89-5 ter du code du domaine de l'Etat (p. 7677) - Supprimé par la CMP.

Art. L. 89-6 et L. 88-1 du code du domaine de l'Etat (p. 7677).

Art. L. 88-2 du code du domaine de l'Etat (*commission de vérification des titres en Guyane*) (p. 7677).

Art. 2, 5, 7 et 8 (p. 7678).

Art. 11 (*rapport sur l'application de cette loi et sur le bilan des cessions de terrains par l'Etat et les communes*) (p. 7679) - Supprimé par la CMP.

Adoption (19 décembre 1996) (p. 7679).

3. - Projet de loi d'habilitation relatif à l'extension et à l'adaptation à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions législatives du titre Ier du livre VII du code de la santé publique, au statut du personnel et au financement de l'établissement public de santé territorial de Mayotte ainsi qu'à la réforme du statut de la caisse de prévoyance sociale, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jean-Jacques PERETTI, ministre délégué à l'outre-mer (30 octobre 1996) [n° 57 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Jean-Louis LORRAIN (12 novembre 1996) [n° 72 (96-97)] - Discussion (20 novembre 1996) - Adoption (20 novembre 1996) [n° 29].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 novembre 1996) [n° 3157 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Pierre LEFEBVRE (27 novembre 1996) [n° 3175 (96-97)] - Discussion (4 décembre 1996) - Adoption (4 décembre 1996) [n° 605].

PROMULGATION : loi n° 96-1075 du 11 décembre 1996 (J.O. Lois et décrets du 12 décembre 1996).

Discussion (première lecture)

(20 novembre 1996) (p. 5728, 5733).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5728, 5732) : *MM. Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale; Marcel Henry, Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5732, 5733).

Art. 1^{er} (*champ de l'habilitation et modalités de consultation*) (p. 5732) - Adopté.

Art. 2 (*délais de ratification*) (p. 5732) - Adopté.

Adoption (20 novembre 1996) (p. 5733).

4. - Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 96-1 du 2 janvier 1996 d'habilitation relative à l'extension et à l'adaptation de la législation en matière pénale applicable aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte et abrogeant certaines dispositions concernant les îles éparses et l'île de Clipperton, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jacques TOUBON, Garde des Sceaux, ministre de la justice (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 juin 1996 - 19 juillet 1996) [n° 493 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Marie GIRAULT (6 novembre 1996) [n° 65 (96-97)] - Discussion (20 novembre 1996) - Adoption (20 novembre 1996) [n° 30].

NOUVEL INTITULE : **Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 96-1 du 2 janvier 1996 d'habilitation relative à l'extension et à**

l'adaptation de la législation en matière pénale applicable aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte et abrogeant certaines dispositions concernant les îles Tromelin, Glorieuses, Juan-de-Nova, Europa et Bassas-da-India, et l'île de Clipperton

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 novembre 1996) [n° 3156 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Pierre MAZEAUD avec le projet de loi n° 56 (96-97) du 30 octobre 1996 - Territoires d'outre-mer - (27 novembre 1996) [n° 3167 (96-97)] - Discussion (4 décembre 1996) - Adoption (4 décembre 1996) [n° 606].

NOUVEL INTITULE : **Projet de loi de ratification des ordonnances prises en matière pénale pour Mayotte et les territoires d'outre-mer**

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (5 décembre 1996) [n° 121 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Marie GIRAULT (11 décembre 1996) [n° 134 (96-97)] - Discussion (19 décembre 1996) - Adoption (19 décembre 1996) [n° 51].

PROMULGATION : loi n° 96-1240 du 30 décembre 1996 (J.O. Lois et décrets du 01 janvier 1997).

Discussion (première lecture)

(20 novembre 1996) (p. 5733, 5741).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5733, 5734) : *MM. Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois; Pierre-André Périssol, ministre délégué au logement.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5734, 5741) : *MM. Charles Descours, Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois; Pierre Lagourgue, Daniel Millaud, Pierre-André Périssol, ministre délégué au logement.*

Art. 1^{er} (*ratification des ordonnances*) (p. 5734) - Adopté après modification.

Après l'art. 1^{er} (p. 5734).

Art. additionnel (*suppression d'une disposition relative à l'adaptation aux territoires d'outre-mer du travail d'intérêt général*) (p. 5734) - Adopté.

Art. additionnel (*modification de la rédaction proposée pour l'adaptation aux territoires d'outre-mer de l'article 511-8 du code pénal relatif aux conditions sanitaires dans lesquelles les dons d'organes ou de produits humains doivent être effectués*) (p. 5734) - Adopté.

Art. additionnel (*extension aux territoires d'outre-mer de l'article 511-11 du code pénal relatif au prélèvement de gamètes*) (p. 5734) - Adopté.

Art. additionnel (*avis conforme d'une commission d'experts des territoires d'outre-mer, à l'instar de la procédure applicable en métropole, pour procéder à titre exceptionnel à des études ou expérimentations sur l'embryon*) (p. 5734) - Adopté (p. 5735).

Art. additionnel (*extension aux territoires d'outre-mer de l'article 511-21 du code pénal relatif au diagnostic préimplantatoire d'embryon*) (p. 5736) - Adopté.

Art. additionnel (*extension aux territoires d'outre-mer de l'article 511-24 du code pénal relatif à l'assistance médicale à la procréation*) (p. 5736) - Adopté.

Art. additionnel (*extension aux territoires d'outre-mer de l'article 511-25 du code pénal relatif au transfert d'embryon*) (p. 5736) - Adopté.

Art. additionnel (*suppression d'une disposition relative à l'adaptation à l'île de Mayotte du travail d'intérêt général*) (p. 5736) - Adopté.

Art. additionnel (*adaptation à l'île de Mayotte de l'article 511-7 du code pénal relatif aux prélèvements ou transplantations d'organes*) (p. 5736) - Adopté (p. 5737).

Art. additionnel (modification de la rédaction proposée pour l'adaptation à l'île de Mayotte de l'article 511-8 du code pénal relatif aux conditions sanitaires dans lesquelles les dons d'organes ou de produits humains doivent être effectués) (p. 5737) - Adopté.

Art. additionnel (extension à l'île de Mayotte de l'article 511-11 du code pénal relatif au prélèvement de gamètes) (p. 5737) - Adopté.

Art. additionnel (avis conforme d'une commission d'experts de l'île de Mayotte, à l'instar de la procédure applicable en métropole, pour procéder à titre exceptionnel à des études ou expérimentations sur l'embryon) (p. 5737) - Adopté.

Art. additionnel (extension à l'île de Mayotte de l'article 511-21 du code pénal relatif au diagnostic préimplantatoire d'embryon) (p. 5737) - Adopté.

Art. additionnel (extension à l'île de Mayotte de l'article 511-24 du code pénal relatif à l'assistance médicale à la procréation) (p. 5737) - Adopté (p. 5738).

Art. additionnel (extension à l'île de Mayotte de l'article 511-25 du code pénal relatif au transfert d'embryon) (p. 5738) - Adopté.

Art. additionnel (correction d'une erreur dans la rédaction de l'article 3 de l'ordonnance n° 96-267 d'extension du code pénal) (p. 5738) - Adopté.

Art. 2 (réglementation relative aux jeux de hasard dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie) (p. 5738) - Adopté après modification (p. 5739).

Après l'art. 2 (p. 5739).

Art. additionnel (abrogation des deux derniers alinéas de l'article 97 ajoutés par l'ordonnance à la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et de la référence à l'article 73 de cette même loi) (p. 5739) - Adopté.

Art. additionnel (autorités susceptibles d'exercer les missions du ministère public) (p. 5739) - Adopté.

Art. additionnel (composition de la commission chargée d'établir la liste annuelle du jury criminel) (p. 5739) - Adopté.

Art. additionnel (remplacement de la référence au ministère de la justice par celle de la réglementation locale pour la désignation de l'autorité chargée d'instituer ou d'agréer des centres d'observation pour mineurs faisant l'objet de poursuite) (p. 5739) - Adopté.

Art. additionnel (autorisation d'organiser des loteries dans un but social ou culturel) (p. 5740) - Adopté.

Art. additionnel (autorisation d'ouvrir des jeux de hasard dans les casinos et les cercles) (p. 5740) - Adopté.

Art. 3 (abrogation de dispositions relatives aux îles éparses et à l'île de Clipperton) (p. 5740) - Adopté après modification (p. 5741).

Intitulé du projet de loi (projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 96-1 du 2 janvier 1996 d'habilitation relative à l'extension et à l'adaptation de la législation en matière pénale applicable aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte et abrogeant certaines dispositions concernant les îles Tromelin, Glorieuses, Juan-de-Nova, Europa et Bassas-da-India et l'île de Clipperton) (p. 5741) - Adopté.

Adoption (20 novembre 1996) (p. 5741).

Discussion (deuxième lecture)

(19 décembre 1996) (p. 7703, 7704).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7703) : MM. François Blaizot, en remplacement de M. Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois; Emmanuel Hamel, Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7704).

Art. 1^{er} (ratification des ordonnances) (p. 7704) - Adopté.

Art. 2 quinquies (remplacement de la référence au ministère de la justice par celle de la réglementation locale pour la désignation de l'autorité chargée d'instituer ou d'agréer des centres d'observation pour mineurs faisant l'objet de poursuite) (p. 7704) - Adopté.

Adoption (19 décembre 1996) (p. 7704).

5. - Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 96-782 du 5 septembre 1996 prise en application de la loi n° 96-87 du 5 février 1996 d'habilitation relative au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jean-Jacques de PERETTI, ministre délégué à l'outre-mer (30 octobre 1996) [n° 56 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. François BLAIZOT (13 novembre 1996) [n° 77 (96-97)] - Discussion (20 novembre 1996) - Adoption (20 novembre 1996) [n° 31].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 novembre 1996) [n° 3155 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Pierre MAZEAUD avec le projet de loi n° 493 (95-96) du 19 juillet 1996 - Territoires d'outre-mer - (27 novembre 1996) [n° 3167 (96-97)] - Discussion (4 décembre 1996) - Adoption (4 décembre 1996) [n° 607].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 96-782 du 5 septembre 1996 prise en application de la loi n° 96-87 du 5 février 1996 d'habilitation relative au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte et relatif au statut administratif, douanier et fiscal de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (5 décembre 1996) [n° 122 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. François BLAIZOT (11 décembre 1996) [n° 135 (96-97)] - Pour avis à la commission des finances - Avis oral de M. Michel MERCIER - Discussion (19 décembre 1996) - Adoption (19 décembre 1996) [n° 50].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 96-782 du 5 septembre 1996 prise en application de la loi n° 96-87 du 5 février 1996 d'habilitation relative au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (20 décembre 1996) [n° 3263 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(20 novembre 1996) (p. 5741, 5746).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5741, 5744) : MM. François Blaizot, rapporteur de la commission des lois; Marcel Henry, Pierre-André Périssol, ministre délégué au logement.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5744, 5746) : MM. François Blaizot, rapporteur de la commission des lois; Pierre-André Périssol, ministre délégué au logement.

Art. 1^{er} (ratification de l'ordonnance) (p. 5744) - Adopté après modification.

Art. 2 (accès aux cadres de Mayotte) (p. 5744) - Adopté.

Après l'art. 2 (p. 5744).

Art. additionnel (précision rédactionnelle relative aux statuts particuliers) (p. 5744) - Adopté.

Art. additionnel (régime de dérogation à l'interdiction de cumul d'activités fixé par décret en Conseil d'Etat) (p. 5745) - Adopté.

Art. additionnel (limites au devoir d'obéissance) (p. 5745) - Adopté.

Art. additionnel (précision rédactionnelle relative à la rémunération) (p. 5745) - Adopté.

Art. additionnel (compétence du conseil d'administration des établissements publics en matière de création d'emplois de fonctionnaires) (p. 5745) - Adopté.

Art. additionnel (établissement par un jury des listes d'aptitude à l'issue des concours de recrutement) (p. 5745) - Adopté.

Art. additionnel (exigence pour l'avancement en grade d'une inscription au tableau d'avancement après avis de la commission administrative paritaire) (p. 5745) - Adopté (p. 5746).

Art. additionnel (communication intégrale du dossier en cas de procédure disciplinaire) (p. 5746) - Adopté.

Adoption (20 novembre 1996) (p. 5746).

Discussion (deuxième lecture)

(19 décembre 1996) (p. 7691, 7703).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7691, 7693) : MM. François Blaizot, rapporteur de la commission des lois; Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7693, 7702) : MM. François Blaizot, rapporteur de la commission des lois; Philippe de Bourgoing, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean Faure, Yann Gaillard, Emmanuel Hamel, Jacques Larché, président de la commission des lois; Jacques Machet, Mme Lucette Michaux-Chevry, M. Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer.

Art. 1^{er} (ratification de l'ordonnance) (p. 7693) - Adopté.

Art. 11 (statut administratif, douanier et fiscal de Saint-Barthélemy) (p. 7694) - Supprimé (p. 7702).

Art. 12 (statut administratif, douanier et fiscal de Saint-Martin) (p. 7702) - Supprimé.

Intitulé du projet de loi (projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 96-782 du 5 septembre 1996 prise en application de la loi n° 96-87 du 5 février 1996 d'habilitation relative au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte) (p. 7702) - Adopté.

Adoption (19 décembre 1996) (p. 7703).

Détention provisoire

Voir *Droit pénal*, 3

Directives communautaires

Voir *Propriété intellectuelle*, 1

Discussion commune (procédure parlementaire)

Voir *Elections et referendums*, 8; 9
Polynésie française, 2; 3
Traités et conventions, 1; 2; 3

Disques, phonogrammes et vidéogrammes

Voir *Prix et concurrence*, 1
Propriété intellectuelle, 1

Dissuasion nucléaire

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 3

Divorce

1. - Proposition de loi portant réforme des dispositions du code civil relatives à l'exercice de l'autorité parentale, au droit de visite et à la fixation de la pension alimentaire en cas de divorce, au droit de visite et à la fixation de la pension alimentaire en cas de divorce, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Nicolas ABOUT, sénateur et plusieurs de ses collègues (14 mai 1996) [n° 356 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois.

Dons et legs

Voir *Associations*, 1

Douanes

Voir *Traités et conventions*, 10; 35

Droque

Voir *Stupéfiants*, 1; 2

1. - Projet de loi relatif au contrôle du commerce des produits chimiques précurseurs de stupéfiants ou de substances psychotropes, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard BALLADUR, Premier ministre, par M. José ROSSI, ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur (19 avril 1995) [n° 2014 (94-95) rect.] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. François GROSDIDIER (20 février 1996) [n° 2578 (95-96)] - Discussion (12 mars 1996) - Adoption (12 mars 1996) [n° 492].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi relatif au contrôle de la fabrication et du commerce de certaines substances susceptibles d'être utilisées pour la fabrication illicite de stupéfiants ou de substances psychotropes

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 mars 1996) [n° 267 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Francis GRIGNON (24 avril 1996) [n° 323 (95-96)] - Discussion (30 avril 1996) - Adoption (30 avril 1996) [n° 116].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (2 mai 1996) [n° 2753 (95-96)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. François GROSDIDIER (21 mai 1996) [n° 2796 (95-96)] - Discussion (13 juin 1996) - Adoption (13 juin 1996) [n° 554].

PROMULGATION : loi n° 96-542 du 19 juin 1996 (J.O. Lois et décrets du 20 juin 1996).

Discussion (première lecture)

(30 avril 1996) (p. 2309, 2316).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2309, 2313) : M. Franck Borotra, ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications; Mme Michelle Demessine, M. Francis Grignon, rapporteur de la commission des affaires économiques.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2313, 2316) : MM. Franck Borotra, ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications; Francis Grignon, rapporteur de la commission des affaires économiques.

Art. 1^{er} (champ d'application et classement des substances) (p. 2313) - Adopté.

TITRE PREMIER

DES ECHANGES INTRA-COMMUNAUTAIRES

Art. 2 (agrément des personnes effectuant certaines opérations sur les produits de première catégorie) (p. 2313) - Adopté.

Art. 3 (déclaration de locaux) (p. 2313) - Adopté.

Art. 4 (obligation de transmission de documents à l'administration) (p. 2313) - Adopté.

TITRE II

DISPOSITIONS COMMUNES AUX ECHANGES INTRA-COMMUNAUTAIRES ET EXTRA-COMMUNAUTAIRES

Art. 5 (marquage des produits chimiques précurseurs de stupéfiants et de substances psychotropes) (p. 2313) - Adopté (p. 2314).

Art. 6 (déclaration des opérations pouvant laisser à penser à l'existence d'un détournement de substances) (p. 2314) - Adopté.

Art. 7 (communication des informations susceptibles de modifier la "déclaration de soupçon" (p. 2314) - Adopté.

Art. 8 (levée du secret professionnel et absence de responsabilité civile ou administrative des personnes ayant fait des déclarations de bonne foi (p. 2314) - Adopté.

Art. 9 (communication d'informations à la demande du ministre de l'industrie) (p. 2314) - Adopté après modification.

Art. 10 (contrôle de l'administration) (p. 2314) - Adopté.

Art. 11 (règles relatives aux contrôles et prélèvements) (p. 2314) - Adopté.

Art. 12 (procès-verbal) (p. 2314) - Adopté après modification (p. 2315).

Art. 13 (sanctions du défaut d'agrément) (p. 2315) - Adopté après modification.

Art. 14 (sanctions en cas de manquement à diverses obligations) (p. 2315) - Adopté après modification.

Art. 15 (sanctions en cas de retard dans la transmission d'une information au ministre de l'industrie) (p. 2315) - Adopté.

Art. 16 (sanctions en cas de refus de se soumettre aux opérations de contrôle) (p. 2315) - Adopté.

Art. 17 (prescription) (p. 2315) - Adopté.

Art. 18 (recouvrement des astreintes et des amendes) (p. 2315) - Adopté.

Art. 19 (recours de pleine juridiction) (p. 2315) - Adopté.

Art. 20 (non-application de la loi à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 2316) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2316) : MM. Serge Franchis, Emmanuel Hamel, Jean-Marc Pastor.

Adoption (30 avril 1996) (p. 2316).

Droit de propriété

Voir *Comptabilité*, 1

Droit des biens

Voir *Comptabilité*, 1

Droit du travail

Voir *Sécurité civile*, 3

Droit local

1. - Proposition de loi visant à réformer la faillite civile en Alsace-Moselle, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Philippe RICHERT, sénateur (15 février 1996) [n° 230 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois.

Droit pénal

Voir *Délinquance et criminalité*, 1

1. - Projet de loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire, PRÉSENTÉE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jacques TOUBON, garde des sceaux, ministre de la justice (25 octobre 1995) [n° 2302 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Alain MARSAUD (29 novembre 1995) [n° 2406 (95-96)] - Discussion (20 décembre 1995) - Adoption (20 décembre 1995) [n° 442].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE) (21 décembre 1995) [n° 156 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Paul MASSON (24 janvier 1996) [n° 178 (95-96)] - Discussion (31 janvier et 1^{er} février 1996) - Adoption (1^{er} février 1996) [n° 71].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (2 février 1996) [n° 2521 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Alain MARSAUD (13 mars 1996) [n° 2638 (95-96)] - Discussion (18 avril 1996) - Adoption (18 avril 1996) [n° 521].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIÈME LECTURE) (23 avril 1996) [n° 321 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Paul MASSON (7 mai 1996) [n° 345 (95-96)] - Discussion (15 mai 1996) - Adoption (15 mai 1996) [n° 125].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (TROISIÈME LECTURE) (17 mai 1996) [n° 2793 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) - Rapport de M. Alain MARSAUD (4 juin 1996) [n° 2833 (95-96)] - Discussion (18 juin 1996) - Adoption (18 juin 1996) [n° 559 (95-96)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Paul MASSON (4 juin 1996) [n° 402 (95-96)] - Discussion (19 juin 1996) - Adoption (19 juin 1996) [n° 155 (95-96)].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n°96-377 DC du 16 juillet 1996 (JO Lois et décrets du 23 juillet 1996) qui déclare contraire à la constitution - l'article 1er en tant qu'il insère au 4° de l'article 421-1 du code pénal l'alinéa suivant : " l'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irréguliers d'un étranger, définie à l'article 21 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France" ; - les mots : "ou de l'instruction", "à moins qu'elles ne soient autorisées par le juge d'instruction", et les trois premiers alinéas insérés par l'article 10 à l'article 706-24 du code de la procédure pénale dans la mesure où ils visent les cas d'enquête préliminaire ; - à l'article 27, les mots " où elle entrera en vigueur le 1er mai 1996".

PROMULGATION : loi n° 96-647 du 22 juillet 1996 (J.O. Lois et décrets du 23 juillet 1996).

Discussion (première lecture)

(31 janvier 1996) (p. 311, 332) ; (1er février 1996) (p. 347, 360 ; 369, 394).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 311, 332) : M. Nicolas About, Mme Monique ben Guiga, MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, vice-président de la commission des lois; Jean-Jacques Hyst, Bernard Joly, Paul Masson, rapporteur de la commission des lois; Robert Pagès, Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 347, 360 ; 369, 394) : MM. Robert Badinter, Jean-Luc Bécart, Mmes Monique ben Guiga, Nicole Borvo, MM. Michel Charasse, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Habert, Jean-Jacques Hyst, Bernard Joly, Paul Masson, rapporteur de la commission des lois; Bernard Seillier, Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Chapitre 1^{er}

Dispositions tendant à renforcer la répression du terrorisme

Section 1

Dispositions modifiant le code pénal

Art. 1^{er} (création de nouvelles infractions terroristes) (p. 342) - Adopté après modification (p. 348).

Après l'art. 1^{er} (p. 348).

Art. additionnel (coordination) (p. 348) - Adopté.

Art. 2 (incrimination spécifique du délit d'association de terroristes) (p. 351) - Adopté (p. 352).

Art. 3 (peines applicables aux actes terroristes) (p. 353) - Adopté.

Art. 4 (peines applicables à l'association de terroristes) (p. 353) - Adopté après modification.

Après l'art. 4 (p. 353).

Art. additionnel (désignation de certaines personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public) (p. 353) - Adopté.

Art. 5 (incrimination du recel d'auteur d'un délit de terrorisme) (p. 356) (p. Adopté).

Section 2

Dispositions modifiant le code de procédure pénale

Art. 6 (champs d'application des règles de procédure propres au terrorisme) (p. 356) - Adopté (p. 357).

Art. 6 bis (application de la loi française en cas d'acte terroriste commis à l'étranger) (p. 357) - Adopté après modification (p. 360).

Art. 7 (visites, perquisitions et saisies) (p. 369) - Adopté après modification (p. 375).

Art. 7 bis (visites, perquisitions et saisies en matière de trafic de stupéfiants) (p. 375) - Adopté après modification.

Art. 7 ter (visites, perquisitions et saisies en matière de trafic de stupéfiants) (p. 375) - Supprimé.

Chapitre II

Dispositions tendant à renforcer la répression des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public

Art. 8 (désignation de certaines personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public) (p. 377) - Adopté (p. 380).

Art. 9 (peines encourues en cas de violences commises avec cumul de circonstances aggravantes) (p. 380) - Supprimé (p. 382).

Art. 10 (peines encourues en cas de violences commises avec cumul de circonstances aggravantes) (p. 382) - Supprimé (p. 383).

Art. 11 (peines encourues en cas de violences commises avec cumul de circonstances aggravantes) (p. 383) - Adopté (p. 384).

Art. 12 (peines encourues en cas de violences commises avec cumul de circonstances aggravantes) (p. 384) - Adopté après modification (p. 385).

Art. 13 (menaces contre une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public) (p. 387) - Supprimé (p. 387 ; précédemment réservé p. 385).

Art. 14 (menaces contre une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public) - Supprimé (p. 388 ; précédemment réservé p. 385).

Art. 15 (circonstances aggravantes du délit de destruction, dégradation ou détérioration d'un bien) (p. 385) - Supprimé (p. 386).

Art. 16 (menace contre les biens d'une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public) (p. 386) - Adopté après modification (p. 387).

Art. 17 (menace contre les biens d'une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public) (p. 388) - Supprimé.

Art. 18 (délict d'outrage) (p. 388) - Supprimé (p. 389).

Art. 19 (exclusion de certaines infractions de la compétence du juge unique) (p. 389) - Adopté après modification.

Art. 19 bis (utilisation d'un animal pour tuer, blesser ou menacer) (p. 389) - Adopté après modification (p. 390).

Chapitre III

Dispositions relatives à la police judiciaire

Art. 20 (officiers de police judiciaire) (p. 390) - Adopté (p. 391).

Art. 21 (agents de police judiciaire) (p. 391) - Adopté.

Art. 22 (modifications terminologiques) (p. 391) - Adopté.

Art. 22 bis (modifications terminologiques) (p. 391) - Adopté.

Art. 22 ter (modifications terminologiques) (p. 391) - Adopté.

Chapitre IV

Dispositions diverses

Art. 23 (report de l'entrée en vigueur de la réforme de la procédure applicable devant les tribunaux militaires) (p. 391) - Adopté.

Art. 24 (applicabilité de la loi outre-mer) (p. 391) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 391, 393) : *M. Robert Badinter, Mme Nicole Borvo, MM. Jacques Habert, Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice, Serge Vinçon.*

Adoption (1er février 1996) (p. 394).

Discussion (deuxième lecture)

(15 mai 1996) (p. 2593, 2618).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2593, 2601) : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Paul Masson, rapporteur de la commission des lois; Robert Pagès, Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement; Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2601, 2617) : *MM. Guy Allouche, Robert Badinter, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Larché, Paul Masson, rapporteur de la commission des lois; Mme Lucette Michaux-Chevry, MM. Daniel Millaud, Robert Pagès, Michel Rufin, Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

Art. 1^{er} (*création de nouvelles infractions terroristes*) (p. 2601) - Adopté après modification (p. 2604).

Après l'art. 1 (p. 2604).

Art. additionnel (*aide au séjour irrégulier d'un étranger*) (p. 2604) - Adopté (p. 2607).

Art. 1^{er} bis (*terrorisme écologique*) (p. 2607) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Rétabli.

Art. 6 bis (*application de la loi française en cas d'acte de terrorisme commis à l'étranger*) (p. 2607) - Adopté (p. 2608).

Art. 7 (*visites, perquisitions et saisies de nuit en matière de terrorisme*) (p. 2608) - Adopté (p. 2611).

Art. 7 bis (*visites, perquisitions et saisies en matière de trafic de stupéfiants*) (p. 2611) - Adopté.

Art. 7 quater (*déchéance de la nationalité française*) (p. 2611) - Adopté (p. 2612).

Art. 15 (*circonstances aggravantes du délit de destruction, dégradation ou détérioration d'un bien*) (p. 2612) - Supprimé (p. 2614).

Art. 16 (*menaces*) (p. 2614) - Adopté.

Art. 18 (*outrage à personne chargée d'une mission de service public ou dépositaire de l'autorité publique*) (p. 2614) - Adopté (p. 2617).

Art. 19 (*exclusion de certaines infractions de la compétence du juge unique*) (p. 2617) - Adopté après modification.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2617, 2618) : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Jean-Jacques Hyst, Mme Lucette Michaux-Chevry, M. Robert Pagès.*

Adoption (15 mai 1996) (p. 2618).

Discussion (commission mixte paritaire)

(19 juin 1996) (p. 3941, 3945).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3941, 3944) : *MM. Paul Masson, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Robert Pagès, Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3944, 3945).

Art. 1^{er} et 1er bis (p. 3944).

Art. 15 (p. 3944) - Supprimé par la CMP.

Art. 19 (p. 3944).

Art. 23 A (*cas des proches parents de l'étranger clandestin qui l'ont aidé à séjourner irrégulièrement en France*) (p. 3944).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3944, 3945) : *M. Michel Dreyfus-Schmidt.*

Adoption (19 juin 1996) (p. 3945).

2. - Projet de loi relatif à la détention provisoire, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jacques TOUBON, garde des sceaux, ministre de la justice (24 avril 1996) [n° 330 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Georges OTHILY (22 mai 1996) [n° 374 (95-96)] - Discussion (29, 30 mai 1996) - Adoption (30 mai 1996) [n° 136].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (30 mai 1996) [n° 2830 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Philippe HOUILLON (25 juin 1996) [n° 2916 (95-96)] - Discussion (3, 8, 9 octobre 1996) - Adoption (9 octobre 1996) [n° 583].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (9 octobre 1996) [n° 25 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Philippe HOUILLON (31 octobre 1996) [n° 3096 (96-97)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Georges OTHILY (31 octobre 1996) [n° 60 (96-97)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) - (5 novembre 1996) [n° 3099 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Philippe HOUILLON (13 novembre 1996) [n° 3116 (96-97)] - Discussion (20 novembre 1996) - Adoption (20 novembre 1996) [n° 592].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (21 novembre 1996) [n° 99 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Georges OTHILY (4 décembre 1996) [n° 118 (96-97)] - Discussion (11 décembre 1996) - Adoption (11 décembre 1996) [n° 37].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi relatif à la détention provisoire et aux perquisitions de nuit en matière de terrorisme

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (12 décembre 1996) [n° 3231 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Philippe HOUILLON [n° 3240 (96-97)] - Discussion (19 décembre 1996) - Adoption (19 décembre 1996) [n° 627].

PROMULGATION : loi n° 96-1235 du 30 décembre 1996 (J.O. Lois et décrets du 01 janvier 1997).

Discussion (première lecture)

(29 mai 1996) (p. 3035, 3076); (30 mai 1996) (p. 3085, 3110).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3039, 3056) : *Mme Nicole Borvo, MM. Guy Cabanel, Jean-Patrick Courtois, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean-Jacques Hyst, Georges Othily, rapporteur de la commission des lois; Bernard Plasait, Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3056, 3076; 3085, 3108) : *M. Robert Badinter, Mme Nicole Borvo, MM. Guy Cabanel, Jean Delaneau, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, Jean-Jacques Hyst, Jacques Larché, Daniel Millaud, Georges Othily, rapporteur de la commission des lois; Robert Pagès, Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

Avant l'art. 1^{er} (p. 3056).

Art. additionnel (*remplacement de la référence à la peine encourue par le mis en examen, par la référence à la peine prévue pour l'infraction commise*) (p. 3056) - Adopté (p. 3065).

Art. 1^{er} (critères du placement en détention provisoire) (p. 3065) - Adopté après modification (p. 3067).

Art. 2 (durée raisonnable de la détention provisoire) (p. 3068) - Adopté.

Après l'art. 2 (p. 3068).

Art. additionnel (indication, dans l'ordonnance de placement en détention provisoire, des raisons rendant insuffisant le contrôle judiciaire) (p. 3068) - Adopté (p. 3070).

Art. 3 (durée de la détention provisoire en matière correctionnelle) (p. 3072) - Adopté (p. 3073).

Art. 4 (prolongation de la détention provisoire en matière criminelle) (p. 3073) - Adopté après modification.

Art. 5 (prolongation de la détention provisoire au-delà d'un an) (p. 3073) - Adopté après modification (p. 3074).

Après l'art. 5 (p. 3074).

Art. additionnel (nouvelle rédaction de l'article 149 du code de procédure pénale : réparation du préjudice anormal) (p. 3075) - Adopté (p. 3076).

Art. 6 (maintien de la détention provisoire après renvoi devant le tribunal correctionnel) (p. 3091) - Adopté après modification (p. 3092).

Art. 7 (référé-liberté) (p. 3092) - Adopté après modification (p. 3100).

Art. 8 (placement en détention provisoire dans le cadre d'une procédure de comparution immédiate) (p. 3100) - Adopté.

Après l'art. 8 (p. 3100).

Art. additionnel (placement sous surveillance électronique) (p. 3085) - Adopté (p. 3091 ; priorité ordonnée le 29 mai 1996, p. 3076).

Art. additionnels (coordination - 5 articles additionnels) (p. 3101) - Adoptés (p. 3102).

Art. additionnel (possibilité de saisine de la chambre d'accusation pour défaut d'actes d'instruction) (p. 3103) - Adopté après modification (p. 3104).

Art. 9 (application dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte) (p. 3105) - Adopté après modification (p. 3108).

Art. 10 (entrée en vigueur) (p. 3108) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3108, 3110) : MM. Guy Cabanel, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, Robert Pagès, Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Adoption (30 mai 1996) (p. 3110).

Discussion (nouvelle lecture)

(11 décembre 1996) (p. 7221, 7260).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE : M. Robert Badinter, Mme Nicole Borvo, MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, Jacques Habert, Georges Othily, rapporteur de la commission des lois ; Bernard Plasait, Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.

II - DISCUSSION DES ARTICLES : M. Robert Badinter, Mme Nicole Borvo, MM. Charles de Cuttoli, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, Jacques Habert, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Georges Othily, rapporteur de la commission des lois ; Robert Pagès, Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice ; Serge Vinçon.

Art. 1^{er} AA (réquisitions écrites et motivées du ministère public tendant au placement ou au maintien en détention provisoire) (p. 7229) - Adopté.

Art. 1^{er} AB (communication aux parties de la reproduction des copies du dossier d'instruction) (p. 7229) - Adopté après modification (p. 7240).

Art. 1^{er} A (référence à la peine encourue pour le placement en détention provisoire) (p. 7241) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 1^{er} (critères du placement et du maintien en détention provisoire) (p. 7241) - Adopté après modification (p. 7242).

Art. 2 (durée raisonnable de la détention provisoire) (p. 7242) - Adopté.

Art. 2 bis (motivation de l'ordonnance de placement en détention provisoire) (p. 7245) - Supprimé (p. 7246).

Art. 3 (durée de la détention provisoire en matière correctionnelle) (p. 7246) - Adopté après modification (p. 7247).

Art. 5 (prolongation de la détention provisoire au-delà d'un an) (p. 7247) - Adopté après modification.

Art. 5 bis (indemnisation pour détention provisoire abusive) (p. 7247) - Adopté (p. 7249).

Art. 6 (maintien de la détention provisoire après renvoi devant le tribunal correctionnel) (p. 7249) - Adopté après modification.

Art. 7 (référé liberté) (p. 7249) - Adopté après modification (p. 7254).

Art. 8 bis à 8 septies (placement sous surveillance électronique) (p. 7254) - Supprimés par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 8 octies A (contrôle des cabinets d'instruction par le président de la chambre d'accusation) (p. 7214) - Adopté.

Art. 8 octies (saisine de la chambre d'accusation pour défaut d'actes d'instruction) (p. 7254) - Adopté.

Après l'art. 8 octies (p. 7254).

Art. additionnel (coordination) (p. 7254) - Adopté.

Art. 8 nonies (principe du placement sous surveillance électronique comme substitut à la détention) (p. 7254) - Adopté.

Art. additionnel (autorisation des perquisitions de nuit pour la recherche et la constatation des actes de terrorisme) (p. 7254) - Adopté (p. 7259).

Art. 9 (application de la loi outre-mer) (p. 7258) - Adopté.

Art. 10 (date d'entrée en vigueur de la loi) (p. 7258) - Adopté après modification.

Nouvel intitulé (projet de loi relatif à la détention provisoire et aux perquisitions de nuit en matière de terrorisme) (p. 7258) - Adopté (p. 7259).

Explications de vote sur l'ensemble : MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Robert Pagès, Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Adoption (11 décembre 1996) (p. 7260).

3. - Conclusions du rapport de M. Georges Othily, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 0400, 95-96) de M. Guy Cabanel, relative au placement sous surveillance électronique pour l'exécution de certaines peines, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Guy CABANEL, sénateur (4 juin 1996) [n° 400 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Georges OTHILY (2 octobre 1996) [n° 3 (96-97)] - Discussion (22 octobre 1996) - Adoption (22 octobre 1996) [n° 8].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi consacrant le placement sous surveillance électronique comme modalité d'exécution des peines privatives de liberté

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 octobre 1996) [n° 3050 (96-97)].

Discussion (première lecture)

(22 octobre 1996) (p. 4887, 4900).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4887, 4897) : *M. Guy Allouche, Mme Nicole Borvo, MM. Guy Cabanel, Jean-Jacques Hyest, Jean-François Le Grand, Georges Othily, rapporteur de la commission des lois; Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4897, 4900) : *MM. Guy Cabanel, Georges Othily, rapporteur de la commission des lois; Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

Art. 1^{er} (*dispositions relatives à l'application du placement sous surveillance électronique - Art. 723-1-1 du code de procédure pénale*) (p. 4897) - Adopté après modification (p. 4899).

Avant l'art. 2 (p. 4899).

Art. additionnel (*expertise psychiatrique préalable au placement sous surveillance électronique*) (p. 4899) - Adopté.

Art. 2 (*insertion d'une nouvelle référence - Art. 723-1-1 du code de procédure pénale*) (p. 4899) - Adopté.

Intitulé de la proposition de loi (*proposition de loi consacrant le placement sous surveillance électronique comme modalité d'exécution des peines privatives de liberté*) (p. 4900) - Adopté.

Adoption (22 octobre 1996) (p. 3900).

Droits de l'homme

Voir *Droit pénal*, 3

1. - Projet de loi portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 955 du Conseil de sécurité des Nations unies instituant un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis en 1994 sur le territoire du Rwanda, et s'agissant des citoyens rwandais, sur le territoire d'Etats voisins, PRESENTEE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jacques TOUBON, Garde des Sceaux, ministre de la justice (14 décembre 1995) [n° 138 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Robert BADINTER (27 mars 1996) [n° 297 (95-96)] - Discussion (30 avril 1996) - Adoption (30 avril 1996) [n° 115].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (2 mai 1996) [n° 2754 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Daniel PICOTIN (9 mai 1996) [n° 2761 (95-96)] - Discussion (15 mai 1996) - Adoption (15 mai 1996) [n° 535].

PROMULGATION : loi n° 96-432 du 22 mai 1996 (J.O. Lois et décrets du 23 mai 1996).

Discussion (première lecture)

(30 avril 1996) (p. 2299, 2309).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2299, 2306) : *M. Robert Badinter, rapporteur de la commission des lois; Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2306, 2308) : *MM. Robert Badinter, rapporteur de la commission des lois; Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

Art. 1^{er} (*champ d'application du projet de loi*) (p. 2306) - Adopté après modification (p. 2307).

Art. 2 (*application au tribunal international pour le Rwanda des dispositions applicables au tribunal international pour l'ex-Yougoslavie*) (p. 2307) - Adopté après modification.

Art. 3 (*application dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte*) (p. 2307) - Adopté.

Après l'art. 3 (p. 2307).

Art. additionnel (*suppression de la double incrimination*) (p. 2307) - Adopté (p. 2308).

Art. additionnel (*possibilité pour les juridictions de se référer à la loi française*) (p. 2308) - Adopté.

Art. 4 (*application dans les territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte*) (p. 2308) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2308, 2309) : *M. Emmanuel Hamel.*

Adoption (30 avril 1996) (p. 2309).

Droits de l'homme et libertés publiques

1. - Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif pénal à l'encontre des associations ou groupements à caractère sectaire qui constituent, par leurs agissements délictueux, un trouble à l'ordre public ou un péril majeur pour la personne humaine ou la sûreté de l'Etat, par leurs agissements délictueux, un trouble à l'ordre public ou un péril majeur pour la personne humaine ou la sûreté de l'Etat, PRESENTEE AU SENAT, par M. Nicolas ABOUT, sénateur et plusieurs de ses collègues (10 juin 1996) [n° 414 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois.

E

Eau

Voir *Marchés publics*, 1

Education

Voir *Déclarations du Gouvernement (politique générale)*,

1

Elections et referendums

1. - **Proposition de loi visant à modifier le 18° de l'article L.195 et le 8° de l'article L.231 du code électoral, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Yvon BOURGES, sénateur (10 juin 1996) [n° 417 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois -.

2. - **Proposition de loi modifiant plusieurs dispositions du code électoral relatives à l'élection des conseillers municipaux dans les communes de plus de 3500 habitants, des conseillers généraux et des députés, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Jean-Paul DELEVOYE, sénateur et plusieurs de ses collègues (9 mai 1996) [n° 355 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois -.

3. - **Proposition de loi tendant à reporter les élections cantonales et régionales au mois de juin 1998, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Gérard BRAUN, sénateur et plusieurs de ses collègues (26 juin 1996) [n° 474 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois.

4. - **Proposition de loi tendant à reporter les élections cantonales et régionales au mois de septembre 1998, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Michel ALLONCLE, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 juin 1996 - 24 juillet 1996) [n° 494 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois -.

5. - **Proposition de loi modifiant le mode d'élection des conseillers régionaux et changeant l'appellation des conseils généraux, conseillers généraux en conseils départementaux et conseillers départementaux, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Hubert HAENEL, sénateur et plusieurs de ses collègues (6 février 1996) [n° 202 (95-96)].

6. - **Proposition de loi tendant à préciser la portée de l'incompatibilité définie à l'article L 52-5, 1er alinéa, du code électoral, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Michel MERCIER, sénateur (15 février 1996) [n° 229 (95-96)] - Rapport commun de M. Christian BONNET avec la proposition de loi n° 2564 rect (95-96) du 9 février 1996 - Elections - (13 mars 1996) [n° 271 (95-96)].

7. - **Proposition de loi tendant à préciser la portée de l'incompatibilité entre la situation de candidat et la fonction de membre d'une association de financement électoral ou de mandataire financier, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, par M. Pierre MAZEAUD, député (9 février 1996) [n° 2564 rect (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pascal CLEMENT (20 février 1996) [n° 2577 (95-96)] - Discussion (21 février 1996) - Adoption (21 février 1996) [n° 484].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 février 1996) [n° 248 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Christian BONNET avec la proposition de loi n° 229 (95-96) du 15 février 1996 - Elections - (13 mars 1996) [n° 271 (95-96)] - Discussion (19 mars 1996) - Adoption (19 mars 1996) [n° 94].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 mars 1996) [n° 2653 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pascal CLEMENT (27 mars 1996) [n° 2684 (95-96)] - Discussion (28 mars 1996) - Adoption (28 mars 1996) [n° 515].

PROMULGATION : loi n° 96-300 du 10 avril 1996 (J.O. Lois et décrets du 11 avril 1996).

Discussion (première lecture)

(19 mars 1996) (p. 1446, 1458).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1446, 1454) : *MM. Guy Allouche, Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois; Mme Nicole Borvo, MM. Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur; Jean-Paul Delevoe, Jean-Jacques Hyst.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1454, 1458) : *M. Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois, Mme Nicole Borvo, MM. Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur; Jean-Jacques Hyst, Jacques Larché, président de la commission des lois; Philippe Marini.*

Art. 1^{er} (*élection des conseillers municipaux*) (p. 1454) - Adopté.

Art. 2 (*incompatibilité entre la situation de candidat et la fonction de membre d'une association de financement électoral*) (p. 1454) - Adopté.

Après l'art. 2 (p. 1454).

Art. additionnel (*possibilité pour le juge de se fonder sur la bonne foi du candidat pour ne pas prononcer l'inéligibilité ou la lever*) (p. 1455) - Adopté (p. 1457).

Art. 3 (*dispositions applicables aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte*) (p. 1458) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1458) : *Mme Nicole Borvo, M. Emmanuel Hamel.*

Adoption (19 mars 1996) (p. 1458).

8. - **Proposition de loi organique de M. Charles de Cuttoli et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier et compléter la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Charles de CUTTOLI, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 avril 1995 - 15 mai 1995) [n° 271 (94-95)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Charles de CUTTOLI avec les propositions de loi n° 270 (94-95) du 15 avril 1995, n° 397 (95-96) du 4 juin 1996 et n° 398 (95-96) du 4 juin 1996 - Elections et référendums - (5 juin 1996) [n° 412 (95-96)] - Discussion (13 juin 1996) - Adoption (13 juin 1996) [n° 145].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 juin 1996) [n° 2885 (95-96)].

Discussion (première lecture)

(13 juin 1996) (p. 3670, 3676).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3670, 3674) (discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 270 (94-95) - Elections et référendums) : *MM. Charles de Cuttoli, rapporteur de la commission des lois; Jacques Habert, Guy Penne, Mme Margie Sudre, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3674, 3675) (discussion des articles commune avec celle de la proposition de loi organique n° 270 (94-95) - Elections et référendums).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3675, 3676) (communes avec celles de la proposition de loi organique n° 270 (94-95) - Elections et référendums) : *Mme Paulette Brisepierre, MM. Hubert Durand-Chastel, Jacques Habert, Louis Minetti, Guy Penne.*

Scrutin public de droit n° 109 (p. 3676).

Adoption (commune avec celle de la proposition de loi organique n° 270 (94-95) - Elections et référendums - 13 juin 1996) (p. 3676).

9. - Proposition de loi organique de M. Charles de Cuttoli et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles de CUTTOLI, sénateur et plusieurs de ses collègues (15 mai 1995) [n° 270 (94-95)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Charles de CUTTOLI avec les propositions de loi n° 271 (94-95) du 15 mai 1995, n° 397 (95-96) du 4 juin 1996, n° 398 (95-96) du 4 juin 1996 - Elections et référendums - (5 juin 1996) [n° 412 (95-96)] -.

Discussion (première lecture)

(13 juin 1996) (p. 3670, 3676).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3670, 3674) (discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 271 (94-95) - Elections et référendums) : *MM. Charles de Cuttoli, rapporteur de la commission des lois; Jacques Habert, Guy Penne, Mme Margie Sudre, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3674, 3675) (discussion des articles commune avec celle de la proposition de loi organique n° 271 (94-95) - Elections et référendums).

Art. 1^{er} (*création et fonctionnement des bureaux de vote*) (p. 3674) - Adopté (p. 3675).

Art. 2 (*désignation des membres des commissions administratives*) (p. 3675) - Adopté.

Art. 3 (*inscription sur les listes électorales*) (p. 3675) - Adopté.

Intitulé de la proposition de loi organique (*proposition de loi organique modifiant et complétant certaines dispositions de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des français établis hors de France pour l'élection du Président de la République*) (p. 3675) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3675, 3676) (communes avec celles de la proposition de loi organique n° 271 (94-95) - Elections et référendums) : *Mme Paulette Brisepierre, MM. Hubert Durand-Chastel, Jacques Habert, Louis Minetti, Guy Penne.*

Scrutin public de droit n° 109 (p. 3676).

Adoption (commune avec celle de la proposition de loi organique n° 271 (94-95) - Elections et référendums - 13 juin 1996) (p. 3676).

Elections territoriales (outre-mer)

Voir *Polynésie française*, 1

Elevage

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 12
Lois de finances

Eloges funèbres

Eloge funèbre de M. Claude Cornac, sénateur de la Haute-Garonne, par M. René Monory, président du Sénat, auquel s'associe M. Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement (20 février 1996) (p. 776, 777).

Eloge funèbre de M. Jean-Paul Chambriard, sénateur de Haute-Loire, par M. René Monory, président du Sénat, auquel s'associe M. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales (5 mars 1996) (p. 1006).

Eloge funèbre de M. Jacques Sourdille, sénateur des Ardennes, par M. René Monory, président du Sénat, auquel s'associe M. Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement (15 octobre 1996) (p. 4746, 4748).

Eloge funèbre de M. Gérard Gaud, sénateur de la Drôme, par M. René Monory, président du Sénat ; auquel s'associe M. Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement. (22 octobre 1996) (p. 4901).

Eloge funèbre de M. Charles Metzinger, sénateur de la Moselle, par M. René Monory, président du Sénat, auquel s'associe M. Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture (6 novembre 1996) (p. 5401, 5402).

Elus locaux

1. - Proposition de loi relative à la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudence ou de négligence commis dans l'exercice des fonctions, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques LARCHE, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 29 juillet 1995 - 8 août 1995) [n° 406 (94-95)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Pierre FAUCHON avec les propositions de loi n° 255 (94-95) du 18 avril 1995 et n° 361 (94-95) du 6 juillet 1995 - Elus locaux - (18 octobre 1995) [n° 32 (95-96)] - Discussion (26 octobre et 14 novembre 1995) - Adoption (14 novembre 1995) [n° 30] - Voir Table thématique 1995 (Elus locaux 1).

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi relative à la responsabilité pénale pour des faits d'imprudence ou de négligence

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (14 novembre 1995) [n° 2354 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacques PELISSARD (13 décembre 1995) [n° 2443 (95-96)] - Discussion (22 février 1996) - Adoption (22 février 1996) [n° 488].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (23 février 1996) [n° 250 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre FAUCHON (27 mars 1996) [n° 296 (95-96)] - Discussion (17 avril 1996) - Adoption (17 avril 1996) [n° 105].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 avril 1996) [n° 2710 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacques PELISSARD (25 avril 1996) [n° 2728 (95-96)] - Discussion (2 mai 1996) - Adoption (2 mai 1996) [n° 530].

PROMULGATION : loi n° 96-393 du 13 mai 1996 (J.O. Lois et décrets du 14 mai 1996).

Discussion (deuxième lecture)

(17 avril 1996) (p. 1977, 1995).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1977, 1988) : MM. José Balarello, Jean-Paul Delevoye, Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois; Robert Pagès, Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1988, 1995) : MM. Jacques Baudot, Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois; Serge Franchis, Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Art. 1^{er} A (modification de l'article 121-3 du code pénal - définition du délit - mise en danger délibérée de la personne d'autrui) (p. 1988) - Adopté après modification (p. 1991).

Art. 1^{er} (mise en cause de la responsabilité pénale des élus locaux pour des faits d'imprudance ou de négligence) (p. 1991) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Rétabli par le Sénat dans une nouvelle rédaction (p. 1992).

Art. 1^{er} bis (nouveau régime du code pénal applicable en matière de responsabilité des fonctionnaires - (p. 1992) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Rétabli par le Sénat dans une nouvelle rédaction (p. 1993).

Art. 2 (responsabilité des districts) (p. 1994) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 3 (non incidence sur les règles relatives à la responsabilité civile qui pourraient être mises en jeu) (p. 1994) - Adopté.

Après l'art. 3 (p. 1994).

Art. additionnel (application des dispositions de ce texte dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte) (p. 1994) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1994, 1995) : MM. Guy Allouche, Philippe de Bourgoing, Daniel Eckenspieller, Guy Fischer, Daniel Hoeffel.

Adoption (17 avril 1996) (p. 1995).

Emirats arabes unis

Voir *Traités et conventions*, 5

Emploi

Voir *Aménagement du territoire*, 2
Déclarations du Gouvernement, 5; 9
Déclarations du Gouvernement (politique générale), 1
Fonction publique, 1
Lois de finances

1. - **Projet de loi portant création d'un fonds paritaire d'intervention en faveur de l'emploi**, PRÉSENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jacques BARROT, ministre du travail et des affaires sociales (8 novembre 1995) [n° 2346 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Charles GHEERBRANT (6 décembre 1995) [n° 2417 (95-96)] - Discussion (19 décembre 1995) - Adoption (19 décembre 1995) [n° 439].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 décembre 1995) [n° 147 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Louis SOUVET (31 janvier 1996) [n° 187 (95-96)] - Discussion (14 février 1996) - Adoption (14 février 1996) [n° 77].

PROMULGATION : loi n° 96-126 du 21 février 1996 (J.O. Lois et décrets du 22 février 1996).

Discussion (première lecture)

(14 février 1996) (p. 641, 655).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 641, 650) : Mmes Anne-Marie Couderc, ministre délégué pour l'emploi; Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, André Jourdain, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 651, 655) : Mme Anne-Marie Couderc, ministre délégué pour l'emploi; M. Gérard Delfau, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, André Jourdain, Charles Metzinger, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales.

Art. 1^{er} A (création d'un fonds paritaire d'intervention en faveur de l'emploi) (p. 651) - Adopté (p. 652).

Art. 1^{er} (conditions de mise en oeuvre et financement de l'allocation de cessation d'activité) (p. 652) - Adopté (p. 654).

Art. 2 (assujettissement de l'allocation de remplacement pour l'emploi à une cotisation d'assurance maladie, maternité, invalidité et décès) (p. 654) - Adopté.

Art. 3 (droit aux prestations en nature des assurances maladie et maternité du régime général pour les bénéficiaires de l'ARPE) (p. 654) - Adopté.

Art. 4 (application rétroactive) (p. 654) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 654, 655) : M. Jean Chérioux, Mmes Anne-Marie Couderc, ministre délégué pour l'emploi; Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Jean Madelain.

Adoption (14 février 1996) (p. 655).

Emploi des jeunes

Voir *Formation professionnelle et promotion sociale*, 1

Endettement (entreprises et particuliers)

Voir *Créances et privilèges*, 1
Rapatriés, 1

Energie

Voir *Lois de finances*
Marchés publics, 1
Traités et conventions, 17

Enfance

Voir *Adoption*, 1
Délinquance et criminalité, 1
Sécurité sociale, 3

1. - **Proposition de loi relative au maintien des liens entre frères et soeurs**, PRÉSENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Roger-Gérard SCHWARTZENBERG, député et plusieurs de leurs collègues (26 juin 1996) [n° 2922 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Frédérique BREDIN (19 novembre 1996) [n° 3147 (96-97)] - Discussion (20 novembre 1996) - Adoption (20 novembre 1996) [n° 591].

NOUVEL INTITULE : **Proposition de loi relative au maintien des liens entre frères et soeurs**

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 novembre 1996) [n° 98 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Robert PAGES (3 décembre 1996) [n° 115 (96-97)] - Discussion (12 décembre 1996) - Adoption (12 décembre 1996) [n° 38].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (12 décembre 1996) [n° 3236 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Frédérique BREDIN (17 décembre 1996) [n° 3241 (96-97)] - Discussion (19 décembre 1996) - Adoption (19 décembre 1996) [n° 628].

PROMULGATION : loi n° 96-1238 du 30 décembre 1996 (J.O. Lois et décrets du 01 janvier 1997).

Discussion (première lecture)

(12 décembre 1996) (7267, 7273).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7267, 7272) : M. Germain Authié, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jacques Larché, président de la commission des lois ; Robert Pagès, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 7272) : MM. Philippe de Bourgoing, Robert Pagès, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Art. unique (p. 7272) - Adopté après modification (p. 7273).

Adoption (12 décembre 1996) (p. 7273).

Enseignement

Voir *Lois de finances*

1. - Proposition de loi visant à modifier l'article 23 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relatif à la répartition intercommunale des charges des écoles publiques accueillant des enfants issus de plusieurs communes, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Alain VASSELLE, sénateur (6 février 1996) [n° 201 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois -.

2. - Proposition de loi tendant à lutter contre la violence dans les établissements scolaires, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Jacques HYEST, sénateur (12 mars 1996) [n° 262 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois. Rapport commun de M. Michel RUFIN avec le projet de loi n° 2573 (95-96) du 14 février 1996 - Délinquance (2 mai 1996) [n° 341 (95-96)].

3. - Proposition de loi relative à l'enseignement de l'esperanto, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Hélène LUC, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 juin 1996 - 10 juillet 1996) [n° 485 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles -.

Enseignement agricole

Voir *Lois de finances*

Enseignement français à l'étranger

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 11

Enseignement maternel et primaire

1. - Proposition de loi relative au maintien des classes en milieu rural, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Georges GRUILLOT, sénateur (17 janvier 1996) [n° 170 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles -.

Enseignement supérieur

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 6

Entreprises

1. - Proposition de loi tendant à l'augmentation de l'indemnité due au salarié en cas de licenciement survenu pour une cause non réelle et sérieuse, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Marcel BONY, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès verbal de la séance du 28 mars 1996 - 12 avril 1996) [n° 309 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

Entreprises (charges)

Voir *Corse*, 1
Travail, 3

Entreprises (fiscalité)

Voir *Corse*, 1

Entreprises (petites et moyennes) (PME)

Voir *Collectivités locales*, 5
Déclarations du Gouvernement, 9
Déclarations du Gouvernement (politique générale), 1
Politique économique et sociale, 2

Entreprises publiques

Voir *Télécommunications*, 2

Environnement

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 9
Lois de finances
Traités et conventions, 16

1. - Proposition de loi tendant à améliorer la qualité de l'air par le remboursement à tout propriétaire de taxi du coût d'achat et d'installation de l'équipement permettant à leur véhicule de fonctionner au gaz de pétrole liquéfié ou au gaz naturel véhicules, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Bertrand DELANOE, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 juin 1996 - 11 juillet 1996) [n° 489 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires économiques.

2. - Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par Mme Corinne LEPAGE, ministre de l'environnement (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 28 mars 1996 - 4 avril 1996) [n° 304 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Philippe FRANÇOIS (15 mai 1996) [n° 366 (95-96)] - Avis de M. Philippe ADNOT (30 avril 1996) [n° 337 (95-96)] - Discussion (23 et 24 mai 1996) - Adoption (24 mai 1996) [n° 132].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (28 mai 1996) [n° 2817 (95-96)] - Renvoi à la commission de la production - Pour avis à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jacques VERNIER portant également sur les propositions de loi n° 2147 (95-96) du 7 juillet 1995 et n° 2746 (95-96) du 25 avril 1996 - Environnement (5 juin 1996) [n° 2835 (95-96)] - Avis de M. Jean-François MATTEI (5 juin 1996) [n° 2849 (95-96)] - Discussion (14 juin 1996) - Adoption (14 juin 1996) [n° 557].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (17 juin 1996) [n° 435 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Philippe FRANÇOIS (16 octobre 1996) [n° 32 (96-97)] - Avis de M. Philippe ADNOT (16 octobre 1996) [n° 36 (96-97)] - Discussion (24 octobre 1996) - Adoption (24 octobre 1996) [n° 20].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (25 octobre 1996) [n° 3069 (96-97)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Jacques VERNIER (14 novembre 1996) [n° 3122 (96-97)] - Discussion (22 novembre 1996) - Adoption (22 novembre 1996) [n° 594].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (25 novembre 1996) [n° 102 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires économiques.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Jacques VERNIER (4 décembre 1996) [n° 3189 (96-97)] - Discussion (18 décembre 1996) - Adoption (18 décembre 1996) [n° 623].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Philippe FRANÇOIS (4 décembre 1996) [n° 116 (96-97)] - Discussion (19 décembre 1996) - Adoption (19 décembre 1996) [n° 46].

PROMULGATION : loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 (J.O. Lois et décrets du 01 janvier 1997).

Discussion (première lecture)

(23 mai 1996) (p. 2789, 2875); (24 mai 1996) (p. 2883, 2929).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2789, 2803; 2812, 2837) : MM. Philippe Adnot, rapporteur pour avis de la commission des finances; Michel Charzat, Charles Descours, Daniel Eckenspieller, Philippe François, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jean-Marie Girault, Paul Girod, Bernard Joly, Pierre Laffitte, Guy Lemaire, Mme Corinne Lepage, ministre de l'environnement; MM. Félix Leyzour, Bernard Plasait, Mme Danièle Pourtaud, MM. Philippe Richert, René Rouquet.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2838, 2875; 2883, 2929) : MM. Philippe Adnot, rapporteur pour avis de la commission des finances; Claude Belot, Guy Cabanel, Michel Caldaguès, Jean Chérioux, Daniel Eckenspieller, Philippe François, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jean-Marie Girault, Mme Anne Heinis, MM. Pierre Hérisson, Daniel Hoeffel, Bernard Hugo, Pierre Laffitte, Jean-François Le Grand, Mme Corinne Lepage, ministre de l'environnement; M. Félix Leyzour, Mme Hélène Luc, MM. Jean-Claude Peyronnet, Bernard Plasait, Mme Danièle Pourtaud, MM. Philippe Richert, Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement; René Rouquet.

Art. 1^{er} (objectifs de la loi) (p. 2838) - Adopté après modification (p. 2842).

Art. 2 (définition de la pollution atmosphérique) (p. 2842) - Adopté après modification (p. 2846).

TITRE I^{er}

SURVEILLANCE, INFORMATION, OBJECTIFS DE QUALITE DE L'AIR, SEUILS D'ALERTE ET VALEURS LIMITES

Art. 3 (modalités d'organisation de la surveillance de la qualité de l'air) (p. 2846) - Adopté après modification (p. 2851).

Art. 4 (droit à l'information sur la qualité de l'air) (p. 2851) - Adopté après modification (p. 2854).

Art. 5 (conditions d'application du titre Ier) (p. 2854) - Adopté après modification (p. 2855).

TITRE II

PLANS REGIONAUX POUR LA QUALITE DE L'AIR

Art. 6 (définition et contenu du plan régional pour la qualité de l'air) (p. 2855) - Adopté après modification (p. 2856).

Art. 7 (modalités d'élaboration et d'adoption du plan régional pour la qualité de l'air) (p. 2856) - Adopté après modification (p. 2857).

Art. 8 (modalités d'application du titre II) (p. 2857) - Adopté.

TITRE III

PLANS DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE

Art. 9 (champ d'application et procédure d'institution des plans de protection de l'atmosphère) (p. 2857) - Adopté après modification (p. 2860).

Art. 10 (contenu du plan de protection de l'atmosphère) (p. 2860) - Adopté après modification (p. 2861).

Art. 11 (mesures de prévention à l'encontre des sources de pollution atmosphérique) (p. 2862) - Adopté.

Art. 12 (mesures prises dans le cadre de la procédure d'alerte) (p. 2862) - Adopté après modification (p. 2864).

Art. 13 (conditions d'application du titre III) (p. 2864) - Adopté après modification (p. 2865).

TITRE IV

PLANS DE DEPLACEMENTS URBAINS

Art. 14 (régime juridique des plans de déplacements urbains, PDU) (p. 2865).

Art. 28 de la loi du 30 décembre 1982 (définition du PDU) (p. 2866) - Adopté après modification (p. 2869).

Art. 28-1 de la loi du 30 décembre 1982 (orientations du PDU) (p. 2869) - Adopté après modification (p. 2871).

Art. 28-2 de la loi du 30 décembre 1982 (procédure d'élaboration du PDU) (p. 2871) - Adopté après modification (p. 2873).

Art. 28-3 de la loi du 30 décembre 1982 (cas de la région Ile-de-France) (p. 2873) - Adopté après modification (p. 2875).

Adoption de l'article 14 modifié (p. 2875).

Art. 15 (applicabilité à l'Ile-de-France des dispositions de la LOTI relatives aux objectifs et orientations des plans de déplacements urbains) (p. 2875) - Adopté.

TITRE V

URBANISME ET ENVIRONNEMENT

Art. 16 (prise en compte de l'environnement dans les choix d'infrastructures) (p. 2883) - Adopté après modification.

Art. 17 (coordination de diverses dispositions du code de l'urbanisme) (p. 2883) - Adopté après modification (p. 2884).

Art. 18 (contenu des études d'impact) (p. 2884) - Adopté après modification (p. 2886).

TITRE VI

MESURES TECHNIQUES NATIONALES

Art. 19 (mesures destinées à réduire la consommation d'énergie et à prévenir les émissions polluantes - incorporation d'un taux minimal d'oxygène) (p. 2886) - Adopté après modification (p. 2890).

Après l'art. 19 (p. 2890).

Art. additionnel (encouragement au développement des véhicules électriques et à l'utilisation de gazole spécifique) (p. 2890) - Adopté (p. 2891).

Art. 20 (prescriptions pouvant être imposées par les autorités administratives) (p. 2892) - Adopté après modification.

Art. 21 (règles concernant les véhicules et leurs équipements) (p. 2892) - Adopté après modification (p. 2893).

Après l'art. 21 (p. 2893).

Art. additionnel (développement des transports ferroviaires des marchandises) (p. 2893) - Adopté (p. 2895).

TITRE VII

DISPOSITIONS FINANCIERES

Nouvel intitulé (Dispositions financières et fiscales) (p. 2921) - Adopté (p. 2921 ; précédemment réservé p. 2903).

Art. 22 (objectifs de la fiscalité des énergies fossiles) (p. 2903) - Adopté après modification (p. 2907 ; précédemment réservé p. 2895).

Art. 23 (remboursement partiel de taxes) (p. 2908) - Adopté après modification (p. 2910 ; précédemment réservé p. 2895).

Après l'art. 23 (p. 2910).

Art. additionnel (remboursement d'une partie de la TIPP en cas d'acquisition de systèmes permettant de réduire les émissions polluantes des transports publics en commun de voyageurs) (p. 2913) - Adopté (p. 2913 ; précédemment réservé p. 2910).

Art. 24 (exonération de la taxe sur les véhicules de sociétés) (p. 2912) - Adopté après modification (p. 2913 ; précédemment réservé p. 2895).

Art. 25 (possibilité d'exonération de vignette automobile) (p. 2915) - Supprimé (p. 2917 ; précédemment réservé p. 2895).

Art. 26 (exonération de taxe sur les cartes grises) (p. 2917) - Supprimé (p. 2918 ; précédemment réservé p. 2895).

Art. 27 (extension du dispositif de l'amortissement exceptionnel) (p. 2918) - Adopté après modification (p. 2920 ; précédemment réservé p. 2895).

TITRE VIII

CONTROLE ET SANCTIONS

Avant l'art. 28 (p. 2895).

Art. additionnel (clarification du champ de compétences du titre VIII) (p. 2895) - Adopté.

Art. 28 (personnes habilitées à rechercher et à constater les infractions) (p. 2895) - Adopté après modification (p. 2896).

Art. 29 (droit d'accès et de visite dans les établissements) (p. 2896) - Adopté après modification (p. 2897).

Après l'art. 29 (p. 2897).

Art. additionnel (pouvoirs de consignation) (p. 2897) - Adopté (p. 2898).

Art. 30 (procès-verbaux et droit de saisie) (p. 2898) - Adopté après modification (p. 2899).

Art. 31 (procédure de l'amende forfaitaire) (p. 2899) - Adopté.

Art. 32 (mise en fourrière de véhicules) (p. 2899) - Adopté.

Art. 33 (sanctions administratives) (p. 2899) - Adopté.

Art. 34 (sanctions pénales) (p. 2899) - Adopté après modification (p. 2900).

Art. 35 (responsabilité pénale des personnes morales) (p. 2900) - Adopté.

Art. 36 (procédure d'injonction sous astreinte) (p. 2900) - Adopté.

TITRE IX

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 37 (coordinations diverses) (p. 2900) - Adopté (p. 2901).

Art. 38 (mesures d'application et dispositions transitoires) (p. 2901) - Adopté (p. 2903).

Intitulé du projet de loi (Projet de loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie) (p. 2901) - Adopté.

Seconde délibération, ordonnée à la demande du Gouvernement, en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement du Sénat. (p. 2922).

Art. 2 (p. 2922) - Adopté après modification.

Art. 3 (p. 2923) - Adopté après modification.

Art. 21 bis (engagement pris par l'Etat de mettre en oeuvre les mesures permettant à la SNCF de porter à 5 % en cinq ans sa part du transport des marchandises) (p. 2923) - Supprimé (p. 2924).

Art. 23 bis (incitation à l'équipement en dispositifs de dépollution pour les transports en commun) (p. 2924) - Adopté après modification.

Art. 27 (p. 2924) - Adopté après modification.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2925, 2929) : MM. Michel Caldaguès, Jacques Habert, Mmes Anne Heinis, Corinne Lepage, ministre de l'environnement; MM. Félix Leyzour, René Rouquet.

Adoption (24 mai 1996) (p. 2929).

Discussion (deuxième lecture)

(24 octobre 1996) (p. 4997, 5082).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4997, 5018) : MM. Philippe Adnot, rapporteur pour avis de la commission des finances; Bertrand Delanoë, Charles Descours, Mme Joëlle Dusseau, MM. Daniel Eckenspieller, Philippe François, rapporteur de la commission des affaires économiques; Pierre Hérisson, Bernard Joly, Jean-François Le Grand, Mme Corinne Lepage, ministre de l'environnement; MM. Louis Minetti, Philippe Richert, René Rouquet, Michel Souplet.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5018, 5078) : MM. Philippe Adnot, rapporteur pour avis de la commission des finances; Jacques Delong, Charles Descours, Daniel Eckenspieller, Alfred Foy, Philippe François, rapporteur de la commission des affaires économiques; Yann Gaillard, Jean-Marie Girault, Jacques Habert, Emmanuel Hamel, Pierre Hérisson, Jean-François Le Grand, Mme Corinne Lepage, ministre de l'environnement; MM. Félix Leyzour, Roland du Luart, Louis Minetti, Jean-Claude Peyronnet, Mme Danièle Pourtaud, MM. Philippe Richert, René Rouquet, Michel Ruffin, Michel Souplet.

TITRE I^{er}

SURVEILLANCE, INFORMATION, OBJECTIFS DE QUALITE DE L'AIR, SEUILS D'ALERTE ET VALEURS LIMITES

Art. 1^{er} (objectifs de la loi) (p. 5018) - Adopté.

Art. 2 (*définition de la pollution atmosphérique*) (p. 5018) - Adopté après modification (p. 5020).

Art. 3 (*organisation de la surveillance de la qualité de l'air*) (p. 5021) - Adopté après modification (p. 5037).

Art. 4 (*droit à l'information*) (p. 5037) - Adopté après modification (p. 5039).

Art. 5 (*conditions d'application du titre Ier*) (p. 5039) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

TITRE II

PLANS REGIONAUX POUR LA QUALITE DE L'AIR

Art. 6 (*définition et contenu du plan régional*) (p. 5039) - Adopté.

Art. 7 (*modalités d'élaboration et d'adoption du plan régional*) (p. 5039) - Adopté après modification (p. 5040).

TITRE III

PLANS DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE

Art. 9 (*champ d'application et procédure d'élaboration des plans de protection de l'atmosphère*) (p. 5040) - Adopté après modification (p. 5041).

Art. 10 (*contenu du plan de protection de l'atmosphère*) (p. 5041) - Adopté après modification (p. 5042).

Art. 11 bis (*décret d'application*) (p. 5043) - Adopté après modification.

TITRE III BIS

MESURES D'URGENCE

Art. 12 (*mesures prises dans le cadre de la procédure d'alerte*) (p. 5043) - Adopté.

Art. 13 (*conditions d'application*) (p. 5043) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 13 bis (*gratuité des transports en commun en cas de pic de pollution*) (p. 5043) - Supprimé (p. 5046).

TITRE IV

PLANS DE DEPLACEMENTS URBAINS

Art. 14 (*régime juridique des plans de déplacements urbains*) (p. 5046).

Art. 28 de la loi d'orientation des transports intérieurs du 30 décembre 1982 (*définition du PDU*) (p. 5047) - Adopté après modification (p. 5049).

Art. 28-1 de la loi d'orientation des transports intérieurs du 30 décembre 1982 (*orientations du PDU*) (p. 5049) - Adopté après modification (p. 5051).

Art. 28-2 de la loi d'orientation des transports intérieurs du 30 décembre 1982 (*procédure d'élaboration du PDU*) (p. 5051) - Adopté après modification (p. 5052).

Art. 28-3 de la loi d'orientation pour les transports intérieurs du 30 décembre 1982 (*cas de la région Ile-de-France*) (p. 5052) - Adopté après modification (p. 5053).

Adoption de l'article 14 modifié (p. 5053).

TITRE V

URBANISME ET ENVIRONNEMENT

Art. 16 (*prise en compte de l'environnement dans les choix d'infrastructures de transport*) (p. 5053) - Adopté après modification (p. 5054).

Art. 17 (*coordinations de diverses dispositions du code de l'urbanisme*) (p. 5054) - Adopté après modification.

Art. 17 bis (*préservation de la santé humaine*) (p. 5054) - Adopté.

Art. 18 (*contenu des études d'impact*) (p. 5054) - Adopté après modification (p. 5055).

Après l'art. 18 (p. 5055).

Art. additionnel (*développement d'itinéraires cyclables*) (p. 5055) - Adopté.

TITRE VI

MESURES TECHNIQUES NATIONALES DE PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE ET D'UTILISATION RATIONNELLE DE L'ENERGIE

Art. 19 (*mesures destinées à réduire la consommation d'énergie et à prévenir les émissions de substances polluantes - incorporation d'un taux minimal d'oxygène dans les carburants et combustibles liquides - teneur maximale des carburants en divers produits polluants ou toxiques*) (p. 5056) - Adopté après modification (p. 5061).

Art. 19 bis (*encouragement au développement des véhicules électriques et à l'utilisation de gazoles spécifiques*) (p. 5061) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 20 (*prescriptions pouvant être imposées par les autorités administratives*) (p. 5061) - Adopté après modification (p. 5065).

Après l'art. 20 (p. 5065).

Art. additionnel (*simplification de la procédure prévue par la loi du 4 juillet 1980 relative aux économies d'énergie et permettant d'imposer le raccordement aux réseaux de chaleur et de froid*) (p. 5065) - Adopté (p. 5066).

Art. 21 (*règles concernant les véhicules et leurs équipements*) (p. 5066) - Adopté après modification (p. 5068).

TITRE VII

DISPOSITIONS FINANCIERES ET FISCALES

Art. 22 (*objectifs de la fiscalité des énergies fossiles et financement de la surveillance de la qualité de l'air*) (p. 5069) - Adopté (p. 5070).

Art. 23 bis (*prime à l'installation de filtres "anti-pollution diesel" sur les autobus*) (p. 5071) - Adopté après modification (p. 5073).

Art. 24 (*exonération de la taxe sur les véhicules de société et les véhicules électriques ou peu polluants*) (p. 5074) - Adopté.

Art. 25 (*faculté d'exonération de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur dite "vignette automobile"*) (p. 5075) - Supprimé (p. 5076).

Art. 26 (*faculté d'exonération de la taxe proportionnelle sur les certificats d'immatriculation des véhicules automobiles dite "carte grise"*) (p. 5076) - Supprimé.

TITRE VIII

CONTROLES ET SANCTIONS

Art. 28 A (*clarification du champ de compétences du titre VIII*) (p. 5077) - Adopté.

Art. 29 bis (*pouvoirs de consignation*) (p. 5077) - Adopté.

Art. 33 (*sanctions administratives*) (p. 5077) - Adopté.

Art. 34 (*sanctions pénales*) (p. 5077) - Adopté (p. 5078).

TITRE IX

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 37 (*coordinations diverses*) (p. 5078) - Adopté.

Art. 38 (*mesures d'application et dispositions transitoires*) (p. 5078) - Adopté après modification.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5078, 5082) : *MM. Philippe Adnot, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Serge Franchis, Philippe François, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jean-Marie Girault, Emmanuel Hamel, Louis Minetti, Mmes Nelly Olin, Danièle Pourtaud.*

Adoption (24 octobre 1996) (p. 5082).

Discussion (commission mixte paritaire)

(19 décembre 1996 (p. 7652, 7658).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7652, 7653) : *M. Philippe François, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Mme Corinne Lepage, ministre de l'environnement.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7654, 7658).

Art. 3, 9, 10 (p. 7654).

Art. 11 bis, 13 bis, 14 (p. 7655).

Art. 16, 17, 19, 20 (p. 7656).

Art. 20 bis (réseaux de chaleur) (p. 7657).

Art. 21 (p. 7657).

Art. 23 bis, 25, 26 (p. 7658).

Art. 27 bis (amortissement exceptionnel des cyclomoteurs électriques) (p. 7658).

Art. 37 bis (compétences du comité régional de l'environnement) (p. 7658).

Art. 39 (modification de l'article 7 de la loi du 19 juillet 1976 sur les installations classées) (p. 7658).

Art. 40 (modification de l'article L. 2243-3 du code général des collectivités territoriales) (p. 7658).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7658) : *M. Jack Ralite.*

Adoption (19 décembre 1996) (p. 7658).

Epargne

Voir *Collectivités locales, 5*
Politique économique et sociale, 2

1. - Proposition de loi relative à l'épargne retraite, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Charles MILLON, député, (18 novembre 1993) [n° 741 (93-94)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jean-Pierre THOMAS (26 mai 1994) [n° 1286 (93-94)] - Discussion (22 novembre 1996) - Adoption (22 novembre 1996) [n° 593].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 novembre 1996) [n° 100 (96-97)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI (6 décembre 1996) [n° 124 (96-97)] - Discussion (12 et 13 décembre 1996) - Adoption (13 décembre 1996) [n° 40].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (14 décembre 1996) [n° 3237 (96-97)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jean-Pierre THOMAS (7 janvier 1997) [n° 3286 (96-97)] - Discussion (14 et 15 janvier 1997) - Adoption (15 janvier 1997) [n° 638].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (15 janvier 1997) [n° 179 (96-97)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI (23 janvier 1997) [n° 190 (96-97)] - Discussion (30 janvier 1997) - Adoption (30 janvier 1997) [n° 66].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (30 janvier 1997) [n° 3326 (96-97)] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Philippe MARINI (5 février 1997) [n° 206 (96-97)] - Discussion (20 février 1997) - Adoption (20 février 1997) [n° 70].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Jean-Pierre THOMAS (5 février 1997) [n° 3331 (96-97)] - Discussion (20 février 1997) - Adoption (20 février 1997) [n° 656].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 97-388 DC du 20 mars 1997 (J. O. Lois et décrets du 26 mars 1997) qui déclare la loi non contraire à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 97-277 du 25 mars 1997 (J. O. Lois et décrets du 26 mars 1997).

Discussion (première lecture)

(12 décembre 1996) (p. 7288, 7347) ; (13 décembre 1996) (p. 7356, 7399).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7288, 7303) : *MM. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances ; François Autain, Denis Badré, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Paul Loridant, Philippe Marini, rapporteur de la commission des finances ; Marc Massion, Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Bernard Seillier.*

Motion n° 41 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Jean-Luc Bécart, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 7303).

Rejet de la motion (p. 7306 ; scrutin public n°55).

Motion n° 1 de M. Claude Estier, soutenue par M. Jean-Luc Mélenchon, tendant à opposer la question préalable (p. 7306).

Rejet de la motion (p. 7312 ; scrutin public n°56).

Motion n° 40 de M. Claude Estier, soutenue par M. Marc Massion, tendant au renvoi à la commission (p. 7313).

Rejet de la motion (p. 7315).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7315, 7347 ; 7356, 7399) : *MM. François Autain, Denis Badré, Jean-Luc Bécart, Jean-Pierre Cantegrit, Michel Charasse, Jean Chérioux, Hubert Durand-Chastel, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Jacques Habert, Jean-Philippe Lachenaud, Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement ; Lucien Lanier, Paul Loridant, Philippe Marini, rapporteur de la commission des finances ; Marc Massion, Jean-Luc Mélenchon, Lucien Neuwirth, Joseph Ostermann, Bernard Seillier, Alain Vasselle.*

Chapitre 1^{er}

Epargne retraite

Nouvel intitulé (Des plans d'épargne retraite) (p. 7315) - Adopté.

Avant l'art. 1^{er} (p. 7315).

Division additionnelle (Section 1 - Adhésion aux plans d'épargne retraite) (p. 7315) - Adoptée.

Art. 1^{er} (salariés concernés par les plans d'épargne retraite, modalités d'adhésion) (p. 7315) - Adopté après modification (p. 7320).

Après l'art. 1^{er} (p. 7320).

Art. additionnel (possibilité donnée aux Français de l'étranger de demander leur adhésion à un plan existant lors même qu'ils ne relèvent pas d'un régime de retraite complémentaire) (p. 7320) - Adopté (p. 7322).

Art. 2 (modalités de sortie des plans d'épargne retraite) (p. 7322) - Adopté après modification (p. 7327).

Art. 3 (*durée du plan d'épargne retraite*) (p. 7328) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 4 (*modalités de sortie du plan d'épargne retraite*) (p. 7328) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 5 (*modalités de sortie des plans d'épargne retraite*) (p. 7328) - Supprimé (p. 7329).

Avant l'art. 6 (p. 7329).

Division additionnelle (*Section 2 - Souscription des plans d'épargne retraite*) (p. 7329) - Adoptée.

Art. 6 (*modalités de souscription d'un plan d'épargne retraite*) (p. 7329) - Adopté après modification (p. 7336).

Après l'art. 6 (p. 7336).

Art. additionnel (*nature contractuelle du plan d'épargne retraite - réexamen possible tous les cinq ans*) (p. 7336) - Adopté (p. 7338).

Art. additionnel (*impossibilité pour un salarié de bénéficiaire dans le cadre de son entreprise de plus d'un plan d'épargne retraite*) (p. 7339) - Adopté.

Art. 7 (*contributions aux fonds d'épargne retraite*) (p. 7339) - Adopté (p. 7341).

Art. 8 (*transférabilité des droits acquis par les salariés*) (p. 7341) - Adopté après modification (p. 7344).

Chapitre 2

Gestion de l'épargne retraite

Nouvel intitulé (*Les fonds d'épargne retraite*) (p. 7344) - Adopté.

Avant l'art. 9 (p. 7344).

Division additionnelle (*Section 1 - Constitution*) (p. 7344) - Adoptée.

Art. 9 (*constitution des fonds d'épargne retraite*) (p. 7344) - Adopté après modification (p. 7347).

Art. 10 (*agrément des fonds d'épargne retraite*) (p. 7356) - Adopté après modification (p. 7358).

Art. 11 (*règles applicables aux fonds d'épargne retraite*) (p. 7358) - Adopté après modification (p. 7359).

Après l'art. 11 (p. 7359).

Division additionnelle (*Section 2 - Gestion*) (p. 7359) - Adoptée.

Après l'art. 11 (p. 7359).

Art. additionnel (*obligation de filialisation de la gestion financière des fonds d'épargne retraite*) (p. 7359) - Adopté (p. 7362).

Art. additionnel (*obligations déontologiques pesant sur les gestionnaires et les garants des acquis des plans d'épargne retraite*) (p. 7362) - Adopté (p. 7363).

Art. 12 (*contributions aux fonds d'épargne retraite*) (p. 7363) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 13 (*modalités de répartition des excédents de recettes*) (p. 7363) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Avant l'art. 14 (p. 7363).

Division additionnelle (*Section 3 - Les comités de surveillance*) (p. 7363) - Adoptée.

Art. 14 (*comités de surveillance des plans d'épargne retraite*) (p. 7363) - Adopté après modification (p. 7365).

Art. 16 (*pouvoirs des comités de surveillance*) (p. 7365) - Adopté après modification (p. 7367).

Art. 17 (*règles applicables aux fonds d'épargne retraite*) (p. 7367) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Avant l'art. 17 bis (p. 7368).

Division additionnelle (*Chapitre 2 bis - Le contrôle des fonds d'épargne retraite*) (p. 7368) - Adoptée.

Art. 17 bis (*contrôle des fonds d'épargne retraite*) (p. 7368) - Adopté après modification (p. 7369).

Après l'art. 17 bis (p. 7369).

Art. additionnel (*coordination*) (p. 7370) - Adopté.

Art. additionnel (*dispositions garantissant l'indépendance des membres de la commission*) (p. 7370) - Adopté.

Chapitre 3

Informations et garanties des souscripteurs

Nouvel intitulé (*Information des adhérents*) (p. 7370) - Adopté.

Art. 18 (*revalorisation des rentes*) (p. 7370) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 19 (*information des adhérents*) (p. 7370) - Adopté après modification (p. 7372).

Après l'art. 19 (p. 7372).

Art. additionnel (*suppression du secret professionnel liant les commissaires aux comptes pour qu'ils puissent apporter tous les éléments d'information nécessaires aux membres des comités de surveillance*) (p. 7373) - Adopté (p. 7374).

Art. 20 (*information annuelle des adhérents sur les performances du plan*) (p. 7374) - Supprimé.

Chapitre 4

Investissements des fonds d'épargne retraite

Nouvel intitulé (*Règles prudentielles applicables aux fonds d'épargne retraite*) (p. 7375) - Adopté.

Art. 21 (*règles prudentielles, renvoi à un décret en Conseil d'Etat*) (p. 7375) - Adopté (p. 7376).

Art. 22 (*règle de concentration maximale en titres de créances*) (p. 7376) - Adopté après modification (p. 7378).

Art. 23 (*engagements réglementés concernant les sociétés non cotées*) (p. 7378) - Adopté après modification (p. 7380).

Chapitre 5

Dispositions financières

Art. 24 (*limitation de la déductibilité fiscale des cotisations des employeurs à l'impôt sur les sociétés*) (p. 7380) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 25 (*déductibilité fiscale des cotisations à l'impôt sur le revenu*) (p. 7380) - Adopté après modification (p. 7382).

Art. 26 (*déductibilité fiscale des cotisations à l'impôt sur le revenu*) (p. 7385) - Adopté après modification (p. 7391 ; précédemment réservé p. 7383).

Art. 27 (*imposition des sommes versées par les fonds de pension dans la catégorie des rentes viagères*) (p. 7384) - Adopté.

Art. 27 bis (*assujettissement des fonds de pension à l'impôt sur les sociétés*) (p. 7391) - Adopté après modification.

Après l'art. 27 bis (p. 7391).

Art. additionnel (*exonération de la contribution des institutions financières pour les fonds de pension*) (p. 7391) - Adopté.

Art. additionnel (*principe de neutralité fiscale et de loyauté de la concurrence entre les différentes formes de fonds d'épargne retraite*) (p. 7391) - Adopté (p. 7392).

Art. 28 (*prime versée par l'Etat*) (p. 7392) - Déclaré irrecevable en application de l'article 40 de la Constitution, à l'Assemblée nationale.

Art. 29 (*limitation du bénéfice des avantages fiscaux relatifs aux abondements des employeurs*) (p. 7392) - Supprimé.

Art. 30 (*gage fiscal*) (p. 7392) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue (p. 7393).

Après l'art. 30 (p. 7393).

Division additionnelle (*Chapitre 6 - Dispositions diverses*) (p. 7393) - Adoptée.

Art. additionnel (*obligation de filialisation pour les activités de gestion pour compte de tiers à compter du 30 juin 1999*) (p. 7393) - Adopté (p. 7396).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7396, 7398) : MM. Jean Chérioux, Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Paul Loridant, Marc Massion.

Scrutin public n°57 (p. 7399).

Adoption (13 décembre 1996) (p. 7399).

Equateur

Voir *Traités et conventions*, 9

Equipement

Voir *Lois de finances*

Equipements sanitaires et sociaux

Voir *Sécurité sociale*, 3

Espace

Voir *Lois de finances*

Espagne

Voir *Traités et conventions*, 40

Etablissements pénitentiaires

Voir *Droit pénal*, 3

Etablissements sociaux et médico-sociaux

Voir *Lois de finances*
Sécurité sociale, 3

Etrangers

1. - Proposition de loi relative au certificat d'hébergement, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Serge MATHIEU, sénateur (19 juin 1996) [n° 451 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois.

Exception d'irrecevabilité (procédure parlementaire)

Voir *Corse*, 1
Défense, 1
Epargne, 1
Logement et habitat, 5
Parlement, 3
Politique économique et sociale, 2
Sécurité sociale, 1
Télécommunications, 1
Travail, 4

Exploitations agricoles

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 4

F

Faits personnels

1. - Fait personnel : M. Philippe Marini réagit à sa mise en cause par M. François Autain, en précisant qu'il n'exerce actuellement aucune fonction dans une banque (13 mars 1996) (p.1278).

Famille

Voir *Enfants*, 1

Finances publiques

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 5; 9

Fiscalité

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 5
Déclarations du Gouvernement (politique générale), 1
Environnement, 2
Impôts et taxes, 4
Lois de finances rectificatives, 1

Fiscalité agricole

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 4

Fiscalité locale

Voir *Collectivités locales*, 6
Corse, 1

Fonction publique

Voir *Lois de finances*
Santé publique, 3

1. - Projet de loi relatif à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Dominique PERBEN, ministre de la fonction publique (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 juin 1996 - 26 septembre 1996) [n° 512 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. François BLAIZOT (23 octobre 1996) [n° 44 (96-97)] - Discussion (29, 30 octobre 1996) - Adoption (30 octobre 1996) [n° 22].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (31 octobre 1996) [n° 3097 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Dominique BUSSEREAU (27 novembre 1996) [n° 3179 (96-97)] - Discussion (3 décembre 1996) - Adoption (4 décembre 1996) [n° 602].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (4 décembre 1996) [n° 119 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Dominique BUSSEREAU

(10 décembre 1996) [n° 3218 (96-97)] - Discussion (11 décembre 1996) - Adoption (11 décembre 1996) [n° 621].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. François BLAIZOT (10 décembre 1996) [n° 127 (96-97)] - Discussion (11 décembre 1996) - Adoption (11 décembre 1996) [n° 35].

PROMULGATION : loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 (J.O. Lois et décrets du 17 décembre 1996).

Discussion (première lecture)

(29 octobre 1996) (p. 5117, 5175); (30 octobre 1996) (p. 5187, 5246).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5117, 5150) : MM. François Blaizot, rapporteur de la commission des lois; André Bohl, James Bordas, Jean-Patrick Courtois, Paul Girod, Jacques Habert, Jean-Jacques Hyst, Jacques Larché, président de la commission des lois; Philippe Marini, Robert Pagès, Dominique Perben, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation; Jean-Claude Peyronnet, René Régnault, Alain Vasselle, Albert Vecten.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5150, 5175; 5187, 5244) : MM. Guy Allouche, Pierre Biarnès, François Blaizot, rapporteur de la commission des lois; Mme Nicole Borvo, MM. Jean-Paul Delevoye, Patrice Gélard, Paul Girod, Jacques Habert, Emmanuel Hamel, Jean-Jacques Hyst, Pierre Laffitte, Jacques Larché, président de la commission des lois; Félix Leyzour, Robert Pagès, Dominique Perben, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation; Jean-Claude Peyronnet, Jack Ralite, René Régnault, Ivan Renar, Michel Rufin, Jean-Pierre Schosteck, Alain Vasselle, Albert Vecten.

TITRE I^{er}**DISPOSITIONS RELATIVES A LA RESORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE****Chapitre 1^{er}****Dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat**

Art. 1^{er} (conditions d'accès aux concours réservés) (p. 5150) - Adopté après modification (p. 5164).

Art. 2 (concours réservés aux agents non titulaires des établissements publics administratifs) (p. 5164) - Adopté après modification (p. 5165).

Après l'art. 2 (p. 5165).

Art. additionnel (réduction de l'emploi précaire et application du dispositif aux agents exerçant des fonctions du niveau des catégories A et B) (p. 5165) - Adopté (p. 5166).

Art. 3 (dispositif transitoire en faveur des agents non titulaires enseignant dans certaines disciplines professionnelles) (p. 5166) - Adopté après modification.

Après l'art. 3 (p. 5166).

Art. additionnel (situation des maîtres délégués de l'enseignement privé sous contrat) (p. 5166) - Adopté (p. 5168).

Chapitre 2**Dispositions relatives à la fonction publique territoriale**

Art. 4 (conditions d'accès aux concours réservés) (p. 5168) - Adopté après modification (p. 5172).

Après l'art. 4 (p. 5172).

Art. additionnel (concours réservés à certains agents non titulaires de la fonction publique territoriale) (p. 5172) - Adopté (p. 5174).

Art. 5 (concours réservés dans la fonction publique territoriale; listes d'aptitude) (p. 5187) - Adopté après modification (p. 5188).

Chapitre 3**Dispositions relatives à la fonction publique hospitalière**

Art. 6 (conditions d'accès aux concours réservés de la fonction publique hospitalière) (p. 5188) - Adopté après modification (p. 5190).

Art. 7 (listes d'aptitude) (p. 5191) - Adopté.

Art. 8 (décret d'application) (p. 5191) - Adopté.

Art. 9 (financement des actions de formation en faveur des personnels hospitaliers bénéficiant de contrats emploi-solidarité) (p. 5191) - Supprimé.

Chapitre 4**Dispositions particulières**

Art. 10 (personnel des administrations parisiennes) (p. 5191) - Adopté.

TITRE II

**DISPOSITIONS RELATIVES AU CONGE DE FIN
D'ACTIVITE AU PROFIT DE CERTAINS
FONCTIONNAIRES ET AGENTS NON TITULAIRES
DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT ET DES
FONCTIONS PUBLIQUES TERRITORIALE ET
HOSPITALIERE**

Art. 11 (création d'un congé de fin d'activité) (p. 5194) - Adopté après modification (p. 5195).

Chapitre 1^{er}**Dispositions applicables aux fonctionnaires et aux agents non titulaires de l'Etat et de ses établissements publics**

Art. 12 (conditions d'accès des fonctionnaires au congé de fin d'activité) (p. 5195) - Adopté après modification (p. 5198).

Art. 13 (dates de début et d'achèvement du congé de fin d'activité des fonctionnaires) (p. 5198) - Adopté (p. 5199).

Art. 14 (revenu de remplacement alloué aux fonctionnaires bénéficiaires d'un congé de fin d'activité) (p. 5199) - Adopté.

Art. 15 (conditions d'accès des agents non titulaires au bénéfice d'un congé de fin d'activité) - Adopté après modification.

Art. 16 (revenu de remplacement alloué aux agents non titulaires bénéficiaires d'un congé de fin d'activité) (p. 5201) - Adopté après modification (p. 5203).

Art. 17 (protection sociale des bénéficiaires d'un congé de fin d'activité) (p. 5203) - Adopté après modification (p. 5204).

Art. 18 (interdiction d'exercer une activité lucrative pendant le congé de fin d'activité) (p. 5204) - Adopté après modification.

Art. 19 (extension du congé de fin d'activité aux personnels des établissements d'enseignement privé et aux ouvriers de l'Etat) (p. 5204) - Adopté.

Art. 20 (motivation du refus de congé de fin d'activité) (p. 5204) - Adopté.

Chapitre 2**Dispositions applicables aux fonctionnaires et agents non titulaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics**

Art. 21 (conditions d'accès des fonctionnaires au congé de fin d'activité) (p. 5204) - Adopté après modification (p. 5206).

Art. 22 (dates de début et d'achèvement du congé de fin d'activité pour les fonctionnaires) (p. 5206) - Adopté après modification.

Art. 23 (revenu de remplacement alloué aux fonctionnaires bénéficiaires d'un congé de fin d'activité) (p. 5206) - Adopté.

Art. 24 (conditions d'accès des agents non titulaires au congé de fin d'activité) (p. 5206) - Adopté après modification (p. 5207).

Art. 25 (dates de début et d'achèvement du congé de fin d'activité pour les agents non titulaires) (p. 5207) - Adopté après modification (p. 5208).

Art. 26 (revenu de remplacement alloué aux agents non titulaires bénéficiaires d'un congé de fin d'activité) (p. 5208) - Adopté après modification.

Art. 27 (versement du revenu de remplacement) (p. 5209) - Adopté.

Art. 28 (protection sociale des bénéficiaires d'un congé de fin d'activité) (p. 5209) - Adopté après modification.

Art. 29 (personnels enseignants) (p. 5209) - Adopté (p. 5210).

Art. 30 (interdiction d'exercer une activité lucrative pendant le congé de fin d'activité) (p. 5210) - Adopté après modification.

Art. 31 (motivation du refus de congé de fin d'activité) (p. 5210) - Adopté.

Chapitre 3**Dispositions applicables aux fonctionnaires et agents non titulaires de la fonction publique hospitalière**

Art. 32 (conditions d'accès des fonctionnaires au congé de fin d'activité) (p. 5210) - Adopté après modification (p. 5211).

Art. 33 (dates de début et d'achèvement du congé de fin d'activité des fonctionnaires) (p. 5211) - Adopté.

Art. 34 (revenu de remplacement alloué aux fonctionnaires d'un congé de fin d'activité) (p. 5211) - Adopté (p. 5212).

Art. 35 (conditions d'accès des agents non titulaires au congé de fin d'activité) (p. 5212) - Adopté.

Art. 36 (dates de début et d'achèvement du congé de fin d'activité des agents non titulaires) (p. 5212) - Adopté (p. 5213).

Art. 37 (revenu de remplacement alloué aux agents non titulaires bénéficiaires d'un congé de fin d'activité) (p. 5213) - Adopté après modification.

Art. 38 (versement du revenu de remplacement) (p. 5213) - Adopté.

Art. 39 (protection sociale des bénéficiaires d'un congé de fin d'activité) (p. 5213) - Adopté après modification (p. 5214).

Art. 40 (personnels enseignants) (p. 5214) - Adopté.

Art. 41 (interdiction d'exercer une activité lucrative pendant le congé de fin d'activité) (p. 5214) - Adopté après modification.

Art. 42 (motivation du refus de fin d'activité) (p. 5214) - Adopté.

Chapitre 4**Dispositions communes**

Art. 43 (dispositions communes ; fonds de compensation du congé de fin d'activité) (p. 5214) - Adopté après modification (p. 5216).

Art. 44 (décrets d'application) (p. 5217) - Adopté.

TITRE III**DISPOSITIONS DIVERSES****Chapitre 1^{er}**

Dispositions modifiant la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires

Art. 45 (ouverture de la fonction publique française aux ressortissants de l'espace économique européen, EEE) (p. 5217) - Adopté.

Art. 46 (prise en compte du service national accompli par les ressortissants de la Communauté européenne ou de l'EEE) (p. 5217) - Adopté (p. 5218).

Art. 47 (détachement dans la fonction publique française de fonctionnaires des Etats membres de la Communauté européenne ou de l'Espace économique européen) (p. 5218) - Adopté après modification.

Art. 48 (protection des fonctionnaires faisant l'objet de poursuites pénales) (p. 5218) - Adopté (p. 5219).

Après l'art. 48 (p. 5218).

Art. additionnel (mobilité entre fonctions publiques - mention de la fonction hospitalière) (p. 5218) - Adopté.

Chapitre 2

Dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat

Art. 49 (extension du bénéfice du congé de longue durée aux fonctionnaires atteints du sida) (p. 5219) - Adopté.

Art. 50 (détachement d'un fonctionnaire français dans l'administration d'un Etat membre de la Communauté européenne ou de l'Espace économique européen) (p. 5220) - Adopté après modification.

Art. 51 (extension du bénéfice du congé parental aux fonctionnaires adoptant un enfant âgé de plus de trois ans) (p. 5220) - Adopté après modification (p. 5221).

Après l'art. 51 (p. 5221).

Art. additionnel (intégration dans la fonction publique de l'Etat de salariés de la Réunion des musées nationaux affectés à l'école du Louvre) - Adopté.

Chapitre 3

Dispositions relatives à la fonction publique territoriale

Avant l'art. 52 (p. 5221).

Art. additionnel (rectification - deux articles additionnels) (p. 5222) - Adoptés.

Art. 52 (extension du bénéfice de congé de longue durée aux fonctionnaires atteints du sida) (p. 5225) - Adopté.

Art. 53 (détachement d'un fonctionnaire français dans l'administration d'un Etat membre de la Communauté européenne ou de l'EEE) (p. 5226) - Adopté.

Art. 54 (extension du bénéfice du congé parental aux fonctionnaires adoptant un enfant de plus de trois ans) (p. 5226) - Adopté après modification.

Après l'art. 54 (p. 5226).

Art. additionnel (droit pour une collectivité territoriale de maintenir à titre individuel le montant indemnitaire dont bénéficiait antérieurement un fonctionnaire) (p. 5226) - Adopté.

Art. additionnel (régime indemnitaire des agents de police municipale et des gardes champêtres) (p. 5226) - Adopté (p. 5227).

Art. additionnel (substitution des mots "la collectivité d'accueil" aux mots "le centre de gestion compétent") (p. 5227) - Adopté.

Art. additionnel (maintien des avantages ayant le caractère de complément de rémunérations et intégration dans le budget des collectivités locales) (p. 5227) - Adopté.

Art. additionnel (transfert au centre de gestion des moyens consacrés par le CNFPT aux concours de recrutement) (p. 5229) - Adopté.

Art. additionnel (modification de l'article 63 de la loi du 27 décembre 1994 modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique) (p. 5230) - Adopté..

Art. additionnel (maintien au CNFPT de la répartition de la dotation spéciale instituteur, DSI) (p. 5231) - Adopté.

Art. additionnel (comités techniques paritaires dans les départements d'outre-mer) (p. 5231) - Adopté.

Chapitre 4

Dispositions relatives à la fonction publique hospitalière

Art. 55 (extension du bénéfice du congé de longue durée aux fonctionnaires atteints du sida) (p. 5232) - Adopté.

Art. 56 (détachement d'un fonctionnaire français dans l'administration d'un Etat membre de la Communauté européenne ou de l'Espace économique européen) (p. 5233) - Adopté après modification.

Art. 57 (extension du bénéfice du congé parental aux fonctionnaires adoptant un enfant âgé de plus de trois ans) (p. 5233) - Adopté après modification.

Chapitre 5

Dispositions diverses

Avant l'art. 58 (p. 5233).

Art. additionnel (financement des actions de formation en faveur des personnels hospitaliers bénéficiant de contrats emploi-solidarité) (p. 5233) - Adopté.

Art. 58 (astreintes à domicile) (p. 5233) - Adopté (p. 5235).

Art. 59 (création d'un corps de contrôleurs du travail) (p. 5236) - Adopté après modification.

Art. 60 (intégration de personnel de laboratoire dans la fonction publique hospitalière) (p. 5236) - Adopté.

Art. 61 (interdiction faite à certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires de l'Etat d'occuper des emplois des collectivités territoriales des TOM ou de Mayotte) (p. 5236) - Adopté.

Art. 62, 63 et 64 (validations) (p. 5237) - Adoptés.

Après l'art. 64 (p. 5237).

Art. additionnel (suppression de la possibilité de maintenir en activité des directeurs de recherche au-delà de la limite d'âge de 65 ans) (p. 5238) - Adopté.

Art. additionnel (Ecole nationale supérieure des métiers de l'image et du son) (p. 5238) - Adopté (p. 5240).

Art. additionnel (validation des versements de cotisations effectuées pour les années 1984 à 1996 au titre des assurances sociales, pour les salariés bénéficiaires des dispositions du statut national du personnel des industries électriques et gazières) (p. 5240) - Adopté (p. 5241).

Art. additionnel (prorogation de l'application de la loi du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail) (p. 5241) - Adopté (p. 5242).

Art. additionnel (date d'entrée en vigueur de la condition de diplôme ou de titre prévue par l'article 54 de la loi du 31 décembre 1971 relative aux professions judiciaires et juridiques) (p. 5242) - Adopté (p. 5243).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5244, 5245) : MM. Philippe de Bourgoing, Paul Girod, Emmanuel Hamel, Daniel Hoefel, Pierre Laffitte, Robert Pagès, Jean-Claude Peyronnet, Alain Vasselle.

Scrutin public n°22 (p. 5246).

Adoption (30 octobre 1996) (p. 5246).

Discussion (commission mixte paritaire)

(11 décembre 1996) (p. 7196, 7208).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7196, 7199) : *MM. François Blaizot, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Pierre Laffitte, Robert Pagès, Dominique Perben, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7199, 7206).

Art. 1^{er}, 2 bis, 3 bis, 4, 5, 6, 11, 13, 15, 16, 18, 22, 23 bis, 24, 25, 26, 29, 30, 35, 37, 40, 41, 43, 48 (p. 7199).

Art. 49 bis (p. 7203) - Supprimé par la CMP.

Art. 49 ter, 52 A quater, 52 B bis (p. 7204).

Art. 52 bis (p. 7204).

Art. 52 ter, 54 sexies, octies (p. 7204).

Art. 54 decies (p. 7204) - Supprimé par la CMP.

Art. 54 undecies (p. 7204).

Art. 55 bis (p. 7204) - Supprimé par la CMP.

Art. 55 ter, 62 bis, 65, 66, 70 (p. 7204).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7206, 7208) : *MM. Daniel Hoeffel, Robert Pagès, Dominique Perben, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation; Jean-Claude Peyronnet, Alain Vasselle.*

Adoption (11 décembre 1996) (p. 7208).

Fonction publique hospitalière

Voir *Fonction publique*, 1

Fonction publique territoriale

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)*, 5
Fonction publique, 1

Fonctionnaires communaux

Voir *Fonction publique*, 1

Fonctionnaires et agents publics

Voir *Fonction publique*, 1
Télécommunications, 2

Fondations

Voir *Patrimoine artistique, archéologique et historique*, 1

1. - Proposition de loi relative aux fondations démocratiques à vocation politique, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques OUDIN, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 juin 1996 - 18 septembre 1996) [n° 505 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois.

Forêts

Voir *Lois de finances*

Formation en alternance

Voir *Formation professionnelle et promotion sociale*, 1

Formation professionnelle et promotion sociale

1. - **Projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jacques BARROT, ministre du travail et des affaires sociales (3 janvier 1996) [n° 2470 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jean UEBERSCHLAG (30 janvier 1996) [n° 2510 (95-96)] - Discussion (6, 7 février 1996) - Adoption (7 février 1996) [n° 460].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 février 1996) [n° 206 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Jean MADELAIN (22 février 1996) [n° 246 (95-96)] - Discussion (6, 7 mars 1996) - Adoption (7 mars 1996) [n° 86].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (7 mars 1996) [n° 2599 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jean UEBERSCHLAG (13 mars 1996) [n° 2643 (95-96)] - Discussion (19 mars 1996) - Adoption (19 mars 1996) [n° 498].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (20 mars 1996) [n° 280 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Jean MADELAIN (26 mars 1996) [n° 284 (95-96)] - Discussion (17 avril 1996) - Adoption (17 avril 1996) [n° 106].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (18 avril 1996) [n° 2712 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jean UEBERSCHLAG (23 avril 1996) [n° 2723 (95-96)] - Discussion (24 avril 1996) - Adoption (25 avril 1996) [n° 526].

PROMULGATION : loi n° 96-376 du 6 mai 1996 (J.O. Lois et décrets du 7 mai 1996).

Discussion (première lecture)

(6 mars 1996) (p. 1043, 1079) ; (7 mars 1996) (p. 1085, 1113).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1043, 1065) : *MM. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales; Guy Cabanel, Jean-Claude Carle, Jean Chérioux, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Jean-Louis Lorrain, Jean Madelain, rapporteur de la commission des affaires sociales; Georges Mouly.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1073, 1110) : *MM. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales; Jean-Pierre Camoin, Jean-Claude Carle, Jean Chérioux, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Alfred Foy, Adrien Gouteyron, Francis Grignon, Jacques Habert, Pierre Hérisson, Daniel Hoeffel, Claude Huriet, André Jourdain, Pierre Lagourgue, Jean-Louis Lorrain, Jean Madelain, rapporteur de la commission des affaires sociales; Michel Souplet, Alain Vasselle.*

Art. 1^{er} A (*finalités de l'apprentissage*) (p. 1065) - Supprimé (p. 1066).

Art. 1^{er} B (*institution d'un Conseil national de l'apprentissage*) (p. 1067) - Adopté après modification (p. 1070).

Art. 1^{er} C (*coordination*) (p. 1070) - Adopté.

Art. 1^{er} (*réforme des conditions de libération et d'affectation du "quota" apprentissage*) (p. 1073) - Adopté après modification (p. 1088).

Art. 2 (*conditions d'attribution de la prime à l'apprentissage*) (p. 1089) - Adopté après modification (p. 1099).

Art. 3 (*contrôle financier des organismes collecteurs*) (p. 1099) - Adopté (p. 1100).

Art. 4 (*sanctions pénales*) (p. 1100) - Adopté.

Art. 5 (*suppression du crédit d'impôt-apprentissage*) (p. 1100) - Adopté.

Art. 6 (*suppression du Fonds national interconsulaire de compensation*) (p. 1100) - Adopté.

Art. 7 (*création du contrat d'initiative locale*) (p. 1103) - Adopté après modification (p. 1106).

Art. 8 (*prorogation de l'expérimentation des emplois consolidés en faveur de certaines catégories de jeunes*) (p. 1106) - Adopté.

Art. 9 (*financement par les organismes paritaires collecteurs agréés, OPCA, des charges de tutorat*) (p. 1106) - Adopté après modification (p. 1107).

Art. 10 (*assurance-chômage des apprentis du secteur public*) (p. 1108) - Adopté.

Art. 11 (*reconduction de l'aide forfaitaire de l'Etat aux contrats de qualification*) (p. 1108) - Adopté.

Après l'art. 11 (p. 1108).

Art. additionnel (*capital du temps de formation*) (p. 1108) - Adopté (p. 1110).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1110, 1112) : *M. Jean-Claude Carle, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, Adrien Gouteyron, André Jourdain.*

Adoption (7 mars 1996) (p. 1113).

Discussion (deuxième lecture)

(17 avril 1996) (p. 1995, 2003).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1995, 1999) : *Mme Anne-Marie Couderc, ministre délégué pour l'emploi; MM. Guy Fischer, Jean Madelain, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1999, 2003) : *M. Jacques Bimbenet, Mmes Anne-Marie Couderc, ministre délégué pour l'emploi; Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; André Jourdain, Jean Madelain, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

Art. 1^{er} (*réforme des conditions de libération et d'affectation du "quota-apprentissage"*) (p. 1999) - Adopté après modification (p. 2002).

Art. 5 (*suppression du crédit d'impôt-apprentissage - coordination*) (p. 2002) - Supprimé.

Art. 9 (*financement par les OPCA des charges de tutorat*) (p. 2002) - Adopté après modification (p. 2003).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2003) : *Mme Marie-Madeleine Dieulangard.*

Adoption (17 avril 1996) (p. 2003).

Français de l'étranger

Voir *Elections et referendums, 8; 9*
Lois de finances

France Télécom

Voir *Lois de finances*
Télécommunications, 1

Francophonie

Voir *Lois de finances*

Fruits et légumes

Voir *Lois de finances*
Union européenne, 1

G

GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce)

Voir *Traités et conventions*, 27; 28

Gendarmerie nationale

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 3
Lois de finances

Grande distribution

Voir *Prix et concurrence*, 1

H

Habitations à loyer modéré (HLM)

Voir *Aménagement du territoire*, 2

Handicapés

Voir *Lois de finances*

1. - Proposition de loi tendant à porter le montant de l'allocation adultes handicapés à 70% du salaire minimum de croissance, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Edouard LE JEUNE, sénateur (1er février 1996) [n° 195 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. - Proposition de loi modifiant l'article 6 de la loi d'orientation n° 75-534 du 30 juin 1975 en faveur des personnes handicapées, PRESENTÉE AU SENAT, par M. André VALLET, sénateur (21 mai 1996) [n° 371 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

Hong-Kong

Voir *Traités et conventions*, 37

Hopitaux psychiatriques

Voir *Sécurité sociale*, 3

Hospitalisation à domicile

Voir *Santé publique*, 3

Ile-de-France (région)

Voir *Collectivités locales*, 6

Immigration

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 9
Déclarations du Gouvernement (politique générale), 1

Immigration clandestine

Voir *Droit pénal*, 1

Impôts et taxes

Voir *Lois de finances rectificatives*, 1

1. - Proposition de loi visant à modifier le 3^o de l'article 1464-A du code général des impôts, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Alain DUFAUT, sénateur (9 mai 1996) [n° 352 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances.

2. - Proposition de loi tendant à rendre éligibles au F.C.T.V.A. certains travaux d'entretien réalisés par les collectivités locales sur des cours d'eau non domaniaux, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Alain DUFAUT, sénateur et plusieurs de ses collègues (10 juin 1996) [n° 416 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois.

3. - Proposition de loi tendant à exonérer de la taxe sur la valeur ajoutée l'exploitation de comptoirs de vente dans les enceintes sportives en vue d'améliorer les finances des clubs sportifs, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Claude HURIET, sénateur (22 mai 1996) [n° 377 (95-96) rect.] - Renvoi à la commission des finances.

4. - Projet de loi relatif à l'encouragement fiscal en faveur de la souscription de parts de copropriété de navires de commerce, PRESENTÉ AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Bernard PONS, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme (9 mai 1996) [n° 348 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jacques OUDIN (5 juin 1996) [n° 410 (95-96)] - Urgence - Discussion (12 juin 1996) - Adoption (12 juin 1996) [n° 144].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 juin 1996) [n° 2880 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Bernard CARAYON (18 juin 1996) [n° 2890 (95-96)] - Discussion (21 juin 1996) - Adoption (21 juin 1996) [n° 567].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (24 juin 1996) [n° 462 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Bernard CARAYON (25 juin 1996) [n° 2913 (95-96)] - Discussion (27 juin 1996) - Adoption (27 juin 1996) [n° 573 (95-96)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Jacques OUDIN (25 juin 1996) [n° 464 (95-96)] - Discussion (26 juin 1996) - Adoption (26 juin 1996) [n° 164 (95-96)].

PROMULGATION : loi n° 96-607 du 5 juillet 1996 (J.O. Lois et décrets du 9 juillet 1996).

Discussion (première lecture)

(12 juin 1996) (p. 3568, 3609).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3568, 3581) : M. Alphonse Arzel, Mmes Marie-Claude Beaudeau, Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Patrice Gélard, Jacques Oudin, rapporteur de la commission des finances; Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme; René Régnault, Charles Revet.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3581, 3607) : Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Philippe Darniche, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Patrice Gélard, Félix Leyzour, Philippe Marini, Mme Lucette Michaux-Chevry, MM. Louis Minetti, Jacques Oudin, rapporteur de la commission des finances; Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme; René Régnault.

Art. 1^{er} (dispositions proposées pour le code général des impôts) (p. 3582).

Art. 238 bis HN du code général des impôts (exonération des sommes versées au titre de la souscription de parts de copropriété de navires civils de charge) (p. 3584) - Adopté après modification (p. 3598).

Art. 163 unvicies du code général des impôts (plafonnement de la déduction fiscale accordée aux personnes physiques) (p. 3601) - Adopté après modification (p. 3603).

Art. 217 nonies du code général des impôts (exclusion des entreprises d'armement maritime du bénéfice de la déduction fiscale) (p. 3604) - Adopté après modification.

Adoption de l'article 1er modifié (p. 3605).

Après l'art. 1^{er} (p. 3605).

Art. additionnel (rapport établissant un premier bilan de l'application de ce texte) (p. 3605) - Adopté (p. 3606).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3607, 3609) : Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Michel Doublet, Jacques Habert, Félix Leyzour, Josselin de Rohan.

Adoption (12 juin 1996) (p. 3609).

Discussion (commission mixte paritaire)

(26 juin 1996) (p. 4267, 4270).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4267, 4268) : MM. Jean-Luc Bécart, Jacques Oudin, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4268, 4269).

Art. 1^{er} (dispositions proposées pour le code général des impôts) (p. 4268).

Art. 238 bis HN du code général des impôts (exonération des sommes versées au titre de la souscription de parts de copropriété de navires civils de charge) (p. 4268).

Art. 163 unvicies du code général des impôts (plafonnement de la déduction fiscale accordée aux personnes physiques) (p. 4269).

Art. 217 nonies du code général des impôts (exclusion des entreprises d'armement maritime du bénéfice de la déduction fiscale) (p. 4269).

Art. 1^{er} bis A (dispositions relatives au fonds de placement quirataire) (p. 4269).

Adoption (26 juin 1996) (p. 4270).

Industrie

Voir *Lois de finances*

Installations nucléaires

Voir *Lois de finances*

Investissements

Voir *Collectivités locales, 5*
Politique économique, 1

Irrecevabilité (procédure parlementaire)

Voir *Collectivités locales, 6*
Fonction publique, 1
Télécommunications, 2

Israël

Voir *Traités et conventions, 22*

J**Jeunesse et sports**

Voir *Lois de finances*

Jeux et paris

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)*, 4

Journaux officiels

Voir *Lois de finances*

Juges d'instruction

Voir *Droit pénal*, 2

Juridictions judiciaires

Voir *Droit pénal*, 2

Justice

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 9
Déclarations du Gouvernement (politique générale),
1
Droit pénal, 1; 3
Lois de finances

L

La Poste

Voir *Lois de finances*
Télécommunications, 1
Union européenne, 1

Légion d'honneur

Voir *Lois de finances*

Libertés publiques

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)*, 1

Licenciements

Voir *Travail*, 3

Logement

Voir *Aménagement du territoire*, 2
Lois de finances
Politique économique et sociale, 2

Logement et habitat

1. - **Proposition de loi tendant à étendre l'ouverture du droit au transfert du bail en cas de décès ou d'abandon du domicile du titulaire**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Franck SERUSCLAT, sénateur et plusieurs de ses collègues (19 juin 1996) [n° 454 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois.

2. - **Proposition de loi tendant à modifier la fiscalité du bail à réhabilitation**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Alfred FOY, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 juin 1996 - 28 juin 1996) [n° 479 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances.

3. - **Proposition de loi améliorant la protection des acquéreurs de logements anciens**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Gilles CARREZ, député (12 décembre 1995) [n° 2432 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Luc WARSMANN (16 avril 1996) [n° 2706 (95-96)] - Discussion (18 avril 1996) - Adoption (18 avril 1996) [n° 520].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi améliorant la protection des acquéreurs de lots de copropriété

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 avril 1996) [n° 320 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. François BLAIZOT (26 juin 1996) [n° 473 (95-96)] - Discussion (22 octobre 1996) - Adoption (22 octobre 1996) [n° 9].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (23 octobre 1996) [n° 3051 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Luc WARSMANN (5 décembre 1996) [n° 3214 (96-97)].

PROMULGATION : loi n° 96-1107 du 18 décembre 1996 (J.O. Lois et décrets du 19 décembre 1996).

Discussion (première lecture)

(22 octobre 1996) (p. 4919, 4928).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4919, 4923) : MM. Guy Allouche, François Blaizot, rapporteur de la commission des lois; Pierre-André Périssol, ministre délégué au logement.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4923, 4928) : MM. Guy Allouche, François Blaizot, rapporteur de la commission des lois; Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre-André Périssol, ministre délégué au logement.

Art. 1^{er} (action en nullité et action en diminution de prix) (p. 4923) - Adopté après modification (p. 4925).

Avant l'art. 2 (p. 4927).

Art. additionnel (extension aux territoires d'outre mer et à Mayotte) (p. 4927).

Art. 2 (entrée en vigueur et dispositions transitoires) (p. 4927) - Adopté après modification (p. 4928).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4928) : M. Michel Doublet.

Adoption (22 octobre 1996) (p. 4928).

4. - **Projet de loi relatif à l'Union d'économie sociale du logement**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Pierre-André PERISSOL, ministre délégué au logement (30 octobre 1996) [n° 58 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Marcel-Pierre CLEACH (13 novembre 1996) [n° 78 (96-97)] - Urgence - Discussion (20 novembre 1996) - Adoption (20 novembre 1996) [n° 32].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 novembre 1996) [n° 3162 (96-97)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Jean-Marie MORISSET (3 décembre 1996) [n° 3187 (96-97)] - Discussion (10 décembre 1996) - Adoption (10 décembre 1996) [n° 613].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (11 décembre 1996) [n° 136 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires économiques.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Jean-Marie MORISSET (12 décembre 1996) [n° 3234 (96-97)] - Discussion (20 décembre 1996) - Adoption (20 décembre 1996) [n° 631].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Marcel-Pierre CLEACH (12 décembre 1996) [n° 150 (96-97)] - Discussion (19 décembre 1996) - Adoption (19 décembre 1996) [n° 52].

PROMULGATION : loi n° 96-1237 du 30 décembre 1996 (J.O. Lois et décrets du 01 janvier 1997).

Discussion (première lecture)

(20 novembre 1996) (p. 5746, 5771).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5746, 5756) : MM. Gérard César, Marcel-Pierre Cléach, rapporteur de la commission des affaires économiques; Félix Leyzour, Jacques Machet, Pierre-André Périssol, ministre délégué au logement; André Vézinhel.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5756, 5770) : MM. Jean-Luc Bécart, Jean Bernard, Marcel-Pierre Cléach, rapporteur de la commission des affaires économiques; Félix Leyzour, Pierre-André Périssol, ministre délégué au logement.

Art. 1^{er} (organisation de l'Union d'économie sociale du logement) (p. 5757).

Art. L. 313-17 du code de la construction et de l'habitation (détermination du statut de l'Union d'économie sociale du logement) (p. 5758) - Adopté après modification (p. 5759).

Art. L. 313-18 du code de la construction et de l'habitation (*liste des associés membres de l'UESL*) (p. 5759) - Adopté après modification (p. 5760).

Art. L. 313-19 du code de la construction et de l'habitation (*définition des missions de l'UESL*) (p. 5760) - Adopté après modification (p. 5763).

Art. L. 313-20 du code de la construction et de l'habitation (*exécution des conventions conclues entre l'Etat et l'UESL et création d'un fonds d'intervention*) (p. 5763) - Adopté après modification.

Art. L. 313-21 du code de la construction et de l'habitation (*composition du conseil d'administration et du comité des collecteurs de l'UESL*) (p. 5764) - Adopté (p. 5765).

Art. L. 313-22 du code de la construction et de l'habitation (*composition et compétences du comité paritaire des emplois*) (p. 5765) - Adopté.

Art. L. 313-23 du code de la construction et de l'habitation (*compétences des commissaires du Gouvernement représentant de l'Etat auprès de l'UESL*) (p. 5765) - Adopté après modification.

Art. L. 313-24 du code de la construction et de l'habitation (*régime juridique du capital de l'UESL*) (p. 5765) - Adopté.

Art. L. 313-25 du code de la construction et de l'habitation (*règles de détermination du prélèvement sur les sommes collectées destiné à couvrir les frais de fonctionnement de l'UESL*) (p. 5765) - Adopté (p. 5766).

Art. L. 313-26 du code de la construction et de l'habitation (*détermination des modalités de fonctionnement du chapitre 3 du titre I du livre troisième du code de la construction et de l'habitation*) (p. 5766) - Adopté.

Adoption de l'article 1er modifié (p. 5766).

Après l'art. 1^{er} (p. 5766).

Art. additionnel (*exonération de la taxe professionnelle pour toutes les activités réglementaires de l'UESL*) (p. 5766) - Adopté.

Art. additionnel (*modalité de transfert de patrimoine de l'Union nationale interprofessionnelle du logement vers l'UESL*) (p. 5767) - Adopté.

Art. 2 (*contrôle et sanctions applicables aux collecteurs du 1 %*) (p. 5767) - Adopté après modification (p. 5768).

Après l'art. 2 (p. 5768).

Art. additionnel (*mise à jour du code de la construction et de l'habitation*) (p. 5768) - Adopté (p. 5769).

Art. additionnel (*répartition en quatre sections des articles du chapitre 3 du code de la construction et de l'habitation*) (p. 5769) - Adopté.

Art. 3 (*contrôle de l'UESL par la Cour des Comptes*) (p. 5769) - Adopté.

Avant l'art. 4 (p. 5769).

Art. additionnel (*désignation dans les statuts des premiers représentants des associés collecteurs au conseil d'administration*) (p. 5769) - Adopté.

Art. additionnel (*cession et nantissement des créances détenues par l'UESL et ses associés collecteurs*) (p. 5769) - Adopté (p. 5770).

Art. 4 (*substitution de l'UESL aux associés collecteurs pour le versement exceptionnel prévu à l'article 29 du projet de loi de finances pour 1997*) (p. 5770) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5770, 5771) : MM. Jean Bernard, Philippe de Bourgoing, Marcel-Pierre Cléach, rapporteur de la commission des affaires économiques ; André Égu, Jacques Habert, Félix Leyzour, Pierre-André Périssol, ministre délégué au logement.

Adoption (20 novembre 1996) (p. 5771).

Discussion (commission mixte paritaire)

(19 décembre 1996) (p. 7704, 7708).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7704, 7705) : MM. Marcel-Pierre Cléach, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Pierre-André Périssol, ministre délégué au logement.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7705, 7708).

Art. 1^{er} (p. 7705).

Art. L. 317-17, L. 317-18 et L. 317-19 du code de la construction et de l'habitation (p. 7705).

Art. L. 317-20, L. 317-21, L. 317-22, L. 317-23, L. 317-24 et L. 317-25 du code de la construction et de l'habitation (p. 7706).

Art. L. 317-26 du code de la construction et de l'habitation (p. 7706) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue par la CMP.

Art. 2 (p. 7706).

Art. 2 bis et 2 ter (p. 7707).

Art. 3 bis (p. 7707) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue par la CMP.

Art. 3 ter, 4 et 5 (p. 7707).

Adoption (19 décembre 1996) (p. 7708).

5. - Projet de loi relatif au supplément de loyer de solidarité, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Pierre-André PERISSOL, ministre du logement (31 octobre 1995) [n° 2319 (95-96)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Joseph KLIFA (23 novembre 1995) [n° 2382 (95-96)] - Discussion (14 et 20 décembre 1995) - Adoption (20 décembre 1995) [n° 440].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 décembre 1995) [n° 151 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Pour avis à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Dominique BRAYE (17 janvier 1996) [n° 167 (95-96)] - Avis de M. José BALARELLO (17 janvier 1996) [n° 168 (95-96)] - Discussion (23 et 24 janvier 1996) - Adoption (24 janvier 1996) [n° 65].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (25 janvier 1996) [n° 2506 (95-96)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Joseph KLIFA (31 janvier 1996) [n° 2511 (95-96)] - Discussion (7 février 1996) - Adoption (7 février 1996) [n° 461].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (8 février 1996) [n° 207 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Dominique BRAYE (14 février 1996) [n° 213 (95-96)] - Discussion (20 février 1996) - Adoption (20 février 1996) [n° 80].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (20 février 1996) [n° 2579 (95-96)] - Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Joseph KLIFA (21 février 1996) [n° 2581 (95-96)] - Discussion (22 février 1996) - Adoption (22 février 1996) [n° 486].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Dominique BRAYE (21 février 1996) [n° 241 (95-96)] - Discussion (22 février 1996) - Adoption (22 février 1996) [n° 84].

PROMULGATION : loi n° 96-162 du 4 mars 1996 (J.O. Lois et décrets du 5 mars 1996).

Discussion (première lecture)

(23 janvier 1996) (p. 120, 138) ; (24 janvier 1996) (p. 147, 200).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 120, 138 ; 147, 154) : *MM. José Balareello, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Dominique Braye, rapporteur de la commission des affaires économiques; Charles Ceccaldi-Raynaud, Léon Fatous, Guy Fischer, Serge Franchis, Bernard Joly, Jacques de Menou, Pierre-André Périssol, ministre délégué au logement; Mme Danièle Pourtaud, MM. Charles Revet, René Rouquet, Alain Vasselle.*

Motion n° 24 de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Michelle Demessine, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 154).

Rejet de la motion (p. 157 ; scrutin public n°47).

Motion n° 1 de M. René Rouquet, soutenue par M. André Vézinhét, **tendant à opposer la question préalable** (p. 157).

Rejet de la motion (p. 159).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 159, 200) : *MM. José Balareello, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Dominique Braye, rapporteur de la commission des affaires économiques; Charles Ceccaldi-Raynaud, William Chervy, Guy Fischer, Serge Franchis, Aubert Garcia, Félix Leyzour, Jean Madelain, Charles Pasqua, Pierre-André Périssol, ministre délégué au logement; Charles Revet, Alain Vasselle, André Vézinhét.*

Art. 1^{er} (supplément de loyer de solidarité) (p. 161).

Art. L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation (instauration du supplément de loyer de solidarité) (p. 165) - Adopté après modification (p. 176).

Art. L. 441-4 du code de la construction et de l'habitation (détermination du montant du supplément de loyer de solidarité) (p. 176) - Adopté après modification (p. 178).

Art. L. 441-5 du code de la construction et de l'habitation (coefficient de dépassement du plafond de ressources) (p. 178) - Adopté après modification.

Art. L. 441-6 du code de la construction et de l'habitation (supplément de loyer de référence) (p. 178) - Adopté après modification (p. 180).

Art. L. 441-7 du code de la construction et de l'habitation (entrée en vigueur de la délibération relative au supplément de loyer solidarité) (p. 180) - Adopté après modification (p. 181).

Art. L. 441-8 du code de la construction et de l'habitation (calcul du supplément de loyer de solidarité en l'absence de délibération exécutoire) (p. 181) - Adopté.

Art. L. 441-9 du code de la construction et de l'habitation (recueil des informations nécessaires à l'établissement du supplément de loyer de solidarité) (p. 181) - Adopté après modification (p. 185).

Art. L. 441-10 du code de la construction et de l'habitation (renseignements statistiques sur les suppléments de loyer de solidarité) (p. 185) - Adopté.

Art. L. 441-11 du code de la construction et de l'habitation (sanctions) (p. 185) - Adopté après modification (p. 187).

Art. L. 441-12 du code de la construction et de l'habitation (application aux baux et autres conventions) (p. 187) - Adopté.

Art. L. 441-13 du code de la construction et de l'habitation (champ d'application du supplément de loyer de solidarité) (p. 187) - Adopté.

Art. L. 441-14 du code de la construction et de l'habitation (champ d'application du supplément de loyer de solidarité) (p. 187) - Adopté.

Art. L. 441-15 du code de la construction et de l'habitation (décret en Conseil d'Etat) (p. 187) - Adopté.

Adoption de l'article 1er modifié (p. 187).

Après l'art. 1^{er} (p. 161).

Art. additionnel (actualisation du décret qui fixe la liste des grands ensembles ou des quartiers d'habitat dégradé au moins tous les deux ans, après avis conforme du Conseil national des villes et du développement social urbain) (p. 168) - Adopté après modification (p. 174 ; priorité ordonnée p. 167).

Art. 1^{er} bis (dispositions transitoires) (p. 188) - Adopté.

Après l'art. 1^{er} bis (p. 188).

Art. additionnel (tutelle du préfet du département du lieu de situation des logements sur les délibérations relatives aux barèmes de loyers) (p. 188) - Adopté (p. 189).

Art. 1^{er} ter (sous-occupation de logements locatifs sociaux) (p. 189) - Adopté après modification (p. 190).

Après l'art. 1^{er} ter (p. 191).

Art. additionnel (dépôt d'un rapport au Parlement tous les trois ans sur l'occupation des logements H.L.M et son évolution) (p. 191) - Adopté (p. 192).

Art. 2 (plafonds de ressources applicables aux ILM 28) (p. 192) - Adopté.

Art. 2 bis (déduction du montant du surloyer en cas d'acquisition du logement) (p. 192) - Supprimé (p. 193).

Art. 2 ter (extension du supplément de loyer de solidarité au patrimoine des sociétés d'économie mixte dans les départements d'outre-mer) (p. 193) - Adopté après modification.

Art. 3 (validation des suppléments de loyer de la Régie immobilière de la ville de Paris) (p. 194) - Adopté (p. 195).

Art. 4 (interprétation de l'article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation) (p. 195) - Adopté.

Art. 5 (validation de certains barèmes de supplément de loyer) (p. 195) - Adopté (p. 196).

Art. 6 (entrée en vigueur de la loi) (p. 196) - Adopté après modification.

Art. 7 (application de la loi aux baux en cours) (p. 197) - Adopté.

Seconde délibération, ordonnée à la demande du Gouvernement, en application de l'article 43, alinéa 4 du règlement du Sénat (p. 197).

Art. L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation (p. 198) - Adopté après modification (p. 199).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 199, 200) : *MM. Louis Althapé, Jacques Bimbenet, William Chervy, Guy Fischer, Serge Franchis, Pierre-André Périssol, ministre délégué au logement.*

Adoption (24 janvier 1996) (p. 200).

Discussion (deuxième lecture)

(20 février 1996) (p. 779, 784).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 779, 780) : *MM. Dominique Braye, rapporteur de la commission des affaires économiques; Pierre-André Périssol, ministre délégué au logement.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 781, 784) : *MM. Dominique Braye, rapporteur de la commission des affaires économiques; Michel Caldaguès, Léon Fatous, Aubert Garcia, Jacques de Menou, Robert Pagès, Pierre-André Périssol, ministre délégué au logement.*

Art. 1^{er} bis A (prise en compte de l'évolution de la situation dans les grands ensembles et les quartiers d'habitat dégradé) (p. 781) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat après modification (p. 782).

Art. 2 bis (imputation des montants de surloyer sur le prix d'achat d'un logement HLM) (p. 782) - Supprimé (p. 783).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 783) : *MM. Dominique Braye, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Serge Franchis, Robert Pagès.*

Scrutin public n° 68 (p. 784).

Adoption (20 février 1996) (p. 784).

Discussion (commission mixte paritaire)

(22 février 1996) (p. 971, 973).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 971) : *MM. Dominique Braye, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Pierre-André Périssol, ministre délégué au logement.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 971, 972).

Art. 1^{er} bis A, 2 bis (p. 972).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 972, 973) : *M. Guy Allouche, Mme Marie-Claude Beauveau.*

Adoption (22 février 1996) (p. 972).

Logement social

Voir *Collectivités locales, 6*
Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom), 1
Logement et habitat, 5

Lois constitutionnelles

Voir *Sécurité sociale, 1*

Lois de finances

Voir *Sécurité sociale, 2*

1. - Projet de loi de finances pour 1997, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Alain LAMASSOURE, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement (18 septembre 1996) [n° 2993 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis aux commissions des affaires culturelles, des affaires étrangères, de la défense, des lois et de la production - Rapport général de M. Philippe AUBERGER, rapporteur général (10 octobre 1996) [n° 3030 (96-97)] - Discussion (15 octobre au 20 novembre 1996) - Adoption (20 novembre 1996) [n° 590].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 novembre 1996) [n° 85 (96-97)] - Renvoi à la commission des finances - pour avis aux commissions des affaires culturelles, des affaires économiques, des affaires étrangères, des affaires sociales, des lois - Rapport général de M. Alain LAMBERT, rapporteur général (21 novembre 1996) [n° 86 (96-97)] - Discussion (21, 22, 25, 26, 27, 28, 29 novembre, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10 décembre 1996) - Adoption (10 décembre 1996) [n° 34].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (11 décembre 1996) [n° 3221 (96-97)] - Renvoi à la commission des finances.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (11 décembre 1996) [n° 3221 (96-97)] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Philippe AUBERGER (17 décembre 1996) [n° 3239 (96-97)] - Discussion (18 décembre 1996) - Adoption (18 décembre 1996) [n° 624].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Alain LAMBERT (17 décembre 1996) [n° 153 (96-97)] - Discussion (18 décembre 1996) - Adoption (18 décembre 1996) [n° 45].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 96-385 DC du 30 décembre 1996 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 1996) qui déclare la loi partiellement conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 96-1181 du 30 décembre 1996 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 1996).

SENAT

Rapporteur général

RAPPORT GÉNÉRAL [n° 86 (96-97)] fait, au nom de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, sur le projet de loi de finances pour 1997 adopté par l'Assemblée nationale, par M. Alain Lambert, rapporteur général.

Tome I. - Le budget de 1997 et son contexte économique et financier.

Tome II. - Fascicule 1. - Les conditions générales de l'équilibre financier. (Première partie de la loi de finances.)

Fascicule 2. - Affaires européennes et article 32 : évaluation de la participation française au budget des Communautés européennes (rapporteur spécial : M. Denis Badré).

Tome III. - Les moyens des services et les dispositions spéciales. (Deuxième partie de la loi de finances.)

Tome IV. - Analyse synthétique des crédits et principales observations des rapporteurs spéciaux.

Rapporteurs spéciaux

I. - BUDGETS CIVILS

A - Budget général

Annexes

Affaires étrangères et coopération :

Affaires étrangères : M. Jacques 1
Chaumont.

Coopération : M. Michel Charasse 2

Agriculture, pêche et alimentation : M. Joël 3
Bourdin

I. - Aménagement du territoire : 4
M. Roger Besse

II. - Ville et intégration : M. Philippe 5
Marini

Anciens combattants et victimes de guerre : 6
M. Jacques Baudot

Commerce et artisanat : M. René Ballayer 7

Communication audiovisuelle : M. Jean 8
Cluzel

Culture : M. Maurice Schumann	9
Economie et finances :	
Charges communes : M. Claude Belot	10
Services financiers : M. Alain Richard	11
Commerce extérieur : Mme Maryse Bergé-Lavigne	12
Education nationale, enseignement supérieur et recherche :	
I. - Enseignement scolaire : M. Jacques-Richard Delong	13
II. - Enseignement supérieur : M. Jean-Philippe Lachenaud	14
III - Recherche : M. René Trégouët	15
Environnement : M. Philippe Adnot	16
Equipement, logement, transports et tourisme :	
I. - Urbanisme et services communs : M. Henri Collard	17
II. - Transports :	
Transports terrestres : M. Auguste Cazalet	18
Routes et sécurité routière : M. Gérard Miquel	19
Transport aérien et météorologie : M. Yvon Collin	20
III. - Logement : M. Henri Collard	21
IV. - Mer :	
Marine marchande : M. René Régnauld	22
Ports maritimes : M. Marc Massion	23
V. - Tourisme : M. Paul Loridant	24
Fonction publique et réforme de l'Etat : M. Philippe Marini	25
Industrie, poste et télécommunications :	
I. - Industrie : M. Bernard Barbier	26
II. - Poste, télécommunications et espace : M. René Trégouët	27
Intérieur et décentralisation :	
Sécurité : M. Guy Cabanel	28
Décentralisation : M. Michel Mercier	29
Jeunesse et sports : M. Jean-Pierre Masseret	30
Justice : M. Hubert Haenel	31
Outre-mer : M. Roland du Luart	32
Presse : M. Jean Cluzel	33
Services du Premier ministre :	
I. - Services généraux : M. Henri Torre	34
II. - Secrétariat général de la défense nationale : M. Michel Sergent	35
III. - Conseil économique et social : M. Claude Lise	36

IV. - Plan : M. Michel Moreigne	37
Travail et affaires sociales :	
Travail : M. Emmanuel Hamel	38
Santé publique, action sociale et solidarité : M. Jacques Oudin	39
B. - Budgets annexes	
Aviation civile : M. Yvon Collin	20
Journaux officiels : Mme Marie-Claude Beaudeau	40
Légion d'honneur - ordre de la Libération : M. René Régnauld	41
Monnaies et médailles : M. Alain Richard	42
Prestations sociales agricoles : M. Joël Bourdin	43
II. - DEFENSE	
Exposé d'ensemble et dépenses en capital : M. Maurice Blin	44
Dépenses ordinaires : M. François Trucy	45
III. - AUTRES DISPOSITIONS	
Comptes spéciaux du Trésor : M. Yann Gaillard	46
Rapporteurs pour avis	
AVIS [n° 87 (96-97)] présenté, au nom de la commission des Affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1997, adopté par l'Assemblée nationale :	
Tomes	
I. - Culture : M. Philippe Nachbar	
II. - Cinéma - Théâtre dramatique par M. Marcel Vidal	
III. - Environnement : M. Ambroise Dupont	
IV. - Enseignement scolaire : M. Jean Bernadaux	
V. - Enseignement agricole : M. Albert Vecten	
VI. - Enseignement supérieur : M. Jean-Pierre Camoin	
VII. - Enseignement technique : M. Jean-Louis Carrère	
VIII. - Recherche scientifique et technique : M. Pierre Laffitte	
IX. - Jeunesse et sports : M. François Lesein	

Communication audiovisuelle : M. Jean-Paul Hugot

- XI. - Presse écrite : M. Alain Gérard
- XII. - Relations culturelles, scientifiques et techniques : M. James Bordas
- XIII. - Francophonie : M. Jacques Legendre

AVIS [n° 88 (96-97)] présenté, au nom de la commission des Affaires économiques et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1997, adopté par l'Assemblée nationale

Tomes

- I. - Agriculture : M. Alain Pluchet
- II. - Pêche : M. Josselin de Rohan
- III. - Aménagement rural : M. Henri Revol
- IV. - Industries agricoles et alimentaires : M. Aubert Garcia
- V. - Industrie : M. Francis Grignon
- VI. - Energie : M. Jean Besson
- VII. - Recherche : M. Jean-Marie Rausch
- VIII. - PME - Commerce et artisanat : M. Jean-Jacques Robert
- IX. - Consommation et concurrence : M. Louis Minetti
- X. - Commerce extérieur : M. Michel Souplet
- XI. - Aménagement du territoire : M. Jean Pépin
- XII. - Plan : M. Jean Boyer
- XIII. - Routes et voies navigables : M. Jacques Braconnier
- XIV. - Logement : M. William Chervy
- XV. - Urbanisme : Mme Josette Durrieu
- XVI. - Tourisme : M. Charles Ginesy
- XVII. - Environnement : M. Bernard Hugo
- XVIII. - Transports terrestres : M. Georges Berchet
- XIX. - Aviation civile et transport aérien : M. Jean-François Le Grand
- XX. - Mer : M. Jacques Rocca Serra
- XXI. - Technologies de l'information et poste : M. Pierre Hérisson
- XXII. - Outre-mer : M. Rodolphe Désiré
- XXIII. - Ville : M. Gérard Larcher

AVIS [n° 89 (96-97)] présenté, au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et

des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1997, adopté par l'Assemblée nationale

Tomes

- I. - Affaires étrangères : M. André Dulait
- II. - Affaires étrangères, relations culturelles extérieures et francophonie : M. Guy Penne
- III. - Coopération : Mme Paulette Brisepierre
- IV. - Défense - Nucléaire, espace et services communs : M. Jean Faure
- V. - Défense - Gendarmerie : M. Michel Alloncle
- VI. - Défense - Forces terrestres : M. Serge Vinçon
- VII. - Défense - Air : M. Hubert Falco
- VIII. - Défense - Marine : M. André Boyer

AVIS [n° 90 (96-97)] présenté, au nom de la commission des Affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1997, adopté par l'Assemblée nationale

Tomes

- I. - Affaires sociales : M. Jean Chérioux
- II. - Santé : M. Louis Boyer
- III. - Ville et intégration : M. Paul Blanc
- IV. - Travail, emploi et formation professionnelle : MM. Louis Souvet et Jean Madelain
- V. - Budget annexe des prestations sociales agricoles : M. Bernard Seillier
- VI. - Anciens combattants : M. Marcel Lesbros
- VII. - Départements et territoires d'outre-mer (aspects sociaux) : M. Pierre Lagourgue
- VIII. - Logement social : M. Jacques Bimbenet

AVIS [n° 91 (96-97)] présenté, au nom de la commission des Lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, sur le projet de loi de finances pour 1997, adopté par l'Assemblée nationale

Tomes

- I. - Intérieur et décentralisation - Décentralisation : M. André Bohl
- II. - Intérieur et décentralisation - Police et sécurité : M. Paul Masson
- III. - Intérieur et décentralisation - Sécurité civile : M. René-Georges Laurin
- IV. - Justice - Services généraux : M. Germain Authié

Justice - Administration pénitentiaire :
M. Georges Othily

- VI. - Justice- Protection judiciaire de la
jeunesse : M. Michel Rufin
- VII. - Départements d'outre-mer : M. Français
Blazot
- VIII. - Territoires d'outre-mer : M. Jean-Marie
Girault

TABLEAU DE CONCORDANCE

des articles du projet de loi de finances pour 1997 (AN n° 2993 et Sénat n° 85, 1996-1997) et des articles de la loi de finances pour 1997 (n ° 96-1181 du 30 décembre 1996)

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
PREMIERE PARTIE CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER TITRE PREMIER DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES I. - IMPÔTS ET REVENUS AUTORISES <i>A. - Dispositions antérieures.</i>					
1		I. Autorisation de percevoir les impôts existants II. Conditions d'entrée en vigueur des dispositions	25-11-1996	5875	1
<i>B. - Mesures fiscales</i> 1. Réforme de l'impôt sur le revenu					
2		Barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement	25-11-1996	5876	2
	2 bis (AN) (Supprimé par le Sénat)	Transféré en 2ème partie (art. 59 bis A)	25-11-1996	5892	
3		Allègement du premier acompte et des quatre premières mensualités de l'impôt sur le revenu	25-11-1996	5894	3
4		Aménagement de l'abattement de 20% appliqué aux revenus des adhérents des centres et associations de gestion agréés et aux rémunérations des personnes détenant plus de 35% des droits sociaux de leur entreprise	25-11-1996	5897	4
5		Aménagement de la réduction d'impôt accordée au titre des primes d'assurance-vie	25-11-1996	5899	5
6		Aménagement de l'abattement de 10% sur les pensions	25-11-1996	5903	6
7		Application aux indemnités de maternité du traitement fiscal des salaires	25-11-1996	5904	7

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
8		Maintien des conditions d'exonération et d'allègement des impôts locaux pour les ménages	25-11-1996	5910	8
	8 bis (AN)	Augmentation de la part de la participation de l'employeur à l'acquisition de titres-restaurant par ses salariés exonérée d'impôt sur le revenu et de taxe sur les salaires	25-11-1996	5915	9
2. Mesures en faveur des entreprises					
9		Réduction de 33,3% à 19% du taux de l'impôt sur les sociétés pour les PME renforçant leurs fonds propres	25-11-1996	5918	10
	9 bis (AN)	Cessions de droits sociaux	25-11-1996 27-11-1996	5926 6171	11
	9 ter A (Sénat)	Report d'imposition. Régime applicable aux groupements	25-11-1996	5927	12
	9 ter (AN)	Généralisation de l'exonération de l'imposition forfaitaire sur les sociétés à l'ensemble des groupements d'employeurs	25-11-1996	5929	13
	9 quater (Sénat)	Alignement du régime fiscal des dirigeants de sociétés sur celui des dirigeants salariés	25-11-1996 27-11-1996	5930 6172	14
	9 quinquies (Sénat)	Exonération d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés des entreprises faisant un don en faveur de la Fondation du Patrimoine	25-11-1996	5931	15
	9 sexies (Sénat)	Extension de l'exonération fiscale prévue en faveur du patrimoine protégé au patrimoine labellisé par la Fondation du Patrimoine	25-11-1996	5931	16
3. Autres mesures					
10		Réduction du taux de la TVA applicable aux travaux de construction de logements locatifs sociaux	25-11-1996	5934	17
	10 bis (AN)	Reconduction du taux super réduit de TVA applicable aux ventes d'animaux vivants de boucherie et de charcuterie à des non assujettis	25-11-1996	5947	18
	10 ter (AN)	Assujettissement à la TVA des prestations de télécommunication dans l'Etat du preneur de l'appel	25-11-1996	5947	19
	10 quater (Sénat)	Application du taux réduit de TVA au bois de chauffage	25-11-1996	5949	20
11		Aménagement de la contribution annuelle sur certains logements à usage locatif	26-11-1996	5985	21
	11 bis (Sénat)	Modification de la réduction du revenu foncier des primes d'assurance pour impayés de loyer	26-11-1996	5990	22
	11 ter (Sénat)	Modalités de sortie du régime de réduction de 35% des droits départementaux et de la taxe additionnelle régionale sur cessions d'immeubles d'habitation	26-11-1996	5996	23

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
12		Aménagement du mode de calcul de la valeur ajoutée retenue pour le plafonnement de la taxe professionnelle des entreprises louant des biens à des sociétés appartenant à un même groupe	26-11-1996	5998	24
13		Actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune	26-11-1996 27-11-1996	6005 6172	25
	13 bis (Sénat) (Supprimé par la CMP)	Report d'imposition des plus-values d'échange de titre résultant d'une offre publique, de fusion, de scission ou d'un apport de titres à une société soumise à l'impôt sur les sociétés	26-11-1996 27-11-1996	6019 6172	
14		Modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel	26-11-1996	6025	26
	14 bis (AN)	Aménagement de la taxe due par les titulaires d'ouvrages hydroélectriques	26-11-1996	6034	27
15 (Supprimé par l'AN)		Transféré en 2 ^{ème} partie (art. 82 bis)	26-11-1996	6035	
<i>C. - Mesures diverses</i>					
16		Affectation du produit de la cotisation minimale de taxe professionnelle au budget général de l'État	26-11-1996	6038	28
17 (Supprimé par la CMP)		Étalement du paiement du solde de la compensation des pertes de ressources résultant de la réduction des droits de mutation à titre onéreux	26-11-1996	6039	
	17 bis (AN)	Transmission entre vifs effectuées entre grands-parents et petits-enfants (Réduction des droits pour charge de famille)	26-11-1996	6045	29
	17 ter (AN)	Transmission entre vifs effectuées entre grands-parents et petits-enfants (Donations successives)	26-11-1996	6045	30
18 (Supprimé par l'AN)		Compensation des exonérations de taxe professionnelle prévues par le projet de loi relatif au pacte de relance pour la ville	26-11-1996	6045	
19		Aménagement du mécanisme de gestion des recettes provenant de l'écrêtement des départements "surfiscalisés"	26-11-1996	6047	31
20		Aménagement du mécanisme de compensation de la réduction pour embauche et investissement	26-11-1996	6053	32
	20 bis (Sénat)	Éligibilité des groupements de communes au FCTVA pour les travaux de voirie entrant dans leur champ de compétence	26-11-1996	6054	33
21		Régime fiscal des charges exceptionnelles affectant France Télécom	27-11-1996	6103	34
22		Contribution de France Télécom au financement du service public de l'enseignement supérieur des télécommunications	27-11-1996	6106	35

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
23		Taxes pour la délivrance, la gestion et le contrôle des autorisations nécessaires à l'exercice d'une activité dans le secteur des télécommunications	27-11-1996	6107	36
24 (Supprimé par l'AN)		Revalorisation des redevances d'exploitation auxquelles sont assujettis les exploitants d'installations nucléaires	27-11-1996	6108	
	24 bis (AN)	Relèvement du plafond pour l'amortissement des véhicules de société	27-11-1996	6109	37
	24 ter (AN)	Suppression du droit de timbre sur les effets de commerce	27-11-1996	6109	38
	24 quater A (Sénat)	Plafonnement de la réduction d'impôt applicable aux contribuables célibataires ou divorcés bénéficiant d'une 1/2 part supplémentaire au titre d'enfants majeurs qui ne sont plus à charge	27-11-1996	6110	39
	24 quater (AN)	Institution d'une contribution exceptionnelle sur les excédents financiers résultant de la collecte de la participation des entreprises à la formation en alternance	27-11-1996	6111	40
	24 quinquies (Sénat)	Assouplissement du régime fiscal des associés de sociétés civiles professionnelles ayant opté pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés	27-11-1996	6116	41
II.- RESSOURCES AFFECTEES					
25		Dispositions relatives aux affectations	27-11-1996	6119	42
	25 bis (Sénat)	Relèvement du taux du prélèvement affecté au FNDS	27-11-1996	6119	43
	25 ter (Sénat) (Supprimé par la CMP)	Revalorisation de la redevance sur les consommations d'eau prélevée au profit du FNDAE	27-11-1996	6126 6173	
26		Modification des taux de la taxe de sûreté et de sécurité due par les entreprises de transport public aérien	27-11-1996	6145	44
27		Modification du tarif de la taxe de péréquation due par les entreprises de transport public aérien	27-11-1996	6145	45
28		Prélèvement exceptionnel sur France Télécom	27-11-1996	6147	46
29		Modification de la contribution des organismes collecteurs du 1% logement au financement des aides à l'accession à la propriété	27-11-1996	6151	47
	29 bis (Sénat) (Supprimé par la CMP)	Eligibilité au FCTVA pour les travaux sur les cours d'eau non domaniaux en fonction de l'urgence ou de l'intérêt général	27-11-1996	6154	
	29 ter (Sénat)	Perception sur les tabacs. Fixation et modalités de révision du taux normal.	27-11-1996	6155	48

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
30		Affectation d'une partie de la fiscalité sur le tabac à la Caisse nationale d'assurance maladie	27-11-1996	6155	49
31		Actualisation des taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du BAPSA	27-11-1996	6155	50
32		Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes	27-11-1996	6077	51
TITRE II					
DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES					
33		Équilibre général du budget	27-11-1996 10-12-1996	6158 6173 7164	52
DEUXIEME PARTIE					
MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES					
TITRE PREMIER					
DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1997					
I.- OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF					
<i>A.- Budget général.</i>					
34		Budget général. Services votés	09-12-1996	7007	53
35		Mesures nouvelles. Dépenses ordinaires des services civils	09-12-1996 10-12-1996	7007 7160	54
36		Mesures nouvelles. Dépenses en capital des services civils	09-12-1996 10-12-1996	7009 7162	55
37		Mesures nouvelles. Dépenses ordinaires des services militaires	04-12-1996	6623	56
38		Mesures nouvelles. Dépenses en capital des services militaires	04-12-1996 10-12-1996	6625 7163	57
39		Autorisations d'engagement par anticipation	09-12-1996	7012	58

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances	
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)					
<i>B.- Budgets annexes.</i>						
40		Budgets annexes. Services votés	-Aviation civile	06-12-1996	6807	59
			- Journaux officiels	29-11-1996	6348	
			- Légion d'Honneur	09-12-1996	6984	
			- Ordre de la Libération	09-12-1996	6984	
			- Monnaies et médailles	07-12-1996	6971	
			- Prestations sociales agricoles	05-12-1996	6680	
41		Budgets annexes. Mesures nouvelles	-Aviation civile	06-12-1996	6808	60
			- Journaux officiels	29-11-1996	6348	
			- Légion d'Honneur	09-12-1996	6984	
			- Ordre de la Libération	09-12-1996	6984	
			- Monnaies et médailles	07-12-1996	6972	
			- Prestations sociales agricoles	05-12-1996	6680	
<i>C.- Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale.</i>						
42		Extension du champ d'intervention du compte d'affectation spéciale n°902-10 "Soutien de l'industrie cinématographique et de l'industrie des programmes audiovisuels"		02-12-1996	6481	61
43		Fusion des comptes d'affectation spéciale n°902-24 et n°902-27, et du compte de commerce n°904-09		02-12-1996	6481	62
44		Création d'un compte d'affectation spéciale n°902-29 "Fonds pour le logement des personnes en difficulté"		02-12-1996	6481	63
45		Création d'un compte d'affectation spéciale n°902-30 "Fonds pour le financement de l'accession à la propriété"		02-12-1996	6482	64
	45 bis (AN)	Extension du champ d'intervention du compte spécial du Trésor n° 902-00 « Fonds national pour le développement des adductions d'eau »		02-12-1996	6482	65
46		Comptes d'affectation spéciale. Opérations définitives. Services votés		02-12-1996	6483	66
47		Comptes d'affectation spéciale. Opérations définitives. Mesures nouvelles		02-12-1996	6483	67
II.- OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE						
48		Comptes spéciaux du Trésor. Opérations à caractère temporaire. Services votés		02-12-1996	6484	68

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
49		Comptes d'affectation spéciale. Opérations à caractère temporaire. Mesures nouvelles	02-12-1996	6484	69
50		Comptes de prêts. Mesures nouvelles	02-12-1996	6484	70
51		Comptes de commerce. Mesures nouvelles	02-12-1996	6484	71
52		Clôture du compte de commerce n°904-09 "Gestion de titres du secteur public".	02-12-1996	6484	72
53		Prorogation du compte spécial du Trésor n°905-11 "Liquidation du secteur français de Berlin"	02-12-1996	6484	73
III.- DISPOSITIONS DIVERSES					
54		Autorisation de perception des taxes parafiscales	09-12-1996	7013	74
55		Crédits évaluatifs	09-12-1996	7024	75
56		Crédits provisionnels	09-12-1996	7026	76
57		Reports de crédits	09-12-1996	7027	77
58		Approbation de la répartition du produit de la redevance et approbation du produit attendu des recettes publicitaires des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle	07-12-1996	6925	78
	58 bis A (Sénat)	Publication en annexe du projet de loi de finances d'un rapport sur l'action audiovisuelle extérieure de la France	07-12-1996	6929	79
	58 bis (AN)	Revalorisation des redevances d'exploitation auxquelles sont assujettis les exploitants d'installations nucléaires	09-12-1996	7030	80
TITRE II					
DISPOSITIONS PERMANENTES					
A.- MESURES FISCALES					
<i>1. Réforme de l'impôt sur le revenu.</i>					
59		Barèmes de l'impôt sur les revenus des années 1997 à 2000	09-12-1996	7031	81
	59 bis A (Sénat)	Plafonnement du régime fiscal des SOFICA pour l'impôt sur le revenu (Voir art. 2 bis)	09-12-1996	7037	82
	59 bis B	Alignement du régime de réduction d'impôt des dons aux partis et	09-12-1996	7037	

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
	(Sénat) (Supprimé par la CMP)	groupements politiques et aux associations de financement électoral sur celui des dons aux associations d'utilité publique			
	59 bis (AN) (Supprimé par le Sénat)	Application aux indemnités temporaires d'accident du travail du régime fiscal des salaires	09-12-1996	7038	
	59 ter (AN)	Harmonisation de rédactions dans le code général des impôts	09-12-1996	7041	83
	59 quater (Sénat)	Raport au Parlement sur le traitement des réductions d'impôt (Dépenses fiscales)	09-12-1996	7041	84
60		Institution d'une réduction d'impôt pour les dépenses de gros travaux dans la résidence principale	09-12-1996	7042	85
	60 bis (Sénat)	Prorogation du régime d'aide aux travaux d'isolation thermique	09-12-1996	7045	86
61		Suppression progressive des déductions forfaitaires supplémentaires pour frais professionnels de certaines professions	09-12-1996	7049	87
	61 bis (AN)	Création d'un fonds de modernisation de la presse	09-12-1996	7067	88
62		Suppression de la réduction d'impôt pour intérêts d'emprunts	09-12-1996	7070	89
63		Suppression de la réduction d'impôt accordée au titre des versements à des fonds salariaux	09-12-1996	7072	90
64		Suppression de la réduction d'impôt accordée au titre des dépenses de scolarité des enfants à charge	09-12-1996	7075	91
65		Aménagement du plafond de l'abattement de 10 % sur les pensions perçues à compter de l'année 1997	09-12-1996	7076	92
66		Suppression de l'avantage minimal en impôt pour la déduction des pensions alimentaires versées à des enfants majeurs inscrits dans l'enseignement supérieur	09-12-1996	7077	93
	66 bis (AN)	Déductibilité d'un point de contribution sociale généralisée de l'assiette de l'impôt sur le revenu	09-12-1996	7078	94
	66 ter (Sénat)	Conditions d'imposition à la contribution sociale généralisée des rémunérations perçues par les agents publics en poste hors de France	09-12-1996	7079	95
67		Réduction du seuil de recouvrement de l'impôt sur le revenu	09-12-1996	7079	96
	67 bis (AN)	Modification du régime fiscal des bons du trésor et assimilés et des bons de caisse, ainsi que des bons ou contrats de capitalisation	09-12-1996	7079	97
2. Mesures en faveur des entreprises.					
	68 A (Sénat)	Rapport au Parlement sur les conséquences d'un abaissement à 3,5% du plafonnement du taux de taxe professionnelle pour certaines entreprises	09-12-1996	7081	98

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
68		Plafonnement du taux de la taxe professionnelle	09-12-1996 et 10-12-1996	7085 et 7101	99
	68 bis (AN)	Faculté d'exonération de certains logements de la part régionale de la taxe foncière sur les propriétés bâties	10-12-1996	7104	100
69		Prorogation de la majoration du plafond des versements ouvrant droit à la réduction d'impôt au titre des souscriptions en numéraire au capital de sociétés non cotées	10-12-1996	7105	101
70		Institution de fonds communs de placement dans l'innovation	10-12-1996	7105	102
71		Report d'imposition des plus-values en cas d'apport de brevet	10-12-1996	7108	103
	71 bis A (Sénat)	Régime des profits et pertes réalisés lors de l'échange, de la fusion ou de la scission d'une société des droits sociaux affectés à l'exercice d'une profession non commerciale	10-12-1996	7109	104
	71 bis (AN)	Extension de la procédure de rescrit fiscal au crédit d'impôt-recherche	10-12-1996	7111	105
	71 ter (Sénat)	Rapport au Parlement sur les effets économiques de la taxe sur les salaires. Voies et moyens d'une suppression progressive de cet impôt et de son remplacement	10-12-1996	7112	106
3. Modernisation de la fiscalité agricole.					
72		Accroissement de la portée de la déduction pour investissement en matière de bénéfice agricole	10-12-1996	7113	107
73		Assouplissement des conditions d'option des agriculteurs pour le système de la moyenne triennale	10-12-1996	7118	108
74		Assujettissement de plein droit à un régime réel d'imposition des sociétés constituées dans le secteur agricole	10-12-1996	7119	109
	74 bis (AN)	Simplification des formalités relatives à la circulation de certains vins vendus en vrac à des particuliers	10-12-1996	7120	110
	74 ter (Sénat)	Régime de la taxation des fractions de subventions d'équipement	10-12-1996	7121	111
4. Garantie des droits des contribuables et lutte contre la fraude.					
75		Instauration d'un double degré de juridiction pour les contentieux fiscaux relevant du juge judiciaire	10-12-1996	7124	112
76		Suppression du droit de préemption de l'administration sur les immeubles et les fonds de commerce	10-12-1996	7124	113
77		Réduction du taux de l'amende fiscale pour défaut de vignette automobile	10-12-1996	7124	114
78		Prorogation du délai de reprise de l'administration des impôts en cas d'activité occulte	10-12-1996	7125	115

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
79		Modalités d'imposition en l'absence de déclaration lorsque le chiffre d'affaires est inférieur aux limites du forfait	10-12-1996	7125	116
<i>5. Mesures diverses.</i>					
	80 A (Sénat)	Rapport sur les modalités du calcul de la puissance fiscale des véhicules automobiles	10-12-1996	7126	117
80		Reconduction du régime de la provision spéciale des entreprises de presse	10-12-1996	7126	118
81		Fixation des coefficients de majoration des valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux en 1997	10-12-1996	7129	119
	81 bis (Sénat)	Assouplissement des règles de fixation des taux des impositions directes locales	10-12-1996	7129	120
	81 ter (Sénat) (Supprimé par la CMP)	Application à tous les groupements écartés du taux de 30 à 60% pour le calcul du reversement du produit de l'écrêtement	10-12-1996	7142	
82		Prorogation des contributions additionnelles établies au profit du Fonds national de garantie des calamités agricoles	10-12-1996	7156	121
	82 bis (AN)	Validation d'impositions contestées pour un motif d'incompétence territoriale des agents (Voir art. 15)	10-12-1996	7158	122
B.- AUTRES MESURES					
<i>Agriculture, pêche et alimentation.</i>					
83 (Supprimé par l'AN)		Relèvement de l'âge minimum d'accès à la préretraite agricole	05-12-1996	6740	
	83 bis (AN)	Fonds de gestion de l'espace rural (F.G.E.R.)	05-12-1996	6740	123
	83 ter (AN)	Rapport au Parlement sur le programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA)	05-12-1996	6740	124
84		Régime de préretraite agricole	05-12-1996	6740	125
<i>Anciens combattants et victimes de guerre.</i>					
85		Prorogation de l'ouverture de droits au titre du code des pensions militaires d'invalidité en faveur des anciens combattants nationaux du Cambodge, du Laos et du Vietnam	29-11-1996	6332	126
86		Amélioration du Fonds de solidarité en faveur des anciens combattants	29-11-1996	6332	127

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
87 (Supprimé par l'AN)		Plafonnement à 50% de la majoration des pensions militaires d'invalidité afférente au taux de grade	29-11-1996	6332	
<i>Charges communes</i>					
88		Réforme des plans d'épargne populaire	02-12-1996	6480	128
89		Majoration légale des rentes viagères	02-12-1996	6480	129
90		Modification de l'assiette de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat	07-12-1996	5968	130
<i>Commerce et artisanat</i>					
91		Actualisation de la taxe pour frais de chambre de métiers	07-12-1996	6959	131
	91 bis (AN)	Financement de la formation professionnelle continue des chefs d'entreprises artisanales	07-12-1996	6960	132
<i>Equipement, logement, transports et tourisme</i>					
<i>II. - Transports</i>					
	92 A (Sénat)	Prise en compte de la décision de principe de subvention de l'Etat pour l'évaluation du taux de versement transport des collectivités locales	06-12-1996	6792	133
<i>III. - Logement</i>					
92		Fusionnement des barèmes de l'aide personnalisée au logement	06-12-1996	6833	134
<i>Outre-mer</i>					
93		Prorogation de la taxe sur les transports au profit des régions d'outre-mer.	02-12-1996	6425	135
<i>Travail et affaires sociales</i>					
<i>I. - Travail</i>					
94		Réforme de l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprise	29-11-1996	6311	136
95		Recentrage des stages de formation pour les chômeurs	29-11-1996	6316	137
96		Réforme du contrat initiative-emploi	29-11-1996	6316	138

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et <i>seconde délibération</i>)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
97		Transfert à l'AGEFIPH du financement de la garantie de ressources des travailleurs handicapés placés en milieu ordinaire	29-11-1996	6317	139
<i>III. - Action sociale et solidarité</i>					
98 (Supprimé par l'AN)		Encadrement des dépenses des établissements sociaux financés par l'Etat	28-11-1996	6276	

Discussion (première lecture)

(21 novembre 1996) (p. 5787, 5831); (22 novembre 1996) (p. 5839, 5867); (25 novembre 1996) (p. 5875, 5901; 5902, 5965); (26 novembre 1996) (p. 5975, 6063); (27 novembre 1996) (p. 6077, 6193); (28 novembre 1996) (P; 6204, 6232; 6250, 6300); (29 novembre 1996) (6306, 6386); (2 décembre 1996) (p. 6392, 6484); (3 décembre 1996) (p. 6489, 6517; 6522, 6576); (4 décembre 1996) (p. 6584, 6674); (5 décembre 1996) (p. 6680, 6700; 6709, 6761); (6 décembre 1996) (p. 6680, 6700; 6709, 6761); (6 décembre 1996) (p. 6768, 6861); (7 décembre 1996) (p. 6870, 6972); (9 décembre 1996) (p. 6982, 7087); (10 décembre 1996) (p. 7101, 7136; 7141, 7181)..

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5787, 5831; 5839, 5862) : *MM. Philippe Adnot, Philippe Arnaud, Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Jean-Michel Baylet, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Guy Cabanel, Michel Charasse, Jacques Delong, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Paul Girod, Mme Anne Heinis, MM. Bernard Joly, Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Gérard Larcher, Paul Lorient, Roland du Luart, Mme Hélène Luc, MM. Philippe Marini, Jean-Pierre Masseret, Marc Massion, Gérard Miquel, Jacques Oudin, Christian Poncelet, président de la commission des finances; Jean Puech, René Régnault, Josselin de Rohan, Michel Sergent, Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères.*

Motion n°I-235 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable (p. 5862).

Rejet de la motion (p. 5867; scrutin public n°32).

PREMIERE PARTIE.**CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER.**

II- DISCUSSION DES ARTICLES DE LA PREMIERE PARTIE (25 novembre 1996) (p. 5875, 5901; 5902, 5965); (26 novembre 1996) (p. 5975, 6063); (27 novembre 1996) (p. 6077, 6193) : *MM Denis Badré, rapporteur spécial de la commission des finances; René Ballayer, Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean-Luc Bécart, Michel Bécot, Georges Berchet, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Claude Billard, François Blaizot, Mme Nicole Borvo, MM. Joël Bourdin, Guy Cabanel, Michel Caldaguès, Jean-Pierre Camoin, Jean-Louis Carrère, Gérard César, Michel Charasse, William Chervy, Jean Cluzel, Roland Courteau, Jacques Delong, Charles Descours, André Diligent, Michel Doublet, Michel Dreyfus-Schmidt, Xavier Dugoin, André Dulait, André Egu, Jean Faure, Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Alfred Foy, Philippe François, Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques; Yann Gaillard, François Gerbaud, Paul Girod, Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles; Jacques Habert, Emmanuel Hamel, Mme Anne Heinis, MM. Pierre Hérisson, Daniel Hoeffel, Jean-Paul Hugot, Bernard Joly, Alain Joyandet, Jean-Philippe Lachenaud, Pierre Laffitte, Pierre Lagourgue, Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Gérard Larcher, François Lesein, Paul Lorient, Roland du Luart, Mme Hélène Luc, MM. Jacques Machet, Jean Madelain, Philippe Marini, Jean-Pierre Masseret, Marc Massion, Jean-Luc Mélenchon, Louis Minetti, Michel Moreigne, Jacques Oudin, Robert Pagès, Pierre-André Périssol, ministre délégué au logement; Bernard Plasait, Christian Poncelet, président de la commission des finances; Mme Danièle Pourtaud, MM. René Régnault, Charles Revet, Alain Richard, Philippe Richert, Jean-Jacques Robert, Michel Rufin, Maurice Schumann, Michel Souplet, Louis Souvet, Alain Vasselle, André Vézinhel, Marcel Vidal, Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères.*

TITRE I^{er}.**DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES.****I. Impôts et revenus autorisés.****A. Dispositions antérieures.**

Art. 1^{er} (Autorisation de percevoir les impôts existants) (p. 5875) - Adopté.

B. Mesures fiscales.**1. Réforme de l'impôt sur le revenu.**

Art. 2 (barème de l'impôt sur les revenus de l'année 1996 et mesures d'accompagnement) (p. 5876) - Adopté (p. 5884).

Art. 2 bis (plafonnement du régime fiscal des SOFICA pour l'impôt sur le revenu) (p. 5892) - Supprimé (p. 5894).

Art. 3 (allègement du premier acompte et des quatre premières mensualités de l'impôt sur le revenu) (p. 5894) - Adopté.

Art. 4 (aménagement de l'abattement de 20 % appliqué aux revenus des adhérents des centres et associations de gestion agréés et aux rémunérations des personnes détenant plus de 35 % des droits sociaux de leur entreprise) (p. 5897) - Adopté (p. 5898).

Art. 5 (aménagement de la réduction d'impôt accordée au titre des primes d'assurance-vie) (p. 5899) - Adopté (p. 5900).

Art. 6 (aménagement de l'abattement de 10 % sur les pensions) (p. 5903) - Adopté (p. 5904).

Art. 7 (application, aux indemnités de maternité, du traitement fiscal des salaires) (p. 5904) - Adopté (p. 5907).

Art. 8 (maintien des conditions d'exonération et d'allègement des impôts locaux pour les ménages) (p. 5910) - Adopté (p. 5914).

Art. 8 bis (augmentation de la part de la participation de l'employeur à l'acquisition de titres restaurants par ses salariés exonérée d'impôt sur le revenu et de taxe sur les salaires) (p. 5915) - Adopté.

2. Mesures en faveur des entreprises.

Art. 9 (réduction de 33,33 % à 19 % du taux de l'impôt sur les sociétés pour les petites et moyennes entreprises renforçant leurs fonds propres) (p. 5918) - Adopté après modification (p. 5923).

Art. 9 bis (cessions de droits sociaux) (p. 5926) - Adopté.

Après l'art. 9 bis (p. 5927).

Art. additionnel (report d'imposition des plus-values résultant d'échanges de titres détenus par l'intermédiaire de sociétés fiscalement transparentes) (p. 5927) - Adopté.

Art. 9 ter (généralisation de l'exonération de l'imposition forfaitaire sur les sociétés à l'ensemble des groupements d'employeurs) (p. 5929) - Adopté.

Après l'art. 9 ter (p. 5929).

Art. additionnel (application de la déduction forfaitaire de 10 % pour frais professionnels aux gérants majoritaires de S.A.R.L.) (p. 5929) - Adopté (p. 5930).

Art. additionnel (exonérations d'impôt sur le revenu et d'impôt sur les sociétés liées à des dons en faveur de la Fondation du patrimoine) (p. 5931) - Adopté (p. 5932).

Art. additionnel (exonération fiscale du patrimoine labellisé par la Fondation du patrimoine) (p. 5931) - Adopté (p. 5932).

3. Autres mesures.

Art. 10 (réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction de logements locatifs sociaux) (p. 5934) - Adopté après modification (p. 5943).

Art. 10 bis (reconduction du taux super réduit de TVA applicable aux ventes d'animaux vivants de boucherie et de charcuterie à des non assujettis) (p. 5947) - Adopté.

Art. 10 ter (assujettissement à la TVA des prestations de télécommunication dans l'Etat du preneur) (p. 5947) - Adopté.

Après l'art. 10 ter (p. 5947).

Art. additionnel (taux de TVA applicable aux produits de la floriculture, de l'horticulture et du bois de chauffage) (p. 5949) - Adopté (p. 5950).

Art. additionnel (fixation à 5,5 % du taux de TVA sur les matériels et les logiciels informatiques) (p. 5951) - Adopté (p. 5953).

Art. 11 (aménagement de la contribution annuelle sur certains logements à usage locatif) (p. 5985) - Adopté (p. 5987).

Après l'art. 11 (p. 5990).

Art. additionnel (garantie du risque de loyers impayés) (p. 5990) - Adopté.

Art. additionnel (modalités du régime de réduction de 35 % des droits départementaux et de la taxe additionnelle régionale sur les cessions d'immeubles d'habitation) (p. 5996) - Adopté après modification.

Art. 12 (aménagement du mode de calcul de la valeur ajoutée retenue pour le plafonnement de la taxe professionnelle des entreprises louant des biens à des sociétés appartenant à un même groupe) (p. 5998) - Adopté après modification (p. 6000).

Art. 13 (augmentation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 6005) - Adopté après modification (p. 6019).

Après l'art. 13 (p. 6019).

Art. additionnel (pénalisation des transferts de domicile fiscal à l'étranger - amélioration du mécanisme du report d'imposition) (p. 6019) - Adopté après modification (p. 6021).

Art. 14 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel) (p. 6025) - Adopté (p. 6031).

Art. 14 bis (aménagement de la taxe due par les titulaires d'ouvrages hydroélectriques) (p. 6034) - Adopté (p. 6035).

Art. 15 (validation d'impositions constatées pour un motif d'incompétence territoriale des agents) (p. 6035) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

C. Mesures diverses.

Art. 16 (affectation du produit de la cotisation minimale de taxe professionnelle au budget général de l'Etat) (p. 6038) - Adopté après modification (p. 6039).

Art. 17 (étalement du paiement du solde de la compensation des pertes de ressources résultant de la réduction des droits de mutation à titre onéreux) (p. 6039) - Adopté après modification (p. 6043).

Art. 17 bis (transmissions entre vifs effectuées entre grands-parents et petits-enfants) (p. 6045) - Adopté.

Art. 17 ter (transmissions entre vifs effectuées entre grands-parents et petits-enfants) (p. 6045) - Adopté.

Art. 18 (compensation des exonérations de taxe professionnelle prévues par le projet de loi relatif au pacte de relance pour la ville) (p. 6045) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue (p. 6047).

Art. 19 (aménagement du mécanisme de gestion des recettes provenant de l'écrêtement des départements surfiscalisés) (p. 6047) - Adopté après modification (p. 6048).

Art. 20 (aménagement du mécanisme de compensation de la réduction pour embauche et investissement) (p. 6053) - Adopté après modification (p. 6054).

Après l'art. 20 (p. 6054).

Art. additionnel (éligibilité des groupements de communes au Fonds de compensation pour la TVA pour les travaux de voirie entrant dans leur champ de compétence) (p. 6054) - Adopté (p. 6055).

Art. 21 (régime fiscal des charges exceptionnelles affectant France Télécom) (p. 6103) - Adopté (p. 6106).

Art. 22 (contribution de France Télécom au financement du service public de l'enseignement supérieur des télécommunications) (p. 6106) - Adopté (p. 6107).

Art. 23 (taxes pour la délivrance, la gestion et le contrôle des autorisations nécessaires à l'exercice d'une activité dans le secteur des télécommunications) (p. 6107) - Adopté (p. 6108).

Art. 24 (revalorisation des redevances d'exploitation auxquelles sont assujettis les exploitants d'installations nucléaires) (p. 6108) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 24 bis (relèvement du plafond pour l'amortissement des véhicules de société) (p. 6109) - Adopté après modification.

Art. 24 ter (suppression du droit de timbre sur les effets de commerce) (p. 6109) - Adopté après modification (p. 6110).

Après l'art. 24 ter (p. 6111).

Art. additionnel (réduction d'impôt résultant de l'application du quotient familial aux contribuables célibataires ou divorcés ayant des enfants y compris dans le cas d'enfants adoptés) (p. 6111) - Adopté.

Art. 24 quater (prélèvement exceptionnel sur les excédents de l'organisme de mutualisation des organismes collecteurs des fonds de la formation en alternance) (p. 6111) - Adopté (p. 6116).

Après l'art. 24 quater (p. 6117).

Art. additionnel (assouplissement du régime fiscal des associés des sociétés civiles professionnelles ayant opté pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés) (p. 6117) - Adopté (p. 6118).

II Ressources affectées.

Art. 25 (dispositions relatives aux affectations) (p. 6119) - Adopté.

Après l'art. 25 (p. 6119).

Art. additionnel (relèvement du taux de prélèvement affecté au Fonds national pour le développement du sport, FNDS) (p. 6119) - Adopté (p. 6126).

Art. additionnel (augmentation du montant de la redevance alimentant le Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE) (p. 6126) - Adopté (p. 6130).

Art. 26 (modification des taux de la taxe de sûreté et de sécurité due par les entreprises de transport public aérien) (p. 6145) - Adopté.

Art. 27 (modification du tarif de la taxe de péréquation due par les entreprises du transport public aérien) (p. 6145) - Adopté (p. 6146).

Art. 28 (prélèvement exceptionnel sur France Télécom) (p. 6147) - Adopté après modification (p. 6150).

Art. 29 (modification de la contribution des organismes collecteurs du 1 % logement au financement des aides à l'accession à la propriété) (p. 6151) - Adopté après modification (p. 6153).

Après l'art. 29 (p. 6154).

Art. additionnel (*autorisation d'éligibilité au fonds de compensation de la taxe à la valeur ajoutée, FCTVA, des travaux d'investissement exécutés sur les cours d'eau non domaniaux*) (p. 6154) - Adopté.

Avant l'art. 30 (p. 6155).

Art. additionnel (*aménagement de la structure de la fiscalité des tabacs*) (p. 6155) - Adopté.

Art. 30 (*affectation d'une fraction du droit de consommation sur les tabacs à la Caisse nationale d'assurance maladie*) (p. 6155) - Adopté.

Art. 31 (*actualisation des taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles*) (p. 6155) - Adopté (p. 6156).

Art. 32 (*évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 6077) - Adopté (p. 6099).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Art. 33 et Etat A annexé (*équilibre général du budget*) (p. 6158) - Adoptés après modification (p. 6171).

Seconde délibération, ordonnée à la demande du Gouvernement, en application de l'article 47 bis, alinéa 1, du règlement du Sénat (p. 6171).

Demande de vote unique présentée par le Gouvernement, en application de l'article 44, dernier alinéa, de la Constitution et de l'article 42, alinéa 7, du règlement du Sénat, portant sur les articles soumis à une seconde délibération (p. 6171).

Art. 9 bis (p. 6171) - Adopté après modification lors du vote unique.

Art. 9 quater (p. 6172) - Adopté après modification lors du vote unique.

Art. 10 quinquies (p. 6172) - Supprimé lors du vote unique.

Art. 13 (p. 6172) - Adopté après modification lors du vote unique.

Art. 13 bis (p. 6172) - Adopté après modification lors du vote unique (p. 6173).

Art. 25 ter (p. 6173) - Adopté après modification lors du vote unique.

Art. 33 et Etat A (p. 6173) - Adoptés après modification lors du vote unique (p. 6182).

Explications de vote sur l'ensemble de la première partie (p. 6182, 6193) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Gérard Braun, Guy Cabanel, André Égu, Jacques Habert, Mme Anne Heinis, MM. Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Alain Lambert, rapporteur général; Christian Poncelet, président de la commission des finances; Alain Richard.*

Scrutin public de droit n° 42 (p. 6193).

Adoption de l'ensemble de la première partie de la loi de finances (27 novembre 1996) (p. 6193).

DEUXIÈME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

Ordre de présentation de l'analyse des crédits affectés aux différents départements ministériels

Budgets

I. BUDGETS CIVILS

A. - Budget Général :

Affaires étrangères et coopération :

Affaires étrangères.

Coopération.

Agriculture, pêche et alimentation.

Aménagement du territoire, ville et intégration :

I. - Aménagement du territoire

II. - Ville et intégration

Anciens combattants et victimes de guerre

Commerce et artisanat

Communication audiovisuelle

Culture

Economie et finances :

- Charges communes et comptes spéciaux du Trésor

- Services financiers

- Commerce extérieur

Education nationale, enseignement supérieur et recherche :

I. - Enseignement scolaire

II. - Enseignement supérieur

III. - Recherche

Environnement.

Equipement, logement, transport et tourisme :

I. - Urbanisme et services communs

II. - Transports :

Transports terrestres

Routes et sécurité routière

Transport aérien et météorologie

III. - Logement

IV. - Mer :

Marine marchande

Ports maritimes

V. - Tourisme

Fonction publique et réforme de l'Etat.

Industrie, poste et télécommunications :

I. - Industrie

II. - Poste, télécommunications et espace

Intérieur et décentralisation :

- Sécurité

- Décentralisation

Jeunesse et sports.

Justice.

Outre-mer.

Presse.

Services du Premier ministre :

- I. - Services généraux
- II. - Secrétariat générale de la défense nationale
- III. - Conseil économique et social
- IV. - Plan

Travail et affaires sociales

- Travail
- Santé publique, action sociale et solidarité

B. Budgets annexes

Aviation civile (voir Equipement, logement, transports et tourisme II- Transports)

Journaux officiels.

Légion d'honneur - Ordre de la Libération.

Monnaies et Médailles.

Prestations sociales agricoles.

II. - DÉFENSE

- Exposé d'ensemble et dépenses en capital.
- Dépenses ordinaires.

AFFAIRES ETRANGERES ET COOPERATION**I - AFFAIRES ETRANGERES (ET FRANCOPHONIE)**

Discussion (4 décembre 1996) (p. 6628, 6653) : *M. Pierre Biarnès, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. James Bordas, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, pour les relations culturelles, scientifiques et techniques; Mme Paulette Brisepierre, MM. Jean-Pierre Cantegrit, Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères; Jacques Chaumont, rapporteur spécial de la commission des finances; Christian Demuynck, André Dulait, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères; Hubert Durand-Chastel, Jacques Habert, Jacques Legendre, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, pour la francophonie; Serge Mathieu, Guy Penne, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, pour les relations culturelles extérieures et la francophonie; Robert-Paul Vigouroux.*

Examen des crédits (4 décembre 1996) (p. 6651, 6653) : *MM. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères; Charles de Cuttoli, Adrien Gouteyron, Jacques Habert, Maurice Schumann.*

Etat B - TITRES III et IV (p. 6651) - Adoptés (p. 6653).

Etat C - TITRES V et VI (p. 6653) - Adoptés.

AFFAIRES ETRANGERES ET COOPERATION**II - COOPERATION**

Discussion (7 décembre 1996) (p. 6870, 6893) : *MM. Jean-Luc Bécart, Pierre Biarnès, Mme Paulette Brisepierre, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères; MM. Jean-Pierre Cantegrit, Michel Charasse, rapporteur spécial de la commission des finances; Christian*

Demuynck, Xavier Dugoin, Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération; Jacques Habert, Serge Mathieu, Guy Penne, Xavier de Villepin.

Examen des crédits (7 décembre 1996) (p. 6893).

Etat B - TITRES III et IV (p. 6893) - Adoptés.

Etat C - TITRES V et VI (p. 6893) - Adoptés.

AGRICULTURE, PECHE ET ALIMENTATION

Discussion (5 décembre 1996) (p. 6688, 6700 ; 6709, 6742) : *Mme Janine Bardou, MM. Roger Besse, Marcel Bony, Joël Bourdin, rapporteur spécial de la commission des finances; Auguste Cazalet, Jean-Pierre Demerliat, Michel Doublet, Ambroise Dupont, Aubert Garcia, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour les industries agricoles et alimentaires; Adrien Gouteyron, Jean Grandon, Rémi Herment, Bernard Hugo, Serge Mathieu, Louis Minetti, Alain Pluchet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour l'agriculture; Jean Pourchet, Paul Raoult, Charles Revet, Henri Revol, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour l'aménagement rural; Josselin de Rohan, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour la pêche; Michel Sergent, Raymond Soucaret, Michel Souplet, Fernand Tardy, Alain Vasselle, Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation; Albert Vecten, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour l'enseignement agricole; Robert-Paul Vigouroux.*

Examen des crédits (5 décembre 1996) (p. 6735, 6742) : *MM. Alphonse Arzel, Roger Besse, Joël Bourdin, rapporteur spécial de la commission des finances; Yvon Bourges, Auguste Cazalet, Gérard Delfau, Marcel Deneux, Michel Doublet, André Egu, Félix Leyzour, Louis Minetti, Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation; Albert Vecten, rapporteur spécial de la commission des affaires culturelles pour l'enseignement agricole.*

Etat B - TITRE III- (p. 6735) - Adopté après modification (p. 6736).

TITRE IV- (p. 6736) - Adopté après modification (p. 6739).

Etat C - TITRE V- (p. 6739) - Adopté.

TITRE VI- (p. 6739) - Adopté après modification (p. 6740).

Art. 83 (régime de préretraite agricole) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 83 bis (fonds de gestion de l'espace rural) (p. 6740) - Adopté.

Art. 83 ter (programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole) (p. 6740) - Adopté.

Art. 84 (revalorisation des retraites agricoles) (p. 6740) - Adopté (p. 6742).

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, VILLE ET INTEGRATION : I - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Discussion (5 décembre 1996) (p. 6742, 6760) : *MM. Roger Besse, rapporteur spécial de la commission des finances; Gérard Delfau, Marcel Deneux, Hilaire Flandre, Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration; Félix Leyzour, Jean Pépin, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Jean Puech, Roger Rigaudière.*

Examen des crédits (5 décembre 1996) (p. 6759, 6760) : *Mme Janine Bardou, MM. Gérard Delfau, Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration; Christian Poncelet, président de la commission des finances.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés à la ville et à l'intégration.

Etat B - TITRE III- (p. 6759) - Adopté (7 décembre 1996) (p. 6942).

TITRE IV- (p. 6760) - Adopté (7 décembre 1996) (p. 6945).

Etat C - TITRE V- (p. 6760) - Adopté (7 décembre 1996) (p. 6945).

TITRE VI- (p. 6760) - Adopté après modification (7 décembre 1996) (p. 6945).

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, VILLE ET INTEGRATION

II - VILLE ET INTEGRATION

Discussion (7 décembre 1996) (p. 6930, 6942) : *MM. Paul Blanc, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Christian Demuyneck, Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales, Gérard Larcher, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour la ville; Philippe Marini, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Gisèle Printz, M. Eric Raoult, ministre délégué à la ville et à l'intégration.*

Examen des crédits (7 décembre 1996) (p. 6942, 6945) : *MM. André Diligent, Guy Fischer, Eric Raoult, ministre délégué à la ville et à l'intégration.*

Etat B - TITRES III et IV (p. 6942) - Adoptés (p. 6945).

Etat C - TITRES V et VI (p. 6945) - Adoptés.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Discussion (29 novembre 1996) (p. 6318, 6332) : *MM. Bernard Barbier, Jacques Baudot, rapporteur spécial de la commission des finances; Guy Cabanel, Raymond Courrière, Jacques Habert, Marcel Lesbros, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Mme Nelly Olin, MM. Robert Pagès, Pierre Pasquini, ministre délégué aux anciens combattants et victimes de guerre; René Rouquet.*

Examen des crédits (29 novembre 1996) : *MM. Jacques Baudot, rapporteur spécial de la commission des finances; Michel Moreigne, Robert Pagès, Pierre Pasquini, ministre délégué aux anciens combattants et victimes de guerre.*

Etat B - TITRES III et IV (p. 6331) - Adoptés (p. 6332).

Etat C - TITRE V (p. 6332) - Adopté.

Art. 85 (prorogation de l'ouverture de droits au titre du code des pensions militaires d'invalidité en faveur des anciens combattants ressortissants de l'ex-Indochine française) (p. 6332) - Adopté.

Art. 86 (amélioration du Fonds de solidarité en faveur des anciens combattants) (p. 6332) - Adopté.

COMMERCE ET ARTISANAT

Discussion (7 décembre 1996) (p. 6945, 6957) : *MM. René Ballayer, rapporteur spécial de la commission des finances; Paul Blanc, Bernard Dussaut, Pierre Hérisson, Bernard Joly, Serge Mathieu, Louis Minetti, Jean-Pierre Raffarin, ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat; Jean-Jacques Robert, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques.*

Examen des crédits (7 décembre 1996) (p. 6957, 6962) : *MM. René Ballayer, rapporteur spécial de la commission des finances; Michel Bécot, Bernard Dussaut, Paul Girod, Bernard Joly, Louis Minetti, Jean-Pierre Raffarin, ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat; Jean-Jacques Robert, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques.*

Etat B - TITRES III et IV (p. 6957) - Adoptés (p. 6958).

Etat C - TITRE VI (p. 6958) - Adopté.

Art. 90 (modification de l'assiette de la taxe de l'aide au commerce et à l'artisanat) (p. 6958) - Adopté après modification (p. 6959).

Art. 91 (actualisation de la taxe pour frais de chambre de métiers) (p. 6959) - Adopté après modification (p. 6960).

Art. 91 bis (financement de la formation professionnelle continue des chefs d'entreprises artisanales) (p. 6960) - Adopté après modification (p. 6962).

COMMUNICATION

Discussion (7 décembre 1996) (p. 6902, 6919) : *MM. Jean Cluzel, rapporteur spécial de la commission des finances; André Diligent, Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture; Alain Gérard, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour la presse écrite; Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles; Jean-Paul Hugot, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour la communication audiovisuelle; Lucien Lanier, Michel Pelchat, Mme Danièle Pourtaud, MM. Ivan Renar, Henri Weber.*

Examen des crédits (7 décembre 1996) (p. 6919, 6930) : *M. René Ballayer, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Jean Cluzel, rapporteur spécial de la commission des finances; Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture; Guy Fischer, Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles; Paul Loridant, Michel Pelchat, Mme Danièle Pourtaud.*

Crédits figurant au budget des services généraux du Premier ministre - Etat B - TITRES III et IV (p. 6919) - Adoptés après modification (p. 6923).

Etat C - TITRE V (p. 6923) - Adopté.

Crédits figurant au budget de l'industrie, de la poste et des télécommunications - Etat B - TITRES III et IV (p. 6923) - Adoptés.

Etat C - TITRES V et VI (p. 6923) - Adoptés.

Lignes 47 et 48 de l'Etat E (p. 6923) - Adoptées (p. 6925).

Art. 58 (affectation des ressources de la redevance et approbation du produit des recettes provenant de la publicité) (p. 6925) - Adopté (p. 6926).

Après l'art. 58 (p. 6929).

Art. additionnel (publication d'un document expliquant l'utilisation des crédits budgétaires concourant à l'action audiovisuelle extérieure) (p. 6929) - Adopté.

CULTURE

Discussion (2 décembre 1996) (p. 6425, 6458) : *MM. Denis Badré, Jean Boyer, Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture; Daniel Eckenspieller, Adrien Gouteyron, Jacques Habert, Jean-Paul Hugot, Pierre Laffitte, Jacques Legendre, Philippe Nachbar, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Georges Othily, Mme Danièle Pourtaud, MM. Jack Ralite, Charles Revet, Philippe Richert, Maurice Schumann, rapporteur spécial de la commission des finances; Marcel Vidal, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour le cinéma et le théâtre dramatique.*

Examen des crédits (2 décembre 1996) (p.6455, 6458) : MM. Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture; Adrien Gouteyron, Mme Danièle Pourtaud, MM. Jack Ralite, Maurice Schumann, rapporteur spécial de la commission des finances.

Etat B - TITRES III et IV (p. 6455) - Adoptés.

Etat C - TITRE V (p. 6455) - Adopté après modification (p. 6458).

TITRE VI (p. 6458) - Adopté.

CHARGES COMMUNES ET COMPTES SPECIAUX DU TRÉSOR

Discussion (2 décembre 1996) (p. 6472, 6484) : MM. Yann Gaillard, rapporteur spécial de la commission des finances pour les comptes spéciaux du Trésor; Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Alain Lambert, en remplacement de M. Claude Belot, rapporteur spécial de la commission des finances pour les charges communes; Paul Loridant, Alain Richard.

Examen des crédits (2 décembre 1996) (p. 6478, 6484) : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Yann Gaillard, rapporteur spécial de la commission des finances; Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Alain Lambert, en remplacement de M. Claude Belot, rapporteur spécial; Paul Loridant, Alain Richard.

Charges communes.

Etat B - TITRES I, II et III (p. 6478) - Adoptés.

TITRE IV (p. 6478) - Adopté après modification (p. 6479).

Etat C - TITRES V et VI (p. 6479) - Adoptés.

Art. 88 (plans d'épargne populaire) (p. 6480) - Adopté après modification.

Art. 89 (majoration légale des rentes viagères) (p. 6480) - Adopté (p. 6481).

Comptes spéciaux du trésor.

Art. 42 (extension du champ d'intervention du compte "soutien de l'industrie cinématographique et de l'industrie des programmes audiovisuels") (p. 6481) - Adopté.

Art. 43 (fusion des comptes n° 902-24 et 902-27 et du compte du commerce n° 904-09) (p. 6481) - Adopté.

Art. 44 (création d'un compte d'affectation spéciale "Fonds pour le logement des personnes en difficulté") (p. 6481) - Adopté (p. 6482).

Art. 45 (création du compte "Fonds pour le financement de l'accession à la propriété") (p. 6482) - Adopté.

Art. 45 bis (extension du champ d'intervention du compte spécial du Trésor "Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE") (p. 6482) - Adopté après modification (p. 6483).

Art. 46 (services votés au titre des opérations définitives) (p. 6483) - Adopté.

Art. 47 (comptes d'affectation spéciale - Opérations définitives - Mesures nouvelles) (p. 6483) - Adopté après modification (p. 6484).

Art. 48 (services votés - opérations temporaires) (p. 6484) - Adopté.

Art. 49 (mesures nouvelles - opérations temporaires) (p. 6484) - Adopté.

Art. 50 (mesures nouvelles sur les comptes de prêts) (p. 6484) - Adopté.

Art. 51 (mesures nouvelles sur les comptes de commerce) (p. 6484) - Adopté.

Art. 52 (clôture du compte n° 904-09 "gestion de titres du secteur public") (p. 6484) - Adopté.

Art. 53 (prorogation du compte d'opérations monétaires "opérations de liquidation de l'ancien secteur français de Berlin") (p. 6484) - Adopté.

ECONOMIE ET FINANCES

SERVICES FINANCIERS (ET CONSOMMATION)

Discussion (7 décembre 1996) (p. 6962, 6968) : MM. Bernard Dussaut, Pierre Fauchon, Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Paul Loridant, Louis Minetti, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Alain Richard, rapporteur spécial de la commission des finances.

Examen des crédits (7 décembre 1996) (p. 6968, 6970) : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Pierre Fauchon, Paul Loridant.

Etat B - TITRES III et IV (p. 6968) - Adoptés (p. 6970).

Etat C - TITRE V (p. 6970) - Adopté.

ECONOMIE ET FINANCES

COMMERCE EXTERIEUR

Discussion (7 décembre 1996) (p. 6895, 6901) : Mme Maryse Bergé-Lavigne, rapporteur spécial de la commission des finances; MM. Hubert Durand-Chastel, Guy Fischer, Yves Galland, ministre délégué aux finances et au commerce extérieur; Michel Souplet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques.

Examen des crédits (7 décembre 1996) (p. 6901, 6902) : M. Guy Fischer.

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés aux services financiers.

Etat B - TITRES III et IV (p. 6970) - Adoptés.

Etat C - TITRE V (p. 6970) - Adopté.

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Discussion (3 décembre 1996) (p. 6489, 6529) : MM. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche; Jean Bernadaux, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, pour l'enseignement scolaire; Jean-Claude Carle, Jean-Louis Carrère, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, pour l'enseignement technique; Robert Castaing, Jacques Delong, rapporteur spécial de la commission des finances; Adrien Gouteyron, Jacques Habert, Bernard Joly, Pierre Laffitte, Jacques Legendre, Mme Hélène Luc, M. Pierre Martin, Mme Nelly Olin, MM. Georges Othily, Philippe Richert, Franck Sérusclat, René-Pierre Signé.

Examen des crédits (3 décembre 1996) (p. 6527, 6529) : MM. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche; Jean-Louis Carrère, Jacques Delong, Mme Hélène Luc.

Etat B - TITRES III et IV (p. 6527) - Adoptés (p. 6529).

Etat C - TITRES V ET VI (p. 6529) - Adoptés.

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

II - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Discussion (3 décembre 1996) (p. 6529, 6552) : *MM. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche; Joël Bourdin, Jean-Pierre Camoin, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Jean-Claude Carle, Patrice Gélard, Adrien Gouteyron, Georges Gruillot, Jacques Habert, Jean-Philippe Lachenaud, rapporteur spécial de la commission des finances; Pierre Laffitte, Jean-Louis Lorrain, Mme Hélène Luc, MM. Georges Othily, Ivan Renar, Claude Saunier, Marcel Vidal, Henri Weber.*

Examen des crédits (3 décembre 1996) (p. 6552).

Etat B - TITRES III et IV (p. 6552) - Adoptés.

Etat C - TITRES V et VI (p. 6552) - Adoptés.

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

III - RECHERCHE

Discussion (3 décembre 1996) (p. 6552, 6565) : *MM. François d'Aubert, secrétaire d'Etat à la recherche; Jean-Louis Carrère, Pierre Laffitte, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Jean-Louis Lorrain, Jean-Marie Rausch, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Ivan Renar, Henri Revol, René Trégouët, rapporteur spécial de la commission des finances.*

Examen des crédits (3 décembre 1996) (p. 6564, 6565) : *M. Joseph Ostermann.*

Etat B - TITRES III et IV (p. 6564) - Adoptés.

Etat C - TITRES V et VI (p. 6564) - Adoptés (p. 6565).

ENVIRONNEMENT

Discussion (29 novembre 1996) (p. 6350, 6367) : *MM. Philippe Adnot, rapporteur spécial de la commission des finances; Christian Bonnet, Fernand Demilly, Ambroise Dupont, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Claude Haut, Pierre Hérisson, Bernard Hugo, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Mme Corinne Lepage, ministre de l'environnement; MM. Robert Pagès, Paul Raoult, Philippe Richert, René Rouquet, Alain Vasselle.*

Examen des crédits (29 novembre 1996) (p. 6367).

Etat B - TITRES III et IV (p. 6367) - Adoptés.

Etat C - TITRES V et VI (p. 6367) - Adoptés.

EQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORT ET TOURISME

I - URBANISME ET SERVICES COMMUNS

Discussion (6 décembre 1996) (p. 6768, 6775) : *M. Henri Collard, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Josette Durrieu, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; MM. Léon Fatous, Félix Leyzour, Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme.*

Examen des crédits (6 décembre 1996) (p. 6774, 6775) : *M. Henri Collard, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Josette Durrieu, rapporteur pour avis; M. Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés au tourisme.

Etat B - TITRES III et IV - Adoptés (6 décembre 1996) (p. 6861).

Etat C - TITRES V et VI - Adoptés (6 décembre 1996) (p. 6861).

EQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

II - TRANSPORTS - 1. TRANSPORTS TERRESTRES - 2. ROUTES - 3. SECURITE ROUTIERE

Discussion (6 décembre 1996) (p. 6775, 6793) : *MM. Georges Berchet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour les transports terrestres; Jacques Braconnier, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour les routes et les voies navigables; Auguste Cazalet, rapporteur spécial de la commission des finances; Marcel Deneux, Léon Fatous, Mme Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports; MM. Jean-François Le Grand, en remplacement de M. Jacques Braconnier, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour les routes et les voies navigables; Félix Leyzour, Maurice Lombard, Gérard Miquel, rapporteur spécial de la commission des finances pour les routes et la sécurité routière; Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme; Gérard Roujas.*

Examen des crédits (6 décembre 1996) (p. 6792, 6793) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Auguste Cazalet, Charles Descours, Félix Leyzour, Maurice Lombard, Jean Peyrafitte, Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme.*

Etat B - TITRES III et IV - Adoptés (6 décembre 1996) (p. 6861).

Etat C - TITRES V et VI - Adoptés (6 décembre 1996) (p. 6861).

Avant l'art. 32 (p. 6792).

Art. additionnel (aménagement du versement transport) (p. 6792) - Adopté (p. 6793).

EQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

II - TRANSPORTS - 4. TRANSPORT AERIEN - 5. METEOROLOGIE - BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE

Discussion (6 décembre 1996) (p. 6793, 6808) : *Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Yvon Collin, rapporteur spécial de la commission des finances; Gérard Delfau, Jacques Habert, Mme Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports; M. Jean-François Le Grand, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour l'aviation civile et le transport aérien; Mme Hélène Luc, MM. Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme; Serge Vinçon.*

Examen des crédits (6 décembre 1996) (p. 6807, 6808) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés au tourisme.

Etat B - TITRES III et IV - Adoptés (6 décembre 1996) (p. 6861).

Etat C - TITRES V et VI - Adoptés (6 décembre 1996) (p. 6861).

Services votés et inscrits à l'art. 40 (p. 6807) - Adoptés.

Mesures nouvelles inscrites à l'art. 41 (p. 6807) - Adoptées.

EQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

III - LOGEMENT

Discussion (6 décembre 1996) (p. 6809, 6840) : *MM. José Balarello, Jacques Bimbenet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales pour le logement social; William Chervy, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Henri Collard, rapporteur spécial de la commission des finances; Yvon Collin, André Egu, Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, Jacques de Menou, Joseph Ostermann, Pierre-André Périssol, ministre délégué au logement; Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme; Charles Revet, Gérard Roujas, René Rouquet, Alain Vasselle, André Vézinhel.*

Examen des crédits (6 décembre 1996) (p. 6832, 6840) : *MM. Henri Collard, rapporteur spécial de la commission des finances, Léon Fatous, Guy Fischer, Serge Franchis, Mme Hélène Luc, MM. Pierre-André Périssol, ministre délégué au logement; Bernard Piras, Alain Vasselle.*

Le vote est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés au tourisme.

Etat B - TITRES III et IV - Adoptés (6 décembre 1996) (p. 6861).

Etat C - TITRES V et VI - Adoptés (6 décembre 1996) (p. 6861).

Motion n°II-72 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Guy Fischer, tendant au renvoi à la commission de l'art. 92 (p. 6833).

Rejet de la motion (p. 6834).

Art. 92 (fusion des régimes d'APL) (p. 6833) - Adopté (p. 6839).

EQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

IV - MER

Discussion (6 décembre 1996) (p. 6840, 6852) : *MM. Jacques Bialski, Guy Fischer, Patrice Gélard, Marc Massion, rapporteur spécial de la commission des finances pour les ports maritimes; Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme; René Régnault, rapporteur spécial de la commission des finances pour la marine marchande; Jacques Rocca Serra, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques.*

Examens des crédits (6 décembre 1996) (p. 6852).

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés au tourisme.

Etat B - TITRES III et IV - Adoptés (6 décembre 1996) (p. 6861).

Etat C - TITRES V et VI - Adoptés (6 décembre 1996) (p. 6861).

EQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET TOURISME

V - TOURISME

Discussion (6 décembre 1996) (p. 6852, 6861) : *MM. Jean Besson, Guy Fischer, Charles Ginesy, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Bernard Joly, Paul Lorient, rapporteur spécial de la commission des finances; Joseph Ostermann, Jean Peyrafitte, Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme.*

Examen des crédits (6 décembre 1996) (p. 6861).

Etat B - TITRES III et IV - Adoptés (p. 6861).

Etat C - TITRES V et VI - Adoptés (p. 6861).

SERVICES GENERAUX DU PREMIER MINISTRE

FONCTION PUBLIQUE ET REFORME DE L'ETAT

Discussion (28 novembre 1996) (p. 6221, 6232) : *MM. Yann Gaillard, Jean-Jacques Hyst, Jacques Mahéas, Philippe Marini, rapporteur spécial de la commission des finances; Jacques Oudin, Robert Pagès, Dominique Perben, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation; Jean-Claude Peyronnet.*

Examen des crédits (28 novembre 1996) (p. 6232).

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits relatifs à la communication.

Etat B - TITRES III et IV - Adoptés (7 décembre 1996) (p. 6920).

Etat C - TITRE V - Adopté (7 décembre 1996) (p. 6923).

INDUSTRIE, POSTE ET TELECOMMUNICATIONS

I - INDUSTRIE

Discussion (4 décembre 1996) (p. 6653, 6674) : *M. Bernard Barbier, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Jean Besson, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, pour l'énergie; Franck Borotra, ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications; Michel Charzat, Alfred Foy, Francis Grignon, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, pour l'industrie; Pierre Laffitte, Pierre Lagourgue, Félix Leyzour, Jacques Oudin, Henri Revol, Maurice Schumann.*

Examen des crédits (4 décembre 1996) (p. 6673, 6674) : *Mmes Maryse Bergé-Lavigne, Marie-Madeleine Dieulangard, M. Félix Leyzour.*

Etat B - TITRES III et IV (p. 6673) - Adoptés.

Etat C - TITRES V et VI (p. 6673) - Adoptés (p. 6674).

INDUSTRIE, POSTE ET TELECOMMUNICATIONS

II - POSTE, TELECOMMUNICATIONS ET ESPACE

Discussion (2 décembre 1996) (p. 6458, 6472) : *Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Claude Billard, Gérard Delfau, François Fillon, ministre délégué à La Poste, aux télécommunications et à l'espace; Jacques Habert, Pierre Hérisson, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour les technologies de l'information et la poste; Pierre Laffitte, Pierre Lagourgue, Georges Othily, Henri Revol, René Trégouët, rapporteur spécial de la commission des finances.*

Examen des crédits (2 décembre 1996) (p. 6472).

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés à la communication.

Etat B - TITRES III et IV (p. 6472) - Adoptés après modification (7 décembre 1996) (p. 6923).

Etat C - TITRES V ET IV (p. 6472) - Adoptés après modification (7 décembre 1996) (p. 6923).

INTERIEUR ET DECENTRALISATION**SECURITE**

Discussion (29 novembre 1996) (p. 6367, 6387) : *MM. Christian Bonnet, Guy Cabanel, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean Chérioux, Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur; Christian Demuynck, Jean-Jacques Hyest, René-Georges Laurin, rapporteur pour avis de la commission des lois (sécurité civile); Paul Masson, rapporteur pour avis de la commission des lois (police et sécurité); Robert Pagès, Bernard Plasait, Jean-Jacques Robert, René Rouquet, André Rouvière.*

Examen des crédits (29 novembre 1996) (p. 6385, 6387) : *MM. Guy Cabanel, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur; Robert Pagès, André Rouvière.*

Etat B - TITRES III et IV (p. 6386) - Adoptés.

Etat C - TITRES V et VI (p. 6387) - Adoptés.

INTERIEUR ET DECENTRALISATION**DECENTRALISATION**

Discussion (28 novembre 1996) (p. 6204, 6221) : *MM. Jean-Paul Amoudry, André Bohl, rapporteur pour avis de la commission des lois; Jean-Paul Delevoye, Daniel Hoeffel, Michel Mercier, rapporteur spécial de la commission des finances; Robert Pagès, Dominique Perben, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation; René Régnault, Alain Richard, Gérard Roujas.*

Examen des crédits (28 novembre 1996) (p. 6220, 6221).

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés à la sécurité.

Etat B - TITRES III et IV - Adoptés (29 novembre 1996) (p. 6386).

Etat C - TITRES V et VI - Adoptés (29 novembre 1996) (p. 6387).

JEUNESSE ET SPORTS

Discussion (3 décembre 1996) (p. 6565, 6576); (4 décembre 1996) (p. 6584, 6592) : *MM. José Balarello, Fernand Demilly, Guy Drut, ministre délégué à la jeunesse et aux sports; Daniel Echenspiller, André Egu, Daniel Hoeffel, François Lesein, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Mme Hélène Luc, MM. Philippe Madrelle, Jean-Pierre Masseret, rapporteur spécial de la commission des finances; Joseph Ostermann, Bernard Plasait, Franck Sérusclat.*

Examen des crédits (4 décembre 1996) (p. 6591, 6592) : *MM. Guy Drut, ministre délégué à la jeunesse et aux sports; Jacques Habert, Ivan Renar.*

Etat B - TITRES III et IV (p. 6591) - Adoptés.

Etat C - TITRES V et VI (p. 6591) - Adoptés.

JUSTICE

Discussion (9 décembre 1996) (p. 6985, 7007) : *MM. Germain Authié, rapporteur pour avis de la commission des lois pour les services généraux; Robert Badinter, Mme Nicole Borvo, MM. Guy Cabanel, Hubert Durand-Chastel, Pierre Fauchon, Hubert Haenel, rapporteur spécial de la commission des finances; Dominique Leclerc, Georges Othily, rapporteur pour avis de la commission des lois pour l'administration pénitentiaire; Michel Rufin, rapporteur pour avis de la commission des lois pour la protection judiciaire de la jeunesse; Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice; Alex Türk.*

Examen des crédits (9 décembre 1996) (p. 7006, 7007).

Etat B - TITRES III et IV (p. 7006) - Adoptés (p. 7007).

Etat C - TITRES V et VI (p. 7007) - Adoptés.

OUTRE-MER

Discussion (2 décembre 1996) (p. 6392, 6425) : *MM. Jean-Luc Bécart, François Blaizot, rapporteur pour avis de la commission des lois pour les départements d'outre-mer; Rodolphe Désiré, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Jean-Marie Girault, rapporteur pour avis de la commission des lois pour les territoires d'outre-mer; Marcel Henry, Pierre Lagourgue, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Dominique Larifla, Edmond Lauret, Claude Lise, Roland du Luart, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Lucette Michaux-Chevry, MM. Daniel Millaud, Georges Othily, Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer; Victor Reux, Paul Vergès.*

Examen des crédits (2 décembre 1996) (p. 6425).

Etat B - TITRES III et IV (p. 9425) - Adoptés.

Etat C - TITRES V et VI (p. 6425) - Adoptés.

Art. 93 (prorogation de la taxe sur les transports au profit des régions d'outre-mer) (p. 6425) - Adopté.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE**I - SERVICES GENERAUX**

Discussion (29 novembre 1996) (p. 6334, 6337) : *MM. Jacques Habert, Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement; Henri Torre, rapporteur spécial de la commission des finances.*

Examen des crédits (29 novembre 1996) (p. 6337).

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits relatifs à la communication.

Etat B - TITRES III et IV (p. 6920) - Adoptés après modification (7 décembre 1996) (p. 6923).

Etat C - TITRE V - Adopté (7 décembre 1996) (p. 6923).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE**II - SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE**

Discussion (29 novembre 1996) (p. 6337, 6342) : *MM. Lucien Lanier, Paul Loridant, Michel Rocard, Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement; Michel Sergent, rapporteur spécial de la commission des finances.*

Examen des crédits (29 novembre 1996) (p. 6342).

Etat B - TITRE III (p. 6342) - Adopté.

Etat C - TITRE V (p. 6342) - Adopté.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE**III - CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

Discussion (29 novembre 1996) (p. 6342, 6344) : *MM. Jean-Luc Bécart, Claude Lise, rapporteur spécial de la commission des finances; Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement.*

Examen des crédits (29 novembre 1996) (p. 6344).

Etat B - TITRE III - Adopté (p. 6344).

Etat C - TITRE V - Adopté (p. 6344).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE**IV - PLAN**

Discussion (29 novembre 1996) (p. 6344, 6348) : *MM. Bernard Barbier, Président de la délégation du Sénat pour la planification; Jean-Luc Bécart, Jean Boyer, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Michel Moreigne, rapporteur spécial de la commission des finances; Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement.*

Examen des crédits (29 novembre 1996) (p. 6348).

Etat B - TITRES III et IV (p. 6348) - Adoptés.

Etat C - TITRE VI (p. 6348) - Adopté.

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES**I - TRAVAIL**

Discussion (28 novembre 1996) (p. 6279, 6300); (29 novembre 1996) (p. 6306, 6318) : *M. Jean-Claude Carle, Mme Anne-Marie Couderc, ministre délégué pour l'emploi; M. Gérard Delfau, Mme Joëlle Dusseau, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, Alain Gérard, Emmanuel Hamel, rapporteur spécial de la commission des finances; Roland Hugué, Bernard Joly, André Jourdain, Jacques Machet, Jean Madelain, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales pour la formation professionnelle; Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement; Louis Souvet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, pour le travail et l'emploi, et en remplacement de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis pour la formation professionnelle.*

Examen des crédits (29 novembre 1996) (p. 6306, 6318) : *MM. Jean Boyer, Jean-Claude Carle, Gérard Delfau, Mme Michelle Demessine, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, Emmanuel Hamel, rapporteur spécial de la commission des finances; Roland Hugué, Bernard Joly, Georges Mazars, Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement.*

Etat B - TITRES III ET IV (p. 6311) - Adoptés après modification.

Etat C - TITRES V et VI (p. 6311) - Adoptés après modification.

Art. 94 (réforme de l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprise) (p. 6311) - Adopté après modification (p. 6316).

Art. 95 (recentrage des stages de formation pour les chômeurs) - Adopté (p. 6317).

Art. 96 (réforme du contrat initiative-emploi) - Adopté (p. 6317).

Art. 97 (transfert à l'association gérant le fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés, du financement de la garantie de ressources des travailleurs handicapés placés en milieu ordinaire) - Adopté (p. 6318).

TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES**II - SANTE PUBLIQUE ET SERVICES COMMUNS - III - ACTION SOCIALE ET SOLIDARITE**

Discussion (28 novembre 1996) (p. 6250, 6278) : *MM. François Autain, Louis Boyer rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, pour la santé; Jean Chérioux, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, pour les affaires sociales; Mme Michelle Demessine, M. Charles Descours, Mme Joëlle Dusseau, M. Jean-Pierre Fourcade, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la*

sécurité sociale; Claude Huriet, Pierre Lagourgue, Jacques Machet, Georges Mazars, Lucien Neuwirth, Jacques Oudin, rapporteur spécial de la commission des finances; Christian Poncelet, Bernard Seillier, Xavier de Villepin.

Examen des crédits (28 novembre 1996) (p. 6273, 6279) : *Mme Annick Bocandé, MM. Louis Boyer, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, Jean Chérioux, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, Mmes Michelle Demessine, Joëlle Dusseau, MM. Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale; Alain Gournac, Jacques Machet, Georges Mazars, Lucien Neuwirth, Jacques Oudin, rapporteur spécial de la commission des finances.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés au travail.

Etat B - TITRES III et IV - Adoptés après modification (29 novembre 1996) (p. 6311).

Etat C - TITRES V et VI - Adoptés (29 novembre 1996) (p. 6311).

Art. 98 (financement et tarification des établissements sociaux et médico-sociaux - supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 6276) - Suppression maintenue par le Sénat (p. 6278).

JOURNAUX OFFICIELS**(BUDGETS ANNEXES)**

Discussion (29 novembre 1996) (p. 6348, 6350) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, rapporteur spécial de la commission des finances; M. Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement.*

Examen des crédits (29 novembre 1996) (p. 6350).

Services votés à l'art. 40 (p. 6350) - Adoptés.

Mesures nouvelles inscrites à l'art. 41 (p. 6350) - Adoptées.

LEGION D'HONNEUR**ORDRE DE LA LIBERATION****(BUDGETS ANNEXES).**

Discussion (9 décembre 1996) (p. 6982, 6984) : *MM. René Régnault, rapporteur spécial de la commission des finances; Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

Examen des crédits (9 décembre 1996) (p. 6984).

Services votés inscrits à l'art. 40 (p. 6984) - Adoptés.

Mesures nouvelles inscrites à l'art. 41 (p. 6984) - Adoptées.

MONNAIES ET MEDAILLES**(BUDGETS ANNEXES)**

Discussion (7 décembre 1996) (p. 6970, 6971) : *MM. Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Alain Richard, rapporteur spécial de la commission des finances.*

Examen des crédits (7 décembre 1996) (p. 6971, 6972) : *Mme Marie-Claude Beaudeau.*

Services votés inscrits à l'art. 40 (p. 6972) - Adoptés.

Mesures nouvelles inscrites à l'art. 41 (p. 6972) - Adoptées.

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES**(BUDGETS ANNEXES)**

Discussion (5 décembre 1996) (p. 6680, 6688) : MM. Joël Bourdin, rapporteur spécial de la commission des finances; Bernard Joly, Louis Mercier, Louis Minetti, Michel Moreigne, Bernard Seillier, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation.

Examen des crédits (5 décembre 1996) (p. 6688).

Services votés inscrits à l'art. 40 (p. 6688) - Adoptés.

Mesures nouvelles inscrites à l'art. 41 (p. 6688) - Adoptées.

DEFENSE

Discussion (4 décembre 1996) (p. 6592, 6627) : MM. Michel Alloncle, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, pour la section "gendarmerie"; Jean-Luc Bécart, Maurice Blin, rapporteur spécial de la commission des finances, pour l'exposé d'ensemble et les dépenses en capital; Yvon Bourges, André Boyer, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, pour la section "Marine"; Guy Cabanel, Bertrand Delanoë, Alain Dufaut, Hubert Falco, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, pour la section "Air"; Jean Faure, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, pour le nucléaire, l'espace et les services communs; Jacques Habert, Mme Anne Heinis, MM. Roger Husson, François Lesein, Charles Millon, ministre de la défense; Lucien Neuwirth, Bernard Plasait, André Rouvière, François Trucy, rapporteur spécial de la commission des finances pour les dépenses ordinaires; Marcel Vidal, Serge Vinçon, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, pour la section "Forces terrestres".

Examen des crédits (4 décembre 1996) (p. 6623, 6627) : MM. Jean-Luc Bécart, Maurice Blin, Mme Anne Heinis, MM. Jacques Machet, Charles Millon, ministre de la défense; Jean-Jacques Robert, André Rouvière.

Art. 37 (Mesures nouvelles - Dépenses ordinaires des services militaires) et TITRE III (p. 6623) - Adoptés (p. 6625).

Art. 38 (Mesures nouvelles - Dépenses en capital des services militaires) et TITRES V et VI (p. 6625) - Adoptés (p. 6627).

DEUXIEME PARTIE.**MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES (ARTICLES DE TOTALISATION, ARTICLES NON RATTACHES A L'EXAMEN DES CREDITS, ARTICLES ADDITIONNELS).**

Discussion (9 décembre 1996) (p. 7007, 7087); (10 décembre 1996) (p. 7101, 7136; 7141, 7181) : MM. Philippe Arnaud, Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Denis Badré, rapporteur spécial de la commission des finances; Mmes Marie-Claude Beaudeau, Maryse Bergé-Lavigne, MM. Jacques Bialski, Claude Billard, Jean-Pierre Camoin, Gérard César, Michel Charasse, Raymond Courrière, Roland Courteau, Jean Delaneau, Michel Doublet, Claude Estier, Philippe François, François Gerbaud, Jean-Marie Girault, Paul Girod, Francis Grignon, Emmanuel Hamel, Mme Anne Heinis, MM. Daniel Hoeffel, Claude Huriet, Jean-Jacques Hyst, Jean-Philippe Lachenaud, Pierre Laffitte, Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Jacques Larché, président de la commission des lois; Paul Loridant, Jacques Machet, Philippe Marini, Jean-Pierre Masseret, Marc Massion,

Lucien Neuwirth, Jacques Oudin, Robert Pagès, Jean-Claude Peyronnet, Bernard Plasait, Christian Poncelet, président de la commission des finances; Mme Danièle Pourtaud, MM. René Régnault, Ivan Renar, Charles Revet, Alain Richard, Jean-Jacques Robert, Maurice Schumann, Michel Souplet, René Tréguët, Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères.

TITRE I^{er}.**DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1997.****I. - Opérations à caractère définitif.****A. - Budget général.**

Art. 34 (budget général - services votés) (p. 7007) - Adopté.

Art. 35 et Etat B (mesures nouvelles de dépenses ordinaires des services civils) (p. 7007) - Adoptés (p. 7009).

Art. 36 et Etat C (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils) (p. 7009) - Adoptés.

Art. 37 (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services militaires) - Adopté (4 décembre 1996) (p. 6625).

Art. 38 (mesures nouvelles - dépenses en capital des services militaires) - Adopté (4 décembre 1996) (p. 6625).

Art. 39 et Etat D (autorisations d'engagement par anticipation) (p. 7012) - Adoptés.

B. - Budgets annexes.

Art. 40 (budgets annexes - services votés) (p. 7012) - Adopté.

Art. 41 (budgets annexes - mesures nouvelles) (p. 7012) - Adopté.

C. - Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale.

Art. 42 (extension du champ d'intervention du compte d'affectation spéciale n° 902-10 "Soutien de l'industrie cinématographique et de l'industrie des programmes audiovisuels") - Adopté (2 décembre 1996) (p. 6481).

Art. 43 (fusion des comptes d'affectation spéciale n° 902-24 et n° 902-27, et du compte de commerce n° 904-09) - Adopté (2 décembre 1996) (p. 6481).

Art. 44 (création d'un compte d'affectation spéciale n° 902-29 "Fonds pour le logement des personnes en difficulté") - Adopté (2 décembre 1996) (p. 6482).

Art. 45 (création d'un compte d'affectation spéciale n° 902-30 "Fonds pour le financement de l'accession à la propriété") - Adopté (2 décembre 1996) (p. 6482).

Art. 45 bis (extension du champ d'intervention du compte spécial du Trésor n° 902-00 "Fonds national pour le développement des adductions d'eau") - Adopté (2 décembre 1996) (p. 6483).

Art. 46 (comptes d'affectation spéciale. Opérations définitives. Services votés) - Adopté (2 décembre 1996) (p. 6483).

Art. 47 (comptes d'affectation spéciale. Opérations définitives. Mesures nouvelles) - Adopté (2 décembre 1996) (p. 6484).

II. - Opérations à caractère temporaire.

Art. 48 (comptes spéciaux du Trésor. Opérations à caractère temporaire. Services votés) - Adopté (2 décembre 1996) (p. 6484).

Art. 49 (comptes d'affectation spéciale. Opérations à caractère temporaire. Mesures nouvelles) - Adopté (2 décembre 1996) (p. 6484).

Art. 50 (*comptes de prêts. Mesures nouvelles*) - Adopté (2 décembre 1996) (p. 6484).

Art. 51 (*comptes de commerce. Mesures nouvelles*) - Adopté (2 décembre 1996) (p. 6484).

Art. 52 (*clôture du compte de commerce n° 904-09 "Gestion de titres du secteur public"*) - Adopté (2 décembre 1996) (p. 6484).

Art. 53 (*prorogation du compte spécial du Trésor n° 905-11 "Liquidation du secteur français de Berlin"*) - Adopté (2 décembre 1996) (p. 6484).

III. - Dispositions diverses.

Art. 54 et Etat E (*autorisation de perception des taxes parafiscales*) (p. 7013) - Adoptés (p. 7024).

Art. 55 et Etat F (*crédits évaluatifs*) (p. 7024) - Adoptés (p. 7026).

Art. 56 et Etat G (*crédits provisionnels*) (p. 7026) - Adoptés.

Art. 57 et Etat H (*reports de crédits*) (p. 7027) - Adoptés (p. 7030).

Art. 58 (*répartition du produit hors taxes de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision*) (p. 6925) - Adopté (7 décembre 1996) (p. 6926).

Art. 58 bis (*revalorisation des redevances d'exploitation auxquelles sont assujettis les exploitants d'installations nucléaires*) (p. 7030) - Adopté.

TITRE II.

DISPOSITIONS PERMANENTES.

A. - Mesures fiscales.

1. - Réforme de l'impôt sur le revenu.

Art. 59 (*barèmes de l'impôt sur les revenus des années 1997 à 2000*) (p. 7031) - Adopté après modification (p. 7036).

Après l'art. 59 (p. 7036).

Art. additionnel (*plafonnement des souscriptions aux sociétés de financement du cinéma et de l'audiovisuel, SOFICA*) (p. 7036) - Adopté (p. 7037).

Art. additionnel (*relèvement des réductions d'impôt liées à des dons de particuliers à des associations, partis ou groupements politiques*) (p. 7037) - Adopté (p. 7038).

Art. 59 bis (*application du régime fiscal des salaires aux indemnités temporaires d'accident du travail*) (p. 7038) - Supprimé (p. 7041).

Art. 59 ter (*harmonisation de rédactions dans le code général des impôts*) (p. 7041) - Adopté.

Après l'art. 59 ter (p. 7041).

Art. additionnel (*remise au Parlement d'un rapport gouvernemental annuel relatif à l'incidence et à l'efficacité des réductions d'impôt*) (p. 7041) - Adopté (p. 7042).

Art. 60 (*institution d'une réduction d'impôt pour les dépenses de gros travaux dans la résidence principale*) (p. 7042) - Adopté (p. 7045).

Après l'art. 60 (p. 7045).

Art. additionnel (*fixation à 14 % du taux de la réduction forfaitaire sur les revenus fonciers*) (p. 7045) - Adopté (p. 7046).

Art. 61 (*suppression progressive des déductions forfaitaires supplémentaires pour frais professionnels de certaines professions*) (p. 7049) - Adopté (p. 7067).

Art. 61 bis (*fonds de modernisation de la presse*) (p. 7067) - Adopté après modification (p. 7070).

Art. 62 (*suppression de la réduction d'impôt pour intérêts d'emprunt*) (p. 7070) - Adopté après modification (p. 7072).

Art. 63 (*suppression de la réduction d'impôt accordée au titre de versement à des fonds salariaux*) (p. 7072) - Adopté.

Art. 64 (*suppression de la réduction d'impôt accordée au titre des dépenses de scolarité des enfants à charge*) (p. 7075) - Adopté (p. 7076).

Art. 65 (*aménagement du plafond de l'abattement de 10 % sur les pensions perçues à compter de l'année 1997*) (p. 7076) - Adopté (p. 7077).

Art. 66 (*suppression de l'avantage minimum en impôt pour la déduction des pensions alimentaires versées à des enfants majeurs inscrits dans l'enseignement supérieur*) (p. 7077) - Adopté (p. 7078).

Art. 66 bis (*déductibilité d'un point de contribution sociale généralisée de l'assiette de l'impôt sur le revenu*) (p. 7078) - Adopté (p. 7079).

Art. 67 (*réduction du seuil de recouvrement de l'impôt sur le revenu*) (p. 7079) - Adopté.

Art. 67 bis (*modification du régime fiscal des bons du Trésor et assimilés et des bons de caisse, ainsi que des bons ou contrats de capitalisation*) (p. 7079) - Adopté après modification (p. 7081).

Avant l'art. 68 (p. 7081).

Art. additionnel (*remise au Parlement d'un rapport gouvernemental relatif aux conséquences d'un abaissement du taux de la taxe professionnelle applicable à certaines entreprises*) (p. 7081) - Adopté (p. 7085).

2. - Mesures en faveur des entreprises.

Art. 68 (*plafonnement du taux de la taxe professionnelle*) (p. 7085) - Adopté (10 décembre 1996) (p. 7103).

Art. 68 bis (*faculté d'exonération de certains logements de la part régionale de taxe foncière sur les propriétés bâties*) (p. 7104) - Adopté.

Art. 69 (*prorogation de la majoration du plafond des versements ouvrant droit à la réduction d'impôt au titre des souscriptions en numéraire au capital de sociétés non cotées*) (p. 7105) - Adopté.

Art. 70 (*institution de fonds communs de placement dans l'innovation*) (p. 7105) - Adopté après modification (p. 7108).

Art. 71 (*report d'imposition des plus-values en cas d'apport de brevet*) (p. 7108) - Adopté après modification (p. 7109).

Après l'art. 71 (p. 7109).

Art. additionnel (*report d'imposition des plus-values réalisées lors de scissions, de fusions et de restructurations s'effectuant dans le cadre de professions non commerciales, non industrielles ou non agricoles*) (p. 7109) - Adopté (p. 7110).

Art. 71 bis (*extension de la procédure de rescrit fiscal au crédit d'impôt recherche*) (p. 7111) - Adopté (p. 7112).

Après l'art. 71 bis (p. 7112).

Art. additionnel (*présentation au Parlement d'un rapport sur les effets économiques de la taxe sur les salaires*) (p. 7112) - Adopté (p. 7113).

3. - Modernisation de la fiscalité agricole.

Art. 72 (*accroissement de la portée de la déduction pour investissement en matière de bénéfice agricole*) (p. 7113) - Adopté après modification (p. 7116).

Art. 73 (*assouplissement des conditions d'option des agriculteurs pour le système de la moyenne triennale*) (p. 7118) - Adopté (p. 7119).

Art. 74 (*assujettissement de plein droit à un régime réel d'imposition des sociétés constituées dans le secteur agricole*) (p. 7119) - Adopté après modification (p. 7120).

Art. 74 bis (*simplification des formalités relatives à la circulation de certains vins vendus "en vrac" à des particuliers*) (p. 7120) - Adopté après modification (p. 7121).

Après l'art. 74 bis (p. 7121).

Art. additionnel (*possibilité de transférer au nom de la société la taxation des fractions de subventions d'équipement non taxées lors de la constitution*) (p. 7121) - Adopté (p. 7122).

4. - Garantie des droits des contribuables et lutte contre la fraude.

Art. 75 (*instauration d'un double degré de juridiction pour les contentieux fiscaux relevant du juge judiciaire*) (p. 7124) - Adopté.

Art. 76 (*suppression du droit de préemption de l'administration sur les immeubles et fonds de commerce*) (p. 7124) - Adopté.

Art. 77 (*réduction du taux de l'amende fiscale pour défaut de vignette automobile*) (p. 7124) - Adopté.

Art. 78 (*prorogation du délai de reprise de l'administration des impôts en cas d'activité occulte*) (p. 7125) - Adopté après modification.

Art. 79 (*modalités d'imposition en l'absence de déclaration lorsque le chiffre d'affaires est inférieur aux limites du forfait*) (p. 7125) - Adopté (p. 7126).

5. - Mesures diverses.

Avant l'art. 80 (p. 7126).

Art. additionnel (*rapport au Parlement sur les modalités de calcul de la puissance fiscale des véhicules automobiles*) (p. 7126) - Adopté (p. 7127).

Art. 80 (*régime de la provision spéciale des entreprises de presse*) (p. 7127) - Adopté après modification (p. 7128).

Art. 81 (*fixation des coefficients de majoration des valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux*) (p. 7129) - Adopté.

Après l'art. 81 (p. 7129).

Art. additionnel (*assouplissement des règles de fixation des taux des impositions directes locales*) (p. 7129) - Adopté (p. 7131).

Art. 82 (*prorogation des contributions additionnelles établies au profit du Fonds national de garantie des calamités agricoles*) (p. 7156) - Adopté après modification.

Art. 82 bis (*validation d'impositions contestées pour un motif d'incompétence territoriale des agents*) (p. 7158) - Adopté.

Seconde délibération, ordonnée à la demande du Gouvernement, en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement du Sénat (p. 7159).

Art. 35 (p. 7160) - Adopté après modification lors du vote unique (p. 7166).

Art. 36 (p. 7162) - Adopté après modification lors du vote unique (p. 7166).

Art. 38 (p. 7163) - Adopté après modification lors du vote unique (p. 7166).

Art. 81 quater (*dispositions relatives au fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France*) (p. 7164) - Adopté après modification lors du vote unique (p. 7166).

Art. 33 (*coordination*) (p. 7164) - Adopté après modification lors du vote unique (p. 7166).

Explications de vote sur l'ensemble du projet de loi de finances (p. 7166, 7181) : M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Maurice Blin, Gérard Braun, Guy Cabanel, André Egu, Jacques Habert, Mme Anne Heinis, MM. Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Alain Lambert, rapporteur général; Gérard Larher, Christian Poncelet, Henri de Raincourt, René Régnault, Ivan Renar, Alain Richard.

Scrutin public à la tribune de droit n° 54 (p. 7181).

Adoption de l'ensemble du projet de loi de finances pour 1997 (10 décembre 1996) (p. 7181).

Discussion (commission mixte paritaire)

(18 décembre 1996) (p. 7612, 7637).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7612, 7616) : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Alain Lambert, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Alain Richard.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7616, 7637) : MM. Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Alain Lambert, rapporteur.

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER.

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES.

I - Impôts et revenus autorisés.

A - Dispositions antérieures.

B - Mesures fiscales.

Art. 2 bis (p. 7616) - Suppression maintenue par la CMP.

Art. 9 (p. 7616) - Modifié par amendement du Gouvernement, adopté avec l'ensemble du texte (p. 7637).

Art. 9 bis, 9 ter A (p. 7617).

Art. 9 quater, 9 quinques, 9 sexies et 10 (p. 7618).

Art. 10 quater, 11 bis, 11 ter, 12 et 13 (p. 7619).

Art. 13 bis (p. 7619) - Supprimé par la CMP.

C - Mesures diverses.

Art. 16 (p. 7619).

Art. 17 (p. 7619) - Supprimé par la CMP.

Art. 19 (p. 7619).

Art. 20, 20 bis, 24 bis, 24 ter, 24 quater A et 24 quinques (p. 7620).

II - Ressources affectées.

Art. 25 bis (p. 7620).

Art. 25 ter (p. 7620) - Supprimé par la CMP.

Art. 28 (p. 7620).

Art. 29 (p. 7621).

Art. 29 bis (p. 7621) - Supprimé par la CMP.

Art. 29 ter (p. 7621).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES.

Art. 33 et état A annexé (p. 7621) - Modifiés par amendement du Gouvernement, adoptés avec l'ensemble du texte.

DEUXIEME PARTIE**MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES.****TITRE I^{er}****DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1997.****I-Opérations à caractère définitif.***A-Budget général.*

Art. 35 et état B annexé, 36 et état C annexé (p. 7623).

Art. 38 (p. 7624).

B-Budgets annexes.

C-Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale.

Art. 45 bis et 47 (p. 7624).

II-Opérations à caractère temporaire.**III-Dispositions diverses.**

Art. 58 bis A (p. 7624).

TITRE II**DISPOSITIONS PERMANENTES.***A-Mesures fiscales.*

Art. 59 et 59 bis A (p. 7625).

Art. 59 bis B (p. 7625) - Supprimé par la CMP.

Art. 59 bis (p. 7625) - Suppression maintenue par la CMP.

Art. 59 quater (p. 7625).

Art. 60 bis (p. 7625) - Modifié par amendement du Gouvernement, adopté avec l'ensemble du texte (p. 7637).

Art. 61 bis et 62 (p. 7625).

Art. 66 ter, 67 bis, 68 A, 68 et 70 (p. 7626).

Art. 71, 71 bis A, 71 ter, 72, 74 et 74 bis (p. 7627).

Art. 74 ter, 78, 80 A et 80 (p. 7628).

Art. 81 bis (p. 7629).

Art. 81 ter (p. 7629) - Supprimé par la CMP.

Art. 82 (p. 7629).

B-Autres mesures.

Art. 88 (p. 7629).

Art. 90 et 91 (p. 7630).

Art. 91 bis, 92 A, 92 et 94 (p. 7631).

Scrutin public de droit n°63 (p. 7637).

Adoption (18 décembre 1996) (p. 7637).

Lois de finances rectificatives

1. - Projet de loi de finances rectificative pour 1996, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Alain LAMASSOURE, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement (13 novembre 1996) [n° 3117 (96-97)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe AUBERGER (28 novembre 1996) [n° 3181 (96-97)] - Avis de M. Pierre FAVRE (3 décembre 1996) [n° 3184 (96-97)] - Discussion (5 décembre 1996) - Adoption (5 décembre 1996) [n° 609].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 décembre 1996) [n° 125 (96-97)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Alain LAMBERT (12

décembre 1996) [n° 148 (96-97)] - Discussion (17 décembre 1996) - Adoption (18 décembre 1996) [n° 44].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 décembre 1996) [n° 3253 (96-97)] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Philippe AUBERGER (19 décembre 1996) [n° 3254 (96-97)] - Discussion (19 décembre 1996) - Adoption (19 décembre 1996) [n° 630].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Alain LAMBERT (19 décembre 1996) [n° 161 (96-97)] - Discussion (20 décembre 1996) - Adoption (20 décembre 1996) [n° 53].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 96-386 DC du 30 décembre 1996 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 1996) qui déclare les articles 55 et 59 de la loi de finances rectificative pour 1996, contraires à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 96-1182 du 30 décembre 1996 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 1996).

Discussion (première lecture)

(17 décembre 1996) (p. 7524, 7536); (18 décembre 1996) (p. 7543, 7612).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7524, 7536) : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Paul Girod, Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Philippe Marini, René Régnault.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7544, 7610) : MM. Philippe Adnot, Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Mmes Marie-Claude Beaudeau, Maryse Bergé-Lavigne; MM. Michel Charasse, Jean Chérioux, Jean Clouet, Jean Cluzel, Jean-Patrick Courtois, Michel Dreyfus-Schmidt, Ambroise Dupont, Hubert Durand-Chastel, André Egu, Guy Fischer, Philippe François, Jean-Marie Girault, Paul Girod, Adrien Gouteyron, Jacques Habert, Bernard Joly, Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; René-Georges Laurin, François Lesein, Paul Loridant, Jean-Louis Lorrain, Jacques Machet, Philippe Marini, Jean-Pierre Masseret, Louis Minetti, Michel Moreigne, Lucien Neuwirth, Jacques Oudin, Mme Danièle Pourtaud, MM. Alain Richard, Maurice Schumann.

PREMIERE PARTIE**CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER.**

Art. 1^{er} (prélèvement sur les réserves de l'office des migrations internationales) (p. 7544) - Adopté (p. 7545).

Art. 2 (prélèvement sur l'excédent de la taxe dite "sur les grandes surfaces") (p. 7546) - Adopté (p. 7548).

Art. 3 (affectation du produit de la cotisation minimale de taxe professionnelle au budget général de l'Etat en 1996) (p. 7548) - Adopté (p. 7549).

Art. 4 (modification des conditions d'affectation des recettes de cessions de participations publiques) (p. 7549) - Adopté (p. 7551).

Art. 5 et Etat A (équilibre général) (p. 7551) - Adoptés (p. 7560).

DEUXIEME PARTIE**MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES.****TITRE I^{er}****DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNÉE 1996.****I. - Opérations à caractère définitif.***A. - Budget général.*

Art. 6 et Etat B (*dépenses ordinaires des services civils - ouvertures*) (p. 7560) - Adoptés (p. 7561).

Art. 7 et Etat C (*dépenses en capital des services civils - ouvertures*) (p. 7561) - Adoptés (p. 7564).

Art. 8 (*dépenses ordinaires des services militaires - ouverture*) (p. 7564) - Adopté.

B. - Budgets annexes.

Art. 9 (*budgets annexes - ouvertures de crédits*) (p. 7564) - Adopté.

C. - *Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale.*

Art. 10 (*ouverture de crédits au titre des comptes d'affectation spéciale : 5510 millions de francs*) (p. 7564) - Adopté.

II. - Opérations à caractère temporaire.

Art. 11 (*ouverture de crédits au titre des comptes d'avances du Trésor : 870 millions de francs*) (p. 7564) - Adopté.

III. - Autres dispositions.

Art. 12 (*ratification des crédits ouverts par décrets d'avance*) (p. 7564) - Adopté.

Art. 13 (*modification de la répartition du produit de la redevance affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle*) (p. 7564) - Adopté (p. 7566).

Art. 13 bis (*extension de la qualité de combattant aux volontaires engagés aux côtés de l'armée républicaine espagnole*) (p. 7566) - Adopté après modification (p. 7579).

TITRE II

DISPOSITIONS PERMANENTES.

I. - Mesures concernant la fiscalité.

Art. 14 (*modalités de déduction des provisions d'égalisation constituées par les entreprises d'assurance*) (p. 7580) - Adopté.

Après l'art. 14 (p. 7581).

Art. additionnel (*délivrance de l'agrément pour les dissolutions de sociétés inactives*) (p. 7580) - Adopté (p. 7581).

Art. additionnel (*extension du régime de sursis d'imposition pour les échanges d'actions réalisés dans le cadre d'une offre publique d'échange, aux échanges assortis d'un contrat d'instrument financier*) (p. 7581) - Adopté.

Art. 14 bis (*plafonnement de l'exonération de l'impôt sur le revenu dont bénéficient les produits afférents aux titres non cotés placés dans un plan d'épargne en actions*) (p. 7581) - Supprimé (p. 7584).

Après l'art. 14 bis (p. 7584).

Art. additionnel (*alignement du régime fiscal des bénéfices non commerciaux sur celui des bénéfices industriels et commerciaux en matière de droits de succession*) (p. 7584) - Adopté.

Art. additionnel (*autorisation pour les sociétés exerçant une activité non commerciale et soumises à un régime réel d'imposition d'arrêter un résultat intermédiaire en cours d'année à la date de la transmission des titres*) (p. 7584) - Adopté (p. 7585).

Art. additionnel (*exonération de retenue à la source pour les distributions effectuées au cours de la période des deux ans, à condition que la société mère s'engage à conserver pendant cette période les titres de la filiale*) (p. 7585) - Adopté (p. 7586).

Art. additionnel (*neutralisation du résultat du transfert d'un compte titres de participation à un compte titres de*

placement et inversement, en cas de cession réalisée à l'intérieur d'un groupe fiscal ou de fusion) (p. 7587) - Adopté.

Art. additionnel (*application de l'abattement de cent mille francs aux descendants donataires des petits enfants décédés du donateur*) (p. 7587) - Adopté.

Art. additionnel (*suppression de l'obligation de détention des titres pendant cinq ans pour bénéficiaire du droit d'enregistrement de cinq cents francs sur les apports, en cas d'option des sociétés civiles professionnelles à l'impôt sur les sociétés*) (p. 7588) - Adopté.

Art. additionnel (*extension des dispositions de la loi Madelin aux contrats des articles L. 441-1 et suivants du code des assurances concernant les travailleurs non salariés*) (p. 7548) - Adopté.

Art. 15 (*unification de l'assiette de la taxe de publicité foncière pour l'ensemble des contrats de crédit-bail*) (p. 7588) - Adopté.

Avant l'art. 16 (p. 7588).

Art. additionnel (*modes d'imposition dans le domaine de la copropriété des chevaux de course*) (p. 7588) - Adopté (p. 7589).

Art. 16 (*aménagement de la redevance sanitaire d'abattage et institution d'une taxe additionnelle*) (p. 7589) - Adopté (p. 7590).

Art. 17 (*adaptation au droit communautaire du régime fiscal d'accises des vins naturellement doux*) (p. 7590) - Adopté.

Art. 17 bis (*régime fiscal des vins doux naturels*) (p. 7590) - Adopté.

Après l'art. 17 bis (p. 7590).

Art. additionnel (*simplification des obligations comptables des exploitants agricoles soumis au régime réel simplifié*) (p. 7590) - Adopté.

Art. 18 (*modalités de contrôle des personnes physiques domiciliées fiscalement en France*) (p. 7590) - Adopté (p. 7591).

Art. 19 (*précision de la période de référence pour certaines exonérations et réductions en matière de taxe professionnelle*) (p. 7591) - Adopté.

Art. 19 bis (*extension de la faculté de perception de la taxe sur les fournitures d'électricité aux communautés de villes*) (p. 7591) - Supprimé (p. 7592).

Art. 19 ter (*plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée dans les groupements à fiscalité additionnelle*) (p. 7592) - Adopté après modification.

Après l'art. 19 ter (p. 7592).

Art. additionnel (*imposition à la taxe professionnelle des sociétés civiles professionnelles établie au nom de chacun des membres de ces sociétés*) (p. 7593) - Adopté.

Art. additionnel (*possibilité de confier la faculté de libre adoption d'un calendrier d'entrée en vigueur du nouveau taux à l'assemblée délibérante du groupement intercommunal par délibération à la majorité des trois quarts des membres*) (p. 7593) - Adopté (p. 7594).

Art. 20 (*validation des impositions directes locales au profit du département de la Haute-Corse*) (p. 7597) - Adopté (p. 7598).

Art. 21 (*base légale de certaines dispositions fiscales*) (p. 7598) - Adopté.

Art. 22 (*revalorisation du taux de la contribution au fonds commun des accidents du travail agricoles*) (p. 7598) - Adopté.

Art. 22 bis (prorogation du régime d'exonération d'impôt sur les sociétés au titre des activités nouvelles entreprises dans les DOM) (p. 7598) - Adopté (p. 7599).

Après l'art. 22 bis (p. 7599).

Art. additionnel (simplification de la perception et du contrôle de l'impôt sur les spectacles par les organisateurs de réunions sportives) (p. 7599) - Adopté.

Art. 22 ter (application du taux réduit de TVA aux billets d'entrée donnant accès à des établissements de spectacles servant des consommations à titre facultatif) (p. 7599) - Adopté après modification (p. 7600).

Après l'art. 22 ter (p. 7600).

Art. additionnel (suppression d'une anomalie dans le système de TVA) (p. 7600) - Adopté (p. 7601).

Art. 22 quater (prorogation du régime spécial d'impôt sur les sociétés applicable aux sociétés de recherche d'exploitation minière dans les départements d'outre-mer) (p. 7602) - Adopté.

Art. 22 quinquies (sanctions pour défaut d'acquittement du droit de quai à Saint-Barthélemy) (p. 7602) - Adopté après modification (p. 7603).

Après l'art. 22 quinquies (p. 7603).

Art. additionnel (aménagement rédactionnel de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1997) (p. 7603) - Adopté.

Art. additionnel (modification de la rédaction des articles L. 651-1 et L. 651-2 du code de la sécurité sociale afin d'exonérer les coopératives maritimes d'avitaillement et d'armement de la contribution sociale de solidarité des sociétés) (p. 7603) - Adopté.

II - Autres dispositions.

Art. 23 (autorisation de remises de dettes des pays les plus pauvres) (p. 7604) - Adopté.

Art. 24 (apurement des opérations de réparation des ponts détruits par faits de guerre) (p. 7604) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 25 (prorogation du régime spécifique des cessions immobilières de la Défense) (p. 7604) - Adopté.

Art. 26 (régime des intérêts moratoires des marchés publics antérieurs au 19 décembre 1993) (p. 7604) - Adopté.

Art. 27 (transfert à l'Etat des biens, droits et obligations de la Caisse française des matières premières) (p. 7604) - Adopté.

Art. 28 (modalités de recouvrement des redevances de mise à disposition de fréquences radio-électriques) (p. 7604) - Adopté.

Art. 29 (relèvement de la limite maximale fixée pour le taux moyen cumulé des prélèvements sur le pari mutuel) (p. 7604) - Adopté.

Art. 30 (modalités de calcul des émoluments des personnels militaires en service à l'étranger) (p. 7604) - Adopté.

Après l'art. 30 (p. 7604).

Art. additionnel (attribution à l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé, ANAES, des mêmes moyens juridiques que ceux prévus par le législateur pour l'Agence du médicament, l'Agence française du sang ou l'Etablissement français des greffes) (p. 7604) - Adopté (p. 7605).

Art. 31 (augmentation du prélèvement de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME, sur le produit de la taxe sur les déchets) (p. 7605) - Adopté après modification (p. 7606).

Art. 32 (modification de la date d'entrée en vigueur des allègements de cotisations familiales applicables dans les zones de revitalisation rurale) (p. 7606) - Adopté (p. 7610 ; précédemment réservé p. 7606).

Art. 33 (extension du bénéfice des soutiens du fonds de péréquation des transports aériens) (p. 7606) - Adopté.

Art. 34 (validation d'une délibération de l'Assemblée territoriale de Polynésie française) (p. 7606) - Adopté (p. 7607).

Après l'art. 34 (p. 7607).

Art. additionnel (validation des impositions assises entre la date de signature de l'arrêté préfectoral et la date de son affichage en préfecture et en mairie) (p. 7607) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7610, 7611) : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jacques Habert, Louis Moinard.

Scrutin public de droit n° 62 (p. 7612).

Adoption (18 décembre 1996) (p. 7612).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 décembre 1996) (p. 7713, 7718)

I - DISCUSSION GENERALE (p. 7713, 7714) : MM. Jean Cluzel, en remplacement de M. Alain Lambert, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Alain Lamassoure, ministre délégué au budget.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7714, 7717)

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TITRE Ier

DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1996

I. - Opérations à caractère définitif

A. - Budget général.

B. - Budgets annexes

C. - Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale

II. - Opérations à caractère temporaire.

III. - Autres dispositions.

Art. 13 bis (p. 7714)

TITRE II

DISPOSITIONS PERMANENTES

I. - Mesures concernant la fiscalité

Art. 14 bis A et B (p. 7714)

Art. 14 bis (p. 7714) - suppression maintenue par la CMP

Art. 14 ter (p. 7714)

Art. 14 quater, quinquies et sexies (p. 7715)

Art. 19 bis, ter, quater et quinquies (p. 7716)

Art. 22 sexies et septies (p. 7717)

II. - Autres dispositions

Art. 30 bis et 31 (p. 7717)

Art. 35 (p. 7717) - supprimé par la CMP

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7717, 7718) : *M. Emmanuel Hamel, Mmes Marie-Claude Beaudeau, Anne Heinis.*

Scrutin public de droit n° 64 (p. 7718)

Adoption (20 décembre 1996) (p. 7718)

Lois de règlement

I. - Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1994, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jean ARTHUIS, ministre de l'économie et des finances (20 décembre 1995) [n° 2453 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis à la commission de la défense - Rapport de M. Philippe AUBERGER (28 mai 1996) [n° 2818 (95-96)] - Avis de M. Pierre FAVRE (28 mai 1996) [n° 2820 (95-96)] - Discussion (4 juin 1996) - Adoption (4 juin 1996) [n° 545].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 juin 1996) [n° 404 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Alain LAMBERT (12 juin 1996) [n° 428 (95-96)] - Discussion (21 juin 1996) - Adoption (21 juin 1996) [n° 159].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (21 juin 1996) [n° 2910 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe AUBERGER (27 juin 1996) [n° 2939 (95-96)] - Discussion (27 juin 1996) - Adoption (27 juin 1996) [n° 574].

PROMULGATION : loi n° 96-608 du 5 juillet 1996 (J.O. Lois et décrets du 9 juillet 1996).

Discussion (première lecture)

(21 juin 1996) (p. 4093, 4111).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4093, 4102) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; René Régnault.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4103, 4111) : *MM. Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Alain Lambert.*

Art. 1^{er} (*résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour 1994*) (p. 4103) - Adopté (p. 4104).

Art. 2 et tableau A annexé (*recettes du budget général*) (p. 4104) - Adopté.

Art. 3 et tableau B annexé (*dépenses ordinaires civiles du budget général*) (p. 4104) - Adopté.

Art. 4 et tableau C annexé (*dépenses civiles en capital du budget général*) (p. 4104) - Adopté.

Art. 5 et tableau D annexé (*dépenses ordinaires militaires du budget général*) (p. 4105) - Adopté.

Art. 6 et tableau E annexé (*dépenses militaires en capital du budget général*) (p. 4105) - Adopté.

Art. 7 et tableau F annexé (*résultats du budget général de 1994*) (p. 4105) - Adopté.

Art. 8 et tableau G annexé (*résultats des budgets annexes*) (p. 4105) - Adopté (p. 4106).

Art. 9 et tableau I annexé (*comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en 1994*) (p. 4106) - Adopté (p. 4107).

Art. 10 (*pertes et profits sur emprunts et engagements de l'Etat*) (p. 4107) - Adopté.

Art. 11 (*pertes sur devises démonétisées*) (p. 4107) - Adopté.

Art. 12 (*apurement des concours non rémunérés de la Banque de France*) (p. 4107) - Adopté.

Art. 13 (*apurement d'opérations consécutif à la liquidation de la Caisse nationale de l'énergie*) (p. 4107) - Adopté.

Art. 14 (*abandon de créances détenues sur le Mali et sur le Burkina Faso*) (p. 4107) - Adopté.

Art. 15 (*apurement de la créance consentie à la Compagnie des potasses du Congo*) (p. 4108) - Adopté.

Art. 16 (*reconnaissance d'utilité publique de dépenses comprises dans les gestions de fait*) (p. 4108) - Adopté après modification.

Art. 17 (*transport aux découverts du Trésor*) (p. 4109) - Adopté.

Après l'art. 17 (p. 4110).

Art. additionnel (*évaluation dans une annexe budgétaire du produit, pour l'exercice en cours et pour l'exercice suivant, de chacune des impositions de toute nature affectées à la sécurité sociale*) (p. 4110) - Adopté.

Art. additionnel (*réunion dans le document d'information, récapitulant l'ensemble des concours budgétaires et fiscaux de l'Etat à la protection sociale, de la totalité des composantes budgétaires et fiscales de la loi de finances retracées dans la loi de financement de la sécurité sociale*) (p. 4110) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4110, 4111) : *M. Jacques Delong.*

Scrutin public de droit n°119 (p. 4111).

Adoption (21 juin 1996) (p. 4111).

Lois organiques

Voir *Elections et referendums*, 8; 9
Polynésie française, 1; 3; 4
Sécurité sociale, 2

Loyers

Voir *Logement et habitat*, 5

M

Maladies

Voir *Sécurité sociale*, 3

Malte

Voir *Traités et conventions*, 21

Marchés financiers

1. - Projet de loi de modernisation des activités financières, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jean ARTHUIS, ministre de l'économie et des finances (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1995 - 4 janvier 1996) [n° 157 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis à la commission des lois - Rapport de M. Philippe MARINI (6 mars 1996) [n° 254 (95-96)] - Avis de M. Charles JOLIBOIS (12 mars 1996) [n° 264 (95-96)] - Discussion (13 et 14 mars 1996) - Adoption (14 mars 1996) [n° 93].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 mars 1996) [n° 2650 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jean-Jacques JEGOU (27 mars 1996) [n° 2692 (95-96)] - Discussion (16 et 17 avril 1996) - Adoption (17 avril 1996) [n° 518].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (18 avril 1996) [n° 318 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis à la commission des lois - Rapport de M. Philippe MARINI (24 avril 1996) [n° 326 (95-96)] - Avis de M. Charles JOLIBOIS (30 avril 1996) [n° 335 (95-96)] - Discussion (2 mai 1996) - Adoption (2 mai 1996) [n° 117].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (2 mai 1996) [n° 2756 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jean-Jacques JEGOU (21 mai 1996) [n° 2800 (95-96)] - Discussion (29 mai 1996) - Adoption (29 mai 1996) [n° 540].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (29 mai 1996) [n° 393 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Jean-Jacques JEGOU (11 juin 1996) [n° 2874 (95-96)] - Discussion (21 juin 1996) - Adoption (21 juin 1996) [n° 566].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Philippe MARINI (11 juin 1996) [n° 419 (95-96)] - Discussion (18 juin 1996) - Adoption (18 juin 1996) [n° 152].

PROMULGATION : loi n° 96-597 du 2 juillet 1996 (J.O. Lois et décrets du 4 juillet 1996).

Discussion (première lecture)

(13 mars 1996) (p. 1225, 1278) ; (14 mars 1996) (p. 1298, 1328 ; 1367, 1408).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1225, 1241) : MM. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Denis Badré, Charles Jolibois, rapporteur pour avis de la commission des lois; Paul Loridant, Philippe Marini, rapporteur de la commission des finances; Jean-Pierre Masseret.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1241, 1278 ; 1298, 1328 ; 1367, 1408) : MM. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Yann Gaillard, Yves Galland, ministre délégué aux finances et au commerce extérieur; Mme Anne Heinis, MM. Charles Jolibois, rapporteur pour avis de la commission des lois; Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Paul Loridant, Philippe Marini, rapporteur de la commission des finances; Jean-Pierre Masseret, Christian Poncelet, président de la commission des finances.

TITRE I^{er}

LA PRESTATION DE SERVICES D'INVESTISSEMENT

Chapitre 1^{er}

Les services d'investissement

Section 1

Les instruments financiers

Art. 1^{er} (définition des instruments financiers) (p. 1242) - Adopté après modification (p. 1244).

Après l'art. 1^{er} (p. 1244).

Art. additionnel (définition des valeurs mobilières) (p. 1244) - Adopté (p. 1245).

Art. additionnel (énumération des catégories de placements collectifs) (p. 1245) - Adopté.

Art. additionnel (définition des instruments financiers à terme) (p. 1245) - Adopté.

Section 2

Les services d'investissement et les services connexes

Art. 2 (définition des métiers principaux d'investissement) (p. 1245) - Adopté.

Art. 3 (définition des services connexes d'investissement) (p. 1250) - Adopté.

Chapitre 2

Les prestataires de services d'investissement

Art. 4 (nécessité d'un agrément pour effectuer des opérations de services en investissement pour compte de tiers) (p. 1252) - Supprimé (p. 1253).

Avant l'art. 5 (p. 1253).

Division additionnelle (Section 1 - Les différents prestataires de services en investissement) - Adoptée (p. 1256 ; précédemment réservée p. 1253).

Art. additionnel (définition des prestataires de services d'investissement) (p. 1253) - Adopté (p. 1254).

Art. 5 (définition des entreprises d'investissement) (p. 1254) - Adopté après modification.

Après l'art. 5 (p. 1254).

Art. additionnel (extension aux entreprises d'investissement des règles prudentielles actuellement en vigueur pour les banques prenant des participations dans les entreprises) (p. 1254) - Adopté.

Art. additionnel (précision) (p. 1255) - Adopté.

Art. 6 (capacité des établissements de crédit à fournir des services d'investissement) (p. 1255) - Supprimé.

Art. 7 (capacité des sociétés de gestion de portefeuille à fournir des services d'investissement) (p. 1255) - Supprimé.

Art. 8 (organisation de la profession) (p. 1255) - Supprimé (p. 1256).

Avant l'art. 9 (p. 1256).

Art. additionnel (modification du nom et de la composition d'un certain nombre d'organismes) (p. 1249) - Adopté (p. 1250 ; priorité ordonnée p. 1246).

Division additionnelle (Section 2 - Agrément) (p. 1256) - Adoptée (p. 1267 ; précédemment réservée p. 1256).

Art. 9 (agrément des entreprises d'investissement et des établissements de crédit exerçant des activités de services en investissement) (p. 1256) - Adopté après modification (p. 1258).

Après l'art. 9 (p. 1258).

Art. additionnel (dispositions d'agrément des entreprises d'investissement par le Comité des établissements financiers) (p. 1258) - Adopté.

Art. additionnel (dispositions d'agrément des établissements de crédit par le Comité des établissements financiers) (p. 1258) - Adopté (p. 1259).

Art. additionnel (examen du programme d'activité d'un établissement en voie de création au regard du critère de compétence et d'honorabilité des dirigeants) (p. 1259) - Adopté.

Art. additionnel (procédure d'agrément des sociétés de gestion de portefeuille) (p. 1259) - Adopté (p. 1260).

Art. additionnel (création d'un comité consultatif de la gestion financière émettant un avis pour l'agrément délivré par la COB) (p. 1260) - Adopté.

Art. 10 (conditions posées à la délivrance et au retrait de l'agrément des prestataires de services d'investissement) (p. 1260) - Adopté après modification (p. 1262).

Après l'art. 10 (p. 1262).

Art. additionnel (retrait d'agrément des entreprises d'investissement) (p. 1262) - Adopté (p. 1264).

Art. additionnel (retrait d'agrément des sociétés de gestion de portefeuille) (p. 1264) - Adopté.

Art. additionnel (appellation de "maisons de titres" et dissociation de ce statut de la loi bancaire) (p. 1264) - Adopté (p. 1267).

Art. additionnel (appellation de "courtiers en instruments financiers") (p. 1267) - Adopté.

Art. additionnel (création de l'Association française des entreprises d'investissement à laquelle toute entreprise d'investissement est tenue d'adhérer et affiliation de cette dernière à l'Association française des établissements financiers) (p. 1246) - Adopté (p. 1249 ; priorité ordonnée p. 1246).

Division additionnelle (Section 3 - Interdictions) (p. 1268) - Adoptée (p. 1269 ; précédemment réservée p. 1268).

Art. additionnel (interdiction pour d'autres personnes que les prestataires de services d'investissement d'exercer des activités de services en investissement pour compte de tiers) (p. 1268) - Adopté.

Art. additionnel (interdiction d'exercice de responsabilités au sein d'une entreprise d'investissement pour cause de condamnation pénale) (p. 1268) - Adopté.

Art. additionnel (interdiction d'entretenir la confusion sur les activités exercées) (p. 1269) - Adopté.

Division additionnelle (Section 4 - Organisation de la profession) (p. 1269) - Adoptée.

Avant l'art. 11 (p. 1269).

Division additionnelle (Section 5 - Champ d'application) (p. 1269) - Adoptée (p. 1272 ; précédemment réservée p. 1269).

Art. 11 (champ d'application de la loi) (p. 1269) - Adopté après modification (p. 1272).

Après l'art. 11 (p. 1272).

Art. additionnel (précision relative aux critères d'exclusion du passeport européen) (p. 1272) - Adopté.

TITRE II

LES MARCHES FINANCIERS

Chapitre 1^{er}

Le Conseil des marchés financiers

Section 1

Organisation du Conseil des marchés financiers

Nouvel intitulé (Organisation) (p. 1272) - Adopté.

Art. 12 (composition du Conseil des marchés financiers) (p. 1272) - Adopté après modification (p. 1277).

Art. 13 (la formation plénière du Conseil des marchés financiers) (p. 1277) - Supprimé (p. 1278).

Art. 14 (les formations spécialisées du Conseil des marchés financiers) (p. 1298) - Adopté après modification (p. 1300).

Art. 15 (les formations disciplinaires du Conseil des marchés financiers) (p. 1300) - Adopté après modification (p. 1302).

Après l'art. 15 (p. 1302).

Art. additionnel (conflits d'intérêt et secret professionnel) (p. 1302) - Adopté.

Art. additionnel (coordination) (p. 1302) - Adopté.

Art. 16 (décret en Conseil d'Etat relatif aux formations disciplinaires du Conseil des marchés financiers) (p. 1302) - Supprimé.

Section 2

Attributions du Conseil des marchés financiers

Nouvel intitulé (Attributions relatives à la réglementation) (p. 1303) - Adopté.

Art. 17 (règlement général du Conseil des marchés financiers) (p. 1303) - Adopté (p. 1305).

Après l'art. 17 (p. 1306).

Art. additionnel (dispositions relatives à la totalité des opérations agréées par le Conseil des marchés financiers) (p. 1306) - Adopté (p. 1308).

Art. additionnel (insertion d'un article spécifique concernant le hors-cote) (p. 1306) - Adopté (p. 1308).

Avant l'art. 18 (p. 1308).

Division additionnelle (Section 3 - Autres attributions) (p. 1308) - Adoptée.

Art. 18 (tutelle du Gouvernement vis-à-vis du Conseil des marchés financiers) (p. 1308) - Adopté après modification (p. 1309).

Après l'art. 18 (p. 1309).

Art. additionnel (possibilité pour le Conseil des marchés financiers de prendre des décisions de portée générale ou individuelle) (p. 1309) - Adopté.

Art. additionnel (possibilité pour le Conseil des marchés financiers de certifier des contrats types d'opérations sur instruments financiers) (p. 1309) - Adopté.

Art. 19 (rapport d'activité du Conseil des marchés financiers) (p. 1309) - Adopté (p. 1310).

Avant l'art. 20 (p. 1310).

Division additionnelle (Section 4 - Voies de recours) (p. 1310) - Adoptée.

Art. 20 (voies de recours contre les décisions du Conseil des marchés financiers) (p. 1310) - Adopté après modification (p. 1311).

Chapitre 2**Les marchés réglementés**

Avant la section 1 (p. 1311).

Division additionnelle (*Section 1A - Les entreprises de marché*) (p. 1311) - Adoptée.

Art. additionnel (*définition des entreprises de marché*) (p. 1311) - Adopté (p. 1312).

Section 1*Dispositions générales aux marchés réglementés*

Art. 21 (*reconnaissance et retrait de la qualité de marchés réglementés*) (p. 1312) - Adopté après modification.

Art. 22 (*conditions de fonctionnement des marchés réglementés et règles d'admission des instruments financiers*) (p. 1312) - Adopté après modification (p. 1314).

Art. 23 (*obligation d'intermédiation et monopole de négociation*) (p. 1314) - Adopté (p. 1315).

Après l'art. 23 (p. 1315).

Art. additionnel (*fusion de deux articles du projet de loi précisant les droits et obligations d'une entreprise de marché à l'égard de ses adhérents*) (p. 1315) - Adopté (p. 1316).

Art. 24 (*obligation de concentration des transactions sur instruments financiers négociés sur un marché réglementé*) (p. 1316) - Adopté après modification.

Art. 25 (*régime juridique des opérations financières*) (p. 1316) - Supprimé (p. 1317).

Section 2*Dispositions applicables aux marchés à terme*

Art. 26 (*reconnaissance légale des opérations à terme*) (p. 1317) - Adopté après modification (p. 1319).

Art. 27 (*qualité de membre d'un marché à terme et conditions pour y effectuer de la négociation pour compte propre*) (p. 1319) - Supprimé.

Chapitre 3**Dispositions de coordination**

Avant l'art. 28 (p. 1319).

Division additionnelle (*Section 1 - Dispositions communes à toutes les chambres de compensation*) (p. 1319) - Adoptée.

Art. 28 (*les chambres de compensation*) (p. 1319) - Adopté après modification (p. 1320).

Après l'art. 28 (p. 1320).

Art. additionnel (*responsabilité juridique et financière des prestataires de services d'investissement et des membres d'un marché réglementé*) (p. 1320) - Adopté.

Avant l'art. 29 (p. 1320).

Division additionnelle (*Section 2 - Dispositions communes aux chambres de compensation d'un marché réglementé*) (p. 1320) - Adoptée.

Art. 29 (*dépôts de garantie effectués auprès des chambres de compensation*) (p. 1320) - Adopté après modification (p. 1321).

Art. 30 (*responsabilité juridique et financière des prestataires de services d'investissement et des membres d'un marché réglementé*) (p. 1321) - Supprimé.

Art. 31 (*procédure collective à l'encontre des adhérents compensateurs*) (p. 1321) - Adopté après modification.

Art. 32 (*compensation des opérations à terme*) (p. 1321) - Adopté après modification (p. 1322).

TITRE III**LES OBLIGATIONS ET LE CONTROLE DES PRESTATAIRES DE SERVICES D'INVESTISSEMENT****Chapitre 1^{er}****Obligations des prestataires de services d'investissement**

Avant l'art. 33 (p. 1322).

Division additionnelle (*Section 1 - Normes de gestion*) (p. 1322) - Adoptée.

Art. 33 (*obligations "prudentielles" des entreprises d'investissement*) (p. 1322) - Adopté après modification (p. 1323).

Après l'art. 33 (p. 1323).

Art. additionnel (*pouvoirs de réglementation du Comité de la réglementation financière en matière prudentielle*) (p. 1323) - Adopté.

Art. additionnel (*accès des entreprises d'investissement aux marchés interbancaires*) (p. 1323) - Adopté (p. 1324).

Avant l'art. 34 (p. 1325).

Division additionnelle (*Section 2 - Obligations comptables et déclaration*) (p. 1325) - Adoptée.

Art. additionnel (*précisions*) (p. 1325) - Adopté.

Division additionnelle (*Section 3 - Règles de bonne conduite*) (p. 1325) - Adoptée.

Art. 34 (*obligations "déontologiques" des entreprises d'investissement*) (p. 1325) - Adopté après modification (p. 1326).

Après l'art. 34 (p. 1326).

Art. additionnel (*obligation de ducroire*) (p. 1326) - Adopté.

Art. 35 (*régime des opérations des salariés d'un prestataire de services d'investissement*) (p. 1326) - Adopté après modification.

Art. 36 (*fonds de garantie*) (p. 1326) - Adopté après modification (p. 1327).

Art. 37 (*protection des investisseurs*) (p. 1327) - Adopté après modification.

Art. 38 (*obligations spécifiques aux gestionnaires de portefeuille*) (p. 1327) - Adopté après modification (p. 1328).

Après l'art. 38 (p. 1367).

Art. additionnel (*obligations spécifiques aux sociétés de gestion de portefeuille*) (p. 1367) - Adopté.

Art. 39 (*obligations statistiques*) (p. 1368) - Adopté après modification.

Chapitre 2**Le contrôle des prestataires de services d'investissement**

Avant l'art. 40 (p. 1368).

Division additionnelle (*Section 1 - Compétences de contrôle du Conseil des marchés financiers*) (p. 1368) - Adoptée (p. 1373 ; précédemment réservée p. 1368).

Art. 40 (*contrôle du Conseil des marchés financiers sur les entreprises d'investissement*) (p. 1368) - Adopté après modification (p. 1369).

Art. 41 (*coopération entre les autorités de contrôle national*) (p. 1369) - Adopté après modification.

Art. 42 (*pouvoir de sanction du Conseil des marchés financiers*) (p. 1369) - Adopté après modification (p. 1370).

Art. 43 (*sanctions applicables aux entreprises d'investissement et aux personnes placées sous leur autorité*) (p. 1370) - Adopté après modification (p. 1373).

Après l'art. 43 (p. 1373).

Division additionnelle (*Section 2 - Compétences de la Commission des opérations de bourse*) (p. 1373) - Adoptée.

Art. additionnel (*compétences réglementaires et de contrôle de la Commission des opérations de bourse à l'égard des gestionnaires*) (p. 1373) - Adopté.

Avant l'art. 44 (p. 1373).

Division additionnelle (*Section 3 - Compétences de contrôle de la commission financière*) (p. 1373) - Adoptée (p. 1374).

Art. 44 (*pouvoirs de la Commission bancaire*) (p. 1374) - Adopté après modification (p. 1375).

TITRE IV

LIBRE ETABLISSEMENT ET LIBRE PRESTATION DE SERVICES SUR LE TERRITOIRE DES ETATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE

Art. 45 (*définitions applicables au passeport européen*) (p. 1373) - Adopté.

Chapitre 1^{er}

Libre prestation de services et liberté d'établissement en France

Art. 46 (*liberté d'établissement et liberté de prestation de services des entreprises d'investissement agréées dans un Etat de l'Union en France*) (p. 1376) - Adopté après modification (p. 1377).

Chapitre 2

Libre prestation de services et liberté d'établissement sur le territoire des autres Etats membres de la Communauté européenne

Art. 47 (*autorités compétentes pour le contrôle des entreprises françaises souhaitant bénéficier du passeport européen*) (p. 1377) - Supprimé.

Art. 48 (*autorités compétentes pour contrôler les entreprises européennes souhaitant exercer en France*) (p. 1377) - Adopté après modification (p. 1379).

Art. 49 (*intervention d'un décret en Conseil d'Etat pour déterminer les conditions de mise en oeuvre des deux articles précédents*) (p. 1379) - Adopté après modification (p. 1380).

Chapitre 3

Accès aux marchés réglementés de la Communauté européenne

Art. 50 (*libre accès aux marchés réglementés de l'Union européenne*) (p. 1380) - Adopté.

Chapitre 4

Dispositifs de contrôle

Art. 51 (*contrôle des entreprises d'investissement de l'Union souhaitant exercer en France*) (p. 1381) - Adopté après modification (p. 1382).

Après l'art. 51 (p. 1382).

Division additionnelle (*Titre... - Sanctions pénales*) (p. 1382) - Adoptée (p. 1384 ; précédemment réservée p. 1382).

Art. additionnel (*rédaction de l'ensemble du volet pénal en tenant compte des principes posés par le nouveau code pénal et en indiquant la possibilité de sanctionner les personnes morales*) (p. 1383) - Adopté (p. 1384).

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Chapitre 1^{er}

Dispositions relatives à la Commission des opérations de bourse

Art. 52 (*modification de l'ordonnance de 1967 relative à la Commission des opérations de bourse*) (p. 1384) - Adopté après modification (p. 1385).

Art. 53 (*dispositions relatives aux mandats en cours des membres du collège de la COB*) (p. 1396) - Adopté après modification (p. 1397).

Chapitre 2

Dispositions relatives aux sociétés de gestion de portefeuille

Nouvel intitulé (*Dispositions de coordination*) (p. 1397) - Adopté.

Art. 54 (*personnes habilitées à créer des fonds communs de placement*) (p. 1397) - Adopté après modification.

Art. 55 (*sociétés de gestion de portefeuille*) (p. 1397) - Supprimé (p. 1398).

Art. 56 (*représentation professionnelle et sociétés de gestion de portefeuille, et compétence réglementaire de la COB*) (p. 1398) - Supprimé.

Chapitre 3

Dispositions de coordination

Art. 57 (*dispositions de coordination concernant la loi de 1885 sur les marchés à terme*) (p. 1398) - Adopté après modification.

Art. 58 (*dispositions de coordination concernant la loi de 1988 sur les sociétés de bourse*) (p. 1398) - Adopté après modification (p. 1399).

Art. 59 (*dispositions de coordination concernant la loi de 1984 sur les établissements de crédit*) (p. 1399) - Adopté après modification (p. 1401).

Art. 60 (*dispositions de coordination concernant la loi de 1966 sur les sociétés commerciales et la loi du 26 juillet 1991 portant DDOEF, dans ses dispositions relatives à la modernisation financière*) (p. 1401) - Adopté après modification (p. 1402).

Chapitre 4

Dispositions d'application

Art. 61 (*dispositions relatives aux personnes morales exerçant déjà des activités de services d'investissement et à la déclaration de marchés réglementés*) (p. 1402) - Adopté après modification (p. 1403).

Art. 62 (*déclaration concernant les personnes morales françaises ou d'un pays de l'Union exerçant déjà des activités de services d'investissement en libre prestation ou en libre établissement*) (p. 1404) - Supprimé.

Art. 63 (*dispositions transitoires concernant le Conseil des bourses de valeurs et le Conseil du marché à terme et subrogation du Conseil des marchés financiers dans les droits et obligations de ces institutions*) (p. 1404) - Adopté.

Après l'art. 63 (p. 1405).

Art. additionnel (*modernisation de la rédaction du volet pénal de la loi bancaire pour tenir compte du nouveau code pénal et introduction de la notion de responsabilité pénale des personnes morales*) (p. 1404) - Adopté (p. 1405).

Art. additionnel (*mesures relatives aux conséquences du retrait d'agrément des établissements de crédit*) (p. 1405) - Adopté (p. 1406).

Art. additionnel (*rapport d'application de la présente loi*) (p. 1406) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1406, 1408) : *MM. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Yann Gaillard, Paul Loridant, Philippe Marini, rapporteur de la commission des finances; Jean-Pierre Masseret.*

Adoption (14 mars 1996) (p. 1408).

Discussion (deuxième lecture)

(2 mai 1996) (p. 2325, 2373).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2325, 2329) : *MM. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Charles Jolibois, rapporteur pour avis de la commission des lois; Paul Loridant, Philippe Marini, rapporteur de la commission des finances.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2329, 2373) : *M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Mme Anne Heinis, MM. Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois; Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Paul Loridant, Philippe Marini, rapporteur de la commission des finances; Christian Poncelet, président de la commission des finances; Michel Sergent.*

TITRE I^{er}

LA PRESTATION DE SERVICES D'INVESTISSEMENT

Chapitre 1^{er}

Les services d'investissement

Section 1

Les instruments financiers

Art. 1^{er} (définition et classification des instruments financiers) (p. 2329) - Adopté (p. 2331).

Art. 1^{er} bis (définition des valeurs mobilières) (p. 2331) - Adopté.

Chapitre 2

Des prestataires de services d'investissement

Section 1

Les différents prestataires de services en investissement

Art. 5 A (les différents prestataires de services en investissement) (p. 2331) - Adopté.

Art. 5 bis (prise de participations par des entreprises d'investissement dans d'autres personnes morales et prise de participations dans des entreprises d'investissement) (p. 2331) - Adopté.

Section 2

Agrément

Art. 9 A (modification du nom et de la composition des autorités chargées de l'agrément, de la réglementation et du contrôle des prestataires de services d'investissement) (p. 2334) - Adopté après modification (p. 2335).

Art. 9 quinquies (agrément des entreprises d'investissement et des établissements de crédit exerçant des activités de services en investissement) (p. 2337) - Adopté après modification.

Art. 10 ter (conditions de retrait de l'agrément pour les sociétés de gestion de portefeuille agréées par la Commission des opérations de bourse) (p. 2339) - Adopté après modification (p. 2340).

Art. 10 quater (dissociation du statut des maisons de titres de la catégorie des établissements de crédit) (p. 2340) - Supprimé par l'Assemblée nationale; puis rétabli par le Sénat.

Art. 10 quinquies (appellation de "courtiers en instruments financiers") (p. 2341) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Après l'art. 10 sexies (p. 2335).

Art. additionnel (maintien du monopole des sociétés de gestion de portefeuille pour les placements et biens divers autres que les instruments financiers) (p. 2335) - Adopté (p. 2337; priorité ordonnée p. 2335).

Section 4

Organisation de la profession

Art. 10 nonies (organisation de la profession de prestataires de services d'investissement) (p. 2331) - Adopté (p. 2334; priorité ordonnée p. 2331).

TITRE II

LES MARCHES FINANCIERS

Chapitre 1^{er}

Le Conseil des marchés financiers

Section 1

Organisation

Art. 12 (composition du Conseil des marchés financiers) (p. 2345) - Adopté après modification (p. 2349).

Art. 14 (les formations spécialisées du Conseil des marchés financiers) (p. 2350) - Adopté.

Art. 15 (les formations disciplinaires du Conseil des marchés financiers) (p. 2350) - Adopté.

Art. 15 bis (conflits d'intérêt) (p. 2350) - Adopté (p. 2351).

Section 2

Attributions des Conseils des marchés financiers

Art. 17 (règlement général du Conseil des marchés financiers) (p. 2351) - Adopté après modification (p. 2352).

Art. 17 bis (pouvoirs réglementaires du Conseil des marchés financiers concernant les offres publiques) (p. 2352) - Adopté.

Art. 17 ter (réglementation des opérations financières publiques applicables au marché hors cote) (p. 2352) - Adopté après modification (p. 2353).

Section 4

Voies de recours

Art. 20 (voies de recours contre les décisions du Conseil des marchés financiers) (p. 2353) - Adopté.

Chapitre 2

Les marchés réglementés

Section 1

Dispositions générales aux marchés réglementés

Art. 21 (reconnaissance et retrait de la qualité de marchés réglementés) (p. 2353) - Adopté.

Art. 22 (conditions de fonctionnement des marchés réglementés et règles d'admission des instruments financiers) (p. 2353) - Adopté après modification (p. 2354).

Art. 23 (obligation d'intermédiation) (p. 2354) - Adopté.

Art. 23 bis (qualité de membre d'un marché réglementé) (p. 2354) - Adopté après modification (p. 2355).

Art. 24 (obligation de concentration des transactions sur instruments financiers négociés sur un marché réglementé) (p. 2355) - Adopté.

Section 2

Dispositions applicables aux marchés à terme

Art. 26 (reconnaissance légale des opérations à terme) (p. 2355) - Adopté après modification.

Chapitre 3

Dispositifs de compensation

*Section 1**Dispositions communes à toutes les chambres de compensation*

Art. 28 (*les chambres de compensation*) (p. 2355) - Adopté après modification.

*Section 2**Dispositions communes aux chambres de compensation d'un marché réglementé*

Art. 29 (*dépôts de garantie effectués auprès des chambres de compensation*) (p. 2355) - Adopté (p. 2356).

Après l'art. 32 (p. 2356).

Art. additionnel (*neutralité fiscale des remises opérées temporairement pour garantir les opérations à terme ou intérêts de titres*) (p. 2356) - Adopté.

TITRE III

LES OBLIGATIONS ET LES CONTROLES DES PRESTATAIRES DE SERVICES D'INVESTISSEMENT

Chapitre 1^{er}

Obligations des prestataires de services d'investissement

*Section 1**Normes de gestion*

Art. 33 ter (*accès des entreprises d'investissement aux marchés interbancaires*) (p. 2356) - Adopté (p. 2357).

*Section 2**Obligations comptables et déclaratives*

Art. 34 A (*obligations comptables et déclaratives des entreprises d'investissement*) (p. 2357) - Adopté.

*Section 3**Règles de bonne conduite*

Art. 34 bis (*obligation de ducroire*) (p. 2357) - Adopté.

Art. 35 (*régime des opérations des salariés d'un prestataire de services d'investissement*) (p. 2358) - Adopté.

Art. 36 (*fonds de garantie - information*) (p. 2358) - Adopté.

Art. 36 bis (*fonds de garantie - constitution*) (p. 2358) - Adopté après modification.

Art. 37 (*protection des investisseurs*) (p. 2358) - Adopté.

Chapitre 2

Le contrôle des prestataires de services d'investissement

*Section 1**Compétences de contrôle du Conseil des marchés financiers*

Art. 40 (*contrôle du Conseil des marchés financiers sur les entreprises d'investissement*) (p. 2359) - Adopté après modification.

Art. 41 (*coopération entre les autorités de contrôle national*) (p. 2359) - Adopté.

Art. 42 (*pouvoir de sanction du Conseil des marchés financiers*) (p. 2359) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 43 (*sanctions applicables aux entreprises d'investissement et aux personnes placées sous leur autorité*) (p. 2359) - Adopté après modification (p. 2360).

*Section 2**Compétences de la Commission des opérations de bourse*

Art. 43 ter (*sanctions applicables à l'égard des gestionnaires pour compte de tiers placés sous contrôle de*

la Commission des opérations de bourse) (p. 2360) - Adopté après modification (p. 2361).

*Section 3**Compétences de contrôle de la Commission financière*

Art. 44 (*pouvoirs de la Commission bancaire*) (p. 2361) - Adopté (p. 2362).

TITRE IV

LIBRE ETABLISSEMENT ET LIBRE PRESTATION DE SERVICES SUR LE TERRITOIRE DES ETATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE

Chapitre 2

Libre prestation de services et liberté d'établissement sur le territoire des autres Etats membres de la Communauté européenne

Art. 48 (*autorités compétentes pour contrôler les entreprises européennes souhaitant exercer en France*) (p. 2362) - Adopté après modification.

Art. 48 bis (*coordination*) (p. 2362) - Adopté après modification (p. 2363).

Chapitre 4

Dispositifs de contrôle

Art. 51 (*contrôle des entreprises d'investissement de l'Union souhaitant exercer en France*) (p. 2363) - Adopté après modification.

Après l'art. 51 (p. 2363).

Division additionnelle (*Titre IV bis A - Communications d'informations*) (p. 2363) - Adoptée.

Art. additionnel (*condition de communication d'informations à des homologues étrangers*) (p. 2363) - Adopté (p. 2364).

TITRE IV BIS

SANCTIONS PENALES

Art. 51 bis à 51 quater et 51 septies (*sanctions pénales*) (p. 2364) - Adoptés.

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Chapitre 1^{er}

Dispositions relatives à la Commission des opérations de bourse

Art. 52 (*modification de l'ordonnance de 1967 relative à la Commission des opérations de bourse*) (p. 2341) - Adopté après modification (p. 2345 ; priorité ordonnée p. 2341).

Chapitre 2

Dispositions de coordination

Art. 54 (*personnes habilitées à créer des fonds communs de placement*) (p. 2364) - Adopté après modification (p. 2365).

Art. 54 bis (*possibilité de réémission de parts de fonds communs de créances*) (p. 2365) - Adopté.

Chapitre 3

Dispositions de coordination

Art. 57 (*dispositions de coordination concernant la loi de 1885 sur les marchés à terme*) (p. 2365) - Adopté après modification.

Art. 59 (*dispositions de coordination concernant la loi de 1984 sur les établissements de crédit*) (p. 2365) - Adopté.

Art. 60 (dispositions de coordination concernant la loi de 1966 sur les sociétés commerciales et la loi du 26 juillet 1991 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, dans ses dispositions relatives à la modernisation financière) (p. 2365) - Adopté (p. 2366).

Chapitre 4

Dispositions d'application

Art. 61 (dispositions relatives aux personnes morales exerçant déjà des activités de services d'investissement et la déclaration de marchés réglementés) (p. 2366) - Adopté après modification (p. 2368).

Art. 65 (conséquences du retrait d'agrément des établissements de crédit) (p. 2368) - Adopté après modification (p. 2369).

Art. 66 (rapport sur l'application de la présente loi) (p. 2369) - Adopté (p. 2370).

Art. 67 (constitution de gage sur instruments financiers) (p. 2370) - Adopté après modification.

Art. 68 (défaut de règlement ou de livraison de titres) (p. 2370) - Adopté.

Art. 69 (compensation de prêts de titres) (p. 2370) - Adopté (p. 2371).

Après l'art. 69 (p. 2371).

Art. additionnel (précision sur le champ des dérogations prévues par la loi dite "loi Toubon") (p. 2371) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2371, 2373) : MM. René Ballayer, Emmanuel Hamel, Mme Anne Heinis, MM. Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Paul Loridant, Philippe Marini, rapporteur de la commission des finances; Michel Sergent.

Adoption (2 mai 1996) (p. 2373).

Discussion (commission mixte paritaire)

(18 juin 1996) (p. 3835, 3844).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3835, 3837) : MM. Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Philippe Marini, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3837, 3844).

Art. 9 A (p. 3837).

Art. 10 bis (retrait d'agrément des entreprises d'investissement) (p. 3838).

Art. 10 ter (p. 3838).

Art. 10 quater (p. 3839).

Art. 10 septies A (p. 3839) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 12, 23 bis (p. 3839).

Art. 29 bis (champ d'application des dispositions relatives aux dépôts de garantie effectués auprès des chambres de compensation) (p. 3839).

Art. 36, 43 ter, 44 (p. 3840).

Art. 51 bis B (notification préalable au comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement de l'Union souhaitant exercer en France) (p. 3841).

Art. 54 et 61 (p. 3841).

Art. 65 (p. 3842).

Art. 71 (p. 3843).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3843, 3844) : MM. Paul Loridant, Marc Massion.

Adoption (18 juin 1996) (p. 3844).

Marchés publics

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)*, 1

1. - Projet de loi complétant, en ce qui concerne certains contrats de services et de fournitures, la loi n° 91-3 du 3 janvier 1991 relative à la transparence et la régularité des procédures de marchés et soumettant la passation de certains contrats à des règles de publicité et de mise en concurrence et la loi n° 92-1282 du 11 décembre 1992 relative aux procédures de passation de certains contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications, PRÉSENTÉ AU SENAT, au nom de M. Edouard BALLADUR, Premier ministre, par M. Edmond ALPHANDERY, ministre de l'économie (6 octobre 1994) [n° 9 (94-95)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Henri REVOL (30 octobre 1996) [n° 51 (96-97)] - Discussion (19 novembre 1996) - Adoption (19 novembre 1996) [n° 27].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (20 novembre 1996) [n° 3152 (96-97)] - Rapport de M. Jean-Paul CHARIE (18 décembre 1996) [n° 3251(96-97)] - Discussion (14 janvier 1997) - Adoption (14 janvier 1997) [n° 637].

PROMULGATION : loi n° 97-50 du 22 janvier 1997 (J.O. Lois et décrets du 23 janvier 1997).

Discussion (première lecture)

(19 novembre 1996) (p. 5686, 5703).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5686, 5694) : MM. Claude Estier, Yves Galland, ministre délégué aux finances et au commerce extérieur; Félix Leyzour, Henri Revol, rapporteur de la commission des affaires économiques.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5694, 5703) : MM. Yves Galland, ministre délégué aux finances et au commerce extérieur; Francis Grignon, Henri Revol, rapporteur de la commission des affaires économiques.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS COMPLETANT, EN CE QUI CONCERNE CERTAINS CONTRATS DE SERVICES OU DE FOURNITURES, LA LOI N° 91-3 DU 3 JANVIER 1991 RELATIVE A LA TRANSPARENCE ET LA REGULARITE DES PROCEDURES DE MARCHES ET SOUMETTANT LA PASSATION DE CERTAINS CONTRATS A DES REGLES DE PUBLICITE ET DE MISE EN CONCURRENCE

Art. 1^{er} (soumission des contrats de fournitures passés par certains organismes à des obligations de publicité et de mise en concurrence) (p. 5694) - Adopté après modification.

Art. 2 (soumission des contrats de services passés par certains organismes à des obligations de publicité et de mise en concurrence) (p. 5694) - Adopté après modification (p. 5698).

Art. 3 (recours contre les manquements en matière de contrats de droit privé) (p. 5698) - Adopté après modification.

Art. 4 (recours contre les manquements en matière de contrats de droit public) (p. 5699) - Adopté après modification.

Art. 5 (exclusions du champ d'application de la loi) (p. 5699) - Adopté après modification.

TITRE II

DISPOSITIONS COMPLETANT, EN CE QUI
CONCERNE CERTAINS CONTRATS DE SERVICES,
LA LOI N° 92-1282 DU 11 DECEMBRE 1992 RELATIVE
AUX PROCEDURES DE PASSATION DE CERTAINS
CONTRATS DANS LES SECTEURS DE L'EAU, DE
L'ENERGIE, DES TRANSPORTS ET DES
TELECOMMUNICATIONS

Art. 6 (*soumission des contrats de services passés par les opérateurs de réseaux à des obligations de publicité et de mise en concurrence*) (p. 5699) - Adopté après modification.

Art. 7 (*application du régime des recours pour manquement aux obligations auxquelles sont soumis les contrats passés dans les secteurs des hydrocarbures et des mines*) (p. 5699) - Adopté.

Art. 8 (*abrogation*) (p. 5699) - Adopté.

Art. 9 (*définition des contrats de services soumis à des obligations de publicité et de mise en concurrence*) (p. 5699) - Adopté après modification (p. 5701).

Art. 10 (*extension des conditions d'exclusion aux contrats de services*) (p. 5702) - Adopté après modification.

Art. 11 (*exclusion des contrats de services passés avec des entreprises liées*) (p. 5702) - Adopté après modification.

Art. 12 et 13 (*coordination en matière de recours*) (p. 5703) - Adoptés.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5703) : MM. Edmond Lauret, Félix Leyzour.

Adoption (19 novembre 1996) (p. 5703).

Marine marchande

Voir *Impôts et taxes*, 4

Mayotte

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)*,
1; 3; 4; 5
Propriété intellectuelle, 2

Médicaments

Voir *Santé publique*, 3

Mer

Voir *Lois de finances*

Météo-France

Voir *Lois de finances*

Mineurs (d'âge)

Voir *Délinquance et criminalité*, 1

Monnaie unique

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 1; 11
Déclarations du Gouvernement (politique générale),
1

Monnaies et médailles (budget annexe)

Voir *Lois de finances*

Mutualité sociale agricole

Voir *Lois de finances*

1. - Proposition de loi visant à étendre aux centres de santé gérés par la Mutualité Sociale Agricole la subvention prévue à l'article L. 162-32 du code de la sécurité sociale, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Georges MOULY, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 juin 1996 - 30 août 1996) [n° 500 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

N**Navires**

Voir *Impôts et taxes*, 4

Négociation collective

Voir *Travail*, 4

Norvège

Voir *Traités et conventions*, 17; 24

O

Océanie

Voir *Traités et conventions*, 16

Offices parlementaires

Voir *Parlement*, 1; 2; 3

Ordre de la libération

Voir *Lois de finances*

Ordre public

Voir *Aménagement du territoire*, 2
Droit pénal, 1

Ordres professionnels

1. - **Proposition de loi tendant à la création d'un ordre national de la profession d'infirmière**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Edouard LE JEUNE, sénateur (1er février 1996) [n° 196 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

Organisation des Nations Unies (ONU)

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 11

Ouzbékistan

Voir *Traités et conventions*, 1; 2; 3

P

Pakistan

Voir *Traités et conventions*, 20

Panama

Voir *Traités et conventions*, 25

Parlement

Voir *Sécurité sociale*, 2

1. - Proposition de loi tendant à créer un Office parlementaire d'évaluation de la législation, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Pierre MAZEAUD, député (23 juin 1995) [n° 2104 (94-95)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Arnaud CAZIN D'HONINCTHUN (12 juillet 1995) [n° 2161 (94-95)] - Discussion (19 juillet 1995) - Adoption (19 juillet 1995) [n° 383].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi tendant à créer un Office parlementaire d'amélioration de la législation

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 juillet 1995) [n° 390 (94-95)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Michel RUFIN (30 janvier 1996) [n° 185 (95-96)] - Discussion (30 janvier 1996) - Adoption (30 janvier 1996) [n° 69].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi tendant à créer un Office parlementaire d'évaluation de la législation

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (1er février 1996) [n° 2520 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Arnaud CAZIN D' HONINCTHUN (14 février 1996) [n° 2571 (95-96)] - Discussion (21 février 1996) - Adoption (21 février 1996) [n° 482].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (21 février 1996) [n° 244 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Michel RUFIN (14 mai 1996) [n° 360 (95-96)] - Discussion (21 mai 1996) - Adoption (21 mai 1996) [n° 128].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (24 mai 1996) [n° 2812 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Arnaud CAZIN D'HONINCTHUN (29 mai 1996) [n° 2821 (95-96)] - Discussion (6 juin 1996) - Adoption (6 juin 1996) [n° 547].

PROMULGATION : loi n° 96-516 du 14 juin 1996 (J.O. Lois et décrets du 15 juin 1996).

Discussion (première lecture)

(30 janvier 1996) (p. 262, 276).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 262, 272) : *MM. Paul Blanc, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Georges Othily, Robert Pagès, Bernard Plasait, Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement; Michel Rufin, rapporteur de la commission des lois; Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 272) : *MM. Guy Allouche, Robert Badinter, Philippe de Bourgoing, Pierre Fauchon, Jean-Jacques Hyst, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Roger*

Romani, ministre des relations avec le Parlement; Michel Rufin, rapporteur de la commission des lois.

Art. unique (création d'un Office parlementaire d'amélioration de la législation) (p. 272) - Adopté après modification (p. 276).

Intitulé de la proposition de loi (proposition de loi tendant à créer un Office parlementaire d'évaluation de la législation) (p. 276) - Adopté.

Scrutin public n° 54 (p. 276).

Adoption (30 janvier 1996) (p. 276).

Discussion (deuxième lecture)

(21 mai 1996) (p.2625, 2645 et 2658).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2625, 2638) - (discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 247 (95-96) - Parlement) : *MM. Robert Badinter, Jean-Luc Bécart, Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois pour la proposition de loi relative à l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques; Jean-Jacques Hyst, Alain Lambert, rapporteur pour avis de la commission des finances; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Philippe Marini, Michel Rufin, rapporteur de la commission des lois pour la proposition de loi relative à l'Office parlementaire d'évaluation de la législation; Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2658, 2659).

Article unique (Office parlementaire d'évaluation de la législation) (p. 2658) - Adopté après modification (p. 2659).

Adoption (21 mai 1996) (p. 2659).

2. - Proposition de loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Laurent DOMINATI, député (23 juin 1995) [n° 2108 (94-95)] - Renvoi à la commission spéciale (13 juillet 1995) [n° 2155 (94-95)] - Discussion (18 juillet 1995) - Adoption (18 juillet 1995) [n° 382].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 juillet 1995) [n° 389 (94-95)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Michel RUFIN (30 janvier 1996) [n°184 (95-96)] - Avis de M. Alain LAMBERT (30 janvier 1996) [n° 186 (95-96)] - Discussion (30 et 31 janvier 1996) - Adoption (31 janvier 1996) [n° 70].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (31 janvier 1996) [n° 2515 (95-96)] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Jean-Pierre DELALANDE (15 février 1996) [n° 2574 (95-96)] - Discussion (21 février 1996) - Adoption (21 février 1996) [n° 483].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (23 février 1996) [n° 247 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre FAUCHON (14 mai 1996) [n° 361 (95-96)] - Discussion (21 mai 1996) - Adoption (21 mai 1996) [n° 127].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (24 mai 1996) [n° 2813 (95-96)] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Jean-Pierre DELALANDE (30 mai 1996) [n° 2831 (95-96)] - Discussion (6 juin 1996) - Adoption (6 juin 1996) [n° 548].

PROMULGATION : loi n° 96-517 du 14 juin 1996 (J.O. Lois et décrets du 15 juin 1996).

Discussion (première lecture)

(30 janvier 1996) (p. 276, 288) ; (31 janvier 1996) (p. 301, 311).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 276, 288) : *MM. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Guy Cabanel, Jean-Jacques Hyst, Alain Lambert, rapporteur pour avis de la commission des finances; Jacques Larché, président de la commission des lois; Philippe Marini, Michel Mercier, Robert Pagès, Bernard Plasait, Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement; Michel Rufin, rapporteur de la commission des lois.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 301, 308) : *MM. Guy Cabanel, Michel Dreyfus-Schmidt, Claude Estier, Pierre Fauchon, Alain Lambert, rapporteur pour avis de la commission des finances; Philippe Marini, Jean-Pierre Masseret, Robert Pagès, Michel Rufin, rapporteur de la commission des lois; Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

TITRE I^{er}

POUVOIRS D'INFORMATION DES COMMISSIONS DU PARLEMENT

Art. 1^{er} (obligation de déférer aux convocations des commissions) (p. 301) - Adopté après modification.

Après l'art. 1^{er} (p. 302).

Art. additionnel (attributions des pouvoirs des commissions d'enquête aux commissions permanentes ou spéciales) (p. 302) - Adopté.

Art. 2 (demandes d'enquête à la Cour des comptes) (p. 302) - Adopté après modification.

TITRE II

OFFICE PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

Art. 3 (Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques) (p. 302) - Adopté après modification (p. 308).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 308, 311) : *MM. Guy Cabanel, Michel Dreyfus-Schmidt, Alain Lambert, Jacques Larché, Philippe Marini, Jean-Pierre Masseret, Robert Pagès, Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

Scrutin public n° 55 (p. 311).

Adoption (31 janvier 1996) (p. 311).

Discussion (deuxième lecture)

(21 mai 1996) (p. 2625, 2645, 2658).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2625, 2638) - (discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 244 (95-96) - Parlement) : *MM. Robert Badinter, Jean-Luc Bécart, Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois pour la proposition de loi relative à l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques; Jean-Jacques Hyst, Alain Lambert, rapporteur pour avis de la commission des finances; Jacques Larché, président de la commission des lois; Philippe Marini, Michel Rufin, rapporteur de la commission des lois pour la proposition de loi relative à l'Office parlementaire d'évaluation de la législation; Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2638, 2645) : *MM. Guy Allouche, Jean-Luc Bécart, Jean-Paul Delevoye, Pierre Fauchon, Alain Lambert, Jacques Larché, Président de la commission des lois; Philippe Marini, Michel Rufin, Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

Art. 1^{er} (obligation de déférer aux convocations des commissions) (p. 2638) - Adopté après modification (p. 2639).

Art. 1^{er} bis (attribution temporaire aux commissions permanentes de pouvoirs de commissions d'enquête) (p. 2639) - Adopté après modification.

Art. 2 (demande d'enquête à la Cour des comptes) (p. 2639) - Supprimé.

Art. 3 (Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques) (p. 2639) - Adopté après modification (p. 2645).

Adoption (21 mai 1996) (p. 2658).

3. - Proposition de résolution tendant à compléter le règlement du Sénat pour l'application de la loi tendant à élargir les pouvoirs d'information du Parlement et à créer un Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques et de la loi organique relative aux lois de financement de la sécurité sociale, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Patrice GELARD, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 juin 1996 - 13 septembre 1996) [n° 504 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Patrice GELARD (1er octobre 1996) [n° 2 (96-97)] - Discussion (3 octobre 1996) - Adoption (3 octobre 1996) [n° 3].

NOUVEL INTITULE : Proposition de résolution tendant à modifier les articles 9 et 45 du règlement du Sénat et à insérer un article 22 ter.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 96-381 DC du 14 octobre 1996 (J.O. Lois et décrets du 18 octobre 1996) qui déclare la résolution conforme à la Constitution.

Discussion (première lecture)

(3 octobre 1996) (p. 4489, 4494).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4489, 4491) : *MM. Guy Allouche, Patrice Gélard, rapporteur de la commission des lois.*

Motion n°1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Robert Pagès, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 4491).

Rejet de la motion (p. 4493 ; scrutin public n° 7).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4493, 4494) : *MM. Patrice Gélard, rapporteur de la commission des lois; Robert Pagès.*

Art. 1^{er} (extension aux commissions permanentes ou spéciales des prérogatives des commissions d'enquête) (p. 4493) - Adopté (p. 4494).

Art. 2 (irrecevabilité des amendements non conformes à l'article L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale) (p. 4494) - Adopté.

Art. 3 (harmonisation rédactionnelle) (p. 4494) - Adopté.

Intitulé de la proposition de résolution (proposition de résolution tendant à modifier les articles 9 et 45 du règlement du Sénat et à insérer un article 22 ter) (p. 4494) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4494) : *MM. Guy Allouche, Robert Pagès.*

Adoption (3 octobre 1996) (p. 4494).

4. - Projet de loi pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 qui instituent une session parlementaire ordinaire unique, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jacques TOUBON, garde des sceaux, ministre de la justice (27 septembre 1995) [n° 2239 (94-95)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. André FANTON (4 octobre 1995) [n° 2243 (95-96)] - Discussion (12 octobre 1995) - Adoption (12 octobre 1995) [n° 412].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (17 octobre 1995) [n° 28 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Jacques HYEST (9 novembre 1995) [n° 61 (95-96)] - Discussion (15 novembre 1995) - Adoption (15 novembre 1995) [n° 36].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi pris pour l'application des dispositions de la loi constitutionnelle n°95-880 du 4 août 1995 qui ont institué une session parlementaire ordinaire unique et modifié le régime de l'inviolabilité parlementaire

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (16 novembre 1995) [n° 2368 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. André FANTON (6 décembre 1995) [n° 2416 (95-96)] - Discussion (14 décembre 1995) - Adoption (14 décembre 1995) [n° 435].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (15 décembre 1995) [n° 142 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Jacques HYEST (20 décembre 1995) [n° 150 (95-96)] - Discussion (16 janvier 1996) - Adoption (16 janvier 1996) [n° 54].

PROMULGATION : loi n° 96-62 du 29 janvier 1996 (J.O. Lois et décrets du 30 janvier 1996).

Discussion (deuxième lecture)

(16 janvier 1996) (p. 4, 7).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4, 6) : *Mme Nicole Borvo, M. Jean-Jacques Hyest, rapporteur de la commission des lois; Mme Lucette Michaux-Chevry, M. Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6, 7) : *Mme Nicole Borvo, MM. Jean-Jacques Hyest, rapporteur de la commission des lois; Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

Art. 1^{er} bis (inviolabilité parlementaire) (p. 6) - Adopté (p. 7).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7) : *Mme Nicole Borvo.*

Adoption (16 janvier 1996) (p. 7).

Patrimoine artistique, archéologique et historique

Voir *Urbanisme, 1*

1. - Projet de loi relatif à la "Fondation du patrimoine", PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Philippe DOUSTE-BLAZY, ministre de la culture (14 février 1996) [n° 217 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jean-Paul HUGOT (13 mars 1996) [n° 273 (95-96)] - Discussion (27 mars 1996) - Adoption (27 mars 1996) [n° 101].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (27 mars 1996) [n° 2691 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de Mme Marie-José ROIG (18 avril 1996) [n° 2719 (95-96)] - Discussion (30 avril 1996) - Adoption (30 avril 1996) [n° 528].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (2 mai 1996) [n° 339 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jean-Paul HUGOT (15 mai 1996) [n° 362 (95-96)] - Discussion (22 mai 1996) - Adoption (22 mai 1996) [n° 131].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 mai 1996) [n° 2805 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de Mme Marie-Josée ROIG (5 juin 1996) [n° 2847 (95-96)] - Discussion (20 juin 1996) - Adoption (20 juin 1996) [n° 560].

PROMULGATION : loi n° 96-590 du 2 juillet 1996 (J.O. Lois et décrets du 3 juillet 1996).

Discussion (première lecture)

(27 mars 1996) (p. 1787, 1811).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1787, 1802) : *MM. Alphonse Arzel, Jean-Pierre Camoin, Philippe Douste-*

Blazy, ministre de la culture; Ambroise Dupont, Jean-Paul Hugot, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Ivan Renar, Philippe Richert, Marcel Vidal.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1802, 1811) : *MM. Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture; Jean-Paul Hugot, Ivan Renar.*

Art. 1^{er} (nature juridique de la Fondation du patrimoine) (p. 1802) - Adopté.

Art. 2 (objet de la Fondation du patrimoine) (p. 1802) - Adopté après modification (p. 1803).

Art. 3 (apports constitutifs de la Fondation du patrimoine) (p. 1803) - Adopté.

Art. 4 (responsabilité des fondateurs à l'égard des dettes de la Fondation du patrimoine) (p. 1803) - Adopté après modification.

Art. 5 (insaisissabilité des biens culturels appartenant à la Fondation du patrimoine) (p. 1803) - Adopté après modification.

Art. 6 (conseil d'administration de la Fondation du patrimoine) (p. 1804) - Adopté après modification (p. 1806).

Art. 7 (ressources de la Fondation du patrimoine) (p. 1806) - Adopté après modification (p. 1807).

Art. 8 (recours à des prérogatives de puissance publique) (p. 1807) - Adopté après modification (p. 1808).

Art. 9 (fondations abritées au sein de la Fondation du patrimoine) (p. 1808) - Adopté.

Art. 10 (régime fiscal de la Fondation du patrimoine) (p. 1808) - Adopté.

Art. 11 (création et dissolution de la Fondation du patrimoine) (p. 1808) - Adopté après modification.

Art. 12 (tutelle exercée sur la Fondation du patrimoine) (p. 1808) - Adopté.

Art. 13 (soumission de la Fondation du patrimoine au contrôle de la Cour des comptes) (p. 1808) - Adopté.

Art. 14 (protection de l'appellation "Fondation du patrimoine") (p. 1808) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1808, 1811) : *MM. Jean-Pierre Camoin, Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture; Ambroise Dupont, Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles; Pierre Laffitte, Ivan Renar.*

Adoption (27 mars 1996) (p. 1811).

Discussion (deuxième lecture)

(22 mai 1996) (p. 2705, 2714).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2705, 2709) : *MM. Robert Castaing, Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture; Jean-Paul Hugot, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Ivan Renar.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2709, 2714) : *MM. Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture; Emmanuel Hamel, Jean-Paul Hugot, rapporteur; Ivan Renar.*

Art. 2 (objet de la Fondation du patrimoine) (p. 2709) - Adopté après modification (p. 2711).

Art. 3 (apports constitutifs de la Fondation du patrimoine) (p. 2711) - Adopté.

Art. 5 (insaisissabilité des biens de la Fondation du patrimoine) (p. 2711) - Adopté après modification.

Art. 6 (*conseil d'administration de la Fondation du patrimoine*) (p. 2711) - Adopté après modification (p. 2713).

Art. 12 (*tutelle exercée sur la Fondation du patrimoine*) (p. 2713) - Adopté.

Art. 13 (*soumission de la Fondation du patrimoine au contrôle de la Cour des comptes*) (p. 2713) - Adopté après modification (p. 2714).

Art. 14 (*protection de l'appellation de Fondation du patrimoine*) (p. 2714) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2714) : *MM. James Bordas, Jean-Pierre Camoin, Jacques Machet, Ivan Renar.*

Adoption (22 mai 1996) (p. 2714).

Pêche

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom), 1*
Lois de finances
Traités et conventions, 29

I. - Projet de loi d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Philippe VASSEUR, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 juin 1996 - 26 septembre 1996) [n° 511 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Josselin de ROHAN (30 octobre 1996) [n° 50 (96-97)] - Discussion (5 novembre 1996) - Adoption (5 novembre 1996) [n° 24].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 novembre 1996) [n° 3100 (96-97)] - Renvoi à la commission de la production.

Discussion (première lecture)

(5 novembre 1996) (p. 5315, 5378).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5315, 5344) : *MM. Alphonse Arzel, Alain Gérard, Mme Anne Heinis, MM. Félix Leyzour, Jacques Oudin, Josselin de Rohan, rapporteur de la commission des affaires économiques; Michel Sergent, Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation; Henri Weber.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5344, 5377) : *MM. Philippe de Bourgoing, Philippe Darniche, Francis Grignon, Félix Leyzour, Josselin de Rohan, rapporteur de la commission des affaires économiques; Michel Sergent, Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation.*

TITRE I^{er}

DE L'ORIENTATION DE LA POLITIQUE DES PECHES MARITIMES, DES CULTURES MARINES ET DES ACTIVITES HALIO-ALIMENTAIRES

Art. 1^{er} (*objectifs de la politique des pêches et cultures marines*) (p. 5345) - Adopté (p. 5346).

Art. 2 (*création du conseil supérieur d'orientation des politiques halieutique, aquacole et halio-alimentaire*) (p. 5347) - Adopté après modification (p. 5349).

Art. 3 (*transformation du fonds d'intervention et organisation des marchés, FIOM en office de la mer*) (p. 5349) - Adopté après modification.

TITRE II

DE L'ACCES A LA RESSOURCE

Art. 4 (*répartition des autorisations de pêche et gestion des quotas*) (p. 5350) - Adopté après modification (p. 5353).

Art. 5 (*sanctions administratives à la réglementation des pêches*) (p. 5353) - Adopté après modification (p. 5354).

Art. 6 (*sanctions pénales ou administratives pour le fait de pêcher sans licence ou sans permis de pêche spécial*) (p. 5354) - Adopté.

Art. 7 (*modifications de la loi du 5 juillet 1983 relative au régime de la saisie*) (p. 5355) - Adopté après modification.

Après l'art. 7 (p. 5356).

Art. additionnel (*rapport sur l'exercice de la pêche dans la bande côtière*) (p. 5356) - Adopté.

TITRE III

DE L'ENTREPRISE DE PECHE

Art. 8 (*définition du caractère commercial de la pêche maritime*) (p. 5356) - Adopté.

Art. 9 (*définition du patron pêcheur embarqué*) (p. 5356) - Adopté.

Après l'art. 9 (p. 5357).

Art. additionnel (*rapport sur la situation du conjoint du patron pêcheur*) (p. 5357) - Adopté.

Art. 10 (*définition de la société de pêche artisanale et affirmation de la neutralité économique et sociale pour ces sociétés*) (p. 5357) - Adopté après modification (p. 5358).

Art. 11 (*extension des conditions d'imposition de la part de pêche des artisans pêcheurs aux associés de la pêche artisanale*) (p. 5358) - Adopté après modification.

Art. 12 (*exonération de la taxe professionnelle*) (p. 5358) - Adopté.

Après l'art. 12 (p. 5359).

Art. additionnel (*extension aux sociétés de pêche artisanale et aux artisans pêcheurs de l'exonération de la taxe additionnelle pour frais de chambre de commerce et d'industrie*) (p. 5359) - Adopté.

Art. 13 (*exonération des cotisations patronales pour la société de pêche artisanale*) (p. 5359) - Adopté.

Art. 14 (*étalement des plus-values de cession*) (p. 5359) - Adopté après modification (p. 5360).

Art. 15 (*aide à la première installation*) (p. 5360) - Adopté après modification (p. 5361).

Art. 16 (*seuil de soumission à l'agrément ministériel des projets d'investissement*) (p. 5363) - Adopté.

Art. 17 (*validation des services à terre*) (p. 5363) - Adopté après modification (p. 5364).

Art. 18 (*exercice d'une activité complémentaire*) (p. 5364) - Adopté.

Art. 19 (*embarquement de passagers sur un navire de pêche*) (p. 5364) - Adopté après modification.

TITRE IV

DE LA MISE EN MARCHÉ

Art. 20 (*points de débarquement et extension de discipline*) (p. 5365) - Adopté après modification (p. 5366).

Art. 21 (*habilitation des agents des affaires maritimes*) (p. 5366) - Adopté.

Art. 22 (*définition du rôle du mareyage*) (p. 5366) - Adopté.

Art. 23 (*exercice illicite du mareyage*) (p. 5366) - Adopté.

Art. 24 (*schémas portuaires*) (p. 5366) - Adopté après modification.

Art. 25 (*sanctions des infractions à la réglementation relative au débarquement des produits de la pêche*) (p. 5366) - Adopté.

Art. 26 (*sanctions du non-respect de la règle de préavis pour quitter une organisation de producteurs*) (p. 5367) - Adopté après modification.

TITRE V

DES CULTURES MARINES

Art. 27 (*qualification agricole de l'activité de cultures marines*) (p. 5367) - Adopté après modification.

Art. 28 (*extension de l'entraide agricole aux conchyliculteurs et aux éleveurs marins*) (p. 5367) - Adopté.

Art. 29 (*création d'un genre de navigation "cultures marines"*) (p. 5367) - Adopté.

Après l'art. 29 (p. 5367).

Art. additionnel (*missions du comité national de la conchyliculture*) (p. 5367) - Adopté (p. 5368).

TITRE VI

DE LA MODERNISATION DES RELATIONS SOCIALES

Art. 30 (*dispositions modifiant la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime*) (p. 5368) - Adopté après modification (p. 5372).

Art. 31 (*dispositions modifiant le code du travail - formation professionnelle*) (p. 5372) - Adopté après modification (p. 5373).

Art. 32 (*rapport sur la situation du chômage à la pêche*) (p. 5373) - Adopté (p. 5374).

Art. 33 (*préretraite*) (p. 5374) - Adopté (p. 5375).

Art. 34 (*affiliation des pêcheurs à pied professionnels à un régime de protection sociale*) (p. 5375) - Adopté après modification.

TITRE VII

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 35 (*constitution de droits réels sur le domaine public maritime*) (p. 5377) - Adopté après modification.

Art. 36 (*abrogation de la loi du 7 septembre 1948*) (p. 5377) - Adopté.

Art. 37 (*outré-mer*) (p. 5377) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5377, 5378) : *Mme Anne Heinis, MM. Jean-Paul Hugot, Félix Leyzour, Michel Sergent.*

Adoption (5 novembre 1996) (p. 5378).

Pêche maritime et produits de la mer

Voir *Traités et conventions*, 39

Pensions civiles et militaires de retraite

Voir *Défense*, 2

Pérou

Voir *Traités et conventions*, 14

Personnels militaires

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 10
Défense, 2

Personnes âgées

I. - Proposition de loi tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Pierre FOURCADE, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 juin 1996 - 11 juillet 1996) [n° 486 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Alain VASSELLE (9 octobre 1996) [n° 14 (96-97)] - Urgence - Discussion (15, 16, 17 octobre 1996) - Adoption (17 octobre 1996) [n° 6].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (17 octobre 1996) [n° 3047 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de Mme Monique ROUSSEAU (20 novembre 1996) [n° 3150 (96-97)] - Discussion (28 novembre 1996) - Adoption (28 novembre 1996) [n° 599].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (29 novembre 1996) [n° 108 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de Mme Monique ROUSSEAU (11 décembre 1996) [n° 3220 (96-97)] - Discussion (18 décembre 1996) - Adoption (18 décembre 1996) [n° 625].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Alain VASSELLE (10 décembre 1996) [n° 130 (96-97)] - Discussion (17 décembre 1996) - Adoption (17 décembre 1996) [n° 42].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 96-387 DC du 21 janvier 1997 (J.O. Lois et décrets du 25 janvier 1997) qui déclare la loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 97-60 du 24 janvier 1997 (J.O. Lois et décrets du 25 janvier 1997).

Discussion (première lecture)

(15 octobre 1996) (p. 4750, 4780) ; (16 octobre 1996) (p. 4790, 4829) ; (17 octobre 1996) (p. 4838, 4864).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4750, 4780 ; 4790, 4799) : *M. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales; Mme Annick Bocandé, MM. Guy Cabanel, Henri Collard, Yvon Collin, Philippe Darniche, Mmes Michelle Demessine, Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Daniel Hoeffel, Roland Huguet, Claude Huriet, Jean-Louis Lorrain, Michel Mercier, Joseph Ostermann, Jacques Oudin, Jean-Claude Peyronnet, Henri de Raincourt, Alain Vasselle, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4799, 4829 ; 4838, 4880) : *MM. René Ballayer, Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales; Jean-Luc Bécart, Jacques Bimbenet, Jean Chérioux, Henri Collard, Mmes Michelle Demessine, Marie-Madeleine Dieulangard, Joëlle Dusseau, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale; Paul Girod, Alain Gournac, Roland Huguet, Claude Huriet, Bernard Joly, Michel Mercier, Lucien Neuwirth, Jean-Claude Peyronnet, Henri de Raincourt, Bernard Seillier, Alain Vasselle, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

Avant le titre I^{er} (p. 4799).

Division additionnelle (*Titre Ier A - De la coordination de la prise en charge de la dépendance*) (p. 4799) - Adoptée (p. 4803) ; précédemment réservé (p. 4799).

Art. additionnel (*mise en place d'un partenariat regroupant le département, les caisses d'assurance vieillesse et la mutualité sociale agricole*) (p. 4800) - Adopté après modification (p. 4802).

TITRE I^{er}DE LA PRESTATION SPECIFIQUE DEPENDANCE -
DISPOSITIONS GENERALES

Art. 1^{er} (*instauration de la prestation spécifique dépendance*) (p. 4807) - Adopté.

Art. 2 (*compétences du président du conseil général et du département*) (p. 4807) - Adopté après modification (p. 4810).

Art. 3 (*conventions facultatives pour instruire et organiser le suivi de la prestation*) (p. 4810) - Adopté après modification (p. 4811).

Art. 4 (*montant de la prestation spécifique dépendance*) (p. 4813) - Adopté (p. 4814).

Art. 5 (*modalités de prise en compte des ressources, possibilité d'attribution de la prestation spécifique dépendance à un couple et réduction éventuelle de la PSD en établissement*) (p. 4814) - Adopté (p. 4815).

Art. 6 (*révision de la prestation spécifique dépendance en cas d'hospitalisation*) (p. 4815) - Adopté.

Art. 7 (*non cumul de la prestation spécifique dépendance*) (p. 4815) - Adopté.

Art. 8 (*non-recours à l'obligation alimentaire et recours sur succession*) (p. 4815) - Adopté (p. 4820).

Art. 9 (*recours contre les décisions du président du conseil général*) (p. 4820) - Adopté.

Après l'art. 9 (p. 4821).

Art. additionnel (*organisation de la prescription du droit à la prestation spécifique dépendance*) (p. 4821) - Adopté.

Art. additionnel (*sanctions en cas de perception frauduleuse de la prestation*) (p. 4821) - Adopté.

Art. 10 (*tutelle, secret professionnel et contrôle*) (p. 4822) - Adopté.

Art. 11 (*conventionnement obligatoire entre les départements et les organismes de sécurité sociale*) (p. 4822) - Supprimé.

TITRE II

DE LA PRESTATION SPECIFIQUE DEPENDANCE A
DOMICILE

Art. 12 (*rôle de l'équipe médico-sociale*) (p. 4823) - Adopté après modification (p. 4824).

Art. 13 (*destination de la prestation spécifique dépendance*) (p. 4824) - Adopté (p. 4827).

Art. 14 (*modalités de versement de prestation spécifique dépendance*) (p. 4827) - Adopté.

Après l'art. 14 (p. 4827).

Art. additionnel (*précision relative à l'attribution de la prestation et à la définition des personnes aidant et pouvant être rémunérées*) (p. 4828) - Adopté.

Art. additionnel (*possibilité pour une personne bénéficiant d'un avantage vieillesse de percevoir la prestation*) (p. 4828) - Adopté.

Art. additionnel (*contrôle de l'effectivité de l'aide*) (p. 4828) - Adopté (p. 4829).

Art. additionnel (*formation des personnes aidantes*) (p. 4829) - Adopté.

TITRE III

DE LA PRESTATION SPECIFIQUE DEPENDANCE EN
ETABLISSEMENT

Art. 15 (*ouverture d'un droit à la prestation spécifique dépendance et d'un droit à la prestation spécifique dépendance en établissement, montant accordé et modalités de versement*) (p. 4838) - Adopté (p. 4839).

TITRE IV

DE LA REFORME DE LA TARIFICATION

Art. 16 (*modalités de la réforme de la tarification*) (p. 4842) - Adopté après modification (p. 4848).

Art. 17 (*dispositions relatives à la fermeture d'établissements et coordination*) (p. 4848) - Adopté (p. 4849).

Art. 18 (*article 198 du code de la famille et de l'aide sociale - contrôle exercé par les agents départementaux*) (p. 4849) - Adopté.

Après l'art. 18 (p. 4849).

Art. additionnel (*garantie des droits de la personne âgée dépendante accueillie en établissement*) (p. 4849) - Adopté.

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 19 (*limite d'âge pour l'accès à l'allocation compensatrice et dispositions pour les bénéficiaires de cette prestation*) (p. 4849) - Adopté après modification (p. 4853).

Art. 20 (*exonération des cotisations patronales de sécurité sociale pour les bénéficiaires de la prestation spécifique dépendance*) (p. 4853) - Adopté (p. 4854).

Art. 21 (*dispositions relatives aux prestations servies dans le cadre des expérimentations menées dans douze départements*) (p. 4855) - Adopté.

Art. 22 (*entrée en vigueur de la loi*) (p. 4859) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4859, 4864) : *M. René Ballayer, Mmes Marie-Madeleine Dieulangard, Joëlle Dusseau, MM. Guy Fischer, Alain Gournac, Bernard Joly, Michel Mercier, Henri de Raincourt, Alain Vasselle.*

Scrutin public n° 13 (p. 4864).

Adoption (17 octobre 1996) (p. 4864).

Discussion (commission mixte paritaire)

(17 décembre 1996) (p. 7471, 7482).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7471, 7476) : *MM. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Alain Vasselle, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7476, 7481) : *MM. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales; Alain, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.*

Art. 1^{er} A, 1er, 2, 3, 4 (p. 7476).

Art. 5, 6, 7, 8, 8 bis, 9 (p. 7477).

Art. 9 bis, 9 ter, 10, 12, 13, 14 bis, 14 ter A (p. 7478).

Art. 14 quater (p. 7479).

Art. 14 quinquies (p. 7479) - Supprimé par la CMP.

Art. 15, 16, 18 bis (p. 7479).

Art. 19 (p. 7480) - Adopté après modification avec l'ensemble du texte.

Art. 20, 20 bis, 20 ter, 20 quater, 21 bis (p. 7480).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7481, 7482) : *M. Guy Cabanel, Mme Marie-Madeleine Dieulangard.*

Adoption (17 décembre 1996) (p. 7482).

Philippines

Voir *Traités et conventions*, 8

Plan

Voir *Lois de finances*

Police

Voir *Droit pénal*, 1
Lois de finances

Politique agricole commune (PAC)

Voir *Lois de finances*

Politique économique

1. - **Projet de loi complétant la loi n° 66-1008 du 28 décembre 1966 relative aux relations financières avec l'étranger en ce qui concerne les investissements étrangers en France**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jean ARTHUIS, ministre de l'économie et des finances (8 novembre 1995) [n° 2347 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Gérard MENUET (18 janvier 1996) [n° 2492 (95-96)] - Discussion (25 janvier 1996) - Adoption (25 janvier 1996) [n° 455].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi relatif aux relations financières avec l'étranger en ce qui concerne les investissements étrangers en France

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 janvier 1996) [n° 182 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI (31 janvier 1996) [n° 191 (95-96)] - Discussion (7 février 1996) - Adoption (7 février 1996) [n° 74].

PROMULGATION : loi n° 96-109 du 14 février 1996 (J.O. Lois et décrets du 15 février 1996).

Discussion (première lecture)

(7 février 1996) (p. 497, 514).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 497, 506) : *M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Philippe Marini, rapporteur de la commission des finances; Marc Massion.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 507, 514) : *M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean-Jacques Hyst, Pierre Laffitte, Philippe Marini, rapporteur.*

Art. 1^{er} (*modification du régime des investissements étrangers en France*) (p. 407) - Adopté (p. 411).

Art. 2 (*modification de la loi du 22 janvier 1988 sur les bourses de valeurs*) (p. 512) - Adopté (p. 514).

Adoption (7 février 1996) (p. 514).

Politique économique et sociale

1. - **Proposition de loi tendant à modifier l'article 12 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Alain VASSELLE, sénateur et

plusieurs de ses collègues (23 janvier 1996) [n° 176 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. - **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jean ARTHUIS, ministre de l'économie et des finances (7 février 1996) [n° 2548 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe AUBERGER (22 février 1996) [n° 2585 (95-96)] - Urgence - Discussion (5, 6, 7 mars 1996) - Adoption (7 mars 1996) [n° 490].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 mars 1996) [n° 259 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Alain LAMBERT (13 mars 1996) [n° 270 (95-96)] - Avis de M. Alain PLUCHET (13 mars 1996) [n° 272 (95-96)] - Discussion (20 et 21 mars 1996) - Adoption (21 mars 1996) [n° 100].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 mars 1996) [n° 2672 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Philippe AUBERGER (27 mars 1996) [n° 2685 (95-96)] - Discussion (28 mars 1996) - Adoption (28 mars 1996) [n° 514].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Alain LAMBERT (27 mars 1996) [n° 291 (95-96)] - Discussion (28 mars 1996) - Adoption (28 mars 1996) [n° 102].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 96-375 DC du 9 avril 1996 (J.O. Lois et décrets du 13 avril 1996) déclare que l'article 47 et le I de l'article 87 de la loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier ne sont pas contraires à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 96-314 du 12 avril 1996 (J.O. Lois et décrets du 13 avril 1996).

Discussion (première lecture)

(20 mars 1996) (p. 1473, 1546) ; (21 mars 1996) (p. 1558, 1702).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1473, 1505) : *M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Roland Courteau, Jean-Marie Girault, Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Paul Loridant, Philippe Marini, Alain Pluchet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Christian Poncelet, président de la commission des finances; René Régnault, Alain Richard, Henri Weber.*

Motion n° 111 de M. Claude Estier, soutenue par M. Alain Richard, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 1505).

Rejet de la motion (p. 1507).

Motion n° 61 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Claude Billard, **tendant à opposer la question préalable** (p. 1507).

Rejet de la motion (p. 1509 ; scrutin public n° 71).

Motion n° 112 de M. Claude Estier, soutenue par Mme Maryse Bergé-Lavigne, **tendant au renvoi à la commission** (p. 1509).

Rejet de la motion (p. 1511).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1512, 1702) : MM. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Denis Badré, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Claude Belot, Jean Besson, Claude Billard, Christian Bonnet, Mme Nicole Borvo, MM. Joël Bourdin, Gérard César, Michel Charasse, Jean Chérioux, Jean Cluzel, Jean-Paul Delevoye, Marcel Deneux, Rodolphe Désiré, Georges Dessaigne, André Dulait, Ambroise Dupont, Jean-Pierre Fourcade, Philippe François, Yann Gaillard, Philippe de Gaulle, Patrice Gélard, Jean-Marie Girault, Paul Girod, Emmanuel Hamel, Mme Anne Heinis, MM. Daniel Hoeffel, Claude Huriet, Jean-Jacques Hyst, Bernard Joly, Pierre Lagourgue, Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Lucien Lanier, Edmond Lauret, François Lesein, Paul Loridant, Mme Hélène Luc, MM. Jacques Machet, Philippe Marini, Jean-Pierre Masseret, Marc Massion, Jacques de Menou, Bernard Plasait, Alain Pluchet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Christian Poncelet, président de la commission des finances; Mme Danièle Pourtaud, MM. Jean-Pierre Raffarin, ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat; Jack Ralite, René Régnault, Ivan Renar, Charles Revet, Alain Richard, Josselin de Rohan, Maurice Schumann, Raymond Soucaret, Michel Souplet, Louis Souvet.

TITRE I^{er}

MESURES EN FAVEUR DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Art. 1^{er} (réduction des droits de mutation sur les cessions de fonds de commerce et conventions assimilées) (p. 1512) - Adopté (p. 1513).

Art. 2 (modification du régime de la provision pour "essaimage") (p. 1513) - Adopté après modification (p. 1515).

Après l'art. 2 (p. 1515).

Art. additionnel (option des sociétés civiles professionnelles pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés) (p. 1515) - Adopté (p. 1517).

Art. 3 (aménagement des régimes de la réduction d'impôt au titre de la souscription en numéraire au capital de sociétés non cotées et de la déduction des pertes du revenu global) (p. 1517) - Adopté.

Art. 4 (relèvement du plafond du régime d'imposition des micro-entreprises) (p. 1519) - Adopté (p. 1520).

Art. 5 (modernisation du régime des fonds communs de placement à risques) (p. 1520) - Adopté après modification (p. 1524).

Art. 6 (non-application de l'interdiction relative aux opérations de crédit aux avances en compte courant d'associé consenties par un fonds commun de placement à risques) (p. 1525) - Adopté.

Après l'art. 6 (p. 1526).

Art. additionnel (émission d'obligations et de titres subordonnés remboursables par les sociétés d'assurance mutuelles) (p. 1526) - Adopté (p. 1527).

Art. additionnel (fiscalité des contrats d'échange de taux d'intérêts et de devises) (p. 1527) - Adopté.

Art. additionnel (plans d'options d'achat et de souscription d'actions) (p. 1528) - Adopté (p. 1529).

Art. 7 (effets financiers du franchissement de seuils en matière d'effectifs) (p. 1529) - Adopté après modification (p. 1533).

Art. 7 bis (remboursement aux employeurs du versement "transport") (p. 1533) - Supprimé (p. 1534).

Art. 8 (délais de réponse de l'administration fiscale) (p. 1535) - Adopté (p. 1536).

Après l'art. 8 (p. 1536).

Art. additionnel (application du régime de fiscalité de groupe en cas de scission d'une société mère) (p. 1539) - Adopté (p. 1540).

Art. additionnel (aménagement du régime de donations-partages) (p. 1541) - Adopté (p. 1543).

Art. additionnel (réduction de droits pour les donations simples) (p. 1541) - Adopté (p. 1543).

Art. additionnel (période de "rattrapage" permettant aux donateurs âgés de plus de 65 ans de bénéficier de mesures prises au profit de ceux qui ont moins de 65 ans) (p. 1541) - Adopté (p. 1543).

Art. additionnel (abattement applicable aux donations consenties par les grands-parents à leurs petits-enfants) (p. 1543) - Adopté (p. 1544).

Art. additionnel (extension de l'exonération de l'impôt de solidarité sur la fortune aux rentes ou indemnités perçues pour les dommages liés à une maladie) (p. 1544) - Adopté (p. 1545).

Art. additionnel (assimilation de l'indemnité de cessation d'activité à l'indemnité de fin de carrière pour l'exonération de la taxe sur les conventions d'assurances) (p. 1545) - Adopté.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX INTERVENTIONS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES EN FAVEUR DES ENTREPRISES

Art. 9 (garantie d'emprunts par les collectivités territoriales) (p. 1558) - Supprimé par l'Assemblée nationale; puis rétabli par le Sénat après modification (p. 1561).

Art. 10 (prise en charge des commissions de garanties) (p. 1561) - Adopté après modification.

Avant l'art. 11 (p. 1564).

Art. additionnel (rapport sur les conditions d'application de l'article 3 de la loi de finances pour 1996) (p. 1564) - Adopté (p. 1565).

TITRE III

MESURES DE SOUTIEN A L'ACTIVITE

Art. 11 (déblocage anticipé de l'épargne salariale) (p. 1565) - Adopté.

Art. 12 (retrait anticipé de fonds d'épargne par les titulaires de plans d'épargne populaire) (p. 1565) - Adopté après modification (p. 1566).

Art. 13 (déblocage anticipé d'une partie des fonds déposés sur certains plans d'épargne-logement) (p. 1566) - Adopté après modification (p. 1567).

Art. 14 (extension temporaire de l'objet des prêts sur plans d'épargne-logement) (p. 1567) - Adopté après modification (p. 1568).

Art. 15 (majoration des droits à prêt sur plans d'épargne-logement) (p. 1568) - Adopté.

Art. 16 (exonération des plus-values de cessions de titres d'OPCVM monétaires ou obligataires de capitalisation en cas de réinvestissement dans l'immobilier d'habitation ou l'acquisition d'équipements ménagers) (p. 1568) - Adopté après modification (p. 1571).

Art. 16 bis (création du livret jeune) (p. 1571) - Adopté après modification (p. 1574).

Art. 16 ter (déduction au titre de l'amortissement des biens immobiliers locatifs neufs) (p. 1584) - Adopté après modification (p. 1588).

Art. 16 quater (majoration d'un point des coefficients d'amortissement dégressif) (p. 1589) - Adopté (p. 1591).

Art. 16 quinquies (*allongement de la durée d'imputation des déficits fonciers sur le revenu global*) (p. 1591) - Adopté (p. 1592).

Art. 16 sexies (*aménagement de la réduction d'impôt en faveur du logement locatif neuf dans les départements d'outre-mer*) (p. 1592) - Adopté après modification (p. 1594).

Art. 16 septies (*réduction d'impôt sur le revenu à raison des intérêts versés au titre de certains prêts*) (p. 1595) - Adopté (p. 1597).

Après l'art. 16 septies (p. 1597).

Art. additionnel (*rapport sur l'application des dispositions des articles 199 quater B à 200 du code général des impôts*) (p. 1597) - Adopté.

Art. additionnel (*rapport sur les conditions de prévention du surendettement des ménages*) (p. 1597) - Adopté (p. 1598).

Art. 16 octies (*développement de l'offre de logements locatifs intermédiaires dans les DOM-TOM*) (p. 1598) - Adopté après modification (p. 1599).

Art. 16 nonies (*relèvement du plafond de cotisation d'impôt sur le revenu pour l'ouverture d'un livret d'épargne populaire*) (p. 1600) - Adopté.

Après l'art. 16 nonies (p. 1600).

Art. additionnel (*révision périodique des taux de l'épargne administrée*) (p. 1600) - Adopté (p. 1603).

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES AU CONTROLE EN MATIERE FINANCIERE ET DOUANIERE

Art. 17 (*dispositions relatives aux pouvoirs des agents des douanes*) (p. 1605) - Adopté après modification (p. 1607).

Art. 18 (*obligation d'information sur la constitution des prix des transactions avec les entreprises étrangères*) (p. 1608) - Adopté après modification (p. 1612).

Art. 19 (*prorogation du délai de reprise*) (p. 1612) - Adopté après modification (p. 1614).

Art. 20 (*contrôle des établissements distribuant des avances sans intérêt en matière de logement*) (p. 1614) - Adopté après modification (p. 1615).

Après l'art. 20 (p. 1615).

Art. additionnel (*contrôle de l'épargne-logement par l'Inspection générale des finances*) (p. 1615) - Adopté.

Art. 21 (*contrôle par l'Inspection générale des finances d'organismes bénéficiaires de fonds publics ou assimilés*) (p. 1574) - Adopté après modification (p. 1574 ; priorité ordonnée p. 1574).

Après l'art. 21 (p. 1615).

Art. additionnel (*exonération de l'impôt sur le revenu pour les primes à la performance attribuées aux athlètes français médaillés aux jeux Olympiques de 1996*) (p. 1615) - Adopté (p. 1616).

Art. 22 (*disposition relative à la Cour des Comptes*) (p. 1616) - Adopté.

Après l'art. 22 (p. 1616).

Art. additionnel (*autorisation de communiquer au service de la redevance de l'audiovisuel les informations relatives aux nom et adresse des contribuables assujettis à la taxe d'habitation*) (p. 1616) - Adopté.

TITRE V

DISPOSITIONS RELATIVES AU SECTEUR PUBLIC

Art. 23 (*opérations de cession de participation dans les entreprises publiques de faible taille*) (p. 1620) - Rejeté (p. 1627).

Art. 24 (*traitement des certificats pétroliers*) (p. 1628) - Adopté.

Art. 25 (*modifications de la loi relative aux modalités des privatisations*) (p. 1628) - Adopté (p. 1629).

Art. 25 bis (*amélioration des techniques de privatisation*) (p. 1629) - Adopté après modification (p. 1630).

Art. 26 (*désignation de représentants de l'Etat au conseil d'administration de sociétés du secteur public de second rang*) (p. 1630) - Adopté.

Art. 27 (*inscription de la Société française de production et de création audiovisuelles sur la liste des entreprises figurant à l'annexe de la loi de privatisation*) (p. 1631) - Adopté (p. 1634).

Art. 28 (*dispositions relatives au statut de la Société française de production et de création audiovisuelles*) (p. 1634) - Adopté après modification (p. 1639).

Art. 29 (*disposition relative au Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises, CEPME*) (p. 1639) - Adopté (p. 1640).

Après l'art. 29 (p. 1648).

Art. additionnel (*précision en matière de contrat financier sur les conditions d'application de la loi relative à l'emploi de la langue française*) (p. 1648) - Adopté (p. 1649 ; précédemment réservé p. 1640).

TITRE VI

DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRANSPORTS, A L'AGRICULTURE ET A L'AMENAGEMENT FONCIER

Art. 30 (*dispositions relatives à la taxe sur les titulaires d'ouvrages de prise d'eau, rejet d'eau ou autres ouvrages hydrauliques*) (p. 1640) - Adopté après modification (p. 1641).

Avant l'art. 31 (p. 1641).

Art. additionnel (*affectation des péages perçus sur les ponts de l'île de Ré et de l'estuaire de la Charente à la couverture de leurs charges d'entretien et d'exploitation jusqu'en 2012*) (p. 1641) - Adopté.

Art. 31 (*dispositions relatives à la déclaration d'utilité publique d'une section de l'autoroute A 89*) (p. 1641) - Adopté.

Art. 32 (*dispositions relatives à la Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers*) (p. 1641) - Adopté (p. 1643).

Art. 33 (*actualisation des modalités de détermination des prix du lait*) (p. 1643) - Retiré par le Gouvernement.

Après l'art. 33 (p. 1643).

Art. additionnel (*option des SARL de famille pour l'impôt sur le revenu lorsqu'elles exercent une activité agricole*) (p. 1643) - Adopté.

Avant l'art. 34 (p. 1644).

Art. additionnel (*actualisation des modalités de détermination du prix du lait*) (p. 1644) - Adopté (p. 1645).

Art. 34 (*dispositions relatives à la reconnaissance de l'appellation d'origine contrôlée*) (p. 1645) - Adopté.

Art. 35 (*dispositions relatives au Conseil interprofessionnel des vins du Languedoc*) (p. 1645) - Adopté (p. 1646).

Après l'art. 35 (p. 1646).

Art. additionnel (*conditions d'expérience professionnelle et d'honorabilité requises pour la profession de courtiers en vins dits "courtiers de campagne"*) (p. 1646) - Adopté (p. 1647).

Art. 35 bis (étalement dans le temps de l'imposition des sommes reçues à titre d'avance sur des fermages) (p. 1647) - Adopté après modification.

Après l'art. 35 bis (p. 1647).

Art. additionnel (exonération des taxes spéciales d'équipement au profit des jeunes agriculteurs) (p. 1647) - Adopté.

Art. 36 (dispositions relatives au plafond de la taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'Etablissement public d'aménagement en Guyane) (p. 1647) - Adopté après modification.

Art. 37 (dispositions relatives aux petites parcelles incluses dans un périmètre d'aménagement foncier) (p. 1649) - Adopté après modification (p. 1650).

Après l'art. 37 (p. 1654).

Art. additionnel (frais de gestion, d'animation et de représentation des présidents des associations foncières) (p. 1654) - Adopté (p. 1655 ; précédemment réservé p. 1651).

Art. 37 bis (organisation de paris sur les parties de pelote basque) (p. 1651) - Adopté.

TITRE VII

MODIFICATIONS DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DU CODE DES JURIDICTIONS FINANCIERES

Art. 38 (modifications destinées à faciliter la gestion des collectivités locales) (p. 1651) - Adopté après modification (p. 1652).

Après l'art. 38 (p. 1652).

Art. additionnel (autorisation de recouvrement par les comptables publics, des créances autres que les impôts) (p. 1652) - Adopté (p. 1653).

Avant l'art. 39 (p. 1653).

Art. additionnel (validation des titres de perception afférents aux droits de voirie émis par les communes) (p. 1653) - Adopté.

Art. 39 (ajustements du code général des collectivités territoriales et du code des juridictions financières) (p. 1653) - Adopté.

Art. 40 (dotation globale d'équipement dans les départements d'outre-mer) (p. 1653) - Adopté.

Art. 40 bis (écrêtement au profit des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle des bases excédentaires des districts) (p. 1655) - Supprimé (p. 1659).

Après l'art. 40 bis (p. 1659).

Art. additionnel (régime unique pour la répartition des ressources provenant de l'écrêtement des groupements à fiscalité propre sur le territoire desquels est situé un établissement exceptionnel) (p. 1659) - Adopté (p. 1662).

Art. additionnel (extension du bénéfice des dispositions sur l'intercommunalité en matière de distribution d'eau potable et d'assainissement aux communes de moins de 3000 habitants) (p. 1663) - Adopté (p. 1664).

TITRE VIII

MODIFICATIONS DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE

Art. 41 (contribution à la charge des établissements de vente en gros de spécialités pharmaceutiques) (p. 1666) - Adopté après modification (p. 1670).

Art. 42 (répartition du produit de la contribution sociale de solidarité des sociétés) (p. 1670) - Adopté après modification (p. 1672).

Après l'art. 42 (p. 1672).

Art. additionnel (rapport sur les conditions d'application de la contribution sociale de solidarité des sociétés aux activités de transformation et de commercialisation des produits agricoles) (p. 1672) - Adopté.

Art. additionnel (introduction dans ce texte d'une mesure figurant dans le projet de loi relatif à l'apprentissage) (p. 1672) - Adopté (p. 1673).

TITRE IX

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 43 (disposition relative aux sociétés de développement régional en liquidation) (p. 1674) - Adopté.

Art. 44 (dispositions relatives au monopole d'Etat pour la vente au détail des tabacs manufacturés) (p. 1674) - Adopté (p. 1675).

Art. 45 (redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et de gestion) (p. 1675) - Adopté.

Art. 46 (taux de TVA applicable aux locations d'immeubles à des exploitants d'établissements d'hébergement) (p. 1675) - Retiré par le Gouvernement.

Après l'art. 46 (p. 1675).

Art. additionnel (exonération de la TVA aux suppléments de mise à disposition d'une chambre individuelle dans les établissements de santé privés) (p. 1675) - Adopté (p. 1676).

Art. 47 (versement afférent à la délivrance de la carte européenne d'arme à feu) (p. 1677) - Adopté.

Art. 48 (prorogation de la suspension des poursuites en faveur des rapatriés réinstallés) (p. 1677) - Retiré par le Gouvernement.

Art. 49 (modifications du code des assurances) (p. 1677) - Adopté (p. 1679).

Après l'art. 49 (p. 1679) - Adopté.

Art. additionnel (responsabilité du conservateur suite à la destruction des locaux de la recette-conservation des hypothèques de Bastia) (p. 1679) - Adopté (p. 1680).

Art. additionnel (rapport précisant les conditions techniques de l'établissement des provisions par l'organisme assureur au titre de la loi de 1989) (p. 1680) - Adopté (p. 1682).

Art. additionnel (neutralité quant au coût et à l'étendue de la couverture en matière de protection sociale complémentaire en cas de changement d'assureur par l'entreprise) (p. 1680) - Adopté (p. 1682).

Art. 49 bis (disposition relative au tableau d'amortissement des offres de prêts immobiliers) (p. 1682) - Rejeté (p. 1685).

Art. 49 ter (création d'une commission de la transparence de l'assurance catastrophe naturelle) (p. 1685) - Adopté après modification (p. 1686).

Art. 50 (dispositif transitoire concernant l'urbanisme commercial : gel provisoire des créations des grandes surfaces et instauration d'un seuil unique pour les projets d'équipement commercial) (p. 1687) - Adopté après modification (p. 1692).

Après l'art. 50 (p. 1692).

Art. additionnel (instauration d'un régime déclaratif des surfaces commerciales comprises entre 300 et 400 mètres carrés) (p. 1692) - Adopté.

Art. 51 (dérogation aux mesures transitoires prévues à l'article 50 du projet de loi) (p. 1693) - Adopté après modification (p. 1694).

Art. 52 (prorogation du mandat des membres de la commission nationale d'équipement commercial) (p. 1694) - Adopté.

Après l'art. 52 (p. 1694).

Art. additionnel (autorisation de transmettre aux chambres de commerce et d'industrie les informations nominatives des fichiers de la taxe professionnelle pour la détermination du nombre de sièges par catégorie professionnelle) (p. 1694) - Adopté.

Art. additionnel (précision établissant la notion d'activité non commerciale) (p. 1694) - Adopté.

Art. 53 (participation des chefs d'exploitation agricole au financement de la formation professionnelle continue) (p. 1694) - Adopté.

Art. 54 (cas de vacance des administrateurs élus par les salariés dans les sociétés anonymes) (p. 1694) - Adopté.

Art. 55 (aménagement du monopole de Gaz de France) (p. 1694) - Adopté (p. 1698).

Art. 56 (validation législative) (p. 1698) - Adopté.

Art. 57 (allègements de cotisations sociales dans les secteurs du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure) (p. 1698) - Adopté (p. 1700).

Seconde délibération, ordonnée à la demande du Gouvernement, en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement du Sénat (p. 1701).

Art. 5 (p. 1701) - Adopté après modification (p. 1702).

Art. 23 (p. 1702) - Précédemment rejeté par le Sénat ; rétabli après modification.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1702, 1703) : *M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Mme Hélène Luc, M. Marc Massion.*

Adoption (21 mars 1996) (p. 1703).

Discussion (commission mixte paritaire)

(28 mars 1996) (p. 1862, 1883).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1862, 1867) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Alain Lambert, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Alain Richard.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1867, 1883) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean-Marie Girault, Emmanuel Hamel, Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Alain Lambert, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.*

Art. 2, 2 bis et 5 (p. 1867).

Art. 6 bis, 6 ter, 6 quater et 7 (p. 1869).

Art. 7 bis (p. 1870) - Supprimé par le Sénat - Suppression maintenue par la CMP.

Art. 8 bis (p. 1870).

Art. 8 quater, 8 quinquies, 8 sexies, 8 septies, 8 octies, 9 et 10 (p. 1871).

Art. 11 A (p. 1871) - Supprimé par la CMP.

Art. 12, 13, 14, 16 et 16 bis (p. 1872).

Art. 16 ter, 16 sexies, 16 octies A et 16 octies B (p. 1873).

Art. 16 octies (p. 1874).

Art. 16 decies (p. 1874) - Supprimé par la CMP.

Art. 17 et 18 (p. 1874).

Art. 19, 20, 20 bis et 21 bis (p. 1875).

Art. 22 bis, 25 bis et 28 (p. 1876).

Art. 29 bis (p. 1876) - Supprimé par la CMP.

Art. 30, 31 A, 33 bis, 34 A, 35 bis A, 35 bis, 35 ter, 36 et 37 (p. 1877).

Art. 37 bis A (p. 1877) - Supprimé par la CMP.

Art. 38, 38 bis et 39 A (p. 1878).

Art. 40 bis (p. 1878) - Supprimé par le Sénat - Suppression maintenue par la CMP.

Art. 40 ter (p. 1878).

Art. 40 quater et 41 (p. 1879).

Art. 42, 42 bis et 42 ter (p. 1880).

Art. 46 bis et 49 bis A (p. 1880).

Art. 49 bis B (p. 1881) - Supprimé par amendement du Gouvernement - Suppression adoptée avec l'ensemble du texte.

Art. 49 bis C (p. 1881) - Supprimé par la CMP.

Art. 49 bis (p. 1881) - Supprimé par le Sénat - Rétabli par la CMP dans une nouvelle rédaction.

Art. 49 ter (p. 1882).

Art. 50 (p. 1882) - Modifié par amendement du Gouvernement, adopté avec l'ensemble du texte.

Art. 50 bis, 51, 52 bis et 52 ter (p. 1883).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1883) : *M. Claude Estier.*

Adoption (28 mars 1996) (p. 1883).

Pollutions et nuisances (air)

Voir *Environnement, 2*

Pollutions et nuisances agricoles

Voir *Lois de finances*

Polynésie française

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom), 1*

1. - Proposition de loi organique relative à la date de renouvellement des membres de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Pierre MAZEAUD, député (12 décembre 1995) [n° 2437 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jérôme BIGNON (21 décembre 1995) [n° 2462 (95-96)] - Urgence - Discussion (17 janvier 1996) - Adoption (17 janvier 1996) [n° 448].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 janvier 1996) [n° 172 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Lucien LANIER (30 janvier 1996) [n° 183 (95-96)] - Discussion (30 janvier 1996) - Adoption (30 janvier 1996) [n° 68].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 96-372 DC du 6 février 1996 (J.O. Lois et décrets du 7 février 1996) qui déclare la loi conforme à la constitution.

PROMULGATION : loi n° 96-89 du 6 février 1996 (J.O. Lois et décrets du 7 février 1996).

Discussion (première lecture)

(30 janvier 1996) (p.258, 262).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 258, 261) : *MM. Guy Allouche, Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois; Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 261).

Art. 1^{er} (*report de la date des élections territoriales*) (p. 261) - Adopté.

Art. 1^{er} bis (*date de renouvellement du président et des membres du bureau de l'Assemblée territoriale*) (p. 261) - Adopté.

Art. 2 (*conséquences du report sur les modalités de financement de la campagne électorale*) (p. 261) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 261, 262) : M. Daniel Millaud.

Scrutin public de droit n° 53 (p. 262).

Adoption (30 janvier 1996) (p. 262).

2. - Projet de loi complétant le statut de la Polynésie française, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jean-Jacques de PERETTI, ministre délégué à l'outre-mer (20 décembre 1995) [n° 2457 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Jérôme BIGNON avec le projet de loi organique n° 2456 (95-96) du 20 décembre 1995 (26 janvier 1996) [n° 2509 (95-96)] - Urgence - Discussion (31 janvier et 1er février 1996) - Adoption (1er février 1996) [n° 458].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 février 1996) [n° 199 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Lucien LANIER avec le projet de loi organique n° 2456 (95-96) - (14 février 1996) [n° 214 (95-96)] - Discussion (21 et 22 février 1996) - Adoption (22 février 1996) [n° 83].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (26 février 1996) [n° 2590 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Jérôme BIGNON (13 mars 1996) [n° 2636 (95-96)] - Discussion (14 mars 1996) - Adoption (14 mars 1996) [n° 496].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Lucien LANIER (13 mars 1996) [n° 266 (95-96)] - Discussion (14 mars 1996) - Adoption (14 mars 1996) [n° 92].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 96-374 DC du 9 avril 1996 (JO Lois et décrets du 13 avril 1996) qui déclare l'article 13 de la loi contraire à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 96-313 du 12 avril 1996 (J.O. Lois et décrets du 13 avril 1996).

Discussion (première lecture)

(21 février 1996) (p. 872, 891) ; (22 février 1996) (p. 965, 970).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 872, 891) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 198 (95-96) - Polynésie française) : M. Guy Allouche, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois; Gérard Larcher, Daniel Millaud, Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 965, 970) : MM. Guy Allouche, Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois; Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer.

TITRE I^{er}

DU DELEGUE DU GOUVERNEMENT ET DES CONCOURS DE L'ETAT

Chapitre 1^{er}

Du haut-commissaire de la République

Art. 1^{er} (*rôle du haut-commissaire*) (p. 965) - Adopté après modification.

Art. 2 (*modalités du contrôle de légalité*) (p. 965) - Adopté après modification (p. 966).

Art. 3 (*publication et Journal officiel de la Polynésie française*) (p. 966) - Adopté.

Art. 4 (*secrétaire général*) (p. 966) - Adopté.

Chapitre 2

Concours de l'Etat

Art. 5 (*participation au fonctionnement des services territoriaux*) (p. 966) - Adopté (p. 967).

Art. 6 (*droits acquis des personnels concernés par les transferts de compétences*) (p. 967) - Adopté.

TITRE II

DES DISPOSITIONS BUDGETAIRES ET COMPTABLES

Art. 7 à 10 (*dispositions budgétaires et comptables*) (p. 968) - Adoptés (p. 969).

TITRE III

DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAPEETE

Art. 11 (*délibérations du tribunal administratif*) (p. 969) - Adopté.

Art. 12 (*jugements du tribunal administratif*) (p. 969) - Adopté.

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 13 (*déclaration de patrimoine*) (p. 969) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 13 bis (*délégation de signature*) (p. 969) - Adopté.

Après l'art. 13 bis (p. 969).

Art. additionnel (*adaptations terminologiques dans un certain nombre de dispositions de droit électoral*) (p. 969) - Adopté (p. 970).

Art. 14 (*abrogation des dispositions non organiques de la loi du 6 septembre 1984*) (p. 970) - Adopté.

Après l'art. 14 (p. 970).

Art. additionnel (*entrée en vigueur*) (p. 970) - Adopté.

Intitulé du projet de loi (*projet de loi complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française*) (p. 970) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 970) : M. Guy Allouche, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Adoption (22 février 1996) (p. 970).

Discussion (commission mixte paritaire)

(14 mars 1996) (p. 1287, 1290 ; p. 1297, 1298).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1287, 1290) (discussion générale commune avec celle des conclusions du rapport n° 265 (95-96) - Polynésie française) : MM. Guy Allouche, Lucien Lanier, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1297, 1298).

Art. 1^{er} (p. 1297).

Art. 2 (p. 1298).

Art. 13 ter (*adaptations terminologiques dans un certain nombre de dispositions de droit électoral*) (p. 1298).

Art. 15 (*entrée en vigueur*) (p. 1298).

Adoption (14 mars 1996) (p. 1298).

3. - Projet de loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jean-Jacques de PERETTI, ministre délégué à l'outre-mer (20 décembre 1995) [n° 2456 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Jérôme BIGNON avec le projet de loi n° 2457 (95-96) du 20 décembre 1995 (26 janvier 1996) [n° 2509 (95-96)] - Urgence - Discussion (31 janvier et 1er février 1996) - Adoption (1er février 1996) [n° 457].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 février 1996) [n° 198 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Lucien LANIER avec le projet de loi n° 2457 (95-96) du 20 décembre 1995 (14 février 1996) [n° 214 (95-96)] - Discussion (21 et 22 février 1996) - Adoption (22 février 1996) [n° 82].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (26 février 1996) [n° 2589 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Jérôme BIGNON (13 mars 1996) [n° 2635 (95-96)] - Discussion (14 mars 1996) - Adoption (14 mars 1996) [n° 495].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Lucien LANIER (13 mars 1996) [n° 265 (95-96)] - Discussion (14 mars 1996) - Adoption (14 mars 1996) [n° 91].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 96-373 DC du 9 avril 1996 (J.O. Lois et décrets du 13 avril 1996) qui déclare contraire à la constitution les mots : "et sous réserve des dispositions de l'article 28 (13° et 14°)" ainsi que le mot : "fondamentales" au 7° de l'article 6, les 13°, 14° et 25° de l'article 28, les mots : "et des procédures relatives à la constatation des infractions aux réglementations territoriales" au 8° de l'article 6 ainsi que le premier alinéa de l'article 113 de la loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française.

PROMULGATION : loi n° 96-312 du 12 avril 1996 (J.O. Lois et décrets du 13 avril 1996).

Discussion (première lecture)

(21 février 1996) (p. 872, 891) ; (22 février 1996) (p. 908, 962).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 872, 891) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 199 (95-96) - Polynésie française) : M. Guy Allouche, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois ; Gérard Larcher, Daniel Millaud, Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer.

Motion n°1 de M. Daniel Millaud, tendant à opposer la question préalable (p. 891) - Rejet de la motion (p. 894).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 891, 900) ; (p. 908, 964) : MM. Guy Allouche, Michel Caldaguès, Jean-Jacques Hyst, Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Daniel Millaud, Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer.

TITRE I^{er}

DE L'AUTONOMIE

Art. 1^{er} (caractères généraux du territoire) (p. 894) - Adopté après modification (p. 895).

Après l'art. 1^{er} (p. 896).

Art. additionnel (développement harmonieux de la Polynésie française) (p. 895) - Adopté (p. 896).

Art. 1^{er} bis (mission du haut-commissaire et représentation de la Polynésie française dans les institutions nationales) (p. 896) - Adopté après modification.

Après l'art. 1^{er} bis (p. 896).

Art. additionnel (représentation de la Polynésie française dans les institutions nationales) (p. 896) - Adopté.

Art. 2 (compétence de droit commun du territoire) (p. 897) - Adopté.

Art. 3 (compétences réservées à l'Etat) (p. 897) - Adopté après modification.

Art. 4 (domaine du territoire) (p. 911) - Adopté après modification (p. 913).

TITRE II

DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Art. 5 (institutions de la Polynésie française) (p. 913) - Adopté.

Chapitre 1^{er}

Du gouvernement de la Polynésie française et de son président

Section 1

Composition et formation

Art. 6 (élection du président du gouvernement) (p. 913) - Adopté après modification (p. 914).

Art. 7 (élection du président du gouvernement) (p. 914) - Adopté.

Art. 8 (formation et composition du gouvernement) (p. 914) - Adopté après modification (p. 916).

Art. 9 (conditions requises pour être membre du gouvernement de la Polynésie française) (p. 916) - Adopté.

Art. 10 (incompatibilités) (p. 916) - Adopté (p. 918).

Art. 11 (délai et déclaration d'option) (p. 918) - Adopté.

Art. 12 (fonctions interdites) (p. 919) - Adopté.

Art. 13 (cessation des fonctions gouvernementales exercées par des membres de la Polynésie française) (p. 919) - Adopté.

Art. 14 (position de l'agent public membre du gouvernement de la Polynésie française) (p. 919) - Adopté.

Art. 15 (durée des fonctions du gouvernement de la Polynésie française) (p. 919) - Adopté après modification.

Art. 16 (démission du gouvernement de la Polynésie française) (p. 919) - Adopté.

Art. 17 (démission d'un ministre) (p. 919) - Adopté après modification.

Art. 18 (délai d'élection du président du gouvernement de la Polynésie française) (p. 920) - Adopté.

Section 2

Règles de fonctionnement

Art. 19 (séance du conseil des ministres) (p. 920) - Adopté.

Art. 20 (ordre du jour du conseil des ministres) (p. 920) - Adopté après modification (p. 921).

Art. 21 (secret des séances du conseil des ministres) (p. 921) - Adopté.

Art. 22 (indemnité des membres du gouvernement de la Polynésie française) (p. 921) - Adopté.

Section 3

Attributions du gouvernement de la Polynésie française

Art. 23 (détermination générale des attributions du gouvernement de la Polynésie française) (p. 921) - Adopté.

Art. 24 (domaine de compétence du gouvernement de la Polynésie française) (p. 921) - Adopté après modification.

Art. 25 (domaine de compétence du gouvernement de la Polynésie française) (p. 922) - Adopté après modification (p. 925).

Art. 26 (pouvoir de nomination du gouvernement de la Polynésie française) (p. 925) - Adopté après modification.

Art. 27 (suspension ou réduction de droits fiscaux) (p. 925) - Adopté.

Art. 28 (édiction de sanctions administratives et de peines correctionnelles) (p. 925) - Adopté après modification (p. 926).

Art. 29 (attributions consultatives du conseil des ministres) (p. 927) - Adopté après modification (p. 928).

Art. 30 (information du conseil des ministres) (p. 928) - Adopté.

Art. 31 (comité territorial consultatif du crédit) (p. 928) - Adopté.

Art. 32 (délégations de pouvoir) (p. 928) - Adopté.

Art. 33 (force exécutoire des décisions du conseil des ministres) (p. 929) - Adopté.

Section 4

Attributions du président du gouvernement de la Polynésie française

Art. 34 A et Art. 34 (fonctions et pouvoirs du président du gouvernement de la Polynésie française) (p. 929) - Adoptés (p. 930).

Art. 35 (fonctions et pouvoirs du président du gouvernement de la Polynésie française) (p. 930) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 36 (publication des actes) (p. 930) - Adopté.

Art. 37 (attributions du président du gouvernement de la Polynésie française dans les relations internationales) (p. 930) - Adopté après modification (p. 931).

Art. 38 (conventions de coopération décentralisée) (p. 931) - Adopté après modification (p. 932).

Section 5

Attributions des membres du gouvernement

Art. 39 et 40 (attributions individuelles et responsabilité des membres du gouvernement) (p. 932) - Adoptés.

Chapitre 2

De l'assemblée de la Polynésie française et de son président

Section 1

Composition et formation

Art. 41 (mode d'élection de l'assemblée) (p. 933) - Adopté.

Art. 42 (inégibilités, incompatibilités, incapacités) (p. 933) - Adopté.

Art. 43 (assiduité des membres de l'assemblée de la Polynésie française) (p. 933) - Adopté.

Section 2

Règles de fonctionnement

Art. 44 à 51 (fonctionnement de l'assemblée de la Polynésie française) (p. 933) - Adoptés (p. 934).

Art. 52 (fonctionnement de l'assemblée de la Polynésie française) (p. 934) - Adopté après modification.

Art. 53 à 56 (fonctionnement de l'assemblée de la Polynésie française) (p. 934) - Adoptés.

Section 3

Attributions de l'assemblée de la Polynésie française et de la commission permanente

Art. 57 (domaine de compétence et pouvoirs budgétaires de l'assemblée de la Polynésie française) (p. 934) - Adopté après modification (p. 936).

Art. 58 (pouvoirs budgétaires de l'assemblée de la Polynésie française) (p. 936) - Adopté.

Art. 59 (sanctions pénales, sanctions administratives et peines d'emprisonnement) (p. 936) - Adopté après modification (p. 937).

Art. 60 (sanctions pénales, sanctions administratives et peines d'emprisonnement) (p. 937) - Adopté.

Art. 61 (réglementation du droit de transaction) (p. 937) - Adopté.

Art. 62 (autorisation des loteries et jeux de hasard) (p. 937) - Adopté.

Art. 63 (sociétés d'économie mixte territoriales) (p. 937) - Adopté.

Art. 64 (commissions d'enquêtes) (p. 937) - Adopté.

Art. 65 (consultation de l'assemblée de la Polynésie française sur les projets de loi autorisant la ratification ou l'approbation de conventions internationales et les propositions d'actes communautaires) (p. 937) - Adopté après modification (p. 940).

Art. 66 (avis de l'assemblée de la commission permanente) (p. 946) - Adopté.

Art. 67 (voeux de l'assemblée de la Polynésie française) (p. 946) - Adopté (p. 947).

Art. 68 (attributions de la commission permanente) (p. 947) - Adopté.

Art. 69 (initiative des délibérations) (p. 947) - Adopté.

Art. 70 (ordre du jour prioritaire) (p. 948) - Adopté.

Art. 71 (communication de l'ordre du jour de l'assemblée - auditions du haut-commissaire et des membres du gouvernement) (p. 948) - Adopté après modification.

Art. 72 (transmission des délibérations de l'assemblée au haut-commissaire - procédure de seconde lecture) (p. 948) - Adopté.

Art. 73 (documents annuels adressés à l'assemblée par le président du gouvernement) (p. 948) - Adopté.

Art. 74 et 75 (motion de censure) (p. 948) - Adoptés.

Art. 76 (dissolution de l'assemblée) (p. 948) - Adopté.

Section 4

Attributions du président de l'assemblée de la Polynésie française

Art. 77 et 78 (police de l'assemblée - nomination des agents - action en justice au nom de l'assemblée) (p. 949) - Adoptés.

Art. 79 et 80 (délégation de signature - procès-verbaux des séances) (p. 949) - Adoptés.

Chapitre 3

Du conseil économique, social et culturel

Art. 81 (composition du conseil économique, social et culturel) (p. 956) - Adopté après modification.

Art. 82 (nombre de conseillers et modalités de leur désignation) (p. 957) - Adopté après modification.

Art. 83 (qualités requises pour les membres du conseil économique, social et culturel - durée du mandat) (p. 957) - Adopté.

Art. 84 (incompatibilités) (p. 957) - Adopté après modification.

Art. 85 (*modalités de nomination des représentants des catégories socio-professionnelles*) (p. 957) - Adopté.

Art. 86 et 87 (*modalités de fonctionnement et rôle du conseil économique, social et culturel*) (p. 958) - Adoptés.

Après l'art. 87 (p. 949).

Division additionnelle (*Titre II bis - Du développement harmonieux de la Polynésie française*) - Adopté (p. 956 ; priorité ordonnée p. 949).

Art. additionnel (*création d'une commission paritaire de concertation*) - Adopté (p. 956 ; priorité ordonnée p. 949).

Art. 88 (*budget du conseil économique, social et culturel*) (p. 958) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

TITRE III

DU DELEGUE DU GOUVERNEMENT ET DE L'ACTION DE L'ETAT

Chapitre 1^{er}

Du haut-commissaire de la République

Art. 89 (*contrôle des délibérations de l'assemblée*) - Adopté (p. 946 ; priorité ordonnée p. 945).

Art. 90 (*publication des actes des autorités territoriales au Journal officiel de la Polynésie française*) (p. 958) - Adopté.

Chapitre 2

De la coordination entre l'Etat et le territoire

Art. 91 (*commission paritaire de concertation*) (p. 958) - Supprimé par l'Assemblée nationale - suppression maintenue (p. 959).

Art. 92 (*participation au fonctionnement des services territoriaux*) (p. 959) - Adopté.

Chapitre 3

Des concours de l'Etat

Art. 93 (*concours technique et financier de l'Etat dans le cadre des lois de finances*) (p. 959) - Adopté.

Art. 94 (*concours techniques et financiers destinés aux communes*) (p. 959) - Adopté après modification (p. 960).

Art. 95 (*conventions relatives au transfert de l'enseignement du second cycle du second degré*) (p. 960) - Adopté.

TITRE IV

DISPOSITIONS BUDGETAIRES ET COMPTABLES

Art. 96 (*autonomie financière de l'assemblée*) (p. 960) - Adopté.

Art. 97 (*équilibre général du budget du territoire*) (p. 960) - Adopté.

Art. 98 (*caractère obligatoire des crédits du gouvernement*) (p. 960) - Adopté.

Art. 98 bis (*caractère obligatoire de la dotation du conseil économique, social et culturel*) (p. 960) - Adopté.

Art. 99 (*qualité d'ordonnateur principal du président du gouvernement*) (p. 960) - Adopté.

Art. 100 (*modifications en cours d'exécution du budget*) (p. 960) - Adopté.

Art. 101 (*irrecevabilité financière*) (p. 960) - Adopté.

Art. 102 à 107 (*reprise des renvois au code des juridictions financières pour le vote et le contrôle du budget du territoire*) (p. 960) - Adoptés.

Art. 108 (*contrôle préalable de l'engagement des dépenses*) (p. 961) - Adopté.

Art. 109 (*jugement des comptes du territoire et de ses établissements publics*) (p. 961) - Adopté.

TITRE V

DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAPEETE

Art. 110 (*compétence du conseil d'Etat en premier et dernier ressort*) (p. 940) - Adopté après modification (p. 944 ; priorité ordonnée p. 940).

Art. 111 (*demande d'avis*) (p. 946) - Adopté après modification (p. 946 ; priorité ordonnée p. 940).

TITRE VI

DE L'IDENTITE CULTURELLE

Art. 112 (*enseignement de la langue tahitienne*) (p. 961) - Adopté après modification.

Art. 113 (*collège d'experts fonciers*) (p. 961) - Adopté.

TITRE VII

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 114 A (*déclaration de situation patrimoniale*) (p. 962) - Adopté après modification.

Art. 114 (*concessions en matière de télécommunications*) (p. 962) - Adopté.

Art. 114 bis et 114 ter (*remboursement de la dette publique*) (p. 962) - Adoptés.

Après l'art. 114 ter (p. 962).

Art. additionnel (*adaptation terminologique des dispositions relatives à la limitation du cumul des mandats*) (p. 962) - Adopté.

Art. 115 (*lagons de Mururoa et de Fangataufa*) (p. 962) - Adopté.

Art. 116 (*abrogation des dispositions organiques de la loi statutaire du 6 septembre 1984*) (p. 962) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 963, 966) : MM. Guy Allouche, Jacques Habert, Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois ; Daniel Millaud, Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer.

Scrutin public de droit n° 69 (p. 964).

Adoption (22 février 1996) (p. 964).

Discussion (commission mixte paritaire)

(14 mars 1996) (p. 1287, 1298).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (discussion générale commune avec celle des conclusions du rapport n° 266 (95-96) - Polynésie française) : MM. Guy Allouche, Lucien Lanier, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1290, 1297).

Art. 1^{er} (p. 1290).

Art. 1^{er} bis A (*développement harmonieux de la Polynésie française*) (p. 1290).

Art. 1^{er} bis (p. 1291).

Art. 1^{er} ter (*représentation de la Polynésie française dans les institutions nationales*) (p. 1291).

Art. 3 et 4 (p. 1291).

Art. 6, 8, 13, 15, 17 et 20 (p. 1292).

Art. 24 et 28 (p. 1293).

Art. 29, 37, 38, 42, 43 et 46 (p. 1294).

Art. 47, 48, 52, 57, 59, 65, 69 et 71 (p. 1295).

Art. 74, 81, 82 et 84 (p. 1296).

Art. 87 bis (*création d'une commission paritaire de concertation*) (p. 1296).

Art. 89, 94 et 110 (p. 1296).

Art. 111, 112 et 114 A (p. 1297).

Art. 114 quater (*adaptation terminologique des dispositions relatives à la limitation du cumul des mandats*) (p. 1297).

Art. 115 (p. 1297).

Scrutin public de droit n° 70 (p. 1297).

Adoption (14 mars 1996) (p. 1297).

4. - Proposition de loi organique complétant la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Pierre MAZEAUD, député (25 avril 1996) [n° 2748 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jérôme BIGNON (9 mai 1996) [n° 2762 (95-96)] - Discussion (22 mai 1996) - Adoption (22 mai 1996) [n° 537].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 mai 1996) [n° 376 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Lucien LANIER (5 juin 1996) [n° 407 (95-96)] - Discussion (14 juin 1996) - Adoption (14 juin 1996) [n° 150].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n°96-376 DC du 12 juillet 1996 (J.O. Lois et décrets du 16 juillet 1996) qui déclare la loi organique conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 96-624 du 15 juillet 1996 (J.O. Lois et décrets du 16 juillet 1996).

Discussion (première lecture)

(14 juin 1996) (p.3782, 3785).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3782, 3783) : *MM. Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois; Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (délégation de signature pouvant être consentie par les membres du Gouvernement de la Polynésie française aux responsables territoriaux ou à ceux des services de l'Etat) (p.3783,3785) : *MM. Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois; Daniel Millaud, Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer.*

Scrutin public de droit n°112 (p.3785).

Adoption (14 juin 1996) (p. 3785).

Ports

Voir *Transports*, 1

Président de la République

Voir *Elections et referendums*, 8; 9

Privatisations

Voir *Politique économique et sociale*, 2
Télécommunications, 2

Prix et concurrence

1. - Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, modifiant le titre IV de l'ordonnance

n° 86-1243 du 1er décembre 1986 modifiée relative à la liberté des prix et de la concurrence, PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jean ARTHUIS, ministre de l'économie et des finances (26 février 1996) [n° 2591 (95-96)] - Renvoi à la commission de la production - Pour avis à la commission des finances - Pour avis à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Paul CHARIE (6 mars 1996) [n° 2595 (95-96)] - Avis de M. Marc LE FUR (13 mars 1996) [n° 2644 (95-96)] - Avis de M. Jean-Pierre PHILIBERT (19 mars 1996) [n° 2652 (95-96)] - Discussion (20, 21, 28 mars 1996) - Adoption (28 mars 1996) [n° 516].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (29 mars 1996) [n° 303 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Pour avis à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Jacques ROBERT (30 avril 1996) [n° 336 (95-96)] - Avis de M. Jean-Jacques HYEST (2 mai 1996) [n° 338 (95-96)] - Discussion (7, 9 mai 1996) - Adoption (9 mai 1996) [n° 122].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (13 mai 1996) [n° 2764 (95-96)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Jean-Paul CHARIE (21 mai 1996) [n° 2801 (95-96)] - Discussion (28 et 29 mai 1996) - Adoption (29 mai 1996) [n° 539].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (29 mai 1996) [n° 392 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Jean-Jacques ROBERT (5 juin 1996) [n° 408 (95-96)] - Discussion (14 juin 1996) - Adoption (14 juin 1996) [n° 151].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (15 juin 1996) [n° 2888 (95-96)] - Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Jean-Paul CHARIE (20 juin 1996) [n° 2897 (95-96)] - Discussion (21 juin 1996) - Adoption (21 juin 1996) [n° 565 (95-96)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Jean-Jacques ROBERT (19 juin 1996) [n° 455 (95-96)] - Discussion (21 juin 1996) - Adoption (21 juin 1996) [n° 160 (95-96)].

PROMULGATION : loi n° 96-588 du 01 juillet 1996 (J.O. Lois et décrets du 3 juillet 1996).

Discussion (première lecture)

(7 mai 1996) (p. 2399, 2413); (9 mai 1996) (p. 2425, 2494).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2384, 2412; 2425, 2428) : *MM. Bernard Barraux, Guy Cabanel, Henri Collard, Marcel Deneux, Bernard Dussaut, André Egu, Yves Galland, ministre délégué aux finances et au commerce extérieur; Aubert Garcia, Paul Girod, Mme Anne Heinis, MM. Jean-Jacques Hyest, rapporteur pour avis de la commission des lois; Félix Leyzour, Jacques de Menou, Joseph Ostermann, Bernard Plasait, Charles Revet, Jean-Jacques Robert, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2429, 2491) : *MM. Gérard César, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Jean-Patrick Courtois, Marcel Deneux, Yves Galland, ministre délégué aux finances et au commerce extérieur; Aubert Garcia, Patrice Gélard, Adrien Gouteyron, Emmanuel Hamel, Mme Anne Heinis, MM. Jean-Jacques Hyest, rapporteur pour avis de la commission des lois; Pierre Laffite, Lucien Lanier, Jacques Larché, Félix Leyzour, Roland du Luart, Jacques de Menou, Joseph Ostermann, Jean-Marc Pastor, Charles Revet, Jean-Jacques Robert, rapporteur de la commission des affaires économiques; Josselin de Rohan, Michel Souplet, Alain Vasselle.*

Art. 1^{er} A (*modification de la composition du conseil de la concurrence*) (p. 2430) - Adopté après modification (p. 2431).

Art. 1^{er} B (*modification de la composition de la commission permanente*) (p. 2431) - Adopté (p. 2432).

Art. 1^{er} C (*modification des causes d'exonération des pratiques d'entente*) (p. 2432) - Supprimé (p. 2433).

Après l'art. 1^{er} C (p. 2433).

Art. additionnel (*possibilité d'exemption pour les accords individuels*) (p. 2436) - Adopté.

Art. 1^{er} D (*prix abusivement bas*) (p. 2436) - Adopté après modification (p. 2444).

Après l'art. 1^{er} D (p. 2447).

Art. additionnel (*coordination*) (p. 2447) - Adopté.

Art. 1^{er} E (*modification de la procédure simplifiée devant le conseil de la concurrence*) (p. 2448) - Adopté.

Après l'art. 1^{er} E (p. 2448).

Art. additionnel (*coordination*) (p. 2448) - Adopté.

Art. 1^{er} F (*publicité, périodicité et durée des promotions concernant des produits alimentaires périssables*) (p. 2458) - Adopté après modification (p. 2460).

Art. 1^{er} (*règles de facturation*) (p. 2461) - Adopté après modification (p. 2464).

Art. 2 (*délit de revente à perte de produits en l'état*) (p. 2465) - Adopté après modification (p. 2473).

Art. 3 bis (*point de départ du délai de paiement et barème des escomptes*) (p. 2473) - Adopté après modification (p. 2474).

Après l'art. 3 bis (p. 2474).

Art. additionnel (*sanction du fait d'imposer un prix de revente minimal pour un produit ou un bien : suppression de la mention "directement ou indirectement"*) (p. 2474) - Adopté (p. 2475).

Avant l'art. 3 ter (p. 2476).

Art. additionnel (*extension aux produits et animaux de basse-cour des dispositions relatives aux délais de paiement pour les achats de bétail sur pied et de viande fraîche dérivée*) (p. 2476) - Adopté (p. 2477).

Art. 3 ter (*délais de paiement de certains produits alimentaires congelés et surgelés*) (p. 2477) - Adopté après modification (p. 2479).

Art. 4 (*moralisation des rapports entre fournisseurs et clients*) (p. 2480) - Adopté après modification (p. 2485).

Art. 5 (*renforcement des sanctions applicables aux ventes à la sauvette sur le domaine public*) (p. 2485) - Adopté après modification (p. 2486).

Après l'art. 5 (p. 2486).

Art. additionnel (*actualisation de l'article 55 de l'ordonnance du 1er décembre 1986*) (p. 2486) - Adopté (p. 2487).

Art. 6 (*actions en justice des organisations consulaires ou représentatives des consommateurs*) (p. 2487) - Supprimé.

Art. 7 (*missions des commissaires aux comptes*) (p. 2489) - Supprimé.

Art. 8 (*entrée en vigueur de la loi*) (p. 2489) - Adopté après modification (p. 2490).

Art. 9 (*rapport au Gouvernement*) (p. 2490) - Adopté.

Après l'art. 9 (p. 2490).

Art. additionnel (*validité de la clause de réserve de propriété figurant dans les conditions générales de vente*) (p. 2490) - Adopté.

Art. additionnel (*validité de la clause de réserve de propriété en cas de liquidation judiciaire*) (p. 2490) - Adopté.

Seconde délibération - ordonnée en application de l'article 43, alinéa 4, du Règlement du Sénat, à la demande du Gouvernement portant sur l'article 1er D (p. 2490).

Art. 1^{er} D (*prix abusivement bas*) (p. 2491) - Adopté après modification.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2491, 2494) : MM. Yves Galland, ministre délégué aux finances et au commerce extérieur; Félix Leyzour, Jacques de Menou, Daniel Millaud, Jean-Marc Pastor, Charles Revet, Jean-Jacques Robert, rapporteur de la commission des affaires économiques.

Adoption (9 mai 1996) (p. 2494).

Discussion (deuxième lecture)

(14 juin 1996) (p. 3785, 3811).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3785, 3793) : Mme Nicole Borvo, MM. Yves Galland, ministre délégué aux finances et au commerce extérieur; Aubert Garcia, Jean-Jacques Hyst, rapporteur pour avis de la commission des lois; Jean-Jacques Robert, rapporteur de la commission des affaires économiques.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3793, 3809) : Mme Nicole Borvo, MM. Jacques Delong, Yves Galland, ministre délégué aux finances et au commerce extérieur; Aubert Garcia, Jean-Jacques Hyst rapporteur pour avis de la commission des lois; Roland du Luart, Bernard Plasait, Jean-Jacques Robert rapporteur de la commission des affaires économiques Michel Souplet.

Art. 1^{er} C (*modification des causes d'exonération des pratiques d'entente*) (p. 3793) - Supprimé.

Art. 1^{er} DA (*autorisation d'exemption pour certains accords - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 3794) - Rétabli par le Sénat.

Art. 1^{er} D (*offre ou vente aux consommateurs à prix abusivement bas*) (p. 3794) - Adopté (p. 3800).

Art. 1^{er} EB et Art. 1er EC (*modification de la procédure applicable aux affaires portées devant le Conseil de la concurrence*) (p. 3800) - Supprimés (p. 3801).

Art. 1^{er} F (*publicité, périodicité, durée des promotions concernant des produits alimentaires périssables*) (p. 3801) - Adopté.

Art. 1^{er} (*mention des réductions de prix acquises sur les factures*) (p. 3801) - Adopté après modification (p. 3802).

Art. 2 (*revente à perte*) (p. 3802) - Adopté après modification (p. 3804).

Art. 3 bis (*conditions de vente*) (p. 3804) - Adopté après modification (p. 3805).

Art. 3 ter A (*prix imposés - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 3805).

Art. 3 ter B (*délai de paiement pour les achats de produits et animaux de basse-cour - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 3805).

Art. 4 (*refus de vente ou de prestation de services, conditions restrictives de référencement et de rupture de relations commerciales*) (p. 3805) - Adopté après modification (p. 3807).

Art. 5 (*ventes à la sauvette sur le domaine public*) (p. 3807) - Adopté.

Art. 5 bis (*publication des condamnations et amendes en cas de récidive*) (p. 3807) - Adopté après modification.

Art. 5 ter (*séparation comptable des activités de distribution des carburants*) (p. 3807) - Supprimé (p. 3808).

Art. 7 (*rapport de gestion*) (p. 3808) - Supprimé (p. 3809).

Art. 10 (*opposabilité de la clause de réserve de propriété en cas de redressement ou de liquidation judiciaires - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 3809) - Rétabli par le Sénat après modification.

Art. 11 (*coordination*) (p. 3809) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p.3809, 3811) : *MM. Jacques Delong, Yves Galland, ministre délégué aux finances et au commerce extérieur; Aubert Garcia, Jean-Jacques Robert, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

Adoption (14 juin 1996) (p.3811).

Discussion (commission mixte paritaire)

(21 juin 1996) (p.4112, 4121).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4112, 4117) : *MM. Yves Galland, ministre délégué aux finances et au commerce extérieur; Jean-Jacques Robert, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4117, 4118) : *MM. Yves Galland, ministre délégué aux finances et au commerce extérieur; Jean-Jacques Robert, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.*

Art. 1^{er} C, 1er DA, 1er EB et EC (supprimés), 1er, 2, 3 bis, 4, 5 bis, 7 (supprimé), 10,11 (p. 4117) (p. 4118).

Art.5 ter (p. 4118) - Supprimé par amendement de la commission, adopté lors du vote unique.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4118, 4120) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jacques Delong, André Égu, René Régnault.*

Scrutin public n°120 (p. 4120).

Adoption (21 juin 1996) (p. 4121).

Procédure commerciale

Voir *Marchés publics*, 1

Procédure pénale

Voir *Délinquance et criminalité*, 1
Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom), 4
Droit pénal, 1

1. - Proposition de loi relative à l'examen des plaintes déposées contre des titulaires de mandats publics électifs, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques LARCHE, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 juin 1996 - 4 juillet 1996) [n° 482 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois.

Produits agricoles et alimentaires

Voir *Prix et concurrence*, 1

Professions libérales

1. - Proposition de loi tendant à institutionnaliser en chambres consulaires les chambres des professions libérales et assimilées actuellement constituées en associations, conformément à la loi du 1er juillet 1901, conformément à la loi du 1er juillet 1901, PRESENTÉE

AU SENAT, par M. Jacques DELONG, sénateur (9 mai 1996) [n° 353 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois.

Professions médicales

Voir *Santé publique*, 3

Professions paramédicales

Voir *Santé publique*, 3

Propriété (accession à la)

Voir *Logement et habitat*, 3

Propriété intellectuelle

1. - Projet de loi portant transposition dans le code de la propriété intellectuelle des directives 93/83 du Conseil des Communautés européennes du 27 septembre 1993 relative à la coordination de certaines règles du droit d'auteur et des droits voisins du droit d'auteur applicables à la radiodiffusion par satellite et à la retransmission par câble et 93/98 du Conseil des Communautés européennes du 29 octobre 1993 relative à l'harmonisation de la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Edouard BALLADUR, Premier ministre, par M. Jacques TOUBON, ministre de la Culture et de la Francophonie (5 mai 1995) [n° 264 (94-95)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Pierre LAFFITTE (21 février 1996) [n° 240 (95-96)] - Discussion (5 mars 1996) - Adoption (5 mars 1996) [n° 85].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 mars 1996) [n° 2596 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Nicole AMELINE (17 avril 1996) [n° 2709 (95-96)] - Discussion (30 avril et 10 octobre 1996) - Adoption (10 octobre 1996) [n° 586].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi portant transposition dans le code de la propriété intellectuelle des directives du Conseil des Communautés européennes n° 93/83 du 27 septembre 1993 et 93/98 du 29 octobre 1993

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (15 octobre 1996) [n° 28 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Pierre LAFFITTE (12 décembre 1996) [n°146 (96-97)] - Discussion (19 décembre 1996) - Adoption (19 décembre 1996) [n°47].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 décembre 1996) [n° 3261 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Nicole AMELINE (5 février 1997) [n° 3329 (96-97)].

Discussion (première lecture)

(5 mars 1996) (p. 1008, 1035).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1008, 1018) : *MM. Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture; Pierre Laffitte, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Mme Danièle Pourtaud, MM. Jack Ralite, Philippe Richert, Robert-Paul Vigouroux.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1018, 1033) : *MM. Jean Bernard, Jean Delaneau, Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture; Pierre Laffitte, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Michel Pelchat, Mme Danièle Pourtaud, MM. Jack Ralite, Ivan Renar, Michel Rufin.*

DISPOSITIONS RELATIVES A LA RADIODIFFUSION
PAR SATELLITE ET A LA RETRANSMISSION PAR
CABLE

Art. 1^{er} (conditions d'application du droit national à la représentation des oeuvres télédiffusées par satellite) (p. 1018) - Adopté après modification (p. 1020).

Art. 2 (gestion collective obligatoire des droits de distribution câblée des oeuvres télédiffusées à partir d'un Etat membre de la Communauté européenne - médiateurs) (p. 1020) - Adopté après modification (p. 1023).

Art. 3 (dispositions transitoires applicables à l'autorisation d'exploitation par satellite des oeuvres faisant l'objet de certains contrats de coproduction internationale) (p. 1023) - Supprimé.

Art. 4 (émission vers un satellite des prestations des artistes interprètes des phonogrammes et des vidéogrammes) (p. 1023) - Supprimé (p. 1024).

Art. 5 (dispositions relatives à la diffusion par satellite et à la retransmission par câble des éléments protégés par un droit voisin du droit d'auteur) (p. 1024) - Adopté après modification (p. 1026).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A LA DUREE DE
PROTECTION DU DROIT D'AUTEUR ET DES DROITS
VOISINS

Art. 6 (durée de protection des droits patrimoniaux des auteurs) (p. 1026) - Adopté.

Art. 7 (dispositions particulières à la durée de protection des droits sur les oeuvres audiovisuelles) (p. 1026) - Adopté après modification.

Art. 8 (durée de protection des oeuvres anonymes, pseudonymes ou collectives) (p. 1026) - Adopté après modification (p. 1027).

Art. 9 (oeuvres posthumes) (p. 1027) - Adopté après modification (p. 1028).

Art. 10 (durée du droit de suite) (p. 1028) - Adopté.

Art. 11 (durée de protection des oeuvres originaires d'Etats non membres de la Communauté) (p. 1028) - Adopté.

Art. 12 (durée des droits voisins) (p. 1028) - Adopté après modification.

Art. 13 (durée de protection des droits des titulaires de droits voisins ressortissants des Etats non membres de la Communauté) (p. 1028) - Adopté (p. 1029).

TITRE III

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Nouvel intitulé (dispositions diverses et transitoires) (p. 1029) - Adopté (p. 1033; précédemment réservé p. 1029).

Avant l'art. 14 (p. 1029).

Art. additionnel (dispositions transitoires applicables à l'autorisation d'exploitation par satellite des oeuvres faisant l'objet de certains contrats de coproduction internationale) (p. 1029) - Adopté.

Art. 14 (adaptation des contrats concernant l'exploitation par satellite d'oeuvres ou d'éléments protégés) (p. 1029) - Adopté après modification.

Après l'art. 14 (p. 1029).

Art. additionnel (soumission à l'obligation de gestion collective des droits de retransmission sur les réseaux micro-ondes expérimentaux de programmes télévisés provenant d'autres Etats membres) (p. 1029) - Adopté (p. 1030).

Art. 15 (dispositions transitoires relatives à l'application des dispositions du Titre II du projet de loi) (p. 1030) - Adopté après modification (p. 1032).

Après l'art. 15 (p. 1032).

Art. additionnel (possibilité pour les commissaires-priseurs procédant à des ventes publiques de reproduire sans autorisation des oeuvres d'art dans le catalogue constituant l'accessoire de la vente) (p. 1032) - Adopté après modification (p. 1033).

Art. additionnel (application de la loi aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte) (p. 1033) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1033, 1035) : MM. James Bordas, Adrien Gouteyron, Jacques Habert, Pierre Laffitte, Mme Danièle Pourtaud, M. Jack Ralite.

Adoption (5 mars 1996) (p. 1035).

Discussion (deuxième lecture)

(19 décembre 1996) (p. 7659, 7674).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7659, 7665) : MM. Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture; Pierre Laffitte, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Mme Danièle Pourtaud, M. Jack Ralite.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7665, 7673) : MM. François Blaizot, Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture; Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles, Pierre Laffitte, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Mme Danièle Pourtaud, M. Jack Ralite.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES A LA RADIODIFFUSION
PAR SATELLITE ET A LA RETRANSMISSION PAR
CABLE

Art. 1^{er} (conditions d'application du droit national à la représentation des oeuvres télédiffusées par satellite) (p. 7665) - Adopté.

Art. 5 (dispositions relatives à la diffusion par satellite et à la retransmission par câble d'éléments protégés par un droit voisin du droit d'auteur) (p. 7669) - Adopté.

Art. 5 bis (modification du délai de prescription des actions en paiement des droits perçus par les SPRD et de l'étendue de l'obligation d'affectation des sommes non réparties à des actions d'intérêt collectif) (p. 7669) - Adopté (p. 7670).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A LA DUREE DE
PROTECTION DU DROIT D'AUTEUR ET DES DROITS
VOISINS

Art. 7, 8, 9 et 12 (p. 7670) - Adoptés (p. 7671).

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Art. 14 A (dispositions transitoires applicables à l'autorisation d'exploitation par satellite d'oeuvres faisant l'objet de certains contrats de coproduction internationale) (p. 7670) - Adopté.

Art. 14 (adaptation des contrats concernant l'exploitation par satellite d'oeuvres ou d'éléments protégés) (p. 7670) - Adopté.

Art. 15 (dispositions transitoires relatives à l'application des dispositions du titre II du projet de loi) (p. 7670) - Adopté.

Art. 16 (extension des exceptions de droit exclusif de reproduction des oeuvres graphiques ou plastiques) (p. 7671) - Adopté (p. 7672).

Art. 16 bis (*extension du privilège des auteurs aux créances indemnitaires réparant le préjudice causé par les contrefaçons*) (p. 7672) - Supprimé.

Art. 16 ter (*validation de la décision administrative fixant le barème de la rémunération due par les exploitants de discothèque aux artistes interprètes et aux producteurs de phonogrammes*) (p. 7672) - Adopté après modification.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7673, 7674) : MM. Pierre Laffitte, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Jacques Machet, Jack Ralite.

Adoption (19 décembre 1996) (p. 7674).

2. - Projet de loi modifiant le code de la propriété intellectuelle en application de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Franck BOROTRA, ministre de l'industrie, de La Poste et des télécommunications (29 novembre 1995) [n° 103 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Charles JOLIBOIS (14 mai 1996) [n° 359 (95-96)] - Discussion (1er octobre 1996) - Adoption (1er octobre 1996) [n° 1].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (2 octobre 1996) [n° 3001 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Michel HUNAULT (4 décembre 1996) [n° 3183 (96-97)].

PROMULGATION : loi n° 96-1106 du 18 décembre 1996 (J.O. Lois et décrets du 19 décembre 1996).

Discussion (première lecture)

(1er octobre 1996) (p. 4339, 4345).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4339, 4341) : MM. Franck Borotra, ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications ; Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4341, 4344) : MM. Franck Borotra, ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications ; Charles Jolibois.

Art. 1^{er} (*conditions de la protection des recueils d'oeuvres ou de données*) (p. 4341) - Adopté après modification (p. 4342).

Après l'art. 2 (p. 4342).

Art. additionnel (*extension du droit de priorité à l'Organisation mondiale du commerce*) (p. 4342) - Adopté.

Art. 3 (*transmission d'un droit de possession personnelle antérieure*) (p. 4342) - Adopté.

Art. 4 (*assimilation de l'importation à l'exploitation sur le territoire*) (p. 4342) - Adopté après modification.

Art. 5 et 6 (*régime des licences non-volontaires*) (p. 4342) - Adoptés.

Art. 7 (*régime des licences de dépendance*) (p. 4342) - Adopté après modification (p. 4343).

Art. 8 (*licences non volontaires en matière de technologie des semi-conducteurs*) (p. 4343) - Adopté après modification.

Art. 9 (*charge de la preuve en matière de contrefaçon des brevets de procédé*) (p. 4343) - Adopté après modification.

Art. 10 (*extension aux ressortissants des Etats membres de l'Organisation mondiale du commerce de la protection spécifique de la topographie de semi-conducteurs*) - Adopté.

Art. 11 (*protection des indications géographiques pour les vins et les spiritueux*) (p. 4344) - Adopté dans une nouvelle rédaction.

Art. 12 et 13 (*extension du traitement national aux ressortissants des Etats membres de l'Organisation*

mondiale du commerce en matière de marque) (p. 4344) - Adoptés.

Art. 14 (*applications aux TOM et à Mayotte*) (p. 4344) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4344, 4345) : MM. Paul Blanc, Claude Estier, Emmanuel Hamel, Pierre Laffitte, Ivan Renar.

Adoption (1er octobre 1996) (p. 4345).

Protection judiciaire de la jeunesse

Voir *Délinquance et criminalité*, 1

Q**Question préalable (procédure parlementaire)**

Voir *Aménagement du territoire, 2*
Communication, 1
Corse, 1
Défense, 1
Epargne, 1
Logement et habitat, 5
Politique économique et sociale, 2
Polynésie française, 3
Sécurité sociale, 1; 2; 4
Télécommunications, 1; 2
Traités et conventions, 20
Travail, 3; 4

R

Rapatriés

Voir *Lois de finances*

1. - Proposition de loi relative à la prorogation de la suspension des poursuites en faveur des rapatriés réinstallés, PRESENTÉE AU SENAT, par M. José BALARELLO, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 12 janvier 1996) [n° 161 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. François BLAIZOT (23 janvier 1996) [n° 177 (95-96)] - Discussion (25 janvier 1996) - Adoption (25 janvier 1996) [n° 66].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (25 janvier 1996) [n° 2508 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Paul BARETY (1er février 1996) [n° 2517 (95-96)] - Discussion (8 février 1996) - Adoption (8 février 1996) [n° 463].

PROMULGATION : loi n° 96-110 du 14 février 1996 (J.O. Lois et décrets du 15 février 1996).

Discussion (première lecture)

(25 janvier 1996) (p. 213, 217).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 213, 216) : *MM. François Blaizot, rapporteur de la commission des lois; Marc Massion, Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 216).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 216, 217) : *MM. José Balarello, Guy Cabanel, Jean-Pierre Camoin, René Marquès.*

Adoption (25 janvier 1996) (p. 217).

Rappels au règlement

De M. Michel Dreyfus-Schmidt : déclaration du Premier ministre ayant affirmé prématurément que le projet de réforme constitutionnelle relatif à la protection sociale avait été adopté par le Sénat (1er février 1996) (p. 341).

De M. Ivan Renar : devenir et indépendance rédactionnelle de l'Agence France Presse, AFP (1er février 1996) (p. 369).

De M. Yves Guéna : fait part des propos d'un général de l'armée française rapportés dans un article de presse et portant atteinte à l'honneur des anciens combattants de la France libre. Demande, qu'après vérification, le général en question soit sanctionné (13 mars 1996) (p. 1229) - *M. Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement.*

De M. Emmanuel Hamel : impossibilité d'assister au congrès de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles du fait de sa participation à la discussion de ce texte. Défense des intérêts de l'agriculture française dans l'Europe (14 mars 1996) (p. 1328).

De M. Félix Leyzour : article 36 du règlement du Sénat : privatisation de France Télécom sans organisation d'un débat préalable au Parlement (19 mars 1996) (p. 1446).

De Mme Hélène Luc : organisation des travaux du Sénat. Exemple du débat relatif au projet de loi portant DDOEF. Séances de nuit (26 mars 1996) (p. 1734, 1735) - *Mme Hélène Luc, M. Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement.*

De Mme Nicole Borvo : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat : situation des trois cents personnes originaires d'Afrique, expulsées de l'église Saint-Ambroise par les forces de police (26 mars 1996) (p. 1736).

De M. Louis Minetti : demande au Gouvernement d'oeuvrer pour obtenir l'arrêt immédiat des bombardements israéliens au Liban (16 avril 1996) (p. 1938, 1939).

De M. Robert Pagès : déplore le report du débat sur la loi de ratification des ordonnances et demande au Gouvernement de confirmer ses engagements (24 avril 1996) (p. 2188).

De Mme Marie-Claude Beaudou : situation financière du Crédit foncier de France (30 avril 1996) (p. 2299).

De Mme Danielle Bidard-Reydet : au nom du groupe communiste républicain et citoyen, s'associe aux députés communistes ayant refusé d'écouter l'allocution du roi Hassan II du Maroc dans la salle des séances de l'Assemblée nationale (7 mai 1996) (p. 2399). - *Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Jean Delaneau, vice-président du Sénat, président de séance.*

De M. Michel Dreyfus-Schmidt : concomitance des réunions de commission et de la séance publique. Coordination des travaux du Sénat. Session unique (14 mai 1996) (p. 2527).

De M. Claude Billard : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat : vente de 6 % des actions que le Gouvernement détient dans le capital de Renault. Le groupe communiste républicain et citoyen s'élève contre cette décision et le risque de suppressions d'emplois (14 mai 1996) (p. 2527).

De M. Emmanuel Hamel : suite à un article de presse signé de M. Charles Millon, ministre de la défense, rôle et prérogatives du Parlement (21 mai 1996) (p. 2626).

De M. Michel Dreyfus-Schmidt : regrette que la discussion de deux propositions de loi, tendant à créer des offices parlementaires, ait été reprise alors que la commission des lois saisie au fond était réunie pour examiner un autre texte. Comprend la décision du président de séance, mais souhaite que ce précédent soit soumis au Président du Sénat (21 mai 1996) (p. 2674).

De M. Guy Allouche : organisation des travaux du Sénat (22 mai 1996) (p. 2705).

De M. Emmanuel Hamel : indique que l'intervention de M. Ivan Renar a été attribuée par la télévision interne à M. Jean-Louis Lorrain (4 juin 1996) (p. 3134) - *MM. Emmanuel Hamel, René Monory, président du Sénat.*

De M. Robert Pagès : article 36 du règlement du Sénat : demande de bien vouloir excuser certains de ses collègues qui participent à une manifestation aux côtés des salariés d'EDF-GDF (5 juin 1996) (p. 3217, 3218).

De M. Claude Billard : article 36 du règlement du Sénat : devenir du transport ferroviaire. Suppressions d'emplois à la SNCF (6 juin 1996) (p. 3302).

De Mme Hélène Luc : organisation des travaux du Sénat (6 juin 1996) (p. 3406).

De Mme Nicole Borvo : exprime solennellement la consternation des sénateurs du groupe communiste républicain et citoyen devant les conditions d'examen du projet de loi relatif à France Télécom (10 juin 1996) (p. 3439, 3440) - *M. Gérard Larcher, au nom de la commission des affaires économiques.*

De M. Gérard Delfau : exprime le désaccord du groupe socialiste sur la procédure de discussion commune utilisée pour l'ensemble des amendements à l'article premier du projet de loi relatif à l'entreprise France Télécom (11 juin 1996) (p. 3533, 3534) - *MM. Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance, François Fillon, ministre délégué à La Poste, aux télécommunications et à l'espace.*

De Mme Hélène Luc : s'étonne qu'aucun amendement du groupe communiste républicain et citoyen ne soit reconnu valable lors du débat sur le projet de loi relatif à l'entreprise France Télécom et demande une suspension de séance (12 juin 1996) (p. 3618). - *M. Jacques Valade, vice-président du Sénat, président de séance.*

De M. Daniel Millaud : différence entre son intervention en séance publique et le compte rendu intégral qui en a été publié au Journal officiel (18 juin 1996) (p. 3834) - *MM. Daniel Millaud, Jean Delaneau, vice-président du Sénat, président de séance.*

De M. Emmanuel Hamel : concomitance de la séance publique et des réunions de commissions. Absentéisme parlementaire commenté dans la presse (18 juin 1996) (p. 3834, 3835) - *MM. Emmanuel Hamel, Jean Delaneau, vice-président du Sénat, président de séance.*

De M. Emmanuel Hamel : regrette de ne pas avoir pu assister au début de la séance de l'après-midi, consacrée au débat sur la SNCF, en raison de la réunion de la commission des finances. Concomitance de la séance publique avec les réunions de commission. Organisation des travaux du Sénat (25 juin 1996) (p. 4242).

De M. Michel Dreyfus-Schmidt : article 73 bis du règlement. Rappel des conditions d'adoption des résolutions du Sénat. Non-inscription à l'ordre du jour d'une proposition de résolution sur les avocats, malgré la demande formulée par le président du groupe socialiste (27 juin 1996) (p. 4315, 4316).

De M. Ivan Renar : souhaite que le Gouvernement revoit son projet de budget de l'Education nationale pour 1997 afin de le mettre en concordance avec les exigences exprimées par les enseignants (1er octobre 1996) (p. 4339) - *M. René Monory, président du Sénat.*

De Mme Michelle Demessine : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat : régularisation de la situation des « sans-papiers » de l'Eglise Saint-Bernard (3 octobre 1996) (p. 4463) - *M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

De M. Emmanuel Hamel : déclaration du Gouvernement sur la défense, suivie d'un débat, au même moment que la présentation à la commission des finances du projet de budget pour 1997 par M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances (23 octobre 1996) (p. 4955) : *MM. Emmanuel Hamel, René Monory, président du Sénat.*

De M. Paul Loridant : privatisation du groupe Thomson (30 octobre 1996) (p. 5186, 5187).

De Mme Hélène Luc : application de la législation du travail dans le secteur des transports routiers (25 novembre 1996) (p. 5901).

De Mme Hélène Luc : concomitance de la conférence des présidents avec la séance publique. Nécessité de se faire remplacer (3 décembre 1996) (p. 6510).

De M. Ivan Renar : étonnement du groupe communiste républicain et citoyen devant le retrait de l'ordre du jour des discussions consacrées à la conférence de Dublin et aux propositions de résolutions relatives aux actes communautaires organisant la future monnaie unique (3 décembre 1996) (p. 6522) - *M. Paul Girod, vice-président du Sénat, président de séance.*

De M. Michel Charasse : appelle l'attention du président et du bureau du Sénat sur la manière dont certains juges cherchent à tourner les dispositions particulières édictées en faveur des membres du Parlement et du Gouvernement par les articles 26 et 68-1 de la Constitution (7 décembre 1996) (p. 6893, 6894).

De M. Roland Courteau : situation alarmante de certains départements méridionaux à la suite d'importantes inondations. Demande le classement du département de l'Aude en zone sinistrée et la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle (9 décembre 1996) (p. 6984).

De Mme Hélène Luc : hommage à Mme Marie-Claude Vaillant-Couturier (12 décembre 1996) (p. 7267) - *Mme Hélène Luc, M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

De M. Paul Loridant : article 17 du règlement du Sénat : saisine pour avis des commissions du Sénat. Absence de saisine pour avis de la commission des affaires sociales sur la proposition de loi relative à l'épargne retraite (12 décembre 1996) (p. 7287, 7288). *MM. Paul Loridant, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Christian Poncelet, président de la commission des finances*

De Mme Hélène Luc : article 17 du règlement du Sénat : saisine pour avis des commissions du Sénat. Absence de saisine pour avis de la commission des affaires sociales sur la proposition de loi relative à l'épargne retraite (12 décembre 1996) (p. 7288).

Rapports au Parlement

Dépôt par M. le Président du Conseil supérieur de l'audiovisuel du rapport présentant, en application de l'article 17 de la loi n° 94-88 du 1er février 1994, le **bilan de l'usage des fréquences affectées à la radiodiffusion et à la télévision** (15 février 1996) (p. 720).

Dépôt du rapport de l'Agence nationale du médicament établi en application de l'article L. 567-13 du code de la santé publique (20 mars 1996) (p. 1481).

Dépôt du rapport du Conseil national des assurances pour 1996 (14 juin 1996) (p. 3785).

Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes sur la sécurité sociale (1er octobre 1996) (p. 4336).

Dépôt d'un rapport de la Cour des comptes sur l'exécution des lois de finances pour 1995 (1er octobre 1996) (p. 4336).

Dépôt du rapport de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1995 (1er octobre 1996) (p. 4336).

Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes (3 octobre 1996) (p. 4495, 4498) - *MM. Pierre Joxe, Premier président de la Cour des comptes ; Christian Poncelet, président de la commission des finances.*

Dépôt du rapport établi par le Conseil national du crédit pour l'année 1995, en application de l'article 24 de la loi du 24 janvier 1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (15 octobre 1996) (p. 4724).

Dépôt des rapports du Haut comité de santé publique et de la Conférence nationale de santé, en application de l'article 1er de l'ordonnance n° 96-345 du 24 avril 1996 relative à la maîtrise médicalisée des dépenses de soins (22 octobre 1996) (p. 4887).

Dépôt du rapport d'activité de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications, en application de l'article 35 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications (22 octobre 1996) (p. 4887).

Dépôt par le président du conseil de surveillance et le président du directoire du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance, en application de l'article 5 de la loi n° 91-635 du 10 juillet 1991, du **rapport d'activité du groupe Caisse d'épargne pour l'exercice 1995** (31 octobre 1996) (p. 5279).

Dépôt d'un rapport de la Cour des comptes sur les interventions des collectivités territoriales en faveur des entreprises (19 novembre 1997) (p. 5686).

Dépôt par M. le Président du Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts du rapport annuel, établi par cet organisme en application de l'article 78 de la loi quinquennale n° 93-1313 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (11 décembre 1996) (p. 7196).

Rapports du Gouvernement

Dépôt par le Gouvernement du rapport annuel d'information sur la protection et le contrôle des matières nucléaires pour l'année 1994, établi en application de l'article 10 de la loi n° 80-572 du 25 juillet 1980 (23 janvier 1996) (p. 105).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 4 de la loi n° 91-1381 du 30 décembre 1991 relative aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs du premier rapport d'évaluation de la Commission nationale d'évaluation (30 janvier 1995) (p. 245).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 3-1 de la loi n° 92-654 du 13 juillet 1992 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés, du premier rapport sur l'activité de la commission de génie génétique (13 février 1996) (p. 595).

Dépôt par le Gouvernement, du rapport annuel établi en application de l'article 24 de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 sur la mise en oeuvre des privatisations (13 février 1996) (p. 595).

Dépôt par le Gouvernement, en application des dispositions des articles 33, paragraphe III, et de la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture, du rapport relatif à la charge nationale de l'installation ainsi que du rapport sur le statut du conjoint d'exploitant (20 février 1996) (p. 779).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 30-IX de la loi de finances rectificative pour 1995, d'un rapport sur la situation financière des régimes bénéficiaires de la contribution sociale de solidarité (21 février 1996) (p. 872).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 83 de la loi de finances pour 1995, d'un rapport décrivant les opérations bénéficiant de la garantie de l'Etat (12 mars 1996) (p. 1119).

Dépôt par le Gouvernement du premier rapport relatif à l'enfance maltraitée présenté en application de l'article 17 de la loi du 10 juillet 1989 relative à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs (14 mars 1996) (p. 1367).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 5 de la loi de programmation n° 95-9 du 6 janvier 1995 relative à la justice, du rapport sur la révision de la carte judiciaire (21 mars 1996) (p. 1627).

Dépôt par le Gouvernement, du rapport d'évaluation établi en application de l'article 21 de la loi du 21 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur, concernant les six universités nouvelles créées en 1991 (17 avril 1996) (p. 1977).

Dépôt par le Gouvernement, du rapport relatif à la responsabilité des transporteurs établi en application de l'article 4 de la loi du 26 février 1992 (18 avril 1996) (p. 2035).

Dépôt par le Gouvernement, du rapport relatif à la déclaration préalable à l'embauche, établi en application de l'article 21 de la loi n° 92-1446 du 31 décembre 1992 (2 mai 1996) (p. 2325).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 38 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959, portant loi organique relative aux lois de finances, d'un rapport sur l'évolution de l'économie nationale et des finances publiques (7 mai 1996) (p. 2384).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 3 du décret n° 90-393 du 2 mai 1990, d'un rapport d'activité de l'inspection générale des affaires sociales (21 mai 1996) (p. 2626).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 20 de la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 accordant les garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière, du rapport annuel pour 1995 du comité du contentieux fiscal, douanier et des changes (30 mai 1996) (p. 3111).

Dépôt par le Gouvernement du rapport d'activité du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles pour l'année 1995 (10 juin 1996) (p. 3466).

Dépôt par le Gouvernement du onzième rapport de la commission de la sécurité des consommateurs (10 juin 1996) (p. 3466).

Dépôt par le Gouvernement, en application des articles 3, 46 et 69 V de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, du treizième rapport sur le contrôle a posteriori des actes des collectivités locales et des établissements publics locaux (26 juin 1996) (p. 4266, 4267).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 93 de la loi de finances pour 1996, d'un rapport sur l'évolution de la TVA (1er octobre 1996) (p. 4336).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article L. 124-2 du code forestier, du rapport annuel d'activité pour 1995 de l'Office national des forêts (1er octobre 1996) (p. 4336).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 23-4 de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, d'un rapport sur les transferts frontaliers de déchets (1er octobre 1996) (p. 4336).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 43 de la loi de finances pour 1980, d'un rapport sur la gestion en 1995 des crédits du Fonds national pour le développement du sport (1er octobre 1996) (p. 4336).

Dépôt par le Gouvernement, en application du paragraphe III de l'article 120 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 portant loi de finances pour 1992, d'un rapport pour 1995 relatif aux conditions de mise en oeuvre de l'agrément prévu en faveur des investissements réalisés dans certains secteurs économiques des départements et territoires d'outre-mer (1er octobre 1996) (p. 4336).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 22 de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, d'un rapport sur l'application de la loi précitée (1er octobre 1996) (p. 4336).

Dépôt par le Gouvernement, d'un rapport pour 1995, sur l'exécution de la loi de programme n° 93-1437 relative au patrimoine monumental (1er octobre 1996) (p. 4336).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 20 de la loi de finances pour 1996, d'un rapport sur l'utilisation du gazole (2 octobre 1996) (p. 4401).

Dépôt par le Gouvernement, du rapport, établi en application de la loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, sur le fonctionnement pour l'année 1995 du fonds de modernisation de la gestion des déchets (9 octobre 1996) (p. 4567).

Dépôt par le Gouvernement du rapport présentant l'état d'exécution de la loi de programmation du « nouveau contrat pour l'école », et du rapport présentant un bilan de l'application de la loi n° 94-638 du 25 juillet 1994 tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (31 octobre 1996) (p. 5279).

Dépôt par le Gouvernement, d'un rapport relatif à l'exécution de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité (6 novembre 1996) (p. 5402).

Dépôt par le Gouvernement du rapport sur les conditions de prévention du surendettement des ménages, établi en application de l'article 35 de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (13 novembre 1996) (p. 5616).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 23-4 de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, d'un rapport sur les transferts transfrontaliers de déchets en 1994 (27 novembre 1996) (p. 6193).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 83 de la loi de finances pour 1995, d'un rapport décrivant les opérations bénéficiant de la garantie de l'Etat (7 décembre 1996) (p. 6894).

Dépôt par le Gouvernement du rapport triennal d'activité du Comité national de coordination des programmes régionaux d'apprentissage, établi en application de l'article 53 de la loi quinquennale du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (12 décembre 1996) (p. 7287).

Dépôt par le Gouvernement du rapport annuel établi en application de l'article 24 de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993 sur la mise en oeuvre des privatisations (13 décembre 1996) (p. 7399).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 20 de la loi du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, d'un rapport sur la situation économique et financière du secteur public (16 décembre 1996) (p. 7405).

Rapports d'information

Rapport d'information, présenté au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur la proposition modifiée de directive du Conseil instaurant une taxe sur les émissions de dioxyde de carbone et sur l'énergie (E443), établi par M. Philippe FRANÇOIS, sénateur (13 février 1996) [n° 210 (95-96)].

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois à la suite d'une mission effectuée en Polynésie française du 14 au 28 janvier 1996, établi par MM. Lucien LANIER et Guy ALLOUCHE, sénateurs (14 février 1996) [n° 215 (95-96)].

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne, sur les conséquences économiques et budgétaires de l'élargissement de l'Union européenne aux pays associés d'Europe centrale et orientale (PAECO), établi par M. Denis BADRE, sénateur (15 février 1996) [n° 228 (95-96)].

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan, sur "France Télécom face à ses défis et les réponses à préparer, établi par M. Gérard LARCHER, sénateur (12 mars 1996) [n° 260 (95-96)].

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Turquie, du 26 au 29 février 1996, établi par MM. Xavier de VILLEPIN et Christian de LA MALENE, sénateurs (27 mars 1996) [n° 292 (95-96)].

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur les activités de la délégation : grandes échéances européennes (élargissement, révision des traités, monnaie unique) et suivi des propositions d'actes communautaires, établi par M. Jacques GENTON, sénateur (28 mars 1996) [n° 302 (95-96)].

Rapport d'information, sur l'audiovisuel en Europe centrale et orientale, établi par M. Jean CLUZEL, sénateur (23 avril 1996) [n° 322 (95-96)].

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur le projet communautaire de réforme des règles du transport ferroviaire en Europe [n° E150], établi par M. Nicolas ABOUT, sénateur (24 avril 1996) [n° 331 (95-96)].

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois, sur la délinquance juvénile, établi par M. Jacques LARCHE, sénateur (7 mai 1996) [n° 343 (95-96)].

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur l'avenir du service national, établi par M. Serge VINÇON (9 mai 1996) [n° 349 (95-96)].

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, sur le débat d'orientation budgétaire pour 1997,

établi par M. Alain LAMBERT, sénateur (15 mai 1996) [n° 369 (95-96)].

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur les activités de la délégation : suivi de la Conférence intergouvernementale ; examen des propositions d'actes communautaires (mars-avril 1996), établi par M. Jacques GENTON, sénateur (15 mai 1996) [n° 370 (95-96)].

Rapport d'information, déposé au nom de la commission des affaires étrangères, sur la mission effectuée au Canada du 9 au 18 avril 1996, établi par MM. André DULAIT et André BOYER, sénateurs (23 mai 1996) [n° 379 (95-96)].

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois par le groupe de travail sur le mode de scrutin régional, établi par M. Paul GIROD, sénateur (28 mai 1996) [n° 382 (95-96)].

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques à la suite d'une mission effectuée en Inde, pour étudier l'économie de ce pays, ainsi que ses relations économiques, commerciales et financières avec la France, établi par M. Jean FRANÇOIS-PONCET, sénateur et plusieurs de ses collègues (29 mai 1996) [n° 390 (95-96)].

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur la politique étrangère commune de l'Union européenne, établi par M. Xavier de VILLEPIN (30 mai 1996) [n° 394 (95-96)].

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, sur l'évaluation de la fiscalité du logement, établi par M. Alain LAMBERT, sénateur (20 juin 1996) [n° 456 (95-96)].

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le bilan d'application de la loi du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, un an après son entrée en vigueur, établi par M. Jean FRANÇOIS-PONCET, sénateur (27 juin 1996) [n° 475 (95-96)].

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur les fonds structurels à mi-parcours de la seconde phase de programmation, établi par M. Jacques GENTON, sénateur (28 juin 1996) [n° 478 (95-96)].

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur les activités de la délégation : questions économiques et financières, suivi de la conférence intergouvernementale, examen des propositions d'actes communautaires (mai-juin 1996), établi par M. Jacques GENTON, sénateur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 juin 1996 - 11 juillet 1996) [n° 488 (95-96)].

Rapport d'information, fait au nom des délégués élus par le Sénat sur les travaux de la délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale au cours de l'année 1995 et de la session extraordinaire des 22 et 23 février 1996, adressé à M. le Président du Sénat, en application de l'article 108 du Règlement, établi par M. Pierre JEAMBRUN, sénateur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 juin 1996 - 18 septembre 1996) [n° 506 (95-96)].

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur la proposition de huitième directive du Parlement européen et du Conseil concernant les propositions relatives à l'heure d'été, établi par M. Philippe FRANÇOIS, sénateur (9 octobre 1996) [n° 13 (96-97)].

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur l'action collective des Parlements nationaux au sein de l'Union européenne et sur la XIVème Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue à Rome les 24 et 25 juin 1996, établi par MM. Jacques GENTON et Yves GUENA, sénateurs (9 octobre 1996) [n° 24 (96-97)].

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, à la suite d'une mission effectuée au Japon, en Australie et en Nouvelle-Zélande du 5 au 18 mai 1996, établi par Mme Maryse BERGE-LAVIGNE, sénateur (10 octobre 1996) [n° 27 (96-97)].

Rapport d'information, fait au nom des délégués élus par le Sénat sur les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe au cours de la session ordinaire 1995 de cette assemblée, en application de l'article 108 du Règlement, établi par M. Daniel HOEFFEL, sénateur (15 octobre 1996) [n° 31 (96-97)].

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur l'application du principe de subsidiarité, établi par M. Christian de LA MALENE, sénateur (23 octobre 1996) [n° 46 (96-97)].

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information de la commission des lois, chargée d'évaluer les moyens de la justice, établi par M. Pierre FAUCHON, sénateur (30 octobre 1996) [n° 49 (96-97)].

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur la situation et les perspectives du système bancaire français, établi par M. Alain LAMBERT, sénateur (30 octobre 1996) [n° 52 (96-97)].

Rapport d'information, supplémentaire fait au nom de la commission des affaires économiques sur les enjeux et les risques des investissements étrangers en Inde, à la suite d'une mission d'information effectuée dans ce pays, établi par M. Jean FRANÇOIS-PONCET, sénateur et plusieurs de ses collègues (12 novembre 1996) [n° 73 (96-97)].

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur la mise en place de l'euro : cadre juridique, pacte de stabilité, nouveau mécanisme de change (n° E 719 et n° E 720), établi par M. Xavier de VILLEPIN (12 novembre 1996) [n° 74 (96-97)].

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur la cinquième session de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation sur la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), établi par M. Jacques GENTON, sénateur (12 novembre 1996) [n° 75 (96-97)].

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification sur les perspectives économiques à moyen terme (1996-2001), établi par M. Bernard BARBIER, sénateur (14 novembre 1996) [n° 80 (96-97)].

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite d'une mission d'information sur l'information et l'orientation des étudiants des premiers cycles universitaires, établi par M. Adrien GOUTEYRON, sénateur (14 novembre 1996) [n° 81 (96-97)].

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur les activités de la délégation : suivi de la Conférence intergouvernementale, questions économiques, examen des propositions d'actes communautaires (juillet-octobre 1996), établi par M. Jacques GENTON, sénateur (19 novembre 1996) [n° 82 (96-97)].

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois sur les droits de l'enfant, établi par M. Jacques LARCHE, sénateur (2 décembre 1996) [n° 110 (96-97)].

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois à la suite de la mission effectuée au Liban, du 7 au 17 octobre 1996, établi par MM. Jacques LARCHE, sénateur et

plusieurs de ses collègues (2 décembre 1996) [n° 111 (96-97)].

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur une réforme du mode de scrutin pour les élections européennes, établi par M. Christian de LA MALENE, sénateur (5 décembre 1996) [n° 123 (96-97)].

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le rôle de la Banque européenne pour la construction et le développement (BERD) dans la transition économique des pays de l'Est, établi par M. Xavier de VILLEPIN, sénateur (11 décembre 1996) [n° 133 (96-97)].

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères à la suite d'une mission effectuée en Israël et dans les Territoires palestiniens du 25 au 29 novembre 1996, établi par MM. Bertrand DELANOË et Maurice LOMBARD, sénateurs (18 décembre 1996) [n° 159 (96-97)].

Recherche

Voir *Lois de finances*

Recherche industrielle

Voir *Lois de finances*

Règlement du Sénat

Voir *Parlement*, 3

Renvoi à la commission (procédure parlementaire)

Voir *Epargne*, 1
Lois de finances
Politique économique et sociale, 2
Sécurité sociale, 4
Télécommunications, 1; 2

Réseau routier et autoroutier

Voir *Corse*, 1
Lois de finances

Retraites

Voir *Epargne*, 1

Retraites (financement)

Voir *Télécommunications*, 2

Retraites (régimes autonomes et spéciaux)

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 4

Roumanie

Voir *Traités et conventions*, 6

Rwanda

Voir *Droits de l'homme*, 1.

S

Saint-Marin

Voir *Traités et conventions*, 10

Saint-Pierre-et-Miquelon

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)*, 1

Saisies

Voir *Créances et privilèges*, 1

Salariés

Voir *Epargne*, 1

Santé

Voir *Lois de finances*
Sécurité sociale, 4

Santé publique

Voir *Agriculture*, 1

1. - Proposition de loi tendant à autoriser la vente et la distribution des boissons du deuxième groupe à l'occasion de manifestations sportives amateurs, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Philippe DARNICHE, sénateur et plusieurs de ses collègues (17 juin 1996) [n° 437 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. - Proposition de loi tendant à maintenir l'activité des clubs sportifs non professionnels en adaptant la loi n° 91-32 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Serge MATHIEU, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1995 - 4 janvier 1996) [n° 159 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. - Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire et statutaire, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jacques BARROT, ministre du travail et des affaires sociales (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1996 - 4 janvier 1996) [n° 158 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Claude HURIET (7 février 1996) [n° 204 (95-96)] - Discussion (14 et 15 février 1996) - Adoption (15 février 1996) [n° 78].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 février 1996) [n° 2575 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Bernard ACCOYER (21 février 1996) [n° 2584 (95-96)] - Discussion (14 et 19 mars 1996) - Adoption (19 mars 1996) [n° 499].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (20 mars 1996) [n° 281 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Claude HURIET (26

mars 1996) [n° 285 (95-96)] - Discussion (18 avril 1996) - Adoption (18 avril 1996) [n° 107].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 avril 1996) [n° 2721 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Bernard ACCOYER (24 avril 1996) [n° 2726 (95-96)] - Discussion (2 mai 1996) - Adoption (2 mai 1996) [n° 532].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (7 mai 1996) [n° 342 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Bernard ACCOYER (9 mai 1996) [n° 2763 (95-96)] - Discussion (15 mai 1996) - Adoption (15 mai 1996) [n° 536].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Claude HURIET (9 mai 1996) [n° 351 (95-96)] - Discussion (15 mai 1996) - Adoption (15 mai 1996) [n° 123].

PROMULGATION : loi n° 96-452 du 28 mai 1996 (J.O. Lois et décrets du 29 mai 1996).

Discussion (première lecture)

(14 février 1996) (p. 656, 680) ; (15 février 1996) (p. 689, 709 ; 720, 738).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 656, 667) : *Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale; Paul Girod, Jacques Habert, Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 667, 680 ; 689, 709 ; 720, 738) : *MM. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales; Jacques Baudot, Jean Chérioux, au nom de la commission des affaires sociales; Jean-Patrick Courtois, Jean Delaneau, Mme Michelle Demessine, MM. Charles Descours, Hubert Durand-Chastel, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale; Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles; Jacques Habert, Daniel Hoefel, Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales; Pierre Laffitte, Pierre Lagourgue, Edmond Lauret, François Lesein, Jacques Machet, Philippe Marini, Michel Mercier, Charles Metzinger, Lucien Neuwirth, Henri de Raincourt, Ivan Renar, Alain Vasselle, au nom de la commission des affaires sociales; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères.*

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES A LA SANTE

Art. 1^{er} (*coopération internationale en matière médicale*) (p. 670) - Adopté après modification (p. 676).

Art. 2 (*manipulateurs d'électroradiologie médicale*) (p. 676) - Adopté (p. 680).

Art. 3 (*autorisation de mise sur le marché et autorisation temporaire d'utilisation des médicaments*) (p. 702) - Adopté après modification (p. 704).

Après l'art. 3 (p. 704).

Art. additionnel (*prise en compte dans le décret d'application de la possibilité de modifier une autorisation de mise sur le marché, AMM*) (p. 704) - Adopté.

Art. 4 (*institution d'un contrôle de qualité des analyses permettant l'identification par empreintes génétiques dans le cadre de procédures judiciaires*) (p. 704) - Adopté.

Art. 5 (*fonds d'orientation de la transfusion sanguine*) (p. 705) - Adopté après modification (p. 709).

Art. 6 (*éléments et produits du corps humain*) (p. 721) - Adopté après modification (p. 723).

Art. 7 (dispositions concernant la recherche biomédicale et l'inspection de la pharmacie) (p. 723) - Adopté.

Après l'art. 7 (p. 720).

Art. additionnel (amélioration du dispositif adopté pour la prise en charge de la douleur dans les établissements de santé avec l'extension aux établissements de santé privés et la mention des enfants et des majeurs protégés par la loi) (p. 720) - Adopté (p. 721 ; priorité ordonnée p. 720).

Art. additionnel (autorisation donnée aux centres de soins aux toxicomanes de délivrer les médicaments correspondant à leur mission) (p. 723) - Adopté (p. 724).

Art. additionnel (fondement légal donné à la notion de pharmacie à usage intérieur dans les services sanitaires des départements) (p. 724) - Adopté (p. 725).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A LA FONCTION PUBLIQUE

Art. 8 (statut de la fonction publique hospitalière) (p. 727) - Adopté.

Art. 9 (application d'un accord à la fonction publique hospitalière) (p. 727) - Adopté.

Art. 10 (retraite des personnels de surveillance de l'administration pénitentiaire) (p. 727) - Adopté (p. 729).

Avant l'art. 11 (p. 729).

Art. additionnel (mesures spécifiques permettant aux enseignants non titulaires exerçant à l'étranger d'accéder à la fonction publique) (p. 729) - Adopté (p. 732).

Art. 11 (abrogation de la loi du 5 avril 1937 ouvrant une voie d'intégration sans concours dans la fonction publique enseignante) (p. 732) - Adopté.

Après l'art. 11 (p. 732).

Art. additionnel (maintien des droits acquis en matière de condition de mobilité pour l'intégration dans les corps de la fonction publique enseignante) (p. 732) - Adopté (p. 733).

TITRE III

AUTRES DISPOSITIONS

Art. 12 (report de l'âge limite d'incorporation pour les étudiants en médecine et en chirurgie dentaire) (p. 733) - Adopté.

Art. 13 (validation du décret portant création de l'établissement public de la Cité de la Musique) (p. 733) - Adopté après modification (p. 734).

Art. 14 (validation de tableaux d'avancement et de concours d'accès aux corps d'inspecteurs de police et d'agents administratifs de la police nationale) (p. 734) - Adopté après modification.

Art. 15 (cotisations de l'exercice 1996 au régime des prestations supplémentaires de vieillesse des médecins conventionnés) (p. 734) - Adopté.

Art. 16 (validation des décisions concernant l'hospitalisation à domicile) (p. 734) - Adopté.

Art. 17 (validation des arrêtés de reclassement pour les personnels enseignants et assimilés) (p. 734) - Adopté après modification (p. 735).

Art. 18 (modification rédactionnelle de l'article 122 de la loi n°95-116 du 4 février 1995 portant diverses mesures d'ordre social) (p. 735) - Adopté.

Après l'art. 18 (p. 689).

Art. additionnel (inscription dans la loi des compétences et des pouvoirs d'investigation de l'Inspection générale des affaires sociales, IGAS) (p. 689) - Adopté (p. 691 ; priorité ordonnée le 14 février 1996, p. 668)).

Art. additionnel (mise en place des conditions d'une complète transparence dans le cas de collectes organisées par un "collectif d'associations") (p. 689) - Adopté (p. 689 ; priorité ordonnée le 14 février 1996 p. 668).

Art. additionnel (possibilité donnée aux organismes de recherche internationaux établis en France de conclure des contrats à durée déterminée de cinq ans) (p. 736) - Adopté (p. 737).

Art. additionnel (extension de la procédure d'arrêt de chantiers aux opérations de confinement ou de retrait de l'amiante) (p. 737) - Adopté.

Art. additionnel (conditions de titularisation dans les corps de catégorie A des agents non titulaires de l'Etat) (p. 737) - Adopté (p. 738).

Intitulé du projet de loi (projet de loi portant diverses mesures d'ordre sanitaire et social) (p. 738) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 738) : Mme Michelle Demessine, M. Charles Metzinger.

Adoption (15 février 1996) (p. 738).

Discussion (deuxième lecture)

(18 avril 1996) (p. 2011, 2077).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2011, 2024) : Mme Marie-Madeleine Dieulangard, M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale ; Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Franck Sérusclat.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2024, 2077) : MM. Philippe Adnot, René Ballayer, Mmes Marie-Claude Beauveau, Monique ben Guiga, MM. Louis Boyer, Guy Cabanel, Jean-Pierre Cantegrit, Jean Chérioux, Mme Michelle Demessine, MM. Charles Descours, en remplacement de M. Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Rodolphe Désiré, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale ; Paul Girod, Jacques Habert, Emmanuel Hamel, Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; André Jourdain, Pierre Laffitte, Marcel Lesbros, François Lesein, Charles Metzinger, Mme Lucette Michaux-Chevry, MM. Lucien Neuwirth, Joseph Ostermann, Jean Peyrafitte, Bernard Plasaït, Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement ; Franck Sérusclat.

Art. 1^{er} A (collections d'échantillons biologiques) (p. 2024) - Supprimé (p. 2026).

Art. 1^{er} B (lutte contre les nuisances sonores individuelles) (p. 2026) - Adopté après modification (p. 2027).

Art. 1^{er} (coopération internationale en matière médicale) (p. 2044) - Adopté après modification (p. 2046).

Art. 2 bis (participation à l'exécution de certains actes de radiodiagnostic) (p. 2046) - Adopté (p. 2049).

Art. 3 (autorisation de mise sur le marché et autorisation temporaire d'utilisation des médicaments) (p. 2052) - Adopté après modification.

Art. 6 (éléments et produits du corps humain) (p. 2053) - Adopté.

Après l'art. 6 (p. 2053).

Art. additionnel (déchets opératoires) (p. 2053) - Adopté.

Art. 7 ter (pharmacies à usage intérieur des départements) (p. 2053) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 7 quater (lutte contre la douleur) (p. 2053) - Adopté.

Art. 7 quinquies (*Conseil national de l'ordre des chirurgiens-dentistes*) (p. 2053) - Adopté après modification (p. 2054).

Après l'art. 7 quinquies (p. 2027).

Art. additionnel (*statut unique pour les produits de thérapie génique et cellulaire*) (p. 2027) - Adopté (p. 2032).

Art. additionnel (*modification du livre VI du code de la santé publique*) (p. 2028) - Adopté (p. 2032).

Art. additionnel (*modification du livre V du code de la santé publique*) (p. 2028) - Adopté (p. 2032).

Art. additionnel (*institution d'un haut conseil des thérapies génique et cellulaire*) (p. 2032) - Adopté (p. 2034).

Art. additionnel (*représentation des masseurs-kinésithérapeutes exerçant à titre salarié et des masseurs-kinésithérapeutes exerçant à titre libéral au sein du Conseil national de l'Ordre*) (p. 2054) - Adopté (p. 2055).

Art. additionnel (*application du droit du médicament aux gaz médicaux*) (p. 2055) - Adopté.

Art. 8 (*statut de la fonction publique hospitalière*) (p. 2055) - Adopté.

Art. 10 (*retraite des personnels de surveillance de l'administration pénitentiaire*) (p. 2055) - Adopté.

Avant l'art. 12 (p. 2057).

Art. additionnel (*établissements thermaux*) (p. 2057) - Adopté (p. 2059).

Art. 13 (*validation du décret portant création de l'établissement public de la Cité de la musique de la Villette*) (p. 2060) - Adopté.

Après l'art. 14 (p. 2060).

Art. additionnel (*extension des dispositions du projet de loi aux nominations des officiers de paix principaux de la police nationale au grade de commandant de police au titre de l'année 1986*) (p. 2060) - Adopté.

Art. 15 bis (*régularisation de la situation des personnels de droit privé contribuant au fonctionnement des services de la Caisse des dépôts et consignations*) (p. 2060) - Adopté après modification (p. 2062).

Art. 19 (*contrat à durée de cinq ans pour les chercheurs travaillant dans un organisme créé en application d'une convention internationale*) (p. 2062) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue (p. 2064).

Art. 19 bis (*recours au chèque emploi-service dans le secteur de la conchyliculture*) (p. 2064) - Supprimé.

Art. 20 bis (*transposition de la directive européenne du 30 novembre 1989 sur la sécurité des équipements de travail*) (p. 2064) - Adopté (p. 2065).

Art. 20 ter (*condition d'ancienneté requise pour ouvrir droit au bénéfice d'une convention de conversion*) (p. 2065) - Adopté.

Art. 21 (*missions de l'Inspection générale des affaires sociales*) (p. 2065) - Adopté après modification (p. 2070).

Art. 22 (*information du donateur sur la répartition des fonds collectés dans le cadre de campagnes organisées par un collectif d'associations*) (p. 2070) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Après l'art. 24 (p. 2070).

Art. additionnel (*adaptation des dispositions des articles L. 311-8 et L. 311-6 du code du travail chargeant les maires de recevoir les déclarations des demandeurs d'emploi et de les transmettre à l'ANPE*) (p. 2070) - Adopté (p. 2071).

Art. additionnel (*situation des agents reçus au concours interne d'administrateur de l'ANPE en 1992 et 1993*) (p. 2071) - Adopté (p. 2072).

Art. 25 (*vente d'alcool dans les stades*) (p. 2035) - Supprimé (p. 2044; priorité ordonnée p. 2034).

Après l'art. 25 (p. 2072).

Art. additionnel (*établissement du principe d'une cotisation minimale pour les nouveaux adhérents à la Caisse de sécurité sociale des Français de l'étranger*) (p. 2072) - Adopté (p. 2074).

Art. additionnel (*dérogation permettant aux agents généraux d'assurance s'associant de rester affiliés à la Caisse d'allocation vieillesse des agents généraux et des mandataires non salariés de l'assurance et de capitalisation, CAVAMAC, en retraite complémentaire*) (p. 2075) - Adopté.

Art. additionnel (*annulation des créances de cotisations et de majorations de retard antérieures à 1991 pour les médecins des DOM*) (p. 2075) - Adopté (p. 2076).

Art. additionnel (*validation des actes pris en application de la convention nationale des infirmiers conclue en janvier 1994 et de ceux pris en application de la convention nationale des masseurs-kinésithérapeutes de 1994*) (p. 2076) - Adopté (p. 2077).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2077) : M. Jean-Pierre Cantegrit.

Adoption (18 avril 1996) (p. 2077).

Discussion (commission mixte paritaire)

(15 mai 1996) (p. 2556, 2568).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2556, 2560) : Mme Michelle Demessine, MM. Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale; Claude Huriet, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Charles Metzinger.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2560, 2568).

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES A LA SANTE

Art. 1^{er} A (p. 2560).

Art. 1^{er} B, 1er (p. 2561).

Art. 7 ter (p. 2561) - Supprimé par la CMP.

Art. 7 sexies (*définition et statut des produits de thérapies génique et cellulaire*) (p. 2561).

Art. 7 septies (*coordination*) (p. 2562).

Art. 7 octies (*coordination*) (p. 2563).

Art. 7 nonies (*Haut conseil des thérapies génique et cellulaire - dispositions transitoires*) (p. 2563).

Art. 7 undicies (*dispensation à domicile des gaz à usage médical*) (p. 2463).

TITRE III

AUTRES DISPOSITIONS

Art. 15 ter (*modalités d'entrée en vigueur de la majoration de la contribution due par les collectivités et établissements publics locaux en cas de suppression d'emploi*) (p. 2464).

Art. 21, 22 (p. 2564).

Art. 24 bis (*accueil et inscription des demandeurs d'emplois dans les ASSEDIC*) (p. 2565).

Art. 24 ter A (*obligation statutaire de mobilité des membres des corps recrutés par la voie de l'Ecole nationale d'administration*) (p. 2565).

Art. 25 (p. 2565) - Supprimé par la CMP.

Art. 26 (*institution d'une cotisation minimale dans le régime d'assurance volontaire maladie-maternité des pensionnés des régimes français résidant à l'étranger*) (p. 2565).

Art. 27 (maintien des agents généraux d'assurance au régime complémentaire de retraite géré par la CAVANAC) (p. 2565).

Art. 27 bis (objet des unions regroupant des institutions de prévoyance prévues à l'article L. 931-2 du code de la sécurité sociale) (p. 2565).

Art. 27 ter (rectification d'une erreur matérielle à l'article L. 931-15 du code de la sécurité sociale) (p. 2565).

Art. 27 quater (information des adhérents visés à l'article L. 932-6 du code de la sécurité sociale) (p. 2565).

Art. 27 quinquies (rétablissement du privilège prévu aux articles L. 243-4 et L. 243-5 du code de la sécurité sociale en faveur des institutions de prévoyance) (p. 2565).

Art. 27 septies (précision sur les références visées à l'article L. 932-19 du code de la sécurité sociale) (p. 2565).

Art. 27 septies (procédure applicable aux adhérents visés à l'article L. 932-22 du code de la sécurité sociale) (p. 2565).

Art. 27 octies (compétences du représentant légal d'un majeur sous tutelle pour les opérations visées à l'article L. 932-23 du code de la sécurité sociale) (p. 2566).

Art. 28 (annulation des dettes de cotisation d'assurance vieillesse des membres des professions libérales résidant dans les territoires d'outre-mer) (p. 2566).

Art. 30 (modification de l'article 497 du code civil) (p. 2566).

Art. 31 (politique économique du médicament) (p. 2566).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2566, 2568) : MM. Jacques Bimbenet, Louis Boyer, Jean Chérioux, Guy Fischer, Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale; Pierre Laffitte, Charles Metzinger, Alain Vasselle.

Adoption (15 mai 1996) (p. 2568).

Sapeurs pompiers

Voir *Sécurité civile*, 3

Seconde délibération (procédure parlementaire)

Voir *Prix et concurrence*, 1

Secrétariat général de la défense nationale (SGDN)

Voir *Lois de finances*

Sécurité civile

Voir *Lois de finances*

1. - Proposition de loi relative au débroussaillage, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme. Janine BARDOU, sénateur (23 mai 1996) [n° 380 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires économiques.

2. - Projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours, PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard BALLADUR, Premier ministre, par M. Charles PASQUA, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire (4 janvier 1995) [n° 1888 (94-95) rect] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre-Rémy HOUSSIN (12 janvier 1995) [n° 1899 (94-95)]

- Discussion (16 et 17 janvier 1995) - Adoption (17 janvier 1995) [n° 357].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 janvier 1995) [n° 217 (94-95)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. René-Georges LAURIN (21 juin 1995) [n° 320 (94-95)] - Avis de M. Paul GIROD (21 juin 1995) [n° 322 (94-95)] - Discussion (27, 28, 29 juin 1995) - Adoption (29 juin 1995) [n° 90].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (30 juin 1995) [n° 2128 (94-95)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Pierre-Rémy HOUSSIN (8 février 1996) [n° 2554 (95-96)] - Avis de M. Yves FREVILLE (13 février 1996) [n° 2568 (95-96)] - Discussion (15 février 1996) - Adoption (15 février 1996) [n° 481].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (20 février 1996) [n° 232 (95-96)] Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. René-Georges LAURIN (13 mars 1996) [n° 269 (95-96)] - Avis de M. Guy CABANEL (20 mars 1996) [n° 279 (95-96)] - Discussion (28 mars 1996) - Adoption (28 mars 1996) [n° 103].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (29 mars 1996) [n° 2697 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Pierre-Rémy HOUSSIN (18 avril 1996) [n° 2718 (95-96)] - Discussion (24 avril 1996) - Adoption (25 avril 1996) [n° 525].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. René-Georges LAURIN (17 avril 1996) [n° 316 (95-96)] - Discussion (24 avril 1996) - Adoption (24 avril 1996) [n° 111].

PROMULGATION : loi n° 96-369 du 3 mai 1996 (J.O. Lois et décrets du 4 mai 1996).

Discussion (deuxième lecture)

(28 mars 1996) (p.1819, 1894).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1819, 1837) : MM. Philippe Adnot, Jacques Bimbenet, Guy Cabanel, rapporteur pour avis de la commission des finances; Jean-Patrick Courtois, Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur; Jean-Paul Delevoye, Paul Girod, Jean-Jacques Hyst, René-Georges Laurin, rapporteur de la commission des lois; Michel Mercier, Joseph Ostermann, Robert Pagès, Jean Pépin, Jean-Claude Peyronnet.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1849, 1892) : MM. Jacques Bimbenet, Dominique Braye, Guy Cabanel, rapporteur pour avis de la commission des finances; Jean-Claude Carle, Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur; Jean-Marie Girault, Paul Girod, Jean-Jacques Hyst, René-Georges Laurin, rapporteur de la commission des lois; Maurice Lombard, Jacques Machet, Joseph Ostermann, Robert Pagès, Jean Pépin, Jean-Claude Peyronnet, Henri de Raincourt, Alain Vasselle.

Art. 2 bis (remboursement des frais d'intervention des services d'incendie et de secours) (p. 1849) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue (p. 1850).

Art. 5 (composition du corps départemental des sapeurs-pompiers) (p. 1850) - Adopté après modification (p. 1854).

Après l'art. 7 (p. 1854).

Art. additionnel (protection des maires contre des poursuites éventuelles) (p. 1854) - Adopté.

Art. 12 (transfert des sapeurs-pompiers professionnels) (p. 1854) - Adopté après modification (p. 1855).

Art. 13 (transfert des sapeurs-pompiers volontaires) (p. 1855) - Adopté après modification (p. 1856).

Art. 26 (*composition du conseil d'administration*) (p. 1856) - Adopté après modification (p. 1862).

Art. 27 (*présence du préfet au conseil d'administration*) (p. 1883) - Adopté après modification (p. 1884).

Art. 29 (*élection du président et du vice-président du conseil d'administration*) (p. 1885) - Adopté.

Art. 33 (*institution d'une commission administrative et technique*) (p. 1885) - Adopté.

Art. 38 (*dispositions financières transitoires*) - Adopté après modification (p. 1848 ; priorité ordonnée p. 1848).

Art. 41 bis (*financement de la formation des officiers de sapeurs-pompiers volontaires*) (p. 1885) - Adopté.

Art. 42 bis (*maintien des avantages acquis*) (p. 1885) - Adopté (p. 1887).

Art. 45 (*centre opérationnel départemental d'incendie et de secours - centres de traitement de l'alerte*) (p. 1887) - Adopté après modification (p. 1888).

Art. 45 bis (*dispositions transitoires relatives à l'affectation des moyens*) (p. 1888) - Adopté.

Art. 46 (*répartition des sièges pour la première élection au conseil d'administration du SDIS*) (p. 1888) - Adopté.

Art. 47 bis A (*correction d'une erreur dans le code des juridictions financières*) (p. 1888) - Adopté.

Art. 47 bis (*substitution du nouveau SDIS, service départemental d'incendie et de secours, au SDIS actuel*) (pour coordination) (p. 1888) - Adopté après modification.

Art. 48 (*coordination avec la loi n° 82-213 du 2 mars 1982*) (pour coordination) (p. 1889) - Adopté après modification.

Art. 49 (*abrogations*) (pour coordination) (p. 1889) - Adopté après modification.

Art. 50 (*coordination avec le code des communes*) (pour coordination) (p. 1889) - Adopté après modification.

Art. 51 (*exceptions au champ d'application de la loi*) (p. 1889) - Adopté après modification.

Après l'art. 52 (p. 1890).

Art. additionnel (*insertion des dispositions du projet de loi dans le code général des collectivités territoriales*) (p. 1890) - Adopté (p. 1892).

Art. 53 (*entrée en vigueur de la loi*) (p. 1892) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 54 (*financement des groupes politiques dans les conseils de communautés urbaines*) (p. 1892) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1892, 1894) : MM. Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur; Paul Girod, Emmanuel Hamel, Jean-Jacques Hyst, René-Georges Laurin, Robert Pagès, Jean-Claude Peyronnet, Jean-Pierre Tizon.

Adoption (28 mars 1996) (p. 1894).

Discussion (commission mixte paritaire)

(24 avril 1996) (p.2189, 2190 ; 2192, 2198).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2189, 2190) - (commune avec celle des conclusions du rapport [n°317 (95-96)] de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers) : MM. Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur; René-Georges Laurin, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2192, 2196).

Art. 5, 7 bis, 9, 10, 12, 13, 26 (p. 2193).

Art. 27, 38, 45, 47 bis, 48 (p. 2194).

Art. 49, 50, 51, 52 bis (p. 2195).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2196, 2198) : MM. Guy Cabanel, Paul Girod, Jean-Jacques Hyst, Robert Pagès, Jean-Claude Peyronnet.

Adoption (24 avril 1996) (p.2198).

3. - Projet de loi relatif au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard BALLADUR, Premier ministre, par M. Charles PASQUA, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire (2 mars 1995) [n° 1952 (94-95)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre-Rémy HOUSSIN (28 juin 1995) [n° 2117 (95-96)] Rapport supplémentaire de M. Pierre-Rémy HOUSSIN (8 novembre 1995) [n° 2343 (95-96)] - Discussion (22 et 29 novembre 1995) - Adoption (29 novembre 1995) [n° 425].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 novembre 1995) [n° 105 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Pierre TIZON (20 décembre 1995) [n° 149 (95-96)] - Discussion (16 et 17 janvier 1996) - Adoption (17 janvier 1996) [n° 55].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 janvier 1996) [n° 2491 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre-Rémy HOUSSIN (8 février 1996) [n° 2555 (95-96)] - Discussion (15 février 1996) - Adoption (15 février 1996) [n° 480].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (20 février 1996) [n° 231 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Pierre TIZON (13 mars 1996) [n° 268 (95-96)] - Discussion (28 mars 1996) - Adoption (28 mars 1996) [n° 104].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (29 mars 1996) [n° 2696 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Pierre-Rémy HOUSSIN (18 avril 1996) [n° 2717 (95-96)] - Discussion (24 avril 1996) - Adoption (25 avril 1996) [n° 524].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Jean-Pierre TIZON (17 avril 1996) [n° 317 (95-96)] - Discussion (24 avril 1996) - Adoption (24 avril 1996) [n° 110].

PROMULGATION : loi n° 96-370 du 3 mai 1996 (J.O. Lois et décrets du 4 mai 1996).

Discussion (première lecture)

(16 janvier 1996) (p.7, 34); (17 janvier 1996) (p.44,72).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7, 34) : MM. Jacques Bimbenet, Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur; Jean-Paul Delevoye, Fernand Demilly, Alain Dufaut, Xavier Dugoin, Philippe François, Georges Gruillot, Jean-Jacques Hyst, Félix Leyzour, Michel Mercier, Robert Pagès, Jean Pépin, Jean-Claude Peyronnet, René Régnault, Charles Revet, Jean-Pierre Tizon, rapporteur de la commission des lois.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 44, 72) : MM. Jacques Bimbenet, Christian Bonnet, Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur; Xavier Dugoin, André Dulait, Daniel Eckenspieller, Pierre Hérisson, Claude Huriet, Jean-Jacques Hyst, Michel Mercier, Robert Pagès, Jean Pépin, Jean-Claude Peyronnet, Jean-Pierre Tizon, rapporteur de la commission des lois ; Alain Vasselle.

Art. 1^{er} (*missions des sapeurs-pompiers volontaires*) (p. 46) - Adopté (p. 49).

TITRE I^{er}

DISPONIBILITE DU SAPEUR-POMPIER VOLONTAIRE

Chapitre I^{er}

(division et intitulé supprimés par l'Assemblée nationale)

Art. 2 (conventions entre les employeurs et les services départementaux d'incendie et de secours - programmation des gardes) (p. 49) - Adopté après modification.

Chapitre II

(division et intitulé supprimés par l'Assemblée nationale)

Art. 3 (autorisations d'absence) (p. 49) - Adopté après modification (p. 51).

Chapitre III

(division et intitulé supprimés par l'Assemblée nationale)

Art. 4 (autorisations d'absence pour formation) (p. 51) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 5 (durée de formation) (p. 51) - Adopté après modification (p. 53).

Chapitre IV

(division et intitulé supprimés par l'Assemblée nationale)

Art. 6 (assimilation des missions opérationnelles et des activités de formation à un travail effectif) (p. 53) - Adopté.

Art. 7 (protection des sapeurs-pompiers volontaires au regard des licenciements et des sanctions disciplinaires) (p. 53) - Adopté.

Art. 8 (subrogation dans le droit à percevoir les vacances) (p. 53) - Adopté après modification (p. 54).

Art. 9 (situation des sapeurs-pompiers volontaires au regard du financement de la formation professionnelle) (p. 54) - Adopté après modification.

Art. 10 (conventions entre les employeurs et le service départemental d'incendie et de secours) (p. 55) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 10 bis (abattements sur les primes d'assurance incendie dues par les employeurs) (p. 55) - Adopté après modification (p. 57).

Art. 10 ter (conventions entre les installations classées et le service départemental d'incendie et de secours) (p. 57) - Adopté après modification.

TITRE II**VACATIONS HORAIRES ET ALLOCATION DE VÉTÉRANCE DU SAPEUR-POMPIER VOLONTAIRE**

Art. 11 (vacations horaires) (p. 57) - Adopté après modification (p. 58).

Art. 12 (allocation de vétérance) (p. 58) - Adopté après modification (p. 60).

Art. 13 (allocation de vétérance de réversion) (p. 60) - Adopté après modification (p. 61).

Art. 14 (financement de l'allocation de vétérance) (p. 61) - Adopté (p. 62).

Art. 15 (gestion de l'allocation de vétérance par le service départemental d'incendie et de secours) (p. 62) - Adopté.

TITRE III**DISPOSITIONS DIVERSES**

Art. 16 A (service national de sécurité civile pour les sapeurs-pompiers volontaires) (p. 62) - Adopté après modification.

Après l'art. 16 A (p. 62).

Art. additionnel (recours aux jeunes gens effectuant leur service national pour pallier les difficultés de recrutement de sapeurs-pompiers volontaires) (p. 62) - Adopté (p. 63).

Art. 16 (situation des sapeurs-pompiers volontaires ayant déjà cessé leur activité) (p. 63) - Adopté après modification.

Après l'art. 16 (p. 68).

Art. additionnel (amélioration de la situation des veuves de sapeurs-pompiers volontaires décédés avant le 1^{er} août 1992 et cités à l'ordre de la Nation) (p. 68) - Adopté (p. 69).

Art. 16 bis (entrée en vigueur de la loi) (p. 69) - Adopté après modification.

Après l'art. 16 bis (p. 69).

Art. additionnel (prise en charge des accidents ou maladies des exploitants agricoles pendant leur activité de sapeur-pompier volontaire) (p. 69) - Adopté (p. 70).

Art. 17 (décret d'application de la loi) (p. 70) - Adopté.

Art. 18 (abrogations) (p. 70) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 70, 72) : MM. Jacques Bimbenet, Philippe de Bourgoing, Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur; Xavier Dugoin, Francis Grignon, Robert Pagès, Jean-Claude Peyronnet, Jean-Pierre Tizon.

Adoption (17 janvier 1996) (p. 72).

Discussion (deuxième lecture)

(28 mars 1996) (p. 1894, 1900).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1894, 1897) : MM. Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur; Paul Girod, Jean-Jacques Hyst, Jean-Pierre Tizon, rapporteur de la commission des lois.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1897, 1900) : MM. Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur; Michel Dreyfus-Schmidt, Jean Pépin, Jean-Claude Peyronnet, Jean-Pierre Tizon, rapporteur de la commission des lois.

Art. 2 (conventions entre les employeurs et le SDIS - programmation des gardes) (p. 1897) - Adopté.

Art. 10 bis (abattements sur les primes d'assurance incendie dues par les employeurs) (p. 1897) - Adopté après modification.

Art. 12 (allocation de vétérance) (p. 1897) - Adopté après modification (p. 1898).

Après l'art. 16 (p. 1898).

Art. additionnel (alignement des prestations des sapeurs-pompiers volontaires pensionnés sur celles servies en cas d'invalidité de service dans la fonction publique) (p. 1898) - Adopté (p. 1899).

Art. 18 (abrogations pour coordination) (p. 1899) - Adopté après modification.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1899, 1900) : MM. Jacques Bimbenet, Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur; Jacques Habert, Emmanuel Hamel, Robert Pagès, Jean Pépin, Jean-Pierre Tizon.

Adoption (28 mars 1996) (p. 1900).

Discussion (commission mixte paritaire)

(24 avril 1996) (p. 2189, 2192).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2189, 2190) - (commune avec celle des conclusions du rapport [n°316 (95-96)] de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux services d'incendie et de secours) : MM. Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur; Jean-Pierre Tizon, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2191, 2192).

Art. 10 bis, 12, 16 bis AA (p. 2191).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2191, 2192) : *MM. Jacques Bimbenet, Emmanuel Hamel, Jean-Jacques Hyst, Robert Pagès, Jean-Claude Peyronnet, Henri de Raincourt.*

Adoption (24 avril 1996) (p.2192).

Sécurité publique

1. - Proposition de loi visant à réglementer la circulation des pitbulls sur tout le territoire national, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Xavier DUGOIN, sénateur (14 mai 1996) [n° 358 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois.

Sécurité routière

Voir *Lois de finances*

Sécurité sociale

Voir *Déclarations du Gouvernement (politique générale),*
1
Défense, 2
Parlement, 3
Personnes âgées, 1
Politique économique et sociale, 2

1. - Projet de loi constitutionnelle instituant la loi d'équilibre de la sécurité sociale, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jacques TOUBON, Garde des Sceaux, ministre de la justice (20 décembre 1995) [n° 2455 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des affaires culturelles - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Pierre MAZEAUD (17 janvier 1996) [n° 2490 (95-96)] - Avis de M. Bruno BOURG-BROC 17 janvier 1996 [n° 2489 (95-96)] - Avis de M. Jean-Pierre DELALANDE (18 janvier 1996) [n° 2493 (95-96)] - Discussion (23, 24 et 25 janvier 1996) - Adoption (25 janvier 1996) [n° 453].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi constitutionnelle instituant les lois de financement de la sécurité sociale

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 janvier 1996) [n° 180 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Patrice GELARD avec celui de la proposition de loi constitutionnelle n° 367 (95-96) du 12 juillet 1995 - Parlement (31 janvier 1996) [n° 188 (95-96)] - Discussion (6 et 7 février 1996) - Adoption (7 février 1996) [n° 73] - Adoption définitive : Congrès du Parlement le 19 février 1996.

PROMULGATION : loi n° 96-138 du 22 février 1996 (J.O. Lois et décrets du 23 février 1996).

Discussion (première lecture)

(6 février 1996) (p. 421, 451); (7 février 1996) (p. 460, 497).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 421, 451 ; 460, 470) : *M. Robert Badinter, Mme Nicole Borvo, M. Guy Cabanel, Mme Michelle Demessine, M. Charles Descours, Mme Joëlle Dusseau, MM. Jean-Pierre Fourcade, Patrice Gélard, rapporteur de la commission des lois; Jean-Jacques Hyst, Jacques Larché, président de la commission des lois; Pierre Mauroy, Jean-Luc Mélenchon, Charles Metzinger, Jacques Oudin, Christian Poncelet, Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice; Robert-Paul Vigouroux.*

Motion n° 4, de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Robert Pagès, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 470).

Rejet de la motion (p. 2312 ; scrutin public n° 56).

Motion n° 1 de M. Claude Estier, soutenue par M. Charles Metzinger, tendant à opposer la question préalable (p. 475).

Rejet de la motion (p. 477).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 478, 495) : *MM. Robert Badinter, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, Patrice Gélard, rapporteur; Jacques Habert, Jacques Legendre, Paul Loridant, Charles Metzinger, Daniel Millaud, Robert Pagès, Ivan Renar, Maurice Schumacher, Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

Art. 1^{er} (*institution des lois de financement de la sécurité sociale*) (p. 480) - Adopté (p. 483).

Art. 2 (*priorité reconnue à l'Assemblée nationale en matière d'examen des lois de financement de la sécurité sociale*) (p. 483) - Adopté (p. 485).

Art. 3 (*procédure d'élaboration des lois de financement de la sécurité sociale*) (p. 485) - Adopté (p. 487).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 495, 497) : *M. Hubert Durand-Chastel, Mme Joëlle Dusseau, MM. Jean-Pierre Fourcade, François Gerbaud, Paul Girod, Jacques Machet, Charles Metzinger, Robert Pagès.*

Scrutin public de droit n° 60 (p. 497).

Adoption (7 février 1996) (p. 497).

Adoption définitive en Congrès du Parlement (19 Février 1996) - voir in fine.

2. - Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jacques BARROT, ministre du travail et des affaires sociales (27 mars 1996) [n° 2690 (95-96)] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. André FANTON (18 avril 1996) [n° 2713 (95-96)] - Discussion (24 avril 1996) - Adoption (25 avril 1996) [n° 527].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 avril 1996) [n° 334 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Patrice GELARD avec la proposition de loi organique n° 344 (95-96) du 7 mai 1996 - Action sanitaire et sociale - (22 mai 1996) [n° 375 (95-96)] - Discussion (29 mai 1996) - Adoption (29 mai 1996) [n° 135].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (29 mai 1996) [n° 2825 (95-96)] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. André FANTON (5 juin 1996) [n° 2845 (95-96)] - Discussion (13 juin 1996) - Adoption (13 juin 1996) [n° 556].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (13 juin 1996) [n° 433 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Patrice GELARD (18 juin 1996) [n° 438 (95-96)] - Discussion (20 juin 1996) - Adoption (20 juin 1996) [n° 158].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (26 juin 1996) [n° 2917 (95-96)] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. André FANTON (26 juin 1996) [n° 2929 (95-96)] - Discussion (27 juin 1996) - Adoption (27 juin 1996) [n° 575].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 96-379 DC du 16 juillet 1996 (J.O. Lois et décrets du 23 juillet 1996) qui déclare la loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 96-646 du 22 juillet 1996 (J.O. Lois et décrets du 23 juillet 1996).

Discussion (première lecture)

(28 mai 1996) (p. 2968, 3008) (29 mai 1996) (p. 3018, 3034).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2968, 2990) : M. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales; Mme Michelle Demessine, MM. Charles Descours, Jean-Pierre Fourcade, Patrice Gélard, rapporteur de la commission des lois; Claude Huriet, François Lesein, Charles Metzinger, Christian Poncelet, Alain Richard.

Motion n° 22 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Robert Pagès tendant à opposer la question préalable (p. 2992).

Rejet de la motion (p. 2994 ; scrutin public n° 85).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2994, 3008 ; 3018, 3032) : M. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales; Mmes Nicole Borvo, Michelle Demessine, MM. Charles Descours, Jean-Pierre Fourcade, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Patrice Gélard, rapporteur de la commission des lois; Claude Huriet, Jacques Larché, président de la commission des lois; Philippe Marini, Charles Metzinger, Robert Pagès, Alain Richard.

Art. 1^{er} (dispositions de coordination) (p. 2994) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 2 (insertion dans le code de la sécurité sociale des dispositions organiques relatives aux lois de financement de la sécurité sociale) (p. 2994).

Art. L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale (contenu et protection du domaine des lois de financement de la sécurité sociale) (p. 2996) - Adopté après modification (p. 3008).

Art. L.O. 111-4 du code de la sécurité sociale (rapports et annexes joints au projet de loi de financement de la sécurité sociale) (p. 3019) - Adopté après modification (p. 3025).

Art. L.O. 111-5 du code de la sécurité sociale (financement par le Parlement des limites dans lesquelles certains régimes de sécurité sociale peuvent recourir à des ressources non permanentes) (p. 3025) - Adopté après modification:

Art. L.O. 111-6 du code de la sécurité sociale (date de dépôt sur le bureau de l'Assemblée nationale du projet de loi de financement de l'année) (p. 3025) - Adopté après modification (p. 3028).

Art. L.O. 111-7 du code de la sécurité sociale (délais et procédure d'examen des projets de loi de financement de la sécurité sociale) (p. 3028) - Adopté après modification (p. 3029).

Art. L.O. 111-8 du code de la sécurité sociale (reconduction de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie si le Parlement n'a pas fixé d'objectif national pour l'année suivante) (p. 3029) - Supprimé.

Adoption de l'article 2 modifié (p. 3030).

Art. 3 (contribution de la Cour des comptes au contrôle de l'application des lois de financement de la sécurité sociale) (p. 3030) - Adopté après modification.

Art. 4 (dispositions de coordination et de conséquence) (p. 3031) - Adopté après modification (p. 3032).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3033, 3034) : M. Philippe de Bourgoing, Mme Michelle Demessine, MM. Charles Descours, Jacques Larché, Charles Metzinger.

Scrutin public n°87 (p. 3034).

Adoption (29 mai 1996) (p. 3034).

Discussion (deuxième lecture)

(20 juin 1996) (p. 4065, 4082).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4065, 4074) : MM. Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale; Patrice Gélard, rapporteur de la commission des lois; Jean-Luc Mélenchon, Robert Pagès, Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement.

Motion n° 5 de M. Charles Metzinger, tendant à opposer la question préalable (p. 4075).

Rejet de la motion (p. 4079 ; scrutin public n°117.117).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4079, 4081) : MM. Patrice Gélard, rapporteur de la commission des lois; Jacques Larché, président de la commission des lois; Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement.

Art. 2 (insertion dans le code de la sécurité sociale des dispositions organiques relatives aux lois de financement de la sécurité sociale) (p. 4080).

Art. L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale (contenu et protection du domaine des lois de financement de la sécurité sociale) (p. 4080) - Adopté après modification.

Art. L.O. 111-4 du code de la sécurité sociale (rapports et annexes joints au projet de loi de financement de la sécurité sociale) (p. 4080) - Adopté.

Art. L.O. 111-6 du code de la sécurité sociale (date de dépôt sur le bureau de l'Assemblée nationale du projet de loi de financement de l'année) (p. 4080) - Adopté après modification.

Art. L.O. 111-7 du code de la sécurité sociale (délais et procédure d'examen des projets de loi de financement de la sécurité sociale) (p. 4081) - Adopté après modification.

Art. L.O. 111-8 du code de la sécurité sociale (reconduction de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie si le Parlement n'a pas fixé d'objectif national pour l'année suivante) (p. 4081) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adoption de l'article 2 modifié (p. 4081).

Art. 4 (dispositions de coordination et de conséquence) (p. 4081) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4081) : MM. André Maman, Charles Metzinger.

Scrutin public de droit n° 118 (p. 4081).

Adoption (20 juin 1996) (p. 4082).

3. - Proposition de loi modifiant la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et tendant à assurer une prise en charge adaptée de l'autisme, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Jean-François CHOSSY, député (1er février 1995) [n° 1924 (94-95)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Christian KERT (14 février 1996) [n° 2572 (95-96)] - Discussion (22 février 1996) - Adoption (22 février 1996) [n° 487].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 février 1996) [n° 249 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Jacques MACHET (9 mai 1996) [n° 350 (95-96)] - Discussion (13 juin 1996) - Adoption (13 juin 1996) [n° 147].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (13 juin 1996) [n° 2886 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Christian KERT (9 octobre 1996) [n° 3011 (96-97)] - Discussion (4 décembre 1996) - Adoption (4 décembre 1996) [n° 603].

PROMULGATION : loi n° 96-1076 du 11 décembre 1996 (J.O. Lois et décrets du 12 décembre 1996).

Discussion (première lecture)

(13 juin 1996) (p. 3686, 3712).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3686, 3702) : Mmes Michelle Demessine, Marie-Madeleine Dieulangard, Joëlle Dusseau, MM. Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale; Jean-Louis Lorrain, Jacques Machet, rapporteur de la commission des affaires sociales; Charles Metzinger, Guy Poirieux, Martial Taugourdeau.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3702, 3710) : *Mmes Michelle Demessine, Marie-Madeleine Dieulangard, Joëlle Dusseau, Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale; Jacques Machet, rapporteur de la commission des affaires sociales; Henri de Raincourt, Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères.*

Art. 1^{er} (contenu du schéma départemental) (p. 3702) - Adopté après modification (p. 3704).

Art. 2 (reconnaissance des conséquences de l'autisme comme handicap, institution d'une priorité en faveur de cette affection et inscription dans la loi du plan d'action régional) (p. 3704) - Adopté dans une nouvelle rédaction (p. 3709).

Après l'art. 2 (p. 3709).

Art. additionnel (évaluation de la politique menée en faveur des personnes autistes) (p. 3709) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3710, 3712) : *Mmes Michelle Demessine, Marie-Madeleine Dieulangard, Joëlle Dusseau, MM. Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale; Emmanuel Hamel.*

Adoption (13 juin 1996) (p. 3712).

4. - Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1997, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jacques BARROT, ministre du travail et des affaires sociales (9 octobre 1996) [n° 3014 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Bruno BOURG-BROC (23 octobre 1996) [n° 3053 (96-97)] - Avis de M. Charles de COURSON (23 octobre 1996) [n° 3064 (96-97)] - Discussion (29, 30, 31 octobre 1996) - Adoption (31 octobre 1996) [n° 589].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 novembre 1996) [n° 61 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Charles DESCOURS (6 novembre 1996) [n° 66 (96-97)] - Avis de M. Jacques OUDIN (6 novembre 1996) [n° 68 (96-97)] - Discussion (12, 13, 14 novembre 1996) - Adoption (14 novembre 1996) [n° 26].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (14 novembre 1996) [n° 3145 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Bruno BOURG-BROC (20 novembre 1996) [n° 3149 (96-97)] - Discussion (28 novembre 1996) - Adoption (28 novembre 1996) [n° 598].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Charles DESCOURS (21 novembre 1996) [n° 92 (96-97)] - Discussion (28 novembre 1996) - Adoption (28 novembre 1996) [n° 33].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 96-384 DC du 19 décembre 1996 (J.O. Lois et décrets du 29 décembre 1996) qui déclare la loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 96-1160 du 27 décembre 1996 (J.O. Lois et décrets du 29 décembre 1996).

Discussion (première lecture)

(12 novembre 1996) (p. 5510, 5563); (13 novembre 1996) (p. 5571, 5635); (14 novembre 1996) (p. 5646, 5678).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5510, 5563; 5571, 5576) : *MM. Philippe Arnaud, François Autain, Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Henri Belcour, Guy Cabanel, Jean Chérioux, Charles Descours, rapporteur de la commission des affaires sociales; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale; Daniel*

Hoeffel, Claude Huriet, Gérard Larcher, Dominique Leclerc, François Lesein, Jean-Louis Lorrain, Jacques Machet, rapporteur de la commission des affaires sociales pour la famille; Jean-Luc Mélenchon, Jacques Oudin, rapporteur pour avis de la commission des finances; Alain Pluchet, René Régnault, Alain Richard, Guy Robert, Bernard Seillier, Alain Vasselle, rapporteur de la commission des affaires sociales pour l'assurance vieillesse.

Motion n° 35 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Guy Fischer, tendant à opposer la question préalable (p. 5576).

Rejet de la motion (p. 5580; scrutin public n° 25).

Motion n° 37 de M. Jean-Luc Mélenchon, tendant au renvoi à la commission (p. 5580).

Rejet de la motion (p. 5584; scrutin public n° 26).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5584, 5635; 5646, 5678) : *MM. Philippe Arnaud, François Autain, Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales; Paul Blanc, Mme Nicole Borvo, MM. Michel Caldaguès, Auguste Cazalet, en remplacement de M. Jacques Oudin, rapporteur pour avis de la commission des finances; Jean Chérioux, Roland Courteau, Jacques Delong, en remplacement de M. Jacques Oudin, rapporteur pour avis de la commission des finances; Charles Descours, rapporteur de la commission des affaires sociales; Ambroise Dupont, Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Alfred Foy, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale; Jacques Habert, Daniel Hoeffel, Claude Huriet, Jean-Louis Lorrain, Jacques Machet, rapporteur de la commission des affaires sociales pour la famille; Jacques Oudin, rapporteur pour avis de la commission des finances; Henri de Raincourt, René Régnault, Ivan Renar, Alain Vasselle, rapporteur de la commission des affaires sociales pour l'assurance vieillesse.*

TITRE I^{er}

ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE SANTE ET DE SECURITE SOCIALE

Art. 1^{er} (approbation du rapport annexé) (p. 5584) - Adopté après modification (p. 5595).

Avant l'art. 1^{er} bis (p. 5596).

Art. additionnel (contrôle permanent sur pièce et sur place de l'exécution des lois de financement de la sécurité sociale par les rapporteurs des commissions compétentes) (p. 5596) - Adopté (p. 5597).

Art. 1^{er} bis (rapport au Parlement sur le contrôle médical) (p. 5597) - Supprimé (p. 5598).

Art. 1^{er} ter (rapport au Parlement sur la réforme de la nomenclature générale des actes professionnels) (p. 5598) - Supprimé.

Art. 1^{er} quater (transmission au Parlement des informations reçues par les membres des conseils de surveillance) (p. 5598) - Supprimé.

Après l'art. 1^{er} quater (p. 5599).

Art. additionnel (présentation l'an prochain au Parlement d'un rapport global sur le bilan des contrôles médicaux effectués dans le secteur de l'hospitalisation, la réforme de la nomenclature générale des actes professionnels, les expérimentations de nouveaux modes de coordination des soins, "filiales et réseaux de soins" et le bilan des contrôles d'attribution des prestations familiales) (p. 5599) - Adopté (p. 5601).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Art. 2 (prévision des recettes par catégorie) (p. 5601) - Adopté.

Art. 3 (*fixation des objectifs de dépenses par branche*) (p. 5604) - Adopté.

Art. 4 (*fixation de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie*) (p. 5605) - Adopté (p. 5606).

Art. 5 (*plafonnement des ressources non permanentes*) (p. 5607) - Adopté.

Art. 5 bis (*rapport justifiant le dépassement des limites prévues au 5^e du I de l'article L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale*) (p. 5607) - Adopté.

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Section 1

Extension d'assiette de la contribution sociale généralisée, CSG

Avant l'art. 7 (p. 5607).

Art. additionnel (*actualisation de la rédaction de l'article L. 136-1 du code de la sécurité sociale*) (p. 5607) - Adopté (p. 5608).

Art. 7 (*extension de l'assiette de la CSG sur les revenus d'activité et de remplacement*) (p. 5608) - Adopté (p. 5611).

Après l'art. 7 (p. 5646).

Art. additionnel (*assujettissement à cotisation et à la CSG du montant total des plus-values latentes au jour de la levée d'option, de souscription ou d'achat d'action*) (p. 5646) - Adopté (p. 5650 ; précédemment réservé le 13 novembre 1996, p. 5611).

Art. 8 (*modalités de recouvrement applicables à la CSG sur les revenus d'activité et de remplacement*) (p. 5612) - Adopté après modification.

Art. 9 (*extension de l'assiette de la CSG sur les revenus du patrimoine*) (p. 5612) - Adopté (p. 5613).

Art. 11 (*modalités d'entrée en vigueur de l'article 10*) (p. 5616) - Adopté (p. 5617).

Art. 12 (*assujettissement du produit des jeux et paris à la CSG*) (p. 5617) - Adopté (p. 5620).

Section 2

Substitution de la contribution sociale généralisée à la cotisation maladie

Art. 13 (*taux de la CSG et modalités d'affectation de son produit*) (p. 5620) - Adopté après modification (p. 5621).

Art. 14 (*affectation de certaines ressources aux régimes obligatoires d'assurance maladie*) (p. 5621).

Art. L.139-1 du code de la sécurité sociale (*centralisation par l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale du produit de certains droits sur les alcools et reversement au régime d'assurance maladie*) (p. 5621) - Adopté après modification (p. 5622).

Art. L.139-2 du code de la sécurité sociale (*modalités de répartition du produit de la CSG correspondant à un taux de 1 % et des droits sur les alcools*) (p. 5622) - Adopté après modification.

Adoption de l'article 14 modifié (p. 5622).

Art. 15 (*ressources de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés, CNAMTS*) (p. 5622) - Adopté.

Art. 16 (*ressources de la Caisse nationale d'allocations familiales, CNAF*) (p. 5622) - Adopté (p. 5623).

Art. 17 (*ressources de la Caisse nationale d'assurance maladie maternité des professions indépendantes, CANAM*) (p. 5623) - Adopté.

Art. 18 (*ressources des régimes généraux*) (p. 5623) - Adopté.

Art. 19 (*ressources du régime des salariés agricoles*) (p. 5623) - Adopté.

Art. 20 (*ressources du régime des exploitants agricoles*) (p. 5623) - Adopté après modification (p. 5624).

Art. 21 (*ressources du Fonds de solidarité vieillesse, FSV*) (p. 5624) - Adopté après modification (p. 5625).

Art. 22 (*conditions d'entrée en vigueur des différentes dispositions relatives à la CSG*) (p. 5624) - Adopté.

TITRE IV

AUTRES DISPOSITIONS FINANCIERES

Chapitre I^{er}

Branche maladie

Art. 23 (*affectation à la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés d'une fraction du droit de consommation sur les tabacs*) (p. 5624) - Adopté (p. 5625).

Art. 24 (*relèvement du tarif de consommation sur les alcools et des droits spécifiques sur les bières*) (p. 5628) - Adopté (p. 5633).

Art. 25 (*versement annuel de la branche accidents du travail à la branche maladie du régime général*) (p. 5650) - Adopté après modification (p. 5652).

Art. 26 (*intégration financière du régime spécial des militaires dans le régime général*) (p. 5652) - Adopté (p. 5653).

Art. 27 (*extension du champ d'application de la contribution des grossistes répartiteurs*) (p. 5653) - Adopté (p. 5654).

Après l'art. 27 (p. 5654).

Art. additionnel (*assujettissement des établissements sociaux et médico-sociaux à un taux opposable d'encadrement des dépenses*) (p. 5654) - Adopté (p. 5657).

Art. additionnel (*traduction de l'accord conclu entre les caisses nationales d'assurance maladie et les syndicats des transports sanitaires*) (p. 5658) - Adopté (p. 5659).

Art. additionnel (*validation d'un arrêté du 13 mai 1991 fixant un coefficient de minoration à appliquer au complément de frais de salle d'opération*) (p. 5659) - Adopté.

Chapitre 2

Toutes branches

Art. 28 (*suppression du bénéfice de l'abattement de cotisations sociales patronales en faveur du travail à temps partiel au titre des salariés en préretraite progressive*) (p. 5660) - Adopté.

Art. 29 (*extension du régime de garantie des créances des salariés aux cotisations sociales salariales*) (p. 5660) - Adopté.

Chapitre 3

Autres mesures

Art. 30 (*financement de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités territoriales, CNRACL, par un prélèvement sur les réserves du fonds d'allocation temporaire d'invalidité, ATI*) (p. 5661) - Adopté (p. 5662).

Après l'art. 30 (p. 5662).

Art. additionnel (*plafonnement des versements effectués par les régimes spéciaux d'assurance vieillesse des salariés au titre des surcompensations*) (p. 5662) - Adopté (p. 5664).

Art. 31 (report sur l'exercice 1997 du reliquat de la contribution sociale de solidarité des sociétés constaté après la première répartition de fonds produits) (p. 5665) - Adopté.

Art. 32 (affectation d'une fraction du produit de la taxe sur les grandes surfaces aux régimes d'assurance vieillesse des non-salariés agricoles) (p. 5665) - Adopté après modification (p. 566).

Art. 33 (modalités de calcul des ressources ouvrant droit à l'allocation de parent isolé) (p. 5666) - Adopté après modification (p. 5668).

Art. 34 (rapport annuel au Parlement sur le contrôle d'attribution des prestations) (p. 5669) - Supprimé.

Seconde délibération, ordonnée à la demande du Gouvernement, en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement du Sénat (p. 5672).

Art. 2 (p. 5673) - Adopté après modification.

Art. 3 (p. 5673) - Adopté après modification.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5673, 5678) : *MM. François Autain, Jean Chérioux, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, rapporteur de la commission des affaires sociales pour la famille ; MM. Claude Huriet, Bernard Joly, Jacques Machet, Henri de Raincourt.*

Scrutin public n° 30 (p. 5678).

Adoption (14 novembre 1996) (p. 5678).

Discussion (commission mixte paritaire)

(28 novembre 1996) (p. 6232, 6249).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6232, 6239) : *MM. François Autain, Charles Descours, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale ; Philippe Marini.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6239, 6249) : *MM. Charles Descours, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale.*

Art. 1^{er} bis A (contrôle permanent sur pièce et sur place de l'exécution des lois de financement de la sécurité sociale par les rapporteurs des commissions compétentes) (p. 6244) - Supprimé par le Sénat - Suppression maintenue.

Art. 1^{er} ter (p. 6244) - Supprimé par le Sénat - Suppression maintenue.

Art. 1^{er} quater (p. 6244) - Supprimé par le Sénat - Suppression maintenue.

Art. 1^{er} quinquies (présentation l'an prochain au Parlement d'un rapport global sur le bilan des contrôles médicaux effectués dans le secteur de l'hospitalisation, la réforme de la nomenclature générale des actes professionnels, les expérimentations de nouveaux modes de coordination des soins, "filiales et réseaux de soins", et le bilan des contrôles d'attribution des prestations familiales) (p. 6244).

Art. 2, 3 (p. 6244).

Art. 6 bis (actualisation de la rédaction de l'article L. 136-1 du code de la sécurité sociale) (p. 6245).

Art. 8, 10 (p. 6245).

Art. 13, 14, 20 (p. 6246).

Art. 21, 24 bis, 25 (p. 6247).

Art. 27 bis (assujettissement des établissements sociaux et médico-sociaux à un taux opposable d'encadrement des dépenses) (p. 6247) - Supprimé par la CMP.

Art. 27 ter (traduction de l'accord conclu entre les caisses nationales d'assurance maladie et les syndicats des transports sanitaires) (p. 6247) - Modifié par l'amendement du Gouvernement ; adopté avec l'ensemble du texte.

Art. 27 quater (validation d'un arrêté du 13 mai 1991 fixant un coefficient de minoration à appliquer au complément de frais de salle d'opération) (p. 6248).

Art. 30 bis (plafonnement des versements effectués par les régimes spéciaux d'assurance vieillesse des salariés au titre des sous-compensations) (p. 6248).

Art. 32, 33 (p. 6248).

Art. 34 (p. 6248) - Supprimé par le Sénat ; suppression maintenue.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 6249, 6250) : *MM. François Autain, Charles Descours, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.*

Adoption (28 novembre 1996) (p. 6250).

Sécurité sociale (cotisations)

Voir *Sécurité sociale*, 4

Sécurité sociale (financement)

Voir *Sécurité sociale*, 2 ; 4

Sécurité sociale (régimes autonomes et spéciaux)

Voir *Sécurité sociale*, 4

Sénat

Voir *Parlement*, 3

Service national

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 3 ; 10
Défense, 1
Traités et conventions, 32

1. - Proposition de loi tendant à renforcer les droits sociaux des jeunes gens accomplissant leur service national, PRÉSENTÉE AU SENAT, par M. Michel DREYFUS-SCHMIDT, sénateur et plusieurs de ses collègues (13 février 1996) [n° 211 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Service public

Voir *Union européenne*, 1

Société nationale des chemins de fer français (SNCF)

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 8

Sous-traitance

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)*, 1

Sports

1. - Proposition de loi (n° 0038, 96-97) de M. Jean-Jacques Hiest déposée avec plusieurs de ses collègues, relative au contrat de concession du Stade de France à Saint-Denis, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Jacques HYEST, sénateur et plusieurs de ses collègues (22 octobre 1996) [n° 38 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Patrick COURTOIS (5 novembre 1996) [n° 62 (96-97)] - Discussion (7 novembre 1996) - Adoption (7 novembre 1996) [n° 25].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (7 novembre 1996) [n° 3112 (96-97)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Gérard VOISIN (26 novembre 1996) [n° 3164 (96-97)] - Discussion (5 décembre 1996) - Adoption (5 décembre 1996) [n° 608].

PROMULGATION : loi n° 96-1077 du 11 décembre 1996 (J.O. Lois et décrets du 12 décembre 1996).

Discussion (première lecture)

(7 novembre 1996) (p.5449, 5456).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5449, 5456) : MM. Jean-Patrick Courtois, rapporteur de la commission des lois; Christian Demuynek, Michel Dreyfus-Schmidt, Guy Drut, ministre délégué à la jeunesse et aux sports; Mme Hélène Luc.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5456):

Adoption (7 novembre 1996) (p. 5456).

Stupéfiants

Voir *Drogue, 1*

1. - Projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment et le trafic des stupéfiants et à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation des produits du crime, PRESENTÉ AU SENAT, au nom de M. Edouard BALLADUR, Premier ministre, par M. Pierre MEHAIGNERIE, ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1994 - 24 août 1994) [n° 611 (93-94)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Paul GIROD (11 octobre 1995) [n° 18 (95-96)] - Discussion (17 et 18 octobre 1995) - Adoption (18 octobre 1995) [n° 2].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment, le trafic des stupéfiants et à la coopération internationale en matière de saisies et de confiscation des produits du crime

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 octobre 1995) [n° 2298 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Michel HUNAULT (1er février 1996) [n° 2518 (95-96)] - Discussion (13 février 1996) - Adoption (14 février 1996) [n° 479].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (15 février 1996) [n° 227 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Paul GIROD (20 mars 1996) [n° 282 (95-96)] - Discussion (18 avril 1996) - Adoption (18 avril 1996) [n° 108].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 avril 1996) [n° 2720 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Michel HUNAULT (24 avril 1996) [n° 2725 (95-96)] - Discussion (2 mai 1996) - Adoption (2 mai 1996) [n° 531].

PROMULGATION : loi n° 96-392 du 13 mai 1996 (J.O. Lois et décrets du 14 mai 1996).

Discussion (deuxième lecture)

(18 avril 1996) (p.2078, 2084).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2078, 2084) : Mme Michelle Demessine, MM. Jean-Marie Girault, en remplacement de M. Paul Girod, rapporteur de la commission des lois; Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2082, 2084) : Mme Michelle Demessine, MM. Jean-Marie Girault en remplacement de M. Paul Girod, rapporteur; Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement.

Art. 1^{er} (insertion dans le code pénal d'une infraction générale de blanchiment des produits des crimes et des délits) (p. 2082) - Adopté.

Art. 4 (délit douanier de blanchiment) (p. 2082) - Adopté.

Art. 4 bis (renforcement de la coopération internationale administrative et judiciaire et rôle du TRACFIN) (p. 2082) - Adopté.

Art. 4 ter (exercice de la profession de changeur manuel) (p. 2082) - Adopté après modification (p. 2083).

Art. 4 quater (collaboration entre la commission bancaire et la direction générale des douanes pour l'exercice du contrôle de la profession de changeur manuel) (p. 2083) - Adopté.

Après l'art. 4 quater (p. 2084).

Art. additionnel (déclaration par les courtiers d'assurance et de réassurance de leurs soupçons à la cellule TRACFIN) (p. 2083) - Adopté (p. 2084).

Art. 5 (champ d'application de la coopération internationale) (p. 2084) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2084) : M. Jacques Habert.

Adoption (18 avril 1996) (p.2084).

2. - Projet de loi relatif au trafic de stupéfiants en haute mer et portant adaptation de la législation française aux dispositions de l'article 17 de la convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes faite à Vienne le 20 décembre 1988, PRESENTÉ AU SENAT, au nom de M. Edouard BALLADUR, Premier ministre, par M. Pierre MEHAIGNERIE, ministre d'Etat, garde des Sceaux, ministre de la justice (12 octobre 1994) [n° 29 (94-95)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Marie GIRAULT (11 octobre 1995) [n° 19 (95-96)] - Discussion (18 octobre 1995) - Adoption (18 octobre 1995) [n° 4].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 octobre 1995) [n° 2299 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Marcel ROQUES (7 février 1996) [n° 2523 (95-96)] - Discussion (13 février 1996) - Adoption (13 février 1996) [n° 464].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (14 février 1996) [n° 216 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Marie GIRAULT (6 mars 1996) [n° 253 (95-96)] - Discussion (18 avril 1996) - Adoption (18 avril 1996) [n° 109].

PROMULGATION : loi n° 96-359 du 29 avril 1996 (J.O. Lois et décrets du 30 avril 1996).

Discussion (deuxième lecture)

(18 avril 1996) (p. 2084, 2086).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2084, 2085) : MM. Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois; Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2085, 2086).

Art. 1^{er} A (*insertion dans la loi du 15 juillet 1994 relative aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer d'un titre 1er : Dispositions générales*) (p. 2085) - Adopté.

Art. 1^{er} B (*insertion dans la loi précitée d'un titre II : Dispositions particulières portant adaptation de la législation française à l'article 17 de la Convention des Nations-Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes faite à Vienne le 20 décembre 1988*) (p. 2085) - Adopté.

Art. 1^{er} (*champ d'application*) (p. 2085) - Adopté.

Art. 2 (*habilitation des commandants des bâtiments de l'Etat et des commandants de bord des aéronefs de l'Etat*) (p. 2085) - Adopté.

Art. 3 A (*insertion dans le titre II de la loi précitée d'un chapitre 1er : Des mesures prises à la demande ou avec l'accord d'un Etat partie à la Convention précitée*) (p. 2086) - Adopté.

Art. 3 (*mesures prises à la demande d'un Etat partie à la Convention précitée*) (p. 2086) - Adopté.

Art. 4 A (*insertion d'un chapitre II : De la compétence des juridictions françaises*) (p. 2086) - Adopté.

Art. 4 (*compétence des juridictions françaises en matière de trafic de stupéfiants en haute mer*) (p. 2086) - Adopté.

Art. 5 (*recherche et constatation des infractions*) (p. 2086) - Adopté.

Art. 7 A (*insertion d'un titre III : Dispositions diverses*) (p. 2086) - Adopté.

Art. 7 (*application de la loi aux DOM et TOM et à Mayotte*) (p. 2086) - Adopté.

Art. 8 (*abrogation de l'article 11 de la loi précitée*) (p. 2086) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2087) : M. Jacques Habert.

Adoption (18 avril 1996) (p. 2087).

Syndicats professionnels

Voir *Fonction publique, 1*

T

Taxe professionnelle

Voir *Collectivités locales*, 6

Télécommunications

Voir *Communication*, 1
Lois de finances
Marchés publics, 1

I. - Projet de loi de réglementation des télécommunications, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. François FILLON, ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace (3 avril 1996) [n° 2698 (95-96)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Claude GAILLARD (30 avril 1996) [n° 2750 (95-96)] - Urgence - Discussion (7, 9 et 10 mai 1996) - Adoption (10 mai 1996) [n° 534].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 mai 1996) [n° 357 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Gérard LARCHER (29 mai 1996) [n° 389 (95-96)] - Discussion (4, 5 et 6 juin 1996) - Adoption (6 juin 1996) [n° 143].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (7 juin 1996) [n° 2872 (95-96)] - Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Claude GAILLARD (11 juin 1996) [n° 2873 (95-96)] - Discussion (13 juin 1996) - Adoption (13 juin 1996) [n° 555 (95-96)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Gérard LARCHER (11 juin 1996) [n° 418 (95-96)] - Discussion (18 juin 1996) - Adoption (18 juin 1996) [n° 153].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 96-378 DC du 23 juillet 1996 (J.O. Lois et décrets du 27 juillet 1996) qui déclare contraire à la Constitution les articles 43-2 et 43-3 introduits par l'article 15 de la loi déferée dans la loi du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication.

PROMULGATION : loi n° 96-659 du 26 juillet 1996 (J.O. Lois et décrets du 27 juillet 1996).

Discussion (première lecture)

(4 juin 1996) (p. 3165, 3191); (5 juin 1996) (p. 3218, 3282); (6 juin 1996) (p. 3302, 3333; 3370, 3431).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3165, 3191, 3218, 3231) : *Mme Marie-Claude Beaudeau*, *MM. Claude Billard, Jean Cluzel, Gérard Delfau, François Fillon, ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace; Pierre Hérisson, Daniel Hoeffel, Pierre Lagourgue, Gérard Larcher, rapporteur de la commission des affaires économiques; Roland du Luart, Michel Pelchat, Mme Danièle Pourtaud, MM. Claude Saunier, René Trégouët, François Trucy.*

Motion n° 138 de M. Gérard Delfau, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 3232).

Rejet de la motion (p. 3235).

Motion n° 57 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Félix Leyzour, tendant à opposer la question préalable (p. 3235).

Rejet de la motion (p. 3239).

Motion n° 67 de M. Paul Loridant, tendant au renvoi à la commission (p. 3239).

Rejet de la motion (p. 3242).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3242, 3282; 3302, 3333; 3370, 3428) : *M. Jean-Paul Amoudry, Mme Janine Bardou, M. Jean-Luc Bécart, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Claude Billard, Yvon Bourges, Jean-Patrick Courtois, Gérard Delfau, Mme Michelle Demessine, MM. François Fillon, ministre; Guy Fischer, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Adrien Gouteyron, Pierre Hérisson, Daniel Hoeffel, Gérard Larcher, rapporteur; Félix Leyzour, Paul Loridant, Mme Hélène Luc, MM. Jacques Machet, Louis Minetti, Robert Pagès, Michel Pelchat, Bernard Plasait, Mme Danièle Pourtaud, M. René Trégouët.*

Art. 1^{er} (*définitions terminologiques*) (p. 3244) - Adopté (p. 3249).

Art. 2 (*principes généraux*) (p. 3249) - Adopté après modification (p. 3259).

Art. 3 (*Commission supérieure du service public des postes et télécommunications, CSSPTT*) (p. 3259) - Adopté après modification (p. 3260).

Après l'art. 3 (p. 3260).

Art. additionnel (*parité dans la représentation au sein de la Commission supérieure de la poste et des télécommunications des deux chambres du Parlement*) (p. 3260) - Adopté (p. 3261).

Art. 4 (*recueil d'informations et d'enquêtes*) (p. 3261) - Adopté.

Art. 5 (*régime juridique des télécommunications*) (p. 3261).

Art. L. 33 du code des postes et télécommunications (*champ d'application du code des postes et télécommunications*) (p. 3266) - Adopté.

Art. L. 33-1 du code des postes et télécommunications (*établissement et exploitation des réseaux ouverts au public*) (p. 3266) - Adopté après modification (p. 3273).

Art. L. 33-2 du code des postes et télécommunications (*établissement des réseaux indépendants*) (p. 3273) - Adopté (p. 3275).

Art. L. 33-3 du code des postes et télécommunications (*réseaux établis librement*) (p. 3275) - Adopté.

Art. L. 33-4 du code des postes et télécommunications (*libre publication des annuaires*) (p. 3275) - Adopté après modification (p. 3276).

Art. L. 34 du code des postes et télécommunications (*objet de la section 2*) (p. 3276) - Adopté.

Art. L. 34-1 du code des postes et télécommunications (*service téléphonique ouvert au public*) (p. 3276) - Adopté.

Art. L. 34-2 du code des postes et télécommunications (*autres services de télécommunications utilisant un réseau filaire*) (p. 3276) - Adopté après modification (p. 3278).

Art. L. 34-5 du code des postes et télécommunications (*commissions consultatives spécialisées*) (p. 3306) - Adopté après modification (p. 3309).

Art. L. 34-6 du code des postes et télécommunications (*cession, publication, suspension et retrait des licences*) (p. 3309) - Adopté (p. 3310).

Art. L. 34-7 du code des postes et télécommunications (*infrastructures établies sur le domaine public ou pour les besoins du service public*) (p. 3310) - Adopté (p. 3311).

Art. L. 34-8 du code des postes et télécommunications (*interconnexion*) (p. 3311) - Adopté après modification (p. 3319).

Art. L. 34-9 du code des postes et télécommunications (*équipements terminaux*) (p. 3319) - Adopté (p. 3320).

Art. L. 34-10 du code des postes et télécommunications (*attribution et portabilité des numéros*) (p. 3320) - Adopté après modification (p. 3321).

Adoption de l'article 5 modifié (p. 3321).

Après l'art. 5 (p. 3321).

Art. additionnel (*schéma des télécommunications*) (p. 3321) - Adopté (p. 3323).

Art. 6 (*service public et régulation des télécommunications*) (p. 3323) - Adopté.

Art. L. 35 du code des postes et télécommunications (*contenu du service public des télécommunications*) (p. 3330) - Adopté (p. 3333).

Art. L. 35-1 du code des postes et télécommunications (*contenu du service universel*) (p. 3374) - Adopté après modification (p. 3378).

Art. L. 35-2 du code des postes et télécommunications (*obligations des opérateurs chargés du service universel*) (p. 3378) - Adopté après modification (p. 3380).

Art. L. 35-3 du code des postes et télécommunications (*financement du service universel*) (p. 3380) - Adopté après modification (p. 3388).

Art. L. 35-4 du code des postes et télécommunications (*annuaire universel et service universel de renseignements*) (p. 3388) - Adopté après modification (p. 3392).

Art. 35-5 du code des postes et télécommunications (*services obligatoires*) (p. 3392) - Adopté après modification.

Art. L. 35-6 du code des postes et télécommunications (*missions d'intérêt général*) (p. 3392) - Adopté après modification (p. 3393).

Art. L. 35-7 du code des postes et télécommunications (*rapport sur le service public*) (p. 3393) - Adopté après modification (p. 3395).

Art. L. 36 du code des postes et télécommunications (*création de l'Autorité de régulation des télécommunications*) (p. 3396) - Adopté (p. 3397).

Art. L. 36-1 du code des postes et télécommunications (*composition de l'Autorité de régulation des télécommunications*) (p. 3397) - Adopté après modification (p. 3399).

Art. L. 36-2 du code des postes et télécommunications (*incompatibilités et rémunération des membres de l'Autorité de régulation des télécommunications*) (p. 3399) - Adopté après modification (p. 3400).

Art. L. 36-3 du code des postes et télécommunications (*services de l'Autorité de régulation des télécommunications*) (p. 3400) - Adopté.

Art. L. 36-4 du code des postes et télécommunications (*ressources de l'Autorité de régulation des télécommunications*) (p. 3400) - Adopté.

Art. L. 36-5 du code des postes et télécommunications (*compétences consultatives et rôle dans les relations internationales de l'Autorité de régulation des télécommunications*) (p. 3400) - Adopté après modification (p. 3401).

Art. L. 36-6 du code des postes et télécommunications (*pouvoir réglementaire de l'Autorité de régulation des télécommunications*) (p. 3401) - Adopté après modification (p. 3402).

Art. L. 36-7 du code des postes et télécommunications (*compétences de l'Autorité de régulation des télécommunications*) (p. 3402) - Adopté après modification (p. 3404).

Art. L. 36-8 du code des postes et télécommunications (*saisine de l'Autorité de régulation des télécommunications*

et voie de recours contre ses décisions) (p. 3404) - Adopté (p. 3406).

Art. L. 36-9 du code des postes et télécommunications (*procédure de conciliation*) (p. 3406) - Adopté.

Art. L. 36-10 du code des postes et télécommunications (*saisie du Conseil de la concurrence et du procureur de la République par l'Autorité de régulation des télécommunications*) (p. 3407) - Adopté après modification.

Art. L. 36-11 du code des postes et télécommunications (*pouvoir de sanction de l'Autorité de régulation des télécommunications*) (p. 3407) - Adopté après modification.

Art. L. 36-12 du code des postes et télécommunications (*actions en justice de l'Autorité de régulation des télécommunications*) (p. 3407) - Adopté.

Art. L. 36-13 du code des postes et télécommunications (*enquêtes de l'Autorité de régulation des télécommunications*) (p. 3407) - Adopté.

Art. L. 36-14 du code des postes et télécommunications (*rapport et travaux de l'Autorité de régulation des télécommunications*) (p. 3408) - Adopté après modification.

Adoption de l'article 6 modifié (p. 3408).

Art. 7 (*dispositions pénales*) (p. 3408) - Adopté après modification (p. 3409).

Art. 8 (*modification de l'intitulé du Titre II du Livre II du code des postes et télécommunications*) (p. 3409).

Art. 9 (*droits de passage*) (p. 3409).

Art. L. 45-1 du code des postes et télécommunications (*droits de passage sur le domaine public routier et servitudes sur les propriétés privées*) (p. 3411) - Adopté après modification.

Art. L. 46 du code des postes et télécommunications (*occupation du domaine public routier*) (p. 3411) - Adopté.

Art. L. 47 du code des postes et télécommunications (*permission de voirie et utilisation partagée des infrastructures*) (p. 3411) - Adopté après modification (p. 3412).

Art. L. 48 du code des postes et télécommunications (*servitudes sur les propriétés privées*) (p. 3412) - Adopté après modification (p. 3413).

Adoption de l'article 9 modifié (p. 3413).

Art. 10 (*servitudes radioélectriques*) (p. 3413) - Adopté (p. 3414).

Art. 10 bis (*dispositions pénales relatives à la police des réseaux*) (p. 3414) - Adopté après modification.

Art. 11 (*Agence nationale des fréquences*) (p. 3414) - Adopté après modification (p. 3416).

Après l'art. 11 (p. 3416).

Art. additionnel (*contrôle du contenu des réseaux de télécommunications - création du Comité supérieur de la télématique placé auprès du Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA*) (p. 3416) - Adopté (p. 3421).

Art. 11 bis (*transfert de certaines compétences du CSA au profit de l'Autorité de régulation des télécommunications*) (p. 3421) - Adopté après modification (p. 3422).

Art. 12 (*cryptologie*) (p. 3423) - Adopté après modification (p. 3425).

Art. 13 (*obligation d'information du gérant de l'annuaire universel*) (p. 3425) - Adopté après modification.

Art. 14 (*modification de l'article L. 113-3 du code de la voirie routière*) (p. 3425) - Adopté.

Art. 14 bis (*coordination avec le code de la voirie routière*) (p. 3425) - Adopté.

Art. 15 (*coordination des textes de loi relatifs aux réseaux câblés*) (p. 3425) - Adopté.

Art. 16 (*entrée en vigueur de la loi et coordination*) (p. 3425) - Adopté après modification (p. 3427).

Art. 17 (*confidentialité du numéro d'appel*) (p. 3428) - Supprimé.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3428, 3430) : *Mme Janine Bardou, MM. Claude Billard, François Fillon, ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace; Gérard Larcher, rapporteur; Mme Danièle Pourtaud, M. Jean-Pierre Schosteck.*

Scrutin public n° 98 (p. 3431).

Adoption (6 juin 1996) (p. 3431).

Discussion (commission mixte paritaire)

(18 juin 1996) (p. 3844, 3862).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3844, 3846) : *MM. François Fillon, ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace; Gérard Larcher, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3846, 3862) : *MM. François Fillon, ministre; Gérard Larcher, rapporteur.*

Art. 2 et 3 (p. 3846).

Art. 3 bis (*composition de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications*) (p. 3847).

Art. 5 (p. 3847) (p. 3851).

Art. 5 bis (*schéma des télécommunications*) (p. 3851).

Art. 6 (p. 3851) (p. 3856).

Art. 7 et 9 (p. 3856).

Art. 10 (p. 3857).

Art. 11 (*Agence nationale des fréquences*) (p. 3858) - Modifié par amendement de la commission, adopté avec l'ensemble du texte.

Art. 11 bis A (*rôle du Comité supérieur de la télématique*) (p. 3858) - Modifié par amendement du Gouvernement, adopté avec l'ensemble du texte (p. 3859).

Art. 11 bis et 12 (p. 3859).

Art. 13 et 16 (p. 3861).

Art. 17 (p. 3862).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3862) : *M. Ivan Renar.*

Adoption (18 juin 1996) (p. 3862).

2. - Projet de loi relatif à l'entreprise nationale France Télécom, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre par M. Franck BOROTRA, ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications et M. François FILLON, ministre délégué à La Poste, aux télécommunications et à l'espace (29 mai 1996) [n° 391 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Gérard LARCHER (5 juin 1996) [n° 406 (95-96)] - Discussion (10, 11, 12, 13 juin 1996) - Adoption (13 juin 1996) [n° 146].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 juin 1996) [n° 2884 (95-96)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Claude GAILLARD (18 juin 1996) [n° 2891 (95-96)] - Discussion (24, 25, 26 juin 1996) - Adoption (29 juin 1996) [n° 576] - Texte considéré comme adopté en application de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 96-380 DC du 23 juillet 1996 (JO Lois et décrets du 27 juillet 1996) qui déclare que les articles 1 et 7 de la loi ne sont pas contraires à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 96-660 du 26 juillet 1996 (J.O. Lois et décrets du 27 juillet 1996).

Discussion (première lecture)

(10 juin 1996) (p. 3440, 3466); (11 juin 1996) (p. 3501, 3552); (12 juin 1996) (p. 3609, 3659); (13 juin 1996) (p. 3676, 3685).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3440, 3466; 3501, 3505) : *MM. Claude Billard, Michel Charzat, François Fillon, ministre délégué à La Poste, aux télécommunications et à l'espace; Gérard Larcher, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jacques Machet, Philippe Marini, Jean-Luc Mélenchon, René Trégouët, François Trucy.*

Motion n°18 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 3505).

Rejet de la motion (p. 3509; scrutin public n° 99).

Motion n° 5 de Mme Danièle Pourtaud, tendant à opposer la question préalable (p. 3509).

Rejet de la motion (p. 3513; scrutin public n° 100).

Motion n° 6 de M. Gérard Delfau, tendant au renvoi à la commission (p. 3513).

Rejet de la motion (p. 3516; scrutin public n° 101).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3516, 3552; 3610, 3659; 3676, 3680) : *Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Claude Billard, Mme Nicole Borvo, MM. Michel Charzat, Gérard Delfau, François Fillon, ministre délégué à La Poste, aux télécommunications et à l'espace; Pierre Laffitte, Gérard Larcher, rapporteur de la commission des affaires économiques; Félix Leyzour, Mme Hélène Luc, MM. Jacques Machet, Jean-Luc Mélenchon, Louis Minetti, Robert Pagès, Mme Danièle Pourtaud.*

Art. 1^{er} (*création de l'entreprise nationale France Télécom - Transfert des biens*) (p. 3516) - Adopté (p. 3538).

Art. 2 (*contrat de plan entre France Télécom et l'Etat*) (p. 3538) - Adopté (p. 3542).

Art. 3 (*conseil d'administration*) (p. 3542) - Adopté après modification (p. 3546).

Art. 4 (*droit d'opposition de l'Etat à la cession ou à l'apport d'actifs*) (p. 3546) - Adopté après modification (p. 3615).

Art. 5 (*garantie du statut des fonctionnaires. Recrutement externe de fonctionnaires. Comité paritaire*) (p. 3615) - Adopté (p. 3629).

Art. 6 (*financement des retraites*) (p. 3629) - Adopté (p. 3634).

Après l'art. 6 (p. 3634).

Art. additionnel (*congé de fin de carrière pour les fonctionnaires de France Télécom*) (p. 3634) - Adopté (p. 3638).

Art. 7 (*négociation sociale à France Télécom*) (p. 3638) - Adopté après modification (p. 3651).

Art. 9 (*actionnariat des salariés*) (p. 3653) - Adopté (p. 3654).

Après l'art. 9 (p. 3654).

Art. additionnel (*maintien en commun des activités sociales de La Poste et de France Télécom*) (p. 3654) - Adopté (p. 3657).

Art. 10 (*dispositions transitoires*) (p. 3657) - Adopté (p. 3678).

Art. 11 (*coordinations diverses avec la loi du 2 juillet 1990*) (p. 3678) - Adopté après modification (p. 3680).

Après l'art. 11 (p. 3680).

Art. additionnel (*propriété de Télédiffusion de France*) (p. 3680) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3680, 3685) : *MM. Michel Doublet, François Fillon, ministre délégué à La Poste, aux télécommunications et à l'espace; Pierre Laffitte, Gérard Larcher, rapporteur de la commission des affaires économiques; Félix Leyzour, Mme Danièle Pourtaud, M. Henri Revol.*

Scrutin public n°110 (p. 3685).

Adoption (13 juin 1996) (p. 3685).

Télévision

Voir *Propriété intellectuelle*, 1

Terrorisme

Voir *Corse*, 1
Déclarations du Gouvernement, 7
Droit pénal, 1; 2

Tourisme et loisir

Voir *Lois de finances*

Train à grande vitesse (TGV)

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 8

Traité de Maastricht

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 1

Traités et conventions

1. - Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre la République française et la République d'Ouzbékistan sur la liberté de circulation, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard BALLADUR, Premier ministre, par M. Alain JUPPE, ministre des affaires étrangères (29 novembre 1994) [n° 1728 (94-95)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Aymeri de MONTESQUIOU (29 juin 1995) [n° 2122 (94-95)] - Discussion (10 octobre 1995) - Adoption (10 octobre 1995) [n° 406].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 octobre 1995) [n° 5 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. Jacques GENTON avec le projet de loi n° 2016 (94-95) du 19 avril 1995 - Traités et conventions - (30 novembre 1995) [n° 107 (95-96)] - Discussion (18 janvier 1996) - Adoption (18 janvier 1996) [n° 56].

PROMULGATION : loi n° 96-65 du 29 janvier 1996 (J.O. Lois et décrets du 30 janvier 1996).

Discussion (première lecture)

(18 janvier 1996) (p.88, 90).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p.88, 90) (Discussion générale commune avec celle des projets de loi n°12 (95-96) et n°116 (95-96)-Traités et conventions : *MM. Jacques Genton, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p.90).

Adoption (18 janvier 1996) (p. 90).

2. - Projet de loi autorisant la ratification du traité d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Ouzbékistan, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard BALLADUR, Premier ministre, par M. Alain JUPPE, ministre des affaires étrangères (19 avril 1995) [n° 2016 (94-95)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Aymeri de MONTESQUIOU (29 juin 1995) [n° 2122 (94-95)] - Discussion (10 octobre 1995) - Adoption (10 octobre 1995) [n° 404].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 octobre 1995) [n° 12 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. Jacques GENTON avec le projet de loi n° 1728 (94-95) du 29 novembre 1995 - Traités et conventions - (30 novembre 1995) [n° 107 (95-96)] - Discussion (18 janvier 1996) - Adoption (18 janvier 1996) [n° 57].

PROMULGATION : loi n° 96-64 du 29 janvier 1996 (J.O. Lois et décrets du 30 janvier 1996).

Discussion (première lecture)

(18 janvier 1996) (p. 88, 90).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (18 janvier 1996) (p. 88, 90) (Discussion générale commune avec celle des projets n°5 (95-96) et n°116 (95-96)-Traités et conventions) : *MM. Jacques Genton, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p.90).

Adoption (18 janvier 1996) (p. 90).

3. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (6 décembre 1995) [n° 116 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jacques GENTON (17 janvier 1996) [n° 163 (95-96)] - Discussion (18 janvier 1996) - Adoption (18 janvier 1996) [n° 58].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 janvier 1996) [n° 2499 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Aymeri MONTESQUIOU (8 février 1996) [n° 2557 (95-96)] - Discussion (14 février 1996) - Adoption (14 février 1996) [n° 472].

PROMULGATION : loi n° 96-129 du 21 février 1996 (J.O. Lois et décrets du 22 février 1996).

Discussion (première lecture)

(18 janvier 1996) (p.88, 90).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p.88, 90) (Discussion générale commune avec celle des projets n°5 (95-96) et n°12 (95-96)-Traités et conventions : *MM. Jacques Genton, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p.90).

Adoption (18 janvier 1996) (p. 90).

4. - Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Trinité et Tobago sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard BALLADUR, Premier ministre, par M. Alain JUPPE, ministre des affaires étrangères (18 janvier 1995) [n° 1910 (94-95)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Christiane TAUBIRA-DELANNON (12 juillet 1995) [n° 2156 (94-95)] - Discussion (10 octobre 1995) - Adoption (10 octobre 1995) [n° 398].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 octobre 1995) [n° 7 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André BOYER (9 novembre 1995) [n° 64 (95-96)] - Discussion (18 janvier 1996) - Adoption (18 janvier 1996) [n° 59].

PROMULGATION : loi n° 96-66 du 29 janvier 1996 (J.O. Lois et décrets du 30 janvier 1996).

Discussion (première lecture)

(18 janvier 1996) (p.90, 92).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p.90, 91) : *MM. André Boyer, rapporteur de la commission des affaires économiques; Hubert Durand-Chastel, en remplacement de M. André Boyer, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p.92) : *Mme Lucette Michaux-Chevry.*

Adoption (18 janvier 1996) (p. 92).

5. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Sultanat d'Oman sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (23 novembre 1995) [n° 88 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Serge VINCON (13 décembre 1995) [n° 124 (95-96)] - Discussion (18 janvier 1996) - Adoption (18 janvier 1996) [n° 60].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 janvier 1996) [n° 2501 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jean-Marc NESME (21 mars 1996) [n° 2662 (95-96)] - Discussion (26 mars 1996) - Adoption (26 mars 1996) [n° 502].

PROMULGATION : loi n° 96-275 du 3 avril 1996 (J.O. Lois et décrets du 4 avril 1996).

Discussion (première lecture)

(18 janvier 1996) (p. 92, 93).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 92, 93) : *MM. Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération; Serge Vincon, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p.92).

Adoption (18 janvier 1996) (p. 92).

6. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Roumanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (23 novembre 1995) [n° 89 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Hubert DURAND-CHASTEL (13 décembre 1995) [n° 125 (95-96)] - Discussion (18 janvier 1996) - Adoption (18 janvier 1996) [n° 61].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 janvier 1996) [n° 2500 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jean-Michel FERRAND (21 mars 1996) [n° 2667 (95-96)] - Discussion (26 mars 1996) - Adoption (26 mars 1996) [n° 505].

PROMULGATION : loi n° 96-279 du 3 avril 1996 (J.O. Lois et décrets du 4 avril 1996).

Discussion (première lecture)

(18 janvier 1996) (p. 93, 95).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 93, 94) : *MM. Hubert Durand-Chastel, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 94, 95) : *M. Henri Revol.*

Adoption (18 janvier 1996) (p. 95).

7. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Albanie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (6 décembre 1995) [n° 117 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Guy PENNE (17 janvier 1996) [n° 164 (95-96)] - Discussion (18 janvier 1996) - Adoption (18 janvier 1996) [n° 62].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 janvier 1996) [n° 2497 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Claude-Gérard MARCUS (21 mars 1996) [n° 2666 (95-96)] - Discussion (26 mars 1996) - Adoption (26 mars 1996) [n° 509].

PROMULGATION : loi n° 96-277 du 3 avril 1996 (J.O. Lois et décrets du 4 avril 1996).

Discussion (première lecture)

(18 janvier 1996) (p. 95, 96).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 95, 96) : *MM. Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération; Guy Penne, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 96).

Adoption (18 janvier 1996) (p. 96).

8. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République des Philippines sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 décembre 1995 - 14 décembre 1995) [n° 136 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Michel ALLONCLE (17 janvier 1996) [n° 165 (95-96)] - Discussion (18 janvier 1996) - Adoption (18 janvier 1996) [n° 63].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 janvier 1996) [n° 2498 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. René CHABOT (21 mars 1996) [n° 2663 (95-96)] - Discussion (26 mars 1996) - Adoption (26 mars 1996) [n° 503].

PROMULGATION : loi n°96-276 du 3 avril 1996 (J.O. Lois et décrets du 4 avril 1996).

Discussion (première lecture)

(18 janvier 1996) (p. 96, 97).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 96, 97) : *MM. Michel Alloncle, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 97) (p.97).

Adoption (18 janvier 1996) (p. 97).

9. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Equateur sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 décembre 1995 - 14 décembre 1995) [n° 137 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Nicolas ABOUT (17 janvier 1996) [n° 166 (95-96)] - Discussion (18 janvier 1996) - Adoption (18 janvier 1996) [n° 64].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 janvier 1996) [n° 2496 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Antoine JOLY (21 mars 1996) [n° 2664 (95-96)] - Discussion (26 mars 1996) - Adoption (26 mars 1996) [n° 504].

PROMULGATION : loi n° 96-278 du 3 avril 1996 (J.O. Lois et décrets du 4 avril 1996).

Discussion (première lecture)

(18 janvier 1996) (p.97, 98).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 97, 98) : *MM. Nicolas About, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 98).

Adoption (18 janvier 1996) (p. 98).

10. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération et d'union douanière entre la Communauté économique européenne et la République de Saint-Marin, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (18 janvier 1996) [n° 174 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Serge VINÇON (31 janvier 1996) [n° 189 (95-96)] - Discussion (6 février 1996) - Adoption (6 février 1996) [n° 72].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 février 1996) [n° 2522 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Pierre BACHELET (8 février 1996) [n° 2556 (95-96)] - Discussion (14 février 1996) - Adoption (14 février 1996) [n° 478].

PROMULGATION : loi n° 96-132 du 21 février 1996 (J.O. Lois et décrets du 22 février 1996).

Discussion (première lecture)

(6 février 1996) (p. 418, 419).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 418, 419) : *MM. Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération; Serge Vinçon, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 419).

Adoption (6 février 1996) (p. 419).

11. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1993 sur le cacao (ensemble trois annexes), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard BALLADUR, Premier ministre, par M. Alain JUPPE, ministre des affaires étrangères (4 janvier 1995) [n° 1890 (94-95)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. François GUILLAUME

(14 décembre 1995) [n° 2446 (95-96)] - Discussion (14 février 1996) - Adoption (14 février 1996) [n° 473].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 février 1996) [n° 221 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Gérard GAUD (20 février 1996) [n° 236 (95-96)] - Discussion (20 mars 1996) - Adoption (20 mars 1996) [n° 95].

PROMULGATION : loi n° 96-244 du 26 mars 1996 (J.O. Lois et décrets du 27 mars 1996).

Discussion (première lecture)

(20 mars 1996) (p. 1466, 1467).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1466, 1467) : *MM. Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères, en remplacement de M. Gérard Gaud, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1467).

Adoption (20 mars 1996) (p. 1467).

12. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (18 octobre 1995) [n° 2293 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Antoine JOLY (30 novembre 1995) [n° 2411 (95-96)] - Discussion (14 février 1996) - Adoption (14 février 1996) [n° 470].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 février 1996) [n° 219 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André BOYER (20 février 1996) [n° 233 (95-96)] - Discussion (20 mars 1996) - Adoption (20 mars 1996) [n° 96].

PROMULGATION : loi n° 96-243 du 26 mars 1996 (J.O. Lois et décrets du 27 mars 1996).

Discussion (première lecture)

(20 mars 1996) (p. 1467, 1469).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1467, 1469) : *MM. André Boyer, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1469).

Adoption (20 mars 1996) (p. 1469).

13. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Bolivie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres modificatives), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (11 octobre 1995) [n° 2266 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. Louis COLOMBANI avec le projet de loi n° 2265 (95-96) du 11 octobre 1995 (23 novembre 1995) [n° 2386 (95-96)] - Discussion (14 février 1996) - Adoption (14 février 1996) [n° 468].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 février 1996) [n° 218 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Hubert DURAND-CHASTEL (20 février 1996) [n° 235 (95-96)] - Discussion (20 mars 1996) - Adoption (20 mars 1996) [n° 97].

PROMULGATION : loi n° 96-249 du 26 mars 1996 (J.O. Lois et décrets du 28 mars 1996).

Discussion (première lecture)

(20 mars 1996) (p. 1469, 1470).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1469, 1470) : *MM. André Boyer, en remplacement de M. Hubert Durand-Chastel, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1470).

Adoption (20 mars 1996) (p. 1470).

14. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Pérou sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (18 octobre 1995) [n° 2292 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Antoine JOLY (30 novembre 1995) [n° 2410 (95-96)] - Discussion (14 février 1996) - Adoption (14 février 1996) [n° 471].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 février 1996) [n° 220 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jacques HABERT (20 février 1996) [n° 234 (95-96)] - Discussion (20 mars 1996) - Adoption (20 mars 1996) [n° 98].

PROMULGATION : loi n° 96-242 du 26 mars 1996 (J.O. Lois et décrets du 27 mars 1996).

Discussion (première lecture)

(20 mars 1996) (p. 1470, 1471).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1470, 1471) : *MM. André Boyer, en remplacement de M. Jacques Habert, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1471).

Adoption (20 mars 1996) (p. 1471).

15. - Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun relative à la circulation et au séjour des personnes, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard BALLADUR, Premier ministre, par M. Alain JUPPE, ministre des affaires étrangères (29 novembre 1994) [n° 1727 (94-95)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jean-Yves LE DEAUT (14 décembre 1995) [n° 2448 (95-96)] - Discussion (14 février 1996) - Adoption (14 février 1996) [n° 477].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 février 1996) [n° 222 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Serge VINÇON (20 février 1996) [n° 237 (95-96)] - Discussion (20 mars 1996) - Adoption (20 mars 1996) [n° 99].

PROMULGATION : loi n° 96-248 du 26 mars 1996 (J.O. Lois et décrets du 28 mars 1996).

Discussion (première lecture)

(20 mars 1996) (p. 1471, 1473).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1471, 1472) : *MM. Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération; Serge Vinçon, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1473).

Adoption (20 mars 1996) (p. 1473).

16. - Projet de loi autorisant la ratification de la convention portant création du programme régional océanien de l'environnement, PRESENTE AU SENAT, au

nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (6 mars 1996) [n° 256 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Serge VINÇON (27 mars 1996) [n° 293 (95-96)] - Discussion (7 mai 1996) - Adoption (7 mai 1996) [n° 118].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (7 mai 1996) [n° 2759 (95-96) rect] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. René CHABOT (30 mai 1996) [n° 2828 (95-96)] - Discussion (12 juin 1996) - Adoption (12 juin 1996) [n° 553].

PROMULGATION : loi n° 96-543 du 19 juin 1996 (J.O. Lois et décrets du 20 juin 1996).

Discussion (première lecture)

(7 mai 1996) (p. 2377, 2378).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2377, 2378) : *MM. Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence; Serge Vinçon, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2378).

Adoption (7 mai 1996) (p. 2378).

17. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège portant sur le transport par gazoduc de gaz du plateau continental norvégien et d'autres secteurs vers la France, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (31 octobre 1995) [n° 2318 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Ladislav PONIATOWSKI (21 mars 1996) [n° 2668 (95-96)] - Discussion (26 mars 1996) - Adoption (26 mars 1996) [n° 506].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (27 mars 1996) [n° 287 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Maurice LOMBARD (24 avril 1996) [n° 327 (95-96)] - Discussion (7 mai 1996) - Adoption (7 mai 1996) [n° 119].

PROMULGATION : loi n° 96-427 du 17 mai 1996 (J.O. Lois et décrets du 21 mai 1996).

Discussion (première lecture)

(7 mai 1996) (p. 2378, 2380).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2378, 2380) : *MM. Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence; Maurice Lombard, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2380).

Adoption (7 mai 1996) (p. 2380).

18. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (7 février 1996) [n° 2549 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Antoine JOLY (21 mars 1996) [n° 2661 (95-96)] - Discussion (26 mars 1996) - Adoption (26 mars 1996) [n° 501].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (27 mars 1996) [n° 290 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Michel ALLONCLE (24 avril 1996) [n° 329 (95-96)] - Discussion (7 mai 1996) - Adoption (7 mai 1996) [n° 120].

PROMULGATION : loi n° 96-426 du 17 mai 1996 (J.O. Lois et décrets du 21 mai 1996).

Discussion (première lecture)

(7 mai 1996) (p. 2380, 2382).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2380, 2382) : *MM. Michel Alloncle, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence; Jacques Habert, Xavier de Villepin, Président de la commission des affaires étrangères - en remplacement de M. Michel Alloncle, rapporteur.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2382).

Adoption (7 mai 1996) (p. 2382).

19. - **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo, signée à Brazzaville le 31 juillet 1993 (ensemble un échange de lettres signé les 13 juillet 1994 et 17 mars 1995), signée à Brazzaville le 31 juillet 1993 (ensemble un échange de lettres signées les 13 juillet 1994 et 17 mars 1995), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (31 janvier 1996) [n° 2512 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Roland BLUM (21 mars 1996) [n° 2660 (95-96)] - Discussion (26 mars 1996) - Adoption (26 mars 1996) [n° 500].**

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (27 mars 1996) [n° 288 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Monique ben GUIGA (24 avril 1996) [n° 328 (95-96)] - Discussion (7 mai 1996) - Adoption (7 mai 1996) [n° 121].

PROMULGATION : loi n° 96-425 du 17 mai 1996 (J.O. Lois et décrets du 21 mai 1996).

Discussion (première lecture)

(7 mai 1996) (p. 2382, 2384).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2382, 2384) : *Mme Monique ben Guiga, rapporteur de la commission des affaires étrangères; MM. Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence; Claude Estier, en remplacement de Mme Monique ben Guiga, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2384).

Adoption (7 mai 1996) (p. 2384).

20. - **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique du Pakistan en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard BALLADUR, Premier ministre, par M. Alain JUPPE, ministre des affaires étrangères (11 janvier 1995) [n° 1895 (94-95)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Monique PAPON (12 juillet 1995) [n° 2159 (94-95)] - Discussion (14 février 1996) - Adoption (14 février 1996) [n° 475].**

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 février 1996) [n° 225 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jacques CHAUMONT (29 mai 1996) [n° 386 (95-96)] - Discussion (5 juin 1996) - Adoption (5 juin 1996) [n° 137].

PROMULGATION : loi n° 96-504 du 11 juin 1996 (J.O. Lois et décrets du 12 juin 1996).

Discussion (première lecture)

(5 juin 1996) (p. 3204, 3209).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3204, 3206) : *MM. Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des finances; Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence; Guy Fischer, Jacques Habert.*

Motion n°1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Robert Pagès, tendant à opposer la question préalable (p. 3206).

Rejet de la motion (p. 3208 ; scrutin public n° 88).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3209).

Adoption (5 juin 1996) (p. 3209).

21. - **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant (ensemble un échange de lettres) à l'accord du 25 juillet 1977 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Malte tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard BALLADUR, Premier ministre, par M. Alain JUPPE, ministre des affaires étrangères (11 janvier 1995) [n° 1896 (94-95)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Michel HABIG (6 décembre 1995) [n° 2422 (95-96)] - Discussion (14 février 1996) - Adoption (14 février 1996) [n° 466].**

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 février 1996) [n° 224 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jacques CHAUMONT (29 mai 1996) [n° 385 (95-96)] - Discussion (5 juin 1996) - Adoption (5 juin 1996) [n° 138].

PROMULGATION : loi n° 96-505 du 11 juin 1996 (J.O. Lois et décrets du 12 juin 1996).

Discussion (première lecture)

(5 juin 1996) (p. 3209, 3210).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3209, 3210) : *MM. Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des finances; Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence; Jacques Habert.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3210).

Adoption (5 juin 1996) (p. 3210).

22. - **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat d'Israël en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (31 janvier 1996) [n° 2514 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Willy DIMEGLIO (21 mars 1996) [n° 2665 (95-96)] - Discussion (26 mars 1996) - Adoption (26 mars 1996) [n° 508].**

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (27 mars 1996) [n° 289 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jacques CHAUMONT (29 mai 1996) [n° 388 (95-96)] - Discussion (5 juin 1996) - Adoption (5 juin 1996) [n° 139].

PROMULGATION : loi n° 96-503 du 11 juin 1996 (J.O. Lois et décrets du 12 juin 1996).

Discussion (première lecture)

(5 juin 1996) (p. 3210, 3211).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3210, 3211) : *MM. Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des finances; Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence; Jacques Habert.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3211).

Adoption (5 juin 1996) (p. 3211).

23. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République bolivienne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (11 octobre 1995) [n° 2265 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Louis COLOMBANI (23 novembre 1995) [n° 2386 (95-96)] - Discussion (14 février 1996) - Adoption (14 février 1996) [n° 469].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 février 1996) [n° 223 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jacques CHAUMONT (29 mai 1996) [n° 384 (95-96)] - Discussion (5 juin 1996) - Adoption (5 juin 1996) [n° 140].

PROMULGATION : loi n° 96-507 du 11 juin 1996 (J.O. Lois et décrets du 12 juin 1996).

Discussion (première lecture)

(5 juin 1996) (p. 3211, 3212).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3211, 3212) : MM. Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des finances; Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence; Jacques Habert.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3212).

Adoption (5 juin 1996) (p. 3212).

24. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 19 décembre 1980 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole et un protocole additionnel), modifiée par l'avenant du 14 novembre 1984, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (31 octobre 1995) [n° 2317 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Ladislas PONIATOWSKI (21 mars 1996) [n° 2669 (95-96)] - Discussion (26 mars 1996) - Adoption (26 mars 1996) [n° 507].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (27 mars 1996) [n° 286 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jacques CHAUMONT (29 mai 1996) [n° 387 (95-96)] - Discussion (5 juin 1996) - Adoption (5 juin 1996) [n° 141].

PROMULGATION : loi n° 96-506 du 11 juin 1996 (J.O. Lois et décrets du 12 juin 1996).

Discussion (première lecture)

(5 juin 1996) (p. 3212, 3213).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3212, 3213) : MM. Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des finances; Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3213).

Adoption (5 juin 1996) (p. 3213).

25. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord fiscal sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Panama, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1995 - 11 janvier 1996)

[n° 160 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jacques CHAUMONT (29 mai 1996) [n° 383 (95-96)] - Discussion (5 juin 1996) - Adoption (5 juin 1996) [n° 142].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 juin 1996) [n° 2836 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Antoine JOLY (13 juin 1996) [n° 2883 (95-96)] - Discussion (20 juin 1996) - Adoption (20 juin 1996) [n° 563].

PROMULGATION : loi n° 96-569 du 26 juin 1996 (J.O. Lois et décrets du 27 juin 1996).

Discussion (première lecture)

(5 juin 1996) (p. 3214, 3217).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3214, 3217) : MM. Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des finances; Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence; Jacques Habert, Robert Pagès.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3217).

Adoption (5 juin 1996) (p. 3217).

26. - Projet de loi autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République tunisienne, d'autre part, d'une part, et la République tunisienne, d'autre part, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (13 mai 1996) [n° 2767 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Willy DIMEGLIO (6 juin 1996) [n° 2850 (95-96)] - Discussion (12 juin 1996) - Adoption (12 juin 1996) [n° 551].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 juin 1996) [n° 426 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Bertrand DELANOE (19 juin 1996) [n° 444 (95-96)] - Discussion (27 juin 1996) - Adoption (27 juin 1996) [n° 169].

PROMULGATION : loi n° 96-598 du 3 juillet 1996 (J.O. Lois et décrets du 4 juillet 1996).

Discussion (première lecture)

(27 juin 1996) (p. 4316, 4320).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4316, 4320) : Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Bertrand Delanoë, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jacques Habert, Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4320).

Adoption (27 juin 1996) (p. 4320).

27. - Projet de loi autorisant l'approbation du deuxième protocole en date du 6 octobre 1995 annexé à l'accord général sur le commerce des services (ensemble les listes d'engagements dont la traduction est annexée à la présente loi), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (12 juin 1996) [n° 2878 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. Roland BLUM avec le projet de loi n° 2879 (95-96) du 12 juin 1996 - Traités et conventions - (13 juin 1996) [n° 2881 (95-96)] - Discussion (20 juin 1996) - Adoption (20 juin 1996) [n° 561].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 juin 1996) [n° 458 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. Xavier de VILLEPIN avec le projet de loi n° 2879 (95-96) du 12 juin 1996 - Traités et conventions - (26 juin 1996) [n° 471 (95-96)] - Discussion (27 juin 1996) - Adoption (27 juin 1996) [n° 170].

PROMULGATION : loi n° 96-574 du 28 juin 1996 (J.O. Lois et décrets du 29 juin 1996).

Discussion (première lecture)

(27 juin 1996) (p. 4320, 4322).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4320, 4322) - (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 459 (95-96) - Traités et conventions) : *MM. Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer; Xavier de Villepin, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4322).

Adoption (27 juin 1996) (p. 4322).

28. - Projet de loi autorisant l'approbation du troisième protocole en date du 6 octobre 1995 annexé à l'accord général sur le commerce des services (ensemble les listes d'engagements dont la traduction est annexée à la présente loi), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (12 juin 1996) [n° 2879 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. Roland BLUM avec le projet de loi n° 2878 (95-96) du 12 juin 1996 - Traités et conventions - (13 juin 1996) [n° 2882 (95-96)] - Discussion (20 juin 1996) - Adoption (20 juin 1996) [n° 562].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 juin 1996) [n° 459 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. Xavier de VILLEPIN avec le projet de loi n° 2878 (95-96) du 12 juin 1996 - Traités et conventions - (26 juin 1996) [n° 471 (95-96)] - Discussion (27 juin 1996) - Adoption (27 juin 1996) [n° 171].

PROMULGATION : loi n° 96-575 du 28 juin 1996 (J.O. Lois et décrets du 29 juin 1996).

Discussion (première lecture)

(27 juin 1996) (p. 4320, 4322).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4320, 4322) - (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 458 (95-96) - Traités et conventions) : *MM. Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer; Xavier de Villepin, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4322).

Adoption (27 juin 1996) (p. 4322).

29. - Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à la convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest (ensemble 3 annexes), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (12 juin 1996) [n° 2877 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Louise MOREAU (20 juin 1996) [n° 2907 (95-96)] - Discussion (25 juin 1996) - Adoption (25 juin 1996) [n° 569].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (25 juin 1996) [n° 467 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André DULAIT (26 juin 1996) [n° 472 (95-96)] - Discussion (27 juin 1996) - Adoption (27 juin 1996) [n° 172].

PROMULGATION : loi n° 96-599 du 3 juillet 1996 (J.O. Lois et décrets du 4 juillet 1996).

Discussion (première lecture)

(27 juin 1996) (p. 4322, 4323).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4322, 4323) : *MM. André Dulait, rapporteur de la commission des affaires*

étrangères; Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4323).

Adoption (27 juin 1996) (p. 4323).

30. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (20 mars 1996) [n° 2656 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Claude-Gérard MARCUS (30 mai 1996) [n° 2829 (95-96)] - Discussion (12 juin 1996) - Adoption (12 juin 1996) [n° 552].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 juin 1996) [n° 425 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Hubert DURAND-CHASTEL (2 octobre 1996) [n° 4 (96-97)] - Discussion (23 octobre 1996) - Adoption (23 octobre 1996) [n° 10].

PROMULGATION : loi n° 96-948 du 31 octobre 1996 (J.O. Lois et décrets du 1er novembre 1996).

Discussion (première lecture)

(23 octobre 1996) (p. 4940, 4941).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4940, 4941) : *M. Hubert Durand-Chastel, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Mme Margie Sudre, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4941).

Adoption (23 octobre 1996) (p. 4941).

31. - Projet de loi autorisant la ratification de l'accord du 18 mars 1993 modifiant l'accord du 3 août 1959 modifié par les accords du 21 octobre 1971 et du 18 mai 1981 complétant la convention entre les Etats Parties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces stationnées en République fédérale d'Allemagne, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (19 juin 1996) [n° 452 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Serge VINCON (2 octobre 1996) [n° 5 (96-97)] - Discussion (23 octobre 1996) - Adoption (23 octobre 1996) [n° 11].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (23 octobre 1996) [n° 3055 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Claude MARCUS (21 janvier 1997) [n° 3304 (96-97)] - Pour avis à la commission de la défense - Avis de M. Michel MEYLAN (22 janvier 1997) [n° 3308 (96-97)].

Discussion (première lecture)

(23 octobre 1996) (p. 4941, 4943).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4941, 4942) : *Mme Margie Sudre, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie; M. Serge Vinçon, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4942).

Adoption (23 octobre 1996) (p. 4943).

32. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relative au service militaire des double-nationaux (ensemble une annexe), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (19 juin 1996) [n° 453 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Guy PENNE (2 octobre 1996) [n° 6 (96-97)] - Discussion (23 octobre 1996) - Adoption (23 octobre 1996) [n° 12].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (23 octobre 1996) [n° 3056 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Charles EHRMANN (21 janvier 1997) [n° 3301 (96-97)] - Discussion (29 janvier 1997) - Adoption (29 janvier 1997) [n° 643].

PROMULGATION : loi n°97-99 du 5 février 1997 (J.O. Lois et décrets du 7 février 1997).

Discussion (première lecture)

(23 octobre 1996) (p. 4943, 4944).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4943, 4944) : *M. Guy Penne, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Mme Margie Sudre, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4944).

Adoption (23 octobre 1996) (p. 4944).

33. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine relatif à l'emploi des personnes à charge des membres des missions officielles d'un Etat dans l'autre, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 juin 1996 - 4 juillet 1996) [n° 480 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André BOYER (2 octobre 1996) [n° 7 (96-97)] - Discussion (23 octobre 1996) - Adoption (23 octobre 1996) [n° 13].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (23 octobre 1996) [n° 3058 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Louise MOREAU (18 décembre 1996) [n° 3248 (96-97)] - Discussion (29 janvier 1997) - Adoption (29 janvier 1997) [n° 644].

PROMULGATION : loi n°97-100 du 5 février 1997 (J.O. Lois et décrets du 7 février 1997).

Discussion (première lecture)

(23 octobre 1996) (p. 4944, 4945).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4944, 4945) : *M. André Boyer, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Mme Margie Sudre, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4945).

Adoption (23 octobre 1996) (p. 4945).

34. - Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 juin 1996 - 4 juillet 1996) [n° 481 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Nicolas ABOUT (2 octobre 1996) [n° 8 (96-97)] - Discussion (23 octobre 1996) - Adoption (23 octobre 1996) [n° 14].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (23 octobre 1996) [n° 3057 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(23 octobre 1996) (p. 4945, 4947).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4945, 4947) : *M. Nicolas About, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Mme Margie Sudre, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4947).

Adoption (23 octobre 1996) (p. 4947).

35. - Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'admission temporaire (ensemble cinq annexes), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 juin 1996 - 11 juillet 1996) [n° 487 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André BOYER (9 octobre 1996) [n° 17 (96-97)] - Discussion (23 octobre 1996) - Adoption (23 octobre 1996) [n° 15].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (23 octobre 1996) [n° 3059 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. René ANDRE (21 janvier 1997) [n° 3300 (96-97)] - Discussion (29 janvier 1997) - Adoption (29 janvier 1997) [n° 645].

PROMULGATION : loi n°97-101 du 5 février 1997 (J.O. Lois et décrets du 7 février 1997).

Discussion (première lecture)

(23 octobre 1996) (p. 4947, 4948).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4947, 4948) : *M. André Boyer, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Mme Margie Sudre, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4948).

Adoption (23 octobre 1996) (p. 4948).

36. - Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Arménie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 juin 1996 - 25 juillet 1996) [n° 495 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Hubert DURAND-CHASTEL (9 octobre 1996) [n° 18 (96-97)] - Discussion (23 octobre 1996) - Adoption (23 octobre 1996) [n° 16].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (23 octobre 1996) [n° 3061 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(23 octobre 1996) (p. 4948, 4959).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4948, 4949) : *M. Hubert Durand-Chastel, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Mme Margie Sudre, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4949).

Adoption (23 octobre 1996) (p. 4949).

37. - Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Hong-Kong sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 juin 1996 - 25 juillet 1996) [n° 496 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jacques HABERT (9 octobre 1996) [n° 19 (96-97)] - Discussion (23 octobre 1996) - Adoption (23 octobre 1996) [n° 17].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (23 octobre 1996) [n° 3060 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Ladislav PONIATOWSKI (18 décembre 1996) [n° 3249 (96-97)] - Discussion (29 janvier 1997) - Adoption (29 janvier 1997) [n° 649].

PROMULGATION : loi n° 97-102 du 5 février 1997 (J.O. Lois et décrets du 7 février 1997).

Discussion (première lecture)

(23 octobre 1996) (p.4949, 4951).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4949, 4951) : *M. Jacques Habert, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Mme Margie Sudre, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4951).

Adoption (23 octobre 1996) (p. 4951).

38. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil fédéral suisse agissant au nom des cantons de Soleure, de Bâle-ville, de Bâle-campagne, d'Argovie et du Jura, sur la coopération transfrontière entre les collectivités territoriales et organismes publics locaux (ensemble une déclaration), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 juin 1996 - 11 septembre 1996) [n° 503 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Michel ALLONCLE (9 octobre 1996) [n° 20 (96-97)] - Discussion (23 octobre 1996) - Adoption (23 octobre 1996) [n° 18].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (23 octobre 1996) [n° 3063 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Marc REYMANN (21 novembre 1996) [n° 3160 (96-97)] - Discussion (28 novembre 1996) - Adoption (29 janvier 1997) [n° 650].

PROMULGATION : loi n° 97-103 du 5 février 1997 (J.O. Lois et décrets du 7 février 1997).

Discussion (première lecture)

(23 octobre 1996) (p.4951, 4953).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4951, 4953) : *MM. Michel Alloncle, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Daniel Hoeffel, Mme Margie Sudre, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4953).

Adoption (23 octobre 1996) (p. 4953).

39. - Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à l'accord portant création de la Commission des thons de l'océan Indien (ensemble deux annexes), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (2 octobre 1996) [n° 10 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Danielle BIDARD-REYDET (9 octobre 1996) [n° 21

(96-97)] - Discussion (23 octobre 1996) - Adoption (23 octobre 1996) [n° 19].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (23 octobre 1996) [n° 3062 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. René CHABOT (21 novembre 1996) [n° 3159 (96-97)] - Discussion (28 novembre 1996) - Adoption (28 novembre 1996) [n° 596].

PROMULGATION : loi n° 96-1025 du 29 novembre 1996 (J.O. Lois et décrets du 30 novembre 1996).

Discussion (première lecture)

(23 octobre 1996) (p.4953, 4955).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4953, 4955) : *Mmes Danielle Bidard-Reydet, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Margie Sudre, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4955).

Adoption (23 octobre 1996) (p. 4955).

40. - Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume d'Espagne relatif à la coopération transfrontalière entre collectivités territoriales, signé à Bayonne le 10 mars 1995, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (31 juillet 1996) [n° 2972 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jacques BLANC (21 novembre 1996) [n° 3161 (96-97)] - Discussion (28 novembre 1996) - Adoption (28 novembre 1996) [n° 597].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (28 novembre 1996) [n° 106 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Michel ALLONCLE (11 décembre 1996) [n° 132 (96-97)] - Discussion (19 décembre 1996) - Adoption (19 décembre 1996) [n° 49].

PROMULGATION : loi n° 96-1239 du 30 décembre 1996 (J.O. Lois et décrets du 01 janvier 1997).

Discussion (première lecture)

(19 décembre 1996) (p. 7689, 7691).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7689, 7691) : *MM. Michel Alloncle, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 7691).

Adoption (19 décembre 1996) (p. 7691).

Transfusions et transplantations d'organes

Voir *Santé publique, 3*

Transports

Voir *Marchés publics, 1*

1. - Projet de loi relatif aux transports, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Bernard PONS, ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports et Mme Anne-Marie IDRAC, secrétaire d'Etat aux transports (19 juillet 1995) [n° 383 (94-95)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de MM. Jean-François LE GRAND et Jacques ROCCA SERRA (11 octobre 1995) [n° 16 (95-96)] - Discussion (18 et 19 octobre 1995) (voir Table Thématique 1995 - Transports 4) - Adoption (19 octobre 1995) [n° 5].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 octobre 1995) [n° 2301 (95-96) rect] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Charles FEVRE (22 novembre 1995) [n° 2378 (95-96)] - Discussion (29 novembre 1995) - Adoption (29 novembre 1995) [n° 424].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (30 novembre 1995) [n° 106 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Jean-François LE GRAND (13 décembre 1995) [n° 123 (95-96)] - Discussion (19 décembre 1995) (voir Table Thématique 1995 - Transports 4) - Adoption (19 décembre 1995) [n° 41].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 décembre 1995) [n° 2452 (95-96)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Charles FEVRE (17 janvier 1996) [n° 2485 (95-96)] - Discussion (25 janvier 1996) - Adoption (25 janvier 1996) [n° 452].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (30 janvier 1996) [n° 181 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Jean-François LE GRAND (7 février 1996) [n° 203 (95-96)] - Discussion (15 février 1996) - Adoption (15 février 1996) [n° 79].

PROMULGATION : loi n° 96-151 du 26 février 1996 (J.O. Lois et décrets du 27 février 1996).

Discussion (troisième lecture)

(15 février 1996) (p. 738, 743).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 738, 740) : M. Jacques Bimbenet, Mme Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports; M. Jean-François Le Grand, rapporteur de la commission des affaires économiques.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 740, 743) : Mmes Michelle Demessine, Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports; MM. Jean-François Le Grand, rapporteur de la commission des affaires économiques, Félix Leyzour, René Régnault.

Art. 22 bis (sécurité dans le domaine portuaire) (p. 740) - Adopté (p. 741).

Art. 23 bis (régime d'utilisation du Fonds de péréquation des transports aériens pour 1995) (p. 741) - Adopté (p. 742).

Art. 28 (Liaison Rhin-Rhône - Section de la Saône de Laperrière à Lyon) (p. 743) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 743) : Mme Michelle Demessine, M. René Régnault.

Adoption (15 février 1996) (p. 743).

Transports aériens

Voir *Lois de finances*

Transports ferroviaires

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 8
Environnement, 2
Lois de finances

Transports routiers

Voir *Lois de finances*
Prix et concurrence, 1

Travail

Voir *Lois de finances*

1. - Proposition de loi tendant à l'ouverture du droit à l'indemnité compensatrice de précarité aux salariés en contrats à durée déterminée dits d'usage, PRESENTEE AU SENAT, par Mme Maryse BERGE-LAVIGNE, sénateur et plusieurs de ses collègues (31 janvier 1996) [n° 192 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. - Proposition de loi relative à la lutte contre le travail clandestin, PRESENTEE AU SENAT, par M. Joseph OSTERMANN (7 août 1996) [n° 497 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. - Proposition de loi tendant à favoriser l'expérimentation relative à l'aménagement et à la réduction du temps de travail, PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par Mme Marie-Thérèse BOISSEAU, député (6 novembre 1995) [n° 2325 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Yves NICOLIN (15 novembre 1995) [n° 2360 (95-96)] - Discussion (23 novembre 1995) - Adoption (23 novembre 1995) [n° 417].

NOUVEL INTITULE : **Proposition de loi tendant à favoriser l'expérimentation relative à l'aménagement et à la réduction du temps de travail et modifiant l'article 39 de la loi n° 93-1313 du 20 décembre 1993 quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle**

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 novembre 1995) [n° 94 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Louis SOUVET (7 février 1996) [n° 205 (95-96)] - Discussion (13 février 1996) - Adoption (13 février 1996) [n° 76].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (13 février 1996) [n° 2567 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Yves NICOLIN (21 mars 1996) [n° 2670 (95-96)] - Discussion (28 mars 1996) - Adoption (28 mars 1996) [n° 513].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (28 mars 1996) [n° 301 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Louis SOUVET (15 mai 1996) [n° 363 (95-96)] - Discussion (21 mai 1996) - Adoption (21 mai 1996) [n° 130].

NOUVEL INTITULE : **Proposition de loi tendant à favoriser l'emploi par l'aménagement et la réduction conventionnels du temps de travail**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (23 mai 1996) [n° 2809 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Yves NICOLIN (23 mai 1996) [n° 2811 (95-96)] - Discussion (30 mai 1996) - Adoption (30 mai 1996) [n° 543].

PROMULGATION : loi n° 96-502 du 11 juin 1996 (J.O. Lois et décrets du 12 juin 1996).

Discussion (première lecture)

(13 février 1996) (p. 595, 629).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 595, 610) : MM. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales; James Bordas, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Félix Leyzour, Jacques Machet, Georges Mouly, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales.

Motion n° 12 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Jean-Luc Bécart, tendant à opposer la question préalable (p. 610).

Rejet de la motion (p. 613 ; scrutin public n° 61).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 613, 627) : M. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales; Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Serge Franchis, Félix Leyzour, Charles Metzinger, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales.

Art. 1^{er} (pérennisation et amélioration du dispositif de réduction et d'aménagement conventionnel de la durée du travail) (p. 615) - Adopté après modification (p. 623).

Après l'art. 1^{er} (p. 623).

Art. additionnel (convention sur la limitation des licenciements) (p. 623) - Adopté (p. 624).

Art. 2 (cumul des allègements de charges sociales : coordination) (p. 624) - Adopté après modification (p. 625).

Art. 3 (rapport du Gouvernement au Parlement) (p. 625) - Adopté après modification.

Art. 4 (charge de l'exonération) (p. 625) - Supprimé (p. 626).

Art. 5 (extension du dispositif d'exonération décennale aux entreprises ayant déjà conclu une convention avec l'Etat en application de l'article 39 de la loi quinquennale). (p. 626) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 628, 629) : M. Jean-Patrick Courtois, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales.

Scrutin public n° 63 (p. 629).

Adoption (13 février 1996) (p. 629).

Discussion (deuxième lecture)

(21 mai 1996) (p. 2674, 2692).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2674, 2679) : MM. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales; Guy Fischer, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2679, 2689) : M. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales; Mme Michelle Demessine, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Alain Gérard, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales.

Art. 1^{er} (incitation à l'aménagement et à la réduction conventionnelles du temps de travail en contrepartie d'embauches) (p. 2680) - Adopté après modification (p. 2689).

Art. 1^{er} bis (incitation à l'aménagement et à la réduction conventionnelles du temps de travail en vue d'éviter des licenciements économiques) (p. 2687) - Adopté après modification (p. 2688).

Art. 2 (cumul des allègements de charges sociales : coordination) (p. 2689) - Adopté.

Art. 3 (rapport du Gouvernement au Parlement) (p. 2689) - Adopté.

Art. 4 bis (dispositions transitoires) (p. 2689) - Adopté.

Intitulé de la proposition de loi (proposition de loi tendant à favoriser l'emploi par l'aménagement et la réduction conventionnels du temps de travail) (p. 2689) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2689, 2692) : Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales, Alain Gérard, Jacques Habert, Jean Madelain, René Trégouët.

Adoption (21 mai 1996) (p. 2692).

4. - Projet de loi relatif à l'information et à la consultation des salariés dans les entreprises et les groupes d'entreprises de dimension communautaire, ainsi qu'au développement de la négociation collective, PRÉSENTE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jacques BARROT, ministre du travail et des affaires sociales (10 avril 1996) [n° 2701 (95-96) rect] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Yves BUR (28 mai 1996) [n° 2819 (95-96)] - Urgence - Discussion (4 et 5 juin 1996) - Adoption (5 juin 1996) [n° 546].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE) (5 juin 1996) [n° 411 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Louis SOUVET (25 septembre 1996) [n° 510 (95-96)] - Discussion (1, 2, 3 octobre 1996) - Adoption (3 octobre 1996) [n° 2].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (3 octobre 1996) [n° 3008 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) - Rapport de M. Yves BUR (9 octobre 1996) [n° 3013 (96-97)] - Discussion (10 octobre 1996) - Adoption (10 octobre 1996) [n° 585].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Louis SOUVET (9 octobre 1996) [n° 16 (96-97)] - Discussion (10 octobre 1996) - Adoption (10 octobre 1996) [n° 4].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 96-383 DC du 6 novembre 1996 (J.O. Lois et décrets du 13 novembre 1996) qui déclare l'article 6 de la loi non contraire à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 96-985 du 12 novembre 1996 (J.O. Lois et décrets du 13 novembre 1996).

Discussion (première lecture)

(1er octobre 1996) (p. 4345, 4369); (2 octobre 1996) (p. 4402, 4454); (3 octobre 1996) (p. 4463, 4488).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4345, 4361) : M. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales; Mmes Anne-Marie Couderc, ministre délégué pour l'emploi; Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales, Philippe Marini, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales.

Motion n° 29 de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Michelle Demessine, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 4361).

Rejet de la motion (p. 4364 ; scrutin public n° 1).

Motion n° 5 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, soutenue par M. Jean-Luc Mélenchon, tendant à opposer la question préalable (p. 4364).

Rejet de la motion (p. 4369 ; scrutin public n° 2).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4402, 4454 ; 4463, 4483) : *MM. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales; Claude Billard, Paul Blanc, Jean-Claude Carle, Mmes Anne-Marie Couderc, ministre délégué pour l'emploi; Michelle Demessine, Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Jean-Luc Mélenchon, Mme Gisèle Printz, M. Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

Art. 1^{er} (périmètre du comité de groupe - Art. L. 439-1 du code du travail) (p. 4402) - Adopté (p. 4405).

Art. 2 (dispositions transitoires applicables aux comités de groupe) (p. 4405) - Adopté.

Art. 3 (comité d'entreprise européen ou procédure d'information et de consultation dans les entreprises de dimension communautaire - Chapitre X nouveau du titre III du livre IV du code du travail) (p. 4405).

Art. L. 439-6 du code du travail (droit des salariés à l'information et à la consultation à l'échelon européen et définition) (p. 4408) - Adopté (p. 4410).

Art. L. 439-7 du code du travail (constitution du groupe spécial de négociation) (p. 4410) - Adopté.

Art. L. 439-8 du code du travail (missions et modalités de fonctionnement du groupe spécial de négociation) (p. 4410) - Adopté (p. 4414).

Art. L. 439-9 du code du travail (contenu de l'accord instituant le comité d'entreprise européen) (p. 4414) - Adopté (p. 4415).

Art. L. 439-10 (contenu de l'accord instituant une ou plusieurs procédures d'information et de consultation) (p. 4415) - Adopté (p. 4417).

Art. L. 439-11 du code du travail (régime de décisions du groupe spécial de négociation et fin de sa mission) (p. 4417) - Adopté (p. 4418).

Art. L. 439-12 du code du travail (procédure de mise en place d'un comité d'entreprise européen à titre subsidiaire) (p. 4418) - Adopté (p. 4419).

Art. L. 439-13 du code du travail (composition du comité d'entreprise européen en l'absence d'un accord) (p. 4419) - Adopté.

Art. L. 439-14 du code du travail (modalités de fonctionnement du comité d'entreprise européen) (p. 4419) - Adopté (p. 4422).

Art. L. 439-15 du code du travail (attributions du comité d'entreprise européen) (p. 4422) - Adopté (p. 4427).

Art. L. 439-16 du code du travail (modalités de fonctionnement du comité d'entreprise européen) (p. 4427) - Adopté (p. 4432).

Art. L. 439-17 du code du travail (règlement intérieur et ouverture éventuelle de nouvelles négociations) (p. 4433) - Adopté.

Art. L. 439-18 du code du travail (règle de répartition des sièges) (p. 4433) - Adopté (p. 4435).

Art. L. 439-19 (désignation des représentants des salariés par les organisations syndicales) (p. 4435) - Adopté (p. 4436).

Art. L. 439-20 du code du travail (conditions de désignation des représentants des salariés en l'absence d'organisations syndicales) (p. 4436) - Adopté.

Art. L. 439-21 du code du travail (secret professionnel et obligation de discrétion) (p. 4436) - Adopté.

Art. L. 439-22 du code du travail (suppression du comité d'entreprise européen) (p. 4436) - Adopté.

Art. L. 439-23 du code du travail (protection des représentants des salariés) (p. 4436) - Adopté.

Art. L. 439-24 du code du travail (conséquences de la mise en place du comité d'entreprise européen sur le comité de groupe) (p. 4436) - Adopté (p. 4438).

Adoption de l'article 3 (p. 4438).

Art. 4 (délit d'entrave relatif au groupe spécial de négociation, au comité d'entreprise européen et à la procédure d'information, d'échange de vues et de dialogue - Art. L. 483-1-2 du code du travail) (p. 4438) - Adopté.

Art. 5 (dispositions transitoires) (p. 4438) - Adopté après modification (p. 4440).

Art. 6 (transposition dans la loi de certaines dispositions de l'accord national interprofessionnel du 31 octobre 1995 relatif à la politique contractuelle) (p. 4443) - Adopté (p. 4483).

Art. 7 (entrée en vigueur de certaines dispositions) (p. 4483) - Supprimé.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4484, 4488) : *MM. Jacques Bimbenet, Paul Blanc, Mmes Anne-Marie Couderc, ministre délégué pour l'emploi; Michelle Demessine, Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Jacques Machet, Bernard Seillier, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

Adoption (3 octobre 1996) (p. 4488).

Discussion (commission mixte paritaire)

(10 octobre 1996) (p. 4685, 4688).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4685, 4686) : *MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, en remplacement de M. Louis Souvet, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4686, 4687).

Art. 5 (p. 4686).

Art. 7 (p. 4687) - Supprimé par le Sénat - Suppression maintenue par la CMP.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4687, 4688) : *Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement.*

Adoption (10 octobre 1997) (p. 4688).

Travail (aménagement du temps)

Voir *Déclarations du Gouvernement, 9 Travail, 3*

Tribunaux de grande instance (TGI)

Voir *Droit pénal, 2*

Tunisie

Voir *Traités et conventions, 26*

U

Union de l'Europe occidentale (UEO)

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 2; 11

Union européenne

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 1; 2; 9; 11
Traités et conventions, 10
Travail, 4

1. - **Résolution (n° 325, 95-96)** adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes et sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes (n° E-613), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques GENTON, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 28 mars 1996 - 10 avril 1996) [n° 305 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport commun de M. Jean HUCHON avec la proposition de résolution n°308 (95-96) du 12 avril 1996 - (17 avril 1996) [n° 311 (95-96)] - Rapport supplémentaire de M. Jean HUCHON (24 avril 1996) [n° 324 (95-96)] - Résolution adoptée par la commission des affaires économiques (24 avril 1996) [n° 325 (95-96)] - Adoption (25 avril 1996) [n° 113].

Discussion

(25 avril 1996) (p. 2243, 2253).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2243, 2251) : *MM. William Chervy, Alain Dufaut, Jean Huchon, rapporteur de la commission des affaires économiques; Louis Minetti, Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement; Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation.*

II - DISCUSSION DE LA RÉOLUTION (p. 2251, 2253).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2252, 2253) : *MM. Jacques Habert, Louis Minetti.*

Adoption (25 avril 1996) (p. 2253).

2. - **Résolution (n° 368, 95-96)**, adoptée par la commission des affaires économiques en application de l'article 73 bis, alinéa 8, du règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le développement des services postaux communautaires et l'amélioration de la qualité de service (n° E 474), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Gérard DELFAU, sénateur (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 décembre 1995 - 14 décembre 1995) [n° 141 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport commun de M. Pierre HERISSON avec la proposition de résolution n° 162 (95-96) du 16 janvier 1996 (7 mai 1996) [n°346 (95-96)] - Rapport supplémentaire de M. Pierre HERISSON (15 mai 1996) [n° 367 (95-96)] - Résolution adoptée par la commission des affaires économiques (15 mai 1996) [n° 368 (95-96)] - Adoption (21 mai 1996) [n° 129].

Discussion

(21 mai 1996) (p. 2659, 2672).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2659, 2666) : *MM. Claude Billard, Gérard Delfau, François Fillon, ministre*

délégué à La Poste, aux télécommunications et à l'espace; Pierre Hérisson, rapporteur de la commission des affaires économiques.

II - DISCUSSION DE LA RÉOLUTION (p. 2666, 2671).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2671, 2672) : *MM. Gérard Delfau, Emmanuel Hamel, Mme Anne Heinis, MM. Félix Leyzour, Jacques Machet, Alain Pluchet.*

Adoption (21 mai 1996) (p. 2672).

3. - **Résolution (n° 441, 95-96)** adoptée par la commission des finances, en application de l'article 73 bis du règlement sur la proposition de révision des perspectives financières présentée par la Commission au Parlement européen et au Conseil, en application des paragraphes 11 et 12 de l'accord interinstitutionnel du 29 octobre 1993 sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (n° E-628), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Denis BADRE, sénateur (4 juin 1996) [n° 395 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Denis BADRE (13 juin 1996) [n° 431 (95-96)] - Résolution adoptée par la commission des finances (18 juin 1996) [n°441 (95-96)] - Adoption (26 juin 1996) [n° 165].

Discussion

(26 juin 1996) (p. 4270, 4277).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4270, 4275) : *MM. Denis Badré, rapporteur de la commission des finances; Jean-Luc Bécart, Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Alain Richard.*

II - DISCUSSION DE LA RÉOLUTION (p. 4275, 4276).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4276, 4277) : *MM. Jacques Genton, Emmanuel Hamel, Alain Richard.*

Adoption (26 juin 1996) (p. 4277).

4. - **Résolution (n° 466, 95-96)** adoptée par la commission des finances, en application de l'article 73 bis du règlement, sur une recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en France. Application de l'article 104 C, paragraphe 7 du traité instituant la Communauté européenne (n° E-648), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Alain LAMBERT, sénateur (17 juin 1996) [n° 436 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Alain LAMBERT (19 juin 1996) [n° 447 (95-96)] - Résolution adoptée par la commission des finances (25 juin 1996) [n°466 (95-96)] - Adoption (26 juin 1996) [n° 166].

Discussion

(26 juin 1996) (p. 4277, 4288).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4277, 4283) : *MM. Jean-Luc Bécart, Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Alain Richard.*

Motion n° 2 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable (p. 4283).

Rejet de la motion (p. 4283 ; scrutin public n° 121).

II - DISCUSSION DE LA RÉOLUTION (p. 4287, 4288) : *MM. Jean-Luc Bécart, Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Mme Hélène Luc.*

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4288) : *Mme Hélène Luc.*

Adoption (26 juin 1996) (p. 4288).

Universités

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 6

Urbanisme

Voir *Environnement*, 2
Lois de finances

1. - Proposition de loi (n° 209, 95-96) de M. Claude Huriet et de plusieurs de ses collègues tendant à créer une possibilité de recours à l'égard des décisions des architectes des Bâtiments de France, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Claude HURIET, sénateur (8 février 1996) [n° 209 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Philippe RICHERT (7 mai 1996) [n° 347 (95-96)] - Discussion (21 mai 1996) - Adoption (21 mai 1996) [n° 126].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi relative à l'instruction des autorisations de travaux dans le champ de visibilité des édifices classés ou inscrits et dans les secteurs sauvegardés

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (24 mai 1996) [n° 2814 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Discussion (première lecture)

(21 mai 1996) (p.2648, 2658).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2648, 2657) : *MM. Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture; André Égu, Jean-Paul Emorine, Claude Estier, Joseph Ostermann, Ivan Renar, Philippe Richert, rapporteur de la commission des affaires culturelles.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2657, 2658).

Art. 1^{er} (*création des commissions du patrimoine et des sites*) (p. 2657) - Adopté.

Art. 2 (*possibilité d'appel des avis des architectes des bâtiments de France sur des édifices classés ou inscrits*) (p. 2657) - Adopté.

Art. 3 (*possibilité d'appel des avis des architectes des bâtiments de France sur les travaux effectués dans des secteurs sauvegardés*) (p. 2657) - Adopté.

Art. 4 (*fixation des conditions d'application des articles 2 et 3 par décret en Conseil d'Etat*) (p. 2657) - Adopté.

Art. 5 (*mesures de coordination liées à la création des commissions du patrimoine et des sites*) (p. 2657) - Adopté.

Adoption (21 mai 1996) (p. 2658).

Urbanisme commercial

Voir *Commerce et artisanat*, 1
Politique économique et sociale, 2

Uruguay

Voir *Traités et conventions*, 18

V

Ventes aux enchères

Voir *Propriété intellectuelle*, 1

Viandes

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 12

Vie publique

1. - Proposition de loi assurant la parité des femmes et des hommes dans la vie publique, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Hélène LUC, sénateur et plusieurs de ses collègues (19 juin 1996) [n° 450 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois.

Villes

Voir *Aménagement du territoire*, 2
Collectivités locales, 6
Lois de finances

Voies navigables

Voir *Lois de finances*
Transports, 1

W

Wallis et Futuna

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)*, 1

Z**Zones franches**

Voir *Aménagement du territoire, 2*
Corse, 1
Déclarations du Gouvernement, 7

Zones rurales

Voir *Collectivités locales, 6*

CONGRÈS DU PARLEMENT

(19 FÉVRIER 1996)

1 - **Constitution du Parlement en Congrès** - Lecture par M. Philippe Seguin, président de l'Assemblée nationale, président du Congrès du Parlement, du décret de convocation du Congrès (p. 3).

2 - **Règlement du Congrès** (p. 3)

3 - **Vote sur le projet de loi constitutionnelle portant extension du champ d'application du référendum, instituant une session parlementaire unique, modifiant le régime de l'inviolabilité parlementaire et abrogeant les dispositions relatives à la Communauté et les dispositions transitoires** (p. 4 à 18).

Intervention de M. Alain Juppé, Premier ministre.

Explications de vote : MM. Pierre Mazeaud, député ; Charles Metzinger, sénateur ; Patrice Gélard, sénateur ; José Rossi, député ; Laurent Fabius, député ; Robert Pagès, sénateur ; Henri de Raincourt, sénateur ; Alain Bocquet, député ; Claude Huriet, sénateur ; Guy Cabanel, sénateur.

Scrutin public à la tribune (p. 18 ; liste des votants, p. 19 à 25).

Adoption (p. 18).

4 - **Clôture de la session du Parlement en Congrès** (p. 18).